

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

« LA VISION DU CONTRE-TERRORISME DE GEORGE W. BUSH À DONALD TRUMP :
LE PIÈGE DU DISCOURS IDENTITAIRE DANS LE RECOURS AUX DRONES ARMÉS »

THÈSE
PRÉSENTÉE COMME EXIGENCE PARTIELLE
DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
DANNY GAGNÉ

JUILLET 2024

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE 1 – PROBLÉMATIQUE.....	19
1.1 – Les médias et le public.....	19
1.2 – Question de recherche et hypothèse.....	20
1.3 – Définitions.....	22
1.4 – Pourquoi étudier le recours aux drones armés dans les opérations de lutte au terrorisme?...26	
1.5 – Le problème avec les drones armés.....	29
1.6 – Pourquoi s’intéresser au langage.....	31
1.7 – Formulation de la politique étrangère.....	33
1.8 – La rationalité.....	35
1.9 – L’approche bureaucratique.....	38
1.10 – L’approche domestique.....	38
1.11 – La cognition.....	38
1.12 – Les modèles organisationnels.....	41
1.13 – Évaluation et évolution de la politique étrangère.....	42
1.14 – Le « Blob » et le <i>Foreign Policy Establishment</i>	43
1.15 – Définition de la menace.....	45
1.16 – L’évolution des médias.....	48
1.17 – L’influence des médias et de la population sur la formulation de la politique étrangère.....	50
1.18 – La genèse : le consensus Almond-Lippmann.....	50
1.19 – L’après Almond-Lippmann.....	51
1.20 – L’effet CNN.....	54
1.21 – Le cadrage.....	55
1.22 – L’indexation.....	57
1.23 – La médiatisation.....	58
1.24 – Opinion publique en temps de guerre.....	58
CHAPITRE 2 – CADRE THÉORIQUE.....	69
2.1 – Le post-structuralisme.....	69
2.2 – Le « véritable » savoir.....	71
2.3 – Le post-structuralisme et la discipline des relations internationales.....	73
2.4 – L’hégémonie discursive.....	79
2.5 – Le post-structuralisme et la sécuritisation.....	84
2.6 – L’intertextualité.....	88
2.7 – L’intertextualité en pratique.....	93
2.8 – Le logocentrisme en pratique.....	95
2.9 – Les décideurs en charge de formuler la politique étrangère.....	98
2.10 – Les médias, l’opinion publique et l’identité.....	101

CHAPITRE 3 – CADRE ANALYTIQUE.....	109
3.1 – Vers une définition.....	110
3.2 – Comprendre et analyser le contexte.....	113
3.3 – L’analyse de contenu en pratique.....	115
3.4 – Conception de la recherche.....	118
3.5 – L’analyse de contenu par assistance informatique.....	120
3.6 – Planter le décor.....	122
3.7 – La dimension sémantique de l’analyse.....	141
CHAPITRE 4 – LA PRÉSIDENTIE DE GEORGE W. BUSH : 2001 À 2009.....	148
4.1 – George W. Bush et le terrorisme.....	148
4.2 – La définition du terrorisme.....	149
4.2.1 – Les valeurs et le mode de vie américain.....	150
4.2.2 – L’arsenalisation de la démocratie.....	150
4.2.3 – Le rôle providentiel des États-Unis dans le combat contre le terrorisme.....	151
4.2.4 – La sécurité et l’insécurité.....	152
4.2.5 – Le terrorisme et les armes de destruction massive.....	153
4.3 – Présidence Bush : le terrorisme dans le New York Times.....	153
4.4 – Présidence Bush : le terrorisme dans le Washington Post.....	184
4.5 – George W. Bush et les drones armés.....	217
4.6 – Présidence Bush : le New York Times et les drones armés.....	218
4.7 – Présidence Bush : le Washington Post et les drones armés.....	221
4.8 – Conclusion.....	223
CHAPITRE 5 – LA PRÉSIDENTIE DE BARACK OBAMA : 2009 À 2017.....	231
5.1 – Barack Obama et le terrorisme.....	232
5.1.1 – Le modèle américain.....	232
5.1.2 – Le rôle providentiel des États-Unis.....	232
5.1.3 – Terrorisme et armes de destruction massive.....	234
5.1.4 – Sécurité et insécurité.....	234
5.2 – Présidence Obama : le terrorisme dans le Washington Post.....	234
5.3 – Présidence Obama : le terrorisme dans le New York Times.....	254
5.4 – Barack Obama et les drones armés.....	266
5.5 – Présidence Obama : les drones armés dans le Washington Post.....	271
5.6 – Présidence Obama : les drones armés dans le New York Times.....	290
5.7 – Conclusion.....	300
CHAPITRE 6 – LA PRÉSIDENTIE DE DONALD TRUMP : 2017 À 2021.....	308
6.1 – Donald Trump et le terrorisme.....	308
6.1.1 – Le modèle américain et le rôle providentiel des États-Unis.....	310
6.1.2 – Terrorisme et armes de destruction massive.....	311
6.1.3 – Sécurité et insécurité.....	311

6.2 – Présidence Trump : le terrorisme dans le New York Times.....	312
6.3 – Présidence Trump : le terrorisme dans le Washington Post.....	319
6.4 – Donald Trump et les drones armés.....	325
6.5 – Présidence Trump : les drones armés dans le New York Times.....	326
6.6 – Présidence Trump : les drones armés dans le Washington Post.....	330
6.7 – Conclusion.....	335
CONCLUSION.....	340
BIBLIOGRAPHIE.....	365
ANNEXE 1 : LISTE DES DISCOURS PRÉSIDENTIELS.....	432
ANNEXE 2 : CITATIONS ADDITIONNELLES.....	435

Liste des figures

- Appui populaire à l'utilisation des drones armés.....27
- Modèle de variation de la politique étrangère.....46
- Modèle de l'écart informationnel.....59
- Modèle du phénomène de récursion.....121
- Nuage de mots discours - George W. Bush.....127
- Nuage de mots discours Barack - Obama.....127
- Nuage de mots discours - Donald Trump.....128
- Nuage de mots sur le thème du terrorisme - George W. Bush.....129
- Nombre de publications médiatiques sur le terrorisme – George W. Bush.....130
- Nombre de publications médiatiques sur les drones armés – George W. Bush.....131
- Nuage de mots dans les publications médiatiques sur le terrorisme – George W. Bush...130
- Nuage de mots dans les publications médiatiques sur les drones armés – George W. Bush.....132
- Nombre de publications médiatiques sur le terrorisme – Barack Obama.....133
- Nuage de mots sur le thème du terrorisme – Barack Obama.....133
- Nombre de publications médiatiques sur les drones armés – Barack Obama.....134
- Nuage de mots sur le thème des drones armés – Barack Obama.....135
- Nombre de publications médiatiques sur le terrorisme – Donald Trump.....136
- Nuage de mots sur le thème du terrorisme – Donald Trump.....136
- Nombre de publications médiatiques sur les drones armés – Donald Trump.....137
- Nuage de mots sur le thème des drones armés – Donald Trump.....137
- Nuage de mots – Barack Obama et le terrorisme.....142
- Sondage – le terrorisme comme menace critique353

Liste des tableaux

- Pourcentages pondérés et récurrences dans les discours sur la sécurité.....128
- Mots les plus utilisés dans les publications médiatiques sur le terrorisme – George W. Bush.....131
- Mots les plus utilisés dans les publications médiatiques sur les drones armés – George W. Bush.....133
- Mots les plus utilisés dans les publications médiatiques sur le terrorisme – Barack Obama.....134
- Mots les plus utilisés dans les publications médiatiques sur les drones armés – Barack Obama.....135
- Mots les plus utilisés dans les publications médiatiques sur le terrorisme – Donald Trump.....136
- Mots les plus utilisés dans les publications médiatiques sur les drones armés – Donald Trump.....138

Résumé

Le but de la présente thèse est de comprendre pourquoi, dans les opérations de contre-terrorisme, l'exécutif responsable de l'élaboration de la politique stratégique de Washington semble manifester une confiance aveugle envers les drones armés. Faisant appel à la théorie post-structuraliste des relations internationales, nous avons pour objectif de dépasser les conceptions traditionnelles de la formulation de la politique, notamment l'approche bureaucratique, par une démarche fondée sur l'analyse du contenu de discours présidentiels et d'articles médiatiques. La recherche englobe les présidences de George W. Bush, Barack Obama et Donald Trump. Les discours de ces présidents au sujet du terrorisme et de l'utilisation des drones armés seront analysés, ainsi qu'un corpus d'articles médiatiques publiés dans le *New York Times* et le *Washington Post* pour la même période. Pour ce faire, nous aurons recours au logiciel NVivo pour nous aider à synthétiser le contenu des discours et articles. Nous proposons que, dans leurs rapports avec les médias et le public, les élites responsables de formuler la politique étrangère américaine se sont enfermées dans un discours identitaire qui agit tel le référent pour expliquer le terrorisme à la population américaine et justifier le recours aux drones armés, limitant ainsi la formulation d'options différentes. La question de recherche à laquelle nous tenterons de répondre est la suivante : pourquoi les décideurs responsables de formuler la politique étrangère américaine privilégient-ils l'usage des drones armés dans la lutte contre le terrorisme? Pour répondre à la question de recherche, nous testerons les hypothèses suivantes :

- H1 : Le discours identitaire sur le terrorisme, autant dans le langage des élites que dans celui des médias, ne change peu ou pas dans la période à l'étude.
- H2 : La représentation publique que l'on se fait des drones armés, autant chez les élites que chez les médias, ne change peu ou pas pendant la période à l'étude.
- H3 : Parmi les solutions envisagées par les élites et les médias pour lutter contre le terrorisme, le recours aux drones armés domine l'espace narratif.

L'analyse montre qu'une stabilité discursive consacre l'humanisme des Américains par opposition à une déshumanisation des cibles terroristes. La stabilité de ce discours identitaire est rendue possible par l'utilisation des drones armés, des outils qui seraient extrêmement précis permettant ainsi une utilisation de la force discriminée en respect des droits humains, en opposition à l'utilisation indiscriminée de la violence par l'ennemi terroriste. En conclusion, la thèse souligne l'importance de l'étude du langage pour approfondir notre compréhension de la formulation de la politique étrangère.

Introduction

La guerre « made in America »

Comment les États-Unis font-ils la guerre? Ont-ils une conception différente de celle-ci? Les États-Unis sont à la croisée des chemins alors qu'ils cherchent à réconcilier deux tendances contraires : la destruction de l'ennemi dans une victoire totale tout en respectant le cadre libéral fondé sur la démocratie et les droits humains. L'un des mythes fondateurs des États-Unis, la Destinée Manifeste, appelle à une sécurité parfaite alors que l'impératif est la destruction complète de l'ennemi pour éviter qu'il menace le territoire américain, le tout en préservant l'image d'un hégémon bienveillant qui doit combattre le barbarisme pour amener la civilité aux quatre coins du monde. Comment relever ce défi? Selon Carvin et Williams (2014), c'est à travers une entreprise de développement de différentes technologies guerrières qui donnerait un visage plus « humain » à la guerre que les États-Unis arrivent à se convaincre du bien fondé de leurs campagnes militaires. Alors que la guerre est abordée comme le théâtre où s'exprime le barbarisme humain, la technologie doit permettre d'atteindre rapidement cette victoire décisive qui va mettre fin à la guerre rapidement et « proprement ». C'est ainsi que les États-Unis ont justifié l'utilisation de l'arme nucléaire contre le Japon en 1945, et il en va de même pour l'utilisation des drones depuis les attentats du 11 septembre 2001. Si le terroriste est considéré comme un barbare qui ne respecte pas la loi et les conventions en ce qui a trait à la conduite de la guerre, le recours à la technologie de pointe par les États-Unis est légitimé par d'une démarche scientifique héritée des Lumières qui serait gage de civilité (Carvin et Williams 2014).

Les drones armés, nouvelle lubie technologique américaine

Le 7 octobre 2001 commence officiellement l'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis alors que des soldats américains foulent le sol afghan pour la toute première fois dans le cadre de ce conflit qui durera près de vingt ans. Washington est déterminé à venger les attaques du 11 septembre en mettant la main sur les terroristes de l'organisation Al-Qaeda ayant perpétré les attentats, même si cela veut dire entrer en guerre contre le régime des Talibans au pouvoir à Kaboul. Débute ainsi la plus longue guerre entreprise par les États-Unis qui sera à la fois une chasse aux terroristes et une guerre contre les Talibans qui abandonnent la capitale en octobre de la même année. Cette même date marque la transformation des opérations de combat et de lutte au terrorisme alors qu'un nouveau vecteur de combat est utilisé pour la première fois : le drone armé. Le

désormais célèbre drone *Predator* #3034, qui est maintenant exposé au *National Air and Space Museum* à Washington, accomplit cependant une sortie qui va semer l'affolement dans les rangs américains. Autant la *U.S. Army* que la *U.S. Air force* n'est au courant de l'opération alors que la frappe sera conduite derrière des portes closes par un agent de la *CIA* basé en Virginie.

Alors que le chef des Talibans, le mollah Mohammad Omar, est repéré non loin de Kandahar, des chasseurs américains postés à une trentaine de kilomètres attendent l'ordre de faire feu sur la cible. C'est alors qu'un missile *Hellfire* frappe un véhicule se trouvant devant l'édifice dans lequel se trouve le leader Taliban, alertant ce dernier, qui réussira à prendre la fuite (Whittle 2014). Sur les ondes des systèmes de communication de l'armée américaine, la frappe est accompagnée d'un cri :

« *Who the fuck did that?* » (Woods 2015).

Sans le savoir, la *U.S. Air force* s'est fait damer le pion par la *CIA*. La frappe est un échec. La cible, d'une importance critique pour l'armée américaine, va continuer d'être l'homme fort des Talibans pour plusieurs années avant de trouver la mort dans des circonstances nébuleuses en 2013.

Il est à se demander si, dès même la première frappe, on s'est questionné sur l'efficacité des drones armés dans les futures opérations de combat? Si la confusion règne sur le terrain, c'est surtout une lutte de pouvoir qui va diviser la *CIA*, la *U.S. Air force* et le CENTCOM, à savoir qui doit être aux commandes de ces engins. Malgré ce faux pas initial, il ne fait pas de doute que l'opération *Liberté immuable* fait à l'époque figure de coup de génie. L'utilisation d'agents de la *CIA*, de commandos spéciaux et de l'Alliance du nord comme guerriers par procuration, le tout appuyé par des frappes de drones, permet de mettre échec et mat le régime des Talibans en à peine plus de 100 jours (David 2015). Les forces américaines, tout comme les élites en charge de formuler la politique étrangère des États-Unis, ont possiblement été aveuglées par ce succès initial. Dès décembre 2001, George W. Bush fait déjà l'éloge de ce système de combat en soulignant que l'armée américaine doit acquérir davantage de drones armés :

« *Before the war, the Predator (drone) had skeptics, because it did not fit the old ways. Now it is clear the military does not have enough unmanned vehicles. We're entering an era in which unmanned vehicles of all kinds will take on greater importance -- in space, on land, in the air, and at sea* ». (Whittle 2018)

Au cours d'une conférence devant le think tank *Pacific Council on International Policy*, Leon Panetta, directeur de la CIA sous Barack Obama, est pressé à répondre à une question sur les risques de l'utilisation des drones au Pakistan ce qui pourrait avoir un impact négatif sur le soutien de la population pakistanaise, et donc sur les efforts de lutte au terrorisme dans la région. Sa réponse est catégorique :

« *Very frankly, it's the only game in town in terms of confronting or trying to disrupt the al Qaeda leadership* ». (Shachtman 2009).

Lors d'une allocution à la *National Defense University* en mai 2013, Barack Obama déclare que les drones représentent la panacée dans la lutte contre le terrorisme (*cure-all for terrorism*) (Obama 2013).

Force est d'admettre que, si l'on fait le point sur plus de vingt ans d'utilisation de drones armés dans des opérations de lutte au terrorisme, le bilan est plutôt mitigé. La guerre en Afghanistan se veut d'abord une chasse aux terroristes responsables d'avoir perpétré les attaques du 11 septembre, notamment Oussama Ben Laden. L'offensive en Afghanistan va graduellement se transformer en un conflit qui transcende les frontières pour devenir une déclaration de guerre aux groupes terroristes de tout acabit, peu importe dans quel État ils opèrent. Après l'Afghanistan, les drones armés américains seront utilisés en Irak, au Pakistan, en Syrie, au Yémen et en Somalie. Si les États-Unis n'ont plus jamais été frappés par une attaque de l'ampleur du 11 septembre, on remarque que la menace terroriste, elle, est loin d'avoir disparu.

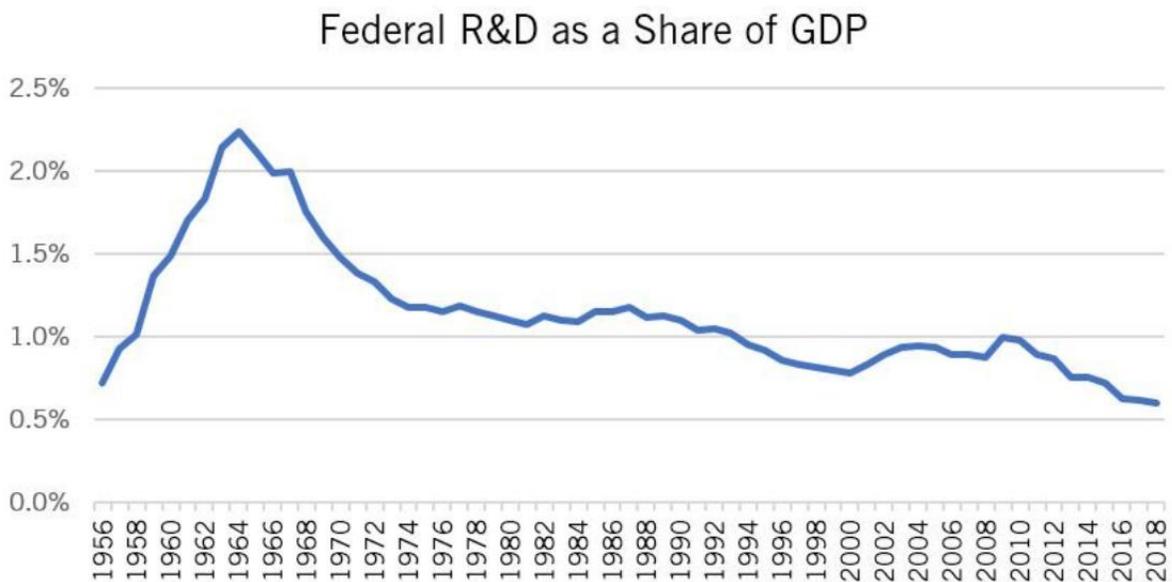
Maintenant, pourquoi s'intéresser spécifiquement aux drones armés? Nous cherchons à comprendre pourquoi, dans les opérations de contre-terrorisme, l'exécutif en charge de l'élaboration de la politique stratégique de Washington semble manifester une confiance aveugle envers ces vecteurs. Ils semblent devenus synonymes de lutte au terrorisme. Pour ce faire, nous porterons notre attention sur les trois dernières présidences américaines, soit celle de George W. Bush, Barack Obama et Donald Trump. Ces outils, qui semblent être la panacée pour lutter contre le terrorisme dans l'œil des décideurs américains, permettent d'illustrer ce qui serait une absence de réflexion quant à des stratégies alternatives de contre-terrorisme. Est-ce que, quand des frappes de drones armés sont à l'origine de bavures flagrantes, ces politiques sont remises en question ou simplement reconduites par automatisme en raison de leur caractère dominant dans le discours identitaire américain?

Chaque administration depuis 2001 a pourtant fait les frais de frappes bâclées ayant causé la mort de dizaines d'innocents mettant ainsi les décideurs dans l'embarras face à la communauté internationale. Si George W. Bush a présidé l'échec tactique de la toute première frappe de drone armé, Barack Obama a eu tôt fait d'assister à des bavures avec de graves conséquences humanitaires, pensons seulement à une des premières frappes de son mandat qui avait causé la mort de plus de quarante civils participants à des funérailles en 2009. Il était toujours dans le siège du conducteur en 2014 quand une frappe au Yémen causa la mort de 12 civils prenant part à un mariage. Ces deux instances ne semblent pourtant pas avoir ébranlé sa foi envers les drones armés. Même chose pendant la présidence Trump alors qu'en 2019, trente travailleurs agricoles trouvent la mort dans une frappe qui devait cibler des militants de l'État Islamique réfugiés en Afghanistan.

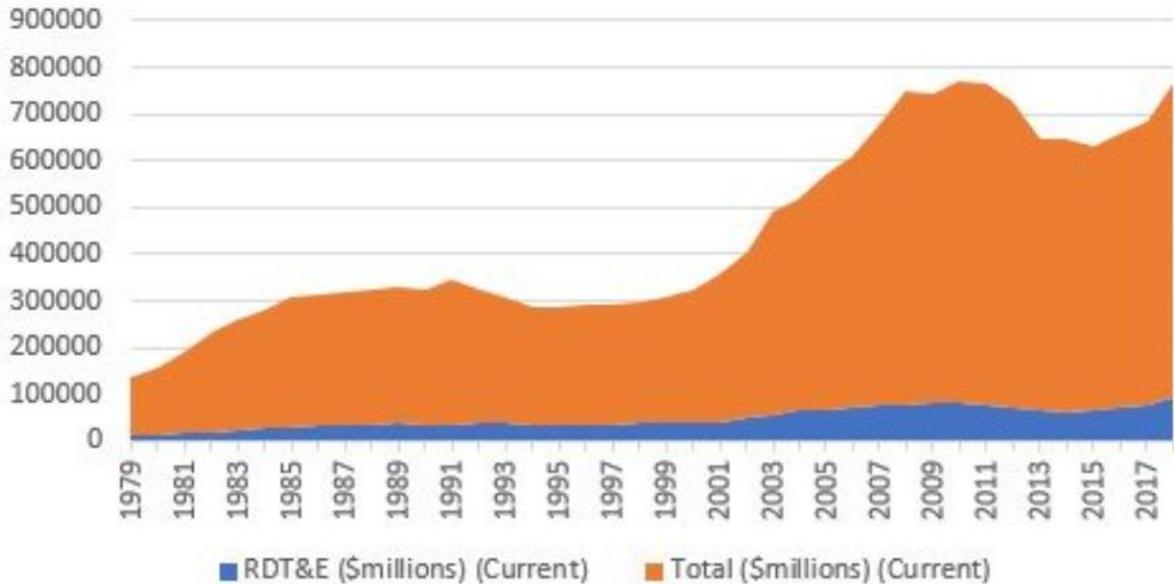
Le nombre de dommages collatéraux causés par les frappes de drones est alarmant. Selon une étude de Scahill (2015) au sujet de l'Afghanistan, entre janvier 2012 et février 2013, sur 200 pertes humaines causées par des frappes, seulement 35 étaient des cibles terroristes identifiées par Washington. Dans les cinq premiers mois de l'étude, c'est 90% des frappes qui ne touchent pas la cible. On parle d'un pays où les Américains ont des capacités de renseignement substantielles, ce qui n'est pas tant le cas en Somalie ou au Yémen où les dommages collatéraux sont potentiellement plus élevés.

Deux constats s'imposent. D'abord, les dommages collatéraux causés par les frappes de drones armés ne sont pas nécessairement une question de précision, mais de plus en plus un triste constat sur l'acte de tuer lui-même. La violence devient aveugle et des civils sont tués simplement parce qu'ils sont dans les environs de la « menace » que les Américains combattent. Le questionnement, voire l'absence de remise en question, à savoir si l'on abat une cible militaire ou civile, semble être ce qui explique la croissance des dommages collatéraux. Un groupe d'hommes et de femmes, tous vêtus de noir et priant en direction de la Mecque, peuvent ainsi être froidement assassinés sous le soupçon qu'il s'agit d'un groupuscule terroriste, alors qu'en fait il s'agissait de la célébration d'une funérailles. Dans le doute, on fait table rase. Cela s'accompagne d'une déshumanisation de la cible qui se trouvait simplement à la mauvaise place au mauvais moment. La vie de ces civils n'a pas la même valeur que la vie des citoyens Américains. Les États-Unis sont investis d'une mission, celle de débarrasser le monde du terrorisme. Ils rendent un service au reste de la planète même si cela doit coûter la vie à une poignée de « barbares ».

Les acquisitions de drones, elles, vont croissantes, de même que le nombre de frappes. Il ne semble pas non plus y avoir de réflexion à savoir quelles sont les stratégies alternatives. Cette forme d'obsession se manifeste par une volonté de rendre l'outil toujours plus performant, rapide, furtif ou encore doté d'une intelligence artificielle ultimement capable de remplacer l'humain. Dans la boîte à outils de Washington pour lutter contre le terrorisme, le drone armé cause le plus de torts à l'image des États-Unis, mais est pourtant utilisé de manière prédominante. Si l'on observe les dépenses militaires des États-Unis depuis quelques années, on peut constater qu'une très faible partie des sommes allouées sont investies en recherche et développement (Foot et Atkinson 2019) (United States department of Defense 2021) :



Defense: RDT&E



Si Washington continue de bomber le torse point de vue capacités militaires, force est d'admettre que l'on ne se prépare pas aux conflits du futur. Est-ce à cause de l'apparente obsession pour les drones?

Il est important de faire la différence entre les frappes conventionnelles, soit par avions de chasse, bombardiers ou encore par missiles lancés à partir de plateformes terrestres et navales, et les frappes par drones. Différents théâtres d'opérations impliquent différents moyens utilisés pour les frappes. Par exemple, dans le cas de l'Afghanistan, entre 2001 et 2013, les frappes de drones armés représentent 7% des frappes aériennes totales (Zenko et Wolf 2016). Cela ne concerne cependant pas uniquement les frappes contre des cibles associées au terrorisme, mais l'ensemble des frappes visant d'autres cibles tels les Talibans. On remarque malgré tout une augmentation fulgurante dans les années subséquentes alors que les frappes de drones armés représentent 56% des frappes en 2015 (Smith 2016). Pour la première moitié de 2016, les chiffres montent à 61% (Smith 2016). Si on se concentre sur les frappes menées dans les pays qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration de guerre officielle de Washington, soit le Pakistan, le Yémen, la Somalie et la Syrie, les frappes de drones armés composent 98% du total des attaques comparées aux frappes conventionnelles ou aux raids terrestres (Zenko et Kreps 2014). Selon une étude de Horowitz, Kreps et Fuhrmann (2016) en ce qui concerne le Pakistan et la Somalie, les deux pays ont fait

l'objet de 50 frappes de drones contre des cibles associées au terrorisme entre 2004 et 2007. Entre 2009 et 2014, le nombre de frappes est chiffré à 450.

Plusieurs raisons peuvent être évoquées pour expliquer pourquoi les décideurs américains ont fait du drone armé un élément clé de leur stratégie. D'abord, il faut bien sûr évoquer le faible coût relié à l'utilisation de ces vecteurs, si on le compare à d'autres moyens de lutter contre le terrorisme telles les opérations au sol et les frappes conventionnelles. On peut aussi souligner une évidente fatigue du peuple Américain face aux entreprises militaires, les drones représentant ainsi un outil hors du commun pour éviter d'attirer l'attention du public en menant une guerre « zéro perte ». Le phénomène pourrait aussi bien être expliqué par la rigidité de la structure bureaucratique qui pousse les décideurs à adopter certaines solutions standardisées, évitant ainsi une véritable discussion quant au bien-fondé de la stratégie. Nous proposons une réponse différente pour expliquer ce phénomène en utilisant une approche fondée sur l'étude du discours qui sert à justifier la stratégie de lutte au terrorisme.

La thèse sera divisée en deux parties contenant chacune trois chapitres. Dans le premier chapitre, nous allons introduire la problématique, soit notre question de recherche, tout en proposant une réponse provisoire à celle-ci. Nous allons ensuite présenter notre revue de la littérature pour exposer les différentes théories qui pourraient potentiellement expliquer la persistance de la vision du contre-terrorisme chez les élites en charge de formuler la politique stratégique américaine. Parmi les approches qui seront abordées pour détailler la problématique, nous retrouverons d'abord les théories sur la formulation de la politique étrangère, soit l'approche des choix rationnels ainsi que l'approche bureaucratique. Nous proposons une explication plus juste du phénomène, ce que ne peuvent pas faire de manière satisfaisante les approches bureaucratiques et du choix-rationnel. Selon notre angle post-structuraliste, la perpétuation d'une politique étrangère ne requiert pas la simple activation d'un mécanisme et ne s'explique pas par la simple rigidité bureaucratique. S'il y a perpétuation d'une politique, nous croyons que cela s'explique par la stabilité du discours identitaire américain qui agit comme une justification en ce qui a trait à la répétition de cette stratégie. Si une administration décide de continuer sur la même voie que l'administration précédente en ce qui a trait à une politique étrangère ou une stratégie militaire, cette décision doit être justifiée verbalement, on doit lui donner un sens. Ce processus ne s'opère pas dans un vacuum.

Nous porterons ensuite notre attention sur les modes de gestions, soit les modèles formels, collégiaux et compétitifs. Ces approches proposent d'analyser la formulation de la politique étrangère en étudiant comment est organisée la cellule décisionnelle qui accompagne le président dans ces fonctions de chef d'État en ce qui a trait à la formulation de la politique étrangère. Expliquer la redondance de la politique étrangère américaine dans cette période semble complexe. En effet, à travers trois présidences avec des styles de gestion différents, mais bien sûr aussi des cabinets différents, pourquoi la vision du contre-terrorisme qui sous-tend l'utilisation prépondérante des drones armés est restée la même ? De prime abord, il semble que l'étude des modèles décisionnels ne puisse pas donner de résultats satisfaisants pour expliquer la persistance de la vision du contre-terrorisme des élites américaines qui sert à justifier l'utilisation de ces outils.

Entrent en jeu les théories sociétales qui intègrent le public dans l'équation qui mène à la formulation de la politique étrangère. Nous voulons apporter un regard différent sur l'approche sociétale qui propose d'étudier la formulation de la politique étrangère comme celui d'un discours avec la nation, une forme de récit pour convaincre. Alors que, selon les approches bureaucratiques et des choix-rationnels, la modulation du discours se fait principalement à l'intérieur de la cellule décisionnelle, les théories sociétales proposent que les possibilités de construction du discours soient illimitées. Il serait ainsi toujours possible de définir de nouvelles politiques et stratégies. Les théoriciens de cette école ne nient pas qu'un discours puisse devenir sédimenté et que, tant que celui-ci est perpétué par les élites, une politique étrangère puisse en quelque sorte devenir quasi-permanente. Or, les élites en charge de la formulation de la politique étrangère auraient toujours la possibilité de proposer des narratifs différents avec pour objectif de transformer le débat public et ainsi changer la politique étrangère d'un pays de manière substantielle. Les éléments lexicaux d'un discours seraient une matière première brute à laquelle on pourrait donner plusieurs formes et sens. Les décideurs auraient ainsi le plein contrôle sur les facteurs qui déterminent la culture, l'identité et l'intérêt national.

Si, dans notre cas, une politique peut prendre un caractère semi-permanent, c'est parce que des mots et des images ne peuvent simplement pas être utilisés par les décideurs, car ils ont soit perdu de leur sens pour parler d'un sujet ou d'un objet, ou que leurs sens ont été transformés, les rendant ainsi inutilisables. Les décideurs seraient ainsi contraints, parfois inconsciemment, dans le choix du lexique et des images qu'ils utilisent pour élaborer et justifier une politique étrangère.

Dans leurs relations avec les médias et le public, cette tendance se renforcerait davantage. Pour rester pertinents, les acteurs en charge de formuler la politique étrangère sont dépendants d'un discours identitaire qui est devenu dominant au sein des institutions américaines. Les décideurs l'adoptent pour que leurs réponses soient crédibles. Ces conventions langagières étant difficiles à changer, les politiques qui les accompagnent le sont tout autant.

Les approches cognitives seront ensuite abordées à travers l'étude des perceptions. Selon Destler (1972), la position des décideurs serait le fruit de leurs valeurs personnelles et de leurs mentalités, donc leurs manières de raisonner. C'est l'approche perceptuelle. Qui dit perception dit cependant déformation de la réalité jusqu'à un certain point. Dans le processus de prise de décision, on suppose que les acteurs vont choisir l'option qui satisfait leur vision de la réalité. Portant son attention sur une des périodes les plus tendues de la guerre froide (1947-1962), Halperin (1972) suggère que les décideurs avaient somme toute un système de croyances relativement homogène à savoir que l'URSS était une puissance expansionniste et que la mission des États-Unis était de contenir cette expansion. C'est ce biais d'attribution qui aurait primé dans le processus décisionnel de l'époque, pas les rivalités bureaucratiques.

Cette addition nous permettra de progresser davantage pour répondre à notre question de recherche. Cela étant dit, elle ne nous permet pas de pleinement saisir la formation de ces prismes attitudinaux et de comprendre comment ces attitudes et ces schémas mentaux sont maintenus. La conception de la réalité des décideurs n'est pas originale, elle est empruntée à des représentations existantes qu'ils n'ont pas créées. Elle nous donne une partie de la réponse, soit l'influence de la relation entre les décideurs à l'intérieur de la cellule et comment des visions de la réalité en viennent à se consolider et se perpétuer, mais prend encore ceux-ci comme évoluant en vase clos. Elle nous pousse quand même à prendre en considération les valeurs et les convictions, fruit de leurs expériences personnelles, que les décideurs expriment. Les décideurs sont des personnages publics. Ces valeurs et ces convictions, ils les expriment publiquement. Tel un sonar, ces signaux qu'ils envoient leur reviennent d'une manière ou d'une autre, que ce soit par la presse écrite, la télévision, les sondages, les manifestations face à des politiques impopulaires, etc. Or, il est difficile de mesurer avec certitude l'influence de ces convictions personnelles sur la formulation de la politique étrangère.

Nous terminerons ce chapitre en faisant la présentation des théories qui cherchent à évaluer l'impact du public et des médias sur la formulation de la politique, notamment celles de l'indexation et de la médiatisation. Suivant ces approches, nous tenterons d'aller plus loin en nous attachant au discours des élites qui construit la menace à savoir comment il résonne auprès des médias et du public. Nous recherchons une forme de contamination croisée du discours qui mène à une co-constitution de l'identité américaine, et ce faisant, de sa politique étrangère.

Dans le deuxième chapitre, nous présenterons l'approche théorique et les concepts mobilisés pour répondre à notre question de recherche. Cet ouvrage fait appel à l'école de pensée post-structuraliste des relations internationales. L'approche post-structurelle nous permettra de mieux comprendre le jeu à somme nulle dans lequel la société américaine s'est enfermée depuis le 11 septembre 2001. Selon cette théorie, la politique étrangère contribue à la définition de l'identité alors que les décideurs cherchent à éviter les crises identitaires. Elle contribue à répondre à une demande sociale d'identité collective qui permet le maintien de la cohésion sociétale (Walker 1993). L'insécurité de la population fonde ultimement la sécurité de l'État (Morin 2013). Pour Campbell (1998), l'articulation constante de dangers par le biais de la politique étrangère n'est pas une menace à l'identité ou l'existence de l'État, mais plutôt la condition même de sa possibilité. Or, les décideurs en charge de formuler la politique deviennent eux aussi prisonniers de trames narratives existantes pour définir des options de politiques étrangères.

La définition de la politique étrangère américaine est un acte de langage, donc un discours avec le public, et l'exécutif déploie des efforts constants pour manipuler la trame narrative officielle et ainsi justifier sa stratégie. Comme il s'agit d'un discours avec la nation, le lexique et les images invoquées par les élites à l'origine du discours sont empreints de références identitaires. Depuis la fin de la guerre froide, les administrations qui se sont succédé ont toutes participé à un processus de pérennisation de l'identité américaine tout en justifiant la place des États-Unis sur la scène internationale. Ce narratif a pour but la définition du rôle de Washington dans le monde, une manière de faire accepter sa politique de puissance aux yeux du public américain et du public international. S'il y a une hégémonie discursive, donc une trame narrative qui n'est pas contestée, les mêmes actions seraient vouées à être répétées lorsque vient le temps de lutter contre le terrorisme, parce que les décideurs sont eux aussi conditionnés à prendre des décisions en fonction du discours dominant. S'ils cherchent à s'approprier ce discours pour rester pertinents face à la

population américaine, ils se trouvent aussi à devenir dépendants de celui-ci, ce qui détermine ultimement certains de leurs choix en réduisant les options de politiques étrangères qui s'offrent à eux.

Dans le même chapitre, nous introduirons par la suite deux concepts clés : l'intertextualité et le logocentrisme. Selon le concept de l'intertextualité, le sens de quelque chose n'est jamais créé ou découvert, il est imposé, car il est le résultat de pratiques discursives et littéraires déjà existantes (Der Derian et Shapiro 1998). Nous utiliserons ainsi ce concept dans notre recherche d'une hégémonie discursive qui lie les administrations qui se sont succédé depuis le 11 septembre. Le deuxième concept, le logocentrisme, a pour but d'expliquer comment des décideurs peuvent devenir prisonniers d'une structure discursive qui reproduit sa propre logique d'idées, de concepts et d'abstractions pour devenir l'ultime référence pour décrire la réalité et légitimer l'action (Fierke et Jørgensen 2001). De cette manière, nous pourrions entrevoir les étapes subséquentes de la thèse, soit l'analyse de contenu. Ultimement, l'analyse du contenu de discours doit nous permettre de comprendre ce qui est possible et impossible, dans l'œil des décideurs américains, du point de vue de la politique étrangère.

Dans le troisième chapitre, nous ferons la présentation du cadre analytique qui doit nous permettre de mener à bien les études de cas et ainsi répondre à la question de recherche. Nous allons présenter les indicateurs retenus pour mesurer la persistance du discours sur la lutte au terrorisme et l'utilisation des drones armés tout en justifiant la pertinence du matériel empirique employé pour répondre à la question de recherche. Il sera important de comprendre en quoi les indicateurs utilisés permettent de mener à bien un tel exercice d'analyse en fonction d'une approche post-structurelle. Nous analyserons deux formes de contenu, soit des discours présidentiels et des analyses médiatiques. L'analyse de contenu se fera de manière automatisée, nous expliquerons donc la méthode de collecte des données, l'outil utilisé ainsi que le processus informatique pour mener à bien l'analyse de contenu.

La deuxième partie de la thèse sera composée de trois études de cas qui portent sur les présidences de George W. Bush (chapitre 4), Barack Obama (chapitre 5) et Donald Trump (chapitre 6). Dans chacun des cas, nous ferons l'analyse du contenu de leurs discours quand vient le temps d'expliquer la lutte au terrorisme à la population américaine. Nous porterons une attention toute particulière à leurs références respectives aux drones armés. Dans chacun de ces trois chapitres,

nous ferons aussi une analyse de contenu d'articles médiatiques qui traitent de l'utilisation des drones dans les opérations américaines de lutte au terrorisme. L'objectif sera d'apprécier le degré de congruence entre les discours des élites et les interventions médiatiques qui permettent de largement relayer l'information à la population américaine. Nous pourrons ainsi observer s'il y a co-constitution d'un discours identitaire relatif à l'utilisation des drones armés pour lutter contre le terrorisme qui enferme, non seulement les élites en charge de formuler la politique étrangère des États-Unis, mais ultimement la société américaine au sens large, qui consacre la perpétuation de cette stratégie.

Chapitre 1 : problématique

Le but de la présente thèse est d'expliquer pourquoi les élites en charge de formuler les politiques stratégiques américaines reproduisent une vision du contre-terrorisme dont les opérations reposent en majorité sur les frappes de drones armés. Nous ne cherchons pas à nous prononcer sur le bien-fondé de la stratégie à savoir si elle est bénéfique ou non pour les États-Unis. Nous ne portons pas non plus de jugement éthique ou normatif au sujet des méthodes employées pour mener à bien ces campagnes de contre-terrorisme. Nous nous intéressons au processus discursif qui consacre la continuité de cette stratégie. Nous proposons que, dans leurs rapports avec les médias et le public, les élites en charge de formuler la politique étrangère américaine se sont enfermées dans un discours identitaire qui agit tel le référent pour expliquer le terrorisme à la population américaine et justifier le recours aux drones armés, limitant ainsi la formulation d'options différentes. En fonction d'une approche post-structuraliste des relations internationales, nous étudierons la co-constitution de ce discours identitaire qui est bâti sur une croyance en une supériorité morale américaine et une diabolisation de l'ennemi dont on peut disposer de manière naturelle et bienveillante par des frappes de drones armés. Il n'est pas possible de séparer l'outil de la cible qu'il doit abattre, ils sont liés intrinsèquement. Comprendre comment les États-Unis se perçoivent, mais aussi comment ils perçoivent leurs cibles terroristes nous permet d'y aller d'inférences à savoir pourquoi les drones armés restent les outils de prédilection de Washington pour lutter contre le terrorisme.

Les médias et le public

Quel est le rôle des médias et du public dans le phénomène à l'étude? Au niveau des médias, deux constats préliminaires ressortent. D'abord, il semble qu'au premier coup d'œil, les médias ont eu tendance à offrir au public une version complaisante de ces conflits dans le but de rester dans les bonnes grâces de Washington, surtout dans les premières années qui ont suivi l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak. Une étude de Bachman (2017) montre que, de 2009 à 2014, le *New-York Times* et le *Washington Post* ont volontairement minimisé les chiffres quant aux dommages collatéraux causés par les frappes de drones. Maintenant, quel a été le discours utilisé pour parler de lutte au terrorisme au sens large et plus précisément de l'utilisation des drones armés? Peut-on retrouver dans les médias un calque du discours des élites en charge de la prise de décision qui concourt à la co-constitution d'une vision de la lutte au terrorisme qui fait appel à des solutions

plutôt que d'autres? Depuis 2001, lorsque sondé, le public américain s'est toujours montré favorable à l'utilisation des drones armés. Comment ainsi expliquer cet alignement? Peut-on affirmer que le public participe à la stabilité du discours qui justifie et rend cette stratégie de lutte au terrorisme plus politiquement attrayante que d'autres?

L'objectif de la thèse consiste à étudier deux formes de communications orales et écrites, soit les discours présidentiels et les articles journalistiques. À travers une analyse de contenu, notre objectif est de faire la synthèse du discours en ce qui concerne la vision du contre-terrorisme articulée pendant les trois dernières présidences. Nous sommes à la recherche d'un phénomène de co-constitution de l'identité américaine où les médias participent à la consolidation de la vision du contre-terrorisme des décideurs américains ce qui mènerait ainsi à l'utilisation prépondérante des drones armés.

Question de recherche et hypothèses

La question de recherche à laquelle nous tenterons de répondre est la suivante : pourquoi les décideurs en charge de formuler la politique étrangère américaine privilégient-ils l'usage des drones armés dans la lutte contre le terrorisme? Nous soumettons l'hypothèse qu'une forte corrélation lexicale existe entre le discours des élites et le contenu d'articles médiatiques traitant de terrorisme qui perpétue la stratégie de contre-terrorisme américaine. Plus précisément, ce sont trois hypothèses qui seront testées :

- H1 : Le discours identitaire sur le terrorisme, autant dans le langage des élites que dans celui des médias, ne change peu ou pas dans la période à l'étude.
- H2 : La représentation publique que l'on se fait des drones armés, autant chez les élites que chez les médias, ne change peu ou pas pendant la période à l'étude.
- H3 : Parmi les solutions envisagées par les élites et les médias pour lutter contre le terrorisme, le recours aux drones armés domine l'espace narratif.

Qu'est-ce que cela implique quant à la recherche d'une réponse à notre question de recherche? Reprenons les hypothèses :

- H1 : Si le discours identitaire sur le terrorisme n'évolue pas, le rapport avec la cible lui non plus. Nous soumettons ainsi l'hypothèse que, pendant la période à l'étude, l'identité américaine telle que proposée par les élites et les médias, reste inchangée. Il en va de même

en ce qui a trait à la représentation du terrorisme et des terroristes, par exemple, un discours déshumanisant. Ce faisant, la politique qui légitimise l'élimination des cibles de manière indiscriminée, les drones armés étant les outils privilégiés pour le faire, ne ferait pas l'objet d'une remise en question substantielle.

- H2 : Dans le cas de la deuxième hypothèse, il faudra vérifier comment l'on parle des drones, donc par exemple, le discours quant à leur précision, pour comprendre comment ce discours peut contribuer à la normalisation de la stratégie.
- H3 : En ce qui a trait à la troisième hypothèse, nous cherchons à apprécier le ratio qu'occupe le discours sur les drones par rapport à d'autres stratégies pour lutter contre le terrorisme, autant au niveau du discours des élites que des médias. Si le recours aux drones est surreprésenté dans le discours public, que ce soit pour en parler en bien ou en mal, cela peut malgré tout donner l'impression que c'est en quelque sorte l'unique solution pour lutter contre le terrorisme.

Pour tester ces hypothèses, nous aurons recours à l'analyse de contenu. Cette approche méthodologique nous permettra d'apprécier le contexte social dans lequel se déroule la formulation de la politique étrangère quant à l'utilisation des drones. Nous proposons de mesurer la persistance de ce que nous appelons le discours hégémonique identitaire. Par discours hégémonique, nous entendons un discours qui s'est imposé, autant dans le schéma de pensée des élites que dans celui des médias et de la population, face à des narratifs alternatifs sur le contre-terrorisme qui discrédite ceux-ci par le fait même. La référence à l'identité permet d'apprécier dans quelle conception de la réalité se déroule la réflexion sur la politique étrangère américaine ainsi que les moyens à utiliser pour combattre les ennemis qu'ils désignent. Au sujet de notre première hypothèse, nous mettrons principalement l'accent sur la représentation narrative des terroristes et du terrorisme. De prime abord, nous ne nous attendons pas à une transformation du discours sur l'identité américaine. Bien sûr, nous allons prendre le temps d'apprécier celui-ci tout en prenant conscience de son évolution, ou de l'absence d'évolution quand on invoque l'identité des États-Unis. Nous avons fait ce choix pour deux raisons. D'abord, parce que nous ne nous attendons pas à une transformation des référents identitaires alors que les présidents et les médias parlent du peuple Américain dans la période à l'étude. L'image que les élites projettent du peuple Américain semble très stable à première vue, et ça depuis des décennies. De plus, selon l'approche poststructuraliste qui sera présentée en aval, cette identité est déduite à partir de la représentation identitaire que se font les

Américains de leurs « ennemis ». En fonction d'une représentation binaire de la réalité, l'identité de celui qui commet les actes de violence informe l'identité de celui qui les subit. Parler du terrorisme ou des terroristes, c'est aussi parler de soi, c'est faire référence à ce l'on est et à ce que l'on n'est pas, dans quel camp nous sommes, quels sont les valeurs qui nous unissent, etc.

Nous procéderons en deux étapes. Dans un premier temps, une analyse de contenu nous permettra d'apprécier la trame narrative identitaire véhiculée par les élites en charge de la formulation de la politique étrangère des États-Unis. Dans un deuxième temps, nous allons porter notre attention sur la couverture médiatique de la lutte au terrorisme et de l'utilisation des drones armés pour endiguer la menace. En ce qui a trait aux présidents à l'étude, cela peut aussi bien être un discours pour exprimer une vision de la menace terroriste, de la position des États-Unis devant cette menace, des moyens pour y faire face, pour vanter ou critiquer les mérites de la stratégie, etc. Du côté médiatique, nous porterons non seulement notre attention sur la couverture des discours, mais aussi sur leur traitement de l'actualité en ce qui a trait à la lutte au terrorisme. Nous cherchons à savoir si les médias reproduisent le discours des élites et s'ils partagent les mêmes trames narratives. De manière plus spécifique, nous voulons apprécier les concordances et la stabilité lexicale entre le discours identitaire des élites et le contenu des articles médiatiques. Nous partons du postulat qu'une forte corrélation lexicale existe entre le discours des élites et le contenu d'articles médiatiques traitant de terrorisme ce qui consacre la répétition de référents identitaires au sujet des États-Unis, de leurs « ennemis » ainsi que la stratégie de contre-terrorisme à adopter pour les combattre. Avant d'aller plus loin, prenons le temps de définir les concepts centraux de la thèse.

Définitions

Commençons par définir ce qu'est un drone armé dans le but d'écartier toute ambiguïté sur leur fonctionnement et utilisation. L'utilisation du drone armé n'est pas l'affaire d'un seul opérateur ou opératrice. Bien au contraire, le maniement de ces appareils implique le travail conjoint de dizaines de personnes. D'abord, on retrouve le pilote, celui qui s'occupe de la navigation et qui, dans les opérations de combat, appuie sur la « gâchette ». Si c'est le pilote qui appuie sur la gâchette, ce n'est pas ce dernier qui s'occupe de faire l'acquisition des cibles. Il a en quelque sorte un co-pilote, le « *sensor operator* », qui guide les missiles équipés sur le drone en ayant recours aux systèmes de caméras et de lasers équipés sur le vecteur de combat (Baker 2014). En plus du

duo d'opérateurs, de 15 à 20 analystes s'occupent de traiter les informations recueillies par l'appareil, notamment les bandes vidéo et les signaux électromagnétiques captés par le drone (Brannen 2014). Il existe plusieurs modèles de drones qui peuvent être utilisés dans les opérations de combat, les *MQ-1 Predator* et *MQ-9 Reaper* de *General Atomics* ayant non seulement la plus grande notoriété, mais sont aussi les plus souvent utilisés dans les opérations de lutte au terrorisme dans la période à l'étude.

Les frappes de drones armés ne sont pas non plus toutes approchées et incluses dans un narratif similaire. Les autorités responsables¹ mènent trois types de frappes : « *direct* », « *signature* » et « *follow up* » (Gholiagha 2015). Par frappe directe, on entend une frappe sur un individu précis, avec une identité bien définie et qui fait partie d'une liste de cibles prédéterminées. Une frappe signature, le type de frappes le plus répandu dans les opérations de contre-terrorisme américaines, consiste plutôt à attaquer une cible en fonction de certains comportements « signatures » : habitudes de vies, fréquentations, emploi du temps, etc. Finalement, les frappes de type « *follow up* », ou de suivi, consiste à cibler des individus à la suite d'une frappe récente. Cela peut être une frappe contre des individus se portant au secours des victimes d'une frappe précédente dans un laps de temps très court, ou encore une frappe sur des funérailles où l'on croit que les individus présents sont associés aux individus ciblés par une frappe récente.

Bien qu'ils ne soient pas armés, plusieurs autres modèles de drones sont utilisés dans les opérations de combat. Le *Global Hawk* de *Northrop Grumman*, un drone de surveillance utilisé pour des opérations de reconnaissance, peut voler jusqu'à 65000 pieds et rester en vol pour une période pouvant dépasser 30 heures, plus qu'assez pour traverser l'Atlantique (Page 2020). Le *RQ-1*, la version de reconnaissance du *MQ-1 Predator*, est utilisé pour étudier et quantifier les effectifs ennemis à longue distance. D'autres types de drones comme le *Skydio X2D* sont utilisés à des fins tactiques pour les opérations en temps réel, que ce soit pour étudier les mouvements de troupes ennemis ou pour établir des rapports de dommages sur le terrain ou encore pour évaluer la précision des frappes d'autres vecteurs de combat comme les drones armés (Tingley 2022). Des tests de drones ont aussi été réalisés par l'OTAN en 2020 pour approvisionner des troupes dans des situations de combat, notamment en effectuant des livraisons de munitions, de vivres et de matériel médical (French 2020).

¹ Normalement le Pentagone ou la CIA

S'il peut sembler relativement évident à savoir de qui nous parlons lorsque nous utilisons largement le terme « décideurs en charge de formuler la politique étrangère », il reste nécessaire de préciser le concept, du moins pour délimiter les contours du groupe concerné et faire le point sur ceux qui en font partie. Dans le but de préciser nos propos, nous allons utiliser, partiellement, la définition de Lobell, Ripsman et Taliaferro (2009). Les auteurs utilisent le terme « exécutif de politique étrangère » (*Foreign policy executive*) pour désigner un groupe de décideurs qui comprend, le chef d'État, dans notre cas le président des États-Unis, ainsi que les ministres ou secrétaires qui sont à la tête d'organes gouvernementaux ayant un intérêt dans la formulation politique étrangère de l'État, soit par exemple le secrétaire de la Défense ou le secrétaire d'État américain. Ce groupe peut aussi inclure de manière ponctuelle d'autres acteurs du domaine politique. Ce groupe de décideurs occupe un espace médiant entre le niveau national et le niveau international. Selon Snyder, Bruck et Sapin (2002), l'État est le prolongement anthropomorphique des décideurs : ils et elles sont l'État. La prise de décision serait donc un processus dont le résultat est la sélection parmi un nombre limité d'alternatives, définies en fonction de variables sociales et culturelles, pour parvenir au choix d'une politique étrangère qui anticipe l'avenir de l'État. Notre approche théorique post-structuraliste fait cependant en sorte que nous rejetons l'idée qu'il y ait une séparation entre la politique nationale et internationale, mais aussi entre les décideurs et la population, nous expliquerons en détail pourquoi dans le chapitre 2 (voir page 63). Malgré la négation du dernier point, nous sommes pleinement conscients que le groupe de décideurs occupe tout de même un espace avantageux en ce qui a trait à la construction de l'identité de l'État. D'abord, il a accès à de l'information privilégiée et secrète dans le domaine politique et militaire. De plus, les membres de ce groupe sont ceux qui proposent une articulation claire de ce qu'ils considèrent comme l'identité de l'État et la politique étrangère à adopter. De par cette position privilégiée, ils rejoignent aisément d'autres politiciens, les médias, le public ainsi que les gouvernements d'autres pays. Finalement, ils possèdent une autorité formelle reconnue par la population (Hansen 2006).

Au sujet des médias, nous adoptons la définition de Gerstlé (2020), soit une combinaison entre des aspects techniques (presse, télé, radio, etc.) et des aspects institutionnels, dans notre cas prenons l'exemple du *New York Times* et du *Washington Post* qui opèrent dans une dimension physique et qui font appel à un ensemble de processus organisationnels pour assurer le bon fonctionnement de leurs opérations. Selon la définition du Larousse, ils encadrent différents

moyens de diffusion de l'information (radio, télévision, presse imprimée, livres, ordinateurs, médias sociaux, satellites, etc.) tout en constituant à la fois un moyen d'expression et un intermédiaire transmettant un message à l'intention d'un groupe. Rieffel (2005) ajoute un dernier aspect, soit les médias comme une organisation économique, sociale et symbolique qui traitent des messages qui donnent lieu à des usages multiples.

Finalement, dans la présente thèse, nous utiliserons le plus souvent les termes « opinion publique » ou simplement « le public » lorsque nous parlerons de la population au sens large. Bien que la signification du terme puisse paraître évidente, prenons tout de même le temps de situer le ou les acteurs en utilisant le concept de « société civile ». Partons de la définition de Jürgen Habermas (1996) qui présente la société comme une sphère civile qui évolue en dehors de la sphère fonctionnelle, soit par opposition à celle de l'État. Elle est divisée en deux faces, un côté privé et un côté public. L'aspect public de la société civile implique qu'elle est faite d'idées et de langage et qu'elle est en constante transformation, parce qu'elle est l'agrégation de groupes, par exemple des groupes de pression, des associations ou des groupes d'intérêts. Son aspect privé est un dérivé du fait que ces groupes expriment des opinions privées, par exemple pour obtenir des bénéfices pécuniaires pour leurs membres. Les activités des différents groupes sont encadrées par un certain nombre de lois ouvertes à la discussion qui forment la base de la politique publique. Ultimement, le dialogue entre ces groupes se traduit en opinion qui a une influence sur le système politique.

Différentes conceptions de ce qu'est l'opinion publique se côtoient. D'abord, le public fait référence à une communauté qui partage une destinée commune et qui a une forme de contrat social qui ordonne leurs relations avec des institutions et des organisations gouvernementales qui ont pour objectifs d'élaborer des politiques publiques. Stimson (1999) divise le public en deux sphères, le public attentif qui s'intéresse aux activités gouvernementales de manière générale, et le public intéressé (*issue publics*), qui, comme son nom l'indique, s'intéresse à des sujets plus spécifiques, comme le contrôle des armes à feu, la protection des écosystèmes, l'état du réseau routier, etc. L'opinion publique se trouve donc à être l'agrégation des préférences individuelles et des différents groupes qui composent la société civile (Glynn, Herbst, O'Keefe et Shapiro 1999).

À toute fin pratique, dans le cadre de cette thèse, quand nous ferons référence à la population, nous reprenons la définition précédente : une communauté qui partage une destinée commune. D'abord, nous voulons échapper aux divisions politiques typiques à la société

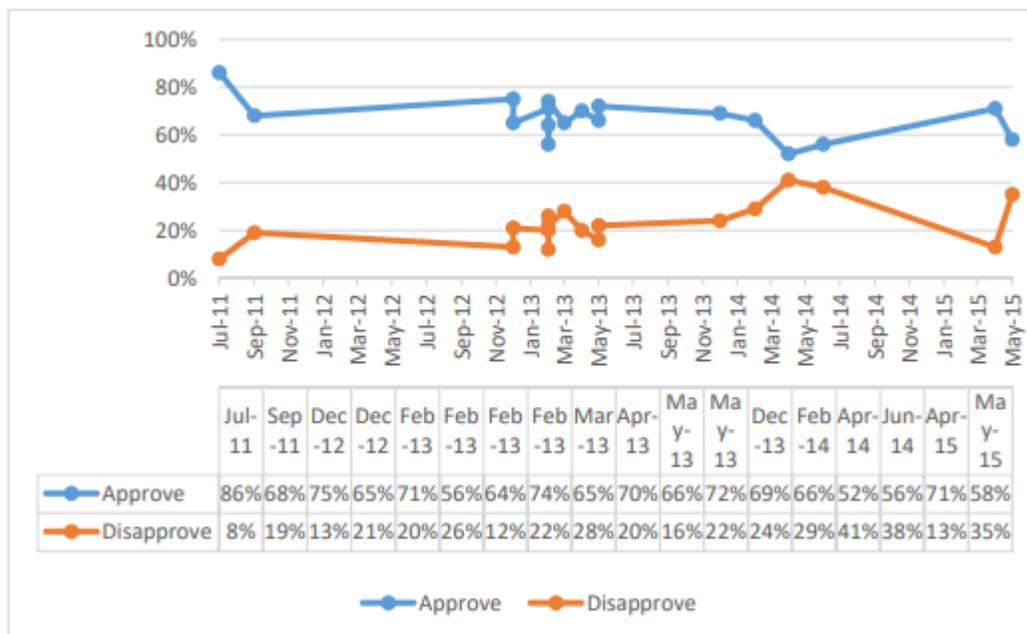
américaine qui sont souvent représentées en fonction du clivage partisan Démocrate/Républicain. Évidemment, il est tout à fait probable que cette division ait un impact sur la manière dont les Américains de différentes allégeances politiques appréhendent la lutte au terrorisme par l'utilisation des drones armés. Il est cependant difficile d'utiliser des sondages (voir par exemple page 23) pour apprécier l'impact de ces clivages ou pour se prononcer sur la représentativité de ces coups de sonde. Ils sont des simplifications de la réalité qui nous permettent malgré tout de saisir l'opinion de la population lors d'une période donnée. Or, réduire l'attitude populaire à ces chiffres reste non seulement une technique imparfaite, mais aussi un exercice contraignant au cours duquel on choisit qui fait en quelque sorte « partie » de la population, par le choix de l'échantillon, et qui n'en fait pas partie. Le seul universel qui lie la population américaine est le langage. Peu importe les allégeances, le langage du terrorisme et de l'utilisation des drones armés reste le même malgré les allégeances politiques. Pour nous, la destinée commune de la population américaine est fondée sur un langage qui distingue les alliés des ennemis, les forts des faibles et dans notre cas, les différents outils qui permettent de faire la guerre selon leurs supposés avantages et désavantages. Nous reviendrons plus loin sur l'importance du langage.

Pourquoi étudier le recours aux drones armés dans les opérations de lutte au terrorisme?

Nous avons choisi de nous concentrer sur l'utilisation des drones de combats dans des opérations tactiques pour trois raisons. Premièrement, on remarque une utilisation constante, même croissante, de ces outils. Même quand les bavures quant à l'utilisation de ces vecteurs font les manchettes, la politique n'a pas été modifiée. Suite à la première frappe qui survient fin 2001, soit tôt dans le premier mandat de George W. Bush, on estime à environ 57 le nombre de frappes subséquentes pendant sa présidence. Sous Barack Obama, les estimations varient entre 563 et 1878, soit au minimum une multiplication par dix (The Bureau of Investigative Journalism 2017). Pour les deux premières années au pouvoir de Donald Trump, l'estimation grimpe à 2243, jusqu'à ce que celui-ci révoque en 2019 une politique de l'ère Obama selon laquelle la CIA devait rapporter le nombre de civils tués dans des frappes de drones armés à l'extérieur de zones de conflits, compliquant ainsi les estimations (BBC 2019). Au fil des années, ils sont devenus l'outil tactique de prédilection de Washington. D'une cinquantaine d'appareils sous George W. Bush, la flotte est passée à plus de 7000 unités pendant la présidence de Barack Obama (Hall et Coyne 2013). Cette

politique est, selon nous, la plus représentative de l'absence de remise en question de la stratégie de contre-terrorisme américaine.

Deuxièmement, l'utilisation des drones armés dans les opérations de contre-terrorisme est discutée publiquement, et ce, tout au long de la période à l'étude. Tout comme le débat sur le contre-terrorisme au sens large, les élites en charge de formuler la politique étrangère des États-Unis font référence à ces vecteurs dans leurs discours. La stratégie est donc soumise aux fluctuations du « marché des idées » alors que différents narratifs au sujet des moyens pour lutter contre le terrorisme peuvent entrer en circulation. Si les décideurs font le choix de garder le cap sur cette politique, n'empêche que des partis d'opposition, les médias, des universitaires ou des groupes de pression peuvent ouvertement critiquer la stratégie et proposer des alternatives. Troisièmement, malgré des fluctuations, le public s'est toujours montré favorable à l'utilisation des drones armés dans les opérations de contre-terrorisme, et ce, pour toute la période à l'étude. Si nous prenons comme exemple le deuxième mandat de Barack Obama, en moyenne, les deux tiers des Américains ont démontré leur soutien aux frappes de drones armés dans les opérations de contre-terrorisme avec des pics allant jusqu'à 85% de la population en faveur des frappes (Cohen 2018) :



Or, c'est aussi pendant cette période que les externalités négatives quant à l'utilisation des drones armés, notamment les « dommages collatéraux » causés par les frappes, font le plus souvent les manchettes. Pour ces trois raisons, il nous apparaît que la perpétuation de cette stratégie est la plus

représentative pour tester nos hypothèses à savoir si le discours identitaire agit comme un piège lorsque vient le temps d'élaborer la stratégie de lutte au terrorisme par l'utilisation de ces vecteurs de combat. Nous sommes tout à fait conscients, comme mentionné dans le paragraphe précédent, qu'il est difficile d'obtenir une véritable approximation de l'opinion populaire au sujet de l'utilisation des drones armés. Nous croyons cependant que des sondages peuvent nous guider dans le processus pour mieux comprendre le discours identitaire américain et l'impact de celui-ci au sujet de l'utilisation des drones armés. En effet, les points d'inflexion les plus importants peuvent nous indiquer quelles sont les périodes où l'hégémonie du discours qui consacre l'utilisation des drones armés pour lutter contre le terrorisme est le plus à même d'être contestée. Ces situations représentent une forme de test pour ceux qui chercheraient à préserver la stabilité discursive. Lorsque des données relatives à des sondages seront discutées dans les articles médiatiques ou les discours présidentiels qui feront partie de l'analyse empirique de cette thèse, il sera tout à fait pertinent d'apprécier la trame narrative qui accompagne l'analyse des sondages.

De prime abord, il y a bien sûr une logique derrière l'utilisation des drones armés qui est loin d'être dénuée de bon sens. L'utilisation de vecteurs mécaniques pour mener des opérations tactiques réduit l'empreinte budgétaire des opérations militaires. Avec l'utilisation croissante des drones armés entre 2010 et 2015, on remarque en conséquence que les dépenses militaires américaines passent de 4.6% du PNB à 3.3% (Belasco 2014). Si l'on parle strictement de l'appareil, les drones armés sont moins coûteux que les avions de combat. Alors que le coût d'acquisition d'un chasseur F-16 est d'environ 70 millions USD, 91 millions USD pour un F-35, le coût d'un drone armé d'attaque *MQ-9 Reaper* se chiffre à 20 millions USD (Harper 2020). Entre 2000 et 2013, les investissements américains dans le programme de drones armés sont passés de 362 millions USD à 2.9 milliards USD (Hall et Coyne 2013). Les missiles *Hellfire* équipés sur les drones *MQ-9 Reaper* coûtent environ 150 000 USD. Si les frappes aériennes de drones ne constituent pas un changement de paradigme, le drone armé lui est à la fois l'espion et le bourreau simplifiant considérablement les opérations à un coût moindre. L'utilisation des drones armés permet aussi une réduction considérable des soldats mobilisés sur le terrain ainsi que la mise en place de chaînes d'approvisionnement logistiques coûteuses qui permettent la poursuite quotidienne des opérations de combat. Selon Harrison (2013), la mobilisation d'un seul soldat en Afghanistan coûtait en moyenne 2,1 millions USD à l'État par année. Évidemment, le recours à des frappes aériennes ciblées sans présence terrestre n'est pas en soi une révolution.

Pour les États-Unis, le facteur qui rend l'utilisation des drones armés particulièrement intéressant est qu'ils permettent de mener une guerre dite « zéro perte » et donc par le fait même d'éviter de flétrir la faveur d'un public de plus en plus fatigué des aventures militaires américaines (Marshall 2016). Pour Reis Perron et Brito Dias (2018), il s'agit d'un outil exceptionnel pour un président dans le but d'éviter les coûts politiques. Encore plus intéressant, Bodderly et Klein (2021) soulignent que la déclaration d'une frappe réussie contre une cible de premier plan permet même à un président d'enregistrer une hausse de popularité substantielle. Malgré la puissance militaire américaine, force est d'admettre que la propension de Washington à utiliser la force brute est marquée d'une prudente modération et, lorsque des troupes sont déployées au sol, l'opération est accompagnée d'un échéancier de retrait des opérations de combats souvent succinct. Certains parlent de syndrome vietnamien, d'autres de syndrome somalien, le fait est qu'après ces aventures militaires désastreuses, les États-Unis sont plus réticents à prendre des risques et s'investir dans des guerres civiles. Est-ce que les événements du 11 septembre 2001 ont permis de dépasser ce modèle de pensée ? C'était l'avis de l'ancienne secrétaire d'État Madeleine Albright à l'époque qui plaidait pour la fin de la guerre « antiseptique » (Rajae et Miller 2012). Si la démonstration de force immédiate fut impressionnante, l'utilisation des drones armés semble avoir été l'échappatoire pour à nouveau prendre un pas de recul face à des conflits hors de contrôle. Soulignons aussi que depuis 2001, avec la loi *Authorization on the Use of Military Force (AUMF)*, les décisions quant aux frappes de drones armés ne sont pas soumises à l'examen du congrès au sens large.

Le problème avec les drones armés

Si l'utilisation de drones armés présente de prime abord des avantages, il faut noter que la guerre par drones a un effet pernicieux d'un point de vue moral. Si les frappes aériennes n'ont rien de nouveau, la distance avec l'ennemi, elle, ne fait que croître depuis la première utilisation de ces vecteurs de combat en Afghanistan. D'abord, il y a déterritorialisation du conflit, ce qui a pour effet latent la perte de vue d'une stratégie pour mettre fin aux opérations. Du côté humain, l'ennemi désigné n'est qu'une cible sur un écran, c'est la logique de tuer sans être tué. La guerre ressemble de plus en plus à un jeu vidéo. Le fait que l'on travaille activement à rendre les drones armés autonomes en leur intégrant des systèmes d'intelligence artificielle, ce qui laissera un rôle mineur pour l'action humaine, n'a rien pour rassurer. Sans vouloir glorifier le combat rapproché, le fait que l'utilisateur ne regarde pas son adversaire dans les yeux, qu'il ne se retrouve pas en face à face,

contribue à sa désensibilisation à l'acte de violence qui cause la mort. C'est la « guerre propre ». Dans les mots de Sylvie Paillat (2017 :82), « l'homme a tué le nerf de la guerre ».

Au niveau légal, l'utilisation des drones armés est tout aussi problématique. Depuis maintenant plusieurs années, les États-Unis violent l'espace aérien de plusieurs pays pour mener des frappes, contournant le principe même de la souveraineté étatique. Les frappes en dehors des zones de guerre sont conduites par la CIA, et non par l'*US Air Force*, ce qui, aux yeux du gouvernement américain, ne représente pas un bris de souveraineté, car ultimement c'est un civil qui appuie sur la détente et non un soldat. Somme toute, difficile de punir la première puissance mondiale. Le Pakistan, pays avec lequel les États-Unis ne sont pas en guerre malgré des relations de plus en plus acrimonieuses, a été le théâtre de plus de 400 frappes de drones depuis 2004, causant la mort d'entre 2500 et 4000 militants associés à l'État islamique et à Al-Qaeda, ainsi qu'entre 424 et 969 pertes civiles (Bureau of Investigative Journalism 2014). L'attribution est aussi particulièrement problématique. Qui décide de qui est un combattant, et sous quel motif ? Washington étire les limites du droit international alors que le lexique qui doit codifier ces actes de guerre peine à suivre l'évolution de ces technologies.

Au niveau de la radicalisation des citoyens des pays où sont utilisés les drones armés, le constat est plutôt sombre. Selon Jaffar (2016) et Fink (2019), les frappes de drones au Pakistan n'ont que contribué à ternir l'image de Washington, les États-Unis étant perçus comme indifférent à la vie des musulmans, gonflant ainsi les rangs des ennemis que l'armée américaine avait pour mission de combattre. Smith et Walsh (2013) soulignent que, plutôt que de nuire à l'organisation d'Al-Qaeda, les frappes de drones ont permis de mousser leurs campagnes de propagande menant à l'enrôlement de plus de recrues. Elles ont aussi forcé une transformation structurelle de l'organisation qui est maintenant plus difficile à cibler. Mir (2018) soutient ces conclusions alors qu'il a étudié le phénomène au Yémen et au Pakistan. L'imprécision des frappes de drones est souvent le mécanisme pointé du doigt lorsque vient le temps d'expliquer le lien entre l'utilisation de ces vecteurs et la radicalisation. Dans une étude menée entre 2009 et 2015 en Afghanistan, Zenko et Wolf (2016) présentent des chiffres alarmants : si on compte 1 perte civile pour 21 frappes aériennes effectuées par des avions de combat avec pilote, on passe à 1 victime civile pour 1.6 frappe de drones. Soulignons que ces méthodes ne permettent pas non plus de récolter des informations en interrogeant les cibles, ce qui entrave les capacités du renseignement américain à

dissiper le « brouillard de guerre » (Cronin 2013). Il est pourtant curieux d'entendre le discours de différents membres de l'administration Obama quant à la précision des drones. Robert Gates, le secrétaire à la Défense de Barack Obama, déclare dans une entrevue à CNN en février 2013 :

« You can far more easily limit collateral damage with a drone than you can with a bomb, even a precision-guided munition, off an airplane. » (CNN 2013).

Leon Panetta, directeur de la CIA sous Obama, déclarait un an plus tôt :

« I think that is one of the most precise weapons that we have in our arsenal » (Zenko et Wolf 2016).

Si l'on revient sur la question de l'AUMF, le fait que la décision sur les frappes n'a pas à obtenir l'aval du congrès nuit au recadrage de la politique de contre-terrorisme américaine. C'est un problème majeur quand vient le temps de discuter de la stratégie employée pour lutter contre le terrorisme. Si l'utilisation des drones armés permet jusqu'à un certain point de détourner l'attention du congrès et du public, la stratégie se trouve par le fait même à limiter les opportunités de discuter du bien-fondé de celle-ci et des alternatives possibles. Ceci étant dit, des comités spéciaux à la Chambre des représentants et au Sénat sont quand même informés des opérations de lutte au terrorisme, dont les frappes de drones.

S'il ne fait aucun doute que l'utilisation des drones armés représente un avantage majeur pour éviter les coûts politiques, force est de constater que les drones ne sont pas non plus la panacée pour remplir les objectifs stratégiques de Washington. Rappelons que nous ne nous prononçons pas directement sur le bien-fondé de la stratégie de contre-terrorisme et de l'utilisation des drones armés. Nous avons cependant le devoir d'exposer le pragmatisme qui sous-tend l'utilisation de ces vecteurs. Bon an mal an, les États-Unis n'ont jamais refait l'expérience d'attaques terroristes de l'ampleur du 11 septembre 2001. Nous sommes conscients que ces outils sont centraux à la stratégie de contre-terrorisme de Washington, car ils apparaissent dans la tête des décideurs comme le meilleur moyen pour atteindre leurs objectifs stratégiques. Ce que nous cherchons à comprendre, c'est justement pourquoi ils sont convaincus que les drones armés sont idéaux pour atteindre ces objectifs, pour le meilleur ou pour le pire. S'il n'y a pas eu de 11 septembre 2.0, le phénomène du terrorisme lui n'a pas été endigué. En fait, il semble que la stratégie américaine ait plutôt stimulé la croissance des mouvements terroristes.

Pourquoi s'intéresser au langage ?

Comme nous l'avons souligné plus haut, nous nous intéressons à la construction lexicale du discours des élites qui cherchent à justifier l'utilisation des drones armés et la stratégie américaine de lutte au terrorisme au sens large. Nous croyons que le langage et les cadres de référence utilisés ont mené à un discours circulaire d'autovalidation du bien fondée de la politique étrangère dans lequel autant les élites que les médias se sont enfermés. À cause de cette construction, la guerre par drones armés serait presque devenue la seule manière de procéder et de réfléchir au contre-terrorisme. Voyons quelques-uns des thèmes récurrents qui sont utilisés pour justifier la stratégie de lutte au terrorisme au sens large, termes que nous devrions hypothétiquement retrouver de manière constante dans les discours des élites et des médias dans la période à l'étude.

Dans le but de justifier des interventions militaires, il n'est pas rare d'observer une utilisation fréquente du langage médical (Campbell 1998). Le but de ce discours est de créer une catégorisation de « l'ennemi » permettant de le déshumaniser. Si l'on prend l'exemple des frappes de drones, il n'est pas rare d'entendre parler de frappes « chirurgicales ». Ainsi, l'attaquant est le médecin qui opère, par exemple, une tumeur. Cela donne une forme de rationalité à l'action et permet de communiquer au public une forme de vertu, soit celle du guérisseur qui contribue à la santé du système (Schwarz 2018) (Pugliese 2008).

Pour mieux illustrer nos propos, prenons quelques exemples préliminaires que l'on peut retrouver dans les discours des deux derniers présidents des États-Unis ainsi que des membres de leur administration. Lorsqu'il s'adresse à la nation en décembre 2015, Barack Obama fait référence au terrorisme comme à une forme de cancer. Donald Trump fait le même rapprochement pendant sa campagne électorale alors qu'il compare le terrorisme à un cancer qui se répand et qui doit être opéré avant qu'il ne soit trop tard (Belvedere 2015). L'ancien conseiller à la Sécurité nationale Michael Flynn lui compare le terrorisme à une tumeur maligne qui s'est métastasée et dont la progression doit être stoppée à tout prix (Rosenberg et Haberman 2016).

Le processus de déshumanisation opère de différentes manières. Dans le cas des assassinats ciblés, Amos Guiora (2013) propose que l'individu perde son humanité lorsqu'il entre dans la catégorie de « cible ». À partir du moment où un individu est désigné comme une cible, les probabilités qu'il soit victime d'une frappe augmentent considérablement, parce que son humanité

se trouve effacée ce qui permet un détachement avec l'acte de tuer. Reprenons les trois types de frappes que nous avons identifiés (page 19), soit les frappes directes, de signatures et de suivi. Dans le premier cas, la cible a une identité, un nom, une adresse, un travail, etc. Il s'agit d'un nombre très restreint d'individus considérés comme cibles prioritaires, par exemple, Oussama Ben Laden, qui, une fois désignés comme cible prioritaire, sont retirés en quelque sorte du processus cognitif qui accompagne l'acte de tuer. Dans le cas des frappes signatures, la dimension humaine est évacuée alors que la cible est réduite à des comportements suspects qui sont observés par des drones à des milliers de pieds en altitude. Dans ce cas, l'individu en soi n'a pas d'identité. On ne connaît pas la cible, elle est tuée à la suite d'un certain nombre d'observations de comportements considérés comme étant suspects. Finalement, dans le cas des frappes de suivi, les corps des individus tués deviennent des appâts pour attirer d'autres cibles potentielles. La cible initiale est un outil qui, une fois tué, permet d'accomplir de potentiels gains stratégiques supplémentaires.

Des cadrages similaires ont été largement documentés dans des études sur la torture. Les élites américaines ont d'ailleurs tenté d'escamoter le terme torture pendant des années, et avec un succès indéniable si l'on se fie à la couverture médiatique du sujet. Au moment où les images d'horribles violations des droits humains sur des prisonniers d'Abu Ghraïb en Irak ont fait surface en 2003, le président Bush et son cabinet ont habilement cadré le sujet à leur avantage pour prendre le contrôle du narratif. On ne parlait plus de torture, mais d'abus ou de « redditions extraordinaires » (Nacos et Bloch-Elkon 2018). Le mot abus est aussi celui qui fût le plus utilisé par les médias. Selon l'étude de Nacos et Bloch-Elkon, dans un échantillon total de 492 reportages, le *New York Times*, le *Washington Post*, *NBC News*, *CBS News* et *ABC News* ont mentionné au cumulatif le mot torture 201 fois alors que le mot abus lui revient 1272 fois.

On niait aussi à ces individus la couverture prévue par la Convention de Genève, car ils avaient choisi de se battre dans l'illégalité, sans uniformes et sous aucun drapeau (Greenberg et Dratel 2005). Malgré les images et les histoires horribles, l'appui du public ne s'est pas flétri de manière substantielle pendant toutes ses années. Le sujet, toujours d'actualité pendant la présidence de Barack Obama et Donald Trump alors que l'utilisation du « *waterboarding* » a été chaudement débattue, n'a pas non plus mené à la fermeture de la controversée prison de Guantanamo. Donald Trump déclarait d'ailleurs pendant les primaires républicaines:

« *Can you imagine these animals, over in the Middle East that chop off heads, sitting around and seeing that we're having a hard problem with waterboarding? We should go for waterboarding and we should go tougher than waterboarding.* » (Berenson 2016).

Ces discours sont la plupart du temps enveloppé dans le narratif général de la guerre juste d'auto-défense. Est-ce que ces efforts sont aussi systématiques et répandus lorsque l'on parle de la guerre par drones armés ?

Des études semblent vouloir confirmer une tendance similaire. Comme mentionné plus haut, il apparaît que des journaux et diffuseurs américains ont souvent insisté sur l'efficacité de ces outils dans la lutte au terrorisme et ont évité d'aborder les questions des droits humains en lien avec les frappes de drones (Cohen 2014) (Sheets, Rowling et Jones 2015) (Brown et Newport 2013). Ces études sont particulièrement éclairantes dans notre cheminement pour répondre à notre question de recherche. Si la couverture médiatique est complaisante, nous voulons savoir quel est le degré de congruence entre le discours « officiel » et celui des médias. Est-ce que ces derniers ne font que répéter le message diffusé par les élites au pouvoir ? Est-ce qu'ils passent le même message au public ? Si c'est le cas, est-ce dire que le public discute et donne son opinion sur ces enjeux avec le même lexique et partage les mêmes postulats identitaires ?

Formulation de la politique étrangère

Si nous voulons expliquer pourquoi les États-Unis utilisent les drones de manière prépondérante dans leurs opérations de lutte au terrorisme, il faut d'abord faire le point sur les différentes approches d'analyse de la politique étrangère pour voir comment elles peuvent nous aider à répondre à la question. Voyons d'abord comment s'articule l'étude de la politique étrangère.

L'étude de la politique étrangère trouve son sens dans la discipline de l'analyse des relations internationales qui a pour but d'expliquer, entre autres, les relations entre les États. L'ouvrage phare dans ce cas est le célèbre *Man, the State, and War* de Kenneth Waltz (1959), où l'auteur propose d'étudier les relations interétatiques, et dans ce cas précis la récurrence de la guerre entre les États, en décomposant le champ d'études en trois objets séparés : le niveau systémique ou structurel, le niveau étatique et le niveau individuel. L'entreprise se veut un emprunt aux pratiques du domaine des sciences naturelles, soit la volonté de créer des objets d'études distincts et observables dans le but de générer du matériel empirique en de tirer une réflexion théorique issue de ces observations. L'entreprise de Waltz va culminer en 1979 avec son ouvrage *Theory of International Politics* alors

qu'il affirme que c'est l'analyse du niveau systémique qui permet d'expliquer le comportement des États et la récurrence de la guerre. Il identifie une variable indépendante qui explique ce phénomène, l'anarchie qui règne dans le système et qui est illustrée par l'absence d'une autorité supra-étatique qui peut punir les États pour leurs actions belliqueuses.

La publication de cet ouvrage va lancer un réel mouvement d'analyse qui cherche à expliquer la formulation de la politique étrangère et la récurrence de la guerre en cherchant les explications les plus adéquates à l'intérieur des trois niveaux d'analyse définies par Waltz. L'analyse de la politique étrangère est devenue une école en soi, alors que, comme l'explique Neack (2003), l'analyse du phénomène s'est transformée en tentative de faire la synthèse à savoir l'impact des trois niveaux d'analyse sur la prise de décision. L'analyse de la politique étrangère s'intéresse donc à ce qui mène des politiciens et politiciennes à prendre des décisions qui vont avoir un impact sur le comportement des États dans le système international. Ces acteurs, qui selon Hill (2003) ont un pied dans les affaires domestiques et un pied dans les affaires internationales, sont à la recherche de compromis et de consensus pour élaborer la politique étrangère de leurs États respectifs. La formulation de la politique étrangère est ainsi un processus qui implique plusieurs acteurs, autant au niveau domestique qu'international, qui sont engagés dans un mécanisme décisionnel et qui sont contraints et influencés par différentes structures à ces deux niveaux (Carlsnaes 2012). Ainsi, les trois niveaux se retrouvent fusionnés dans la recherche d'une explication du pourquoi une formule de politique étrangère a été adoptée plutôt qu'une autre. Or, selon Hudson (2007), si une parfaite intégration entre les trois niveaux reste possible, elle n'a jamais vraiment été atteinte jusqu'à maintenant.

La rationalité

Il existe bien un consensus en ce qui a trait aux objets d'études et aux concepts à prendre en considération lorsque vient le temps d'étudier la politique étrangère. D'abord, la politique étrangère doit être étudiée dans sa dimension téléologique, à savoir quelle est la finalité de l'objectif que l'on cherche à accomplir, donc la politique est au centre de l'analyse, alors que le concept de frontière reste un facteur crucial dans l'analyse et la compréhension du processus (Carlsnaes 2002). Allison et Zelikow vont faire un apport majeur à l'analyse de la politique étrangère en démontrant dans leur ouvrage *Essence of Decision : Explaining the Cuban Missile Crisis* (1999) qu'il est possible d'expliquer une politique étrangère en utilisant différentes « lentilles », dans leur cas, en

étudiant trois modèles, celui de l'acteur rationnel, celui du comportement organisationnel et celui de la politique bureaucratique. Il est ainsi possible de répondre à la même question, dans leur cas, pourquoi la crise des missiles de Cuba s'est produite, en étudiant le processus décisionnel en fonction de ces trois niveaux.

Parmi leurs conclusions, les auteurs postulent que les décideurs en charge de formuler la politique étrangère le font à la suite d'une série de calculs coûts/bénéfices et qu'il est possible d'en arriver à une décision optimale, peu importe les circonstances. Selon ce modèle, le décideur est en quelque sorte l'homo economicus qui cherche à maximiser ses profits, donc à formuler une politique étrangère qui va se rapprocher le plus des effets désirés. Ce faisant, le décideur va classer les politiques possibles en ordre de préférence et choisir celle qui donnera le plus grand retour sur investissement (Allison et Zelikow 1999). Selon cette théorie de la prise de décision, le processus se déroule en quatre étapes : 1) la définition de l'objectif en fonction du résultat espéré 2) la prise en considération des alternatives en fonction d'un arbre décisionnel 3) l'attachement de conséquences à chacune des alternatives 4) le choix de l'alternative la plus avantageuse en fonction du calcul coût/bénéfice effectué en amont. Le processus décisionnel exposé postule que les décideurs ont accès à la totalité de l'information pour établir leurs politiques et qu'ils opèrent un calcul à froid de manière désintéressée quant à leur statut personnel.

L'approche de la rationalité limitée vient nuancer l'approche du choix rationnel. Selon ce modèle, lorsque le décideur opère ses calculs coûts/bénéfices, il considère aussi les impacts politiques de sa décision : est-ce qu'il risque d'être puni pour sa décision, par exemple au niveau électoral, ou est-ce qu'il va à l'encontre de l'intérêt national ou de l'identité même de l'État ? En fonction de ces critères additionnels, le décideur associe un coût qu'il ne peut tolérer à certaines options. Selon ce modèle, même si une option est parfaite pour répondre à une situation donnée, si le coût politique est trop grand, le décideur va l'écarter. Selon la même logique, une politique sous-optimale va être maintenue tant que le décideur va percevoir une rétroaction positive ou qu'il n'y aura pas de stimulus poussant à sa réévaluation. Selon Charles Lindblom (1959), si une politique dépasse le seuil de tolérance du décideur, donc si le résultat du calcul coût/bénéfice est négatif, ce dernier va choisir la première politique qui va permettre d'à nouveau rétablir ses critères de tolérance. Il n'y aurait donc pas un examen de toutes les options disponibles.

L'approche bureaucratique

Allison et Zelikow (1999) postulent qu'un gouvernement n'est pas un individu, mais une machine compartimentée entre différentes institutions avec différentes procédures, responsabilités et allégeances. C'est un enchevêtrement de routines opérationnelles. Le modèle bureaucratique postule que les différentes organisations, par exemple le département d'État ou le département de la Défense, ont leurs prérogatives et leurs façons de s'intégrer à la cellule décisionnelle lorsque vient le temps de définir la politique étrangère. Chaque organisation possède aussi sa propre boîte à outils pour accomplir des actions et répondre à des situations données. Selon le principe du « *where you stand depends mostly on where you sit* », on s'attend à ce que les représentants des différentes organisations présents dans la cellule décisionnelle ne soient que les porte-voix de cette organisation, donc que leur opinion est prévisible. Les routines organisationnelles seraient ainsi des contraintes à l'action, car l'organisation identifie ce qui est possible ou non en fonction de ses expériences. Elle va aussi former l'individu à agir dans les limites préétablies par l'organisation, à se conformer à une culture qui suggère des solutions clés en main (Allison et Zelikow 1999).

L'approche d'Allison et Zelikow fait place au concept de mémoire organisationnelle, alors que les circonstances du passé vont devenir des contraintes à l'analyse du présent. Les organisations sont des « *satisfiers* » et non des « *maximizers* » et une mission accomplie pour elles est en quelque sorte le fait d'avoir respecté les règles de l'organisation (ce qui limite grandement le menu des choix entravant ainsi le processus rationnel). Ce qui vient à être priorisé, c'est de savoir si on a bien agi en fonction des prérogatives de l'organisation plutôt que face aux conséquences du choix (Davis 1972). Ces organisations ont des procédures opérationnelles standardisées (*standard operating procedures*) qui existent pour éviter un inconfort organisationnel (Goldmann 1988). On redoute l'incertitude et celles-ci permettent d'alléger la pression sur les décideurs.

Selon le modèle, ces organisations évoluent très lentement. Un programme ou une politique étrangère ne serait pas abandonné tant que les coûts de celle-ci ne dépassent pas les bénéfices. Allison et Zelikow (1999) vont plus loin avec ce qu'ils appellent le « momentum organisationnel » qui va occasionner la perpétuation d'une politique, même quand elle a franchi le point de rupture et que les coûts dépassent les bénéfices. Non seulement les organisations ont des œillères alors qu'elles préfèrent une mauvaise solution à une redéfinition complète de la politique étrangère, elles subissent aussi des pressions externes, par exemple des stratégies militaires ou de l'élite

scientifique. Richard Wyn Jones (1999) appelle ce casse-tête le complexe militaro-industriel-intellectuel. Selon Snyder, Bruck et Sapin (2002), si une politique est perpétuée, c'est parce qu'elle a apporté satisfaction à un problème envisagé par les décideurs. Cette satisfaction efface cependant le motif qui avait initialement précipité l'utilisation de cette stratégie. La politique est recyclée parce qu'elle a fonctionné et est utilisée dans des contextes différents sans nécessairement évaluer si elle correspond à de nouvelles menaces.

L'approche domestique

D'autres approches qui se concentrent sur le rôle de l'individu dans la formulation de la politique, comme le « nouveau » libéralisme de Andrew Moravcsik (1997), proposent de revenir à l'étude des niveaux d'analyses, mais dans une perspective *bottom up*. Ce qu'entend Moravcsik par cette approche, c'est que la formulation de la politique étrangère est d'abord un phénomène sociétal qui percole ultimement sur une décision qui va avoir des impacts au niveau systémique. L'individu, et son agrégation en groupes à nature sociale, a des intérêts prédéfinis qu'il exprime à travers des actions collectives, la politique des États serait donc l'expression des préférences de ces groupes traduites en politique étrangère. La formulation de la politique étrangère est d'abord et avant tout un processus sociétal. Pour conserver le pouvoir, et ainsi rester en charge de la formulation de la politique étrangère, les décideurs doivent accorder de l'importance aux intérêts des groupes qui assurent leur survie. Ces groupes et acteurs sont variés : membres influents à l'intérieur du parti politique, groupes ethniques ou religieux, corporations privées, groupes d'intérêts, etc. (Hermann 1990) (Cohen 1973). Le décideur est alors à la recherche de « win-set » dans le langage de Putnam (1988), soit une harmonisation entre les intérêts domestiques et la politique étrangère souhaitée.

La cognition

D'autres auteurs vont plutôt s'intéresser à certains facteurs cognitifs concernant les décideurs en charge de formuler la politique étrangère d'un État. Selon Hollis et Smith (1991), comprendre la politique étrangère, c'est comprendre comment les individus en situation de pouvoir perçoivent, évaluent et analysent les différentes situations auxquelles ils sont confrontés. Selon Destler (1972), la position des décideurs serait le fruit de leurs valeurs personnelles et de leurs mentalités, donc leurs manières de raisonner. C'est l'approche perceptuelle. Qui dit perception dit cependant déformation de la réalité jusqu'à un certain point. Dans le processus de prise de décision, on suppose que les acteurs vont choisir l'option qui satisfait leur vision de la réalité. Portant son

attention sur une des périodes les plus tendues de la guerre froide (1947-1962), Halperin (1972) suggère que les décideurs avaient somme toute un système de croyances relativement homogène à savoir que l'URSS était une puissance expansionniste et que la mission des États-Unis était de contenir cette expansion. C'est ce biais d'attribution qui aurait primé dans le processus décisionnel de l'époque, pas les rivalités bureaucratiques. Cette approche ouvre la porte à l'étude des modèles organisationnels qui sous-tendent la prise de décision, ce qui peut en dire long sur le processus cognitif et les dispositions intellectuelles des acteurs en charge de formuler la politique étrangère.

Les modèles organisationnels

On identifie typiquement trois modèles, soit les modèles formels, collégiaux et compétitifs. L'adoption de ces modèles serait le fruit de l'attitude présidentiel face au conflit, ses préférences quant au traitement de l'information et son sentiment d'efficacité dans ce processus, soit le degré d'expertise qu'il juge avoir pour s'impliquer ou non dans le processus (Johnson 1974). Aucune formule ne serait statique, mais pourrait évoluer en fonction des enjeux considérés. Les situations de crise seraient les plus à même de transformer les modèles décisionnels (Rosati 1981). Contrairement à la politique domestique qui fait appel à des structures fixes, l'élaboration de la politique étrangère donne plus de place aux facteurs individuels (Campbell 2021).

Le modèle décisionnel formel commande la discipline chez les décideurs alors que l'on attribue une importance particulière au respect de la hiérarchie (da Vinha 2019). Une cellule décisionnelle organisée selon le modèle formel rassemble les caractéristiques suivantes :

- Le traitement de l'information est centralisé autour de l'équipe de conseillers du président qui relaient directement l'information qui entre et qui sort de la Maison-Blanche à celui-ci.
- La division du travail s'effectue strictement en fonction du champ d'expertise des décideurs qui prennent part au processus décisionnel. Par exemple, le département de la Défense ne sera consulté que pour des questions de sécurité, et non pour avoir son avis sur des questions diplomatiques.
- La collecte d'information est aussi divisée par champ d'expertise, donc chaque décideur va relayer les informations fournies par ses subordonnés qui évoluent dans un ministère ou département spécifique.
- Le mode de communication se résume principalement à des notes politiques rédigées par les différents départements et adressées au président.

- Les informations récoltées sont filtrées par le ou la chef de cabinet de la Maison-Blanche qui va ensuite formuler une série de recommandations qui devront être approuvées par le président.
- Le président ne contourne normalement pas les membres de son cabinet pour obtenir différentes sources d'informations.

Ce modèle décisionnel représente bien le processus que sous-entend la théorie du choix rationnel. Selon l'approche poliheuristique (Mintz et al. 1997), le président et son équipe établissent un certain nombre de politiques, pèsent les pour et contre de chacune pour finalement adopter la plus avantageuse en fonction du calcul effectué. Le choix d'une solution suit un processus d'évaluation des coûts politique d'une option de politique étrangère. Une fois une option éliminée, elle ne reviendrait pas dans le cycle, donc ne serait pas reconsidérée ultérieurement (Mintz, Geva et DeRouen 1994). Le modèle formel est plutôt rigide et exige que les décideurs affichent un degré de certitude élevé quant à la viabilité des options qu'ils proposent. Pour ce faire, l'utilisation de raccourcis cognitifs est fréquente (Mintz 2004).

Selon le modèle collégial, plutôt qu'un processus centralisé comme c'est le cas avec le modèle formel, on assiste à une prise de décision collective qui fait appel à un partage de l'information. Le modèle est représenté par les caractéristiques suivantes :

- Les décideurs qui participent à la prise de décision sont invités à donner leur opinion sur une multitude de sujets, même si cela ne concerne pas leur domaine d'expertise ou les prérogatives de leurs départements respectifs.
- Le mode de discussion est informel et permet l'évaluation de différents scénarios et de propositions multiples émises par les membres de la cellule décisionnelle.
- Les conseillers sont encouragés à agir comme des généralistes et non comme des experts.
- L'information relayée à la cellule décisionnelle peut provenir de sources multiples et n'est pas systématiquement filtrée.
- Le président est plus activement impliqué dans les discussions et accepte d'être exposé à différentes options souvent concurrentes.
- Le président peut choisir d'aller lui-même chercher des informations à l'extérieur de la cellule décisionnelle qu'il a formée.

Le modèle collégial a pour avantage d'exposer le président à plusieurs options de politique étrangère pour ainsi obtenir une image plus complète que dans le processus formel. Bien sûr, comme le souligne Johnson (1974), celui-ci doit être particulièrement impliqué. De plus, rien ne garantit que l'information communiquée par les décideurs soit complète. En raison des rivalités bureaucratiques, des membres de la cellule décisionnelle peuvent choisir de retenir de l'information sensible pour protéger l'expertise de leur département sur une question et ainsi leur enveloppe budgétaire. Le modèle collégial serait celui qui mènerait à l'adoption des politiques étrangères les plus adaptées pour atteindre les objectifs fixés (George et George 1998) (Walcott et Hult 2005). Il est aussi le modèle le plus ouvert. Alors qu'il ouvre la porte à des intérêts domestiques, ceux-ci auront aussi une possibilité accrue d'influencer les décideurs.

Le dernier modèle, le modèle compétitif, est un style de gestion que certains attribuent seulement au cabinet de Franklin Roosevelt, alors que d'autres affirment que les deux modèles précédents seraient toujours jusqu'à un certain point compétitif (Mitchell 2005). Les caractéristiques que l'on attribue à ce modèle sont les suivantes :

- Le président encourage la compétition entre ses conseillers et leur attribue des dossiers avec lesquels ils ne sont pas nécessairement experts ou qui recourent les prérogatives d'autres organisations. Il entretient un climat ambigu quant à la responsabilité de chacun.
- Le président centralise le processus décisionnel autour de lui alors que ses différents conseillers sont appelés à lui présenter des options de politiques souvent aux antipodes des positions d'autres conseillers.
- Le président utilise différents canaux de communication pour se renseigner sur plusieurs dossiers et n'hésite pas à contourner les membres de son cabinet pour le faire.
- La coopération entre les conseillers est minimale.
- Le président utilise les conseils de son cabinet de manière sélective et sporadique pour éviter une surcharge de travail alors qu'il laisse parfois ses conseillers formuler des politiques sans supervision.

Le modèle compétitif a comme avantage de faire place à plusieurs opinions sans contraintes et serait ainsi gage d'innovation. D'un autre côté, le modèle de gestion compétitif peut être particulièrement chronophage pour le président alors que son attention est divisée sur une multitude d'options souvent irréconciliables. De plus, le flot constant d'informations doit être traité par le

président qui doit décider lui-même l'information qui apparaît crédible, le tout à travers une lutte entre conseillers qui essaient de manipuler le processus décisionnel à leur avantage.

Malgré le nombre impressionnant de perspectives qui ont pour but d'expliquer la formulation de la politique étrangère, tout résultat reste imparfait, car il est encore impossible pour l'instant de venir à bout de ce qui est appelé le problème agent/structure (Carlsnaes 2012). En réalité, les acteurs et les structures étudiées n'existent pas dans une dynamique à somme nulle, ils ne sont pas entièrement séparés, mais font plutôt partie d'une dynamique intersubjective complexe où il est impossible de déterminer qui influence qui et vice versa (Wight 2006). Les approches présentées en amont sont donc forcées de proposer des abstractions dans le but de fournir des réponses qui se rapprochent le plus de la réalité, sans toutefois pouvoir pleinement saisir le phénomène. C'est pourquoi des approches comme le constructivisme et le post-structuralisme, qui propose que l'agent et la structure sont imbriqués dans un processus constant de co-constitution, ont gagné en popularité depuis la fin de la guerre froide. Nous y reviendrons dans le prochain chapitre.

Évaluation et évolution de la politique étrangère

Nous venons d'aborder des approches qui cherchent à expliquer la formulation de la politique étrangère, portons maintenant notre attention sur les approches qui se penchent sur la transformation, ou l'absence de transformation, de la politique étrangère. D'abord, Hermann (1990) identifie quatre formes de changement :

- L'ajustement : il s'agit d'un changement dans le niveau d'effort, par exemple une décision quant à une augmentation ou une diminution de troupes dépêchées dans un théâtre d'opérations, sans changement quant à l'objectif
- Le changement de programme : un changement dans les méthodes et les moyens d'atteindre un objectif, donc un changement qualitatif plutôt que quantitatif, qui implique l'utilisation de nouveaux instruments
- Le changement d'objectif : le problème identifié et les moyens mobilisés pour y faire face sont transformés ou abandonnés
- L'orientation internationale : un ensemble de changements simultanés au niveau macro qui implique une réorientation substantielle quant à la vision du monde et des politiques étrangères devant encadrer l'action de l'État selon cette nouvelle vision

Chaque forme de changement, du haut vers le bas, serait plus difficile à effectuer que le précédent. Faisons un retour sur les approches identifiées plus haut, notamment les approches domestiques, bureaucratiques et cognitives, pour apprécier comme le changement se produit à l'intérieur de celles-ci.

Au sujet de l'approche domestique, le changement serait possible lorsqu'il y a une transformation au niveau domestique quant aux acteurs qui assurent la survie des élites au pouvoir. Un changement des rapports de force amènerait de nouveaux acteurs à exprimer leurs préférences en termes de politique étrangère. La transformation des rapports de force peut bien évidemment mener à un changement de gouvernement, ce qui représenterait l'opportunité idéale pour une transformation de la politique étrangère. Selon Goldman (1988), l'évaluation et l'évolution de la politique étrangère dépendent du niveau d'appui de la part des groupes au niveau domestique qui peut aller de l'indifférence à l'opposition. Le niveau de saillance de l'enjeu au niveau domestique serait aussi un facteur important pour expliquer l'évolution. Plus une politique étrangère devient un enjeu de société saillant, plus des groupes et politiciens vont prendre position au sujet de celle-ci et vont présenter des options différentes pour accumuler du capital politique ce qui ultimement peut provoquer un changement d'exécutif avec une nouvelle clientèle domestique qui peut orienter la formulation de la politique étrangère dans une nouvelle direction (Holsti 1982).

Au niveau bureaucratique, où les possibilités de changement semblent les plus difficiles à mettre en œuvre alors que les acteurs doivent composer avec différents carcans administratifs et routines opérationnelles, le changement viendrait directement des individus en position d'autorité au sein de ces institutions. En fait, c'est en fonction des différentes perceptions et personnalités de ceux qui évoluent dans ces structures que le changement serait possible (Holsti (1982). Le remplacement ou l'entrée de nouveaux décideurs dans ces structures ouvrirait ainsi la porte à des modifications de la politique étrangère. Or, les possibilités d'évolution de la politique étrangère à partir de ces changements de personnel seraient particulièrement limitées par la présence de « stabilisateurs », des agents qui s'assurent que la politique étrangère ne déroge de la trajectoire institutionnelle établie avant l'arrivée de nouveaux joueurs (Etheredge 1985). Notons aussi que l'immense complexité des événements internationaux appelle à la prudence devant une information imparfaite. En résulterait une évolution étagée de la politique étrangère, soit une politique des

petits pas, où les changements seraient beaucoup plus souvent des ajustements ou des changements de programme que de vastes entreprises de redéfinition de la politique étrangère (Hermann 1990).

Au niveau cognitif, l'évaluation et l'évolution de la politique étrangère seraient rendues possibles par un processus de restructuration de la pensée qui implique un processus d'apprentissage qui se produit normalement en réaction à l'exécution d'une politique donnée. Ce changement serait plus propice au moment d'envisager l'échec d'une politique étrangère alors que les dispositions cognitives qui ont mené à l'élaboration de la politique initiale sont évaluées en fonction de ce qui s'est réellement produit. Constatant l'écart entre leurs visions de la réalité et ce qui s'est produit concrètement, les décideurs vont écarter les mauvais côtés des politiques en vigueur, ajouter de nouvelles composantes ou fusionner certaines procédures ou programmes (Stevens et Collins 1980).

Le « blob » et le *Foreign Policy Establishment*

La théorie du « blob » est une proposition alternative pour expliquer la persistance de la politique étrangère américaine. Tel le monstre qui assimile toute forme de vie du film du même nom de Irvin Yeaworth, le « blob » serait une créature faite de routines et d'axiomes qui définit les « règles du jeu » et qui finirait par absorber tous présidents et décideurs participant au processus décisionnel quand vient le temps de formuler la politique étrangère américaine. Ce faisant, il existerait une seule vision de la politique étrangère des États-Unis qui serait vouée à la répétition, et ce malgré les avis divergents, les erreurs et les échecs apparents. Selon cette approche, on pourrait attribuer au « blob » la continuation de la politique de puissance américaine malgré la disparition de l'ennemi soviétique. Selon Patrick Porter (2018), le système décisionnel représenté par le « blob » a quatre caractéristiques :

- La concentration du pouvoir décisionnel entre les mains d'une élite spécialisée en termes de sécurité qui ont développé un enchevêtrement de raccourcis cognitifs qui guide leur réflexion quant à la mission globale des États-Unis.
- La sélection et la socialisation d'un personnel subalterne à ces idées et raccourcis cognitifs dans le but de faire régner un esprit de conformisme.
- Un accès privilégié aux médias pour pousser leur agenda et cadrer des questions de politique étrangère en fonction de leurs propres présupposés.

- Un accès aux alliés des États-Unis qui seront nourris des mêmes informations et présumés ce qui crée un écosystème informationnel transnational donnant ainsi du poids à leur idée autant à l'international qu'au niveau national.

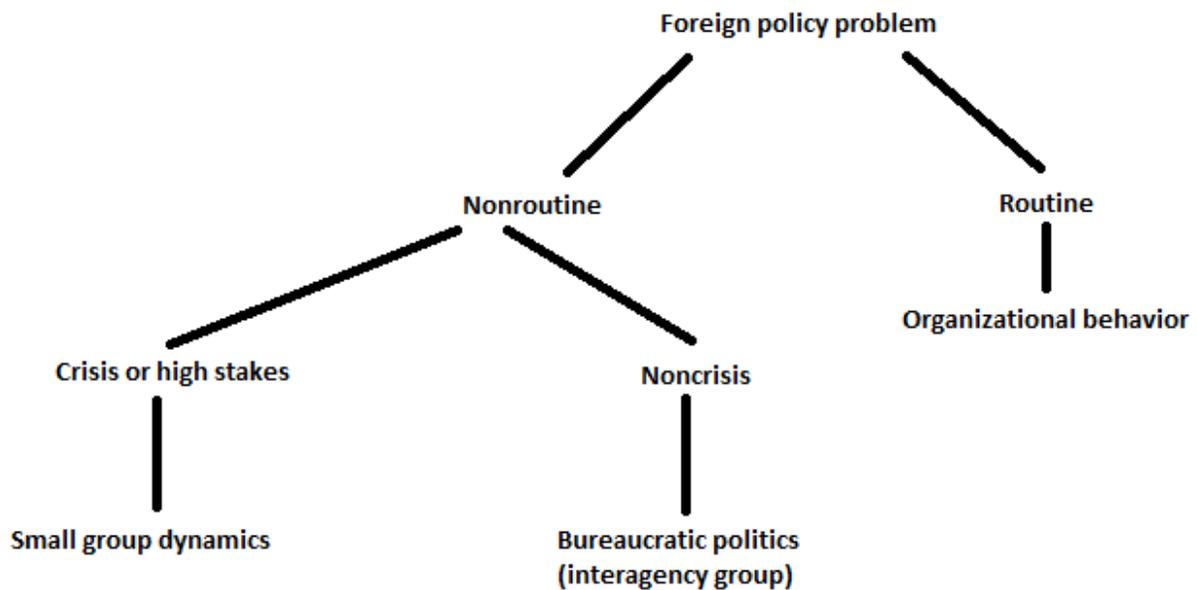
Un des postulats les plus importants de cette théorie : il n'y a pas de réel calcul coûts/bénéfices dans le processus décisionnel. S'il y en a un, il serait simplement stérile. Face au « blob », les conseillers qui ne font pas partie de l'élite spécialisée vont s'autocensurer et donc éviter de proposer de nouvelles options de politiques pour répondre à une situation donnée. Selon Jacobs et Page (2005), cet « establishment² » qui domine le processus décisionnel attirerait le président dans son orbite, éloignant ce dernier des considérations populaires. Toujours selon Jacobs et Page, cet « establishment » serait déterminé à assurer la primauté des États-Unis sur la scène internationale rejetant tout plan de repli américain et adaptant les stratégies pour poursuivre les engagements à l'étranger.

Selon Christopher Layne (2017), la mainmise de cet « establishment » sur la formulation de la politique étrangère s'explique par la domination du discours (*discourse dominance*). Ce faisant, leurs préférences vont invariablement prévaloir parce que ce sont eux qui cadrent les enjeux et ainsi tracent les frontières à l'intérieur desquelles les délibérations doivent être circonscrites. Ils décideraient donc quelles politiques sont légitimes. À l'image du discours hégémonique, les élites de « l'establishment » utilisent librement des narratifs passés, des analogies historiques et des mythes dans le but de donner un sens à leurs politiques et ainsi asseoir la légitimité de celles-ci. Leur accès privilégié aux médias serait garant de la perpétuation de la politique de primauté des États-Unis.

Définition de la menace

L'évaluation et l'évolution de la politique étrangère seraient plus souvent susceptibles de se produire face à une menace qui vient bouleverser la représentation de l'État et son rôle dans la tête des décideurs. L'école de l'analyse de la politique étrangère part d'un modèle plutôt classique pour expliquer la variation de la politique étrangère alors qu'elle porte un regard plus précis sur le travail de l'exécutif en charge de formuler celle-ci. Voici le modèle suggéré par Hudson (2007 :65) :

² Cet establishment serait composé de politiciens, de think tanks et de représentants du monde universitaire.



Ici, l'absence de remise en question du bien fondé d'une politique étrangère s'explique par le caractère de la menace qui initie le processus décisionnel. Un problème de politique étrangère qui se présente comme routinier sera adressé par ce que Allison et Zelikow (1999) appellent des procédures opérationnelles standardisées (*Standard operating procedures*). Il n'y a pas à ce niveau de réflexion sur la politique, elle est émulée parce que considérée comme insignifiante en ce qui a trait à la survie de l'État. C'est exactement le but de ces procédures : éviter l'inconfort organisationnel, donc la réflexion à outrance (Allison et Zelikow 1999).

Si un problème se présente, mais qu'il n'est pas routinier, alors il y aura une distinction à savoir s'il s'agit d'une situation de crise ou non. Une situation ponctuelle qui ne représente pas une menace pour l'État sera ainsi soumise aux tractations de la politique bureaucratique. À ce stade, la prise de décision entre dans une phase de négociation entre les représentants de ministères précis, souvent sous la forme d'un conseil inter-agence qui va accueillir des représentants de ces organismes. Ce processus est marqué par une certaine forme de prévisibilité alors que chacun arrive à la table des négociations en puisant dans la mémoire organisationnelle de son institution et ainsi en proposant un nombre de solutions préétablies (Hudson 2007). Les acteurs les plus puissants, par exemple, ceux qui sont à la tête des ministères ayant les budgets les plus importants, sont normalement ceux qui vont avoir le plus d'impact sur la décision (Beasley 1998). Bien que le processus soit plus complexe qu'il n'apparaît, la décision est normalement une entente sur le plus

petit dénominateur commun, soit une politique conservatrice où l'on tente au possible de satisfaire tous les participants. Ainsi, le résultat ne va que très rarement bouleverser l'ordre établi. Ce processus n'implique pas non plus nécessairement des membres des échelons les plus élevés de l'exécutif qui peuvent à ce stade déléguer la décision.

En cas de crise existentielle, le problème sera relégué à un petit groupe de décideurs, normalement moins d'une quinzaine de participants (Hudson 2007). À l'intérieur de cette cellule de crise, plusieurs scénarios sont possibles et la formulation de politiques étrangères novatrices est plus probable. D'abord la forme du groupe est importante alors que certains seront encadrés par un président, ou un autre membre, qui agira de manière « autoritaire », c'est-à-dire en faisant appel à un processus méthodique où chaque membre s'exprime en fonction de ses prérogatives ministérielles, d'autres groupes sont plus ouverts pour permettre la créativité dans la formulation de la politique souhaitée. Nous n'entrerons pas dans les détails en ce qui a trait aux dynamiques internes parce que l'on recoupe des théories présentées en amont, mais aussi parce que ce ne sont pas des structures que nous remettons en question. Soulignons quand même que la variété dans la formulation peut s'expliquer par une forme de disposition psychologique partagée par les membres du groupe. Ces dispositions peuvent créer une forme de prise de décision rigide, et possiblement déconnectée de la « réalité », face à la menace et au stress, ce que Irving Janis (1982) appelle la pensée groupale (*Groupthink*), ou encore le « *Polythink* », une situation où plusieurs scénarios sont évoqués et discutés, où la créativité est de mise, mais aussi où les risques de paralysie du processus sont toujours possibles face à un nombre trop élevé d'avenues (Dall'Acqua et Gironacci 2020).

Plus récemment, les théories de la sécuritisation ont fait entrer le langage dans l'étude de la politique étrangère et plus précisément dans le domaine des études de sécurité. Au niveau théorique, la sécuritisation représente l'articulation d'une menace par un acteur ou une actrice en position d'autorité qui a pour but d'attribuer un caractère urgent à une situation politique. À travers des actes de langage, le locuteur qui tente de sécuritiser un enjeu va utiliser le discours de la menace et de la sécurité pour retirer cet enjeu du domaine de la politique, où il peut être débattu et contesté, vers le domaine sécuritaire, où l'on doit se plier aux exigences de la classe politique pour faire face à une menace existentielle (Buzan, Waever et de Wilde 1998) (Waever 1995). L'acte de langage a ainsi pour but de faire accepter au public auquel on s'adresse l'adoption de mesures hors du commun. Un enjeu devient sécuritisé quand l'acteur qui fait le discours sécuritisant, par le biais de

stratégies discursives et rhétoriques, convainc son auditoire de lui accorder des pouvoirs extraordinaires (Buzan 1997). Le discours sécuritisant est construit à travers la désignation d'un objet référent qui est menacé. Il peut prendre différentes formes, que ce soit une menace militaire, économique, sociale ou politique, l'important est de convaincre l'audience que cet objet pourrait, par exemple, être attaqué, voir détruit, et qu'une réaction rapide s'impose.

Maintenant que nous avons présenté l'éventail des approches théoriques qui ont pour objectif d'expliquer la formulation de la politique étrangère, passons à l'étude de théories qui permettent d'apprécier l'impact des médias et de la population sur la formulation de la politique étrangère.

L'évolution des médias

Sans faire la genèse complète de l'évolution des médias dans leurs relations avec la population et l'exécutif gouvernemental, portons notre regard sur les avancées plus récentes en ce qui a trait au traitement de l'actualité. Il est impossible de parler du rôle des médias dans leur représentation de la guerre et de la violence sans d'abord apprécier le changement de paradigme au moment où la télévision a surpassé la presse écrite comme médium dominant pour traiter ces questions.

Si la télévision joue un rôle quasi-hégémonique dans la diffusion des informations, rôle qui est cependant de plus en plus contesté par les médias sociaux, cela implique un rapport différent entre la population et les images qui leur sont présentées. La presse écrite a un pouvoir différent en ce qui a trait au traitement de l'image, soit bien sûr le fait que la photographie qui représente la violence a un caractère beaucoup plus stable que l'image présentée à la télévision. En effet, l'image est fixe, on peut la regarder, l'analyser longuement et le récepteur a donc plus de temps pour développer des opinions ou des sentiments par rapport à celle-ci (Sontag 1990). De par la rapide succession d'images que la télévision offre, l'effet n'est pas aussi durable, parce que chaque image efface en quelque sorte celle qui la précède (Campbell 2003).

Le rôle prépondérant que joue la télévision dans la présentation de l'actualité représente un problème pour le journaliste. En effet, cette technologie rend le journaliste enchaîné à son médium s'il veut offrir une couverture rapide et directe d'un événement. Alors que le photjournaliste avait tendance à se rendre sur le terrain pour produire du contenu, le journaliste d'aujourd'hui dépend

énormément de la couverture satellite qui force souvent celui-ci à adopter un mode de travail sédentaire (Swain 2003). De plus en plus, le journaliste est posté sur le toit d'un hôtel pour rapporter des événements dont il ne fait pas véritablement l'expérience. Ceux qui ont vécu les premiers jours de l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont surtout vu des journalistes parler du fait que l'on pouvait entendre des sirènes avertissant la population de possibles attaques aériennes tout en présentant des chaînes de véhicules coincés dans des embouteillages alors que les citoyens de Kiev tentaient de fuir la ville.

Suite à une tendance à la réduction des budgets des journalistes qui se consacrent à la couverture des événements à l'étranger, les chaînes d'information font de plus en plus affaire avec des sous-traitants, comme *Associated Press* et *Reuters*, pour obtenir des images, augmentant encore plus la distance entre le journaliste et l'histoire rapportée (Campbell 2004). L'information à l'ère des médias sociaux complique encore plus le rôle des agences de presse dans leur contrôle du message. Pas seulement l'information, mais aussi la désinformation, circule maintenant à un rythme effréné alors que le public a non seulement de moins en moins de temps pour se forger une opinion, il est devant un barrage d'informations souvent contradictoires, ce qui réduit considérablement sa possibilité d'aborder la nouvelle avec un sens critique. Sa réflexion sur l'actualité va de plus en plus être substituée par des interprétations clés en main qui proviennent de son milieu de socialisation.

Maintenant, est-ce que l'avènement des médias sociaux représente un changement de paradigme pour contourner les contraintes imposées par le journalisme traditionnel? En fait, ils ont surtout accéléré certains phénomènes déjà existants tout en donnant plus d'exposition à des acteurs, politiques ou autres, qui autrefois évoluaient en marge des médias traditionnels. D'abord, il est évident que, sans en être la cause initiale, les médias sociaux font en sorte que le public est de plus en plus allergique à la dissonance cognitive. Non seulement ils permettent aux utilisateurs de puiser leurs informations à l'extérieur des canaux médiatiques traditionnels, les algorithmes de ces plateformes font en sorte que les utilisateurs seront beaucoup plus souvent exposés à de l'information qui les conforte dans leurs schémas de pensées (Tufekci 2018). En fonction de leurs préférences, ils recevront des suggestions et des notifications d'articles, de médias et d'utilisateurs qui sont alignés sur leurs habitudes de consommation en ce qui a trait, dans notre cas, à la lecture et au traitement de sujets d'actualité divers.

L'influence des médias et de la population sur la formulation de la politique étrangère

Si les études sur l'influence des médias et de l'opinion publique foisonnent depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il n'y a pas de véritable consensus à savoir si impact il y a, mais aussi au sujet de la fiabilité des conclusions de ces recherches. Après tout, il est difficile de lire dans les pensées des décideurs en charge de formuler la politique étrangère. Malgré cela, de nombreuses études éclairent la manière d'aborder la question. Il y a deux modèles pour observer les relations entre les médias, le public et les décideurs, modèles qui sont ensuite subdivisés en différentes théories et hypothèses. Ces deux modèles sont le modèle pluraliste et le modèle élitiste. Selon le modèle élitiste, les médias et le public seraient subordonnés aux décideurs. Les médias ne seraient que des chambres d'écho pour l'élite au pouvoir et seraient en fait utilisés par cette dernière pour contrôler l'opinion publique et engendrer un soutien dans l'élaboration de leurs politiques (Robinson 2012). Selon le modèle pluraliste, les médias et le public sont indépendants de l'influence des politiciens et politiciennes, ils représenteraient donc un rempart pour encadrer les décisions de ces derniers (Robinson 2012).

La genèse : le consensus Almond-Lippmann

On a remarqué au début de la guerre froide un fort consensus à savoir que le public n'avait pas d'impact, mais une transformation graduelle s'est opérée avec une accumulation d'études qui venaient démontrer que le public avait bel et bien son mot à dire sur la formulation de la politique étrangère. La position théorique initiale au sujet de l'influence du public sur la définition de la politique étrangère, appelé consensus Almond-Lippmann, concluait à l'époque qu'il n'y avait pas de lien de causalité entre les deux, on parle donc ici d'une approche élitiste. Sans trop entrer dans les détails, le postulat ayant été formulé dans les années 1960 alors que même les théoriciens à la base de sa formulation l'ont désavoué, les études arrivaient à trois conclusions : 1) l'opinion publique est très volatile et ne peut constituer une base solide pour orienter la politique étrangère d'un État. Somme toute, le public aurait des humeurs plutôt que des opinions 2) les attitudes manquent tellement de cohérence qu'elles peuvent plutôt être considérées comme des non-attitudes 3) l'opinion publique américaine exerce une influence très limitée sur la conduite de la politique étrangère de Washington (Holsti 1992). Selon Bernard Cohen (1963), comme les politiciens, les médias auraient tout au plus un pouvoir de cadrage, donc la faculté de présenter l'actualité d'une manière à attirer l'attention du public et des décideurs vers un enjeu précis, mais qu'il en reviendrait

ultimement aux décideurs de se pencher sur l'enjeu ou non, ce qui limiterait grandement l'impact des médias.

Le deuxième point du consensus va être réfuté par Philip Converse (1964) qui va démontrer que l'opinion publique est cohérente et que, dans une situation où la politique étrangère des États-Unis est ambiguë, plutôt que de se désintéresser du sujet, les Américains vont davantage chercher à se renseigner ce qui va donner une structure plutôt solide à l'opinion publique. Le premier point du consensus va être déboulonné dans les années 1980 par Robert Shapiro et Benjamin Page (1988) qui arrivent avec le modèle du public rationnel. En fonction d'une série d'études de cas, ils observent que l'opinion publique se forme autour de l'information qui est émise par les décideurs et que celle-ci serait stable. Alors que les décideurs et les médias transmettent au public des points de vue et des informations cohérentes, l'opinion publique va se stabiliser alors que les politiques subséquentes seront jugées en fonction de l'opinion qui aura été forgée, ce qui représente le dernier clou dans le cercueil pour le consensus Almond-Lippmann.

L'après Almond-Lippman

Quand le consensus Almond-Lippman a fini de faire l'unanimité, plusieurs nouvelles tentatives d'étudier le lien entre les élites, les médias et la population ont vu le jour. Loin de la vision dichotomique présentée par leurs prédécesseurs, ces approches sont nuancées par plusieurs recherches qui ont précisé les relations entre ces trois acteurs clés dans la formulation de la politique étrangère. D'abord, les postulats qui sont à la base de ces études semblent tout à fait logiques : le public à le pouvoir de réagir à l'actualité en punissant les décideurs aux urnes au moment propice (Risse-Kappen 1991), ils peuvent aussi envoyer des signaux aux politiciens en donnant leur avis à travers des sondages qui sont ensuite reflétés dans les articles publiés ou dans d'autres formes de communications médiatiques (Livingston et Riley 1999). Dans une société démocratique comme les États-Unis, l'opinion publique jouerait un rôle considérable alors que les élites, en quête de réélection, gouverneraient en fonction de l'opinion populaire. Dans cette relation, les médias joueraient un rôle d'intermédiaires.

Selon Powlick et Katz (1998), les médias reçoivent leurs informations des élites et choisissent ou non de rendre publiques ces informations. S'ils ne partagent pas l'information, ils n'activent pas le public et ainsi il n'y aurait pas, par exemple, de sondages qui vont ultimement forcer les élites à ajuster leur politique en fonction de l'opinion populaire (Rosenau 1961). Sans

l'intervention des médias, il n'y a pas d'enjeu et les élites auraient donc carte blanche. Or, s'ils activent le public, ils sont maintenant devant un dilemme, car ils doivent subvenir au besoin de la clientèle qu'ils viennent de créer (Baum et Potter 2019). De plus, selon la quantité et la qualité de l'information émise par les élites, les médias peuvent choisir de diversifier leurs sources pour produire leur propre cadrage et vont donc aussi influencer l'opinion publique de manière indépendante (Baum et Potter 2008).

Pour Margolis et Mauser (1989), l'opinion est tout au plus une contrainte, mais qui n'a pas d'impact considérable sur le choix de la politique étrangère, les décideurs modulant la politique étrangère en considérant ce que le public peut accepter ou non, sans toutefois renier complètement l'objectif à accomplir. Tout serait ainsi question de la manière de présenter la politique étrangère au public en s'assurant qu'elle soit acceptable, donc ce serait la teneur du message qui compterait, pas le contenu même de la politique. Pour Foyle (1999), la prise en considération de l'opinion publique serait en fait simplement reliée au caractère du président et de son équipe. Il identifie deux types de présidence, soit le président « délégué » qui accorde de l'importance au public et croit que son influence est désirable et nécessaire, et le président « gardien », qui considère que la formulation de la politique étrangère est trop importante pour se soumettre aux aléas de l'opinion publique.

Impossible de conclure sans bien sûr traiter des médias sociaux. Selon Baum et Potter (2008), ils augmentent la capacité des élites à « étirer la réalité », donc leur faculté à fournir des cadres d'analyse variés à la population et aux médias. Les médias sociaux offrent aussi aux politiciens et politiciennes un accès direct au public alors qu'ils leur permettent de contourner les médias traditionnels. Ces tentatives d'étirer la réalité visent de plus en plus à garder le soutien d'une base partisane plutôt qu'une démarche pour convaincre des électeurs indécis, ce qui peut créer de dangereuses distorsions de la réalité.

Malgré tout, même si les médias sociaux permettent aux politiciens de s'adresser directement à la population pour tenter de cadrer un événement donné, les médias sociaux égalisent jusqu'à un certain point les règles du jeu alors que la population peut elle aussi s'emparer de ces plateformes pour contester la vision de la « réalité » proposée par les décideurs (Baum et Potter 2019). Non seulement, la population gagne en puissance parce qu'elle a maintenant les moyens de s'improviser journaliste, mais aussi parce que les médias traditionnels peuvent possiblement

relayer des publications citoyennes. Cela contribue cependant à ajouter au bruit de fond qui rendent les tentatives de s'informer sur les médias sociaux nettement plus ardues.

Selon Stroud (2011), les médias sociaux sont responsables de l'hyperfragmentation informationnelle. Si les médias traditionnels offraient de plus en plus de contenu médiatique visuel ou écrit depuis le milieu des années 90³, les médias sociaux ont permis une augmentation exponentielle des sources offertes au public. Ce phénomène se traduit par une polarisation politique accrue de la population. Cette hyperfragmentation a aussi érodé l'idée des médias traditionnels comme ceux d'arbitres qui étaient autrefois considérés comme relativement neutres dans leur couverture de l'actualité. La source qui rapporte l'actualité serait maintenant plus importante que la nouvelle elle-même, car l'information voyage à l'intérieur de silos de plus en plus étanches et toute nouvelle étant rapportée par une source qui ne reflète pas les préférences partisans d'un consommateur serait considérée d'entrée de jeu comme fausse (Baum et Groeling 2010). Cela rend bien sûr la circulation de fausses nouvelles plus facile. Il est beaucoup plus aisé de développer des opinions sans nécessairement être informé à propos d'un sujet donné (Baum et Potter 2019).

Alors que les médias sociaux ont accéléré certains phénomènes, reste qu'ils n'ont pas remplacé les médias traditionnels et ne représentent pas une transformation en profondeur de l'écosystème médiatique. Si l'on considère uniquement la plateforme Twitter, les médias comme *CNN* (58 millions d'abonnés), *Fox News* (22 millions d'abonnés), *CNBC* (4.7 millions d'abonnés), le *New York Times* (53 millions d'abonnés) ou encore le *Washington Post* (19 millions d'abonnés), pour ne nommer que ceux-là, jouissent d'une exposition considérable sur les médias sociaux alors qu'un article peut rejoindre des millions d'utilisateurs en quelques secondes. S'il y a un bruit de fond beaucoup plus difficile à trancher sur les médias sociaux, les médias traditionnels restent les mieux équipés pour le faire. Or, l'avènement des médias sociaux et les possibilités de communication plus ciblées qu'ils offrent font en sorte qu'il est plus difficile pour les médias traditionnels de jouer le rôle de « chien de garde » de la démocratie.

Si les médias sociaux ne représentent pas nécessairement une révolution en ce qui a trait à l'influence de la population sur la formulation de la politique étrangère, le développement de ces

³ Le *Telecommunications act* passé au Congrès en 1996 ouvre la porte à la multiplication des chaînes de télévision câblés et satellites ce qui occasionne l'entrée en scène de nouveaux médias privés avec leurs propre canaux informationnels qui proposent des traitements de l'actualité de plus en plus divers.

nouvelles technologies apporte son lot de contraintes. Comme mentionné en amont, les médias sociaux seraient responsables de l'hyperfragmentation médiatique et donc de l'approfondissement des clivages sociaux déjà existants. Selon Schultz (2018), ce phénomène d'hyperfragmentation complique le travail des décideurs de quatre manières :

- Il leur est plus difficile d'obtenir un soutien majoritaire de la population ce qui complique l'élaboration d'une politique risquée tel le recours à la force armée
- Il est plus difficile d'arriver à un consensus qui transcende l'appartenance partisane lorsque vient le temps d'évaluer l'échec d'une politique étrangère et donc d'apprendre des erreurs commises
- L'alternance de partis au pouvoir peut être marquée par un changement majeur de politique étrangère ce qui complique les relations subséquentes avec les alliés et les adversaires
- Le système politique devient plus vulnérable en cas d'intervention étrangère

Le résultat final est que, lorsque vient le temps de formuler la politique étrangère, les médias sociaux rendraient l'exercice moins démocratique (Baum et Potter 2019). Ces conclusions doivent cependant être évaluées avec un pas de recul. L'usage des médias sociaux par les politiciens, les médias et la population en ce qui a trait au traitement de l'actualité est un phénomène relativement récent. De plus, les pronostics au sujet des mauvais penchants provoqués par l'entrée en scène des médias sociaux sont pour l'instant principalement caractéristiques à la présidence de Donald Trump et ne sont ainsi pas garants du futur, mais représentent pour l'instant une sérieuse mise en garde.

Passons maintenant en revue différentes théories et hypothèses plus spécifiques quant aux liens entre décideurs, médias et opinion publique en ce qui a trait à la formulation de la politique étrangère.

L'Effet CNN

Différentes hypothèses sur l'influence des médias et de la population sur la formulation de la politique étrangère ont été testées, notamment celle de l'*Effet CNN* qui s'inscrit dans l'approche pluraliste. Selon cette théorie, les médias peuvent, à certains moments, mettre de la pression sur les décideurs pour définir le cadre dans lequel doit se tenir le processus décisionnel. Dans son appréciation de la théorie, Steven Livingston (1997) suggère que l'effet CNN se manifeste de trois façons :

- Les médias peuvent définir l’agenda (*framing effect*), donc les sujets prioritaires que les élites devraient adopter. L’auteur utilise l’exemple du génocide rwandais, alors que les décideurs américains tergiversaient au sujet d’une possible intervention, ce seraient les images d’horreurs diffusées par les médias qui leur auraient forcé la main dans leur décision d’intervenir.
- Les médias peuvent empêcher la mise en œuvre d’une politique, par exemple, en démontrant ses mauvais penchants, son caractère immoral, etc (*impediment effect*).
- Les médias peuvent forcer l’accélération du processus décisionnel (*accelerant effect*). Ce troisième effet s’expliquerait par la pression qu’exercent les médias sur les décideurs pour obtenir rapidement des informations de qualité sur une situation donnée ainsi que l’attitude des décideurs face à cette situation. Ce faisant, le temps de réflexion des décideurs se trouverait réduit, car ils se doivent de répondre au public.

Comme le souligne cependant Prémont (2018), l’effet CNN reste une théorie plutôt floue. Il semble impossible d’isoler l’effet des médias sur la formulation de la politique étrangère alors que plusieurs autres facteurs entrent en ligne de compte : le contexte politique intérieur et extérieur, la position des élites à l’extérieur de la cellule décisionnelle et l’influence d’autres médias (encore plus vrai aujourd’hui avec les médias sociaux).

Le cadrage

L’*Effet CNN* est un bon exemple d’un phénomène de cadrage. L’étude des effets de cadrage se prête aussi bien à une vision élitiste que pluraliste de la relation entre les décideurs, les médias et la population. Par l’effet de cadrage, appliqué au discours politique, nous entendons un changement dans la manière de traiter un sujet ou une situation politique donnée qui provoque une modification de l’opinion publique (Chong et Druckman 2007). Ce changement peut autant venir de politiciens et politiciennes, mais aussi des médias comme nous l’avons abordé avec l’*Effet CNN*. Plus précisément, il s’agit de la tentative de changer la manière dont on parle d’une situation donnée, par exemple une hausse de taxe, pour la rendre plus attrayante à une clientèle politique. Un projet impopulaire pourrait ainsi le devenir simplement en changeant le vocabulaire et les images évoquées pour en parler. Par exemple, dans une étude de Sniderman et Thériault (2004), les auteurs remarquent que, lorsqu’ils demandent à un échantillon de répondants s’ils sont en faveur de permettre à un groupe d’extrême droite fervent de discours haineux de tenir un rassemblement

public, 85% du public sondé se montre favorable quand la question fait référence à la liberté d'expression, mais l'appui baisse à 45% quand on évoque la possibilité de débordements violents. La question est la même, mais les mots utilisés invoquent des images différentes qui teintent les réponses du public sondé.

Selon une lecture plutôt classique de la théorie du cadrage, on présume que les élites, définies largement par un ensemble de politiciens, de médias ou encore de scientifiques, sont à l'origine des tentatives de cadrage, alors que le public serait le récepteur (Gamson 1992). Ceux et celles qui sont dans une position de pouvoir auraient donc encore une possibilité asymétrique de présenter des cadres de références pour influencer la lecture de l'actualité par le public. Le discours sert aussi un objectif de construction de la réalité sociale alors que l'on tente de diriger l'attention du public vers certains faits ou images, tout en essayant d'en laisser d'autres dans l'ombre (Jacoby 2000). Selon le modèle en cascade de Entman (2004), en ce qui concerne la formulation de la politique étrangère, les tentatives de cadrage qui sont entreprises par l'administration au pouvoir servent de matière brute à d'autres politiciens, aux médias ou encore au public, qui vont réutiliser ces cadres pour discuter de la politique en question. Celui ou celle qui va parler d'une situation politique donnée va ainsi récupérer d'autres cadres, qu'ils aient été formulés par d'autres politiciens, des médias ou le public lui-même (Edwards et Wood 1999). Ils sont ainsi contraint jusqu'à un certain point, car des cadrages sont plus susceptibles de convaincre que d'autres.

L'approche ne suppose pas un contrôle parfait du discours, car une fois la tentative de cadrage amorcée, les images et les mots mobilisés prennent une vie propre alors que le public visé interprète le message à sa manière. Lakoff (2004) utilise l'exemple de Richard Nixon qui dans un discours en novembre 1973 où il est pressé par des journalistes à répondre à des questions au sujet du scandale du *Watergate* déclare : *I am not a crook*⁴. Dans sa tentative de se défendre, le président utilise lui-même le mot escroc, un terme qui n'était pas en circulation jusque-là. Il invite malgré lui la population à juger s'il est bel et bien un escroc. Il vient de perdre le contrôle du message alors qu'il a produit un cadre qui va orienter l'opinion du public lorsque viendra le temps de discuter du scandale et de sa présidence même.

⁴ Je ne suis pas un escroc.

L'indexation

Selon l'hypothèse de l'indexation de Lance Bennet (1990), les médias doivent plutôt agir comme des chambres d'écho pour les décideurs, parce que le fait de se conformer au narratif des élites leur assure un accès à de l'information privilégiée. Les élites au pouvoir sont celles qui ont le contrôle sur l'information qui a le potentiel de devenir un scoop pour différents organes médiatiques, critiquer les politiciens et politiciennes est donc un risque de perdre cet accès à de l'information leur permettant de se démarquer de leurs concurrents. Selon Hallin (1986), si les médias rapportent des informations qui ont le potentiel de créer un fossé entre eux et les élites, ils vont s'assurer de moduler le message pour ne pas choquer les décideurs. Dans une étude sur la Guerre du Vietnam, il remarque que les médias n'ont généralement pas donné la parole aux leaders des mouvements opposés à la guerre. Ils se sont contentés de présenter les opinions de politiciens qui étaient autant pour ou contre la guerre, sans mentionner si le conflit était perdu d'avance ou s'il était une entreprise immorale. Hallin (1986) propose trois modèles de communication médiatiques, celui du consensus, qui serait la normale, celui de la controverse légitime, qui aurait rapport à des événements comme la Guerre du Vietnam, et celui de la déviance, qui ne se produirait que très rarement.

Il y a cependant des nuances à apporter alors que, depuis le *Telecommunications Act* de 1996, qui a ouvert la porte à une plus grande privatisation des médias, la floraison des chaînes d'information a fait en sorte que plusieurs se sont créé un créneau pour s'adresser à des auditoires spécifiques, ce que l'on appelle parfois l'*infotainment* (Baum et Potter 2008)⁵. On peut par exemple observer aujourd'hui les positions politiques diamétralement opposées entre *CNN* et *Fox News* qui semblent souvent plus intéressées à garder un public captif qu'à fournir une couverture impartiale de l'actualité. Malgré tout, selon Herman et Chomsky (1988), la modération des médias ne serait pas nécessairement une question d'accès aux politiciens. Il rappelle que les médias n'ont pas que des intérêts politiques, mais aussi des contraintes économiques. En effet, il y a une interdépendance entre les politiciens et de vastes conglomérats économiques qui possèdent des médias⁶. Les organes

⁵ Contraction entre les mots informations et entertainment ce qui représente une forme de couverture médiatique qui a pour mission de divertir, pas seulement d'informer.

⁶ Aux États-Unis, six organisations contrôlent 90% des médias, soit Comcast NBCUniversal, Disney, Viacom, CBC, News Corporation et AT&T

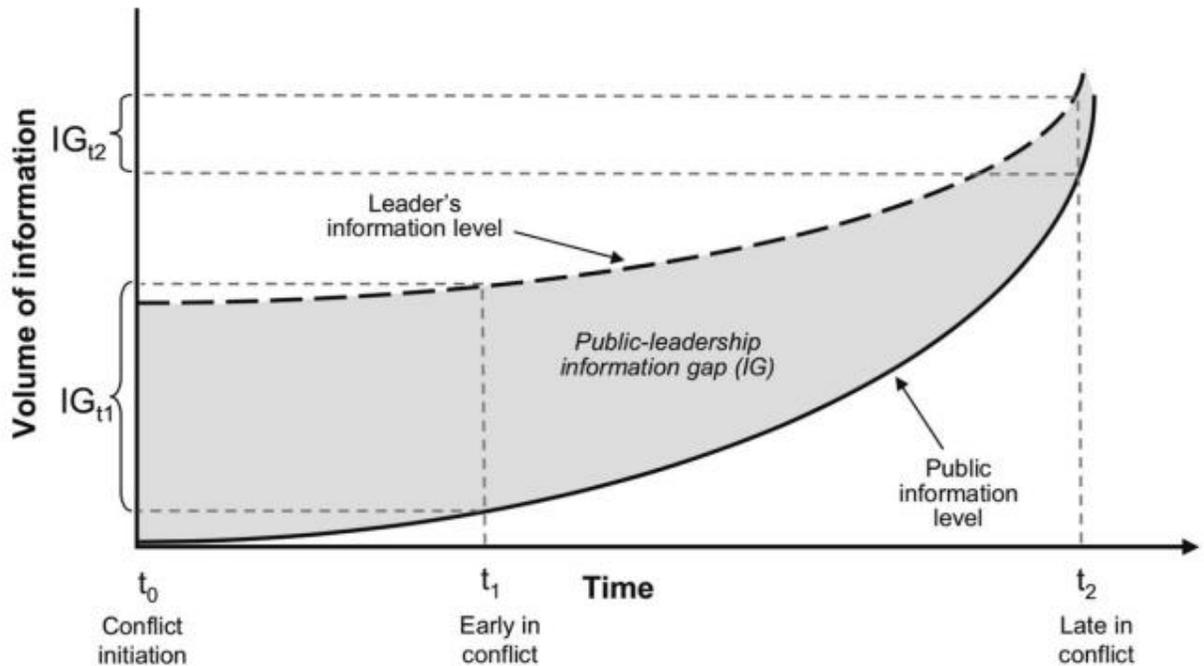
d'informations marcheraient toujours en quelque sorte sur des œufs et la critique resterait une stratégie dangereuse.

La médiatisation

L'hypothèse de la médiatisation est une réponse critique à l'hypothèse de l'indexation. Cette approche ne réfute pas l'idée que les médias jouent un rôle de convoyeur de l'information vers le public, mais rejette l'idée que l'information soit modelée en fonction du cadrage des élites (Brody 1991) (Bloch et Lehman-Wilzig 2002). Dans leur rôle d'intermédiaires, les médias vont choisir l'information à présenter et appliquer leurs propres cadres lors de la diffusion de celle-ci. Les médias joueraient aussi un rôle pédagogique, c'est-à-dire que, lorsqu'un enjeu est méconnu du public, ils sont ceux qui prennent en charge l'éducation des masses pour expliquer cet enjeu (Cottle 2006). Ce faisant, les médias ne seraient pas non plus un bloc monolithique : ils seraient en compétition pour présenter des versions distinctes d'enjeux en sélectionnant des sources d'informations différentes. Différents médias développeraient donc des trames narratives divergentes qui auront tendance à se cristalliser (Reese 2004).

Opinion publique en temps de guerre

Au sujet des relations entre le public et les décideurs dans le cas de la formulation de la politique étrangère en temps de guerre, dans *War, Presidents, and Public Opinion*, John Mueller (1973) propose que, dans le cas de la Guerre de Corée et de la Guerre du Vietnam, plus le nombre de soldats tombés au combat augmentait, plus l'appui du public déclinait de manière inversement proportionnelle. Il en arrive aux mêmes conclusions en étudiant de nouveaux conflits en 2005, notamment la Guerre d'Irak. Selon Mueller, l'opinion publique, exprimée à travers des sondages et des mouvements de manifestations populaires, peut avoir un impact considérable dans le cas de conflits militaires de longue durée, comme le démontrerait la fin des mandats de Harry Truman et Lyndon Johnson. Selon ces approches, les décideurs en charge de formuler la politique étrangère partirait toujours avec une longueur d'avance en ce qui a trait au contrôle de l'information au début d'un conflit. Or, plus un conflit s'étire, plus le public va consulter les médias pour se faire sa propre opinion sur le conflit et va graduellement amoindrir l'écart informationnel comme l'exprime le graphique suivant (Baum et Potter 2015) :



Gelpi, Feaver et Reifler (2005-2006) viennent cependant nuancer cette conclusion. Selon eux, le contexte de l'intervention est important, donc le pays où se déroule le conflit, le *casus belli* et les chances de succès de l'opération entreraient dans le calcul du public. Plus récemment, Mintz et DeRouen Jr. (2009) se sont penchés sur la question des déploiements militaires. Selon leurs conclusions, les décideurs américains seraient beaucoup plus prudents au moment de se prononcer sur ces questions et seraient plus attentifs à l'opinion publique. Ils en arrivent aussi au constat que l'opinion publique, dans ces situations, a un impact autant sur les décisions d'augmentation des contingents militaires et d'escalade que dans les décisions de retrait des conflits. Se penchant sur la question de l'intérêt national, Newsom (1996) conclut que, lorsque la formulation de l'intérêt national et de la politique souhaitée par les décideurs est déficiente, incohérente ou ambiguë, le soutien populaire pour une décision donnée sera plus faible, ce qui va réduire la marge de manœuvre des élites. Jentleson (1992) porte son attention sur la relation du public avec « l'ennemi ». Selon lui, les Américains seraient plus favorables à des politiques étrangères articulées autour de la nécessité de combattre ou contenir un ennemi plutôt que des politiques qui visent, par exemple, un changement de régime chez un adversaire.

Autres que les limitations imposées par l'évolution du médium par lequel transit l'information, les médias doivent composer avec de nombreuses contraintes qui ont un impact

négalif sur leur capacité de traiter l'information en temps de guerre. La Guerre du Vietnam représente un tournant important en ce qui a trait à la relation entre les agences de presse et l'exécutif en charge de formuler la politique étrangère, et plus précisément les questions sécuritaires. À cette occasion, et alors que le conflit devient de moins en moins populaire auprès de la population américaine, les médias commencent à opposer un véritable contre-discours en réponse aux informations diffusées par les autorités (Shapiro 1990). La défaite américaine dans ce conflit a été interprétée par des membres de l'exécutif comme étant en partie imputable à la trop grande liberté de la presse (Swain 2003). Il fallait donc s'assurer de contrôler le message pour qu'il serve les objectifs stratégiques américains, et non le contraire. D'abord, la transformation des moyens de faire la guerre, spécialement dans le contexte historique qui nous intéresse alors que l'utilisation des drones armés est devenue chose courante, a grandement changé par rapport aux années de la guerre froide. La distance avec l'ennemi a été grandement augmentée, donc les images sur le terrain se font beaucoup plus rares. Le contenu qui est rendu disponible aux journalistes est maintenant non seulement hautement contrôlé par les autorités, il est aussi beaucoup moins utile pour développer un narratif. Les médias ont accès à de courts clips vidéo et la plupart du temps, il s'agit d'images aériennes filtrées par des caméras infrarouges qui ne montrent que des silhouettes, des trajectoires de missiles et des explosions (Campbell 2003). Devant un tel contexte, le journaliste, s'il veut rapporter une histoire, n'a pas vraiment d'autres choix que de prendre ce qu'il regarde comme étant la « réalité » (Manoff 1988). Les autorités ont ainsi un contrôle croissant sur la rhétorique et la grammaire qui peut être utilisé par les médias.

Ce que l'on a pu remarquer depuis l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, c'est la création d'un système beaucoup plus rigide pour encadrer le travail des journalistes : la *pool system*. En Irak, les journalistes couvrant l'évènement devaient se rapporter au *Coalition Media Center* dans les quartiers généraux américains au Qatar. Les généraux en charge de présenter l'information au public sélectionnaient des journalistes et contrôlaient le temps qui leur était attribué pour couvrir un évènement. Certains sujets sont hors limite, comme la couverture du rapatriement de soldats tombés au combat, et les zones où les journalistes peuvent opérer sont hautement circonscrites. Cela peut paraître étonnant, mais il est maintenant plus long pour une nouvelle de faire son entrée dans l'espace public par les canaux traditionnels qu'il ne l'était, par exemple, pendant la Guerre civile américaine (Fialka 1992). En réduisant le flot d'information et en contrôlant le temps avant la diffusion, les autorités ont donc une marge de manœuvre substantielle pour tenter de fixer eux-

mêmes le narratif avant que le public soit exposé à la nouvelle. Dans le cas du conflit en Irak, les journalistes américains ont même dû se soumettre à un entraînement rigoureux, encadré par le Pentagone, avant de pouvoir avoir accès aux zones de combat : exercice de tir réel pour simuler une attaque ennemie, manœuvres d'évasion avec un équipement de 70 livres, test de rapidité quant à l'utilisation d'un masque à gaz dans des salles spécialisées où ils sont exposés à des toxines, utilisation de matériel de premiers soins, etc. (Swain 2003). Le tout représente une véritable barrière psychologique à l'entrée.

Nous avons complété un tour d'horizon de notre problématique ainsi que des différentes théories qui cherchent à expliquer la formulation et l'évolution de la politique étrangère et aussi l'influence des médias et du public sur le processus décisionnel. Or, les théories et hypothèses abordées ne permettent pas de répondre de manière satisfaisante à la question de recherche principalement pour deux raisons. Premièrement, dans la grande majorité des cas, les décideurs en charge de formuler la politique étrangère sont présentés comme des acteurs en dehors de la société. Le processus de formulation de la politique est soumis à un nombre plus ou moins grand de contraintes sociales, mais les décideurs occuperaient un espace unique, en dehors de la société, d'où ils auraient un pouvoir quasiment infini de moduler le discours politique et donc de fournir une représentation singulière de la réalité qui sert leurs objectifs. Deuxièmement, ces théories et hypothèses postulent qu'il y ait une séparation entre le niveau domestique et le niveau systémique. C'est au point médian entre ces deux niveaux que se situe l'espace uniquement réservé aux décideurs en charge de formuler la politique étrangère. Ce faisant, ils seraient dans une position privilégiée pour scruter le système international et ainsi appréhender et réagir à des menaces qui se présentent à eux de manière objective. Le processus décisionnel se déroulerait dans cet espace médian où ils réagissent à une « réalité » qui s'impose à eux. Notre approche post-structuraliste des relations internationales nous amène à rejeter ces postulats. Pour commencer, faisons le point sur les éléments de ces théories qui nuisent à l'appréciation du phénomène à l'étude. Dans le chapitre suivant, nous ferons la démonstration à savoir pourquoi notre approche théorique est plus à même de répondre à la question de recherche.

D'abord, l'approche de la rationalité et de la rationalité limitée. Dans le cas de l'approche rationnelle, le décideur opère dans un vacuum. Même s'il ne fait aucun doute qu'un tel processus

décisionnel a lieu lorsque les élites américaines définissent la politique étrangère, il est impossible qu'ils soient entièrement imperméables aux pressions externes et qu'ils soient complètement déconnectés au plan social. On suppose que le décideur a une vision préétablie et juste de l'intérêt national, de ce qui est bon pour l'État et donc des valeurs à défendre et des politiques à adopter. Malgré ses considérations politiques et sociales, le décideur reste l'Alpha et l'Omega de la définition de la politique étrangère alors que dans ce cas, c'est sa compréhension du contexte sociopolitique et international dans lequel s'inscrit la décision qui serait parfaite. Malgré leur position, ils restent des membres à part entière de la société et sont influencés par ses valeurs, son éthique et ses schémas mentaux. Les décideurs formuleraient leur politique étrangère à travers leur définition de l'identité collective, or ce processus est balisé par le recours à une trame narrative qu'ils n'ont pas créé. Ce faisant, ils sont dépendants de structures discursives desquelles ils peuvent difficilement se soustraire et qui dictent ce qui est possible ou non en ce qui a trait à la formulation de la politique étrangère. Les théories de la rationalité et de la rationalité limitée proposent d'expliquer la formulation de la politique étrangère en étudiant le contexte où opère chaque décideur tout en abordant ceux-ci en fonction d'un cadre unique circonscrit à une période temporelle fermée. Nous proposons plutôt que les élites en charge de formuler la politique étrangère sont dépendantes des choix de leurs prédécesseurs, et que ces choix sont légitimés par un discours qui est répété pendant une période qui peut s'étaler sur des décennies, et non par de simples contraintes bureaucratiques.

En ce qui concerne l'approche bureaucratique, elle reste une simplification de la réalité qui ne tient pas toujours la route. La bureaucratie existe à travers le langage. Déjà, le cas de figure utilisé par une myriade de théoriciens, la Crise des missiles de Cuba, n'est pas représentatif de l'idée « *where you stand depends mostly on where you sit* ». Lors des treize jours où l'ExComm de John F. Kennedy a eu à élaborer une réponse au déploiement de missiles soviétiques à Cuba, les élites militaires étaient plutôt en défaveur de l'utilisation de la force au contraire de leurs collègues civils (David 2015). Même chose lors de la guerre du Vietnam alors que le secrétaire de la Défense Robert McNamara était en faveur de l'option diplomatique pour sortir du conflit alors que le secrétaire d'État Dean Rusk était plutôt en faveur de l'escalade militaire (Caldwell 1977). Ultimement, ce sont les perceptions qui auraient primé sur la filiation bureaucratique. L'approche bureaucratique postule que le choix de la politique étrangère est balisé par d'autres types de contraintes, notamment les procédures opérationnelles standardisées et le recours à la mémoire

institutionnelle. Or, encore ici, ces structures n'ont pas une existence objective propre à elles. La rigidité de ces structures est reproduite à travers le langage de ceux qui évoluent à l'intérieur de la bureaucratie. Elles ne sont pas un point de départ pour faire une analyse de la formulation de la politique étrangère, parce qu'on les traite comme des abstractions qui sont extérieures au langage. Si ces routines sont difficiles à modifier, c'est parce que les institutions sont construites sur un langage et des idées qui ont été institutionnalisés. Toute bureaucratie est fondée sur un socle discursif qui sert de justification à son existence. Pour qu'une politique soit jugée problématique, elle doit être construite comme telle à travers le langage. Ce discours fait part entier d'un processus social où il est perpétué ou modifié en fonction de ce qu'en disent les décideurs, les médias et la population. Si le discours sur le terrorisme disparaît de l'imaginaire collectif, le *Department of Homeland Security* américain doit se réinventer s'il veut rester pertinent et conserver son enveloppe budgétaire.

Passons maintenant aux modèles organisationnels. Dans la période que nous avons choisi d'étudier, nous avons trois présidences qui présentent toutes des modèles de gestion différents. De plus, selon Rosati (1981), différents enjeux mènent à différentes configurations de modèles décisionnels. Un président peut donc adopter un modèle collégial pour traiter de questions économiques et passer à un modèle formel lorsque vient le temps de traiter de questions militaires. D'un modèle collégial en début de mandat, à partir des événements du 11 septembre 2001, George W. Bush aurait définitivement opté pour le modèle formel (da Vinha 2019) (David 2015). L'équipe Bush aurait été convaincue de ses présuppositions sur les conflits en Afghanistan et plus tard en Irak et n'aurait pas toléré la divergence de propos (Sanger 2009). Elle n'aurait pas non plus laissé filtrer de l'information complémentaire de l'extérieur du cabinet.

Le modèle de gestion de Barack Obama aurait été plutôt collégial. Il aurait écouté les positions de tous les membres de son cabinet, se serait lui-même posé comme médiateur pour ultimement se réserver la décision finale (Vaïsse 2012) (David 2015). L'ancien président aurait plutôt été porté à prendre ses décisions suite à un calcul coût/bénéfices afin de choisir la politique jugée la plus appropriée aux circonstances. Il est plus difficile d'attribuer un modèle décisionnel à l'équipe de Donald Trump. En fait, il ne semble qu'aucun des modèles susmentionnés ne colle parfaitement au processus décisionnel de son cabinet en termes de politique étrangère. Kruse (2016), qui tentait d'entrevoir le style de présidence que Trump pourrait apporter à la Maison

Blanche, avait utilisé l'expérience de l'homme d'affaires dans ses nombreuses entreprises privées. Il le décrivait alors comme ayant un comportement erratique, prompt à la colère et aux décisions hâtives et irréfléchis. Seul maître à bord, il n'hésitait pas à mettre ses subalternes à la porte pour un oui ou pour un non. Somme toute, Donald Trump va s'entourer de conseillers ayant une vision réaliste des relations internationales alors que des postes clés dans l'appareil décisionnel en charge de la politique étrangère seront occupés de manière prédominante par des militaires. Malgré un impressionnant roulement de personnel au sein de son cabinet, la nomination de John Kelly aurait contribué à hiérarchiser le processus et à centraliser la collecte d'informations. Cela étant dit, Donald Trump aurait surtout écouté les conseillers qui avaient une position similaire à la sienne, quitte à contourner le cabinet pour se réconforter dans ses idées (Sullivan et Costa 2016) (Haberman, Thrush et Baker 2017) (David 2020).

Expliquer la redondance de la politique étrangère américaine de lutte au terrorisme par l'utilisation de drones armés dans cette période semble complexe. En effet, à travers trois présidences avec des styles de gestion différents, mais bien sûr aussi des cabinets différents, pourquoi la vision du contre-terrorisme qui sous-tend l'utilisation des drones armés est restée la même ? Selon Hermann (1990), l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement qui apporte avec lui différentes perceptions quant à son environnement stratégique, ainsi que son propre agenda, est normalement le moment où la modification de la politique étrangère est la plus susceptible de se produire. De prime abord, il semble que l'étude des modèles décisionnels ne puisse pas donner de résultats satisfaisants pour expliquer la persistance de la vision du contre-terrorisme des élites américaines qui sert à justifier l'utilisation des drones armés. D'abord, la formulation des perceptions serait le fruit de la relation entre les décideurs à l'intérieur de la cellule décisionnelle. Cette approche permettrait de comprendre comment des visions de la réalité en viennent à se consolider et se perpétuer, mais prend encore les décideurs comme évoluant en vase clos. Nous rejetons le postulat qui veut que de nouvelles administrations puissent se présenter au pouvoir avec une nouvelle perception de leur environnement stratégique. Aucune perception n'est originale, car la « réalité » ne se présente pas de manière objective aux décideurs. Leurs perceptions sont construites socialement à travers le discours. Nous proposons que ce soit la stabilité du discours sur le terrorisme qui fait en sorte que l'utilisation des drones armés est considérée comme la solution *sine qua non* à la lutte au terrorisme.

Nous allons plus loin en proposant une autre lecture à savoir comment les décideurs réfléchissent aux politiques qu'ils mettent en place en partant du postulat que leurs perceptions sont en fait la réarticulation d'un discours qu'ils sont jusqu'à un certain point contraints à adopter. Certains diront que les frappes de drones représentent une solution simple qui a pour seul but d'éviter l'inertie. Même si cela était le cas, il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour maintenir une politique étrangère. Il faut justifier pourquoi on appuie sur le bouton. C'est le langage qui commande l'action, et le langage est empreint de justifications identitaires qui contraignent les décideurs. Si l'on utilise le même langage que celui qui a appuyé sur le bouton auparavant, est-ce que l'on reconduit inconsciemment les mêmes stratégies? Dans ses mémoires (*A promised land*), Barack Obama explique que c'est à contrecœur qu'il a ordonné des attaques de drones ayant causé des pertes humaines par milliers. Cependant, il indique qu'il ne pouvait pas se permettre d'exposer sa faiblesse face aux terroristes de tout acabit (*to look soft on terrorists*) (Obama 2020). Obama parlait pourtant lors de sa campagne électorale de sa volonté de dépasser le discours sur la guerre mondiale contre le terrorisme, voire même d'abandonner le mot terroriste. Est-ce que la formulation « *to look soft on terrorists* » n'est qu'une citation prémâchée qui a encadré et guidé son action?

Nous en sommes maintenant à faire le point sur les théories et hypothèses qui cherchent à expliquer l'impact des médias et de la population sur la formulation de la politique étrangère. Les deux approches à la base de l'étude du phénomène, soit l'approche élitiste et l'approche pluraliste, sont problématiques parce que, tout comme les théories de la formulation de la politique étrangère, elles placent les décideurs, les médias et la population dans des sphères séparées. Sans trop s'étendre en détail sur le consensus Almond-Lippman qui a été désavoué par ses propres fondateurs, il représente bien l'approche élitiste. Le processus à l'étude est linéaire alors que les informations voyagent dans un seul sens. On étudie les messages qui sont passés des décideurs aux journalistes et ensuite au public pour enfin évaluer la persistance temporelle de ces idées dans l'opinion publique.

L'approche typiquement élitiste du « *blob* », par exemple, propose une forme d'hégémonie discursive. Or, celle-ci est contrôlée par le haut par les élites qui orientent, à travers le recours à cette trame narrative, le processus de formulation de la politique étrangère. Contrairement à notre vision cependant, on attribue surtout la domination de ce discours à une trame de fond socio-

politique similaire chez les membres de « l'establishment ». Premièrement, ses membres seraient issus des mêmes écoles, principalement les universités de la « *Ivy League* » (ex : Harvard, Yale, Brown, Princeton, Cornell, etc.). Ils habitent les mêmes quartiers, fréquentent les mêmes clubs sociaux et envoient leurs enfants dans les mêmes écoles (Mills 2000). Si les membres de « l'establishment » sont de moins en moins masculins et *WASP*⁷, ils vont sélectionner les nouvelles recrues appelées à se joindre à l'exécutif décisionnel dans des sphères sociales similaires aux leurs alors que ces nouveaux membres vont être socialisés à leur vision du monde. Ils agissent ainsi comme des gardiens ou « *gatekeepers* », dans les mots de Steve Smith (2002), qui ferment les portes à ceux qui ne partageraient pas leur idéologie. Deuxièmement, ils font partie du « 1 % », soit l'élite corporative et financière américaine dont ils sont les porte-parole alors qu'ils reproduisent une vision du monde typique à cette classe sociale (Jacobs et Page 2005). Ce faisant, ils ouvrent les portes de la Maison-Blanche à des intérêts financiers et corporatifs, mais aussi à des fondations et des « *Think tanks* » qui vont consolider l'image des États-Unis dans le monde ainsi que sa mission (Parmar 2012) (Van Apeldoorn et de Graaff 2014). Ultimement, l'élite en charge de la prise de décision en viendrait à tellement se ressembler qu'elle ne discuterait plus à savoir quelle est la meilleure politique étrangère pour les États-Unis, leur vision des choses tiendrait plus de l'acte de foi que de la rationalité (Hodgson 1973).

Si l'idée du « blob » est intéressante, tout comme l'effet CNN, comment réellement mesurer son impact sur la formulation de la politique étrangère américaine ? Si l'on ne peut vraiment définir cette entité qui dominerait la formulation de la politique étrangère des États-Unis, alors le « blob » veut à la fois tout et ne rien dire. Il s'agit encore d'une simplification exagérée de la réalité. Chaque présidence est différente. Alors qu'environ 41% (82 sur 201) des cadres supérieurs de l'administration Biden ont reçu une éducation supérieure dans des universités de la « *Ivy League* », ce pourcentage décroît à 21% pour l'administration Trump (Nietzel 2021). Il existe aussi d'énormes différences en fonction des départements. S'il est vrai que les cadres supérieurs travaillant au sein du département d'État ou de la Défense proviennent majoritairement d'universités de la « *Ivy League* », on descend sous la barre des 50% pour la majorité des départements américains (Nietzel 2021). Ces départements ont bien sûr une influence marquée sur la formulation de la politique étrangère, mais cela ne veut pas dire que ce sont les employés qui

⁷ White Anglo-Saxon Protestant

proviennent des universités les plus prestigieuses qui ont le plus d'impact à l'intérieur de ces départements. En fonction de cette simplification de la réalité, on pourrait attribuer au *blob* à peu près n'importe quelle décision de politique étrangère. De plus, même si les membres de cet « establishment » appartiennent à une sphère sociopolitique différente du travailleur de la classe moyenne, le langage qu'ils utilisent pour parler de la politique étrangère est exactement le même. Ils n'échappent pas aux conventions discursives qui encadrent le discours sur la politique étrangère. Leur appartenance à l'élite ne veut pas dire qu'ils communiquent différemment entre eux. Ils sont soumis à l'autorité des mêmes références imaginaires et identitaires sous-jacente à l'expérience politique. Ajoutons que, selon Layne (2017), l'idée du « *blob* » pour expliquer la persistance de la politique étrangère américaine est surtout une manière d'étudier la « *grand strategy* », soit une stratégie globale axée sur la primauté des États-Unis. Il admet que, s'il semble y avoir consensus au sein de « l'establishment » quant au rôle des États-Unis dans le monde, les questions tactiques pour accomplir certains objectifs elles sont tout à fait ouvertes aux débats.

L'approche pluraliste, telle l'hypothèse de l'*Effet CNN*, n'est pas plus convaincante alors qu'elle suppose l'habileté du public et des médias à former leurs propres cadres et ainsi agir tels des remparts pour résister à la version de la « réalité » qui leur est offerte par les élites, voire à forcer la main des décideurs pour traiter d'enjeux divers. Les trois acteurs à l'étude ne peuvent échapper aux structures discursives qui transcendent leur existence commune. Aucun d'entre eux n'a la possibilité de construire une version originale de la « réalité ». Elle est co-constituée, ce qui veut dire que, peu importe la nature de la relation entre ces acteurs, qu'elle soit consensuelle ou coercitive, leurs interactions sont fondées sur un langage qui définit ce qui, pour eux, est réel. Ce langage construit et déconstruit perpétuellement les institutions qui encadrent leurs relations alors que l'indépendance complète par rapport à cette trame narrative est impossible. Pour qu'un discours devienne hégémonique et balise la définition de la politique étrangère, toutes et tous participent à la stabilité de ce discours. Partir d'une relation causale pour expliquer l'influence de la population et des médias sur la formulation de la politique étrangère est donc problématique.

Les approches précédentes ne peuvent fournir qu'une explication partielle à savoir pourquoi les États-Unis utilisent principalement les drones armés dans leurs efforts de lutte au terrorisme, même si l'efficacité de ces vecteurs pour atteindre leurs objectifs est discutable. Ces approches sont problématiques, car elles ne considèrent pas le réel pouvoir du langage quand vient le temps

d'expliquer autant la stabilité que le changement. Or, nous proposons que la perpétuation de la stratégie américaine de guerre par drones armés s'explique justement par la stabilité d'un discours aux relents identitaires qui consacre la supposée supériorité de ces outils. Si le discours consacre la stabilité de l'identité des protagonistes, les Américains étant supérieurs et leurs cibles terroristes étant inférieurs, l'élimination de la menace « barbare » par drone armé reste la solution privilégiée. Leurs vies n'ont pas la même valeur et la violence indiscriminée à distance, peu importe les dommages collatéraux, est le meilleur moyen de débarrasser l'humanité de cette nuisance. Ce n'est donc pas simplement pour des raisons fiscales ou d'utilisation du personnel militaire que l'on continue d'utiliser ces outils. La cible ne vaut pas la peine d'être confrontée directement. Maintenant, voyons en quoi notre posture post-structuraliste est appropriée pour expliquer le phénomène à l'étude.

Chapitre 2 : cadre théorique

Dans ce deuxième chapitre, nous allons explorer les bases théoriques sur lesquelles la présente thèse est fondée. Comme il a été mentionné en amont, nous avons opté pour une approche post-structuraliste des relations internationales. Dans le but de justifier ce choix, nous allons tout d'abord expliquer ce qu'est le post-structuralisme et pourquoi cette approche est pertinente. Nous allons ensuite aborder les concepts centraux qui seront mobilisés, soit l'intertextualité et le logocentrisme. Dans un dernier temps, toujours en fonction de l'approche post-structuraliste, nous ferons une synthèse sur le rôle concret des décideurs, des médias et de la population en ce qui a trait à la co-constitution de l'identité ainsi que leur impact sur la formulation de la politique étrangère. Tout au long de ce chapitre, nous verrons en quoi l'approche post-structuraliste nous permet de sortir des limitations des postulats théoriques présentés dans le chapitre précédent pour ainsi les dépasser.

Le post-structuralisme

Le post-structuralisme n'est pas une approche qui est propre aux relations internationales, mais a plutôt été emprunté à d'autres disciplines telles la littérature et la philosophie. Elle n'est pas non plus une approche théorique en soi, car elle est une forme de rejet de la possibilité d'atteindre une connaissance théorique définitive. L'arrivée du post-structuralisme dans l'étude des relations internationales s'inscrit dans ce qui est appelé le « quatrième débat », soit un affrontement de nature épistémologique entre les tenants du positivisme et du post-positivisme. Le post-structuralisme se veut en quelque sorte une critique de la « naïveté » des présupposés théoriques sur lesquels la science des relations internationales a été construite. La pomme de discorde : l'acquisition des connaissances et la possibilité d'atteindre une forme de vérité ou de validation scientifique. Il s'agit ainsi d'un rejet du rationalisme et du bien-fondé des approches dites classiques, tels le réalisme et le libéralisme, qui cherchent à tirer des conclusions théoriques en utilisant les méthodes propres aux sciences naturelles ensuite appliquées aux sciences sociales.

Souvent considérée comme l'importation des écrits de Jacques Derrida et Michel Foucault, pour ne nommer que ceux-ci, à l'étude des relations internationales, l'approche post-structuraliste veut qu'il n'y ait pas de distinction possible entre le sujet et l'objet, et donc, dans le langage des relations internationales, entre l'agent et la structure. Ainsi, il n'y a pas non plus de distinction possible entre le national et l'international. Celui ou celle qui est à l'origine de la production du

savoir n'est pas un observateur neutre qui peut tirer des conclusions libres de toutes influences externes, qu'elles soient historiques, sociales ou encore politiques. Le savoir est toujours produit dans un contexte, et ainsi, il n'y a pas de savoir qui soit absolu et intemporel. Ce faisant, on attaque l'idée que les écrits des ténors des Lumières tels, par exemple, Hobbes, Machiavel, Locke ou encore Kant, peuvent servir de base pour produire des connaissances qui seraient neutres. La production de connaissances est un exercice socio-politique et reflète des rapports de forces inscrits dans des contextes bien précis rendant l'utilisation de ce savoir problématique pour étudier des réalités tout autres (Foucault 1980). Le savoir, et la conception de ce qui est considéré comme étant « vrai », sont tout aussi politiques. En effet, les mythes qui sont avancés par nos politiciens et politiciennes résistent à l'épreuve des faits (Bottici et Challand 2006). Il en va de même en ce qui a trait à la critique des auteurs considérés comme les fondateurs de la discipline, tel Kenneth Waltz, qui a voulu étudier les relations internationales à partir d'abstractions comme l'État et l'anarchie. Ultimement, la mobilisation de ces concepts sert pour lui un but bien précis : expliquer la récurrence de la guerre au sein du système. Or, ces concepts, qui pouvaient être abordés selon de multiples perspectives, se sont retrouvés à être réduits à la simple définition de Waltz et sont devenus les canons de la discipline. Ces concepts, à travers leurs nombreuses utilisations subséquentes, sont en quelque sorte devenus autoritaires, ce qui veut dire que parler de relations internationales sans les utiliser, ou en contestant leur définition canonique, exposait les théoriciens au risque du discrédit scientifique.

Pour Jacques Derrida, il n'est pourtant pas possible d'arriver à une compréhension absolue des écrits ou discours d'un auteur. Par discours, nous entendons un système linguistique au travers duquel la signification est créée, un système qui définit une « réalité » sur laquelle on souhaite agir (Doty 1996) (Foucault 1972). Cela s'explique par le fait que le langage n'est pas neutre et que tout texte repose sur des abstractions logocentriques qui reflètent une opposition binaire entre différents concepts : le bien et le mal, la pureté et l'impureté, la civilisation et le barbarisme ou encore l'ordre et le chaos (Critchley 2006) (Derrida 1981). Ainsi, tout texte ou discours reproduit des relations de pouvoirs entre un savoir qui est valide ou invalide, ou encore entre ceux qui ont la légitimité de produire du savoir et ceux qui doivent être ignorés dans cette entreprise. Pour arriver à une compréhension la plus fidèle possible d'un texte ou d'un discours, il faut le déconstruire pour exposer les contraintes historiques et politiques qui ont mené à sa production, comprendre sa généalogie (Foucault 1984). Or, ce n'est pas une entreprise à laquelle s'adonne le commun des

mortels quand, par exemple, il lit un livre ou simplement les journaux. Parler ou écrire sur quelque chose est aussi se placer dans une position de pouvoir, c'est une tentative de création inscrite dans un processus où l'on va taire d'autres réalités. C'est une lutte discursive pour tenter de fixer le réel, entreprise qui est livrée à une lutte constante (Daly 1994) (Rorty 1989). Pour arriver à une véritable compréhension, il faut déconstruire les textes et les discours pour découvrir sur quoi l'acteur qui essaie d'attribuer un sens au réel et ce qu'il va écarter, donc le savoir ou les discours qui sont maintenus dans l'ombre.

Le « véritable » savoir

Le post-structuralisme est aussi une opposition entre fondationalisme et anti-fondationalisme. Le fondationalisme se rapporte à la création de savoir alors qu'on entend la possibilité de l'objectivité, non seulement de celui qui produit le savoir, mais des concepts mobilisés dans l'exercice. Les concepts et abstractions utilisés dans l'entreprise, comme ceux de frontières ou d'anarchie présentés plus haut, seraient neutres, tout comme le sont les éléments du tableau périodique. L'anti-fondationalisme prétend cependant le contraire. Il n'y a pas de réalité neutre. La réalité est une construction historique et sociale qui s'inscrit dans de multiples relations de pouvoir. Le langage même n'est pas neutre : les mots que nous utilisons ne sont pas des créations innées, mais des mots que nous avons appris à répéter et qui nous sont ainsi imposés. Il faut utiliser ces mots pour parler de la réalité. Nous sommes ainsi dépendant d'un vocabulaire qui en soit reproduit des relations de puissance, mais que nous sommes contraints d'utiliser dans l'espoir de rester pertinents (Brint, Weaver et Garmon 1995). Dans une perspective politique, un homme ou une femme d'État, par exemple, doit utiliser un langage pour faire passer des messages, mais ce langage implique des conséquences et transmet des messages et produit des externalités qu'il ou elle ne contrôle pas entièrement. Ce même langage agit comme un piège alors qu'il trace ultimement une démarcation entre ce qui est possible et impossible.

Cette distinction est cruciale dans le cadre de cette thèse. Prenons l'exemple du discours sur le terrorisme qui sera à l'étude. Le mot terrorisme ou terroriste n'est pas neutre. D'abord, il fait référence à la terreur, mais ce mot oblige aussi une distinction entre l'individu qui utilise le terrorisme et celui qui le subit. Une fois que l'on a opéré cette première distinction, on peut maintenant prolonger la réflexion pour en apprécier les ramifications. Le mot terroriste appelle ainsi à une opposition entre, par exemple, le bien et le mal, la civilité et le barbarisme, le légal et

l'illégal ou encore l'humain et l'inhumain. L'identité de celui qui subit le terrorisme est aussi transformée ou renforcée dans ce processus de différenciation alors que, par exemple, se positionner en victime donne une légitimité à certaines politiques ou actions qui auraient été impensables sans cette constitution binaire de la réalité.

L'identité n'est pas donnée, elle est construite, et il faut trouver les sources de celle-ci par la déconstruction (Song 2015). Il n'est pas important que l'identité soit entièrement basée sur des faits. Plus souvent qu'autrement, elle est une juxtaposition de mythes qui ne sont pas nécessairement vérifiables. Ce qui importe, c'est la teneur du discours qui soutient celle-ci. En fonction de l'identité, l'opposition se transpose en comportements ou en actions à poser, par exemple, la torture ou l'assassinat ou autres méthodes qui peuvent devenir tout à fait normaux, acceptables et institutionnalisés. La dimension matérielle de l'État se trouve ainsi à être organisée en fonction du discours. Cela a longuement été le cas alors que les Américains ont utilisé la prison de Guantanamo pour commettre les pires exactions sans que cela, du moins au début, ne suscite l'émoi du public au sens large.

Les mots utilisés pour décrire la réalité peuvent bien sûr réduire la marge de manœuvre de politiciens et politiciennes qui, de par la simple utilisation de ceux-ci, se trouvent à devoir écarter certaines politiques (Laclau et Mouffe 1985). Ils deviennent ultimement un piège et peuvent sceller l'avenir d'hommes et femmes d'État. Björnehed (2012) utilise l'exemple du Népal pour illustrer cette situation. De 1996 à 2006, le pays va traverser un sanglant épisode de guerre civile alors que Katmandou est aux prises avec le Parti Communiste Népalais qui cherche à s'emparer du pouvoir. Dans le but de s'assurer le soutien de la population, le gouvernement va coller l'étiquette de terroriste à son adversaire, ce qui lui sera utile pour mobiliser la population au début du conflit. Plus le conflit avance, plus il semble que les forces gouvernementales ne viendront pas à bout de la guérilla maoïste. L'exécutif népalais va donc décider de négocier avec son adversaire. Or, la population rejette l'idée d'une négociation avec un groupe qui a été diabolisé pendant des années. Ultimement, le parti qui formait le gouvernement va être défait aux élections subséquentes et le Parti Communiste Népalais, devenu le Parti communiste unifié du Népal pendant le conflit, va terminer en tête du scrutin en 2008.

Le post-structuralisme et la discipline des relations internationales

Le projet du post-structuralisme est de s'éloigner des prétentions universalistes, soit l'idée qu'une école de pensée est plus apte qu'une autre à expliquer le fonctionnement du système. Cela n'implique pas que l'approche rejette l'idée même d'une structure internationale. Or, il est considéré que le seul universel est le langage et que la structure du système est en constante évolution selon des conventions discursives qui ne sont pas fixées temporellement (Epstein 2013). Malgré ses origines, le post-structuralisme s'intéresse aux questions de sécurité. En fait, tout comme le constructivisme, son apparition dans la discipline survient alors que la guerre froide tire à sa fin et que des théories telles le réalisme sont en quelque sorte confrontées à un échec, soit leur incapacité à expliquer comment l'opposition entre l'Est et l'Ouest s'est terminée sans un échange de coup en bonne et due forme entre les deux protagonistes. Le post-structuralisme s'attaque en fait directement aux trois postulats du réalisme quant aux relations internationales : l'importance du groupe, dans ce cas l'État qui est le prolongement de l'humain, comme acteur central des relations internationales, l'égoïsme comme caractéristique fondamentale de l'être humain et finalement l'idée que toutes les relations interétatiques sont fondées sur des dynamiques de puissance.

Au sujet du premier postulat du réalisme, soit l'idée que l'humain se rassemble en groupe pour assurer sa survie, et que ce groupement se transpose en relations d'inimitié avec ceux qui ne font pas partie du groupe, le post-structuralisme rejette le caractère fini et fermé du groupe. Bien que l'on reconnaisse le rôle central joué par l'État dans les relations internationales, on refuse de voir celui-ci comme une fatalité, comme un fait neutre qui peut être observé pour tirer des conclusions. Son existence même est le fruit de performances discursives toujours en mouvement, la distinction entre ce qui en fait partie (*inside*) et ce qui n'en fait pas (*outside*) est constamment rendue possible par des actes de langage qui renforcent, ou détruisent, ces représentations abstraites (Campbell 1998). Le problème avec l'utilisation du groupe fermé comme unité d'analyse des relations internationales est que la pratique ne fait ainsi référence qu'à un seul modèle d'étude, soit l'État Westphalien. Le réalisme tait donc d'autres constructions étatiques ou pré-étatiques toutes aussi importantes pour comprendre les relations internationales, constructions qui permettent aussi d'étudier différemment les interactions entre l'individu et l'État (Ashley 1987).

Il n'y a pas de construction identitaire d'un groupe qui soit originale. Tout texte ou discours est un amalgame de calques d'autres allocutions passées, d'allégories, d'images, etc. L'État est une construction discursive imparfaite qui est reproduite à travers la répétition de « vérités » historiques soi-disant objectives. Un politicien ou une politicienne n'est pas non plus une page blanche, il ou elle arrive sur la scène avec un vécu et va s'adresser à la population en utilisant des chaînes d'images et de concepts qui reproduisent des dichotomies entre ce que le public doit considérer comme étant bien et mal, ce qui fait partie du groupe et ce qui n'en fait pas partie. Par exemple, encore aujourd'hui, des hommes et femmes d'État utilisent la référence à Munich alors que les puissances européennes en 1938 ont choisi d'apaiser l'Allemagne d'Adolph Hitler plutôt que de s'opposer à son projet expansionniste. Ce faisant, ils auraient aiguisé l'appétit d'Hitler pour la conquête, ce qui l'aurait disposé à faire d'autres revendications territoriales, et ultimement, précipiter l'Europe dans la Deuxième Guerre mondiale. Cette référence a été utilisée pour parler d'hommes comme, par exemple, Saddam Hussein, et plus récemment, Vladimir Poutine.

L'utilisation de cette allégorie est lourde de sens et constitue le sujet et l'objet en délimitant les contours de cette communauté imaginaire qui informe non seulement les hommes et femmes d'État, mais aussi le public, sur leur rôle dans ce grand tout qu'est le système international. Ces représentations agissent aussi comme des contraintes à l'action. Si l'on compare un adversaire à Hitler, non seulement l'on crée une réaction très forte en mobilisant l'image d'un des dictateurs le plus sanguinaires que l'humanité ait connue, mais l'image informe aussi le « nous » sur sa propre identité, soit le héros qui doit s'opposer à ce « monstre » qui a été comparé à Hitler. Ce faisant, la référence donne aussi de la légitimité pour utiliser parfois les pires moyens pour combattre l'ennemi ainsi désigné. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, cela permettait aux alliés de bombarder des villes entières de manière indiscriminée, peu importe le nombre d'innocents qui y trouvaient la mort. Si ce narratif acquiert un caractère hégémonique, les solutions mises de l'avant pour combattre l'ennemi désigné peuvent devenir tout à fait naturelles et souhaitées. Si l'État joue actuellement un rôle central dont la légitimité est reconnue, c'est parce que son rôle comme « gestionnaire » de la violence est souhaité. Sa nécessité est le fruit d'une hégémonie discursive qui tait toutes autres représentations de l'État (Walker 1993). Pour ce faire, la référence aux grandes guerres de religion qui ont mené au Traité de Westphalie en 1648 et à la consolidation des frontières européennes consacre cette logique. Or, non seulement l'État Westphalien est un modèle social

relativement récent, mais dans nombreuses régions à l'extérieur du monde occidental, ces lignes sur les cartes géographiques sont loin de jouer un rôle aussi significatif.

Ces narratifs se veulent aussi une représentation de ce qu'est l'intérêt national de l'État. Selon le deuxième postulat du réalisme, cet intérêt est défini de manière égoïste en fonction de faits observables et véridiques qui se transforment concrètement en *realpolitik*, donc en ce que l'État doit faire pour survivre dans le système. Le post-structuralisme ne rejette pas la notion d'intérêt national, mais propose plutôt que celui-ci est une construction discursive toujours en mouvement. Ce faisant, la notion d'intérêt national peut être apposée à une multitude d'enjeux qui ont autant à voir avec les questions de sécurité, mais aussi par exemple économiques ou environnementaux, et ne sont pas non plus circonscrits à l'opposition binaire entre le domestique et l'international (Hansen 2012). Le « eux » peut se retrouver à l'intérieur même de l'État. Par exemple, Waever (1996) avance que le « eux » de l'Europe, « l'ennemi » qui doit être combattu, est en fait son propre passé, soit la croyance que l'effondrement de l'Union Européenne représente un retour aux luttes fratricides qui ont menés aux deux conflagrations mondiales du 20^e siècle. Le « eux » de l'Europe ne fait donc pas seulement référence à l'État, mais aussi à la nécessité d'encadrer ceux-ci dans une structure supra-étatique qui doit venir à bout des bas instincts des États européens d'autrefois. L'intérêt national pur n'existe donc pas, il n'est pas découvert, il ne se présente pas objectivement aux décideurs qui formulent la politique étrangère en fonction de celui-ci. Il est en constante transformation en fonction de ce que l'on en dit. Le langage remplit une fonction performative, donc plutôt que de décrire une réalité, il construit la réalité. À travers le langage, l'agent et le sujet sont co-constitués et ce qui peut et doit être fait se trouve fixé dans un cadre arbitraire et temporaire (Weldes 1999). Cette conception est aussi en rupture avec l'idée de l'État comme acteur rationnel, car la nature de l'intérêt national est insaisissable (Ashley 1989).

Les frontières ne sont donc pas non plus une fatalité. Évidemment, dans le contexte occidental, elles ont une dimension légale et l'on peut les observer de visu, quiconque en a déjà traversé une a pu en faire l'expérience. Or, elles sont aussi une construction discursive et font partie de la dimension imaginaire de l'État. Certaines frontières sont hautement militarisées, alors que d'autres ne le sont pas du tout. Les frontières à l'intérieur de l'Union Européenne n'ont pas la même signification que le 38^{ième} parallèle qui sépare les deux Corée. Les frontières agissent aussi en fonction de ce que l'on en dit, certains États les utilisant à des fins de politique intérieure, par

exemple, en ce qui a trait aux dangers de l'immigration comme il en a souvent été le cas pendant la présidence de Donald Trump. Dans son cas, la frontière n'était pas qu'une ligne sur une carte, mais aussi un projet politique ayant pour but de consolider sa base électorale. Dans le cas de George W. Bush, les frontières représentaient un moyen d'empêcher l'afflux de terroristes sur le territoire américain. D'autres pourraient aussi bien faire le pari de proposer un narratif qui fait de l'abolition des frontières un cheval de bataille. Par exemple, il n'y a pas si longtemps, il était absolument normal d'entrer aux États-Unis depuis le Canada sans passeport. La dimension sécuritaire de cette frontière n'était pas entrée dans le discours des décideurs en charge de formuler la politique étrangère. Depuis le 11 septembre 2001, cette idée semble maintenant farfelue.

Le troisième postulat du réalisme, soit l'idée que les relations de puissances sont le principe ordonnateur du système, est aussi important aux yeux du post-structuralisme. Or, la puissance n'est pas une simple question de capacités matérielles, mais aussi de langage. Pour l'école réaliste, la puissance, représentée par les capacités matérielles, est une manière de dominer son prochain, de lui imposer sa volonté plutôt que de subir la sienne. Elle est compulsive : à cause de l'anarchie ambiante, les relations entre les États ne peuvent être comprises qu'en fonction de cette dichotomie (Morgenthau 1985). Dans l'approche post-structuraliste, il n'y a pas « d'ennemi » à l'extérieur du langage, celui-ci doit être construit de manière discursive. Les capacités matérielles ne sont donc pas non plus une matière brute sur laquelle un État fonde ses relations avec son entourage. Par exemple, ce n'est pas l'arme nucléaire elle-même qui représente un danger, cela a plutôt à voir avec l'identité de celui qui la possède, identité qui est discursivement construite comme étant amie ou ennemi, pacifique ou dangereuse, rationnelle ou irrationnelle, etc. (Hansen 2012). L'arme elle-même existe à travers le langage, sa signification est discursive. L'œil humain est capable d'activités sensorielles, mais il ne peut saisir ce qu'est un char d'assaut ou un missile sans avoir entendu parler de ces objets à travers le discours (Jäger 2001). Ce discours cristallise la signification du matériel sur une période indéfinie tant qu'il est répliqué. Dans « Le secret de la planète des singes » (*Beneath the Planet of the Apes*), les quelques humains habitants dans les décombres souterrains des civilisations passées n'ont aucune idée que l'objet qu'ils vénèrent comme une divinité est en fait une ogive nucléaire, car ils n'ont jamais fait l'expérience du texte ou du discours qui consacre l'existence de cet objet. Leur compréhension se résume aux effets que produit l'objet, soit provoquer des mutations radioactives qui leur confèrent des pouvoirs surhumains qui les différencient des habitants de la surface.

Comme le souligne Callon et Law (1995), il reste nécessaire d'aborder un objet, par exemple, l'arme nucléaire, comme une représentation hybride à la fois discursive et technologique. Ce système d'armement est rendu possible par la combinaison de composantes technologiques qui jouent un rôle précis, qu'il s'agisse d'un minuteur, d'un relais, ou encore d'un stabilisateur, qui accomplissent des fonctions mécaniques qui sont en soi indiscutables. C'est l'ensemble de la construction qui doit ultimement prendre un sens, sens qui sera fixé par la référence à, par exemple, d'autres objets qui accomplissent des effets similaires (Gottweis 2009). Pour donner un sens à la puissance de l'arme nucléaire, lors de ses premières utilisations, on en parlait en fonction du nombre de tonnes de TNT qui correspondaient à son explosion. Ensuite, une représentation plus populaire consistait à comparer sa puissance aux explosions qui ont frappés Hiroshima et Nagasaki, donc en parlant d'une bombe comme étant, par exemple, 10 fois Hiroshima ou 20 fois Nagasaki, etc. Chaque comparaison vient avec son lot d'images et d'allégories qui donnent un sens précis au vecteur.

L'arme nucléaire n'est pas non plus un simple outil pour faire la guerre, elle est en soi un élément discursif (Luke 1998). Pour la Corée du Nord, elle est certainement un outil de dissuasion, mais aussi une manière de montrer au public international comme national que le pays est au même niveau de développement scientifique que les grandes puissances. Elle sert en quelque sorte à appeler les grandes puissances à ouvrir un dialogue sur l'avenir du pays. Pour Mao, elle était un « tigre de papier », une représentation qui sert à faire peur en pratique, mais qui n'a pas de valeur réelle, car bien que son pouvoir de destruction soit terrible, la technologie ne peut se substituer à la volonté populaire (Zedong 1946). L'arme est en quelque sorte un édulcorant qui remplace la puissance populaire par des moyens technologiques.

Somme toute, le réalisme et le néoréalisme appellent à étudier le système international selon deux perspectives. Selon l'approche « bottom up » des réalistes dits « classiques », les États déterminent la structure du système à travers leurs interactions, rapports qui portent en eux le risque perpétuel de conflits armés de par la nature « hobbesienne » de l'humain, soit celle d'un prédateur (Aron 1984). Pour Kenneth Waltz (1979), c'est l'approche « top down », dite néoréaliste, donc en regardant comment la structure du système international, représenté par la distribution des capacités militaires, influence le comportement des États et la récurrence de la guerre.

D'autres écoles de pensées proposent d'étudier l'État et les relations internationales selon des angles différents. Comme nous l'avons présenté dans le chapitre précédent, l'approche pluraliste libérale part aussi du niveau individuel, celui-ci devrait donc être le centre d'attention lorsque l'on étudie l'État et ultimement les relations internationales. L'approche libérale reprend un concept clé de l'école réaliste, soit celui d'anarchie. Son existence n'est pas remise en question, mais l'on ouvre la porte à l'allègement de ses effets à travers la coopération, principalement dans la sphère économique. L'être humain est bon, il peut dépasser son instinct de survie et donc ses compulsions égoïstes. L'État serait l'expression des intérêts des acteurs les plus puissants au niveau national. Ainsi, la politique étrangère de l'État serait l'extension des intérêts des groupes qui dominent la politique étatique. Ce faisant, ces groupes et acteurs auraient des intérêts prédéfinis : ils savent ce qu'ils veulent et entrent en compétition avec leurs pairs pour s'assurer que l'État implémente certaines politiques.

Martha Finnemore (1996) rejette cependant cette possibilité. Selon l'auteure, tant que ces acteurs ne savent pas qui ils sont, ils ne savent pas ce qu'ils veulent, et ils développent seulement une identité lorsqu'ils entrent en contact avec d'autres acteurs sur la scène nationale et internationale qui vont transformer leur vision d'eux-mêmes, leurs idées, et ainsi la définition de leurs besoins. Si les prémices de l'approche constructiviste de Finnemore sont tout à fait valides, rappelons que nous partons du postulat que rien n'est extérieur au langage. Si pour les constructivistes les idées et les normes sont cruciales pour définir l'identité des États, nous proposons que celles-ci ne soient rendues possibles qu'à travers des conventions discursives limitées. D'autres approches constructivistes proposent que la politique étrangère naisse d'une congruence entre la vision de l'État que se font autant les élites que la population. Ces deux acteurs proposent des visions de la réalité, sur comment ils se perçoivent dans le système, sur comment ils perçoivent leur État et ainsi sur comment celui-ci devrait agir. De l'harmonie entre les représentations identitaires des élites et des masses découle la politique étrangère (Bentley, Vucetic et Hopf 2018). L'approche des auteurs, qui se veut constructiviste, est malgré tout problématique, notamment parce qu'ils réitèrent la frontière entre les masses et les élites et confèrent à ces deux groupes une faculté singulière à construire l'identité de l'État. Il y aurait une certaine forme de co-constitution alors que les deux groupes entrent en dialogue, mais les auteurs partent du postulat qu'il y aurait une sorte de période pré-dialogue où les deux sphères se feraient une idée propre de leur identité. Or, selon notre approche, ces deux sphères ne peuvent être séparées. L'idée même de

ce qu'est l'identité et l'État n'est jamais originale, mais historique et sociale, infusés d'a priori, d'analogies et de métaphores qui conditionnent la formulation de ce qu'est la « réalité » pour tous ceux qui se livrent à l'exercice.

L'hégémonie discursive

L'assemblage de mots, d'images et de concepts produit le discours, et à son tour, le discours peut devenir hégémonique. Par discours hégémonique, nous entendons une hégémonie discursive où une représentation de la réalité s'impose comme la référence pour parler du monde qui nous entoure. Il n'est pas impossible de contester ce discours, mais les chances de réussite sont réduites pour plusieurs raisons. D'abord, nous empruntons le concept de prophétie auto-réalisatrice de Alexander Wendt (1999). Si Wendt s'intéresse d'abord à la diffusion des idées et des normes dans le système international pour expliquer ce qui détermine les relations interétatiques, elles ne prennent vie qu'à travers leur articulation dans le cadre de discours. Wendt considère que le système international est fait d'idées, nous considérons plutôt que sa structure est langagière. Son approche reste quand même utile en soi, car elle permet une réflexion sur, par exemple, l'antagonisme entre différents États. Selon son concept de prophétie autoréalisatrice, il y aurait trois formes d'anarchie qui ordonnent les relations interétatiques : l'anarchie hobbesienne, un état de guerre perpétuel, l'anarchie lockienne, un état de compétition qui n'implique pas l'oblitération de l'ennemi, et l'anarchie kantienne qui amène l'État vers la sécurité collective. Selon la conception qu'un État se fait du système international, donc ses idées, il va produire et reproduire des comportements qui vont le convaincre de ses propres présupposés. Si l'État considère que le système est hobbesien, il observera ses voisins comme autant de sources de conflits potentiels. Il aura ainsi tendance à interpréter certaines des actions de ses voisins comme étant belliqueuses, souvent à tort, confirmant ainsi sa propre vision du système. Il sera lui aussi disposé à traiter ses voisins de manière belliqueuse créant une série de rétroactions qui cristallisent ses opinions, une forme de dilemme de sécurité idéal.

Dans notre cas, cette prophétie auto-réalisatrice s'inscrit à travers le discours utilisé pour décrire le système, mais aussi dans la relation des politiciens et politiciennes qui discutent de celui-ci avec leur population. La population fait part entière de « l'équation ». Selon Klein (1994) qui fait référence à l'Union Soviétique, l'image de l'URSS est politiquement construite. Elle est bien sûr basée sur un certain nombre de faits, mais l'important c'est qu'un discours de diabolisation de

l'adversaire désigné a pris un caractère hégémonique, rendant un changement de narratif extrêmement ardu pour d'autres hommes et femmes politiques qui auraient souhaité changer la trajectoire politique américaine et transformer les relations bilatérales avec l'URSS. Ultimement, un prisme attitudinal face à l'URSS s'est imposé au niveau militaire, diplomatique, politique et social qui rendait cette transformation quasi impossible.

Dans une perspective post-structuraliste, cela s'explique par le fait que l'insécurité de la population est la source même de l'existence de l'État (Campbell 1998). Pour garder le pouvoir, la population doit être convaincue qu'elle évolue dans un monde de menace. La classe politique détiendrait cependant la clé pour assurer la sécurité sociétale, mais la population doit adopter des comportements pour participer à cette entreprise. Ce sentiment de peur doit aussi s'articuler dans la fibre même de la société, soit une crainte qu'elle puisse être infiltrée par les éléments subversifs que le pays s'efforce à combattre sur la scène internationale. Si l'ennemi soviétique est caché au sein de la société américaine, il est nécessaire d'adopter certains comportements qui vont reproduire des images de ce que serait un « bon » et un « mauvais » américain. C'est l'essence même du Maccarthysme. La population en vient elle-même à souhaiter la perpétuation de ces politiques alors qu'elle vient renforcer à son tour la portée du discours hégémonique, d'où la co-constitution.

La construction et la répétition du discours sur l'État permettent aussi la construction de l'Homme, c'est l'art de placer ce dernier au milieu d'un monde de dangers qui est représenté par le système international. Le système international est « l'autre », la raison pourquoi on doit se plier à l'autorité étatique pour éviter de succomber à l'anarchie qui règne à l'extérieur de ses frontières. La distinction entre le national et l'international est donc impossible, celle-ci n'existe qu'à travers le discours. On crée chez « l'Homme » un désir de contrôler ces peurs, et ce de manière violente (Ashley 1998). Questionner l'existence de ces peurs revient en quelque sorte à critiquer l'existence même de l'État, de sa raison d'être. La critique reste possible, tant qu'elle réitère le rôle salvateur de l'État. Les institutions perdurent, car elles sont soutenues, ou rejetées, par la classe politique, les médias, la population, le monde académique ou encore scientifique, etc. qui sont contraints à utiliser l'image de « l'autre » pour formuler leur appui comme leur critique, image qui consolide le rôle central de l'État (Ashley 1998). La référence au terrorisme par exemple agit de deux manières. Elle pousse la population à demander plus d'État, donc plus de moyens de surveillance

pour assurer la sécurité face à un ennemi invisible. Elle implique aussi une demande de justice et d'utilisation de la violence de manière concrète, contre des cibles humaines et matérielles, mission que l'État est le mieux équipé pour accomplir.

L'enjeu de la contestation du discours hégémonique ne se trouve pas seulement dans la tête du citoyen ou de la citoyenne, mais dans une infrastructure beaucoup plus large. Le discours précède l'institution. C'est le discours sur le terrorisme qui permet la création du *Department of Homeland Security*, et non le département qui crée le discours. Comme l'explique Foucault (1980), la « vérité » qui est produite à travers le discours politique se traduit en institutions, des institutions qui organisent entre autres la production et le contrôle des capacités matérielles, dans notre cas les drones armés. C'est cet édifice même qui doit être déconstruit pour que puisse s'opérer un changement de narratif substantiel, et ainsi, par exemple, permettre une réorientation de la politique stratégique de l'État. Malgré tout, ces tentatives de déconstruction et reconstruction des institutions, comme du narratif, sera à nouveau fondé sur le discours de la différence, soit, dans notre cas, l'opposition entre l'identité de celui qui tue et celui qui est tué. Or, ce discours n'est jamais original, mais un pastiche de discours et narratifs passés, car il doit servir jusqu'à un certain point à consolider et perpétuer l'identité nationale ainsi que de la place de l'État sur la scène internationale. Cela permet aux décideurs de justifier la pertinence de leurs actions et la justesse de leurs politiques. Les institutions qui sont au cœur de la formulation de la politique étrangère vont donc perdurer si le discours maintient son caractère hégémonique. Même si la cible change, sa représentation comme une menace existentielle à l'identité américaine consacre la perpétuation de la politique stratégique.

Modifier ces structures et conventions peut sembler une tâche herculéenne, mais en fait certaines conjonctures historiques ouvrent la porte à des transformations. C'est précisément ce qui est arrivé dans le cas des États-Unis en 2001. Suite aux attentats du 11 septembre, l'administration Bush va tenter de moduler le discours identitaire américain pour faire face à la nouvelle menace. L'entreprise est complexe étant donné la disparition de l'ennemi soviétique, mais aussi parce que les attaques mettent à mal le discours de la *Pax Americana*. Cela occasionne malgré tout certains changements à l'intérieur de l'appareil étatique américain. Comme mentionné en amont, on remarque la création d'un nouvel organe bureaucratique, le *Department of Homeland Security*. Cette nouvelle branche du gouvernement américain est bâtie sur le langage du terrorisme, le

phénomène dont elle a pour mission de combattre. Ensuite, les institutions du domaine de la sécurité déjà existantes vont devoir opérer des changements internes pour s'adapter au discours de la lutte au terrorisme qui monopolise l'attention des décideurs américains. C'est ainsi que des organes comme le FBI et la CIA vont donner préséance aux questions de terrorisme. Ils ont même intérêt à surreprésenter la menace, non seulement pour rester pertinents, mais aussi pour conserver leur enveloppe budgétaire en se posant comme des éléments indispensables dans le combat contre la menace émergente. Après le 11 septembre 2001, le FBI identifie maintenant la chasse au terrorisme comme sa priorité alors que l'on va doubler le nombre d'agents attirés à cette tâche (40% des effectifs totaux de l'agence) (Schmitt 2009). Des lois comme le *Patriot Act* vont être votées pour donner au gouvernement américain un pouvoir accru de surveillance sur sa propre population. L'utilisation du mot patriote implique bien sûr une opposition binaire entre le patriote américain et le traître à la nation ou le terroriste qui peut se cacher parmi la population. D'autres lois comme l'*Authorization on the Use of Military Force* (AUMF) mettent de l'avant des concepts tels que la guerre juste (*just war*) et l'autodéfense qui pose les États-Unis en victime qui ont le droit de se défendre avec de nouveaux moyens, telles les attaques préventives, narratif qui servira de justification pour envahir l'Irak en 2003.

La construction n'est pourtant pas entièrement originale ou révolutionnaire. En fait, c'est ce que l'administration Bush tente de vendre au public, soit l'idée que tout a changé. Les États-Unis sont cependant à la recherche de nouveaux « croque-mitaines » pour continuer de donner une légitimité à leur politique de projection de la puissance depuis la fin de la guerre froide. Colin Powell, qui entrevoit la possibilité de coupures budgétaires dans les forces armées, l'exprimait déjà clairement en 1991 alors qu'il est chef d'État-major dans l'administration de George H.W. Bush :

« *Think hard about it, I'm running out of demons. I'm running out of villains. I'm down to Castro and Kim Il Sung* » (Stork 1992).

Comme il le souligne en conférence de presse, il est difficile de justifier l'utilisation de fonds publics pour le département de Défense sans ennemi à qui faire la guerre. Cela ne veut pas dire que les États-Unis ont abandonné toutes prétentions à jouer un rôle hégémonique sur la scène internationale. Si Bill Clinton promet d'abord et avant tout de s'occuper de l'économie, son conseiller à la Sécurité National, Sandy Berger, va convaincre le président d'assurer l'hégémonie américaine, cette fois à travers l'OTAN (Berger 2000).

Oussama Ben-Laden va ensuite camper le rôle du vilain qui permet de relancer la machine militaire américaine. Bien que présenté comme révolutionnaire, la « *National Security Strategy of the United States* » (NSS02) élaboré par la Maison-Blanche en 2002, aussi appelé doctrine Bush, était pourtant dans les cartons depuis des années, mais laissée de côté parce que jugé illégitime en l'absence d'un ennemi de la taille de l'URSS (Dunmire 2009). Le succès de sa mise en œuvre repose donc à la fois sur le silence quant à son existence et ensuite sur la représentation discursive d'une menace existentielle qui change la donne pour la mettre en pratique. La pléthore d'armes intelligentes développées par les États-Unis pendant la guerre froide est enfin pointée sur des cibles bien précises. Les Talibans deviennent ainsi les nouveaux communistes qui menacent directement l'identité américaine. Si le discours qui présentent le terrorisme comme une menace existentielle conserve son caractère hégémonique, il est ultimement envisageable que la politique stratégique mise de l'avant pour lutter contre cette menace reste la même.

Oussama Ben-Laden n'est pas lui-même une menace nouvelle. George H.W. Bush et Bill Clinton avaient déjà eu maille à partir avec le leader terroriste avant 2001. Une frappe conventionnelle sur plusieurs camps d'Al-Qaeda dans la région de Khost en Afghanistan avait d'ailleurs été tentée en 1998 dans le but de l'éliminer. L'opération, un échec tactique, consistait en une salve de missiles *Tomahawk* (Phinney 2007). La solution de la décapitation par une frappe « chirurgicale » était déjà elle aussi dans le coffre à outils de Washington. Encore une fois, tout est dans la performance discursive qui permet de faire de celui-ci l'ennemi numéro un des États-Unis et ainsi aller de l'avant avec les plans de bataille pour l'Afghanistan et l'Irak.

À la longue, le discours hégémonique va non seulement cristalliser les identités de ceux qui sont constitués comme « amis » et « ennemis », mais aussi les mots qui peuvent être utilisés pour parler de certains sujets (Hansen 2011). Par exemple, si par le discours hégémonique on appose l'étiquette de terroriste à un groupe donné, comme Al-Qaeda, la représentation binaire qui fait de l'ennemi désigné un monstre rend difficile l'utilisation d'un autre vocabulaire pour parler de celui-ci. Après le 11 septembre, le langage du terrorisme devient la *lingua franca* de l'administration américaine. Comme le démontre l'exemple du Népal en amont, il serait difficile de parler des membres d'Al-Qaeda comme de simples résistants, ou autres termes, le mot n'ayant pas la même résonance au niveau politique et social. Cela limite aussi le nombre d'acteurs qui sont en apparence habilités à parler du phénomène. Tout est question de crédibilité, mais cette crédibilité n'est pas

objective, elle est construite à travers le discours. Elle détermine qui a normalement l'ascendant sur la prise de décision, le secrétaire à la Défense plutôt que le secrétaire d'État par exemple, et ainsi les politiques qui seront privilégiées à l'intérieur de la cellule décisionnelle (Panizza and Miorelli 2012). C'est en partie ce qui est arrivé à Colin Powell avant l'invasion de l'Irak alors que sa réticence à adopter le discours des armes de destruction massives, ou du moins son adoption à reculons, a par la suite fait de lui un acteur de second plan dans la cellule décisionnelle.

Maintenant, est-ce à dire que nous devons accepter tout ce qui sort de la bouche des politiciens et politiciennes comme une représentation véridique de la réalité qu'ils perçoivent et que ceux-ci s'adressent au public en toute honnêteté ? Bien sûr que non. Or, que les décideurs disent ou non la vérité, cela importe peu. Ce qui est important, c'est le fait qu'une fois le discours prononcé, il entre dans l'espace public et constitue la base sur laquelle sera discutée et négociée l'identité de l'État ainsi que la politique étrangère à adopter (Snyder, Bruck et Sapin 2002). L'acte de langage est une tentative de présenter au public la « réalité », ce pour quoi l'action ou l'inaction est légitime et nécessaire. Hansen (2006) utilise l'exemple de la guerre en Bosnie de 1992-1995. Deux représentations du conflit ont servi à dicter à la fois l'inaction et ensuite l'action des États-Unis. Au départ, le conflit était présenté comme un conflit strictement « balkanique », soit une région étrangère, en dehors de la trajectoire historique de l'Europe « moderne » en plus d'être dépeint comme une haine fratricide centenaire qui ne concernait pas l'Occident. Cette représentation de la réalité impliquait donc l'inaction. Le narratif s'est ensuite transformé pour parler de génocide, une réalité beaucoup plus grave qui commandait l'action, ce qui mena ultimement à l'utilisation de la force lors de l'Opération *Deliberate Force*. On peut appliquer cet exemple à la guerre en Ukraine alors que la non-intervention de l'OTAN est justifiée par le brandissement du spectre d'une éventuelle troisième guerre mondiale. Les facteurs qui participent à la transformation du discours sont multiples. Cela peut être attribuable à certaines prédispositions populaires, à l'action des médias ou encore au discours d'opposants politique ou d'autres chefs d'États (Hansen 2006). Nous y reviendrons plus bas.

Le post-structuralisme et la sécuritisation

Passons maintenant au domaine qui nous intéresse plus précisément, les études de sécurité, pour apprécier comment une approche post-structuraliste peut nous permettre de nous insérer dans le cadre de cette discipline. D'un point de vue théorique, et comme mentionné dans le chapitre

précédent, nous utiliserons les théories de la sécuritisation issues de ce qui est parfois appelé l'école de Copenhague. Or, plutôt que d'entièrement accepter les prémices de ceux qui sont considérés comme les fondateurs de la discipline, notamment Barry Buzan, Ole Waever ou Jaap de Wilde, nous adopterons encore ici une approche post-structuraliste. Rappelons la proposition théorique qui a été faite en amont : à travers des actes de langage, un locuteur qui tente de sécuriser un enjeu va utiliser le discours de la menace et de la sécurité pour retirer cet enjeu du domaine de la politique, où il peut être débattu et contesté, vers le domaine de la sécurité, où l'on doit se plier aux exigences de la classe politique pour faire face à une menace existentielle (Buzan, Waever et de Wilde 1998) (Waever 1995).

L'approche n'est pas sans problèmes, mais on peut pallier ceux-ci en utilisant le post-structuralisme. D'abord, elle est fondée sur le langage, ce qui en tant que tel est le bon point de départ en ce qui nous concerne. Or, la théorie de la sécuritisation est fondée sur un modèle qui donne préséance à l'acteur sécurisant: c'est une approche linéaire et il est le premier maillon de la chaîne, celui qui relaie les informations et les messages qui ont pour but de convaincre le public. Il se trouverait ainsi isolé sans être affecté par les structures sociales qui l'entourent. De même, il est supposé que l'acteur à l'origine de la tentative de sécuritisation puisse concevoir l'intérêt national de l'État toujours de manière indépendante. Comme nous l'avons expliqué en amont, l'approche post-structuraliste suggère qu'à travers le discours, le sujet et l'objet sont co-constitués. En plaquant une identité sur une menace à la survie de l'État, on se retrouve à la fois à reproduire ou changer l'identité de l'État (Wilhelmsen 2017). L'un ne va pas sans l'autre. Rappelons aussi que la menace est une construction qui ne se présente jamais comme un fait isolé que les décideurs découvrent. Elle est le fruit d'une interprétation toujours en mouvement de la réalité qui prend forme dans un contexte social précis. Encore ici, le processus discursif qui sous-tend la tentative de sécuritisation d'un enjeu n'est jamais une construction originale, mais une juxtaposition de textes et de discours qui ont, par exemple, servi à sécuriser d'autres menaces passées. Ce faisant, des solutions toutes faites peuvent être adaptées à différents scénarios avec le présupposé que celles-ci ont une qualité universelle. Pour ce faire, il faut justifier ces solutions en faisant référence au passé et en expliquant pourquoi la marche à suivre est logique. Or, chaque enjeu de sécurité étant unique jusqu'à un certain point, il n'est pas possible de prouver que la solution est adéquate devant l'absence de faits vérifiables, les acteurs en charge de la prise de décision ne possédant pas de boule de cristal. L'effet souhaité du discours de sécuritisation est psychologique, pas logique

(Song 2015) (Balzacq 2005). La réalité doit ainsi être déformée pour épouser les contours de la menace à un objet référent que les décideurs veulent sécuriser et ainsi convaincre de la légitimité des actions et de l'adéquation des moyens matériels à mobiliser pour y faire face (Wilhelmsen 2017). Ce faisant, les décideurs se réfèrent à l'histoire et tentent d'imposer des réalités passées sur le présent. Encore faut-il que ces référents historiques résonnent auprès de la population.

Pour Balzacq (2005), il n'est pas seulement nécessaire de tenir un discours, il faut aussi que celui-ci soit tenu au moment propice, donc le locuteur est dépendant du contexte et le public doit être disposé et réceptif. Cette particularité n'est pas prise en compte par l'école de Copenhague. Pour l'auteur, ce n'est pas seulement le discours qui compte, mais l'habileté de l'orateur pour prédisposer l'auditoire à écouter et accepter le discours de sécurité. L'orateur doit se conformer à un contexte, qui est une variable qu'il ne contrôle pas, il doit apprendre à composer avec. Le discours de securitisation va avoir lieu et fonctionner, normalement, lorsque le contexte socio-politique est mûr. On pousse l'auditoire à regarder autour de lui, d'apprécier sa conception de ce qui est réel, et ensuite diriger son attention sur un point précis. On s'attend en quelque sorte à ce que l'auditoire fasse une partie du chemin, pour qu'il y croie vraiment. Le discours de securitisation est ainsi une tentative d'ouvrir une fenêtre d'opportunité pour conditionner le public à accepter différents narratifs. Alors que cette fenêtre s'ouvre, d'autres acteurs peuvent tenter de proposer des narratifs différents pour contester le narratif que l'acteur sécurisant propose au public. L'hégémonie discursive n'est jamais assurée, l'acteur sécurisant doit marteler le discours constamment pour garder le contrôle sur les événements. La répétition peut mener à la cristallisation du discours et à une rigidité quant à l'utilisation des moyens politiques et matériels que celui-ci implique.

Le processus de securitisation implique aussi la construction de menaces en fonction de différents degrés d'urgence. On peut autant présenter l'État comme à risque de perdre une partie négligeable de son territoire ou faisant plutôt face à une menace existentielle. Bien sûr, tous les objets référents qui font l'objet d'un processus de securitisation n'ont pas à être d'ordre militaire. Un acteur sécurisant peut aussi bien présenter les changements climatiques comme une menace à l'État. Les possibilités sont infinies, tout dépend du succès du discours, mais certaines « menaces » ont plus souvent tendance à permettre à l'acteur sécurisant de convaincre son auditoire. Les menaces construites comme étant existentielles sont cependant celles qui ont le plus grand impact

sur l'identité de l'État, et qui ont des conséquences profondes sur l'avenir de celui-ci. Pour illustrer cet argument, prenons l'exemple de Wilhelmsen (2014) au sujet de la Russie et de la guerre civile en Tchétchénie. Pendant la guerre civile qui émerge des ruines de l'URSS en 1991, l'administration Eltsine va proposer à la population, autant nationale qu'internationale, une vision de la Russie construite autour de deux pôles : son innocence dans ce conflit, mais aussi sa force et sa capacité à rétablir l'ordre dans sa sphère d'influence immédiate. En 1999, d'un conflit sur fond de séparatisme, l'administration Eltsine va changer de discours pour désigner les rebelles tchétchènes comme des terroristes représentant une menace existentielle pour l'État russe. Dès lors, les acteurs sécurisants positionnent la Russie dans le rôle d'une victime, avec succès. Cette réarticulation de l'identité russe va être reprise par Vladimir Poutine lors de son accession au pouvoir en 2000, alors que la victimisation devient la justification d'une politique expansionniste, justifiée par une menace existentielle personnifiée par l'OTAN, qui culmine avec l'invasion de l'Ukraine en 2022. La menace, soutenue par un écosystème médiatique qui répète *ad nauseam* le discours de l'administration Poutine, a poussé une partie significative de la population à se rallier sous le drapeau russe permettant la cristallisation de la stratégie du Kremlin. Le discours sur la nouvelle menace n'est pourtant pas nouveau, mais bien sûr un pastiche de la guerre froide. L'OTAN, ancien ennemi juré de la Russie, reprend du service et sert de justificatif à la Russie pour une nouvelle phase de projection de sa puissance, mais aussi pour convaincre la population russe et les anciens satellites soviétiques de se serrer les coudes.

George W. Bush va tenter d'établir un narratif similaire suite aux attentats du 11 septembre 2001. De la superpuissance qui est sortie victorieuse de la guerre froide et qui doit normalement jouer le rôle de leader du monde libre, les États-Unis deviennent le colosse au pied d'argile. Ce n'est pas seulement des hommes et des femmes qui ont été attaqués dans les attentats, mais un mode de vie que les terroristes détestent et veulent détruire. Une articulation binaire est proposée pour différencier l'Amérique de ses ennemis :

« This new enemy seeks to destroy our freedom and impose its views. We value life; the terrorists ruthlessly destroy it. We value education; the terrorists do not believe women should be educated or should have health care, or should leave their homes. We value the right to speak our minds; for the terrorists, free expression can be grounds for execution. We respect people of all faiths and welcome the free practice of religion; our enemy wants to dictate how to think and how to worship even to their fellow Muslims. Al-Qaeda is a movement defined by hatred. They hate progress, and freedom, and choice, and culture, and music, and laughter, and women, and Christians, and Jews, and all Muslims who reject their distorted doctrines. They love and worship

only one thing, and that is power -- power they use without mercy to kill the innocent. » (Bush 2001)

Non seulement l'ennemi désigné est diabolisé et dépeint comme inhumain, mais l'objet référent qui est au centre du discours de sécuritisation n'est pas que la perte de vies humaines, mais la disparition même du mode de vie si cher aux Américains. De plus, le président souligne qu'Al Qaeda ne parlerait qu'un seul langage, celui de la puissance et de la force. Il laisse ainsi entendre que la réponse se doit d'être violente, et contre un ennemi inhumain et irrationnel, tous les coups sont permis. Il confirme sa position quelques jours plus tard :

« There are no rules (...) It's barbaric behavior. They slit throats of women on airplanes in order to achieve an objective that is beyond comprehension, and they like to hit and then they like to hide out (...) But we're going to smoke them out ». (Knowlton 2001)

Il va finalement rappeler aux citoyens américains qu'ils ne sont pas en sécurité, car des terroristes peuvent toujours se cacher parmi eux :

« Associates of the hijackers that have ties to terrorist organizations may be a continuing presence in the United States ». (Knowlton 2001)

Tous les éléments d'une interprétation du discours selon l'approche post-structuraliste sont présents : la différenciation entre le sujet et l'objet qui implique une formulation de l'identité sur l'axe bien/mal, une justification des moyens à employer pour lutter contre la menace, et finalement, la consécration de l'insécurité sociétale qui devra être adressée par l'attribution de pouvoirs extraordinaires à l'État. Dans un contexte où la population américaine se remet du traumatisme des attentats du 11 septembre, il devient presque impossible de résister au discours. Les médias eux ne serviront pratiquement que de multiplicateurs de force pour le discours de l'administration Bush.

Maintenant que nous avons expliqué comment le post-structuralisme nous permettra d'étudier le sujet de la présente thèse, nous allons aborder le concept d'intertextualité qui nous permettra d'illustrer comment s'articule le processus de juxtaposition de textes et de discours qui forme la base des tentatives de sécuritisation.

L'intertextualité

Avant d'entrer dans le vif du sujet, répondons d'abord à la question à savoir ce qu'est un texte. Selon Bakhtin (1986), un texte est une articulation complexe et cohérente de signes et de symboles, le concept peut donc être étendu au discours, au cinéma, à l'art visuel ou à la musique,

soit du contenu qui peut ainsi être « lu » dans le but d'y découvrir un sens. Pour Bauman et Briggs (1990), le texte est une unité de discours objectivé qui peut être prélevé de son contexte original, donc décontextualisé, et inséré dans un contexte différent, soit recontextualisé. Ce faisant, un texte acquiert un caractère social et prend vie alors qu'il peut être prélevé et transposé dans différents médias au gré du public (Hodges 2015). Il n'est ainsi plus un objet, mais sujet à de multiples interprétations qui changent souvent le sens de ce que l'auteur voulait exprimer.

Chaque décontextualisation et recontextualisation d'un texte change la nature et la compréhension de celui-ci. Le texte n'est pas une matière brute. À chaque fois qu'un texte est repris et répété, on transforme celui-ci substantiellement, on le sort de son contexte et on le dénature. Il n'a donc jamais une signification fixe. Ott et Walter (2000) utilisent l'exemple d'une personne qui lit le même livre à quelques années d'intervalle. À la deuxième lecture, le livre n'est plus celui qui avait été initialement lu, parce que son interprétation a été changée par le lecteur. Celui-ci a évolué socialement et à chaque lecture, il le réinterprète et y trouve de nouveaux sens, y tire de nouvelles leçons. Un texte n'est pas un ensemble fini. Il est toujours en transformation. Pour Barthes (1988), c'est le lecteur du texte ou le récepteur du discours qui est le véritable auteur, car il l'interprète et lui donne sa propre couleur, limité par ses propres présupposés et préjugés, interprétation qu'il transmettra à son tour à un nouveau public qui en fera de même. Les mots ne parlent pas d'eux-mêmes, ils prennent vie dans la tête d'un public qui évolue dans un contexte social donné.

Selon les tenants de l'approche de l'analyse critique du discours, qui étudient le texte et le discours dans un contexte politique, il est un véhicule qui sert à créer et asseoir des relations de pouvoir. Ce faisant, il crée, reproduit et donne une légitimité aux abus de pouvoir de toutes sortes (Van Dijk 2001). Les postulats de l'analyse sont les suivants : 1) les relations de pouvoir sont discursives 2) le discours constitue la société et la culture 3) le discours est une entreprise idéologique 4) le discours possède une dimension historique 5) il agit comme un intermédiaire entre le texte et la société 6) il est une forme d'action sociale (Fairclough et Wodak 1997). Les relations de pouvoir sous-entendues par le discours s'expriment en partie par l'accès aux tribunes qui est généralement asymétrique. Les politiciens et politiciennes, les médias ou encore les universitaires ont un accès inégal aux tribunes si l'on compare ceux-ci à la population générale. Leur influence au niveau socio-politique risque donc d'être plus grande. Ils sont en meilleure posture pour contrôler les esprits et les actions, ou du moins orienter ceux-ci (Van Dijk 1996). Leur

pouvoir est aussi temporel, car ils décident où, quand et dans quel contexte le discours va se dérouler. De cette façon, ils contrôlent aussi qui aura le droit de prendre la parole et déterminent ce qui est, par exemple, un discours légitime ou encore un discours séditieux (Graber 2003).

Comme nous étudions des discours et textes qui ont pour but de consacrer des rapports de forces et de pouvoir, autant au niveau national qu'international, nous acceptons les postulats de l'approche critique de l'analyse du discours. Nous utiliserons l'approche conformément à l'esprit du post-structuralisme. L'analyse critique du discours s'abreuve à différentes écoles de pensées, dont le post-structuralisme, donc elle se prête aux besoins de la thèse. Si l'on accepte que le discours soit social, plusieurs tenants de l'approche accordent cependant une préséance au locuteur qui est en fait un créateur qui n'est pas en soi soumis à sa propre création ou aux créations passées. Il y a bien sûr une forme d'interaction, mais plutôt dans le sens où, à travers le discours, un locuteur tente de produire et reproduire des relations de pouvoirs alors que ceux qui subissent cette disproportion de force tentent d'y résister (Chilton et Schaffner 2002). Notre approche post-structuraliste nous invite à assouplir cette conception linéaire du discours politique. Si la tradition linguistique confère au locuteur une possibilité infinie de définition de l'univers social, en pratique, ces possibilités ne sont pas infinies, car le langage même est socialement défini et impose des contraintes en quelque sorte invisibles au locuteur (Voloshinov 1973). Il est à noter que nous optons pour une analyse de contenu et non de discours, la justification de ce choix sera explicitée dans le chapitre suivant.

Au sujet de l'approche qui fait appel aux effets de cadrage, que nous avons défini dans le chapitre précédent comme la tentative de changer la manière dont on parle d'une situation donnée pour la rendre plus attrayante à une clientèle politique, elle est nécessaire pour comprendre la construction du discours et ainsi les tentatives de contrôler l'agenda pour créer et perpétuer des relations de pouvoir. Elle reste en partie problématique parce qu'elle suppose une séparation entre le locuteur et le récepteur. Bien qu'elle admette que le discours soit situé historiquement, que le locuteur ne contrôle pas entièrement le message et que les tentatives de cadrages s'inscrivent dans une dimension sociale, elle ne permet pas de pleinement apprécier le fait que tout locuteur est prisonnier d'une structure discursive qui est co-constituée socialement et que le langage qu'il utilise est limité par cette structure. L'intertextualité permet de réellement exposer ces structures et ainsi d'adapter la théorie du cadrage aux besoins d'une approche post-structuraliste.

Comme l'explique Hymes (1974), le discours n'est pas formulé dans un vacuum, il n'est pas une création originale, mais une construction faite d'échos et d'allusions à d'autres discours. Le langage est social, car nous parlons de ce dont les autres parlent, et ces échanges forment des communautés qui créent des distinctions entre ceux qui font partie de la communauté et ceux qui en sont exclus, sans que ces frontières soient fixées de manière permanente et intemporelle (Bakhtin 1986). Toute forme de communication émerge ainsi d'un milieu social. Pour Foucault (1972), le langage s'apparente à une idéologie, car il fournit en quelque sorte des modèles clés en main, autant au locuteur qu'au récepteur, qui orientent leur manière de penser et de parler d'un sujet ou d'un autre. Le langage est donc empreint de postulats et de préjugés qui orientent la pensée. Ultimement, cela crée ce que Foucault (1980) appelle un « régime de vérité », soit une situation où le savoir est considéré comme véritable, ou il prend une forme « objective », même si ces soi-disant vérités n'ont pas passé l'épreuve des faits. Les idées véhiculées et répétées par les actes de langage en viennent à former, dans les mots de Bourdieu (1996 :22), une « circulation circulaire », alors que se mélange le langage des élites, des médias et de la population. Ce régime de vérité prend un caractère autoritaire, voire dictatorial, alors que le locuteur et le récepteur, qui sont en situation d'intersubjectivité, perdent leur distance critique par rapport à un sujet donné ce qui mène à la stagnation intellectuelle (Plett 1999).

Les métaphores ou les références historiques mobilisées ont aussi comme effet de pousser le public à concevoir un futur probable, une forme de conditionnement pour prédisposer le récepteur, ce que Oddo (2013) appelle la précontextualisation. Par exemple, les administrations américaines ont souvent utilisé la référence à l'attaque de Pearl Harbor pour tenter de convaincre le public et le conditionner à regarder une situation à travers un prisme qui implique des conséquences précises. Dans la période qui nous intéresse, c'est un des rapprochements que George W. Bush va faire avec les attaques du 11 septembre alors qu'il indique au peuple que c'est la première attaque en sol américain depuis Pearl Harbor, notamment dans le cas de la cérémonie de commémoration de l'attaque qui a précipité l'entrée des États-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale (Bush 2001). Cette allégorie a pour but de créer des sentiments précis. D'abord, Pearl Harbor fait référence à la trahison de l'ennemi et annonce aussi l'innocence des États-Unis qui sont attaqués sans justification. Rappelons cependant que la majorité de la population américaine n'a pas vécu l'attaque japonaise. Or, l'allégorie est la métaphore par excellence pour générer la colère face à la trahison et à la sournoiserie, car elle est bien ancrée dans la culture populaire, a fait l'objet

de nombreux films et fictions et est reprise comme cas de figure dans différents cursus scolaires. Pearl Harbor prédispose aussi le public à la prochaine étape de la politique étrangère : la guerre totale contre un ennemi déloyal. Ce faisant, l'administration se dédouane aussi de ses propres exactions dans le conflit à venir. L'utilisation de l'allégorie est malgré tout un jeu dangereux, car elle est une référence identitaire puissante, il devient donc difficile de transformer l'image de l'ennemi ainsi dépeinte aux yeux du public. Preuve que l'allégorie joue encore un rôle important même aujourd'hui, elle a été utilisée en 2020 lors de l'incident *Solarwind*, une vaste cyberattaque visant les systèmes informatiques des organes gouvernementaux américains. Plusieurs parlaient alors d'un « cyber » Pearl Harbor (Impelli 2020).

La précontextualisation est aussi l'affaire des médias qui, selon les scénarios et parfois malgré eux, agissent comme des multiplicateurs de force pour les décideurs en charge de formuler la politique étrangère. Oddo (2014) utilise l'exemple de l'allocution de Colin Powell devant les Nations Unies en 2003 alors que celui-ci vient faire un plaidoyer qui doit mettre la table à l'invasion de l'Irak. Dans son analyse de la couverture du réseau américain *NBC*, l'auteur remarque que la chaîne télévisuelle va prédisposer son auditoire à accepter les conclusions du secrétaire d'État américain, avant même qu'il prononce son discours. Au final, des preuves circonstancielles, qui se sont ultimement révélées fallacieuses, ont pourtant été acceptées par le public. En créant un « spin » de ce qui était anticipé du discours du secrétaire d'État étalé sur plusieurs jours, *NBC* lui conféra à l'avance une apparente véracité.

Le régime de vérité produit aussi une forme de réconfort. À travers l'interprétation, il va non seulement créer des liens, mais va aussi permettre à ces groupes de gérer leur anxiété, car ils n'ont plus le sentiment d'être seuls. Il donne un sens à la vie de tous les jours, fournit à cette communauté des raccourcis cognitifs qui permettent la validation et la certitude (Ott et Walter 2000). Ce phénomène donne au groupe une identité, un filtre pour observer le monde. Il existe à tous les niveaux d'interaction sociale. Nous sommes toutes et tous membres de groupes qui influencent notre vision de la réalité. Ce phénomène s'observe aussi au niveau macro, pensons seulement à l'idée de l'exceptionnalisme américain, représentation qui nous intéresse plus particulièrement. Parmi les images récurrentes que l'on retrouve dans la conception collective que les Américains ont d'eux, on souligne qu'ils se perçoivent comme un peuple pacifique plutôt qu'agressif, qu'ils sont bienveillants et défendent la paix et la liberté et qu'ils forment une nation

exceptionnelle ayant une « destinée manifeste »⁸ (Merk 1963). Cela mènerait les Américains à diviser le monde entre deux camps, soit le bien et le mal, ceux-ci étant les porte-étendard des forces du bien. Ce faisant, ils seraient prêts à passer l'éponge sur des politiques qui sont contraires à l'éthique ou à la morale. Ce cadre interprétatif doit bien sûr être répété pour qu'il continue d'opérer son effet sur la population. Il s'adapte à différentes situations du moment à ce qu'il soit justifié dans un processus de valorisation de certaines qualités et de mitigations de défauts. Il représente aussi une contrainte en termes de politique étrangère alors que ce sentiment de gratification doit être réarticulé par les hommes et les femmes politiques pour qu'ils ou elles restent pertinents.

L'intertextualité en pratique

Maintenant, comment se manifeste l'intertextualité en pratique ? Plusieurs procédés sont utilisés. Tout d'abord, nous retrouvons la notion d'intertextualité horizontale (Johnstone 2008). On parle ici d'un processus interactif de discussion qui implique une forme de réaction de stimulus réponse, soit la réaction à une locution pour y donner un nouveau sens. Dans un contexte politique, cela s'illustre par la citation, l'allusion ou la paraphrase, ce que Tannen (2006) appelle le recyclage. Vient ensuite l'intertextualité verticale, soit une locution qui établit un lien entre le texte et le contexte. La référence à des discours et textes passés se fait directement dans la locution pour créer une association qui doit donner du sens à une situation ponctuelle (Kristeva 1980). À travers la transposition, on conditionne aussi le récepteur à accepter ou rejeter les propos de celui que l'on cite, ou de la source de provenance. Parler de Donald Trump comme l'ancien président des États-Unis ou comme l'ancienne star de l'émission *The Apprentice* ne commande pas la même lecture de la locution qui doit suivre. Ce procédé peut s'opérer de différentes manières, que ce soit pour élever le matériel au statut de vérité intemporelle, ou encore pour se moquer du locuteur original. La parodie est d'ailleurs une manière comme une autre de résister à un discours en y opposant une lecture contraire (Kristeva 1980). Elle permet tout autant de proposer une conception de la réalité qui doit souder un groupe.

Prenons l'exemple de l'entrée en politique de Donald Trump. Son cheval de bataille : la contestation de la nationalité de Barack Obama qui ne serait pas né en sol américain, et qui ne pourrait pas par le fait même exercer la fonction de président. Le 30 avril 2011, dans le cadre du

⁸ Vision qui veut les États-Unis auraient une sorte de mission civilisatrice qui doit les mener à répandre le libéralisme et la démocratie autour du globe.

dîner des correspondants de la Maison-Blanche, Obama va répondre à la demande de Donald Trump en annonçant sur scène qu'il va faire la preuve de sa nationalité. Or, il présente au public rassemblé pour l'évènement un clip vidéo du film *Le roi lion* où l'on peut voir la célèbre scène de la naissance de *Simba*, le protagoniste de l'histoire. Donald Trump, présent dans la foule, est ridiculisé. On peut en tirer plusieurs conséquences. D'abord, le narratif sur la nationalité d'Obama s'essouffle alors que la thèse perd de son sérieux. Curieusement, Trump va tenter d'en prendre le mérite, indiquant que c'est son insistance qui a permis de régler la question (Pramuk 2016). Ensuite, la référence au film est un clin d'œil qui confirme à certains qui comprennent la nature de la plaisanterie un sentiment d'appartenance. De l'autre côté, c'est peut-être à ce moment précis que Donald Trump fait le choix de se lancer en politique, et il fera de la ridiculisation de ses adversaires sa stratégie privilégiée. Cela enclenche un processus discursif de plus en plus acrimonieux entre Républicains et Démocrates qui vont se camper sur leurs positions avec les conséquences que l'on connaît. Hodges (2015) tire des conclusions similaires sur la campagne pour la vice-présidence de Sarah Palin en 2008. Certaines de ses allocutions sont triées sur le volet pour ensuite être ridiculisées à l'émission *Saturday Night Live*, ce qui mina sa réputation comme une candidate sérieuse.

Le régime de vérité, tel que discuté en amont, s'opère aussi par une chaîne d'authentification qui fait appel à l'intertextualité (Hodges 2011). Comme nous en avons discuté dans la section qui porte sur le post-structuralisme, le fait d'opérer des distinctions entre ce qui est acceptable ou inacceptable, entre ce qui est bien ou mal, etc. crée aussi une distinction entre ceux qui sont des locuteurs légitimes et les voix qui doivent être écartées. C'est exactement de cette manière qu'opère la chaîne d'authentification. Toujours dans la période qui nous intéresse, on peut voir que la justification de l'invasion de l'Irak va être l'affaire de ce que Putnam (1975 : 288) désigne comme une « sous-classe de locuteurs qui arborent un statut spécial ». On parle principalement de George W. Bush, Colin Powell, Dick Cheney et Condoleezza Rice. Dans la période qui précède l'invasion, ils vont occuper l'espace médiatique et vont marteler un discours similaire qui est en courtpointe, donc qui est une juxtaposition de ce qu'ils disent l'un l'autre. Leur pénétration disproportionnée des médias fait en sorte que leurs citations vont être celles qui vont le plus souvent circuler dans les journaux et à la télé. Kull, Ramsay et Lewis (2004) remarquent que les mots Saddam Hussein, armes de destructions massives, Al-Qaeda et terrorisme sont toujours très près l'un de l'autre dans les discours des élites, voire parfois dans la même phrase.

Cette chaîne renforce ainsi la supposée véracité des propos, surtout avec le battage médiatique qui entoure les événements. Après une analyse de sondages menés en 2006, Entman (2012) souligne que, même si 53% des Américains estiment que l'administration Bush a joué avec les faits pour justifier l'invasion de l'Irak, 57% croient malgré tout que l'Irak possède des armes de destruction massive, seulement qu'elles n'ont pas encore été trouvées. Les moyens qui ont été pris pour justifier l'invasion sont critiqués, mais le narratif des armes de destruction massive, lui, reste ancré dans l'imaginaire collectif. Le public se trouve prédisposé à demander à Washington d'en faire plus pour désarmer l'Irak, malgré l'absence d'évidence quant à l'existence de ces armes.

De même, les opposants à l'invasion vont devoir parler le même langage que ceux qui occupent l'espace médiatique, et donc les citer et reprendre des pans de leurs discours. Ce faisant, ils le perpétuent même s'ils cherchent en fait à le contester. Cela fixe temporairement la base du discours au niveau sociétal. À leur tour, les élites vont puiser dans le discours populaire, par exemple à travers les sondages médiatiques ou lors d'événements publics, pour apprécier la pénétration de leur discours et, à travers cette rétroaction, trouvent la validation, ou non, de leurs présupposés. À l'époque, cette boucle de rétroaction est suffisamment solide pour donner une justification légitime à l'invasion.

Cela nous amène au dernier concept qui sera abordé, soit celui de logocentrisme. Nous pourrions ainsi apprécier comment ce manifeste ce phénomène d'auto-validation qui est responsable de la reproduction de l'identité américaine, de celle de ses ennemis et donc de l'absence présumée de remise en question de la politique étrangère de lutte au terrorisme par l'usage de drones armés.

Le logocentrisme en pratique

Nous avons déjà défini sommairement ce qu'est le logocentrisme lorsque nous avons abordé la question de la construction binaire de la réalité qui consiste en une différenciation entre, par exemple, le bien et le mal. Il s'agit d'une construction qui définit toujours un concept par opposition à son contraire. En pratique, cela implique une forme de raisonnement circulaire, un processus où, à travers la séparation binaire entre ce que nous sommes et ne sommes pas, nos présupposés se retrouvent confirmés. Si « nous » sommes purs et « ils » sont impurs, nous devons les traiter de telle manière, par exemple en utilisant la violence, parce que nous sommes supérieurs et nous devons les domestiquer. À l'époque de la découverte des Amériques, ces distinctions

scellent le sort des populations indigènes. Comparés aux Africains qui sont réduits à l'esclavage en fonction de la logique de l'époque qui veut qu'ils n'aient pas d'âmes, les peuples rencontrés par les explorateurs européens auraient une âme, ils seraient donc plutôt voués à la conversion au christianisme (Gruffyd Jones 2013). Est-ce que l'utilisation de la violence était justifiée? Oui, parce que les Européens sont purs et eux ne le sont pas. Or, il existe l'espoir de les élever à un niveau supérieur représenté par « l'Homme » européen, de les débarrasser de leur impureté. Ce retour à la source est ainsi une référence à ce qui est considéré comme une vérité immuable, parce qu'inscrite dans l'histoire de manière apparemment objective, du moins pour le locuteur (Derrida 1977). Dans ce processus, la référence à l'histoire est fondamentale, parce qu'elle permet une comparaison avec ce qui est considéré comme étant une source inépuisable de vérités transcendantes et serait donc applicable à toutes les époques.

Il existe cependant plusieurs interprétations de l'histoire. Les interprétations qui ne servent pas le processus de construction de l'identité doivent donc être réduites au silence. Pour illustrer cette tentative de contrôle de la trame narrative, nous pouvons penser à la controverse qui est apparue il y a quelques années qui a été causée par l'adoption par certains du coquelicot blanc lors de la commémoration du Jour du Souvenir. D'abord, le coquelicot rouge est critiqué par ceux qui considèrent qu'il représente une glorification de la guerre alors que pour d'autres, le coquelicot blanc est un rappel qu'il ne faut pas oublier les victimes civiles de la guerre (CBC 2018). Beaucoup de ceux qui ont résisté au symbole du coquelicot blanc font partie des forces armées ou d'associations de vétérans qui considèrent que le port du coquelicot blanc est un détournement de la célébration, car c'est le sacrifice des militaires qui doit être honoré. Cette journée leur appartient. Le port du coquelicot blanc expose cependant une vérité inconfortable, soit le fait que, prenons pour exemple la Deuxième Guerre mondiale, les alliés se sont eux aussi attaqués aux populations civiles. La présence de ce symbole met en péril la représentation binaire entre le héros qui combat pour de nobles motifs et l'ennemi qui n'a guère de respect pour la vie humaine. Cette construction réconfortante au niveau identitaire est contestée, les symboles comme le coquelicot blanc représentent donc une menace à l'équilibre.

Celui qui parle de l'histoire doit se mettre dans une position où il représente l'auditoire comme étant parvenu à la fin de l'histoire ou du moins au point le plus évolué de celle-ci. Il consacre en quelque sorte la victoire de « l'Homme » sur l'histoire. Or, le locuteur n'a pas lui-

même de certitude quant à la véracité de ce qu'il propose, car son esprit ne peut arriver à une conception parfaite de l'histoire, pas plus qu'il ne peut apprécier sa propre place dans ce continuum (Foucault 1994). Il est habité par une sorte de crise identitaire perpétuelle qui se rapproche du concept de sécurité ontologique d'Anthony Giddens. Face à l'anxiété représentée par la limite de ses connaissances, il cherche à donner un sens à son existence et à valider son identité dans un monde en changement et toujours à risque de se disloquer (Kinnvall et Mitzen 2020). En pratique, ce processus passe par l'évocation de raccourcis cognitifs, d'analogies historiques, et surtout par la désignation d'un « ennemi » qui devient une source de réconfort, car il assoit l'identité et permet le locuteur et le récepteur de se camper dans le rôle du héros. Pour Giddens (1991), ce combat contre l'anxiété est une lutte constante, et la réponse à cette anxiété se retrouve dans la création de routines, notamment pour assurer la pérennité de la trame narrative qui place le « nous » dans le camp du bien. De ce processus naissent des institutions qui communiquent une forme de culture qui régule les interactions sociales, notamment ce qui peut ou ne peut pas être dit pour ne pas rompre le sentiment d'appartenance (Hammack et Pilecki 2012). Si l'approche de Giddens ne cadre pas tout à fait avec le modèle post-structuraliste, parce qu'elle suppose l'existence d'institutions qui précèdent les interactions sociales plutôt que de voir celles-ci comme de pures créations sociales, le concept de sécurité ontologique lui reste tout à fait pertinent (Derrida 1981).

L'État prend ultimement la forme d'un contrat avec « l'Homme » rationnel et souverain qui accepte de se soumettre en fonction de la promesse qu'il sera protégé de ces menaces externes qu'il ne pourra cependant jamais complètement domestiquer. Ce faisant, il place sa conception de l'État sur un piédestal, et rejette les modèles considérés comme opposés à sa propre vision. Depuis septembre 2001, les États-Unis ont beaucoup utilisé le vocabulaire des « *failed states* » ou États faillis, des unités politiques qui ne remplissent pas les critères formulés par l'occident, soit l'État « Westphalien ». Une fois que ces critères ne sont plus rencontrés, l'une des caractéristiques fondamentales de l'État, la souveraineté, est considérée comme non-avenue, ce qui ouvre la porte à l'intervention militaire pour corriger cette anomalie et imposer un modèle étatique qui serait intemporel. Ce faisant, le complexe homme/État trouve temporairement satisfaction dans cette entreprise justifiée par sa propre identité. Il a ainsi bouclé la boucle. La menace qui consacre son identité en premier lieu a été vaincue, son triomphe confirme alors qu'il est bel et bien du bon côté de l'histoire (Butler 1990). La défaite représente une tout autre épreuve pour l'articulation et la réarticulation de l'identité, pensons seulement aux présidents américains qui se sont succédé après

l'échec du Vietnam. Dans l'immédiat, Gerald Ford a opté pour le silence à propos du conflit, Jimmy Carter pour l'expiation et Ronald Reagan pour la revalorisation du héros américain qui se battait seul contre le bloc de l'Est dans un combat inégal (McMahon 1999). Tous ont cependant maintenu le silence quant aux pires conséquences humaines de l'intervention américaine. Lorsque l'on s'attarde à ce genre de discours, les silences sont tout aussi importants que les locutions.

Dans le premier chapitre, nous avons abordé différentes théories à savoir quel est le rôle et l'impact des décideurs, des médias et de la population sur la formulation de la politique étrangère. Voyons maintenant en quoi notre approche post-structuraliste permet de dépasser les lacunes théoriques de ces différentes écoles de pensées.

Les décideurs en charge de formuler la politique étrangère

Rappelons que nous utilisons en partie la définition de Lobell, Ripsman et Taliaferro du *Foreign Policy Executive* (FPE) quand nous parlons des décideurs en charge de formuler la politique étrangère. Selon cette définition, le FPE est un groupe de décideurs qui comprend un chef d'État ainsi que les ministres ou secrétaires qui sont à la tête d'organes gouvernementaux ayant un intérêt dans la politique étrangère de l'État, soit par exemple le secrétaire de la Défense ou le secrétaire d'État. Ce groupe peut aussi inclure de manière ponctuelle d'autres acteurs du domaine politique. Ce groupe de décideurs occupe un espace médiant entre le niveau national et le niveau international.

Selon notre approche, il reste cependant impossible de complètement séparer ce groupe du reste de la société, en partie parce qu'ils doivent s'acquitter de règles dans leur relation avec l'appareil législatif, doivent composer avec d'autres partis politiques qui aspirent à remplacer l'exécutif, mais aussi des intérêts privés, les médias, les universités et autres sites de production de savoir scientifique ainsi que le public au sens large. Le politique, représenté par l'État, est en constante lutte avec ce qui n'est pas traditionnellement considéré comme politique, des institutions qui sont pourtant en constante relation avec l'État pour en quelque sorte fixer le savoir et la réalité (Hunt 1992). L'approche réaliste néoclassique de Lobell, Ripsman et Taliaferro (2009) est aussi problématique parce que les auteurs placent en quelque sorte les décideurs dans une tour d'ivoire. S'ils doivent prendre en considération des intérêts sociétaux qui limitent leur marge de manœuvre lorsque vient le temps de formuler la politique étrangère, ils seraient à l'extérieur de la société. Ils évaluent les contraintes possibles, mais ils sont au point de départ de la constitution de la trame

narrative, un processus de création à sens unique. Ils auraient un statut différent du reste de la société, qui en réalité n'est pas possible. S'ils sont contraints, cela est en fait en dehors de leur conscience. Ces contraintes sont faites de structures discursives plus larges. Cette division n'est plus significative alors que l'on considère l'existence de ces décideurs dans une structure discursive ancrée dans leur milieu social. Le langage s'impose en quelque sorte à eux, car ils doivent l'utiliser dans le but de démontrer leur légitimité politique et leur pertinence. Le langage définit ainsi les limites de l'univers social dans lequel leur réflexion est rendue possible. Par exemple, lors des premières confrontations entre la Chine et les puissances occidentales au 19^e siècle, il n'y a pas de mot pour traduire « souveraineté » en mandarin (Odgaard 2022). Les empereurs chinois ont une conception différente de ce que représente le territoire. Ils ne peuvent réfléchir aux relations avec leurs entourage de la même manière que les Européens. Les empereurs chinois ne comprennent pas ce concept qui va leur être imposé. Encore aujourd'hui, la conception occidentale de la souveraineté reste problématique quant à la politique étrangère chinoise en Asie du Sud-est. De plus, si les décideurs ont de prime abord une position de force en ce qui concerne la constitution du discours, ils sont tout autant dépendants de celui-ci alors qu'une fois que leurs paroles entrent dans l'espace public, une nouvelle lecture de leurs propos prend forme quand les médias et la population interprètent les allocutions, transformant ainsi le sens de leurs messages et forçant les décideurs à toujours s'ajuster. Ils sont encore ici face à un risque permanent de s'enfermer dans une logique discursive qui va les amener à faire certains choix qu'ils n'auraient autrement pas souhaité faire, ou ne vont pas considérer des options alternatives, donc ils n'occupent pas un espace unique où ils peuvent tout dire.

Pour expliquer la perpétuation d'une politique étrangère, le réalisme néoclassique utilise le concept de « pouvoir d'extraction » (Lobell, Ripsman et Taliaferro 2009). Le pouvoir d'extraction représente la convergence entre le contrôle des moyens matériels (capacité à lever l'impôt, contrôle sur les forces armées, etc.) et le contrôle sur la société, si nous prenons le modèle politique américain en exemple, cela pourrait se manifester par une majorité au Sénat et à la Chambre des représentants pour le parti au pouvoir. Selon ce concept, plus le pouvoir d'extraction des décideurs en charge de formuler la politique étrangère est élevé, plus leur possibilité de modifier substantiellement celle-ci alors que vient le temps de répondre à une menace serait grande. Un État fort, dans les mots de Buzan, Waeber et de Wilde (1998) est aussi en mesure de résister aux tentatives d'acteurs externes qui proposent des narratifs pour contester le pouvoir des élites, par

exemple, par des appels à la sédition. Dans ce modèle, la menace agit comme une variable indépendante alors que ce sont des critères sociétaux qui vont ultimement déterminer si la politique étrangère évolue ou stagne (Sterling-Folker 1997). La stagnation s'expliquerait ainsi par un faible pouvoir d'extraction autant au niveau matériel que politique.

Nous rejetons le modèle linéaire qui propose que la menace soit une variable indépendante. La « menace » ne se présente pas de manière objective devant les décideurs en charge de formuler la politique étrangère, elle n'est pas découverte, elle est une articulation de la « réalité », une construction discursive. Bien sûr, des faits sont indéniables. La surprise des États-Unis de découvrir des missiles nucléaires soviétiques à Cuba en 1962 est basée sur des faits réels et sur la présence de vecteurs matériels visant Washington. Or, Moscou compose déjà avec des armes nucléaires américaines déployées en sol turc qui sont pointées vers elle au quotidien. C'est le discours identitaire américain qui rend cette crise possible, soit l'idée que les États-Unis, les représentants des forces du bien, sont garants de la paix mondiale et ne se livre pas à ce genre de trahison. Cette vision est aussi alimentée par d'autres truismes historiques comme la référence à la Doctrine Monroe et la croyance en l'exceptionnalisme américain. Évidemment que la relation d'inimitié entre les deux pays existe, mais elle existe parce qu'elle est implantée discursivement dans un milieu social propice à sa légitimation et à sa reproduction. En proposant l'idée qu'un État fort est en mesure de résister à des discours d'acteurs externes qui attaquent le narratif sécuritaire d'un État donné, ils se trouvent à admettre que le système international est bel est bien une structure linguistique. La référence à l'extérieur perd de son sens, parce que les acteurs envisagés sont engagés dans une lutte discursive qui ne répond pas à la logique des frontières qui existent elle aussi dans le cadre d'un narratif ouvertement contestable.

On peut mieux comprendre la perpétuation d'une politique étrangère quand on observe les institutions qui encadrent la prise de décision comme des constructions discursives. S'il y a bien des routines dans ces institutions, elles sont discursives. Les décideurs qui évoluent au sein de celles-ci reproduisent des modèles discursifs, ils parlent d'eux-mêmes et de leurs actions dans un langage qui confirme leur identité et leurs motifs, ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas accomplir. Adorno (1960) postule que ces institutions sont engagées dans un processus de production et de reproduction de messages qui englobent leurs activités et que ceux-ci préservent et renforcent les stéréotypes, les préjugés et les idéologies qui guident leurs actions. Ce ne sont pas les institutions

elles-mêmes qui contrôlent la déviance, elles n'ont pas d'agentivité, ce sont les individus, à travers un processus discursif qui consacre ce phénomène (Berger et Luckmann (1966). Selon Lasswell (1960), la communication assure ni plus ni moins qu'un rôle de surveillance de l'environnement institutionnel.

En concordance avec notre approche post-structuraliste, les institutions n'existent qu'à travers le langage. C'est ce langage qui rend la prise de décision possible. Cela ne veut cependant pas dire que les acteurs dans ces institutions sont tous sur un pied d'égalité. Reste que tous sont dépendants d'un discours institutionnalisé. Leur position fait en sorte que leur force gravitationnelle est supérieure pour attirer d'autres acteurs dans leur giron et ainsi contester des narratifs qui remettent en question une certaine conception de la « réalité » (Gottweis 2009). Ce sont des luttes narratives qui délimitent les « frontières » des institutions, ce qu'elles peuvent et ne peuvent pas faire, leur juridiction, luttes qui sont constantes (Gieryn 1995). La prise de décision et la formulation de la politique étrangère est écrite et ré-écrite en puisant dans un nombre limité de narratifs qui proposent des conceptions de la « réalité », narratifs qui sont encadrés, et donc restreints, par des processus d'interactions sociales. Certains narratifs peuvent acquérir un caractère hégémonique de telle sorte qu'ils éclipsent d'autres récits, et donc écartent certaines options de politiques étrangères sans que celles-ci ne soient vraiment considérées.

Les médias, l'opinion publique et l'identité

Avant de nous lancer dans cette section, rappelons la définition d'Habermas (1996) de la société civile: elle est une sphère civile qui évolue en dehors de la sphère fonctionnelle, soit celle de l'État. Elle est divisée en deux faces, un côté privé et un côté public. L'aspect public de la société civile implique qu'elle est faite d'idées et de langage et qu'elle est en constante transformation, parce qu'elle est l'agrégation de groupes, par exemple des groupes de pression, des associations ou des groupes d'intérêts. Son aspect privé est un dérivé du fait que ces groupes défendent des intérêts privés, par exemple pour obtenir des bénéfices pécuniaires pour leurs membres.

En partant de cette définition, soulevons d'abord le fait qu'il est problématique d'observer la société civile comme une forme « d'anti-État » ou un ensemble fermé. L'État lui-même contrôle en partie les activités de la société civile. Rose (1999) indique que l'État désigne des normes à savoir ce qui est « civil » ou non à travers la création de lois et la gestion d'institutions tel, par exemple, le système scolaire qui inculque des pratiques socialement acceptables. L'État produit

ainsi des mécanismes d'exclusion et les membres de la société civile qui souhaitent s'exprimer doivent le faire en utilisant des codes spécifiques qui perpétuent par le fait même l'existence de ces mécanismes (Mouffe 1999) (Rabinovitch 2001). Selon une approche post-structuraliste, et contrairement à la vision habermassienne de la société civile, Laclau (1990) envisage plutôt un espace politique fait de dislocations. Il n'est pas possible de séparer l'État et la société civile, parce que cette dernière serait en fait l'agrégation de groupes qui réagissent à la faillibilité de l'État, donc à son échec à remplir certaines fonctions. Elle n'est pas indépendante et on ne peut comprendre des événements politiques à partir d'une vision préconçue de ce qu'est la société civile. Elle est ce qu'elle est en fonction d'un continuum temporel, social et politique en constant changement. Il n'y a pas de société civile sans État, et pas d'État sans société civile. Ces dislocations sont aussi horizontales, car les groupes qui forment la société civile sont constitués en fonction d'identités diverses qui sont des réactions à la construction de l'identité proposée par d'autres groupes (Martin 2012). Aux États-Unis, on peut penser à la relation acrimonieuse entre les membres de la *National Rifle Association* et les membres de différents groupes qui demandent un contrôle plus sévère de l'État sur la circulation des armes à feu. L'identité de ces deux groupes est formée par l'antagonisme qui rythme leurs relations, mais aussi par leurs rapports avec l'État alors qu'ils tentent, par exemple, de faire changer des lois.

Cette tentative de définition de ce qu'est la société civile et le public au sens large sert de mise en garde à savoir comment l'on peut étudier cette sphère de l'activité politique. D'abord, c'est un appel à éviter de regarder le public comme un acteur monolithique, mais aussi un rappel de l'importance de ne pas prendre les intérêts des groupes qui forment la société pour acquis. Malgré tout, même si nous sommes conscients de ces différentes conceptions théoriques de la société civile, nous devons jusqu'à un certain point traiter celle-ci comme une forme d'abstraction. La raison est simple : nous étudions un phénomène bien précis et les groupes qui parlent de ces enjeux ont à leur disposition un réservoir d'idées et un vocabulaire limité pour le faire. Toute communication étant sociale, ils doivent discuter de ces questions en fonction des conventions qui balisent ces discussions. Même si l'approche post-structuraliste se montre critique de l'utilisation d'abstractions, la nature des groupes ainsi que leurs revendications n'ont pas vraiment de signification théorique en ce qui nous concerne.

Maintenant, quel est le rôle des médias dans le processus de co-constitution de l'opinion publique et de l'identité de la population? D'abord, comme nous l'avons abordé en amont avec les écrits de Roland Barthes (1988), la lecture de l'image et du texte se passe dans la tête du récepteur, c'est lui qui l'interprète et lui attribue un sens en fonction de sa propre socialisation. L'image et le texte, qu'il soit fixe ou continu, créent cependant une forme de distance entre le sujet rapporté et le récepteur. Elle a donc pour effet de renforcer la différenciation entre le « nous » et le « eux » (Sontag 1990). Comme le fait habilement remarquer Guy Debord (1983), alors que la réalité est transformée en spectacle, c'est le spectacle qui devient la réalité.

Est-ce à dire que les médias ont perdu le contrôle sur le message et donc sur leur capacité de présenter au public une information diversifiée? Ce n'est pas le cas, mais leur marge de manœuvre est réduite, ce qui à son tour limite les possibilités d'analyse de la population, soit, par exemple, le nombre d'interprétations possibles d'une situation politique donnée. Nous avons déjà abordé le fait que la population n'a pas d'opinions originales à proprement parler, qu'elle analyse l'actualité en fonction de cadres fournis socialement. Ces transformations positionnent le public dans un rôle d'arbitre, mais où la « vérité » n'existe pas vraiment (Shapiro 1990). L'image ou la nouvelle fait toujours son entrée dans l'espace public en fonction d'un contexte intertextuel. Elle est accompagnée d'images, de titres et de sous-titres, figure dans différents médias, fait référence à des textes et discours divers, ce qui fait en sorte qu'elle est interprétée en fonction de différents contextes historiques, politiques et sociaux.

À partir de ce constat, Sontag (2002) réfute à la fois l'Effet CNN et l'approche de la « fatigue de compassion ». Selon l'hypothèse de l'Effet CNN, les médias peuvent, à certains moments, mettre de la pression sur les décideurs pour définir le cadre dans lequel doit se tenir le processus décisionnel. Rappelons brièvement l'hypothèse alors que Steven Livingston (1997) suggère que l'effet CNN se manifeste de trois façons : 1) les médias peuvent définir l'agenda (*agenda setting*), donc les sujets prioritaires que les élites devraient adopter 2) les médias peuvent empêcher la ratification d'une politique, par exemple en démontrant ses mauvais penchants, son caractère immoral, etc. 3) les médias peuvent forcer l'accélération du processus décisionnel. Ce troisième effet s'expliquerait par la pression qu'exercent les médias sur les décideurs pour obtenir rapidement des informations de qualité sur une situation donnée ainsi que l'attitude des décideurs face à cette situation. Ce faisant, leur temps de réflexion se trouverait réduit, car ils se doivent de

répondre au public. En ce qui a trait à la « fatigue de compassion », Susan Moeller (1999) propose que, devant un flot d'images de douleur qui crée un inconfort chez le public, ce dernier aura tendance à détourner le regard et à éviter de s'exposer à ces nouvelles.

Sontag (2002) réfute ces propositions en utilisant l'exemple de la Guerre en Bosnie-Herzégovine. Le public américain s'est montré plutôt apathique aux images du conflit qui circulaient pourtant à grand tirage dans les médias. Selon elle, ni l'effet CNN ni la « fatigue de compassion » ne peuvent expliquer ce phénomène. En fait, cela s'explique par la position des décideurs américains et européens qui, lorsque consultés par les médias, affirmaient qu'il n'était pas possible de régler ce conflit, qu'il s'agissait de la manifestation d'une haine centenaire entre des peuples qui devaient régler ça entre eux. Malgré l'insistance des médias, l'empathie de la population s'est seulement manifestée au moment où l'on a commencé à parler du conflit comme étant un génocide et que les questions de protection des innocents ont fait surface dans le discours des élites. Ce n'est pas parce que l'image ne fait pas effet, c'est le contexte dans laquelle elle circule. Ce contexte fournit à la population des raccourcis cognitifs pour orienter leur réflexion en fonction d'une représentation entre le « nous » et le « eux » qui limite l'empathie (Taylor 1998).

Cela n'affirme cependant pas la toute-puissance des élites à manipuler les cadres à leur gré. Ce cadrage de la guerre en ex-Yougoslavie vient hanter l'administration Clinton quelques années plus tard alors que de nouveaux épisodes de génocide, cette fois contre les Kosovars habitant la Serbie, refont surface dans les médias. Les États-Unis sont restés les bras croisés pendant le génocide rwandais et l'OTAN perd en pertinence si elle ne peut assurer la paix en Europe. L'intervention semble inévitable. Cette fois l'OTAN, avec à sa tête les États-Unis, va intervenir. Cela ne veut pas dire que l'exécutif américain a simplement eu à adapter le narratif pour que la population accepte le cadre et se montre favorable à l'intervention. Bill Clinton doit composer avec différents scénarios : un déploiement terrestre, des frappes aériennes contre les effectifs serbes, des sanctions économiques, la fourniture d'armes aux Kosovars ou l'inaction. Dans un vote de 2 contre 427, la Chambre des représentants rejette une déclaration de guerre contre la Serbie (Auerswald, 2004). Clinton est aussi empêtré dans le scandale Lewinsky et fait face à une procédure de destitution. Mettre à risque des soldats américains, dans un théâtre d'opérations qui étaient il y a peu de temps considéré comme sans intérêt pour Washington, devient quasi-impossible. Une campagne aérienne s'impose pratiquement comme la seule solution alors que les bombardements

à plus de 15 000 pieds d'altitude permettaient d'éviter les défenses antiaériennes serbes. L'administration Clinton est donc considérablement limitée par le cadrage de la guerre en Bosnie-Herzégovine qu'elle avait proposée au public quelques années auparavant.

Contrairement à la position de Moeller (1999) sur « la fatigue de compassion », il n'est pas non plus vrai que les médias se livrent à une simple pornographie de la violence dans le but d'attirer l'attention du public. En fait, les médias se censurent eux-mêmes de différentes manières, notamment pour ne pas attiser l'ire du public ainsi que pour garder leur clientèle. Ils font preuve d'une certaine éthique et la plupart du temps ils évitent catégoriquement de présenter des images de dépouilles humaines (Rasmussen 2002). Ils vont plus souvent opter pour une « représentation métaphorique ou métonymique de la violence pour éviter les retombées négatives » (Campbell 2004 : 64). Pendant la guerre en Irak, le réseau al-Jazeera s'est fait une réputation en diffusant des images particulièrement violentes des combats. Or, les images n'ont pas causé l'émoi de la population occidentale, ce fut le sentiment de dégoût face aux méthodes journalistiques du télédiffuseur qui fit plutôt les manchettes (Campbell 2003).

Ce que nous avons dit en amont à savoir comment le langage constitue le rouage interne des institutions qui encadrent la prise de décision, nous pouvons dire la même chose des médias qui ne sont qu'une autre forme d'institution avec une vocation différente. Les médias, des entreprises à but lucratif, déploient des efforts pour plaire à une clientèle spécifique. Selon le principe qui veut qu'acheter est aussi en quelque sorte voter, les médias servent les besoins de leur lectorat. Si un journal se vend mieux à une certaine clientèle, c'est les besoins de cette clientèle qui participent à l'augmentation du tirage qui vont être primés dans la couverture médiatique. Dans ce processus, les narratifs priorisés pour plaire à cette clientèle entrent dans la culture institutionnelle des médias. Selon Innis (1951), l'écriture gèle en quelque sorte les traditions, parce que le texte est beaucoup plus durable, il acquiert une permanence qui se transpose au niveau social. L'analyse de contenu des médias est donc une façon adéquate pour comprendre les dynamiques sociales qui encadrent la réflexion quant à l'identité et aux politiques souhaitées. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

Nous pouvons encore ici voir qu'il y a une véritable circularité où il n'apparaît qu'aucun des trois piliers de la société américaine à l'étude ne contrôle parfaitement le message et construit à lui seul l'identité. Si les décideurs en charge de formuler la politique étrangère possèdent de larges

moyens pour influencer les médias et le public, comme le montre l'exemple de la guerre civile en ex-Yougoslavie, ils sont eux aussi prisonniers des cadres qu'ils proposent. Les médias ne sont pas plus indépendants alors que, comme nous l'avons présentée dans le chapitre précédent, ils doivent à la fois composer avec les restrictions imposées par l'exécutif qui cherche à canaliser le message, mais aussi avec les humeurs et habitudes de consommation de la population pour accomplir leur travail. Finalement, la population peut sembler être dans un rôle d'observateur passif, mais c'est à travers ses yeux que l'image et le texte prennent réellement un sens, interprétation qui va circuler dans l'espace public et qui servira de matériau autant pour les décideurs que pour les médias pour parler de l'actualité. Rappelons que les médias sociaux ont permis à la population d'accroître sa visibilité en ce qui a trait à l'expression de sa vision de l'identité ainsi que la politique étrangère souhaitée.

En guise de conclusion, faisons une rétrospective du présent chapitre pour justifier en quoi notre approche théorique est appropriée à la présente thèse. D'abord, nous avons défini les bases de l'approche post-structuraliste des relations internationales. Nous avons justifié en quoi l'étude du système international en utilisant des concepts finis et intemporels comme celui de l'État ou de l'anarchie est problématique. Nous avons exposé en quoi le post-structuralisme est une réaction critique aux théories des relations qui utilisent ces abstractions. Cette critique s'étend évidemment aux soi-disant « vérités » qui constituent nos sociétés. Ces vérités que les politiciens et politiciennes brandissent au nom de la sécurité sont elles aussi une collection d'abstractions pseudo-scientifiques visant à convaincre non pas par la démonstration empirique, mais par l'invocation de truismes identitaires et affectifs relatifs à la population à laquelle on s'adresse. Ces images et allégories qui sont mobilisées à travers le discours ne sont ni neutres ni vérifiables, elles ne font pas appel à la logique, l'effet recherché étant plutôt psychologique.

Nous proposons d'étudier les relations internationales et la formulation de la politique étrangère en abordant le système comme une structure langagière qui est en constante évolution. Si la structure du système international est langagière, il n'y a pas la même urgence de plancher sur la question des niveaux d'analyse pour découvrir des vérités, parce que chacun de ceux-ci n'existe qu'à travers le langage. Plutôt qu'un médium pour décrire la réalité, le langage crée la réalité et le système n'est pas fait de menaces auxquelles les États réagissent, les menaces sont co-

construites et soutenues à travers le langage. C'est à l'intérieur de ces structures socialement définies qu'elles deviennent possibles. Nous avons rejeté l'idée qu'il existe une distinction entre le niveau national et le niveau international, parce que l'articulation de « menaces » qui proviennent d'un système international qui serait la source de tous les dangers est en fait une tentative de construire l'identité de la population qui habite ces États. Au moment où ces menaces sont articulées par des élites gouvernementales en position d'autorité, le discours prend une vie propre alors qu'ils entrent dans le domaine social et qu'il est construit et déconstruit par la population et les médias dans un processus constant de co-constitution. L'articulation de cette menace doit aussi se faire en puisant dans une banque de vocabulaire et d'image limitée qui est socialement constituée pour que le discours résonne chez l'auditoire visé. Le discours peut ultimement prendre un caractère hégémonique où il s'impose comme le référent dominant pour définir la réalité et justifier la politique étrangère. Nous avons aussi expliqué comment l'hégémonie discursive rend certaines stratégies plus politiquement attrayantes que d'autres, mais peut aussi devenir problématique alors qu'elles empêchent la formulation de certaines politiques qui ne cadrent pas dans les représentations identitaires socialement acceptées, rétrécissant ainsi la marge de manœuvre de ceux qui formulent la politique étrangère.

Ce processus s'explique par le concept d'intertextualité, soit le fait que toute forme de communication est en fait un processus de recyclage de discours, d'idées, d'images et de textes, donc les possibilités de construction de la réalité à travers le langage ne sont pas infinies, mais toujours dépendant de locutions passées ultimement contraignantes. Les différentes formes d'intertextualité que nous avons étudiées, soit horizontales et verticales, ainsi que les procédés de transposition, les moqueries et les chaînes d'authentification qui créent des régimes de vérité nous permettent de mieux comprendre comment se constitue, mais aussi se conteste, l'hégémonie discursive. Nous avons aussi souligné en quoi les silences sont aussi importants pour apprécier la présence d'une hégémonie discursive qui tait des représentations alternatives de la réalité. Cela nous informe sur les considérations méthodologiques qui seront nécessaires d'aborder au prochain chapitre.

Nous avons aussi abordé le concept de logocentrisme, soit le fait qu'un discours en vient à s'enfermer dans une logique circulaire d'abstractions fondées sur une différenciation entre le « nous », la représentation de la pureté, et le « eux », soit le penchant impur de celui que l'on regarde,

ce qui fait en sorte que les locuteurs trouvent l'autovalidation de leur identité dans leurs relations avec l'autre qui, dans notre cas, est une source de danger. Cela fait en sorte que la justesse de la politique étrangère est évaluée en fonction de l'autre auquel on résiste, or elle serait toujours justifiée parce que l'autre est impur et l'on doit « logiquement » y résister. Nous avons porté notre attention sur la discipline des études de sécurité, et plus précisément sur le concept de sécuritisation, pour situer la relation entre le « nous » et le « eux » dans une dynamique sécuritaire où le danger est construit à travers le langage en fonction de références identitaires.

Finalement, nous avons abordé comment le processus de co-constitution de l'identité de l'État, de la population et de la politique étrangère souhaitée s'articule autour d'une participation intersubjective des acteurs centraux qui sont à l'étude dans la présente thèse, soit les décideurs en charge de formuler la politique étrangère, les médias ainsi que la société civile et le public. Maintenant, nous allons aborder le cadre analytique qui nous permettra d'apprécier la structure langagière sous-jacente à l'identité américaine, sa relation avec ses ennemis désignés, dans ce cas le terrorisme au sens large, et comment les moyens pour combattre ce phénomène deviennent institutionnalisés et sont perpétués.

Chapitre 3 : cadre analytique

Avant de nous lancer dans le cœur de ce chapitre, nous devons tout d'abord aborder une question fondamentale : est-il possible de croiser une démonstration empirique avec une approche post-structuraliste, approche qui écarte la possibilité qu'il puisse exister des vérités universelles en sciences sociales? Si nous acceptons d'entrée de jeu qu'il ne soit pas possible d'en arriver à une réponse définitive à notre question de recherche, cela devient tout à fait réalisable. La présente thèse s'inscrit dans une approche post-empirique, ou plus précisément herméneutique. Les postulats de base de l'herméneutique sont les suivants (Perumal et Padmanabhan 1988):

- Le langage est intrinsèque à l'humain, il constitue l'humain.
- On ne peut séparer le langage de notre conception de la réalité. Parler de la réalité équivaut à construire la réalité dans une dynamique intersubjective.
- Le langage est le principal médium de communication entre les humains ce qui implique aussi un processus de médiation constant entre la conscience interne et le monde externe.

Ces postulats servent de mise en garde, d'abord à savoir que le chercheur fait partie de la réalité qu'il observe, il apporte donc avec lui ses propres biais qu'il tire de son milieu de socialisation et du langage qui construit sa réalité (Jäger 2001). L'objectivité dans la construction de l'objet de recherche est donc impossible. L'analyse du langage, des mots et du discours est centrale à la compréhension des phénomènes politiques à l'étude. L'herméneutique est une approche interprétative et critique au sens entendu par Robert Cox (1981). En effet, elle ne prend pas, par exemple, les institutions et les relations de pouvoir comme des objets de recherche neutres. Ce que l'on cherche à comprendre est l'origine de ces concepts, comment ils évoluent, comment ils peuvent changer. Il faut donc étudier la politique dans son ensemble, pas en la découpant en parties dans le but de tirer des conclusions en fonction de l'observation d'un phénomène spécifique. La politique est un tout, et le seul universel est le langage. En étudiant les institutions de manière interprétative, il faut tenter de découvrir la cohérence entre les idées et les actions et comment elles prennent un sens aux yeux des acteurs qui évoluent à l'intérieur de celles-ci. Quelle est la valeur des institutions aux yeux des acteurs qui les traversent et comment cela influence leurs actions ? Dans cette optique, la méthodologie doit être une technique subordonnée à l'analyse textuelle du langage. L'approche herméneutique vise une compréhension plus complète des relations sociales et des possibilités sous-jacentes de changements, toujours en gardant en tête que l'on ne peut en

arriver à une réponse définitive aux questions qui sont posées (Søndergaard 2002). On ne peut que s'approcher d'une appréciation la plus fidèle possible de la réalité, représentation qui est toujours vouée à être déconstruite par d'autres.

Dans l'objectif de fournir une réponse à la question de recherche, nous aurons recours à l'analyse de contenu. La conception de cette pratique méthodologique a considérablement évolué depuis le début du 20^e siècle. D'abord un outil quantitatif pour étudier des phénomènes comme la propagande, mais aussi le contenu de journaux pour apprécier les changements sociaux qui précipitaient la transformation de l'information, l'analyse de contenu est graduellement devenue un outil pour explorer des phénomènes extratextuels de manière qualitative (Deacon et al. 1999). Ce faisant, plusieurs ont tenté de fournir une définition de ce qu'est l'analyse de contenu, définition qui a évolué à travers la transformation de la technique. Rappelons avant d'aller plus loin que l'analyse de contenu se démarque de l'analyse de discours, approche qui insiste davantage sur le discours dans son ensemble, notamment les manifestations physiques et non-verbales du locuteur, mais aussi les relations de pouvoirs qui sous-tendent sa production, donc à travers quels processus institutionnels, ou encore quels journaux ou médias ainsi que la façon avec laquelle ceux-ci servent les intérêts de différents acteurs en position de pouvoir, etc.

Vers une définition

Comme l'analyse de contenu fût d'abord utilisée de manière à produire des connaissances en fonction d'une approche quantitative, sa définition reflétait alors les besoins d'une telle approche méthodologique. D'abord, l'outil devait répondre aux besoins d'une approche scientifique plus près des sciences naturelles et donc, tout comme une expérience en laboratoire, l'analyse de contenu devait être rigoureusement encadrée pour permettre sa reproductibilité, soit l'idée que d'autres chercheurs puissent, en utilisant la même méthodologie et les mêmes variables, arriver à des résultats similaires. La définition initiale de l'analyse de contenu reflète donc cette nécessité scientifique : « une technique de recherche objective, systématique qui permet une description quantitative du contenu manifeste d'une forme de communication » (Berelson 1952 : 18). Selon Gerbner (1985), cela s'explique par le fait que, lorsque le public lit un texte comme un article de journal, sa manière de penser à un enjeu, par exemple politique, sera influencée par la répétition d'un certain nombre de mots clés. Comme le consommateur exposé à une campagne de publicité massive pour une marque de dentifrice, alors que l'on s'attend à ce que le produit qui occupe la

majeure partie de l'espace publicitaire soit celui qui se vende le mieux, l'analyse de contenu quantitative postulait que la répétition de certains mots formait la pensée du public. On s'attend à ce que, par exemple, si un journal emploie 20 fois le mot terrorisme et un autre seulement 2 fois, les lecteurs du premier journal seraient beaucoup plus sensibles à ce sujet et pourraient aussi développer une conception de la politique étrangère où le terrorisme est la principale menace à la sécurité de l'État (Richardson 2007). La réponse aux questions de recherche formulées se trouvait ainsi à travers le décompte de mots auxquels le chercheur attribuait une valeur spécifique, ce qui devait lui permettre de tirer des conclusions. Cette définition implique que toute personne exposée, par exemple, à un article de journal, a la même compréhension de son contenu. La réponse à la question de recherche se trouve ainsi dans le texte, pas ailleurs. Selon Holsti (1969), pour étudier un texte, on doit se questionner à savoir à « qui » il est destiné, « pourquoi » et « comment » afin de tirer des conclusions au sujet de ses effets.

Avec l'évolution des méthodes de recherche vers une approche plus qualitative, la définition de l'analyse de contenu va se transformer. Cela ne veut pas dire que le côté quantitatif de l'analyse de contenu est complètement évacué, loin de là. Or, la quantification sert des objectifs différents qui dépassent le simple décompte de mots clés. L'approche qualitative préserve les avantages de l'approche quantitative, mais accorde plus d'attention aux approches théoriques qui guident l'analyse (Mayring 2000). Krippendorff (1980) propose une approche significativement différente lorsque vient le moment d'étudier un texte, d'abord parce qu'il aborde le texte de manière tout à fait différente des précurseurs de la discipline. En guise de mise en garde, on rappelle que chaque récepteur d'un texte le lit d'une manière supra-individuelle, influencé par son milieu de socialisation, que le sens de ce texte existe dans la psyché de tout un chacun et ne correspond ainsi pas nécessairement à la vision de celui qui tente de l'analyser de manière quantitative (Cameron 2001) (Blommaert 2005) (Jäger 2001). Il n'y a aucune garantie possible pour affirmer que certains mots veulent tous dire la même chose pour les récepteurs, voire qu'ils ont une quelconque signification particulière pour eux. On ne peut ainsi comprendre un texte à travers sa simple manifestation organique. Ce faisant, et en lien avec sa conception du texte, il élabore une définition en six points de l'analyse de contenu, définition que nous retenons à notre tour dans le but de conduire l'analyse de contenu subséquente. Voyons cette définition :

- Un texte n'existe pas sans un récepteur pour le lire et l'interpréter. Il y a toujours quelqu'un qui cherche à y découvrir un sens, processus qui est subjectif.
- Un texte a de multiples significations, autant pour le récepteur que pour celui qui conduit l'analyse de contenu. L'idée qu'un chercheur puisse affirmer qu'il a saisi l'essence d'un texte et qu'il peut ainsi en tirer des conclusions scientifiques est intenable.
- Le récepteur n'est peu ou pas conscient des tendances quantitatives contenues dans un texte. Il ne partage pas cet exercice de quantification et ne tire pas lui-même de conclusion en fonction de la répétition de mots spécifiques qui apparaissent dans un texte.
- Le contenu du texte produit des manifestations extratextuelles. Celui-ci produit des effets variés sur son récepteur, notamment en provoquant des actions. Il faut donc aussi se pencher sur des questions à savoir quels types d'actions le texte peut encourager chez le récepteur. Cette dimension échappe à l'approche quantitative.
- La lecture d'un texte se fait toujours à l'intérieur d'un contexte spécifique, notamment un milieu sociopolitique. Pour étudier le texte, il faut aussi étudier l'environnement dans lequel il est reçu. L'analyste doit être en mesure de reconstruire autant que possible le contexte dans lequel le texte est diffusé et lu. C'est seulement lorsqu'il a appréhendé celui-ci qu'il peut poser des questions de recherche.
- Par son caractère social, le récepteur peut en arriver à un nombre restreint d'interprétations. Dans son contexte social, le récepteur ne peut ainsi en arriver à un nombre infini d'interprétations, il est contraint par son environnement.

Celui qui cherche à faire de l'analyse de contenu et y aller d'un certain nombre d'inférences peut le faire uniquement après avoir pris conscience de ces critères. Merten (1991 :15, traduction libre) va résumer ces points dans une définition beaucoup plus adéquate : « L'analyse de contenu est une méthode pour enquêter sur des réalités sociales qui a pour objectif la production d'inférences au sujet d'un contexte non-manifeste en fonction des caractéristiques manifestes d'un texte ». Dernière mise en garde : le contexte est toujours construit par quelqu'un, dans notre cas l'observateur, donc l'objectivité est encore impossible (Krippendorff 2004). La définition du contexte doit se faire avant le processus d'analyse de contenu et doit être raffinée tout au long de l'exercice pour en arriver à une compréhension la plus fidèle possible. Le chercheur va donc y faire de nombreux aller-retour entre sa définition du contexte et le texte.

En fonction de notre définition de l'analyse de contenu, passons maintenant à l'élaboration de la question de recherche. Contrairement à l'approche quantitative qui propose la possibilité d'en arriver à la production d'une vérité objective, l'analyse de contenu qualitative tire ses réponses aux questions de recherche à travers un processus d'inférence qui est tiré des textes mêmes. Cela implique que l'analyste qui se livre à ce processus lit le texte dans un processus d'interprétation suite auquel il va produire une argumentation plausible pour répondre à la question de recherche, argumentaire qu'il tire de ses observations du ou des textes mobilisés. Or, il ne trouve pas la réponse à ses questions uniquement dans le texte, mais aussi dans la compréhension du contexte dans lequel celui-ci est lu. Il n'existe pas de réponse définitive, seulement des réponses obtenues par déductions qui sont les plus satisfaisantes pour comprendre un phénomène dans sa globalité. Il reste toujours possible de les invalider en proposant des approches différentes, par exemple par la lecture d'un autre corpus de textes, ou selon une compréhension différente du contexte de production des textes. L'analyse de contenu qualitative demande donc beaucoup de rigueur.

Comprendre et analyser le contexte

Une analyse de contenu qui produit des résultats satisfaisants est impossible sans un processus minutieux pour comprendre le contexte dans lequel le texte est produit et lu. Lors d'un processus de conversation, disons politique, entre les membres d'un public que l'on choisit d'observer, ce qui est dit reprend des pans de discours et de textes qui sont lus et qui composent l'univers social dans lequel se déroule la conversation. Une conversation n'est pas un système mécanique, les participants changent en quelque sorte les règles qui encadrent celles-ci au fur et à mesure qu'elle se déroule (Krippendorff 2004). L'analyste, à l'extérieur de la conversation, peut présumer un nombre infini de contextes dans lequel se déroule cette conversation. Le contexte sociopolitique qu'il choisit pour répondre à ses questions de recherche doit donc être exposé par l'analyste de contenu de manière à ce qu'il soit le plus fidèle possible à la « réalité » des récepteurs, mais aussi pour permettre à d'autres chercheurs de conduire des analyses qui testeraient des hypothèses et questions de recherche alternatives. Il est donc primordial de procéder méticuleusement lorsque vient le temps de jeter les bases du contexte qui va être opérationnalisé pour que l'analyste puisse tirer des conclusions.

La construction du contexte permet à l'analyste d'envisager qu'un certain nombre de corrélations possibles existent pour tester des hypothèses et répondre à la question de recherche,

mais aussi selon quelles conditions ces corrélations pourraient changer (Krippendorff 2004). La construction analytique du contexte permet ainsi d'y aller d'un nombre d'inférences à savoir comment, par exemple, A influence B. Ces inférences forment en quelque sorte des micro-théories. L'analyse de contenu permet d'en arriver à trois types d'inférences (Krippendorff 2004):

- L'inférence déductive, qui part du général vers le particulier. Par exemple, si tous les oiseaux ont des plumes, la corneille, étant un oiseau, a des plumes. Ces inférences sont légitimement concluantes.
- L'inférence inductive, qui implique des généralisations à d'autres populations. Par exemple, si tous les oiseaux de la population que j'observe volent, donc tous les oiseaux sur la planète volent. Cette inférence n'est pas logiquement concluante, mais a une certaine probabilité d'être vérifiée.
- L'inférence abductive, qui est composée logiquement à travers l'observation de domaines distincts. Par exemple, on peut comparer la taille des oiseaux et tirer des conclusions à savoir lesquels sont migrateurs. L'observation pourrait, par exemple, partir de la taille de l'oiseau et tirer des conclusions en supposant que les oiseaux les plus gros sont ceux qui migrent, car leurs capacités physiques supérieures le permettent.

L'analyse de contenu qualitative fonctionne par inférence abductive. Selon Eco (1994 :59), expliquer une conjoncture implique la recherche d'une « loi » qui explique un résultat donné. Le « code secret » d'un texte représente cette « loi ». En sciences sociales, la découverte d'une « bonne » loi rend les résultats de l'analyse de contenu satisfaisants. Josephson et Josephson (1994) indiquent que l'abduction commence par l'observation de matériel empirique, dans notre cas, le texte, et se termine par la validation des hypothèses que sous-tendent le contexte analytique tel que défini par l'analyste. Il est ainsi possible de tirer des conclusions à savoir que les hypothèses sont les plus à même d'expliquer le phénomène à l'étude et remplissent les critères pour répondre à la question de recherche. Cette réponse n'est cependant jamais définitive. Plutôt qu'une approche poppérienne impliquant une réponse définitive, il s'agit d'un processus d'élimination des différents facteurs qui pourraient expliquer le phénomène pour arriver à la réponse la plus satisfaisante. Ce processus qui s'apparente à une approche de « process tracing », parfois appelé « practice tracing », se conclut ainsi par une analyse interprétative (Norman 2021).

Que nous apprend le « practice tracing » ? Simplement que les pratiques, dans ce cas, la production de discours et la rédaction d'articles journalistiques, produisent des effets sociaux qui peuvent être étudiés pour arriver à des généralisations (Pouliot 2014). De plus, ces effets sociaux se traduisent en comportements, un savoir-être et un savoir-faire, dans notre cas, la formulation de la politique étrangère. Comme l'explique Neumann (2012), la création de textes à deux effets : d'abord la production d'une identité qui donne vie à, par exemple, un ministère ou à l'État au sens large, et ensuite, la reproduction de ces structures discursives à travers l'obtention d'un consensus où de multiples voix s'unissent pour favoriser la stabilité plutôt que le changement. L'utilisation d'un lexique plutôt qu'un autre n'est pas un hasard. À la Maison Blanche, par exemple, on utilise des groupes de discussion et des sondages pour établir le langage que l'administration va utiliser concernant différents sujets (Baker 2009). Cette identité discursive se traduit en une forme de culture qui implique elle-même un recours à certaines pratiques plutôt que d'autres. Selon Swindler (1986), cette culture agit comme un coffre à outils constitué de symboles, d'histoires, de rituels et de visions du monde qui entrent en jeu dans la résolution de problèmes.

Rappelons que, en ce qui concerne notre approche théorique, il n'y a jamais de création originale en ce qui a trait à l'écriture de texte et de discours. Tout est un processus de co-construction où le contenu est un calque d'autres productions discursives qui crée un univers social qui influence d'autres productions, et ainsi de suite.

L'analyse de contenu en pratique

Irving Janis (1943) identifie trois formes d'analyse de contenu :

- L'analyse pragmatique : elle correspond à l'analyse quantitative classique qui, à travers le décompte de mots, propose un certain nombre d'effets sur le récepteur, par exemple, la formation d'une opinion spécifique.
- L'analyse sémantique : elle correspond à la classification de signes et symbole en fonction de leur signification. Elle se décline en trois temps. D'abord une quantification informe l'analyste de la récurrence de certains objets ou concepts. Par la suite, on attribue un caractère à ces objets, par exemple, bien/mal, heureux/triste, etc. Finalement, on procède à une quantification du nombre de fois que ces associations sont présentées dans un texte. Dans notre cas, il pourrait s'agir de compter le nombre de fois que les terroristes sont qualifiés d'inhumains ou que les États-Unis sont qualifiés de sauveurs, etc.

- L'analyse de signes : elle correspond à la quantification du nombre de fois qu'un objet, une image ou un symbole remplace une autre locution. Par exemple, utiliser le mot Washington pour parler des États-Unis.

Dans le cadre de la présente thèse, nous aurons recours à une analyse de contenu sémantique. Ces méthodes sont tirées, entre autres, d'analyses psychologiques. Par exemple, selon une étude de Broder datant de 1940, un ratio élevé verbe/adjectif serait un indicateur d'une possible schizophrénie. L'étude sur l'impact des verbes dans l'analyse du discours s'est ensuite précisée à savoir comment ils poussent le récepteur à anticiper des événements, même s'ils n'ont pas de chances de se produire. Le contenu ouvre la porte à une forme d'anticipation positive ou négative, par exemple, en utilisant les verbes *devrais*, *vont*, *doivent*, ou *ne pourrais*, *ne devrais*, *ne vont*, etc. le récepteur est impliqué dans la construction d'un univers social possible qui va agir comme des balises à de futures réflexions (Simpson 1993). L'étude des présuppositions est aussi un moyen d'analyse sémantique qui permet d'étudier le contenu d'un texte pour tirer des conclusions sur l'univers social que celui-ci contribue à construire et perpétuer. Les présuppositions, souvent sous forme de questions, imposent des réalités à propos de sujets et d'objets (Richardson 2007) (Thomson 1996). Par exemple, si l'on pose la question « Pourquoi Al-Qaeda veut détruire le mode de vie américain ? », on ne questionne pas à savoir s'il veut bel et bien détruire ce mode de vie, on l'affirme. Ce n'est pas l'objet de la question ni la réflexion que celle-ci a pour objectif de déclencher. Le récepteur est appelé à trouver une réponse au pourquoi Al-Qaeda veut détruire le modèle de vie américain, pas si c'est réellement son intention. Les métaphores et les métonymies sont toutes autant de manières d'imposer des formes de réalités sur des sujets et des objets. Dans la question présentée plus haut, l'utilisation du mot Al-Qaeda déshumanise l'adversaire. S'il n'a pas de qualités humaines, certains traitements peuvent lui être réservés, comme par exemple la torture. Elles masquent ainsi certaines réalités (Reisigl et Wodak 2001).

L'objectif de notre analyse de contenu est d'en arriver à un certain nombre d'extrapolations qui pourraient expliquer la formulation de la politique étrangère des États-Unis en ce qui concerne la lutte au terrorisme et l'utilisation récurrente des drones armés. Maintenant, comment en arriver à ces extrapolations et comment affirmer qu'elles sont le plus à même de répondre à notre question de recherche? Nous devons tirer ces extrapolations de l'observation d'un certain nombre de tendances.

D'abord, tout texte reprend certains motifs, certaines configurations, qui appartiennent à des textes ou discours passés. Comme l'explique Labov (1972), un narratif est construit à l'aide de références existantes qui représentent en quelque sorte les briques et le mortier de tout narratif. Cela correspond à notre approche post-structuraliste qui fait appel à l'intertextualité. La généalogie d'un texte se retrouve à travers l'étude d'une répétition de citations et de références à des textes et discours passés. Les textes ont une nature séquentielle et ne sont donc jamais des constructions individuelles. Ce processus produit une chaîne de validation qui confère au texte un caractère « véridique », parce qu'il s'inscrit dans une chaîne qui semble confirmer la justesse de celui-ci. Dans le cadre de la présente thèse, cela pourrait dire que, si des articles sur les drones armés occupent davantage l'espace médiatique, et si dans ces articles d'autres moyens de lutter contre le terrorisme ne sont pas évoqués, cela peut donner l'impression à la population que, même si la couverture du sujet est négative, il n'existe pas d'autres moyens de lutter contre le terrorisme. Ce phénomène se traduit bien sûr en interaction entre des sujets humains. Alors que les textes sont des tissus de citations, on reconnaît qu'ils construisent aussi des émotions dans un contexte social précis (Averill 1985). Par exemple, Holsti, Brody et North (1965) ont mené une analyse sémantique des communications publiques des décideurs américains et soviétiques pendant la crise des missiles de Cuba en 1962 pour établir un certain nombre de perceptions et d'expressions récurrentes, notamment en ce qui a trait à la puissance. Leur modèle a prédit partiellement comment ces références se sont traduites en émotions échangées entre les deux groupes de décideurs. Les émotions exprimées ne manquent pas de faire tache d'huile pour être reprises par la population.

Nous tirons aussi ces extrapolations d'indices et de « symptômes » qui apparaissent avec une certaine fréquence dans les textes à l'étude. Comme nous avons pour objectif de comprendre comment les élites, les médias et le public participent à la co-constitution de l'identité américaine, et ainsi à l'influence de cette construction sur la formulation de la politique étrangère, nous devons chercher à l'intérieur des textes des indices et des symptômes qui produisent des effets extra-textuels. Cette analyse nous permettra d'apprécier le contexte sociopolitique dans lequel se déroule cet exercice. Krippendorff (2004) et Reisigl et Wodak (2001) identifient différents indices qui ont été largement utilisés pour étudier ces phénomènes :

- La présence ou l'absence d'une référence ou d'un concept indique que le locuteur est conscient de l'objet référent. Parler d'un concept, ou éviter d'en parler, démontre la manipulation du discours ou du texte pour moduler le message.
- La fréquence selon laquelle est évoqué un symbole, une idée ou une référence indique l'importance de ces symboles et idées pour le locuteur.
- Les caractéristiques, favorables ou défavorables, qui sont attribuées à un symbole, une idée ou une référence supposent l'attitude du locuteur, du récepteur et de leur culture commune face à l'objet nommé.
- La nature des qualifications adjectives utilisées pour parler d'un symbole, d'une idée ou d'une référence indique différents rapports avec ces objets, qu'ils soient par exemple forts ou incertains, mais aussi les croyances et convictions qui sont véhiculées au sujet de l'objet.
- La fréquence des co-occurrences qui lient deux concepts suppose la force de cette association dans l'imaginaire d'une collectivité d'auteurs et de lecteurs.

C'est à travers l'analyse de contenu que l'on peut découvrir ces symptômes qui nous permettront d'apprécier le contexte social dans lequel se déroule la réflexion au sujet de l'utilisation des drones armés, dans quelle « réalité » cette réflexion se produit et comment elle limite l'élaboration de politiques alternatives.

Conception de la recherche

L'analyse de contenu permet de générer des données qui vont ensuite être mobilisées pour tester les hypothèses que nous avons proposées. Ces données ne sont pas trouvées de manière objective, nous les créons, et nous avons donc le devoir d'expliquer de quelle manière nous le ferons pour démontrer que la réponse à notre question de recherche ne part pas d'une simple intuition. Une méthodologie solide sert deux objectifs : elle permet d'éviter de se perdre dans un « bruit de fond », donc de réduire l'incidence de données qui ne sont pas utiles pour l'étude du sujet, ou encore pour éliminer la présence de doublons, mais aussi pour s'assurer que la méthode ne biaise pas la recherche, ce qui mènerait à favoriser une réponse plutôt qu'une autre (Krippendorff (2004)). Les données doivent être abordées, le plus possible, en toute neutralité, même si elles ne permettent pas de valider toutes les hypothèses de l'analyste. Pour ce faire, le processus de recherche se décline en six étapes :

- Le choix de l'unité d'analyse : dans notre cas le matériel qui sera soumis à l'analyse de contenu, soit les articles médiatiques et les discours présidentiels.
- L'échantillon : c'est à cette étape qu'est défini une sous-classe d'objets de recherche à partir l'échantillon, donc par exemple, est-ce que l'on étudie des mots ou des phrases complètes, des images, etc.
- Le codage : c'est à cette étape que l'on désigne selon quels codes les textes seront analysés, par exemple, en établissant un certain nombre de mots clés qui permettront de guider le chercheur dans son analyse.
- Le raffinage : il s'agit de faire le tri des informations qui ne sont pas pertinentes à l'analyse de contenu, ou qui peuvent biaiser le processus de recherche. On peut penser encore ici aux doublons, mais aussi dans notre cas, à l'élimination des articles qui parlent de drones, mais par exemple, de drones récréatifs destinés au grand public ou encore d'attentats terroristes dans d'autres pays.
- L'inférence : c'est à cette étape que l'analyste, en fonction de ses observations, va déduire dans quel contexte se déroule le narratif qui sous-tend la prise de décision. L'analyste « sort » des données, il fait le pont entre les données récoltées et ce qu'elles veulent dire dans l'univers social, ce qu'elles provoquent et causent.
- La synthèse : l'analyste termine le processus en répondant à la question de recherche en fonction de son approche théorique et en expliquant en quoi l'analyse de contenu a permis de fournir la réponse la plus satisfaisante et en quoi elle permet l'avancement des connaissances.

Faisons un tour d'horizon à savoir ce que cela représente dans le cadre de la présente thèse. En ce qui a trait au choix de l'unité d'analyse, le processus est plutôt simple. Nous allons analyser les articles médiatiques et les discours présidentiels dans leur intégralité et nous ne faisons aucune discrimination dans le processus de recherche du matériel empirique. Un nombre limité de mots clés seront utilisés pour établir une liste d'articles médiatiques et de discours présidentiels qui seront par la suite analysés. Cette étape vise à amasser le plus grand nombre de textes possible en utilisant les mots clés les plus généraux, comme « terroriste », « terrorisme » ou encore « drones armés ». L'utilisation d'un outil informatique d'analyse de contenu permet aisément de partir d'un large échantillon pour ensuite réduire la taille de celui-ci par élimination. Il n'est donc pas nécessaire d'être trop spécifique dans les mots clés utilisés.

Au sujet de l'échantillonnage, comme nous optons pour une analyse de contenu qualitative, nous partons d'une série de mots clés pour identifier les textes pertinents pour ensuite faire l'analyse des paragraphes dans lesquels apparaissent ces mots clés. Plutôt qu'une quantification des simples occurrences des mots clés pour tirer des conclusions, cette méthode nous permet d'étudier le contexte dans lequel ces mots sont utilisés. Sont-ils accompagnés de connotations positives ou négatives, utilisés en même temps que des références à des émotions, est-ce qu'il y a une tendance à voir ces mots apparaître aux côtés d'autres mots qui n'ont pas été codés? Cela nous permet de préparer le terrain quant aux inférences à savoir comment le contexte de la réflexion influence la prise de décision. Dans notre cas, il n'y a qu'un seul codeur. C'est à cette étape que l'on va normalement fournir des critères précis de repérage et d'analyse pour s'assurer que de multiples codeurs travaillant sur une analyse de contenu utilisent les mêmes méthodes et interprètent les données de la même manière. Même s'il n'y a qu'un seul codeur, cela ne veut pas dire qu'il n'est pas nécessaire de justifier notre processus de codage, après tout, d'autres chercheurs pourraient être tentés de se livrer à la même expérience, mais simplement que, dans notre cas, les probabilités de mauvaise communication entre codeurs sont nulles. Pour ce qui est du raffinage, encore ici, le recours à une méthode d'analyse de contenu informatique permet de réduire au maximum le « bruit de fond » causé par l'incorporation de contenu non pertinent à l'analyse. C'est une fois ces étapes terminées que nous pourrons déduire le contexte sociopolitique et tester nos hypothèses pour finalement tirer des conclusions tout en fournissant une réponse à notre question de recherche. Le processus de collecte du matériel empirique ainsi que son instrumentalisation sera explicité en amont.

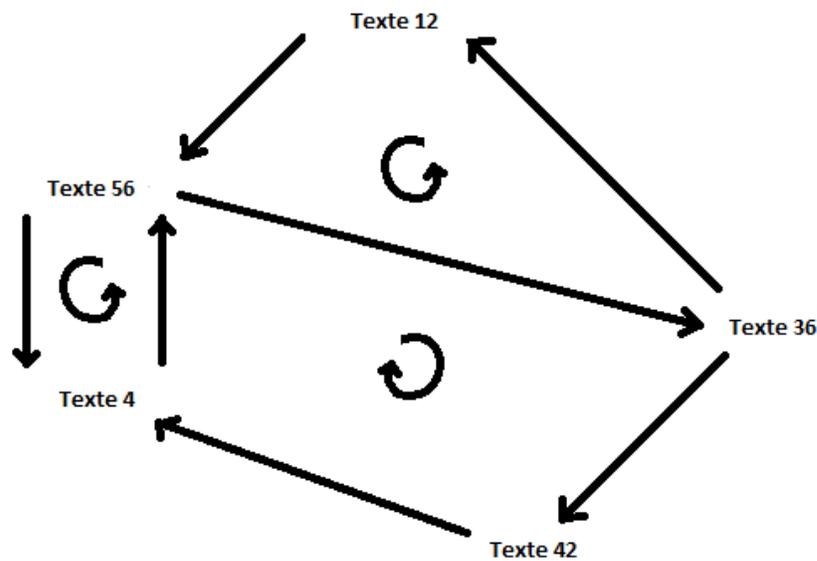
L'analyse de contenu par assistance informatique

La présente thèse implique l'analyse de centaines d'articles de journaux publiés pendant les présidences de George W. Bush, Barack Obama et Donald Trump, en plus d'une analyse de contenu de discours prononcés par ces présidents au sujet du terrorisme et de la guerre par drones armés, il n'est ainsi pas réaliste d'arriver à une synthèse sans faire l'usage d'un logiciel d'analyse. Maintenant, plutôt que de s'abandonner au luxe d'une telle technologie, nous devons encadrer le processus pour nous assurer que le résultat de l'analyse produise des résultats significatifs pour répondre à notre question de recherche. Si c'est la machine qui fait la partie la plus complexe du travail, c'est à l'humain d'encadrer la machine. L'analyse de contenu assistée par un programme

informatique permet de transformer un corpus de texte en représentations afin de tester des hypothèses et de répondre à des questions de recherche. Ces représentations permettent entre autres de modéliser la façon dont un corpus donné sera utilisé dans le contexte de l'analyse de contenu prévue.

Nous procéderons à l'analyse de contenu en faisant appel à la méthode du dictionnaire. Ce qui est entendu par dictionnaire est une décomposition des mots dans un texte en fonction de leurs différentes significations et des synonymes qui les remplacent. Selon Sedelow (1967), l'analyse de contenu doit servir à comparer des textes non seulement en fonction de chaînes de caractères, phrases, paragraphes, etc. qu'ils contiennent pour y trouver des associations et des ressemblances, mais aussi en fonction d'une catégorisation de sens, donc dans quel contexte des mots et des phrases sont utilisés. Le sens d'un mot diffère en fonction de « l'environnement linguistique » dans lequel il est utilisé (McTavish, Litkowski et Schrader 1997) (McTavish et Pirro 1990). Plus on analyse de textes, plus on prend conscience du véritable contexte construit par les acteurs à l'étude, plus on évalue la justesse du codage initial, soit du dictionnaire et des réseaux sémantiques établis au préalable.

Toujours dans le but de s'assurer de la validité de l'analyse, il faut que les variables qui sont les plus significatives soient bien identifiées pour comprendre l'importance, par exemple, de certaines idées, concepts, images ou encore métaphores et quelle signification ils prennent dans le contexte à l'étude. La découverte de ces variables se fait elle aussi au fur et à mesure de l'analyse des textes selon un modèle de récursion, ce qui permet encore plus de raffiner le processus d'analyse de contenu. Namenwirth et Weber (1987) illustrent le phénomène de récursion de cette manière :



Alors que le nombre de textes incorporés dans l'analyse augmente, il devient de plus en plus évident à savoir quelles sont les variables qui ont davantage d'importance pour comprendre l'influence du contexte social sur la formulation de la politique étrangère américaine. Dans notre cas, il s'agit, par exemple, des associations de mots qui sont les plus fréquentes. On pourrait remarquer une récurrence d'association avec les mots terroristes et barbares ou encore américains et braves, etc. C'est la portion qualitative de l'approche. Selon les auteurs, l'influence des variables récursives permet entre autres de comprendre comment les préjugés deviennent ancrés dans le tissu social, comment des candidats politiques se font élire ou encore quelles sont les spirales de silence qui affectent l'opinion publique.

Maintenant que nous avons jeté les bases théoriques de notre approche méthodologique, voyons comment nous allons traduire la théorie en pratique en faisant la présentation de notre cadre analytique.

Planter le décor

Comme nous l'avons souligné en amont, avant de se lancer dans l'analyse de contenu, il faut apprécier le plus fidèlement possible le contexte sociopolitique et dans lequel sont diffusés les discours des élites en charge de formuler la politique étrangère ainsi que sont publiés les articles médiatiques qui traitent du terrorisme et de la guerre par drone. Nous avons déjà affirmé que l'analyse de contenu qualitative sémantique n'implique pas une réjection des approches

quantitatives pragmatiques pour accomplir certaines opérations préliminaires telle la compréhension du contexte, ce que nous allons faire pour débiter notre analyse. Nous devons avancer avec prudence, les informations qui vont ressortir de l'analyse quantitative préliminaire ne doivent pas être utilisées dans le but de tirer des conclusions définitives, mais plutôt pour nous guider dans l'élaboration de l'analyse qualitative sémantique. Les données qui seront présentées dans la prochaine section n'ont pas été raffinées, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un simple décompte de mots qui apparaissent les plus souvent dans les discours des élites en charge de formuler la politique étrangère américaine ainsi que dans les articles médiatiques à l'étude. Le sens de ces mots, de quelle manière ils sont utilisés, les émotions et les valeurs qui leur sont attachées, ne sont pas pour l'instant étudiées. Nous allons en quelque sorte tremper un orteil dans l'eau pour faire une observation initiale des sujets qui sont les plus populaires tout en tentant de voir si on peut observer une certaine forme de convergence entre les formes de discours analysés. Nous pourrons aussi jeter un premier coup d'œil sur la trame narrative qui traverse l'ensemble de la période à l'étude. Plus nous avancerons dans la description de notre cadre analytique, plus les données présentées dans cette section seront soumises à une réflexion rétroactive pour apprécier leur justesse pour comprendre le contexte sociopolitique à l'étude.

Avant d'aller plus loin, faisons d'abord le point sur le matériel empirique qui fera l'objet de notre analyse. Les données sont divisées de la manière suivante en fonction des trois présidences à l'étude :

Présidence de George W. Bush

Période à l'étude : 20 janvier 2001 au 19 janvier 2009

Nombre de discours (voir annexes pour liste complète) : 55

Il est à noter que ces discours incluent des mêlées de presse au cours desquelles le président répond à des questions du public. Ces discours ont fait l'objet d'une sélection préliminaire en recherchant les mots *terrorism*, *terror*, *terrorist*, *drones* et *armed drones*. Dans le cas des discours de George W. Bush⁹ et Barack Obama¹⁰, tous les discours ont été récupérés en format PDF à partir de la base de données AmericanRhetoric. Dans le cas de Donald Trump, tous les discours ont été récupérés

⁹ George W. Bush : <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

¹⁰ Barack Obama : <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

en format MP3 sur le site du Miller Center¹¹. La simple mention d'un ou plusieurs de ces mots a conduit à la sélection de ces discours. Il est ainsi possible que tous ces discours ne soient pas pertinents et que certains soient éliminés en aval.

Articles médiatiques sur le terrorisme:

- *New York Times* – 1397 articles
- *Washington Post* – 1715 articles

Articles médiatiques sur les drones armés :

- *New York Times* – 22 articles
- *Washington Post* – 20 articles

Le processus de sélection de ces sources médiatiques s'explique d'abord par l'importance du tirage de ces médias. Nous avons choisi ces quotidiens, car, en ce qui a trait au traitement de l'actualité internationale, ce sont les deux journaux qui ont les plus grands tirages aux États-Unis. Avec un nombre d'abonnés atteignant 8.8 millions à la fin 2021, la présidente du *New York Times*, Meredith Kopit Levien, affirmait en février 2022 que le nombre d'abonnements avait dépassé la barre des 10 millions après l'acquisition de *The Athletic* le premier février (New York Times 2022). Ces chiffres comprennent les abonnements à la version digitale du quotidien. Dans le cadre de notre analyse, autant les articles papier que les articles en ligne sont inclus dans le matériel empirique. Comme nous l'avons mentionné plus haut, le *New York Times* compte aussi 53 millions d'abonnés sur le simple média social X. Évidemment, ces abonnés ne sont pas tous Américains. En outre, de nombreux articles qui apparaissent sur les médias sociaux sont derrière un « paywall », c'est-à-dire que l'on peut consulter quelques lignes de l'article et y voir le titre, mais un abonnement est requis pour avoir accès à l'article complet. Dans le cas du *Washington Post*, il dépassait légèrement le *Wall Street Journal* en termes d'abonnements en 2021 avec 3 millions d'abonnés, mais a perdu environ 300 000 abonnés depuis pour différents facteurs ce qui l'a fait glisser au troisième rang (PressGazette 2022). Or, sa pénétration des médias sociaux est nettement supérieure à celle du *Wall Street Journal*. En moyenne, environ 60 millions d'utilisateurs visitent les plateformes en ligne du *Washington Post* par mois en comparaison à environ 40 millions pour le *Wall Street Journal* (WashingtonPost 2022). Malgré tout, les abonnements papiers et virtuels à ces deux médias ainsi

¹¹ Donald Trump : <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches>

que le trafic généré sur le web n'est à prime à bord pas une source de questionnement sur la fiabilité des données récoltées. Dans le doute, le *Wall Street Journal* pourrait facilement être inclus dans l'analyse en utilisant les outils numériques que nous avons mobilisés. Les données préliminaires que nous avons récoltées nous indiquent cependant que l'inclusion du *Wall Street Journal* ou la substitution de celui-ci au lieu du *Washington Post* ne ferait pas de différence.

Dans le cas des articles sur le terrorisme, nous avons utilisé les mots clés *terror*, *terrorist*, *terrorism* et *war* pour faire une recherche préliminaire des articles. Tout comme dans le cas des discours présidentiels, la mention d'au moins un de ces mots a été suffisante pour retenir les articles à l'étude. Certains de ces articles devront être écartés une fois que nous allons procéder au nettoyage des données. Malgré tout, cette première étape nous donne une idée des sujets qui sont les plus souvent abordés. Dans le cas des articles sur les drones armés, nous avons utilisé les mots clés *drone*, *drones*, *armed* et nous avons soustrait le mot *music* (le drone étant un procédé créatif et un style musical) qui occasionnait à première vue une occurrence suffisamment élevée d'articles qui ne cadrerait pas dans le modèle analytique préliminaire. Nous avons utilisé les mêmes critères pour la sélection des articles et discours en ce qui concerne les présidences subséquentes. Il est à noter que les articles qui couvrent le terrorisme dans d'autres pays seront plus souvent qu'autrement écartés. En effet, il est plus rare que ces articles contiennent une articulation de l'identité américaine ainsi que de l'identité des cibles qu'ils choisissent de combattre.

Présidence de Barack Obama

Période à l'étude : 20 janvier 2009 au 19 janvier 2017

Nombre de discours (voir annexes pour liste complète) : 96

Articles médiatiques sur le terrorisme:

- *New York Times* – 665 articles
- *Washington Post* – 733 articles

Articles médiatiques sur les drones armés :

- *New York Times* – 271 articles
- *Washington Post* – 354 articles

Présidence de Donald Trump

Période à l'étude : 20 janvier 2017 au 19 janvier 2021

Nombre de discours (voir annexes pour liste complète) : 21

Articles médiatiques sur le terrorisme:

- *New York Times* – 283 articles
- *Washington Post* – 268 articles

Articles médiatiques sur les drones armés :

- *New York Times* – 151 articles
- *Washington Post* – 103 articles

Maintenant que nous avons présenté ces chiffres, faisons un pas supplémentaire pour apprécier les sujets les plus souvent abordés par les trois présidents à l'étude. Notons que nous avons appliqué un certain nombre de filtres pour éviter que des mots qui n'ont pas de valeur analytique viennent se glisser dans cet exercice. D'abord, nous avons retenu seulement les mots d'au moins trois lettres. Nous avons ensuite fait un nettoyage des données pour éviter les répétitions en appliquant un filtre de recherche par grappes de mots, ce qui tient compte les différentes manières d'écrire les mêmes mots, par exemple en fonction du temps de verbe, ce qui n'apporte pas tant à l'analyse. Ce faisant, si l'on prend le mot « attack », il sera regroupé avec les mots « attacks », « attacked » ou encore « attacking », pour ne donner que cet exemple. Nous sommes tout à fait conscient que ces mots pourraient prendre une signification différente lorsque nous allons entrer dans l'analyse qualitative alors que le mot « attack » pourrait être réservé à un certain groupe ou identité plutôt qu'à un ou une autre. Ces nuages de mots nous permettent ce coup d'œil préliminaire :

On remarque avant d’aller plus loin que l’échelle n’est pas la même alors que celle du *New York Times* est exprimée sur 400 et celle du *Washington Post* est exprimée sur 500. Ces graphiques sont produits par la base de données *Factiva* qui a été utilisée pour avoir accès aux articles à l’étude et la représentation visuelle est produite par *Factiva* en fonction du nombre d’articles récupérés. Il est aussi à noter que la distribution ne peut afficher que des années complètes, voilà pourquoi la distribution va jusqu’au 31 décembre 2009. Malgré tout, on peut voir que l’attention qui est portée au terrorisme par ces deux médias pendant la présidence de George W. Bush est similaire. Si l’on s’attarde aux 10 mots qui sont utilisés les plus souvent, on remarque une correspondance parfaite :

New York Times	Washington Post
1. Americans	1. Terror
2. Terror	2. War
3. War	3. Terrorist
4. Attack	4. Attack
5. United	5. Official
6. Official	6. Iraq
7. Terrorist	7. Government
8. Nation	8. Nation
9. Iraq	9. United
10. Government	10. Americans

Si l’on compare maintenant la couverture médiatique des deux quotidiens au sujet des drones armés, nous obtenons la distribution suivante :

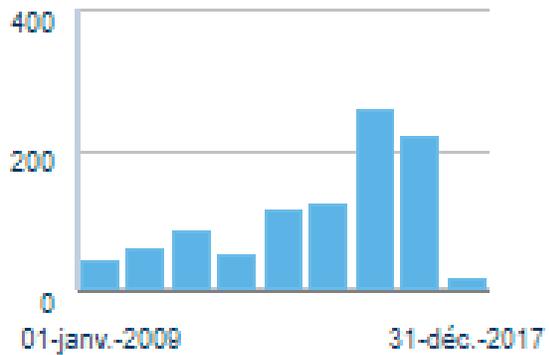
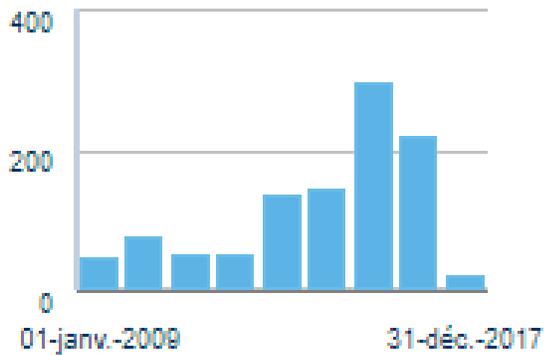
New York Times	Washington Post
1. Military	1. Force
2. Force	2. Air
3. Air	3. Military
4. Predator	4. Bomb
5. Official	5. War
6. American	6. Drone
7. War	7. Target
8. Use	8. Official
9. Weapon	9. Iraq
10. Plane	10. Use

Barack Obama – 20 janvier 2009 au 19 janvier 2017

Terrorisme

New York Times

Washington Post



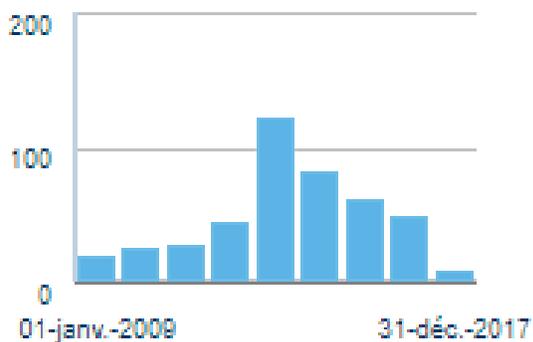
Au sujet de la présidence de Barack Obama, on remarque une couverture similaire au niveau de la distribution des articles portant sur les drones armés pendant la période à l'étude. Au sujet du vocabulaire le plus suivant utilisé, nous retrouvons encore ici une correspondance de sept mots sur dix avec les termes suivant :

New York Times	Washington Post
1. Attack	1. Terror
2. American	2. Attack
3. Terror	3. War
4. Terrorist	4. Terrorist
5. Country	5. American
6. United	6. Security
7. Islamic	7. Nation
8. War	8. Right
9. Right	9. Qaeda
10. Government	10. Country

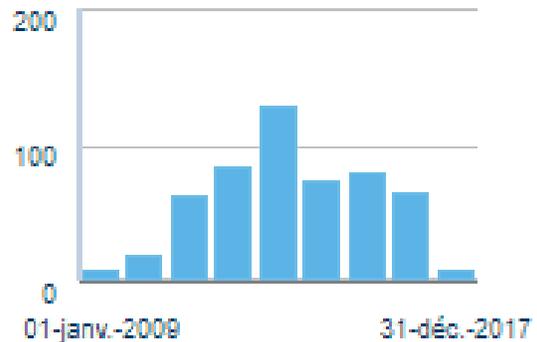
Barack Obama – 20 janvier 2009 au 19 janvier 2017

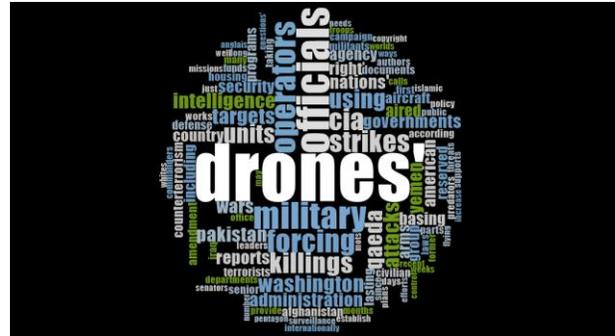
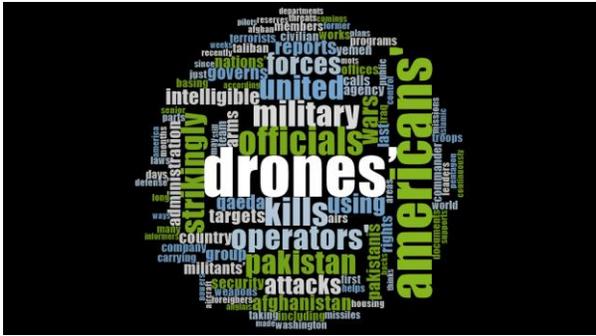
Drones armés

New York Times



Washington Post





Au sujet des drones, on retrouve encore une distribution similaire entre les deux médias à l'étude. En ce qui concerne les mots les plus souvent utilisés par le *New York Times* et le *Washington Post*, on obtient une correspondance de huit mots sur dix :

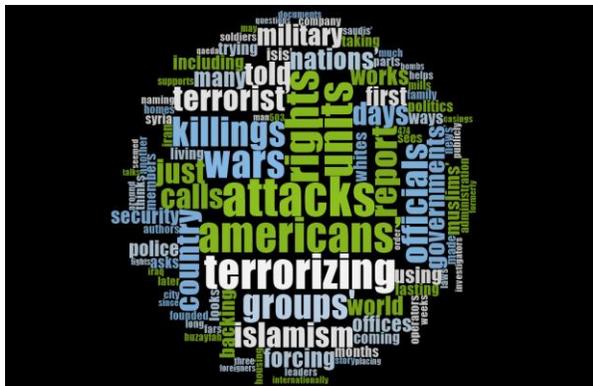
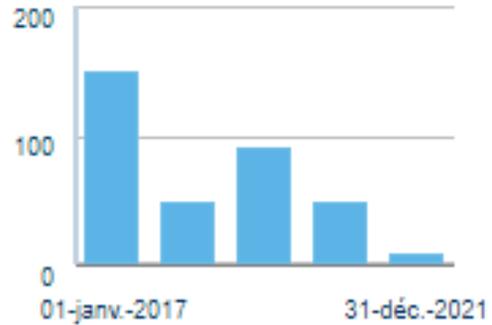
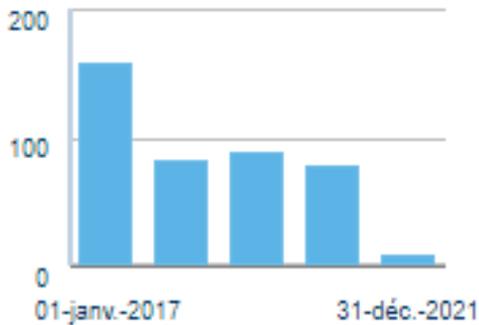
New York Times	Washington Post
1. Drone	1. Drone
2. American	2. Official
3. Official	3. Military
4. Kill	4. Operator
5. Military	5. Force
6. Operator	6. Strike
7. United	7. CIA
8. Pakistan	8. Kill
9. Strike	9. United
10. Force	10. Use

Donald Trump – 20 janvier 2017 au 19 janvier 2021

Terrorisme

New York Times

Washington Post



Au sujet de la couverture médiatique des deux quotidiens, on remarque une correspondance plutôt similaire. En ce qui a trait aux mots utilisés, on observe ici aussi une correspondance de sept mots sur dix :

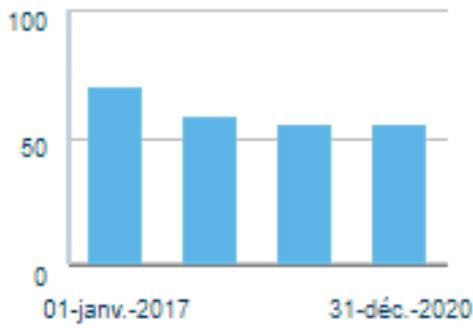
New York Times	Washington Post
1. Attack	1. Country
2. American	2. Attack
3. Right	3. American
4. Terror	4. Report
5. United	5. Nation
6. War	6. Terror

7. Kill	7. Right
8. Group	8. United
9. Report	9. War
10. Official	10. House

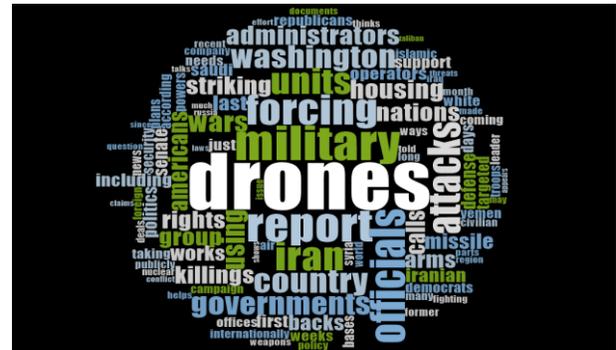
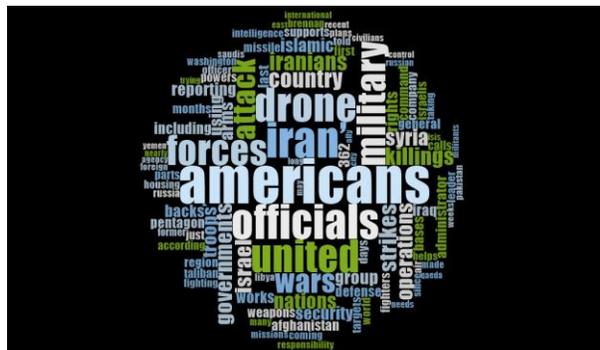
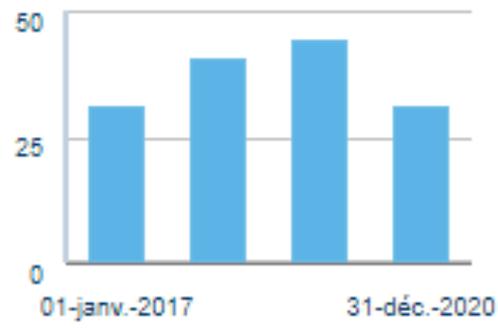
Donald Trump – 20 janvier 2017 au 19 janvier 2021

Drones armés

New York Times



Washington Post



Pour terminer, on remarque qu’il y a un plus grand écart de distribution entre le *New York Times* et le *Washington Post* au sujet de la couverture de la lutte au terrorisme à l’aide des drones armés. Déjà, nous avons souligné plus haut que le *New York Times* a publié près de 50 articles de plus dans la période à l’étude. En ce qui a trait à la correspondance lexicale, nous obtenons une concordance de huit mots sur dix.

New York Times	Washington Post
1. American	1. Drone
2. Iran	2. Military
3. Official	3. Report
4. Drone	4. Official
5. United	5. Force
6. Force	6. Attack
7. Military	7. Iran
8. Attack	8. United
9. War	9. Country
10. Country	10. Government

Maintenant, quels sont les éléments à retenir au sujet de ces représentations visuelles du lexique utilisé par les décideurs en charge de formuler la politique étrangère et les médias? Rappelons que notre objectif est d’apprécier le contexte dans lequel est produit et reproduit le discours sur le terrorisme et l’utilisation des drones armés. Nous avons établi le lexique, nous devons maintenant préparer le terrain à savoir comment celui-ci est utilisé, avec quelle charge émotive, en combinaison avec quels autres mots, selon quels jugements de valeur ou représentations identitaires, etc. Ce n’est qu’une étape préliminaire pour aiguiser notre connaissance du contexte sociopolitique américain pendant les présidences à l’étude avant de se lancer dans une analyse qualitative. Les leçons que nous en tirons sont nécessaires pour préparer le codage qui sera explicité dans la section subséquente.

D’abord, on remarque que le mot « america » et « american » revient très souvent dans le lexique des décideurs et des articles médiatiques. Il sera primordial d’étudier le contexte dans lequel ces mots sont utilisés, notamment parce que c’est à cette étape que nous aurons la chance de faire le point sur les représentations identitaires qui sont véhiculées par les élites et les médias. Nous cherchons à comprendre comment s’articule la différenciation entre le « nous » et le « eux » et nous nous attendons à ce que ce soient dans ces passages que ces images vont se préciser. On peut aussi voir que le mot « nation » est présent dans de fortes proportions. Il faudra y porter attention à savoir s’il sert une construction sociale et politique spécifique.

Règle générale, on aperçoit que le mot « security » figure lui aussi très souvent en tête de liste. Comme nous l'avons souligné plus haut, nous intégrons le concept de sécuritisation de l'École de Copenhague à notre cadre théorique. Ce mot est particulièrement important, car sa présence dans les discours à l'étude joue un rôle particulier qui est une manière d'ouvrir un espace où, au nom de la sécurité, des politiques deviennent indiscutables. À travers des actes de langage, le locuteur qui tente de sécuritiser un enjeu va utiliser le langage de la menace et de la sécurité pour retirer cet enjeu du domaine de la politique, où il peut être débattu et contesté, vers le domaine de la sécurité, où l'on doit se plier aux exigences de la classe politique pour faire face à une menace existentielle (Buzan, Waever et de Wilde 1998) (Waever 1995). Il en va de même pour d'autres mots qui font partie du lexique des études de sécurité, notamment « military », qui revient lui aussi très souvent dans les discours à l'étude. Dans les articles du *New York Times* et du *Washington Post* qui traitent de l'utilisation des drones armés, toutes périodes confondues, il figure toujours dans le top 10 des mots utilisés. Il faudra voir s'il revêt un caractère spécifique. Il en va de même pour le mot « war » qui revient dans une très forte proportion. Mot lourd de sens et chargé en émotion, son omniprésence dans les discours à l'étude nous informe de la nécessité de bien comprendre la nature de son utilisation. Nous remarquons que le mot « kill » (tuer) figure la plupart du temps dans le lexique utilisé. Il faudra vérifier si ce mot est utilisé de manière neutre ou s'il est accompagné de jugements de valeurs, notamment en fonction de celui qui accomplit l'acte de tuer. Finalement, la référence à l'usage de la force est aussi très présente.

Ensuite, on remarque que l'on discute plus souvent de l'Irak que des autres conflits auxquels prennent part les États-Unis. Dans le cas de George W. Bush, nous sommes dans une proportion de quatre contre un. Même chose pour les références à Al-Qaeda qui reviennent plus souvent que celles à l'Afghanistan. À première vue, le *Washington Post* a une propension à parler d'une multitude de conflits en accordant une plus grande couverture à la guerre au Yémen, aux frappes en sol pakistanais ou au conflit syrien. En ce qui a trait à la couverture des activités de l'État Islamique à partir de son arrivée sur la scène internationale, les présidents et les médias y accordent une attention sensiblement égale. De prime à bord, la Somalie est très loin dans la couverture médiatique et dans les discours présidentiels. Le mot revient à peine 200 fois dans l'entièreté de l'échantillon à l'étude et ne constitue en moyenne que 0.01% du lexique mobilisé. Pour un pays où les drones américains sont pourtant en service depuis plusieurs années, il s'agit presque d'une éclipse discursive. Finalement, lors de la présidence de Donald Trump, le mot Iran occupe une

portion importante des discours du président, mais de deux à trois fois plus importante dans les médias à l'étude. Il faudra vérifier si ce n'est qu'en raison du retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien ou si la référence au pays s'inscrit plus précisément, par exemple, dans le discours sur le terrorisme.

Si l'on regarde plus loin que les mentions du terrorisme et des drones, qui sont bien sûr sont à l'honneur, cela s'expliquant par nos critères de sélection pour ces articles, on remarque des particularités intéressantes. D'abord, le mot « Predator », le modèle de drone armé de *General Atomics*, vient souvent se substituer au mot drone, surtout lors de la présidence de George W. Bush où il représente le quatrième mot le plus utilisé dans le *New York Times* et le vingt-et-unième dans le cas du *Washington Post*. Il s'agit de prime à bord de la seule mention d'un modèle de drone armé qui fait récurrence dans la période à l'étude. Son équivalent, le modèle « Reaper », n'est peu ou pas mentionné. Il faudra ainsi rester vigilant lors de notre analyse à savoir s'il ne s'agit que d'une simple figure de style ou si l'utilisation du mot « Predator » prend un caractère particulier dans le discours. Nous avons pu remarquer une propension à utiliser le mot « airstrike » (frappe aérienne) autant par les élites que les médias. Il sera important de vérifier si ce mot est utilisé dans le but de ne pas faire une référence directe aux drones, peut-être avec l'intention de taire la nature des vecteurs utilisés et ainsi éviter de mettre trop d'emphasis sur les drones armés. Dans une analyse de contenu qualitative fondée sur une approche post-structuraliste, il y a une valeur ajoutée à comprendre les silences ou autres procédés linguistiques qui pourrait servir à cacher certaines externalités négatives.

Suite à cette brève discussion, nous avons une meilleure idée des images et messages qui jalonnent le quotidien de l'Américain ou de l'Américaine moyenne. Sans être en mesure de représenter les habitudes de consommation des Américains et Américaines du point vue médiatique, reste que, s'ils ouvrent la télé et les journaux pendant la période à l'étude, les opportunités d'être exposés à ces discours sont fréquentes et multiples. Comme nous l'avons souligné, la propension qu'a George W. Bush de parler de guerre et de terrorisme est énorme. Dans le top 20 des mots qu'il a le plus souvent prononcés dans l'ensemble de ses discours lors de son passage au pouvoir, on retrouve les mots « Iraq » (7^e rang), « terrorist » (8^e rang), « security » (10^e rang) et « war » (19^e rang). Même dans le cas de Barack Obama, président qui a pris la parole de manière disproportionnée en comparaison à ses comparses, dans l'échantillon total des 400

discours répertoriés, les mots « security », « war » et « force » figurent dans le top 50 des mots les plus utilisés. Bien évidemment, ils ne sont pas tous utilisés dans le même contexte et pour nécessairement parler des conflits auxquels prennent part les États-Unis, raison de plus de passer à l'étape de l'analyse qualitative. Au premier regard, Donald Trump semble se démarquer de ses prédécesseurs quant aux questions de sécurité. Nous avons déjà souligné qu'une partie non négligeable de son mandat se déroule en pleine pandémie de la COVID-19, ce qui devra être pris en considération. Cela ne veut pas dire qu'il ne partage pas la conception que se font Bush et Obama du terrorisme ou encore leur évaluation de l'utilisation de drones armés. Seule une analyse qualitative sémantique nous permettra d'exposer ces dynamiques et d'ainsi tester nos hypothèses. Voyons donc de manière concrète comment nous allons entrer à l'intérieur des textes pour en arriver à une interprétation qui dépasse le simple décompte de mots.

La dimension sémantique de l'analyse

Maintenant que nous avons présenté comment il est possible d'en arriver à une première ébauche du contexte sociopolitique américain à partir d'une analyse quantitative de fréquence de mots clés, nous devons pousser plus loin notre analyse pour comprendre les différents sens que prennent ces mots clés, et ce à l'intérieur des textes à l'étude. L'analyse qualitative se révèle nécessaire pour déceler les formules rhétoriques qui accompagnent ces mots clés, dans quelles formes de réseaux sémantiques ils s'inscrivent et quelles sont les valeurs que les différents locuteurs attribuent à ces mots. Pour exposer la méthode que nous utiliserons, nous allons illustrer notre démarche en utilisant quelques observations préliminaires.

D'abord, pour passer d'une analyse quantitative à une analyse qualitative, il est nécessaire d'établir le dictionnaire qui va regrouper dans un corpus plus précis les mots qui sont recherchés par le logiciel analytique. Plutôt que de chercher seulement le mot « terrorism » par exemple, le logiciel va regrouper les mots suivants en fonction de leur contexte d'utilisation: « terror », « terrorize », « terrorized », « terrorizes » et « terrorizing ». Par la suite, on ajoute une nouvelle directive de recherche au logiciel pour étoffer le dictionnaire en lui demandant d'inclure des synonymes. C'est ainsi que, par exemple, le mot « islam » sera regroupé avec les mots : « islamic », « muslim » et « muslims ». Finalement, pour s'assurer de mieux saisir le contexte dans lequel sont prononcés les mots qui constituent les discours à l'étude, on inclut une nouvelle demande de généralisation au logiciel qui va produire une analyse du contenu global pour exprimer quels sont

les autres termes qui sont liés à un mot recherché. Par exemple, le logiciel effectue maintenant le lien entre le mot « terrorism » et d'autres idées qui sont évoquées en lien avec le mot, des mots qui apparaissent à proximité du mot recherché. C'est ainsi qu'une recherche avec le mot clé « terrorism » permet de faire un rapprochement avec les termes suivants : « fear », « force », « frighten » ou encore « threat ». Si l'on jette un regard rapide en ce qui a trait aux discours de Barack Obama dans lesquels il fait référence au terrorisme, on remarque que les mots « terrorism » et « enforcement » sont très souvent reliés :



Cette manière de procéder nous permet ainsi de reconstituer les réseaux sémantiques qui apparaissent comme les fondements des textes et discours à l'étude. Il est ensuite nécessaire d'étendre l'analyse pour raffiner davantage notre compréhension du cursus à l'étude. Plutôt que de simplement instruire le logiciel à rechercher des mots, nous pouvons demander à celui-ci d'analyser le mot dans la phrase où il apparaît, ou dans le paragraphe. Dans notre cas, nous avons choisi de concentrer notre analyse sur des paragraphes complets pour pousser au maximum notre approche qualitative. Cette façon de faire nous donne la possibilité de découvrir des associations avec des mots qui, en apparence, ne sont pas liés aux mots clés recherchés, mais qui ont une importance parfois cruciale pour comprendre des subtilités des textes et discours à l'étude. Si l'on fait une analyse des discours de George W. Bush qui contiennent les termes « terrorism » ou d'autres

associations prises en charge par le dictionnaire de NVivo, on s'aperçoit que l'ancien président va parfois parler des femmes quand il traite de terrorisme. En effet, il va à certaines reprises faire un rapprochement entre ceux qu'ils désignent comme terroristes et l'utilisation de femmes comme boucliers humains. Si, dans notre recherche quantitative, le mot femme pouvait sembler inutile à l'analyse, dans ce contexte, il devient significatif, car il renferme une référence identitaire : l'ennemi des États-Unis est un pleutre et ose se cacher derrière des femmes afghanes et irakiennes sans défense comme bouclier humain. C'est un comportement répréhensible, voire dégoûtant, quelque chose que les Américains ne feraient jamais. Il n'est pas rare de voir à travers ce genre de discours une association entre la puissance masculine, sa capacité à protéger ses femmes, symbole de la pureté nationale, versus son ennemi qui échoue à cette tâche (Enloe 2014) (Shepherd 2014).

Si l'on scrute le discours de Barack Obama qui porte sur le terrorisme, il y a une fréquence assez élevée d'association entre le terrorisme et la menace nucléaire. Ces deux menaces sont souvent présentées sur un pied d'égalité, ou parfois sont tout simplement associées alors qu'il évoque la possibilité que des groupes terroristes fassent l'acquisition d'armes nucléaires, la menace ultime pour Washington. La référence à la menace nucléaire a toujours été un symbole fort utilisé par des politiciens de tout acabit pour convaincre la population de l'urgence de certaines menaces. L'image est un moyen d'attirer l'attention sur un enjeu qui, de prime abord, ne soulève pas nécessairement les passions. Par exemple, pendant les années 1990, certains écologistes évoquaient l'idée qu'une crise environnementale aurait des effets similaires à un hiver nucléaire. D'autres utilisaient plutôt ce symbole pour affirmer que la pauvreté et la famine tuaient autant d'humains qu'une éventuelle guerre nucléaire (Buzan et Hansen 2009). Ce sont des associations que nous devons absolument signaler alors que nous étudions des actes de langage qui sous-entendent une tentative de sécuritisation d'un enjeu comme le terrorisme.

Comme nous l'avons spécifié dans la section précédente, nous avons établi cinq critères à observer dans notre analyse de discours qui ont rapport à des procédés rhétoriques et aux valeurs qui sont véhiculées dans les actes de langages. Ainsi, les différents filtres que nous utilisons dans notre analyse de contenu nous permettent d'identifier des énoncés exprimant la certitude, l'optimisme ou le réalisme, mais aussi la définition de sentiments qui font appel à une communauté, ceux qui en font partie et ceux qui en sont exclus. Nous pourrions aussi comprendre quels types d'actes de langage se retrouvent, par exemple, dans les discours des présidents à l'étude : quelle

est la réalité qu'ils tentent de dépeindre à leurs auditeurs, quelles sont les actions promises ou encore les sacrifices à faire.

Avant de conclure, il nous reste quelques points à éclaircir. Le sérieux de notre approche passe aussi par la démonstration de la rigueur de la démarche. Si nous voulons tester nos hypothèses et répondre à notre question de recherche avec confiance, il est nécessaire de repérer des moments charnières où le discours hégémonique est le plus susceptible d'être remis en question, des moments où une fenêtre d'opportunité s'ouvre pour proposer des solutions alternatives à l'utilisation des drones armés. Pour ce faire, nous procédons en deux temps. D'abord, les journaux que nous étudions représentent la première source de contestation que nous pouvons observer. S'il y a remise en question de la stratégie de lutte au terrorisme américaine, on peut s'attendre à ce qu'elle soit observable dans les articles à l'étude. Nous porterons une attention spéciale aux éditoriaux qui, plutôt que de seulement relater l'actualité, constituent souvent une prise de position sur les enjeux à l'étude. Dans un deuxième temps, nous prenons aussi le soin d'instruire le logiciel d'analyse de contenu à repérer les noms propres. Ce faisant, il nous est possible d'identifier ceux qui prennent la parole au sujet de l'utilisation des drones armés. Si l'on ne peut entendre ces voix dans les discours présidentiels, elles sont cependant présentes dans les articles de journaux à l'étude. Ainsi, nous serons en mesure d'apprécier les prises de position des membres de la cellule décisionnelle de chacune de ces présidences, mais aussi d'autres acteurs influents en politique américaine, par exemple des membres de l'opposition ou des spécialistes en la matière issus de think tanks, qui devront être identifiés tout au long de notre analyse.

Pour repérer les moments propices à la discussion de la stratégie, il n'y a pas de recette miracle, car ces moments peuvent s'insérer à différentes périodes des présidences à l'étude. Bien sûr, l'analyse des occurrences entre des mots clés comme « collatéral » et « damage » dans notre analyse de contenu permet de focaliser notre étude sur certains de ces moments. Tout au long de notre enquête, il sera important de faire attention à la présence de ces mots pour nous guider et nous aider à définir quels sont ces événements qui ouvrent le marché des idées et permettent une discussion sur l'utilisation des drones armés. Différentes avenues sont possibles, notamment la contestation, la proposition de stratégies alternatives, mais aussi une observation de l'absence de contestation, de silences autant de la part des politiciens concernés que des médias qui rapportent

les événements. Selon notre approche post-structuraliste, les silences sont tout aussi importants que les paroles. Par exemple, l'absence de discussion sur les dommages collatéraux au sujet d'une frappe ratée représente en soit une manifestation du discours hégémonique, un contrôle sur le narratif qui permet la perpétuation de la stratégie américaine. Les bavures ne sont pas rares, nous en avons déjà identifié certaines comme la frappe bâclée qui avait tué 12 personnes innocentes dans un mariage au Yémen en 2014 ou encore la frappe en Afghanistan qui avait tué 30 travailleurs agricoles réfugiés en 2019. Tout au long de notre analyse de contenu, nous pourrions repérer ces moments clés pour tester la solidité du discours hégémonique.

Finalement, il peut sembler étrange d'étudier la co-constitution du discours identitaire américain ainsi que le narratif qui entoure l'utilisation des drones armés sans prendre en considération le discours public lui-même. Nous avons fait le choix de nous concentrer uniquement sur les discours présidentiels et les articles journalistiques pour plusieurs raisons. D'abord, comme il a été souligné en amont, dans l'ensemble de la période à l'étude, et ce même quand les externalités négatives quant à l'utilisation des drones ont fait la une, le public s'est toujours montré majoritairement favorable à leur utilisation, et ce à travers de nombreux coups de sondes. Ensuite, l'approche post-structuraliste nous invite à étudier le contexte socio-politique dans lequel se forme et se transforme le discours sur l'utilisation des drones armés. Cette structure sociopolitique est langagière. Les politiciens et les journalistes parlent de ces sujets en utilisant le langage qui est à leur disposition, qui est en circulation au niveau social, un langage qui doit être utilisé pour être pertinent. Il n'est ainsi pas possible que la classe politique ou les journaux ne parlent pas le même langage, n'utilisent pas les mêmes mots que le public auquel ils s'adressent, principalement parce que ce public est en quelque sorte leur client. C'est par cette relation entre émetteur et récepteur que le langage a un sens, et pour qu'il ait un sens dans les discours des politiciens ou des journalistes, il doit résonner dans la tête de ceux qui reçoivent les messages. Comme nous l'avons mentionné plus haut, cela ne veut pas dire que chaque citoyen qui est exposé aux mots terrorisme ou drone réfléchissent à ces objets de discours de la même manière, mais n'empêche que leur réflexion, qu'elle soit un jugement positif ou négatif, n'existe qu'à travers ces mots. Le public parle de ces enjeux en utilisant le vocabulaire qui circule dans le contexte social qu'ils habitent. Quand la classe politique ou les journalistes utilisent ces mots, ils en deviennent aussi dépendants s'ils veulent continuer de captiver l'attention de leur auditoire, d'où le piège du discours et le rôle du public dans celui-ci.

Ensuite, il est bien sûr beaucoup plus difficile de mesurer autant de manière quantitative que qualitative comment le public discute de l'identité américaine et de l'utilisation des drones armés. Il serait possible d'analyser les discours, par exemple, de groupes de pression qui s'opposent à l'utilisation des drones armés. Dans ce cas, on parle d'un échantillon très restreint. Ensuite, tout porte à croire que ces groupes utilisent le même langage que les politiciens et politiciennes qu'ils critiquent. Il relève aussi d'une certaine logique que si ces groupes s'opposent à l'utilisation des drones armés, leurs discours, bien que négatifs, contribuent à ce que la référence à ces vecteurs de combat continue de circuler. Ces groupes se portant à la défense des innocents qui font les frais des frappes de drones ne sont normalement pas enclins à utiliser une rhétorique belliqueuse et à demander l'assassinat de cibles désignées comme terroriste par d'autres moyens. Ce faisant, et bien malgré eux, l'utilisation des drones prend l'apparence de l'unique solution pour lutter contre le terrorisme, même s'ils sont contre l'utilisation de ces vecteurs. De toute façon, si ces groupes font assez de bruit, on est en droit de s'attendre à ce que leurs voix se fassent entendre dans les médias. Nous pourrions ainsi au moins nous faire une idée de leur discours. Reste qu'ils ne sont pas nécessairement représentatifs de la population au sens large. Pour vraiment étudier le discours du public, d'autres moyens existent, notamment l'analyse des messages sur les réseaux sociaux. Or, avoir accès à ces données est compliqué et chronophage, et sur la période à l'étude, on parle de milliards de messages qui permettent difficilement d'établir des tendances avec tout le bruit de fond qui entrecoupe ces discussions. La tâche n'est pas impossible, mais n'apparaît pas réaliste dans le cas de la présente thèse. Cela ne veut pas dire qu'elle ne pourrait pas faire l'objet d'une analyse subséquente. Notre manière de procéder reste la meilleure approche pour étudier le contexte sociopolitique dans lequel se déroule la prise de décision quant à l'utilisation des drones armés.

Dans les chapitres suivants, nous offrons les résultats des études de cas. Notons avant de nous lancer dans l'analyse que nous observerons d'abord les discours de George W. Bush, ensuite les articles du *New York Times* et puis les articles du *Washington Post*. Pour ce qui est de la présidence de Barack Obama, une fois les discours analysés, nous allons procéder par l'analyse du *Washington Post* avant celle du *New York Times*. En effet, il semble de prime abord évident qu'il y aura de nombreuses redondances entre les discours des politiciens et experts qui sont rapportés dans les pages des deux quotidiens à l'étude. Ce faisant, il est aussi évident que, dans le cas de la présidence de George W. Bush, par exemple, l'analyse des colonnes du *Washington Post* fera

moins appel à un collage de citations entières pour éviter la lourdeur et les répétitions. Pour éviter que cela ait un impact sur l'analyse, nous procéderons ensuite à l'inverse alors que le *Washington Post* sera analysé avant le *New York Times*.

Finalement, toujours dans le but d'éviter les lourdeurs, la majorité des citations analysées, surtout au sujet des discours présidentiels, se retrouvent dans l'annexe 2. Toutes les citations en annexes ont été utilisées à des fins analytiques et l'on peut retrouver les sources dans la bibliographie.

Chapitre 4

La présidence de George W. Bush : 2001 à 2009

La présidence de George W. Bush, est significative pour plusieurs raisons. D'abord, évidemment, parce qu'elle est marquée par les attaques du 11 septembre 2001 qui marquent le début de ce qui deviendra une guerre internationale contre le terrorisme. Elle est aussi marquée par la chasse à Oussama Ben Laden qui représentera, tout au long du mandat de George W. Bush, l'une des cibles prioritaires à abattre. Il deviendra rapidement le némésis des États-Unis et l'exutoire sur lequel se déchaînera la colère des Américains pendant de longues années. C'est aussi à ce moment que la lutte au terrorisme semble, du moins si l'on se fie à l'analyse préliminaire des discours de George W. Bush, devenir une obsession, ce qui jette les bases pour la co-constitution d'un discours qui va transcender les différentes sphères politiques et sociales américaines. Notre analyse sera séparée en quatre sections : 1) Les discours présidentiels sur le terrorisme – 2) le terrorisme dans les médias – 3) les discours présidentiels sur les drones – 4) les drones dans les médias.

George W. Bush et le terrorisme

Comme mentionné dans le chapitre précédent, le mot « terrorist » fait partie du top 10 des mots les plus utilisés par l'ancien président, et ce pour l'ensemble des discours prononcés lors de ses deux mandats. Un simple dénombrement ne suffit bien sûr pas à comprendre les subtilités de cette utilisation, comment elle évolue dans le temps, des idées et concepts qui accompagnent ce mot et des différentes émotions qui s'y rattachent. Ce faisant, c'est le paragraphe dans lequel se retrouve ce mot qui sera analysé dans son intégralité. Commençons par un premier coup de sonde qualitatif à savoir dans quel contexte ce mot est utilisé. Rappelons que notre recherche fait appel à la méthode du dictionnaire par l'utilisation d'un filtre de recherche par grappe de mots, donc par exemple, en cherchant le mot terrorisme ainsi que les différents synonymes que l'on peut retrouver : *terror*, *terrorist*, *terrorism*, etc. Notons que la liste intégrale des discours analysés se trouve dans l'annexe 1. En fonction de cette recherche, on peut observer une série de tendances quant à la manière que George W. Bush s'adresse à la nation au sujet du terrorisme :

- Une division manichéenne du monde fondée sur l'axe bien/mal pour diaboliser le terrorisme et qui repose en partie sur l'instrumentalisation des femmes et des enfants
- Une instrumentalisation spécifique de mode de vie américain

- Une opposition directe entre le terrorisme et la démocratie où cette dernière est souvent présentée comme une arme
- Un rappel fréquent du rôle providentiel des États-Unis dans la lutte au terrorisme
- Une tendance à insister sur l'insécurité du peuple américain face au terrorisme
- Une association entre le terrorisme et les armes de destruction massive

La définition du terrorisme

Voyons d'abord de quelle manière George W. Bush parle du terrorisme et plus particulièrement des responsables d'actes terroristes. L'ancien président insiste fréquemment sur le caractère diabolique (*evil*) des terroristes :

« The victims were in airplanes or in their offices: secretaries, business men and women, military and federal workers, moms and dads, friends and neighbors. Thousands of lives were suddenly ended by evil, despicable acts of terror » (Bush 2001).

« The great threat to civilization is that a few evil men will multiply their murders, and gain the means to kill on a scale equal to their hatred. We know they have this mad intent, and we're determined to stop them » (Bush 2001).

On peut aussi remarquer que l'ancien président insiste sur l'irrationalité des terroristes et leur absence de conscience. Il serait ainsi impossible de négocier avec ces derniers. Selon George W. Bush, les terroristes seraient obsédés par le meurtre qu'ils auraient élevé en idéologie :

« In the long term, the peace we seek will only be achieved by eliminating the conditions that feed radicalism and ideologies of murder » (Bush 2005).

« By taking the side of reformers and democrats in the Middle East, we will gain allies in the war on terror, and isolate the ideology of murder and help to defeat the despair and hopelessness that feeds terror » (Bush 2004).

Comme mentionné, l'ancien président fait souvent référence aux femmes et aux enfants :

« The terrorists' directive commands them to kill Christians and Jews, to kill all Americans, and make no distinctions among military and civilians, including women and children » (Bush 2001).

« We will fight terror and those who sponsor it, to save our children from a future of fear » (Bush 2001).

La référence au traitement réservé aux femmes et aux enfants fait partie du processus de déshumanisation de l'ennemi. On peut d'ailleurs remarquer qu'il y a une différenciation entre le

traitement réservé aux femmes et aux enfants dans les régimes autoritaires ainsi que dans les démocraties, ce qui sous-entend une forme de barbarisme. On campe ici le rôle du protecteur des femmes et des enfants.

Finalement, des éléments discursifs de nature médicale sont aussi présents dès le premier discours de George W. Bush sur l'État de l'union qu'il livre en janvier 2002 :

« My hope is that all nations will heed our call, and eliminate the terrorist parasites who threaten their countries and our own » (Bush 2002).

« I made it very clear to them, in no uncertain terms, that in order to avoid punishment, they should turn over the parasites that hide in their country » (Bush 2002).

Le but de ce discours est encore ici de créer une catégorisation de « l'ennemi » permettant de le déshumaniser. Si l'on prend l'exemple des frappes de drones, il n'est pas rare d'entendre parler de frappes « chirurgicales ».

Les valeurs et le mode de vie américain

Toujours en fonction d'un processus de différenciation entre le bien et mal, George W. Bush insiste fréquemment sur les valeurs américaines ainsi que le mode de vie occidental au sens large :

« American values and American interests lead in the same direction: We stand for human liberty. The use of force has been -- and remains -- our last resort » (Bush 2003).

« When people have hope in the future, they will not cede their lives to violence and extremism. So around the world, America is promoting human liberty, human rights, and human dignity. We're standing with dissidents and young » (Bush 2009).

La référence à la liberté, à la dignité et au respect des droits humains, constitue l'essentiel du tableau qui est dépeint par l'ancien président. Le combat contre le terrorisme est ainsi un combat au nom des valeurs américaines et cosmopolites qui seraient étrangères aux terroristes.

L'arsenalisation de la démocratie et de la liberté

Dans plusieurs discours présidentiels, George W. Bush présente la démocratie et la liberté qu'elle implique comme une arme qui doit vaincre le terrorisme :

« We seek a just and peaceful world beyond the war on terror. We will demonstrate that the forces of terror cannot stop the momentum of freedom » (Bush 2002).

« One of the strongest weapons in our arsenal is the power of freedom. The terrorists fear freedom as much as they do our firepower. They are thrown into panic at the sight of an old man pulling the election lever, girls enrolling in schools, or families worshipping God in their own traditions » (Bush 2006).

Il est particulièrement intéressant de constater comment George W. Bush utilise directement le langage militaire pour parler de la démocratie, à savoir que celle-ci fait partie de l'arsenal des États-Unis, qu'elle est une arme plus puissante que les munitions et les bombes, par des références à la force, etc. L'ancien président fait un rapprochement plutôt classique entre les États-Unis et la démocratie, à savoir qu'elle est la pierre angulaire sur laquelle le pays a été bâti. Cela nous rappelle l'exceptionnalisme américain et la mission de transformer le système international à l'image des États-Unis, notamment par l'exportation des institutions gouvernementales démocratiques (Fukuyama 2005). Toujours en fonction d'un processus de différenciation, on remarque que les États-Unis sont les champions de la démocratie, mais aussi que les terroristes et les régimes qui les soutiennent ont peur de la démocratie, sont tourmentés par la simple mention de celle-ci. Les États-Unis et leurs alliés sont aussi engagés dans une confrontation entre les forces du bien et du mal en fonction d'une perspective historique, soit une distinction entre un passé qui appartient à l'autoritarisme et l'avenir qui appartient à la démocratie. Dans l'ensemble, on peut clairement voir une séparation entre l'inhumain et l'humain, le barbare et le civilisé, l'ombre et la lumière. On peut d'ailleurs observer cette séparation entre le monde civilisé et le barbarisme à quelques reprises, autant pour parler des terroristes que des pays que l'on soupçonne de les accueillir :

« The civilized world is rallying to America's side » (Bush 2001)

« This is a regime that has something to hide from the civilized world » (Bush 2002).

Le rôle providentiel des États-Unis dans le combat contre le terrorisme

Le sujet qui est le plus souvent abordé par George W. Bush dans ses discours concerne la place des États-Unis dans le monde ainsi que leur rôle dans la lutte contre le terrorisme :

« Terror, unanswered, can not only bring down buildings, it can threaten the stability of legitimate governments. And you know what? We're not going to allow it » (Bush 2001).

« History has called America and our allies to action, and it is both our responsibility and our privilege to fight freedom's fight » (Bush 2002).

Si George W. Bush a souvent énoncé une vision des valeurs américaines, de la liberté et de la démocratie dans le combat contre le terrorisme, il s'assure de positionner les États-Unis en tant que leader dans cette lutte. D'abord, on peut remarquer qu'il présente son pays comme un rempart face au terrorisme international alors qu'ils sont dans l'obligation de faire face à la menace, voire qu'ils sont les seuls à pouvoir le faire. Si la démocratie représente le futur de la race humaine, c'est aux États-Unis que revient le rôle d'assurer ce futur. Comme il le souligne dans le cas de l'Irak, l'intervention était nécessaire alors que ce pays était à risque de s'effondrer, voire de sombrer dans le génocide. L'interventionnisme américain est ainsi souhaitable pour protéger l'humanité de ses pires penchants. L'ancien président a aussi une tendance à présenter une vision dichotomique du combat contre le terrorisme, à savoir qu'il y a uniquement deux camps : ceux qui sont dans le « bon » camp, donc alliés des États-Unis, et ceux qui sont contre. Finalement, on remarque aussi que George W. Bush n'hésite pas à présenter les États-Unis comme une victime pour légitimer l'usage de la force.

La sécurité et l'insécurité

Au sujet du discours de l'ancien président sur la sécurité des États-Unis, il est intéressant de constater que George W. Bush va à plusieurs reprises insister sur la menace imminente du terrorisme et sur le fait que les Américains font face à un danger permanent. Dans l'ensemble, il ne se montre pas particulièrement rassurant, ou du moins ménage la chèvre et le chou pour, semble-t-il, effrayer et rassurer au même moment :

« September 11th, 2001 -- three months and a long time ago -- set another dividing line in our lives and in the life of our nation. An illusion of immunity was shattered. A faraway evil became a present danger » (Bush 2001).

« Time and distance from the events of September the 11th will not make us safer unless we act on its lessons. America is no longer protected by vast oceans » (Bush 2002).

Ces éléments discursifs traversent l'entièreté de la présidence de George W. Bush. Dans l'ensemble, on remarque que l'ancien président insiste sur la proximité de la menace, que les océans ne protègent plus les Américains, que les terroristes sont cachés à l'intérieur de la société américaine, qu'ils ont pour mission de tuer le plus d'Américains possible et qu'ils sont déterminés à frapper de nouveau. Rappelons l'approche de David Campbell (1998) abordée dans le chapitre 2 : c'est la présence d'un danger imminent qui permet à l'État d'exister, car il agit comme un rempart face à ces dangers et offre protection à ses citoyens. Au sujet des questions sécuritaires,

les élites en charge de formuler la politique étrangère vont ainsi reproduire un discours fondé sur l'existence de menaces que seul l'État peut repousser.

Le terrorisme et les armes de destruction massive

Que ce soit par profonde conviction ou pour surjouer la menace terroriste, George W. Bush va brandir la menace d'une nouvelle forme de terrorisme faisant l'usage d'armes de destruction massive :

« Containment is not possible when unbalanced dictators with weapons of mass destruction can deliver those weapons on missiles or secretly provide them to terrorist allies » (Bush 2002).

« We must hold the sponsors of terror equally responsible for terrorist acts. We must prevent outlaw regimes from gaining weapons of mass destruction and providing them to terrorists » (Bush 2004).

Bien sûr, l'ancien président a historiquement tenté à plusieurs reprises des rapprochements entre Saddam Hussein et les événements du 11 septembre. Il paraît donc « normal » qu'il se soit livré à ce type de comparaison. Malgré tout, ces rapprochements vont continuer bien après le début de la guerre en Irak. Il est intéressant de noter encore ici que l'irrationalité et l'absence de moral des terroristes entre en ligne de compte alors que le président affirme sans nuance qu'ils utiliseraient ces armes s'ils mettaient la main dessus.

Passons maintenant à l'analyse médiatique.

Présidence Bush : le terrorisme dans le New York Times

Cette partie sera divisée par année dans le but d'apprécier s'il y a une évolution dans le contenu des articles analysés. Pour faire une revue adéquate, étant donné le nombre d'articles analysés, cette section sera formatée de la manière suivante :

- Nous observerons d'abord comment le sujet du terrorisme est abordé dans les articles à l'étude. Comme mentionné dans le chapitre précédent, nous portons une attention particulière aux articles éditoriaux. Nous allons aussi faire le point sur les articles qui appuient le narratif de George W. Bush au sujet du terrorisme et de la guerre au terrorisme ainsi que les articles qui viennent contester ce narratif.

- Nous porterons aussi notre attention sur le discours d'autres figures politiques, qu'ils soient membres de l'administration Bush fils, de partis d'opposition ou encore d'autres spécialistes intéressés au sujet comme des universitaires ou encore des chercheurs dans des think tanks, etc. Encore ici, nous pourrions apprécier les convergences et divergences par rapport au discours de George W. Bush au sujet du terrorisme.
- Finalement, nous analyserons les subtilités que renferment les textes comme les allégories, l'utilisation des guillemets ou encore la référence à des sondages dans le but d'approfondir notre analyse de la matière à l'étude.

Voyons donc, en ordre chronologique, comment le *New York Times* parle du terrorisme :

2001

En ce qui concerne les publications entre le 11 septembre 2001 et le 31 décembre de la même année, on remarque, sans grande surprise, que le *New York Times* accorde une grande importance aux discours de George W. Bush qui vont être, à deux reprises publiés, dans leur presque entièreté. C'est d'ailleurs le cas pour un discours de l'ancien président devant une session conjointe du Congrès américain prononcé le 20 septembre 2001 qui sera publié mot pour mot (New York Times 2001). Le lendemain des attaques, on peut commencer à observer que le quotidien insiste assez fréquemment sur le caractère révolutionnaire des attaques, soit comment les États-Unis font face à de nouveaux défis ou comment l'on doit transformer les structures sociales, politiques et stratégiques pour faire face à la menace. On y remarque bien sûr une division claire entre l'avant et l'après 11 septembre et différentes conclusions qui sont tirées à savoir comment réagir à ces événements. Dans un éditorial publié le 12 septembre 2001, on se questionne sur l'avenir de la démocratie américaine si les États-Unis sont en bonne disposition pour répondre à la menace :

« As the nation assays the horrific human and physical losses of yesterday's brutally efficient terrorist attacks, it must also begin the urgent work of determining how an open and democratic society can better defend itself against a threat that conventional armies and weapons cannot defeat » (New York Times 2001)

On y souligne la brutalité des terroristes, comment la démocratie n'est peut-être pas le système politique adéquat pour la défense contre le phénomène en plus de soulever un doute sur la capacité militaire des États-Unis à combattre le terrorisme :

« Terrorism is not new, but the scale and audacity of the attacks in New York and Washington make it obvious that familiar defensive strategies are inadequate and that the fight against terror must move from the periphery to the center of American national security planning and operations » (New York Times 2001)

« It must be the occasion for a fundamental reassessment of intelligence and defense activities. There must be an exacting examination of how the country can face this threat without sacrificing its liberties » (New York Times 2001)

Le Sénateur Républicain John W. Warner :

« He said the new strategic review "clearly lays down a road map whereby our nation must face a changing world and changing threats, some of which we never could have envisioned." » (Shanker 2001)

Dans un éditorial de Don Van Natta et Lizette Alvarez signé le 12 septembre 2001 :

« (...) the sight of people trained for war fleeing in shock and fear underscored the vulnerability of the American military. It also revealed the inability of the most sophisticated early warning systems in the world to stop a low-tech, tried-and-true form of terrorism: hijacking. » (Van Natta et Alvarez 2001).

Dans la période à l'étude, le *New York Times* va souvent mettre l'accent sur les discours de nombreux intervenants politiques. Le 12 septembre, on sollicite l'avis de Juliette Kayyem, experte en terrorisme de l'Université Harvard au sujet de la nature de la menace :

« Most people in counterterrorism were talking about the likelihood of a doomsday scenario involving germ warfare or nuclear weapons. (...) We feared that something could happen on a terrifying scale, but not that it would be done with conventional tactics -- hijacking -- that is reminiscent of the 1970's. » (Kahn 2001)

C'est la première fois que le lien entre terrorisme et armes de destruction massive est mentionné dans les colonnes du quotidien, sujet qui reviendra assez fréquemment dans la bouche de différents experts et politiciens. Le 15 septembre, Jane Perlez (2001) évoque une nouvelle guerre contre les terroristes. Le 16 septembre on revient sur le sujet des changements stratégiques alors que l'on fait entre autres intervenir l'ancien directeur du FBI, James K. Kallstrom :

« This is the same old war that came to a new battlefield. » (Weiser et Blumenthal 2001)

On remarque une nouvelle itération de l'hypothèse des armes de destruction massive. La thèse est partagée par Donald Rumsfeld, Secrétaire à la Défense :

« Al Qaeda has, over the years, had an appetite for acquiring weapons of mass destruction

of various types, including nuclear materials ». (Sanger et Gordon 2001)

D'autres intervenants partagent le discours :

« The United States is inadequately prepared to confront bioterrorist attacks, according to a broad range of health experts and officials ». (Stolberg 2001)

On revient sur le sujet d'une nouvelle forme de guerre le 2 octobre :

« On Sept. 11, Americans entered a new and frightening geography, where the continents of safety and danger seemed forever shifted. Is it safe to fly? Will terrorists wage germ warfare? Where is the line between reasonable precaution and panic? » (Goode 2001)

On reprend les déclarations du Secrétaire général de l'OTAN, Lord Robertson :

« the attacks "constitute intolerable aggression against democracy and underline the need for the international community and the members of the alliance to unite their forces in fighting the scourge of terrorism." » (Goode 2001)

On y remarque le thème de l'attaque contre la démocratie, thème récurrent dans les discours de George W. Bush, tout en identifiant le terrorisme comme une grande source de souffrance (*scourge of terrorism*). Le choc des civilisations, ou plutôt le choc entre la civilisation et l'absence de civilité, est aussi évoqué par l'ancien maire de New-York Rudy Giuliani :

« You're either with civilization or with terrorists. » (New York Times 2001)

Finalement, plusieurs déclarations de George W. Bush figurent dans les pages du quotidien :

« They're seeking chemical, biological and nuclear weapons. Given the means, our enemies would be a threat to every nation and, eventually, to civilization itself. » (New York Times 2001)

« When we're through with that network, we will continue with a global assault against terrorism in general. » (Apple Jr 2001)

On y retrouve principalement les grandes lignes des discours analysés précédemment, la distinction entre le bien et le mal, la civilisation et le barbarisme, de la mission des États-Unis à faire le bien, d'un appel à une nouvelle forme de guerre dont les contours restent flous en passant par la référence aux armes de destructions massives. Les déclarations de l'ancien président recourent ainsi parfaitement le contenu des autres articles analysés.

Pour la période à l'étude, il y a très peu de commentaires qui vont à contre-courant. Barbara J. Lee, Représentante Démocrate de la Californie, est la seule à chercher à s'élever au-dessus de la mêlée et déclare qu'une action militaire n'est pas la solution au terrorisme :

« *I am convinced that military action will not prevent further acts of international terrorism against the United States.* » (Perlez 2001)

S'il ne s'agit pas essentiellement d'une prise de position contre le narratif dominant, Myers et Shanker (2001) soulignent dans les pages du *New York Times* le 30 septembre que, bien que l'administration Bush tente de vendre l'image d'une nouvelle forme de guerre, pour l'instant celle-ci ne semble pas se manifester :

« *Although President Bush and his defense secretary, Donald H. Rumsfeld, say the campaign against terror will be a new kind of war, the force assembling in the region still consists mainly of sea and air power.* » (Myers et Shanker 2001)

Pour terminer, il est intéressant de souligner que la majorité des textes publiés dans le *New York Times* qui sont analysés ici sont regroupés dans des sections plus larges avec des thèmes spécifiques. Les titres de ces sections représentent aussi des éléments d'analyse, car ils contribuent à soutenir certains narratifs et donnent une couleur à l'analyse. Les titres de sections que nous retrouvons communément sont les suivants :

- *A nation challenged*
- *After the attacks*
- *A day of terror*
- *The war against America*

2002

Dans l'ensemble, l'année 2002 ressemble en plusieurs points à l'année 2001. Les discours de George W. Bush trouvent toujours une bonne résonance dans les pages du tabloïdes, certains d'entre eux étant retranscrits dans leur intégralité, notamment son discours sur l'État de l'Union. On ouvre même les colonnes du *New York Times* à George W. Bush qui sera lui-même l'auteur d'un article éditorial à l'occasion de l'anniversaire des attaques du 11 septembre. On utilise souvent les mêmes idées et les mêmes concepts pour parler des terroristes et de la guerre au terrorisme au sens large. Le discours sur les armes de destruction massive et la démocratie reste proéminent autant dans la bouche de l'ancien président que dans les interventions des membres de son administration, de spécialistes du terrorisme et d'autres figures politiques américaines. Cependant, c'est à ce moment que l'Irak fait son entrée dans le débat public. Si l'on retrouve une convergence narrative au sujet de la guerre au terrorisme entre les discours de George W. Bush et le contenu du *New York Times*, on remarque une distinction entre le discours sur l'Afghanistan et l'Irak.

Commençons tout d'abord par faire le point sur la manière dont le terrorisme en général est discuté dans le *New York Times*. Nous pourrons ensuite entrer dans les détails pour voir évaluer la convergence avec les propos de George W. Bush et d'autres intervenants :

« What makes Al Qaeda so dangerous is not Mr. bin Laden -- although his death or capture would remove a great, evil talent from the leadership of terrorism -- but his development of the concept of using a network as a vehicle for leveraging many individuals and groups, each weak on its own, into an engine of destruction powerful enough to hurt the United States. (...) the United States should focus on destroying what threatens us most: the ability of terrorist organizations to organize and to attack through a dispersed network; literally, the globalization of terror. » (Fuerth 2002)

« The Taliban and Al Qaeda resistance near Gardez was a bracing display for fighters who, despite their appearance as a ragged band of fanatics, had achieved a level of competence that American military officials say was on par with the world's best guerrilla forces. » (Chivers et Rohde 2002)

« The war against terrorism promises to be a long one, and the horror of Sept. 11 may suggest that pulling out all the stops is justified. » (Madrick 2002)

« But the gulf war was a localized emergency with a clearly identifiable goal -- ousting Iraq from Kuwait. The problem now is that, in the war on terrorism, the enemy is much more diffuse and the battle is much more open-ended. » (Marquis 2002)

Selon le Lieutenant Général Samuel V. Wilson :

« We are standing on the cusp of something new and we don't know exactly what it is and there are some deep feelings of apprehension » (Tyler 2002)

Dans l'ensemble, rien pour rassurer le public américain alors que la menace est omniprésente et son caractère souvent insaisissable rend la lutte au terrorisme d'autant plus complexe. C'est d'ailleurs le message envoyé par le vice-président Dick Cheney :

« My point is that it's the nature of terrorist attacks, of these unconventional warfare methods, that it's very hard sometimes to identify who is responsible, who is the source. » (Purdum 2002)

« Only we can rally the world in a task of this complexity against an enemy so elusive and so resourceful. The United States and only the United States can see this effort through to victory. » (Gordon 2002)

Faisons un pas de plus pour apprécier l'influence du narratif sur le terrorisme de George W. Bush qui trouve écho dans les colonnes du *New York Times*. On remarque une insistance persistante sur la question des armes de destruction massive, d'un langage qui déshumanise les cibles des

Américains, d'une position d'incertitude quant à l'actuelle sécurité des Américains et d'une ouverture à une extension de la guerre au terrorisme. Voici des exemples des discours de l'ancien président en ce qui a trait aux armes de destruction massive :

« Terrorist groups are hungry for these weapons, and would use them without a hint of conscience. » (Bumiller 2002)

« In Afghanistan, hundreds of trained killers are now dead. And we're winning. Yet it will not be the last battle in Afghanistan, and there will be other battles beyond that nation. » (Bumiller 2002)

Répondant à la question d'un journaliste quant au lien entre Saddam Hussein, les attaques du 11 septembre et le terrorisme nucléarisé :

« With our allies, we must also confront the growing threat of regimes that support terror, seek chemical, biological and nuclear weapons, and build ballistic missiles. On this issue, the consequences of inaction could be catastrophic. We must deny terrorists and their allies the destructive means to match their hatred. » (Bush 2002)

On retrouve non seulement une redondance du discours sur les armes de destruction massive, mais aussi sur les terroristes qui seraient des meurtriers irrationnels ainsi qu'une ouverture sur l'extension de la guerre au terrorisme. De nombreuses voix se joignent à celle de l'ancien président au sujet du lien entre la menace terroriste et la possible utilisation d'armes de destruction massive :

« In a large-scale terrorist attack, especially if there is any threat of the use of chemical, biological or nuclear weapons that could overwhelm the ability of state and local governments to respond, the Northern Command would probably take charge of the scene, directing the response from a command post bored deep in a mountain a few miles from this installation in Colorado Springs. » (Shenon et Schmitt 2002)

« Northrop Grumman thinks its communications systems could help health authorities deal with bioterrorism threats. » (Dao 2002)

Selon Tony Blair:

« But the president is right to draw attention to the threat of weapons of mass destruction. That threat is real. How we deal with it, that's a matter we discuss. But that the threat exists and we have to deal with it, that seems to me a matter of plain common sense. » (The New York Times 2002)

À propos de prétendues écoles où l'on enseigne les méthodes de fabrication d'armement aux

terroristes :

« Graduates from courses like those -- resourceful, smart men who have used simple materials to produce bombs that destroyed two American embassies and crippled a Navy warship -- are the jihadis the government most fears, particularly if they were to expand their capabilities to include nuclear, chemical or biological weapons. » (Chivers et Rohde 2002)

Selon Michael A. Sheehan, coordinateur de la lutte au terrorisme au Département d'État :

« What worries me is their ability to get their hands on a weapon someone else has put together. » (Chivers et Rohde 2002)

Dick Cheney affirme:

« (...) the United States' next goal after Afghanistan is to stop terrorists and rogue states from developing weapons of mass destruction. » (Gordon 2002)

Autour du Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld :

« And as they gain access to weapons of increasing power -- and let there be no doubt but that they are -- these attacks will grow vastly more deadly than those we suffered several months ago. » (Johnston et Risen 2002)

L'ennemi désigné par l'ancien président est fréquemment déshumanisé à travers l'utilisation de plusieurs formules narratives, notamment encore ici par l'utilisation du langage médical, et ce à travers les interventions de différents politiciens et spécialistes. George W. Bush mène souvent la charge:

« By helping to build an Afghanistan that is free from this evil and is a better place in which to live, we are working in the best traditions of George Marshall. » (Marquis 2002)

Plusieurs voix se joignent à l'ancien président. Selon Newt Gingrich :

« American women who drive, vote, wear modern clothing and work, all without a male relative watching them, are a threat to the core tenets of reactionary Islam, which is prepared to impose its values by violence. » (The New York Times 2002)

Selon Jessica Stern de l'Université Harvard :

« It's almost nihilistic. It's almost a kind of epidemic, a cult of death that comes out of a sense of cultural humiliation. » (Purdum 2002)

Ailleurs dans les pages du *New York Times* :

« Terror must be stopped. No nation can negotiate with terrorists, for there is no way to make peace with those whose only goal is death. » (The New York Times 2002)

« *We were attacked by an unseen, treacherous, criminal enterprise. (...) we needed a multifaceted approach to a cancerous problem.* » (Shanker et Seelye 2002)

Dans les mots de Christopher Hewitt, professeur de sociologie à l'Université du Maryland :

« *Terrorism is a high-cost option, a weapon of the weak, a tool of last resort. But if your movement suddenly collapses or suffers political reversals, then some activists will be tempted to go for terrorism.* » (Barcott 2002)

Dans un article signé par Micheal Ignatieff, ancien chef du Parti Libéral du Canada :

« *The barbarians who attacked the World Trade Center knew, unfortunately, that violence is the force multiplier of the weak.* » (Ignatieff 2002)

En ce qui concerne l'année 2002, on remarque qu'il y a plus de voix discordantes qui s'élèvent contre le narratif de George W. Bush. Comme mentionné plus haut, il y a une distinction qui s'installe entre les bienfaits de la guerre au terrorisme en Afghanistan et un doute grandissant quant au lien entre Al Qaeda et l'Irak, voire à l'extension de la guerre au terrorisme à d'autres théâtres d'opérations. Dès le début de l'année, dans un éditorial du 4 janvier :

« *Advocates of going to war to displace Saddam Hussein are working hard to sell their case to the public, and there are indications of a vigorous debate on Iraq within the Bush administration. But eliminating Mr. Hussein's regime will not solve the terrorism problem as exemplified by Al Qaeda -- and waging war against Iraq could create new threats.* » (Fuerth 2002)

Dans un éditorial du 19 février au sujet des efforts de lutte au terrorisme aux Philippines:

« *The irony is that American troops are desperately needed -- not in the Philippines but in Afghanistan.* » (Kristof 2002)

Selon le Sénateur Tom Daschle :

« *I think we still have a lot of work to do in making sure we understand how we reach those goals.* » (Bumiller 2002)

Dans un éditorial signé Zbigniew Brzezinski, ancien Conseiller à la Sécurité Nationale de Jimmy Carter :

« *There is a nearly unanimous global consensus that United States policy has become one-sided and morally hypocritical, with clear displays of sympathy for Israeli victims of terrorist violence and relative indifference to the (much more numerous) Palestinian civilian casualties. At risk is America's ability to maintain international support for the war on terrorism, and especially for plans to deal with Saddam Hussein.* » (Brzezinski 2002)

Ailleurs dans les pages du *New York Times* :

« *One of the problems of conducting the sort of broad, global war on terror that Mr. Bush envisions is that terrorism is not so much a system of belief as a situational, shifting set of means to achieve some larger goal.* » (Purdum 2002)

Dans un éditorial du 2 mai :

« *The Pankisi Gorge is exactly the sort of place where the administration's war on terror is likely to falter. There is a difference between retaliating against Al Qaeda and its sponsors or affiliates, which can be understood as self-defense, and confronting a somewhat random series of armed groups. We need to be aware that by confronting terrorists who do not have a "global reach," we will do little to deter the next round of terrorism here in America and may even enhance the danger.* » (Cannistraro 2002)

Selon les sénateurs John Edwards et Joseph I. Lieberman :

« *Mr. Bush has failed to do enough to prevent another fatal attack on American soil and that the nation is barely safer than it was before Sept. 11, 2001. It's time for us, without regard to party, to say what every American knows: Washington is not doing enough to make America safe.* » (Nagourney 2002)

Dans ce dernier exemple, c'est une critique même de l'administration Bush qui n'aurait simplement pas fait le travail pour protéger les États-Unis. D'une certaine façon, bien que l'approche soit critique, elle participe aussi à la reproduction du narratif de George W. Bush qui lui-même n'hésite pas à jouer sur la peur d'attaques futures pour convaincre la population américaine de la nécessité de ses actions. Sinon, règle générale, on remarque aussi qu'une bonne partie des critiques proviennent des colonnes éditoriales du *New York Times*.

Quelques faits divers avant de conclure l'année 2002. Les résultats d'un sondage publié le 8 septembre montrent qu'un peu plus de la moitié des Américains (52%) croient que l'administration Bush n'a pas un plan clair pour combattre le terrorisme et environ la même proportion avoue ne pas se sentir en sécurité. Ce dernier constat n'est pas si surprenant si l'on considère la manière dont George W. Bush s'est adressé à sa population depuis les attentats du 11 septembre (Clymer et Elder 2002). Finalement, parmi les étiquettes qui accompagnent les articles, on retrouve à nouveau « A Nation Challenged » et maintenant « Threats and Responses ». Les autres étiquettes de 2001 ne sont plus utilisées.

2003

Dans une certaine mesure, l'année 2003 ressemble aux années précédentes. Les paroles de George W. Bush sont encore une fois largement reprises dans les pages du *New York Times*,

souvent sans aucun filtre interprétatif. Certains discours sont à nouveau entièrement retranscrits. On se montre de plus en plus critique quant à la guerre en Irak qui a officiellement débuté le 20 mars. On remarque des tentatives soutenues du président et de membres de son administration pour lier la guerre en Irak et la guerre au terrorisme, alors que différentes figures restent sceptiques quant au lien entre Saddam Hussein et Al-Qaeda. Cet affrontement qui se déroule dans les pages du *New York Times* a un impact mineur sur le discours du terrorisme de George W. Bush. En effet, malgré la tentative de découplage, la guerre en Irak est considérée comme un conflit traditionnel, soit une confrontation entre deux forces armées, alors que la guerre au terrorisme est plutôt une chasse qui transcende les frontières. Si l'on se montre sceptique au sujet de l'Irak, on insiste sur la nécessité de la guerre au terrorisme et de se concentrer sur cet aspect de la stratégie américaine. Ce faisant, ceux qui se montrent critiques quant à l'Irak ont tendance à renforcer le discours sur le terrorisme. L'administration Bush insiste toujours autant sur le danger du terrorisme nucléaire alors que l'on se montre aussi ici de plus en plus sceptique à savoir que l'Irak posséderait des armes de destruction massive qui pourraient être fournies à des groupes terroristes. Cela ne veut pas nécessairement dire que la thèse de groupes terroristes utilisant des armes de destruction massive est écartée.

Dans l'ensemble, le portrait que l'on dépeint des terroristes reste pratiquement identique. Le même processus de déshumanisation est à l'œuvre alors que l'on écarte toute possibilité de rationalité de leur part, ceux-ci étant plutôt obsédés par la violence et le meurtre. On continue aussi de présenter la guerre au terrorisme comme une lutte entre le monde civilisé et le barbarisme. Bien que ce ne soit pas surprenant, rien pour attirer la sympathie du public américain quant à l'ennemi désigné par l'administration Bush. Deux éléments à noter quant à l'année 2003, on commence à voir poindre à l'horizon l'éventuelle campagne électorale qui mènera aux élections présidentielles de 2004. Ce faisant, il y a davantage de discours de figures politiques qui vont briguer la présidence l'année suivante. De plus, c'est aussi le début d'une remise en question, quoique limitée, du traitement des suspects soupçonnés de terrorisme qui sont appréhendés, jugés et dans certains cas envoyés à Guantanamo.

Voyons d'abord comment l'on décrit la guerre au terrorisme au sens large dans les pages du quotidien :

« Recent arrests of terror suspects have shown that Al Qaeda and other groups have established a network across Europe that is moving recruits into Iraq to join the insurgency. Evidence indicates that the campaign has become better organized and coordinated in recent

months. » (The New York Times 2003)

« *Al Qaeda is more insidious and just as dangerous as before the 9/11 attacks.* » (Bergner 2003)

On laisse l'ancien président des États-Unis définir lui-même le conflit à quelques reprises :

« *The Middle East will either become a place of progress and peace, or it will be an exporter of violence and terror that takes more lives in America and in other free nations. (...) The triumph of democracy and tolerance in Iraq, in Afghanistan and beyond would be a grave setback for international terrorism.* » (Sanger 2003)

Dans l'ensemble, on y décrit encore un conflit complexe où l'ennemi est omniprésent, tout comme la menace qu'il représente, et dont on ne peut apercevoir la fin. Selon le Gouverneur de l'État de New York, George Pataki :

« *It's far better to be fighting that war against Al Qaeda terrorists with our soldiers and sailors and marines and Air Force on the streets of Baghdad than with our firefighters and police officers on the streets of Brooklyn* » (McKinley Jr 2003)

Selon Paul Wolfowitz, ancien Secrétaire-adjoint à la défense, au sujet de la facture à payer pour lutter contre le terrorisme :

« *And even those costs are small in comparison to what future more terrible terrorist attacks could inflict.* » (Stevenson 2003)

Selon John Ashcroft, ancien Procureur général des États-Unis :

« *Al Qaeda is diminished but not destroyed. We must be unrelenting. We must not forget that Al Qaeda's primary terrorist target is the United States of America.* » (Lichtblau 2003)

On insiste à nombreuses reprises, entre autres, sur son absence de rationalité, de civilité et son obsession pour la violence et le meurtre :

« *All governments that support terror are complicit in a war against civilization. No government should ignore the threat of terror, because to look the other way gives terrorists the chance to regroup and recruit and prepare.* » (The New York Times 2003)

« *Mr. Hussein was a bloody despot who deserved to be ousted for the sake of his beleaguered people.* » (The New York Times 2003)

Selon George W. Bush:

« *The United States will not stand by and wait for another attack or trust in the restraint and good intentions of evil men* » (Hernandez 2003)

« *You can't talk with them; you can't negotiate with them. You've got to bring them to justice.*

» (Bumiller 2003)

Selon le Sénateur John Warner :

« (...) *those who would commit suicide in their assaults on the free world are not rational.* » (The New York Times 2003)

Selon Tom Ridge, ancien ministre de la Sécurité intérieure :

« *We face a hate-filled, remorseless enemy that takes many forms, hides in many places, and doesn't distinguish between innocent civilians and military combatants. Terrorism directly threatens the foundation of our nation, our people, our freedom, our economic prosperity.* » (Shenon 2003)

La question du lien entre terrorisme et armes de destruction massive est encore bien représentée dans les pages du quotidien, et ce dans les mots d'intervenants de tout acabit, autant dans l'entourage du président que dans celui de spécialistes du terrorisme ou encore de membres de l'opposition :

« *Al Qaeda, according to intelligence agencies and testimony in several federal terrorism trials, has long sought chemical, biological and nuclear weapons, including a so-called dirty bomb -- a conventional explosive jacketed in radioactive material that would send out a plume over a limited area.* » (Rashbaum 2003)

En référence à Howard Dean, candidat aux primaires démocrates en vue de l'élection de 2004 :

« *Continuing to insist that America had not been made secure, Dr. Dean, whose antiwar stance has propelled him to the top of the polls in states with early voting, cited the threats posed by stateless terrorists, loose nuclear materials and porous borders and seaports.* » (Halbfinger et Cardwell 2003)

Dick Cheney, à l'endroit de Saddam Hussein:

« *He also had an established relationship with Al Qaeda, providing training to Al Qaeda members in the areas of poisons, gases, making conventional bombs. Saddam built, possessed and used weapons of mass destruction.* » (Schmitt 2003)

Dans les lignes éditoriales:

« *But we should realize, those two threats -- terrorism, weapons of mass destruction -- are not different; they're linked.* » (The New York Times 2003)

Sam Nunn, ancien sénateur américain :

« *To construct a nuclear bomb, terrorists would need to steal only a small amount of nuclear material, about enough to fit in a suitcase.* » (Van Natta Jr 2003)

Colin Powell:

« The gravity of this moment is matched by the gravity of the threat that Iraq's weapons of mass destruction pose to the world. (...) Saddam was a supporter of terrorism long before these terrorist networks had a name, and this support continues. The nexus of poisons and terror is new; the nexus of Iraq and terror is old. » (The New York Times 2003)

Le discours sur les armes de destruction massive de George W. Bush est aussi présent dans les colonnes du *New York Times* alors que l'ancien président est souvent cité:

« These terrorists target the innocent, and they kill by the thousands. And they would, if they gain the weapons they seek, kill by the millions and not be finished. The greatest threat of our age is nuclear, chemical or biological weapons in the hands of terrorists and the dictators who aid them. » (The New York Times 2003)

Voyons pour terminer ce qu'il en est des différentes tentatives de remettre en question le discours sur le terrorisme. Selon le Sénateur Démocrate Bob Graham qui brigue l'investiture Démocrate pour les élections présidentielles de 2004 :

« Had the president pursued the war on terrorism prior to initiating military action against Saddam Hussein, as I advocated last year, it is likely that Al Qaeda and other terrorist networks would not have been able to take advantage of the chaos that now exists in Baghdad and other parts of Iraq, » (Stevenson 2003)

Selon le Sénateur Démocrate Jack Reed :

« To paint all these groups with such broad brush strokes does a great disservice. We'll lose our focal point on what's the greatest threat. » (Schmitt 2003)

Selon le Sénateur Bob Graham de la Floride :

« (...) the White House had neglected the threat of Al Qaeda and instead focused on Baghdad. We have let Al Qaeda off the hook. We had them on the ropes close to dismantlement, and then we moved resources out of Afghanistan and Pakistan to fight the war in Iraq. We let them regenerate." » (Nagourney 2003)

Le Général Wesley K. Clark qui lui aussi est critique par rapport à l'Irak, mais qui soutient la guerre au terrorisme :

« We should have gone after that network and we should have gone after it directly instead of taking half the United States Army and putting it in Iraq and using \$150 billion and distracting us from our world leadership in the war on terror » (Wyatt 2003)

Ailleurs dans les colonnes du *New York Times* :

« (...) *the Bush administration should focus more on Al Qaeda, the only terrorist group that poses an imminent, undeterrable danger.* » (Benjamin et Simon 2003)

« *But it is not enough as long as Mr. Bush persists in a failed unilateralism in Iraq.* » (The New York Times 2003)

Comme mentionné plus haut, il y a une véritable tentative de découplage entre le conflit en Irak, la guerre en Afghanistan et la guerre au terrorisme au sens large. La presque totalité des critiques adressées à l'endroit de l'administration Bush concerne l'invasion de l'Irak. Pour ce qui est de la lutte au terrorisme, il semble exister, pour l'instant, un consensus à savoir que c'est la véritable mission des États-Unis. Ainsi, même lorsque l'on se montre critique, on se trouve du même coup à accroître la légitimité de la guerre au terrorisme déclarée par George W. Bush. Le conflit se normalise alors qu'on demande qu'il soit la priorité du président et l'on continue dans l'ensemble à dire aux Américains qu'ils ne sont pas en sécurité.

2004

L'année 2004 ressemble à l'année précédente en plusieurs points, malgré deux particularités que ne seront pas traitées de manière extensive. D'abord, le 11 mars 2004, une série de bombes explosent dans trois gares du métro de Madrid faisant 192 morts. Spectaculaire traumatisme pour l'Europe et le monde, les événements seront largement couverts dans les pages du *New York Times*. Si les événements sont significatifs pour apprécier l'évolution du terrorisme dans le monde et des opinions publiques à ce sujet, dans les colonnes du quotidien à l'étude, le traitement est principalement factuel et ne reflète pas vraiment une articulation de l'identité américaine ainsi que sa relation avec le terrorisme au sens large. Par souci d'éviter de trop s'éparpiller, seulement quelques articles sur le sujet ont été sélectionnés, articles qui rapportent des discours d'éminents politiciens américains sur les événements.

Deuxièmement, c'est en 2004 qu'est publié officiellement le rapport de la Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis. La couverture de la commission ne nous est pas particulièrement utile. Il s'agit fondamentalement d'un regard en arrière sur les années Clinton et les premiers mois de l'administration Bush qui précèdent les attentats du 11 septembre 2001. L'exercice se veut une interrogation à savoir si la menace avait bien été identifiée et si les événements auraient pu être évités. Dans l'ensemble, ces articles renferment très peu de matériel nous permettant d'apprécier la représentation de l'identité américaine tout comme celle des terroristes qu'ils combattent depuis les attentats. Encore ici, très peu d'articles ont été abordés, car

ils ne contenaient pas de matériel significatif pour répondre à la question de recherche.

Voyons tout d'abord comment l'on traite du terrorisme et de la guerre au terrorisme au sens large dans les colonnes du *New York Times*. Il est intéressant de souligner que les articles éditoriaux pour cette année sont plus sympathiques envers l'administration Bush. Ses positions sont soutenues et on se montre aussi parfois critique envers ses adversaires potentiels en vue des élections présidentielles imminentes :

« *Of course, Mr. Bush is correct: A central part of our strategy must be to pre-empt terrorists, attacking them before they attack us.* » (Benjamin et Weimann 2004)

Au sujet des attaques de Madrid :

« *The last month has seen a remarkable series of events that focused the public and news media on America's shortcomings in dealing with terrorism from radical Islamists. This catharsis, which is not yet over, is necessary for our national psyche. If we learn the right lessons, it may also prove to be an essential part of our future victory over those who now threaten us.* » (Clarke 2004)

Notons l'utilisation du terme islamisme radical, une des premières références religieuses à faire son apparition dans les colonnes du *New York Times*. L'ancien président a encore beaucoup de visibilité dans les colonnes du quotidien. Certains de ces discours comme celui de l'État de l'Union sont retranscrits en intégralité sans filtre médiatique. La lecture du *New York Times* nous permet aussi d'obtenir les comptes rendus de périodes de questions qui ne sont pas incluses dans l'analyse des discours présidentiels. En général, le discours de George W. Bush n'évolue pas vraiment, et ce même s'il n'a toujours pas fait la preuve d'un lien entre Al-Qaeda et Saddam Hussein. On remarque la même chose en ce qui a trait à son discours sur un terrorisme qui ferait l'usage d'armes de destruction massive. Idem pour ses réponses ambiguës à savoir si les États-Unis sont oui ou non hors de danger. Voyons quelques exemples :

« *Whether or not we can be ever fully safe is up -- you know, is up in the air.* » (Halbfinger et Sanger 2004)

« *We can no longer hope that oceans protect us from harm. Every threat we must take seriously.* » (The New York Times 2004)

Plusieurs intervenants vont venir soutenir les propos du président, renforçant une apparente chaîne de validation qui est peu contestée. George Tenet, ancien directeur de la CIA :

« *Mr. Tenet made no direct mention of the any link between the invasion of Iraq and the foreign terrorist threat, but said the world remained "equally, if not more, complicated and fraught*

with dangers for American interests" compared with last year. » (Jehl 2004)

L'ancien directeur du FBI, Robert S. Mueller :

« Al Qaeda is working with other independent groups and individuals sympathetic to their cause. And they are recruiting outside the Middle East to find individuals who will easily blend with the American population, as well as those who are disenfranchised within the United States who might be converts to their cause. » (Johnston 2004)

Donald Rumsfeld, au sujet de la prison de Guantanamo :

« We are keeping them off the street and out of the airlines and out of nuclear power plants and out of ports across this country and across other countries » (Golden et Von Natta 2004)

Le Représentant Démocrate de l'Indiana Carey Hamilton :

« (...) the commission has found evidence of repeated contacts between Iraqi officials and the Qaeda terrorists » (Wong 2004)

L'ancien chef du Parti Libéral du Canada, Michael Ignatieff :

« After 9/11, Islamic terrorism may have metastasized into a cancer of independent terrorist cells that, while claiming inspiration from Al Qaeda, no longer require its direction, finance or advice. Anyone who doesn't take seriously a second major attack on the United States just isn't being serious. » (Ignatieff 2004).

Robert Axelrod de l'Université du Michigan :

« Charting terrorist attacks by organization and lethality, he has noted an increasing interest in well-planned attacks intended to produce high numbers of civilian casualties -- a pattern into which the Madrid bombings, on commuter train stations at the morning rush, fit neatly. This trend also seems to point to an eventual suicide attack using chemical or nuclear weapons. » (Atran 2004)

George Pataki, ancien Gouverneur de l'État de New-York :

« Al Qaeda has to be there, the terrorists have to be in Iraq, because if we win in Iraq, and we're going to win in Iraq, then we will have broken the back of terrorism. ». (McKinley 2004)

L'ancien Vice-président Dick Cheney :

« Helping the peoples of the greater Middle East to overcome the freedom deficit is, ultimately, the key to winning the broader war on terror. » (Schmitt et Landler 2004)

Au sujet des armes de destruction massive :

« Were they to gain those weapons either by their own efforts or with the help from an outlaw regime, no appeal to reason or morality would prevent them from committing the worst of terrors » (Schmitt et Landler 2004)

Ce concert de voix vient largement appuyer les propos de George W. Bush en plus de généralement dépeindre les terroristes de la même manière : irrationnels, obsédés par le meurtre, aveuglés par une idéologie de violence et qui ne peuvent entendre la raison, un cancer pour l'humanité, etc.

Encore ici, John Kerry, qui va ultimement affronter George W. Bush aux élections présidentielles de novembre 2004, est l'une des rares voix à s'élever pour critiquer l'ancien président. Or, tout comme en 2003, ses critiques concernent le plus souvent la guerre en Irak alors que ses propos sur le terrorisme viennent plutôt renforcer le discours de son rival. Ayant compris que l'élection allait fort probablement se jouer sur le sujet du terrorisme, il se présente parfois comme un éventuel président qui sera encore plus agressif. Au sujet de la guerre en Irak :

« (...) the war in Iraq diverted resources from the more important battle against Al Qaeda and its offshoots and has added to the ranks of jihadists and fueled a new wave of terrorist attacks in Iraq and elsewhere » (Jehl 2004)

Il reprend aussi l'association entre le terrorisme et les armes nucléaires qui sous-entend le barbarisme imputé aux terroristes chers à George W. Bush :

« The Cold War may be over, the nuclear arms race between the Soviet Union and the United States may have ended, but the possibility of terrorists using nuclear weapons is very real indeed. » (Wilgoren 2004)

Comme le soulignent Stevenson et Wilgoren (2004), Kerry va emprunter certains idiomes de George W. Bush et de son administration, tel son populaire *« whatever it takes »* ou *« whatever's necessary »* (peu importe ce qui est nécessaire) en rapport avec la guerre au terrorisme, slogan qui est au cœur de certaines publicités électorales de l'ancien président (The living room candidate 2004).

À part John Kerry, quelques voix discordantes trouvent écho dans les colonnes du *New York Times*. Howard Dean, candidat à l'investiture Démocrate en vue des présidentielles de 2005, qui reprend le thème du terrorisme nucléaire :

« What have you done to make us feel safer? I'm going to outflank him to the right on

homeland security, on weapons of mass destruction and on the Saudis » (Traub 2004)

L'ancien Conseiller à la sécurité nationale, Sandy Berger :

« But it's increasingly clear that how we conducted the war in Iraq – hurried, alone and not prepared for the day after – made the terrorism problem more difficult. » (Stevenson 2004)

Une seule voix s'élève contre la déshumanisation des terroristes :

« This endless ‘global war on terrorism’ – into which both the quite justified invasion of Afghanistan and the unwinnable folly in Iraq have been folded by Pentagon decree – inevitably leads to the demonizing and dehumanizing of anyone declared by the Bush administration to be a possible terrorist: a definition that is not up for debate and is, in fact, usually made in secret. » (Sontag 2004)

Cette dernière intervention montre bien que certains sont au diapason de ce processus de déshumanisation et souhaitent mettre en garde le public.

Dans l'ensemble, les critiques adressées envers l'ancien président et son administration sont non seulement moins nombreuses, mais presque l'entreprise d'un seul homme, John Kerry. De plus, à part une rare fois, l'identité des États-Unis et de leurs cibles n'est pas remise en question et la majorité des critiques écorchent la guerre en Irak, mais opèrent une déconnection avec la guerre en Afghanistan qui serait véritablement une guerre au terrorisme à encourager.

Avant de clore l'année 2004, passons rapidement sur quelques mentions qui ne cadrent pas nécessairement avec les éléments d'analyses précédents. D'abord, notons que l'ancien Président Bush va être au centre d'une controverse alors qu'il utilise des images des attentats du 11 septembre dans ses publicités électorales (Stevenson et Rutenberg 2004). Dans le cadre d'une période de questions, il va aussi jeter les bases de ce qu'il considère comme un assassinat ciblé légitime :

« (...) only as a last resort, only when capture is impossible without undue risk to American lives and only where death or damage to innocent civilians can be avoided. » (Ignatieff 2004)

Il explique aussi comment cela ne constitue pas un acte criminel :

« (...) the norms of criminal justice do not apply here, that the government has moved from a peacetime to a wartime footing. » (Sontag 2004).

Finalement, on retrouve un sondage dans les pages du *New York Times* qui montre que l'appui envers le président en ce qui a trait à la guerre au terrorisme dans le théâtre irakien est à la baisse : alors qu'il trouvait un appui de 63% de la population en 2003, ce pourcentage descend à 47% pour avril 2004 (Stevenson et Elder 2004). Au sujet de la lutte au terrorisme au sens large, l'appui se

situé à 60%. De plus, 70% de la population estime qu'il serait risqué de changer de président alors que la menace du terrorisme apparaît élevée (Wilgoren et Bumiller 2004).

2005

L'année 2005 est aussi marquée par un attentat terroriste majeur, soit les attaques dans le métro de Londres en juillet. L'affaire fera couler beaucoup d'encre dans les pages du *New York Times*, mais peu d'articles publiés traitent de l'identité américaine et de son opposition à l'adversaire terroriste. Un autre sujet majeur retient l'attention pendant cette année : la question de la torture avec le scandale d'Abu Ghraïb qui fait surface en avril 2004. Alors que le monde découvre l'horrible traitement réservé à des prisonniers de guerre aux mains de soldats américains en Irak, le sujet ne s'était pas vraiment imposé dans les débats entourant l'élection présidentielle de 2004. Or, il est définitivement à l'honneur dans les pages du quotidien en 2005. Si l'on observe encore un découplage entre la guerre au terrorisme et la guerre en Irak, la question de la torture va aussi ouvrir la porte à un questionnement quant à l'identité américaine. Il est aussi à noter que, ayant été battu aux élections présidentielles de 2004, John Kerry ne défraie plus la chronique.

On accorde encore amplement d'attention aux discours de George W. Bush, son discours sur l'état de l'union étant encore publié dans son intégralité, mais aussi des membres de son administration. Il ressasse les mêmes arguments et conjure les mêmes images quatre ans après les attentats du 11 septembre:

« Americans do not yet have the distance of history. . .our responsibility to history is already clear: to answer these attacks and rid the world of evil. » (Danner 2005)

« Four years after the collapse of the towers, evil is still with us and so is terrorism. » (Danner 2005)

Bon nombre de voix se joignent à celle de l'ancien président. Le directeur de la CIA, Porter J. Goss :

« Islamic extremists are exploiting the Iraqi conflict to recruit new anti-U.S. jihadists » (Danner 2005)

Comme le montre l'intervention de l'ancien directeur de la CIA, les références religieuses font leur entrée dans le discours du cabinet Bush, références qui deviendront centrales à ce discours dans les années à venir. On remarque aussi une tentative de recadrer le discours sur la nature même du conflit par des membres de l'administration Bush fils. Donald Rumsfeld souligne que l'appellation

« *global war on terror* » (guerre globale contre la terreur) n'est probablement plus adéquate pour décrire le conflit. Il propose plutôt « *a global struggle against violent extremism* » (lutte globale contre l'extrémisme violent) (Schmitt et Shanker 2005). Le Général Richard B. Myers, chef d'état-major interarmées, joint sa voix à Donald Rumsfeld alors qu'il explique que cette nouvelle vision dépasse une vision d'une guerre strictement menée par des hommes et femmes en uniformes, que l'opération dépasse la simple confrontation militaire. Même chose pour le conseiller à la Sécurité nationale Steven J. Hadley :

« *It's broader than that. It's a global struggle against extremism. We need to dispute both the gloomy vision and offer a positive alternative.* » (Schmitt et Shanker 2005).

Le journaliste Scott Shane abonde dans le même sens :

« (...) *as the United States fights another borderless war against a different enemy, terrorism, he is about to move to the center of that world.* » (Shane 2005)

Il sera intéressant de voir si la nouvelle appellation s'impose dans le discours. Il est possible que la tentative d'utiliser d'autres termes pour parler du conflit à voir avec un découplage entre le conflit en Afghanistan et en Irak alors que l'administration de George W. Bush est elle aussi consciente de l'impopularité du conflit. Il y a probablement une tentative de détourner l'attention du public, ou du moins de dépeindre le conflit d'une manière plus acceptable. Reste à voir si la formule va persister, et si cela représente vraiment une remise en question du discours hégémonique. Un représentant républicain de la Californie, David Dreier, parle plutôt d'une guerre mondiale contre le terrorisme (Lichtblau et Shane 2005). Nous suivrons ces développements.

Comme mentionné plus haut, on retrouve plus de critiques envers l'administration Bush fils pour l'année 2005. Certains intervenants sont plutôt ambivalents, toujours quant au découplage entre guerre au terrorisme et guerre en Irak, d'autres sont plus acerbes par rapport à la question de la torture. Au sujet de la guerre au terrorisme et d'un attentat en Jordanie, un éditorial portant sur le sujet publié le 12 novembre affirme que :

« *All this upheaval can be attributed to the president who took his eye off the ball by putting the war on terror on the back burner while launching his war in Iraq.* » (The New York Times 2005)

Soulignons l'importance des mots « *when it comes* » (quand ils arriveront) en lien avec des attentats terroristes qui seraient certains d'éventuellement se matérialiser. L'auteur peint un portrait

particulièrement pessimiste. Ailleurs dans les colonnes éditoriales :

« *Mr. Bush's war was a hideous diversion of focus and resources from the essential battle against terror, but that it has actually increased the danger of terrorist attacks against the U.S. and its allies. (...) It has drained resources from critical needs here at home, including important antiterror initiatives that would improve the security of ports, transit systems and chemical plants.* » (Herbert 2005)

Malgré les critiques, on retrouve une mention aux usines de produits chimiques, bref rappel d'un possible terrorisme faisant appel à des armes de destruction massive. Selon le blogger David Sirota :

« *Mr. Bush had neglected homeland security at the expense of the war in Iraq* » (Gay Stolberg 2005)

Le sénateur Démocrate Charles E. Schumer de l'État de New York :

« *One is a war overseas -- whatever people's opinion is on that -- but the other is a war on terror here at home. I think there is a general feeling and consensus that the administration is not paying attention to the second front.* » (Gay Stolberg 2005)

Dans un éditorial du 25 juin :

« *The war has not made the world, or this nation, safer from terrorism.* » (The New York Times 2005)

Même chose le 1er juillet :

« *The point is that the presence of American forces in Iraq is making our country less safe.* » (Krugman 2005)

Paul Berman, auteur du livre *Terror and Liberalism* :

« *The jihadists' utopia in Afghanistan has been overthrown. We have given democratic ideas a chance in Iraq, although I think we did it badly.* » (Cohen 2005)

Selon un rapport du National Intelligence Council au sujet de la guerre en Irak :

« (...) *could provide recruitment, training grounds, technical skills and language proficiency for a new class of terrorists who are 'professionalized' and for whom political violence becomes an end in itself.* » (Jehl 2005)

Finalement, quelques critiques au sujet de la torture permettent d'entrevoir une possible remise en question de l'identité américaine et de ses adversaires, bien que limitée. Dans un éditorial du 15 février :

« *It lowers the humanity of the people who practice it.* » (The New York Times 2005)

Dans un éditorial du 11 février de Bob Herbert :

« Jettisoning the rule of law to permit such acts of evil as kidnapping and torture is not a defensible policy for a civilized nation. It's wrong. And nothing good can come from it. » (Herbert 2005)

Toujours dans les colonnes éditoriales :

« (...) the odious United States practice of shipping prisoners to countries like Egypt, Jordan and Morocco and pretending that they won't be tortured. » (The New York Times 2005)

S'il y a une critique plus vive, on remarque quand même qu'à certaines reprises, la torture est présentée comme une pratique par laquelle on s'abaisse au niveau du barbarisme qui est en fait l'apanage des terroristes que l'on combat et que les États-Unis doivent donc éviter ce piège.

Finalement, on retrouve deux articles dignes de mention. D'abord, un pavé de plus de 8000 mots de Joseph Lelyveld (2005) qui ne se montre pas critique envers l'administration américaine, mais qui s'en tient à une série d'observations sur les pratiques de torture avant de prendre position en faveur d'une forme de « torture légère » qui n'est pas vraiment expliquée. On va aussi donner la parole au chef de la CIA qui lui préfère parler « d'interrogations professionnelles » qui sont reconnues pour leur succès dans la lutte contre le terrorisme :

« We don't do torture. » (Jehl 2005)

Avant de terminer l'année 2005, notons un article singulier qui porte directement sur le vocabulaire utilisé pour parler du terrorisme. Daniel Okrent (2005) affirme que le mot peut parfois causer du tort à certains groupes et qu'il faut être prudent. Au sujet d'un attentat suicide à Mosul en décembre 2004 qui a coûté la vie à 18 soldats américains, il souligne qu'il faut désigner l'évènement comme un acte de guerre. Pour l'auteur, le terrorisme se décrit mieux de cette manière :

« Beheading construction workers in Iraq and bombing a market in Jerusalem are terrorism pure and simple. » (Okrent 2005)

Rare critique quant au vocabulaire utilisé pour parler de la guerre au terrorisme, il s'agit de la seule fois que le journaliste prend la parole. Il sera intéressant de porter attention à ce genre de discours à savoir s'il se perpétue dans les colonnes du *New York Times* pour les années à venir.

2006

L'année 2006 s'inscrit dans la continuité : de plus en plus de critiques par rapport à la guerre en Irak accompagnés d'une remise en question insistante quant aux méthodes d'interrogation employées par les États-Unis. George W. Bush et son entourage ont encore amplement d'espace dans les colonnes du *New York Times* et continuent de répéter les mêmes messages sur le terrorisme et la guerre en Irak. Pour cette année encore, son discours sur l'État de l'Union est publié en intégralité, sans filtre analytique. Quelques exemples des paroles de l'ancien président ailleurs dans les colonnes du quotidien :

« *If we do not defeat these enemies now, we will leave our children to face a Middle East overrun by terrorist states and radical dictators armed with nuclear weapons.* » (Rutenberg et Gay Stolberg 2006)

Au sujet des islamistes radicaux, terme de plus en plus utilisé :

« (...) *determined to bring death and suffering to our homes.* » (Rutenberg et Gay Stolberg 2006)

Au sujet de la guerre elle-même, il parle encore d'une lutte civilisationnelle entre les nations libres et le barbarisme ou encore entre la tyrannie et la liberté (Rutenberg et Gay Stolberg 2006) (Tierney 2006). Il continue aussi de souffler le chaud et le froid quant à la sécurité du peuple américain :

« *America is safer, but we are not yet safe.* » (Gay Stolberg 2006)

George W. Bush y va de quelques envolées où il compare le terrorisme au fascisme et Oussama Ben Laden à certains anciens rivaux des États-Unis :

« *Bin Laden and his terrorist allies have made their intentions as clear as Lenin and Hitler before them.* » (Gay Stolberg 2006)

Il compare Saddam Hussein à Hitler et au risque d'apaisement comme les Européens l'avaient fait à Munich en 1938 (Cloud 2006). Il parle aussi de fascisme islamique (Herbert 2006).

Un concert de voix se joint toujours à l'ancien président, Dick Cheney étant souvent aux premières lignes :

« *We have no intention of ignoring or appeasing history's latest gang of fanatics trying to murder their way to power.* » (Rutenberg et Gay Stolberg 2006)

Au sujet de Saddam Hussein et de la nécessité d'envahir l'Irak :

« *He would be a major state sponsor of terror. We also would have a situation where he would have resumed his W.M.D. programs.* » (Sanger 2006)

Dick Cheney évoque par la suite la théorie des dominos utilisée par l'administration de Dwight Eisenhower pour ouvrir la porte à une nouvelle ère d'interventionnisme américain suite à la Guerre de Corée (Sanger 2006). Selon Michael V. Hayden, ancien directeur de la CIA :

« *If this trend continues, threats to the U.S. at home and abroad will become more diverse and that could lead to increasing attacks worldwide.* » (Mazzetti 2006)

L'ancien Gouverneur du New Jersey, Thomas Kean :

« *Al Qaeda is an international network that has announced they want to do us harm and kill as many Americans as possible, that has technology to support them, and has some very intelligent people who are working to do us harm.* » (Shane et Bergman 2006)

Au sujet de la faiblesse défensive des États-Unis :

« *The most dangerous gap is the possibility of a terrorist with a nuclear weapon.* » (Gay Stolberg 2006)

L'Ambassadeur des États-Unis en Afghanistan, Ronald Neumann :

« *My sense is the Taliban wants to come back and fight. I don't expect the Taliban to win, but everyone needs to understand that we are in for a fight.* » (Gall et Khan 2006)

Comme mentionné, les critiques sont de plus en plus apparentes quant à la guerre en Irak, surtout suite à la publication d'un rapport conjoint des différents services d'intelligence américains qui conclut que la guerre en Irak a exacerbé la menace terroriste (Zernike et Hulse 2006). Fait intéressant, on retrouve une référence médicale dans l'introduction du rapport à savoir que l'islamisme radical s'est métastaté pour se répandre autour du globe (Mazzetti 2006). Plusieurs intervenants vont utiliser les résultats du rapport pour critiquer l'administration Bush. Le sénateur John D. Rockefeller IV :

« *The war in Iraq has made us less safe.* » (Mazzetti 2006)

Le sénateur Harry Reid:

« *When the United States intelligence community confirmed that America is losing the war on terror because of Bush failures in Iraq, this White House lost all credibility on matters of national security.* » (Zernike et Hulse 2006).

La représentante Jane Harman:

« *Even capturing the remaining top Al Qaeda leadership isn't going to prevent copycat cells, and it isn't going to change a failed policy in Iraq.* » (Shenon et Mazzetti 2006)

James Webb, assistant du Secrétaire à la défense sous Ronald Reagan :

« The war in Iraq had nothing to do with the war against international terrorism, or very little to do with the war on terrorism. » (Nagourney 2006)

Dans l'ensemble, on remarque les affirmations habituelles quant aux terroristes : des meurtriers fanatiques avec lesquels il est impossible de raisonner et qui seraient prêts à tout pour tuer le plus d'Américains possible. Le rapport cité par plusieurs critiques de l'administration vient quand même réitérer des arguments clés utilisés par l'administration Bush à savoir que les États-Unis ne sont pas entièrement en sécurité et que le lien entre terrorisme et armes de destruction massive reste une menace réelle (The New York Times 2006).

Si l'on observe toujours des tentatives de découplage entre la guerre en Irak et la guerre au terrorisme au sens large, des critiques commencent à se faire entendre à savoir que l'administration Bush se sert de plus en plus de la menace terroriste pour se maintenir au pouvoir :

« (...) most disruptive to national unity on terrorism, is a widespread sense that some in government have been waving the bloody shirt -- scaring voters with the hobgoblin of Al Qaeda to reap political advantage. » (Clarke 2006)

John Mueller, professeur à l'Ohio State University :

« I don't say there's no threat, but the threat has been massively exaggerated. » (Shane et Berman 2006)

Il sera important de rester à l'affût de ce genre de discours à savoir s'ils deviennent plus communs.

Comme mentionné plus haut, la question des méthodes d'interrogations américaines attire beaucoup de critiques, mais aussi de résistance. Selon Fareed Zakaria :

« When we suspend the writ of habeas corpus, we cast aside these distinctive weapons and trade them for the traditional tools of dictatorships -- arbitrary arrests, indefinite imprisonments and aggressive interrogations. Will this trade really help us prevail? » (Zakaria 2006)

En éditorial le 30 septembre, Robert Harris évoque une perturbation de la logique des poids et contrepoids et une dérive en faveur de l'exécutif (Harris 2006). Même chose pour Bob Herbert qui critique l'attaque contre l'habeas corpus le 21 septembre (Herbert 2006). Selon le sénateur Patrick J. Leahy :

« This is un-American, this is unconstitutional, this is contrary to American interests, this

is not what a great and good and powerful nation should be doing. » (Hulse et Zernike 2006)

La question divise la classe politique. George W. Bush affirme :

« I want to be absolutely clear with our people, and the world. The United States does not torture. It's against our laws, and it's against our values. I have not authorized it -- and I will not authorize it. » (Gay Stolberg 2006)

Le représentant Duncan Hunter:

« We are dealing with the enemy in war, not defendants in our criminal justice system. » (Hulse et Zernike 2006).

L'ancien Juge Richard A. Posner écrit :

« (...) rooting out an invisible enemy in our midst might be fatally inhibited if we felt constrained to strict observance of civil liberties designed in and for eras in which the only serious internal threat (apart from spies) came from common criminals. » (Kakutani 2006)

Pour Dick Cheney, aux grands maux les grands moyens. Il est normal que l'exécutif ait plus de pouvoir dans une situation de danger permanent (Golden 2006). Ce qui est intéressant dans ce cas, c'est que malgré les critiques de plus en plus acerbes contre l'administration Bush au sujet de la torture, règle générale, ce n'est jamais l'humanité des terroristes ou supposés terroristes qui est discutée, mais plutôt la réputation des États-Unis et son devoir face à sa propre constitution. Ce sont les États-Unis qui sont à risque de perdre leur humanité dans l'entreprise, cela implique à l'inverse que l'ennemi recherché n'est pas humain, qu'il faut éviter de devenir comme lui. Malgré les critiques, pas vraiment de changement quant au regard porté sur « l'ennemi ».

Pour terminer, l'année 2006 contient un nouveau sondage quant à la guerre en Irak, la guerre au terrorisme au sens large ainsi que la confiance des Américains envers l'administration Bush. Le taux d'approbation quant à sa gestion du terrorisme est établi à 51% (Hulse 2006). 81% des Américains croient qu'ils devront apprendre à vivre avec le terrorisme qui fera probablement toujours partie du paysage (Toner et Connelly 2006). Concernant les habitants de la ville de New York, 69% se disent très concernés quant à la probabilité d'une nouvelle attaque. Ce pourcentage avait été établi à 74% en 2001. Le sentiment d'insécurité reste omniprésent cinq ans après les attaques du 11 septembre (Toner et Connelly 2006). Notons aussi que les tentatives de recadrer la manière de parler de la guerre, comme le « *global struggle against violent extremism* » proposé par Donald Rumsfeld, sont abandonnées. De retour aux classiques « *war on terror* » ou « *global war on terror* ».

2007

L'année 2007 se démarque des années précédentes, car on constate que George W. Bush et les membres de son administration sont moins cités dans les colonnes du *New York Times*. Ce qui explique probablement cette nouvelle donne est l'approche des élections présidentielles de 2008. À ce point, on accorde plus d'attention aux candidats qui se présentent à l'investiture Républicaine et Démocrate. Certains d'entre eux deviendront d'ailleurs des figures politiques d'importance pour la suite du conflit, notamment, bien sûr, Barack Obama et Hillary Clinton. Le contenu des articles reste plutôt similaire, le sujet de l'heure étant encore la question des méthodes d'interrogations, mais le découplage entre le conflit en Afghanistan et en Irak s'agrandit alors que l'on commence à parler davantage du retrait des troupes en Irak. Il est aussi intéressant de constater que les candidats à l'investiture Démocrate, malgré leur position plutôt critique quant à la guerre en Irak, reprennent souvent le discours de George W. Bush sur la « guerre au terrorisme » et certains de ses arguments pour justifier les actions des États-Unis à l'extérieur du théâtre irakien.

Comme le discours de l'administration Bush est peu représenté et qu'il n'est pas modifié substantiellement, portons donc notre attention sur ce qui se trame dans les camps Républicain et Démocrate en vue des élections présidentielles de 2008. Dans le camp Républicain, sans grande surprise, on retrouve un alignement avec le discours de l'administration Bush, quoiqu'avec quelques bémols sur la guerre en Irak selon les candidats. Selon le représentant Tom Tancredo au sujet de l'Irak :

« (...) *a war is not going on in Iraq; that's a battle. We are fighting a war against radical Islam. It is a threat to our existence as a nation. It's a threat to Western civilization. It will take someone who's willing to say that.* » (The New York Times 2007).

L'ancien sénateur du Tennessee, Fred Thompson:

« *It seems to me like the Democrats are concentrating on how many troops we can get out and when (...) My focus is on what can we do to ensure the long-term success in the global war on terror. I think the Democratic position is very shortsighted.* » (Luo et Santora 2006)

Le sénateur Mitt Romney:

« *If Iraq became a terrorist safe haven, Afghanistan as a safe haven would pale in comparison.* » (Luo et Santora 2006)

L'ancien sénateur John McCain:

« *We must succeed, and we cannot fail, and I will be the last man standing if necessary.* »

(Nagourney et Santora 2007).

L'ancien maire de New York Rudolph Giuliani fait cavalier seul alors qu'il prend ses distances de la formule « *war on terror* » et qu'il propose plutôt de parler du conflit comme « *the terrorist war on us* » (la guerre des terroristes contre nous) ou « *the islamic terrorist war against the United States* » (la guerre des terroristes islamistes contre les États-Unis) (Cooper et Santora 2007). Encore ici, la tendance à donner une couleur religieuse à la guerre au terrorisme s'accroît.

Il est intéressant d'observer ce qui se passe dans le camp Démocrate alors que des tensions vont parfois émerger si l'on considère que des candidats ont une attitude désinvolte quant à la menace terroriste perçue. Si la critique de la guerre en Irak est acceptable, une position plus pessimiste quant à la sécurité des États-Unis est parfois nécessaire pour tenter de rester crédible. Barack Obama propose un retrait de l'Irak pour mieux combattre le terrorisme :

« *It is deeply troubling that nearly six years after 9/11, Al Qaeda maintains a safe haven, an intact leadership and the capability to plan further attacks (...) It is time to act to correct those mistakes, and the first step is to get out of Iraq, because you can't win a war when you're on the wrong battlefield.* » (Cooper 2007)

Hillary Clinton:

« *Our involvement in Iraq continues to erode our position (...) It has damaged our alliances, and it has limited our ability to respond to real threats.* » (Cooper 2007)

Plus critique, l'ancien sénateur John Edwards affirme à propos de la rhétorique de la « *global war on terror* » :

« *President Bush's "global war on terror" doctrine is more of a bumper sticker than a strategy to eliminate terrorism.* » (Cooper 2007)

Fait intéressant, Hillary Clinton va être attaquée par son propre camp alors qu'elle va affirmer que les États-Unis sont plus en sécurité qu'avant le 11 septembre 2001. Elle va d'ailleurs nuancer sa position en juin :

« *I believe we are safer than we were. (...) We are not yet safe enough, and I have proposed over the last year a number of policies that I think we should be following.* » (Cooper et Healy 2007)

De son côté, Barack Obama va produire un mémoire qu'il va faire parvenir à ses supporters et journalistes pour clarifier sa position sur la guerre au terrorisme. Le titre du mémoire : *America is not Safer Since 9/11* (Cooper et Healy 2007). Politiquement, le discours de l'administration Bush reste payant pour marquer des points, même pour critiquer ses adversaires.

Outre les affrontements entre Démocrates et Républicains, on retrouve encore bon nombre de politiciens, d'experts et d'éditorialistes qui prennent position sur le terrorisme dans les colonnes du *New York Times* dans la période à l'étude. Le ton est plutôt favorable à l'administration Bush. En éditorial le 22 juillet, l'ancien sénateur Christopher S. Bond affirme :

« It is clear that if we abandon Iraq as some want us to do right now, Al Qaeda will establish a safe haven there. This would give terrorists the resources of the petroleum-rich country to finance their operations, significantly increasing the threat of future attacks on the United States. » (The New York Times 2007)

L'analyste Max Boot du think tank *American Council on Foreign Relations*:

« Al Qaeda will probably try to capitalize on the network built up by its affiliate in Iraq, lending some support to the argument that a rapid exit from Iraq might prove dangerous for American security ». (Shane 2007)

Ailleurs dans les colonnes du *New York Times* :

« Deposing Saddam Hussein was not a genuine part of the war on terror except in the most oblique and indirect sense, but like it or not, the present conflict in Iraq is now at the heart of the struggle with Al Qaeda and violent jihadism. (...) Allowing the collapse of the country would, in fact, mean handing victory to the most violent jihadists -- a result that would be irresponsible for any president who thought the United States was actually endangered by Islamic terrorism. » (Feldman 2007)

Thomas Sanderson, spécialiste du terrorisme au *Center for Strategic and International Studies*, plus critique :

« Iraq would not have become a training ground for Al Qaeda had the United States not invaded. We created the biggest terrorism training ground known, which is Iraq. » (Gay Stolberg 2007)

En 2007, l'éventuel danger d'un terrorisme faisant appel aux armes de destruction massive reste encore bien présent. Le journaliste et écrivain William Langewiesche:

« On our comprehensively terrorized globe, almost everybody, from covert, stateless bands of jihadists to accredited members of the United Nations, believes himself in need of either ready-made atomic bombs or the technology and expertise with which to manufacture them. » (Raban 2007)

L'ancien sénateur Bill Frist propose que le bioterrorisme soit la plus grande menace existentielle (Safire 2007). Plus loin :

« Literally, then, nuclear or biological attacks killing tens of millions would not end the life of the U.S. -- but figuratively, they would end the existence of the way of life of its remaining citizens. » (Safire 2007)

La question de la torture et des méthodes d'interrogations, notamment celle du « *waterboarding* », ou noyade simulée, continue de faire parler, quoique dans une moindre mesure. Mitt Romney va d'ailleurs prendre position en faveur de ce qui est alors appelé des « *enhanced interrogation techniques* » (techniques d'interrogation renforcées) (Nagourney et Santora 2007). On retrouve des positions plutôt négatives sur le sujet, mais encore ici, on parle de sauvegarder l'identité des États-Unis sans discuter de l'humanité de ceux qui subissent ces méthodes :

« *America, the great and good nation that has been a beacon to the world on human rights, does not torture and should stand against torture.* » (Shenon 2007)

Notons avant de terminer notre analyse de l'année 2007 la publication d'un article d'Andrea Elliot (2007) qui se veut une étude à savoir ce qui motive des individus à rejoindre les rangs des groupes terroristes. Il s'agit d'une première alors que l'on observe le contexte humain, social et économique dans lequel les recrues évoluent pour tenter d'expliquer la radicalisation.

2008 et 2009

Les années 2008 et 2009 sont regroupées, car elles renferment peu de matériel pertinent pour analyser l'évolution du discours. Dans l'ensemble, et malgré l'élection présidentielle du 4 novembre qui ouvre les portes de la Maison Blanche à Barack Obama, le terrorisme est traité de manière factuelle sans trop d'analyse. De plus, notre analyse des années précédentes a couvert la majorité des sujets abordés et, à ce point, nous ne ferions que répéter les mêmes discours.

Deux points restent cependant particulièrement intéressants quant à l'évolution, ou peut-être plutôt l'absence d'évolution du discours. D'un côté, on recommence à tenir un discours plutôt pessimiste en ce qui a trait à la menace terroriste qui plane sur les États-Unis, mais cette fois c'est le Pakistan qui serait à l'origine de cette menace. Ensuite, on remarque une recrudescence marquée du discours sur le terrorisme faisant usage d'armes de destruction massive. Malgré huit ans de présidence Bush et l'absence de preuves à savoir qu'il existait un lien entre Saddam Hussein et Al-Qaeda, ou encore que le dictateur Irakien avait un programme nucléaire clandestin, le sujet reste central à l'évaluation de la menace terroriste. Au sujet du Pakistan :

« *Intelligence reports for more than a year had been streaming in about Osama bin Laden's terrorism network rebuilding in the Pakistani tribal areas, a problem that had been exacerbated by years of missteps in Washington and the Pakistani capital, Islamabad, sharp policy disagreements, and turf battles between American counterterrorism agencies.* » (Mazzetti et Rohde 2008)

Dans une revue de littérature du 14 septembre, on reprend les mots de l'auteur et journaliste Ron Suskind au sujet de la menace du terrorisme nucléaire:

« (...) *what may be humanity's last great race, one between civilized governments and radical terrorists, with the prize being a mushroom cloud in an American city, or its merciful absence.* » (Crowley 2008)

Selon Barack Obama:

« *The possibility of a terrorist group obtaining a nuclear weapon was 'the No. 1 threat' facing America.* » (Goldberg 2008)

Graham Allison, expert en nucléaire de l'Université Harvard :

« *When you map W.M.D. and terrorism, all roads intersect in Pakistan.* » (Bonner 2009)

L'expert analyste en sécurité Bruce Riedel de la *Brookings Institution* :

« *Pakistan is the most dangerous country in the world today, where every nightmare of the 21st century -- terrorism, nuclear proliferation, the danger of nuclear war, dictatorship, poverty and drugs -- come together in one place.* » (Bonner 2009)

Fait intéressant pour terminer l'analyse de ces deux dernières années, un article de P.W. Singer et Elina Noor (2008) publié le 2 juin, qui enjoint le président et son équipe à ne pas utiliser les mots « jihadis » et « jihadists ». Selon les auteurs, ces mots servent à donner une certaine légitimité aux terroristes, ils peignent leur lutte sur un fond idéologique et théologique d'une confrontation entre l'ouest et l'islam. Or, les terroristes, qu'ils proposent à la limite d'appeler « Muharib », « hirabi » ou « hirabists », ce qui veut dire barbares, n'auraient pas de véritables idéologies et ne chercheraient que la violence et le meurtre. Utiliser les termes « jihadis » et « jihadists » feraient ainsi en sorte d'humaniser ceux qui en fait ne sont que violence et déshonneur.

Présidence Bush : le terrorisme dans le Washington Post

Avant de se lancer dans l'analyse des articles du *Washington Post*, soulignons que l'analyse du contenu ne se fera pas nécessairement sous la forme d'un collage de tous les éléments retrouvés dans les colonnes du quotidien. En effet, nous nous attendons à beaucoup de répétitions quant au matériel qui a déjà été analysé dans les colonnes du *New York Times*, dans le but d'éviter la lourdeur, l'analyse se fera de manière plus concise en s'assurant de faire ressortir seulement les éléments absolument nécessaires pour comparer les similitudes, mais surtout, les différences entre les deux journaux. Rappelons que nous allons palier cet effet dans le chapitre 5 alors que le *Washington Post* sera analysé avant le *New York Times* pour éviter que la méthode ait un trop grand

impact sur notre capacité d'analyse et de comparaison.

2001

L'année 2001 est, bien sûr, une année charnière pour comprendre et analyser les discours de l'administration Bush fils en ce qui a trait à la lutte au terrorisme et l'utilisation des drones armés. C'est à ce moment que l'ancien président et sa garde rapprochée présentent leur version de la réalité, conjure des images pour donner un sens au conflit, crée ou utilise des slogans, etc. Pour ce qui est du traitement de l'actualité dans le *Washington Post*, on remarque un changement de ton plutôt surprenant face à son compétiteur new-yorkais. On retrouve non seulement plus d'articles éditoriaux que pour la même période dans le *New York Times*, mais le contenu de ces articles est surtout beaucoup plus belliqueux, va-t'en guerre et on fait l'utilisation d'un langage nettement plus cru. De plus, si l'on donne beaucoup d'exposition aux discours de George W. Bush, les membres de son administration ne bénéficient pas de la même visibilité que dans les pages du *New York Times*. Finalement, soulignons que, contrairement au *New York Times*, le débat sur la constitutionnalité de ce que représentent les efforts de lutte au terrorisme au niveau national est déjà bien enclenché dès les premières semaines du conflit.

Voyons d'abord quel traitement est réservé au discours de George W. Bush. Il est à noter que le *Washington Post* va retranscrire cinq discours de l'ancien président dans leur intégralité : son adresse à la nation suite aux attentats, son discours au Congrès du 20 septembre, son adresse en octobre pour souligner le début des opérations de combat en Afghanistan, sa conférence de presse du 12 octobre sur l'Afghanistan et son discours de novembre à Atlanta sur la sécurité intérieure. Trois de ces discours ne figurent pas dans les archives présidentielles et nous apportent donc d'autres éléments du discours de l'ancien président. Reste à souligner qu'ils ne présentent en soi rien de révolutionnaire par rapport à ce qui a été analysé depuis le début de ce chapitre. Dans l'ensemble, pour éviter trop de répétitions, les mêmes sujets sont abordés : références à Pearl Harbor, au nazisme et au communisme, aux combats que les États-Unis ont déjà traversés comme la Deuxième guerre mondiale, à la sauvagerie et au barbarisme, à la grandeur des États-Unis et du symbole de liberté qu'ils représentent, de la lutte civilisationnelle ou encore de la menace des armes de destruction massive, etc. L'ancien président souffle encore ici le chaud et le froid quant à la sécurité des Américains. Voici quelques bribes de discours que nous ne retrouvons pas dans les colonnes du *New York Times* :

« *Freedom-loving people understand that terrorism knows no borders, that terrorists will strike in order to bring fear, to try to change the behavior of countries that love liberty. And we will not let them do that.* » (Slevin et Loeb 2001)

Au sujet des groupes de terroristes :

« (...) *it is time to draw the line in the sand against the evil ones.* » (Eggen et DeYoung 2001)

Dans la bible, les mots « evil one » sont parfois utilisés pour désigner Satan.

« *We will fight evil, but in order to overcome evil, the great goodness of America must come forth and shine forth.* » (Stewart 2001)

« *They kill thousands of innocent people and then rejoice about it.* » (DeYoung 2001).

Dans l'ensemble, les discours et interventions médiatiques de l'ancien président constituent une matière première largement utilisée par les journalistes du *Washington Post*.

Comme mentionné, les discours des membres de son administration ne sont pas autant représentés. Lorsqu'ils le sont, ils reprennent les grandes lignes des discours de George W. Bush. Tout comme lui, ils ne sont pas nécessairement rassurants sur la sécurité des Américains et prévoient un conflit long et difficile d'entrée de jeu. Selon Dick Cheney :

« *There may well be other operations that have been planned and are, in fact, in the works.* » (Harris 2001)

Donald Rumsfeld:

« *A terrorist can attack in any time and any place using a variety of different techniques. It may be an airplane one day, it may be a ship or a subway or a car.* » (Harris 2001).

Différents intervenants sont appelés à traiter du même sujet. Selon le représentant de la Californie Jerry Lewis :

« *This is the next war that many of us have known about for some time and tried to get people to pay attention to.* » (Lancaster et Schneider 2001)

Le représentant du Wisconsin David Obey au sujet d'une provision budgétaire de 40 milliards pour subvenir aux besoins des personnes et institutions touchées par les attentats du 11 septembre :

« *a down payment on a long twilight struggle against terrorism. This is going to be a very nasty enterprise.* » (Lancaster et Dewar 2001)

« *Twilight struggle* » fait référence à une locution de John F. Kennedy au sujet de la guerre froide. Au tour du Commandant Ward Carroll, professeur à l'*US Naval Academy*, d'insister sur de possibles attaques subséquentes :

« *Think of anthrax spores, Super Bowl massacres, celebrity assassinations on live TV.* »
(Gellman et Ricks 2001)

La question des armes de destruction massive est toujours bien présente. Rick Weiss et Jo Becker (2001) affirment le 14 octobre que les États-Unis sont entrés dans l'ère du bioterrorisme. Dans un article de David Brown (2001) du 30 septembre qui s'entretient avec des spécialistes en matière de terrorisme et de la possibilité qu'ils acquièrent des armes de destruction massive :

« *I don't think the garden-variety terrorist is going to do anything. But take some group that has a lot of money and put them in a country that's full of terrorists and it's another matter.* »

Selon le Premier ministre de l'Angleterre de l'époque, Tony Blair :

« *We will do all we humanly can to avoid civilian casualties. But understand what we are dealing with . . . They have no moral inhibition on the slaughter of the innocent. If they could have murdered not 7,000 but 70,000, does anyone doubt they would have done so and rejoiced in it? There is no compromise possible with such people, no meeting of minds, no point of understanding with such terror. Just a choice: Defeat it or be defeated by it. And defeat it we must.* » (The Washington Post 2001)

Une source non identifiée à la Maison Blanche :

« *We have to assume that since there were cells prior to September 11th buried in the United States for some time, there might be others. This is the most dangerous fact for American security right now.* » (DeYoung 2001)

Le directeur adjoint de la division de la lutte au terrorisme du FBI, JT Caruso :

« *(...) the loss of bin Laden and the elimination of terrorist bases in Afghanistan would reduce the ability of the al Qaeda network to commit "horrific acts" by 30 percent. That still means 70 percent of the organization's capabilities for terror will remain intact.* » (Pincus 2001)

Comme nous l'avons mentionné plus haut, il est frappant de constater à quel point certains éditoriaux sont belliqueux et appellent à la violence. Le lendemain des attentats, David Von Drehle (2001) écrit :

« *Yesterday, September 11, 2001 -- a date which will live in infamy -- the United States of America was suddenly and deliberately attacked by a faceless, stateless enemy apparently lacking any conventional political objective.* »

« *A day of infamy* » fait référence au discours prononcé par Franklin D. Roosevelt après les attaques de Pearl Harbor, une des images mainte fois utilisées pour décrire les événements. On remarque aussi le fait qu'on évacue toute forme de rationalité. Le 12 septembre, William S. Cohen (2001) écrit :

« *America itself must embark on its own holy war* ».

« Americans did not triumph in the long, twilight struggle of the Cold War only to forfeit our victory to anonymous extremists in this war. As with the last, this struggle will not be won with a single military response. Victory will require the American people to display courage, faith, unity and determination to carry on for the indefinite future. »

Michael Kelly (2001) le 12 septembre:

« Here is where we end up, with murder on a mass scale of people whose sole sin was, apparently, that they were Americans. »

Charles Krauthammer (2001) le 12 septembre encore :

« Organized terror has shown what it can do: execute the single greatest massacre in American history, shut down the greatest power on the globe and send its leaders into underground shelters. »

« The "long peace" is over. We sought this war no more than we sought war with Nazi Germany and Imperial Japan or Cold War with the Soviet Union. But when war was pressed upon the greatest generation, it rose to the challenge. »

Vincent Cannistraro (2001) qui décrit les terroristes comme des extrémistes religieux fanatiques affirme :

« The new threats are more unpredictable than those we saw during the Cold War, because these terrorists are motivated by a professed religious imperative and a willingness to kill themselves while inflicting major damage on our institutions and personnel. »

Judy Mann (2001) le 14 septembre qui va même jusqu'à dire que tous les coups sont permis, peu importe si cela coûte la vie à des civils :

« The Islamic crazies are fond of using satanic imagery for the West. Look in the mirror, mastermind of this, and you will see the real Satan that walks among us. »

« President Bush got it right when he said there will be no distinction between terrorists and the countries where they nest. If there are civilian casualties in our retaliation, so be it. »

Rien de rassurant dans un éditorial du 16 septembre :

« When, after such effort and sacrifice, another terrorist attack on Americans comes, some will argue that the war is counterproductive and should be scaled back. (...) All this will happen in part because it will be hard to know when we have won the war -- or even if we are winning or losing. » (The Washington Post 2001)

Leon Fuerth (2001) le 16 septembre:

« (...) many people would be shocked to think that a great civilized nation would hesitate to use any means to deal with a mortal enemy who has declared war upon it. Hope destroys the resources of terror by denying it recruits. The United States -- alone among nations -- can represent hope in the armor of action. If we so will it. That choice remains uniquely ours. »

Sur un ton toujours aussi guerrier, Ralph Peters (2001) écrit le 23 septembre :

« We will not be able to reach all of the necessary targets cleanly, nor should we try to economize on the use of our power, which is our great strength. The military is a killing instrument; if we want finesse we should hire a ballet company. »

Michael Kinley (2001) le 5 octobre qui y va d'une allégorie médicale:

« Terrorism is like a chronic disease that can be controlled and suppressed, but not cured. »

Sam Nunn (2001) le 8 octobre:

« The terrorists' capacity for killing is limited only by the power of their weapons. The most significant, clear and present danger we face is the threat posed by nuclear, biological and chemical weapons. »

Raghida Degham (2001) qui rejette sur les pays arabes et musulmans la responsabilité d'une future attaque américaine sur leurs territoires le 14 octobre :

« Arabs and Muslims need to adjust, too: to get over the tendency to view themselves as perpetual victims; to recognize that with its silence, the moderate majority is seen as acquiescing to the intolerant views of the vocal extremists. And governments of the region need to admit that their denial of civil liberties and democratic processes help provide fertile breeding grounds for terror and instability. »

Jim Hoagland (2001) le 31 octobre:

« (...) Afghanistan should have no central government that supports or permits international terrorism. If that means Afghanistan will have no central government at all, so be it. »

Au sujet d'Oussama Ben Laden :

« He finds an identity otherwise denied him in the death and destruction of others, on a massive scale. He ties it all together in a package of religious fantasy, vengeful politics and local grudges that has gathered a cult of killers around him. » (Hoagland 2001)

Leon Fuerth (2001) au sujet des attaques préventives le 4 novembre:

« States harboring programs for weapons of mass destruction should understand that the United States intends that these be neutralized by one means or another, including direct preemption. »

Richard Cohen (2001) au sujet de Oussama Ben Laden et de la menace terroriste le 13 novembre :

« (...) Osama bin Laden and his band of psychopaths. »

« Its threat is not limited to terrorism of the sort we have experienced here but also encompasses nuclear, chemical and biological proliferation. This is something we must deal with. »

Charles Krauthammer (2001) sur les pays qui accueillent des terroristes le 30 novembre et qui fait référence à la peine de mort pour ces États:

« We will no longer fecklessly go after low-level terrorist operatives in a New York court, or even more ridiculously in The Hague. We are, instead, at war with their leaders and, even more important, with the regimes that harbor them. It is now a capital offense to harbor terrorists. Literally. Harbor them and your regime dies. »

Dans l'ensemble, des discours plutôt violents : Références bibliques au combat entre le bien et le mal, à Satan, appel à demi-mot au meurtre de civils, décapitation de l'Afghanistan pour ensuite laisser le pays à l'abandon sans même un gouvernement. Certains proposent déjà de régler le cas de Saddam Hussein :

« (...) the international community must deal now with Iraq as the headquarters of Terror Inc. » (Hoagland 2001)

En lien avec les sujets de prédilection de George W. Bush, on parle aussi du traitement réservé aux femmes et aux enfants par les Talibans :

« I can't forget the voices of the Afghan women, children and men as they told me of 23 years under war and violence and now fundamentalist oppression -- of the massacres; the destruction of their homes; the kidnapping, torture and disappearance of their husbands and fathers and brothers; the rapes and forced marriages of their young daughters; the acts of daily terror and violence to enforce edicts that keep women under house arrest -- unable to go to school, work, be seen or heard in public, talk to any men who aren't their relatives. » (Brodsky 2001)

Comme mentionné, il est intéressant de constater que la joute légale à savoir quels sont les pouvoirs du président en matière de lutte au terrorisme sur le territoire américain est déjà bien enclenchée dès les premières semaines qui suivent les attentats. Les mesures d'urgence divisent déjà la classe politique. Roger Pilon de la *Cato Institute* affirme :

« What we have here is a classic example of crisis leading to leviathan. (...) I see in him a person with a greater respect for authority than for liberty, and that's what disturbs me. » (Eggen 2001)

Dans un éditorial du 19 septembre de John Conyers Jr. (2001) :

« Certainly, we must update our counter-terrorism laws so that they reflect 21st century reality. But new expansion of government authority should be limited to properly defined terrorist activity or threats of terrorism. »

En réponse, c'est la plupart du temps le Procureur général John Ashcroft qui mène la charge :

« Our job is to protect American lives, but we don't believe that is inconsistent with honoring the American Constitution. » (Eggen 2001)

« I can't guarantee that what we've done will avert future terrorist attacks, but I can guarantee that we have protected the Constitution. » (Eggen 2001)

Nous ne nous attarderons pas trop sur la question pour l'instant comme elle n'est pas chargée de considérations identitaires. Il faut quand même surveiller et analyser cette tendance si elle se poursuit, parce qu'on remarque que George W. Bush a tenté de faire de la démocratie une caractéristique de l'identité américaine dans certains discours déjà étudiés. On peut noter une critique intéressante suite à l'invasion de l'Afghanistan, notamment le 13 octobre alors que l'on rapporte les paroles de John F. Kavanaugh de l'Université de St-Louis:

« *He said blanket bombing Afghanistan and other Muslim countries would be immoral because it would kill thousands of innocent people. It also would bring our nation "close to the enemy" in its rationalization of violence, he said.* » (Broadway 2001)

Il y a ici un référent identitaire, soit une mise en garde de ne pas se rabaisser au niveau de l'ennemi dont la violence est le fruit d'une rationalité tordue.

Fait intéressant, on retrouve quelques articles qui exposent le lien entre pauvreté, mauvaises conditions de vie et terrorisme. On s'approche ainsi d'une réflexion qui amène à comprendre le milieu dans lequel évoluent les « ennemis » des États-Unis, ce qui en soi implique une dimension humaine dans la réflexion. Ce serait aux États-Unis de contribuer, notamment financièrement, au bien-être de ces pays pour éviter que le terrorisme ne devienne un problème.

En conclusion pour l'année 2001, on retrouve dans les colonnes du *Washington Post* une forte corrélation entre les discours de l'ancien président et de son administration. De plus, le langage est nettement plus hostile et déshumanisant que ce que nous avons initialement observé dans les colonnes du *New York Times*. Voyons si ces tendances évoluent, et comment.

2002

L'année 2002 est intéressante, car c'est à ce moment que s'intensifie le débat sur l'invasion de l'Irak, mais aussi parce que l'on retrouve de multitudes références identitaires pour décrire les terroristes que les États-Unis sont appelés à combattre. Avant de se lancer dans l'analyse, quelques remarques sur la couverture médiatique de l'année. D'abord, beaucoup d'attention est accordée au conflit israélo-palestinien. Les articles à ce sujet foisonnent. On y parle en long et en large des méthodes terroristes imputées aux Palestiniens. Dans l'ensemble, peu de matière à se mettre sous la dent en ce qui a trait à la définition de l'identité américaine et celle de ces ennemis désignés, si ce n'est qu'un débat à savoir pourquoi les États-Unis se montrent tolérants envers Yasser Arafat

qui est décrit comme plusieurs comme un terroriste, et que devrait donc être de facto un ennemi des États-Unis.

Il est aussi à noter que les questions légales font couler beaucoup d'encre. En effet, le *Washington Post* semble s'intéresser plus tôt que le *New York Times* à ce sujet. Peu de débat au niveau identitaire dans ce cas, mais nous reviendrons quand même sur quelques articles notoires. Après l'analyse d'une deuxième année, il est aussi intéressant de constater que le *Washington Post* laisse plus souvent la parole au secrétaire d'État de l'époque, Colin Powell, ainsi que Condoleezza Rice qui occupe le siège de la conseillère à la Sécurité nationale. Le *New York Times* semble avoir boudé ces membres de l'administration Bush dans ses colonnes. On peut aussi remarquer que le conflit en Afghanistan en tant que tel n'est pas tant discuté. On utilise plutôt le terme « *war on terror* » pour parler d'à peu près tout ce qui implique les opérations de combat américaines à l'étranger. Finalement, même si l'on retrouve de nombreux éditoriaux qui sont encore plutôt va-t'en guerre, le ton est définitivement moins acrimonieux.

Voyons d'abord brièvement comment le quotidien décrit le conflit :

« (...) *terrorist gangs are animated by charismatic chiefs; killing them can cause the downfall of their movements.* » (Mallaby 2002)

« *Al Qaeda's hierarchy has been significantly disrupted, according to officials trying to assess the state of threat against the United States and targets abroad. But the U.S. military's success in rousting al Qaeda from Afghanistan has had the unintended consequence of widely dispersing its adherents, determined to make jihad on whatever scale they can muster.* » (Schmidt et Priest 2002)

Qu'en disent maintenant les suspects usuels ? Comme il fallait s'y attendre en fonction de notre analyse du *New York Times*, on garde le cap en ce qui a trait au discours de George W. Bush et de son administration. Quatre de ces discours sont retranscrits en intégralité. Il est à noter que le discours sur l'État de l'Union de janvier ainsi que le discours prononcé à *Westpoint* en juin seront ensuite analysés dans deux articles subséquents par Mike Allen, Amy Goldstein et Karen DeYoung (2002). Les mêmes sujets sont abordés, plusieurs des bribes de discours sont les mêmes. On reste toujours devant une fixation sur les armes de destruction massive, on souffle le chaud et le froid sur la sécurité des Américains face à une menace en constante transformation, une lutte civilisationnelle entre le bien et le mal, etc. L'ancien président en quelques citations pour l'année 2002 :

« *While there are many dangers in the world, the threat from Iraq stands alone because it gathers the most serious dangers of our age in one place.* » (The Washington Post 2001)

« *Civilization and terrorism cannot coexist. By defeating terror, we will defend the peace of the world.* » (Allen et Chandler 2002)

Politiciens et experts joignent leurs voix au président. Condoleezza Rice :

« *The president is calling on the world, on our friends and our allies, to join us in preventing these regimes from developing and deploying these weapons, either directly or through stateless terrorist surrogates.* ». (DeYoung et Milbank 2002).

Donald Rumsfeld:

« *The real concern at the present time, is the nexus between terrorist networks and terrorist states that have weapons of mass destruction. . . . Let there be no doubt: There is that nexus.* » (DeYoung et Milbank 2002).

Michael E. O'Hanlon de la *Brookings Institution* :

« *We really should be focusing on potentially catastrophic attacks, meaning large numbers of casualties or large damage to the economy.* » (Miller 2002)

Le directeur du FBI Robert S. Mueller :

« *If it took . . . years to develop the 9/11 plot, then it is very, very possible that we are in a similar period right now, where individuals are practicing the same type of operational security in preparation for another attack.* » (Sanders 2002)

Jacques Chirac lors d'une allocution conjointe avec George W. Bush :

« *Today, again, our two countries are fighting together against the terrorist barbarity.* » (Milbank 2002)

Comme mentionné précédemment, on retrouve plusieurs références où le discours visant à déshumaniser les terroristes est bien visible, notamment en utilisant le langage médical, autant dans les paroles de politiciens et spécialistes américains, que dans les colonnes éditoriales du *Washington Post*. Selon Jared Diamond (2002) :

« *The planners and immediate agents of terror were fanatics who will continue to try to harm us as long as we are rich, powerful and supporters of Israel.* »

Michelle Flournoy du *Center for Strategic and International Studies*:

« *We have succeeded in chopping off one head of a hydra-headed monster. The network is perfectly capable of functioning without this head.* » (Eggen et Dobbs 2002)

Colin Powell:

« *The United States feels strongly about these sorts of issues and believes that if we are really going to prevail -over this plague on the face of mankind -- then we have to do it in a way that respects human dignity.* » (DeYoung 2002)

Tom Ridge, direct du *Department of Homeland Security*:

« *you can cut off the head of this snake, there are still nests of them out there.* » (Balz 2002)

Jim Hoagland (2002):

« *The world is afflicted with a deadly, indiscriminating disease that must be halted by painful and at times dangerous treatment.* »

Un certain inconfort s'installe en novembre alors qu'une frappe de drone au Yémen coûte la vie à un citoyen américain ayant rejoint les rangs d'Al-Qaeda. L'histoire pousse à une réflexion à savoir que l'on va probablement devoir abattre des Américains au cours du conflit. Dans ce cas précis, on va spécifiquement utiliser le mot combattant pour la victime en question, Abu Ali al-Harithi. Or, dans les colonnes du *Washington Post*, le mot combattant sera souvent entre guillemets comme pour souligner ce malaise :

« *The administration, working with the authority of a presidential finding that permits covert actions against Osama bin Laden's al Qaeda terrorist network, considered al-Harithi and his traveling party a military target - "combatants" under international law.* » (Priest 2002)

Un évènement similaire se produit toujours en novembre alors qu'une frappe de drone cause la mort du citoyen américain Kamal Derwish, qui se trouvait lui aussi au Yémen. Selon une source à l'intérieur de l'administration qui demande de ne pas être nommée :

« *It would not have made a difference. If you're a terrorist, you're a terrorist.* » (Priest et Powell 2002).

Somme toute, dans les colonnes éditoriales pour l'année 2002, le ton reste quand même assez belliqueux :

« *If the nation learned a single lesson from Sept. 11, it should be this: that the only way to defeat terrorists is to attack them.* » (Hiatt 2002)

L'auteur utilise le populaire parallèle avec Pearl Harbor pour appuyer ses propos :

« *It shouldn't take more than one Pearl Harbor to wake a generation.* » (Hiatt 2002)

Sous la plume de l'ancien Secrétaire d'État, George P. Shultz (2002):

« *If we falter in the war on terrorism, more and more states will make accommodation with terrorism. Ultimately, the consequences for world peace, security and progress will be catastrophic.* »

Selon David Ignatius (2002) le 3 février :

« *The next horrific attack will come out of the fog of this terror war, as unexpectedly and perhaps as devastatingly as the Sept. 11 attacks. (...) We have talked too much and done too little.* »

Richard Cohen (2002) le 25 juillet :

« *A world without Saddam Hussein is going to be a better place.* »

Jim Hoagland (2002) le 29 septembre:

« *Bush, Condoleezza Rice and Donald Rumsfeld have performed a valuable intellectual service by getting the world to focus on the impossibility of deterring the kind of madmen who carried out the Sept. 11 attacks and on the hazards that missiles and biological, chemical and nuclear weapons now pose even to the American military colossus.* »

Si l'on s'attarde aux colonnes éditoriales, un retrouve bon nombre d'échos aux paroles de l'administration Bush. Au sujet de la guerre au terrorisme :

« *This task is comparable to Truman's and Reagan's. It will not be easy or painless. But it is worthy of a great nation.* » (Kristol 2002)

Au sujet d'un attentat au Kenya en novembre alors qu'il n'existe aucune preuve d'un lien avec Al-Qaeda :

« *Yet the scale and sophistication of the latest attack, in which a suicide bombing against a resort hotel nearly coincided with an attempt to shoot down an Israeli airliner, demonstrates that the enemy remains formidable, well-directed and well-supplied.* » (The Washington Post 2002)

Pour terminer l'année 2002, on retrouve peu de voix discordantes s'élevant contre le président et son administration. Comme il fût le cas pour le *New York Times*, la bataille légale à savoir ce que le gouvernement a le droit de faire, principalement au sujet de l'habeas corpus, ne s'accompagne pas d'une véritable remise en question de l'identité américaine, si ce n'est qu'une mise en garde de ne pas s'abaisser au niveau de l'ennemi que l'on est sensé combattre :

« *How can Americans defeat a grave external menace without undercutting the very democracy they are trying to save?* » (Washington 2002)

Sinon, l'opposition à une éventuelle guerre en Irak attire l'attention, quoiqu'il s'agisse surtout d'une critique du manque de clarté quant aux plans de l'administration Bush ou du fait que l'Irak nuirait à la véritable guerre au terrorisme qui se résume souvent par la capture de Oussama Ben Laden :

« *I agree with the administration that the threat of stateless terrorism requires a new, more forward-leaning response. But an invasion of Iraq is a different matter altogether.* » (Galston 2002)

2003

L'année 2003 se démarque, pour l'instant, des années précédentes. En effet, on remarque tout d'abord une tentative de recadrer le rôle de la guerre en Irak dans la guerre au terrorisme au

sens large. Loin de désavouer l'aventure militaire, on tente malgré tout de présenter le conflit sous une nouvelle lumière. Alors que les armes de destruction massive manquent à l'appel, l'administration de George W. Bush doit expliquer pourquoi l'armée américaine est déployée en Irak. L'année 2003 se présente donc en deux temps. D'abord, on retrouve un calque des discours déjà analysés autant au niveau présidentiel que dans les colonnes du *New York Times*, puis une tentative de recadrage aux alentours du mois de septembre. On remarque que cela a un impact sur le contenu des articles analysés alors que l'on commence à se montrer plus sceptique quant aux motivations derrière la guerre en Irak, mais aussi parce que certains journalistes vont directement se questionner au sujet des mots utilisés pour parler de terrorisme. Il y a donc une continuité avec une tendance observée en 2002 alors que la discussion sur les mots « *terrorist* », « *freedom fighter* », combattant ou encore « *militant* » s'élargit. La remise en question de ces différentes étiquettes propulse une réflexion sur la nature identitaire des ennemis désignés par Washington dans la guerre au terrorisme.

C'est aussi en 2003 que commencent les prises de position de figures politiques principalement Républicaines et Démocrates participant à la course à l'investiture de leurs partis politiques respectifs en vue des élections présidentielles de 2004. Cela nous donne une bonne idée de la portée du discours sur le terrorisme. Voyons d'abord comment se manifestent les tentatives de modifications du discours sur le terrorisme de la part de l'administration Bush fils. Dans un premier temps, George W. Bush répète les mêmes formules :

« *The gravity of this moment is matched by the gravity of the threat that Iraq's weapons of mass destruction pose to the world.* » (The Washington Post 2003)

« *The attacks of September the 11th, 2001, showed what the enemies of America did with four airplanes. We will not wait to see what terrorists or terrorist states could do with weapons of mass destruction.* » (The Washington Post 2003)

Menace de destruction catastrophique, lutte civilisationnelle entre les forces du bien et le barbarisme, etc. Le reste de l'administration pousse dans le même sens. Condoleezza Rice :

« *We face two great fights, against terrorism and against the spread of the weapons of mass destruction.* » (Hoagland 2003)

Donald Rumsfeld à propos de la sécurité des Américains :

« *The pressure that dozens and dozens and dozens of countries around the globe are putting on that terrorist network is having a good effect. We've always said that would not mean that there will not be terrorist attacks; we knew that and we've said that repeatedly.* » (Priest et Eggen 2003)

Dick Cheney:

« *The terrorists intend to strike America again. One by one, in every corner of the world, we will hunt the terrorists down and destroy them. In Iraq, we took another essential step in the war on terror.* » (Allen 2003)

L'ancien secrétaire à la Sécurité intérieure Tom Ridge :

« *These guys are tough. They've confirmed their zealotry, their hatred. . . . There's a tradecraft to what they do. They don't just roll over.* » (Mintz 2003)

D'autres voix à l'extérieur de l'administration appuie le narratif. Bruce Hoffman de la *RAND Corporation* :

« *al Qaeda may be down, but it's clearly not out. This group is still quite capable of planning reasonably destructive operations. It's not September 11th level of sophistication, but it shows the enormous capacity of this organization to withstand even the severe kind of punishment we've meted out to it in the last 18 months.* » (Eggen 2003)

L'ancien Gouverneur de la Floride Bob Graham :

« *If you believe that the American people are not going to be at additional threat, then, frankly, my friends -- to use a blunt term -- blood is going to be on your hands.* » (Grunwald 2003)

Robert Baer, ancien enquêteur à la CIA :

« *We're incredibly vulnerable, and the next one will make September 11 look like kid's play.* » (Grunwald 2003)

Vince Cannistraro, toujours de la CIA :

« *Everyone in the anti-terrorism community is convinced that it's just a matter of when, not if.* » (Grunwald 2003)

Comme mentionné, c'est à partir de septembre que le ton change chez l'administration Bush. D'abord, le président fait le point sur les armes de destruction massive :

« *No, we've had no evidence that Saddam Hussein was involved with September the 11th. (...) The battle of Iraq is one victory in a war on terror that began on September the 11th, 2001.* » (Milbank 2003)

Si le lien entre les attaques du 11 septembre et l'Irak est remis en question, il propose malgré tout un lien entre l'Irak et Al-Qaeda :

« *There's no question that Saddam Hussein had al Qaeda ties.* » (Milbank 2003)

Donald Rumsfeld abonde dans le même sens alors qu'il déclare que rien n'indique un lien être les attaques du 11 septembre et Saddam Hussein (Milbank 2003). L'Irak devient ensuite le « centre » de la lutte au terrorisme. George W. Bush le déclare ainsi :

« *We will fight this war against terror until it is won. We are fighting on many fronts. Iraq is now the central front.* » (Milbank et Ricks 2003)

Même chose pour Condoleezza Rice qui déclare que l'Irak est la bataille centrale (*central battle*) dans la guerre au terrorisme et qu'une victoire dans ce théâtre d'opérations représente un coup mortel porté à Al-Qaeda (Milbank et Ricks 2003). Même chose pour Dick Cheney :

« *Iraq is now the central front in the war on terror, and we are rolling back the terrorist threat at the very heart of its power.* » (Milbank et Ricks 2003)

Des spécialistes de la question abondent dans le même sens. Magnus Ranstorp, directeur du *Center for the Study of Terrorism and Political Violence at the University of Saint Andrews* basé en Écosse:

« *Iraq is now the center of gravity, but I think they are seeking out soft targets and hitting from every flank imaginable by any means.* » (Farah et Finn 2003)

Tom Donnelly, spécialiste en défense de la *American Enterprise Institute* :

« *Iraq is the central front. Withdrawal from Iraq is not an option; defeat there would have global consequences for American credibility.* » (Milbank et Ricks).

Cette tendance est aussi observable lorsque l'on analyse les articles éditoriaux du *Washington Post*. Michael Kelly (2003) écrit le 19 février :

« *To march against the war is not to give peace a chance. It is to give tyranny a chance. It is to give the Iraqi nuke a chance. It is to give the next terrorist mass murder a chance. It is to march for the furtherance of evil instead of the vanquishing of evil.* »

Rolf Ekeus (2003) le 29 juin:

« *To accept the alternative -- letting Hussein remain in power with his chemical and biological weapons capability -would have been to tolerate a continuing destabilizing arms race in the gulf, including future nuclearization of the region.* »

Silvan Shalom (2003) le 14 juillet:

« *The present prospects for progress are a direct outgrowth of the strategic changes that have swept through the Middle East in the wake of 9/11: the war on terror, the defeat of Saddam Hussein and the emergence of a new, responsible Palestinian leadership. This new strategic reality has terrorists on the defensive and has given momentum to the forces of moderation and stability over those of tyranny and fear.* »

Richard Cohen (2003) le 21 août:

« *A Taliban-like state would propel Iraq into the dark ages -- no lights and no freedom.* »

Le *Washington Post* va même ouvrir ses colonnes à Donald Rumsfeld (2003) qui publie un article le 26 octobre :

« President Bush has made clear that the only way to win today's war is to carry the fight to the enemy and roll back the terrorist threat to civilization, not on the fringes of its influence, but at the heart of its power. »

Une réflexion sur le narratif du terrorisme, ou du terroriste lui-même, qui avait été entamée en 2002 devient alors plus présente et extensive. Dans un éditorial de Michael Getler (2003) du 21 septembre :

« Using "militant" or "gunmen" with terrorist actions, as many news organizations do, may not be very satisfying. But adopting particular language can suggest taking sides and a diminution of the reporter's invaluable role to report what is seen and said and to not take sides. »

La position américaine dans le conflit israélo-palestinien, mais aussi dans le conflit qui oppose Israël au Hezbollah libanais, ouvre la porte à une lutte discursive plus vive. Selon Osama Siblani de *Arab American News*, cité dans les colonnes du *Washington Post* :

« Mr. Bush believes Hezbollah, Hamas and other Palestinian factions are terrorists, but we believe they are freedom fighters. » (Mintz 2003)

Richard Armitage, adjoint au Secrétaire d'État, décrit plutôt le Hezbollah comme le « *A-team of terror* » (The Washington Post 2003). Alors que l'on pose la question à savoir si le Hezbollah est une organisation terroriste à Howard Dean, candidat à l'investiture Démocrate :

« Of course, Hamas is a terrorist organization. » (Eilperin 2003)

Si dans l'ensemble la remise en question ne porte pas directement sur l'identité des terroristes d'Al-Qaeda, ceux-ci étant normalement décrits comme des meurtriers sans véritable motif, reste que la tendance sera à surveiller.

Comme mentionné plus tôt, l'année 2003 nous permet aussi de faire un tour d'horizon du discours des candidats à l'investiture Démocrate et donc d'analyser comment ceux qui veulent défaire Bush en 2004 parlent du terrorisme. En novembre, Robert Kagan (2003) collige habilement des bribes des discours de John Kerry, Dick Gephardt, Joseph Lieberman, John Edwards et Howard Dean. Les similarités avec les paroles des membres de l'administration Bush sont à s'y méprendre :

« The war against Saddam Hussein was right. . . . He is a vicious dictator and a documented deceiver. He invaded his neighbors, used chemical arms and failed to account for all the chemical and biological weapons he had before the Gulf War. »

« I think we're going to find weapons of mass destruction. »

Comme à l'habitude, quelques critiques de l'administration se font entendre. La question des droits humains est mise sur la table :

« The Bush administration is not conducting the war according to human rights principles," Roth said, noting close U.S. relationships with such countries as Pakistan and Saudi Arabia. "It adds up to a very ugly picture." » (Slevin 2003)

Dans ce cas cependant, ce que l'on critique, ce n'est pas le dossier des États-Unis en termes de droits humains, mais plutôt le fait qu'on s'allie à des pays qui eux n'ont pas le même respect pour ces droits.

On critique directement l'administration, mais aussi les médias, qui auraient créé un sentiment d'insécurité beaucoup trop puissant causé par leur fixation sur une forme de terrorisme apocalyptique :

« We have amplified the threat and reality of terrorism. The nation is being trained to consider terrorism only in its apocalyptic forms. This is too narrow a perspective. » (Leibovich 2003)

Au sujet de la déclaration de Richard Armitage sur le Hezbollah :

« That's false. They have not killed anyone outside of Lebanon where their land is occupied. » (The Washington Post 2003)

Des mots durs au sujet de ceux qui croient toujours au lien entre l'Irak et le 11 septembre et les probabilités de voir l'Irak devenir une démocratie sous l'occupation américaine :

« It's one thing to be an Ugly American. It's another to be a dumb one. » (Cohen 2003)

L'ancien officier du CIA Michael Vickers au sujet de l'Irak comme front central dans la guerre au terrorisme:

« I can imagine winning the global war on terrorism without winning Iraq, just like you could win the Cold War without winning in Vietnam. » (Milbank et Ricks 2003)

Dans l'ensemble, des critiques au sujet de l'Irak, certaines tentatives de découplage entre la guerre en Irak et en Afghanistan, tout comme le président et son administration tentent de le faire depuis septembre, mais rien de bien concret sur l'identité de ceux qui sont désignés comme cible principale des États-Unis dans la guerre au terrorisme, soit les membres d'Al-Qaeda. On remarque aussi que la classe politique, de l'administration comme de l'opposition, tient un discours très similaire à celui de George W. Bush.

Voyons rapidement les résultats d'un sondage du 5 novembre avant de terminer. Selon le coup de sonde, 61% des Américains questionnés croient que l'Irak fait partie de la guerre au terrorisme, mais seulement 14% croient que c'est le théâtre d'opérations central comme le propose l'administration depuis quelques mois (Milbank et Ricks 2003). Il sera donc intéressant de suivre cette situation, surtout à savoir si le discours de l'administration sur la centralité de l'Irak va évoluer.

2004

L'analyse de 2004 présente des résultats intéressants quant à la concordance entre le discours de l'administration Bush ainsi que celle d'autres intervenants, experts, figures de l'opposition et éditorialistes dans les colonnes du *Washington Post*. À ce stade-ci, nous n'insisterons pas sur les critiques au sujet de la guerre en Irak. Les attaques contre l'administration Bush s'inscrivent dans la continuité avec ce qui a été analysé pour l'année 2003, mais aussi avec les articles du *New York Times* pour les mêmes années. Même chose en ce qui concerne la joute légale à savoir quels sont les pouvoirs des États-Unis pour traduire de prétendus terroristes en justice. Nous y reviendrons donc plutôt en conclusion du chapitre.

En ce qui a trait aux risques posés par le terrorisme faisant usage d'armes de destruction massive, on garde le cap, mais c'est aussi un cheval de bataille de John Kerry qui affronte George W. Bush aux élections présidentielles de novembre. Intéressant, car on a pourtant avoué l'année précédente qu'il n'y avait pas de lien entre les attaques du 11 septembre et Saddam Hussein en plus de faire un *mea culpa* au sujet des armes de destruction massive qui manquent à l'appel. Le discours mobilise toujours autant d'attention et il est nécessaire de s'y attarder, car il devient de plus en plus évident que cette « menace » est utilisée pour donner une identité aux terroristes. Quelques déclarations pour en faire la démonstration. George W. Bush :

« As part of the offensive against terror, we are also confronting the regimes that harbor and support terrorists, and could supply them with nuclear, chemical or biological weapons. »
(The Washington Post 2004)

Dans un éditorial de Sebastian Mallaby (2004) du 10 mai :

« (...) the ideology of sacred terror and the proliferation of weapons are likely to remove the luxury of choice in the future. »

John Kerry:

« *As president, my number one security goal will be to prevent terrorists from gaining weapons of mass murder.* » (The Washington Post 2004)

Dick Cheney:

« *A 'sensitive war' will not destroy the evil men who killed 3,000 Americans and who seek the chemical, nuclear and biological weapons to kill hundreds of thousands more.* (Balz et Leibovich 2004)

Le discours faisant appel à l'identité des États-Unis et les ennemis qu'ils ont désignés est toujours aussi tranché en utilisant les mêmes référents : les forces du bien et du mal, la civilisation contre le barbarisme, la liberté contre l'asservissement, rationalité versus irrationnalité, etc. Ces idées, images et références sont partagées largement par les membres de l'administration Bush, leurs adversaires et les éditorialistes du *Washington Post*. Selon John Kerry :

« *We don't just face one man or one terrorist group. We face a global jihadist movement of many groups, from different sources, with different agendas, but all committed to assaulting the United States and open and free societies around the globe.* » (Sanchez et Kessler 2004)

Fareed Zakaria (2004) dans un éditorial du 14 mars :

« (...) *they are increasingly defined almost exclusively by a macabre culture of violence. (...) violence has become an end in itself. They want a lot of people dead, period.* »

Richard A. Boucher, porte-parole du département d'État :

« *This president has enunciated a very clear vision of defending civilization, defending society, defending decency from people who want only destruction.* » (Slevin 2004)

L'attaché de presse de la Maison Blanche Scott McClellan :

« *Terrorists seek to attack that which they view as most threatening. That's why they are enemies of freedom and democracy.* » (Allen 2004)

George W. Bush:

« *No concession will appease their hatred. No accommodation will satisfy their endless demands.* » (Milbank 2004)

Dans un éditorial du 21 mars de Gustavo de Aristegui (2004) :

« *But the beast feeds on surrender and appeasement; it only feels sated if it obtains totalitarian power. (...) All democracies are targeted by these organizations because they consider freedom, and the sovereignty of the people, their worst enemies.* »

Un éditorial de Gene Weingarten (2004) du 22 août au sujet d'Al-Qaeda:

« (...) an entity of no fixed address, affiliated with no state, answerable to no constituency, diffuse, elusive, nihilistic, unavailable for negotiation, promiscuously cruel, fueled by hatred, with no comprehensible agenda other than mayhem, destruction and death. »

John McCain:

« (...) a fight between right and wrong, good and evil. » (Harris 2004)

Le langage médical et déshumanisant est aussi toujours présent :

« But now Islamic terrorism has become a Frankenstein's monster that has turned on the regimes that nurtured it. » (Zakaria 2004)

« The Iraqi government condemns these criminal acts, and it is determined to end this cancer. » (Constable et Saffar 2004)

Si l'administration Bush insistait sur un changement de narratif quant à la guerre au terrorisme en essayant de présenter le conflit comme le front principal du conflit, on observe que c'est plutôt le terme *« global war on terror »* (guerre globale contre la terreur) qui va s'imposer. Encore ici, il est amplement repris. Le 5 janvier :

« Both incidents spotlight the ongoing debate over how best to employ Special Operations forces in the global war against terrorism. » (Vistica 2004)

Le 2 février:

« The new panel is expected to keep monitoring the global war against terrorism but would be subject to closer Security Council coordination and oversight. » (Lynch 2004)

Le 28 juillet:

« (...) the members of the commission have tried to rewrite the terms of the global war on terrorism and turn it into a global war on Islamist terrorism alone. » (Carr 2004)

John Kerry le 30 juillet:

« America is in a global war on terror against an enemy unlike any we have ever known before. » (VandeHei et Harris 2004)

Le 25 décembre en lien avec un discours de Donald Rumsfeld :

« (...) to push ahead with the Bush administration's global war on terror, wherever it may take the U.S. military, and for however long. » (White 2004)

Il sera important de suivre cette évolution à savoir comment cette trame narrative s'est développée, car la tendance est semblable dans le *New York Times*. Nous y reviendrons en conclusion.

Si ces différents discours se ressemblent à plusieurs niveaux, une autre tendance se dessine dans la trame narrative de l'administration Bush. En effet, on parle de plus en plus d'islamisme radical ou encore extrémiste pour parler du terrorisme. Or, c'est un langage que le président et son

administration avaient cherché à éviter jusqu'à maintenant, surtout après la controverse que George W. Bush avait créée en appelant la guerre au terrorisme une « croisade » en 2001. Dans l'ensemble, malgré une certaine convergence, le terme est moins utilisé par les membres de l'administration en place. Les conclusions du rapport du 11 septembre stipulent d'ailleurs que les terroristes ne sont plus les ennemis, qu'ils ont été remplacés par des extrémistes islamistes (Carr 2004).

Dans un éditorial de William Drodziak (2004) le 21 mars :

« *Europe is emerging as both a target and a base for a different brand of terrorism -- a global campaign waged by Islamic extremists who seem impervious to containment or deterrence.* »

Donald Rumsfeld le 6 juin:

« *The United States and its allies are winning some battles in the war against terror but may be losing the broader struggle against Islamic extremism that is terrorism's source.* » (The Washington Post 2004)

La tendance ne semble pas lourde, mais elle s'observe aussi dans le *New York Times* pour les mêmes années. Elle sera encore ici à surveiller.

En ce qui concerne l'utilisation de termes venant se substituer à terroriste qui avaient été employés pour l'année 2003, souvent entre guillemets, on peut encore suivre cette évolution en 2004. Tom Malinowski (2004) poursuit avec les guillemets le 2 février :

« *The Supreme Court will soon consider key cases arising from the war on terror, including whether U.S. courts have jurisdiction to review detentions at Guantanamo Bay and the legality of imprisoning "enemy combatants" indefinitely without charges.* »

Au sujet de ceux qui convergent vers l'Irak et l'Afghanistan pour grossir les rangs d'Al-Qaeda et s'attaquer aux soldats américains, Richard Cohen (2004) utilise le terme *foreign fighters* (combattant étranger). En ce qui a trait aux groupes Lakshar-e-Taiba et Jaish-i-Muhammad, utilisés par le Pakistan pour nourrir l'insurrection au Kashmir, on parle plutôt de militants (Lancaster 2004). La mise en garde qui avait été émise l'année précédente concernant l'utilisation du mot terroriste à toutes les sauces, à savoir que cette pratique pouvait occulter les véritables motifs de certaines organisations ou participer à la propagande d'États, ne semble pas avoir été entendue en général. Le mot terroriste domine l'espace narratif et l'Organisation de Libération de la Palestine, le Hamas ainsi que le Hezbollah sont à nouveau décrits comme de simples organisations terroristes :

« *The end of the intifada does not mean the end of terrorism. There was terrorism before the intifada and there will be terrorism to come.* » (Krauthammer 2004)

Questionné à savoir ce qu'il pensait de l'assassinat du chef du Hamas, Abdel Aziz Rantisi, par les forces spéciales israéliennes, John Kerry refuse de critiquer Israël alors qu'il décrit le Hamas comme une organisation terroriste brutale (Balz 2004). En éditorial, Caleb Carr (2004) accuse même les intellectuels de gauche de jouer un jeu stupide alors qu'ils nuiraient à la définition du terrorisme :

« *In the intellectual arena, meanwhile, the fatuous logic that "one man's terrorist is another man's freedom fighter" keeps left-leaning intellectuals away from the cause of definition.* »

Comme à l'habitude, quelques variétés avant de terminer l'année 2004. D'abord, on doit souligner que le *Washington Post* ouvre ses colonnes à Condoleezza Rice. Tout comme on l'avait fait pour Donald Rumsfeld en 2003, les membres de l'administration Bush sont privilégiés lorsque vient le temps de s'adresser directement au lectorat du quotidien. On remarque aussi que John Kerry a beaucoup moins d'espace pour s'exprimer malgré sa candidature à l'élection présidentielle subséquente.

Malgré le scandale d'Abu Graïb, on parle peu de la question de la torture pour l'année 2004, comme il en avait été le cas dans les colonnes du *New York Times*. Certains passages sont en fait dérangeants à voir comment l'on évite de critiquer l'administration Bush à ce sujet. Le 10 mai, on fait appel au professeur de l'Université Harvard, Allan M. Dershowitz, pour avoir son opinion sur la torture :

« *If someone asked me to draft the statute, I would say, 'Try buying them off, then use threats, then truth serum, and then if you came to a last recourse, nonlethal pain, a sterilized needle under the nail to produce excruciating pain'. You would need a judge signing off on that. By making it open, we wouldn't be able to hide behind the hypocrisy.* » (Vedantam 2004)

Plus loin dans le même article :

« *The torturers were not sadists, but perfectly normal people. The torturers believed their unpleasant work would save lives.* » (Vedantam 2004)

Donald Rumsfeld parle de techniques exceptionnelles et déclare en septembre :

« *Does it rank up there with chopping someone's head off on television? It doesn't.* » (The Washington Post 2004)

Pour terminer, soulignons la présence d'un sondage le 14 juillet qui indique que 55% des Américains croient que George W. Bush fait un travail adéquat dans la lutte au terrorisme, mais

aussi que 46% de la population croient que les États-Unis sont en train de gagner la guerre au terrorisme (Morin et Deane 2004).

2005

L'année 2005 offre moins à se mettre sous la dent quant à l'analyse du discours identitaire qui confronte les États-Unis aux terroristes et autres ennemis qu'ils ont désignés comme cible. Robert Kagan (2005) affirme que cela peut probablement s'expliquer par la réélection de George W. Bush pour un deuxième mandat. Alors qu'il avait fait de la guerre au terrorisme l'enjeu central de sa campagne électorale, une fois la victoire acquise, il est possible qu'il ait choisi de prendre un pas de recul pour plancher sur d'autres dossiers. Dans l'ensemble, on remarque une sorte de flottement dans le discours de l'ancien président ainsi que dans les colonnes du *Washington Post* lorsque vient le temps de définir le terrorisme et la guerre au terrorisme. En effet, plusieurs appellations s'entrechoquent sans qu'aucune ne domine vraiment l'espace narratif. Reste cependant le fait qu'elles sont utilisées autant par l'administration Bush, la classe politique au sens large, différents experts appelés à se prononcer sur le sujet ainsi que les éditorialistes du *Washington Post*.

Comme il avait été noté pour l'année 2004, le terme « *Global war on terror* » est de plus en plus utilisé. Un rapport du département d'État publié en mai pour traiter de l'évolution du conflit l'utilise à profusion :

« (...) *the global war on terrorism, one in which local groups inspired by al Qaeda organize and carry out attacks with little or no support or direction from al Qaeda itself.* » (Whitlock 2005)

Il est possible que ce vocabulaire soit utilisé pour sortir du cadre narratif qui place l'Afghanistan et l'Irak au centre de la guerre au terrorisme, peut-être pour faire diversion de conflits moins populaires. Or, on remarque davantage une utilisation d'appellations faisant appel à la dimension religieuse du terrorisme, ainsi que des tentatives à la fois de justifier cette utilisation, mais aussi de se détacher de ce narratif. Somme toute, l'année 2005 se démarque par un questionnement à savoir quel est le meilleur moyen de décrire le conflit alors que plusieurs intervenants y participent. George W. Bush utilise différentes variations, notamment islamisme radical, djihadisme militant ou encore islamofascisme (Baker et Glasser 2005). Selon David B. Low :

« *al Qaeda "will be superseded" by other Islamic extremist groups that will merge with local separatist movements.* » (Dana Priest 2005)

Jim Hoagland (2004) utilise autant « *Global war on terrorism* » qu'une dénomination faisant appel à l'islam le 14 juillet :

« *The continuing patriotism and tolerant nature of American Muslims need to be spotlighted more by Bush and given a leading voice in the U.S. effort to overcoming Islamic extremism abroad.* »

Charles Krauthammer (2004) l'utilise en termes plus imagés qui font appel au langage médical le 15 juillet :

« *The fact that native-born Muslim Europeans are committing terrorist acts in their own countries shows that this Islamist malignancy long predates Iraq, long predates Afghanistan and long predates Sept. 11, 2001.* »

Comme mentionné, un débat sémantique se déroule dans les colonnes du *Washington Post*. Une source demandant l'anonymat à l'intérieur de l'administration Bush indique que le gouvernement planche sur un nouveau nom qui doit être utilisé pour le prochain rapport du *National Security Council* et qui a pour objectif de souligner la transformation de l'approche de la Maison Blanche dans la guerre au terrorisme :

« *What we really want now is a strategic approach to defeat violent extremism. GWOT¹² is catchy, but there may be a better way to describe it, and those are things that ought to be incumbent on us to look at.* » (Glasser 2005)

Il y a donc une véritable réflexion en haut lieu à savoir comment s'adresser à la population et aux médias. Cette remise en question de l'étiquette utilisée pour parler des cibles américaines se déroule aussi dans les colonnes éditoriales du *Washington Post*. Dans un article qui fait l'apologie du discours médical et sanitaire, Paul Stares et Mona Yacoubian (2005) prêchent pour l'utilisation du terme militance islamiste :

« *a politico-religious movement that incorporates not only those who commit acts of terrorism but also those who espouse violence and intolerance in the name of Islam.* »

Selon les auteurs, cela a pour effet de mieux combattre le phénomène :

« *Just as diseases do not emerge in a vacuum but evolve as a result of complex interactions between pathogens, people and their environment, so it is with Islamist militancy.* »

¹² Global War On Terrorism

Finalement, Zbigniew Brzezinski (2005), ancien conseiller à la sécurité nationale sous Jimmy Carter, se lance dans le débat dans un éditorial du 4 décembre. Selon lui, les références religieuses sont néfastes et pourraient grossir les rangs de ceux que les États-Unis ont voués de combattre :

« In making this case, the president has repeatedly invoked the adjective "Islamic" when referring to terrorism and he has compared the "murderous ideology of Islamic radicalism" to the ideology of communism. »

Plus tranchant, Robert A. Pape avance que ce n'est pas la religion qui incite les terroristes à la violence, mais bien la politique étrangère américaine (Murphy 2005). Dans les années étudiées jusqu'à date, sa déclaration est sans aucun doute celle qui se démarque le plus quant au débat sémantique.

Outre le débat sur les manières de définir le terrorisme, les intentions que l'on prête à ceux que l'on tente de définir sous une nouvelle lumière restent les mêmes, même chose pour les solutions pour les vaincre. Le discours de George W. Bush est stable :

« It should be clear the best antidote to radicalism and terror is the tolerance kindled in free societies. » (VandeHei 2005)

« Only the fire of liberty can purge the ideologies of murder by offering hope to those who yearn to live free. » (Fletcher 2005)

Dans les colonnes éditoriales, on reste encore campé sur la division entre progressif et rétrograde :

« One of the reasons Westerners were so unprepared for this wave of Islamist terrorism, not just militarily but psychologically, is sheer disbelief. It shockingly contradicts Western notions of progress. » (The Washington Post 2005)

La question de la torture ne fait pas autant discuter que dans les colonnes du *New York Times* pour la même année. Elle renferme quand même certaines questions identitaires qui permettent de mettre en lumière l'approche dichotomique qui doit séparer les États-Unis de leurs cibles. Alors que Eugene Robinson (2005) affirme que les États-Unis sont beaucoup plus prompts à arrêter et condamner quelqu'un qui porte le nom de Mohammed, Ian Fishback (2005) parle de l'importance de conserver la supériorité morale pour triompher du terrorisme :

« If we abandon our ideals in the face of adversity and aggression, then those ideals were never really in our possession. I would rather die fighting than give up even the smallest part of the idea that is "America." »

Même chose pour Pamela Constable (2005) :

« *But if we hope to set an example for the world, to rob Islamic extremists of their ammunition for jihad -- to truly defeat terrorism -- we cannot do it by waging a dirty war in the shadows.* »

Il est à noter avant de clore l'année que les membres de l'administration Bush, outre le président lui-même, sont peu cités en ce qui a trait à la lutte au terrorisme et aux questions identitaires. De plus, le discours sur les armes de destruction massive, bien que présent, est beaucoup moins répandu. Nous verrons si cette tendance se poursuit dans la suite de l'analyse.

2006

Le flottement observé à savoir comme appeler le conflit dans lequel les États-Unis sont engagés depuis 2001, et les cibles qu'ils ont désignées, se poursuit pour l'année 2006. En effet, l'hésitation persiste principalement entre plus ou moins deux appellations, soit *Global War On Terrorism*, ainsi qu'une deuxième trame narrative qui utilise la référence à l'islamisme dans différentes formules. On remarque aussi que George W. Bush revient à la charge avec des comparaisons fréquentes entre la guerre au terrorisme et la Deuxième Guerre mondiale ou encore la guerre froide. Pour ce qui est de la représentation identitaire des « ennemis » des États-Unis, pas de véritable évolution. Voyons d'abord ce flou narratif quant à la nature du conflit. En janvier, George W. Bush parle des visées d'Al-Qaeda et des terroristes comme des conquérants à prétentions totalitaires :

« (...) *a totalitarian Islamic empire reaching from Spain to Indonesia.* » (Vick 2006)

« *Bin Laden and his terrorist allies have made their intentions as clear as Lenin and Hitler before them.* » (Fletcher 2006)

La lutte entre les forces du bien et du mal, entre l'humain et l'inhumain est encore centrale à ce qui ressort de ses paroles dans les pages du *Washington Post* :

« *The terrorists in Iraq have again proven that they are enemies of all humanity.* » (VandeHei 2006)

Le reste de son administration reste au diapason alors que Dick Cheney parle d'un combat pour le futur de la civilisation et Donald Rumsfeld d'extrémistes irrationnels ou d'extrémistes vicieux avec lesquels on ne peut négocier (Fletcher 2006) (Murtha 2006).

Il reste une certaine hésitation quant au nom même que l'on donne à l'entreprise militaire dont l'envergure semble en voie de grandir. Tout au long de l'année, George W. Bush parle de

Global War On Terrorism, ensuite d'une guerre contre des islamistes radicaux, des islamistes extrémistes, des extrémistes radicaux, etc. (Robinson 2006) (Baker 2006) (Fletcher 2006). D'un point de vue institutionnel, on remarque que le langage varie aussi. En juin, le Parti Républicain introduit une résolution devant la Chambre des représentants :

« (...) *declaring that the United States will prevail in the Global War on Terror [and] the struggle to protect freedom from the terrorist adversary.* » (Weisman 2006)

Dans le *National Intelligence Estimate* publié en septembre qui fait état des efforts de guerre du gouvernement américain pour lutter contre le terrorisme, on cadre le conflit comme une lutte contre un mouvement djihadiste global qui fait appel à une idéologie radicale (The Washington Post 2006). Au Congrès, certains Républicain parlent plutôt de « *broader war on terrorism and totalitarianism* » (guerre élargie contre le terrorisme et le totalitarisme (Weisman et Babington 2006). On remarque qu'un inconfort semble s'installer quant au narratif qui veut que l'Irak soit le théâtre d'opération central dans la lutte au terrorisme. En août, Donald Rumsfeld fait une volte-face impromptue en tentant vraisemblablement de renier la version officielle que l'administration Bush sert à la population américaine depuis quelques années :

« (...) *it is the enemy that has called Iraq the central front on the war on terrorism.* » (Pincus 2006)

Alors que l'on célèbre le cinquième anniversaire des attentats du 11 septembre en 2006, l'administration Bush ne semble pas savoir où donner de la tête pour se positionner narrativement face à un conflit de plus en plus impopulaire, surtout en ce qui a trait à l'Irak. L'administration Bush ressort les fantômes des Hitler, Lénine, Staline probablement dans le but de mieux faire passer la stratégie américaine.

Cette hésitation se transpose dans les colonnes du *Washington Post* alors que différents intervenants achètent une version ou une autre de ce flou narratif. En mars, Jim Hoagland (2006) parle d'une longue guerre contre le terrorisme global (*long war on global terrorism*). En avril, il parle plutôt de terrorisme djihadiste (Hoagland 2006). Le même mois, Ann Scott Tyson (2006) utilise l'étiquette « *global war on terrorism* », même chose pour Emily Wax et Karen DeYoung (2006) le mois suivant. En juin, David Ignatius (2006) revient à la pratique d'utiliser les guillemets pour parler de combattants ennemis alors que Peter Bergen (2006) parle plutôt d'islamistes militants. En août, Michael E. Fletcher (2006) recourt à l'étiquette « radical extremists » alors que Craig Murray (2006) parle de militance islamiste. Fletcher (2006) va reprendre l'étiquette « *islamist*

extremists » utilisée par George W. Bush dans un discours de septembre quelques semaines plus tard. Dans les colonnes éditoriales du *Washington Post* se côtoient à la fois les termes islamistes extrémistes et djihadistes islamistes alors que Craig Whitlock (2006) lui parle d'une lutte contre le terrorisme islamiste.

Selon Azar Nafisi (2021), le point commun qui rejoint la majorité des interprétations du conflit qui commencent à apparaître dans le deuxième mandat de George W. Bush est une référence fréquente à la religion musulmane et l'islam. Ce faisant, toutes les subtilités religieuses, territoriales et politiques sont gommées dans un processus d'autant plus déshumanisant qui va alimenter le racisme de tout acabit. Kristine Sinclair (Vick 2006) sonne déjà l'alarme en janvier alors qu'elle parle du risque de causer un choc des civilisations. Très peu d'efforts sont pourtant déployés pour jeter un regard différent sur les « ennemis de l'Amérique ». Dans un éditorial particulièrement cru du mois de juin, George F. Will (2006) célèbre la mort de Abu Musab al-Zarqawi, figure de proue d'Al-Qaeda en Irak assassiné par une frappe aérienne, alors qu'il applaudit le décès de ce « pornographe de la violence » (*pornographer of violence*) :

« He was a primitive who understood the wired world and used an emblem of modernity, the Internet, to luxuriate in gore. But although he may have had an almost erotic enjoyment of the gore, it was also in the service of an audacious plan. And he executed it with such brutal efficiency that he became, arguably, the most effective terrorist in history. »

Dahlia Lithwick (2006) en profite pour rappeler aux Américains que les conspirateurs derrière les attentats terroristes déjoués détestent l'Amérique et cherchent à lui faire du mal.

George W. Bush continue d'ailleurs de souffler le chaud et le froid au sujet de la sécurité des Américains :

« This country is safer than it was prior to 9/11. We've taken a lot of measures to protect the American people. But obviously we're still not completely safe, because there are people that still plot and people who want to harm us for what we believe in. » (VandeHei 2006)

Dans cette période de flottement à savoir dans quel type d'entreprise militaire les États-Unis sont engagés, on remarque davantage d'affrontements entre les supporters du président et ses détracteurs dans les colonnes du *Washington Post*. Si George W. Bush continue de prévenir les Américains au sujet du terrorisme faisant usage d'armes de destruction massive, l'ancien gouverneur de la Virginie, James S. Gilmore III, affirme que l'administration Bush a utilisé cette supposée menace à de simples fins électoralistes (Hsu 2006). En éditorial, Eugene Robinson (2006)

accuse les Républicain d'applaudir à l'unisson les techniques d'arrestations et d'interrogation promulguées par l'administration Bush alors que Fred Hiatt (2006) répond à la critique quelques semaines plus tard et accuse les Démocrate de diviser la population tout en évoquant que John F. Kennedy ne reconnaîtrait plus son parti s'il était toujours vivant. David Cole (2006) parle à son tour des techniques d'interrogation pour les décrire comme étant inhumaines alors que le représentant de la Pennsylvanie, John P. Murtha, va jusqu'à dire que les États-Unis sont devenus l'ennemi alors qu'ils créent plus de ressentiment qui stimule le terrorisme plutôt que de l'apaiser (Weisman et Babington 2006).

Règle générale, le fait que l'administration Bush ne semble pas savoir sur quel pied danser pour parler d'un conflit qui devient de plus en plus impopulaire semble aussi affliger les différents intervenants appelés à traiter du sujet dans les colonnes du *Washington Post*. Le quotidien reste malgré tout sympathique au président et à son entourage alors que, pour une troisième année consécutive, il ouvre ses colonnes éditoriales à un membre du cabinet Bush en la personne de John D. Negroponte, Directeur national du Renseignement.

Voyons si ces tendances évoluent ou se maintiennent pour le reste du mandat de George W. Bush.

2007

L'analyse de l'année 2007 nous permet de voir le fossé qui se creuse entre le contenu du *Washington Post* et le discours de l'administration Bush. S'il y avait un flou de plus en plus grand pour les années précédentes à savoir comment définir le conflit militaire dans lequel les États-Unis sont engagés, les colonnes du quotidien servent maintenant d'arène où l'on s'affronte à savoir quelle est la définition la plus appropriée. Soulignons tout d'abord le fait que les paroles du président et des membres de son administration transpirent plus rarement dans les colonnes du *Washington Post*. Peut-être que cela s'explique par le fait que le deuxième mandat du président se termine bientôt et que la relève qui cherche à s'emparer de la présidence aux élections de 2008 est plus vocale. Chose certaine, les opérations militaires font beaucoup moins discuter. C'est la lutte sémantique qui retient ici davantage notre attention. Alors qu'il avait eu l'occasion de le faire en 2005, Zbigniew Brzezinski se voit à nouveau offrir une tribune éditoriale pour critiquer le langage de la présidence. Selon l'ancien conseiller à la sécurité nationale :

« *The "war on terror" has created a culture of fear in America. The Bush administration's elevation of these three words into a national mantra since the horrific events of 9/11 has had a pernicious impact on American democracy, on America's psyche and on U.S. standing in the world.* » (Brzezinski 2007)

Il utilise ici les guillemets pour critiquer l'utilisation de l'appellation « war on terror » :

« *The damage these three words have done -- a classic self-inflicted wound -- is infinitely greater than any wild dreams entertained by the fanatical perpetrators of the 9/11 attacks when they were plotting against us in distant Afghan caves.* »

Or, le *Washington Post* offre une réplique directe à un membre du cabinet Bush quelques semaines plus tard, le secrétaire de Sécurité Intérieure, Michael Chertoff. Dans son attaque frontale contre Brzezinski qu'il accuse d'avoir raté la cible et d'être coupable de révisionnisme, il passe en revue le catéchisme complet de l'administration en matière de lutte au terrorisme :

« *We are at war with a global movement and ideology whose members seek to advance totalitarian aims through terrorism.* » (Chertoff 2007)

« *They aspire to dominate all countries. Their goal is a totalitarian, theocratic empire to be achieved by waging perpetual war on soldiers and civilians alike. That includes the use of weapons of mass destruction.* » (Chertoff 2007)

Pour une quatrième année consécutive, un membre du cabinet du président a ainsi la possibilité de directement défendre les politiques de son administration dans les colonnes du *Washington Post*. Dans un éditorial du 4 juin, Fareed Zakaria (2007) se prête au jeu alors qu'il indique que la rhétorique qui cherche à semer la peur donne en quelque sorte l'avantage aux terroristes :

« *If we are not terrorized, then in a crucial sense, we have defeated terrorism. Whipping up hysteria about the dangers out there takes us in exactly the opposite direction.* »

Même chose pour Peter Beinart (2007) :

« *Replacing "terror" with "jihadism" would offend many Muslims, since jihad has positive, nonviolent connotations. "Jihadi-salafi," a term used by some scholars, is less offensive and more accurate* »

Selon John L. Esposito (2007) :

« *My years studying those attitudes suggest that Muslim hostility toward the West is mostly political, not religious, and that Muslims hope the West will show their faith more respect.* »

George W. Bush participe lui-même au débat :

« (...) *there are some who have accused me of using the words 'war on terror' as a way to frighten people into voting booths. And I emphasize the word 'some.' As I'll say in this speech, those who say we're not in a war on terror are either disingenuous or naive. Either way, the attitude is*

dangerous because I will have quoted the words of the enemy in the speech, an enemy that said, we're going to come and kill you. » (Froomkin 2007)

Ce malaise transparaît dans le contenu des articles du *Washington Post* alors que bon nombre de chroniqueurs vont utiliser les guillemets lorsqu'ils parlent de « *war on terror* », probablement pour prendre un pas de recul au sujet de l'utilisation de l'étiquette, chose qui n'était pas courante lors des années précédentes. Alors que le débat fait plus souvent référence à l'identité américaine et à son rôle sur l'échiquier international, reste que ce niveau de contestation est sans précédent. Comme nous avons déjà pu l'observer dans les colonnes du *New York Times*, les courses aux investitures Démocrate et Républicaine sont inévitablement ponctuées de débats sur la lutte au terrorisme. Si tous les candidats affichent leur fermeté quant à la nécessité de poursuivre le combat, on remarque aussi que les Démocrate sont plus prudents à utiliser les étiquettes religieuses.

Restent quelques critiques acerbes qui vont plus loin, notamment Eugene Robinson (2006) qui propose le 3 avril au sujet des méthodes d'interrogations utilisées à Guantanamo que les États-Unis sont coupables de commettre ce que le reste du monde civilisé appelle de la torture. Toujours selon l'éditorialiste :

« Resorting to abuse and illegal acts, actually amounts to a resounding failure of our system and plays right into the hands of the criminals who seek to destroy our societies through terror. » (Robinson 2007)

2008 et 2009

Dans cette dernière année du mandat de George W. Bush, le *Washington Post* semble définitivement prêt à larguer l'ancien président au sujet de sa rhétorique sur la guerre au terrorisme. Après des années de soutien quasi indéfectible et de discours résolument pro-guerre et un langage parfois même plus déshumanisant que celui du président et son administration lors de son premier mandat, le quotidien semble prêt à tourner la page. L'année s'inscrit dans la continuité alors que la critique du narratif sur la « *war on terror* », maintenant pratiquement toujours flanqué de guillemets pour montrer la distanciation du quotidien, se conclut par une dernière série de crochets envers le président sortant.

George W. Bush passe en fait le reste de son mandat sur la défensive principalement à propos de deux sujets : la torture et la guerre en Irak. Alors qu'il admet avoir utilisé la technique de la noyade simulée (*waterboarding*), les critiques fusent, mais toujours pour sauvegarder l'image et l'identité des États-Unis, pas celle des victimes :

« *The propagation of our values has long been a hallmark of American foreign policy. Chief among those values has been respect for human dignity. But the message we've been sending lately is altogether different.* » (Froomkin 2008).

Comme ce fût le cas pour l'année 2007, on critique beaucoup le président pour avoir utilisé la peur comme outil pour mener à bien sa politique étrangère. Plusieurs vont tenter de casser ce mythe comme l'ancien officier de la CIA et auteur Marc Sageman :

« *These people are genuinely dangerous, and they must be captured or killed. But they do not pose an existential threat to America, much less a "clash of civilizations."* » (Ignatius 2008)

Selon David Ignatius (2008):

« *Super-hot rhetoric about the "war on Islamic terrorism" can easily backfire. If you want to engage in a conversation, it's best to use language that doesn't anger the community.* »

Fareed Zakaria (2008) au sujet de la décroissance statistique de la menace terroriste et le refus du peuple américain d'ouvrir les yeux face à cette réalité :

« *Because it does not fit into the narrative of fear that we have all accepted far too easily.* »

Au sujet de l'utilisation de la terminologie religieuse (qu'il est lui-même coupable d'utiliser) :

« *His conception of the war on terrorism implies that the struggle is largely military. It tends to conflate disparate Muslim groups -- with differing and often opposed agendas -- into one monolithic enemy. (...) the notion [of a war on terror] is misleading and mistaken.* (Zakaria 2009)

Selon Glenn L. Carle (2008) au sujet de la menace terroriste faisant appel aux armes de destruction massive :

« *Al-Qaeda threatens to use chemical, biological, radiological or nuclear weapons, but its capabilities are far inferior to its desires. (...) We must not delude ourselves about the nature of the terrorist threat to our country. We must not take fright at the specter our leaders have exaggerated. In fact, we must see jihadists for the small, lethal, disjointed and miserable opponents that they are.* »

En ce qui a trait au vocabulaire utilisé pour parler de la menace terroriste, encore ici, politiciens comme chroniqueurs ne savent pas où donner de la tête : terroristes islamistes (Ignatius), radicaux extrémistes (Bush), islamistes radicaux (Zakaria), extrémistes islamiques (Clinton), menace terroriste islamiste (Sageman) ou encore menace djihadiste (Carle). Il semble que plus l'administration Bush ère à savoir comment définir le phénomène, plus l'on se perd dans les colonnes du *Washington Post*.

L'année 2008 nous permet aussi d'analyser la joute verbale entre John McCain et Barack Obama qui se dispute l'élection présidentielle qui a lieu en novembre. On remarque deux styles opposés en ce qui a trait au discours sur le terrorisme. John McCain s'inscrit dans la continuité :

« (...) *the United States is facing a dangerous, relentless enemy in the War against Islamic Extremists spawned by al-Qaeda.* » (Ignatius 2008)

Barack Obama opte pour un ton plus posé alors qu'il parle des conflits dans lesquels sont engagés les États-Unis, mais très peu de ceux qui ont été désignés comme les ennemis de l'Amérique. Nous rencontrons quand même quelques extraits de ses discours rapportés par le *Washington Post* qui permettent de nous faire une idée, par exemple :

« (...) *those who kill innocent individuals to advance hateful extremism.* » (Robinson 2008)

Obama semble définitivement vouloir tourner la page sur la présidence Bush en utilisant une approche différente, notamment en faisant la promesse de retirer les troupes américaines d'Irak, mais va recycler un cheval de bataille de prédilection de l'administration en place, la menace du terrorisme croisée avec les armes de destruction massive :

« *Instead of taking aggressive steps to secure the world's most dangerous technology, we have spent almost a trillion dollars to occupy a country in the heart of the Middle East that no longer had any weapons of mass destruction. It starts with the gravest danger we face -- nuclear terrorism.* » (The Washington Post 2008)

Par la bande, il nous parle de l'identité des terroristes, l'utilisation de l'arme nucléaire ayant clairement été dépeinte pendant maintenant huit ans comme le péché ultime dont les terroristes pourraient se rendre coupables s'ils en avaient seulement l'occasion. S'il cherche à faire une rupture avec le discours de l'administration Bush, cet enjeu s'inscrit malgré tout dans la continuité. Étonnamment, Barack Obama va insister à plusieurs reprises sur un élément discursif répété nombreuses fois par George W. Bush après les attaques du 11 septembre, soit le fait que les océans ne suffisent plus pour protéger les États-Unis :

« *And as we learned so painfully on 9/11, terror cannot be contained by borders, nor safety provided by oceans alone.* » (The Washington Post 2008)

Malgré une position prudente sur la guerre au terrorisme, celui-ci faisant tout en son possible pour ne pas prononcer les mots « *war on terror* », reste qu'il choisit de jouer sur quelques-unes des mêmes peurs agitées par George W. Bush pendant son mandat.

George W. Bush et les drones armés

George W. Bush va présider la première frappe de drone armé américaine en octobre 2001, il est ainsi aux premières loges pour apprécier l'utilisation de ces vecteurs sur le champ de bataille. Or, l'opinion positive du président quant à l'utilisation des drones armés est en porte à faux quant à l'efficacité avérée de l'arme alors que la frappe est un échec tactique. Il est aussi le président qui va initier la discussion avec le public américain et les médias au sujet de la guerre par drones armés. L'ancien président sera cependant peu volubile sur le sujet au courant de sa présidence. Analysons l'ensemble de ces déclarations :

« The Predator is a good example. This unmanned aerial vehicle is able to circle over enemy forces, gather intelligence, transmit information instantly back to commanders, then fire on targets with extreme accuracy » (Bush 2001).

« Before the war, the Predator had skeptics, because it did not fit the old ways. Now it is clear the military does not have enough unmanned vehicles. We're entering an era in which unmanned vehicles of all kinds will take on greater importance -- in space, on land, in the air, and at sea » (Bush 2001).

« Sophisticated systems like Global Hawk, an unmanned surveillance plane, are transforming our intelligence capabilities. Our technological strengths produce great advantages, and we will build on them » (Bush 2001).

Toutes ces déclarations datent de décembre 2001, soit à peine deux mois après la frappe ratée qui visait Mohammad Omar. Il n'y a pas de données disponibles à savoir si d'autres frappes de drones avaient eu lieu entre temps, comme ces opérations sont l'affaire de la CIA et se déroulent dans le plus grand secret. Selon Chris Woods (2012), la deuxième frappe confirmée a eu lieu plus d'un an après la frappe ratée, soit le 3 novembre 2002. L'attaque d'un drone *Predator*, opéré par un agent de la CIA, va faire 6 morts, dont un citoyen américain, lors d'une frappe au Yémen contre de présumés terroristes. La frappe est un succès, mais les victimes ne pourront bien sûr pas être interrogées. Notons que, peu de temps après les attaques du 11 septembre 2001, George W. Bush révoque l'ordre exécutif 12333, datant de l'ère Reagan, qui interdit les assassinats ciblés. Les frappes n'auront plus à être autorisées par le président (Johnston et Sanger 2002). Le véritable engouement de George W. Bush pour les drones armés ne semble cependant débuter qu'en 2004 alors que le Pakistan devient la cible de prédilection pour l'utilisation de ces vecteurs.

Maintenant, que retenir des précédentes déclarations. D'abord, le fait que George W. Bush vante la précision des drones armés (*extreme accuracy*) est quand même étonnant, étant donné

l'échec de la première frappe. Encore ici, le manque de données ne nous permet pas de constater si d'autres frappes beaucoup plus précises ont eu lieu entre octobre et décembre 2001. Il va malgré tout annoncer une nouvelle ère dans la conduite des opérations militaires alors qu'il entrevoit l'utilisation des drones dans tous les théâtres d'opérations (*space, land, air and sea*). De plus, il déclare son intention de développer les capacités de reconnaissance des États-Unis en investissant dans les avions sans pilote.

Il est aussi intéressant de noter au passage que l'ancien président va faire l'éloge des munitions intelligentes (*precision guided munitions*), guidées par satellites et par triangulation avec des vecteurs comme les drones, à quelques reprises et que cela sert ses propos pour la transformation de l'aviation militaire américaine. Ces armes, utilisées en Irak pendant la Première Guerre du Golfe, frappaient leurs cibles environ 75% du temps (Loeb 2002) :

« Afghanistan proved that expensive precision weapons defeat the enemy and spare innocent lives, and we need more of them. We need to replace aging aircraft and make our military more agile, to put our troops anywhere in the world quickly and safely » (Bush 2002).

« This combination -- real-time intelligence, local allied forces, special forces, and precision air power -- has really never been used before. The conflict in Afghanistan has taught us more about the future of our military than a decade of blue ribbon panels and think-tank symposiums » (Bush 2001).

« Today, we have the greater power to free a nation by breaking a dangerous and aggressive regime. With new tactics and precision weapons, we can achieve military objectives without directing violence against civilians » (Bush 2003).

Il est à noter que les munitions intelligentes et les systèmes de drones qui facilitent leur utilisation sont présentés comme un gage de « propreté », à savoir que cette combinaison permet de limiter les dommages collatéraux.

Le New York Times et les drones armés

Pendant la présidence de George W. Bush, l'utilisation des drones armés se fait souvent dans le plus grand secret et les autorités responsables sont avares de commentaires en ce qui a trait aux résultats de leurs opérations. Ainsi, il y a peu d'articles confinés strictement au sujet des drones armés lors des huit années de la présidence Bush. L'étude du *New York Times* permet malgré tout d'entrevoir des tendances intéressantes. Tout d'abord, même s'il est reconnu que les drones armés pourraient permettre une réduction de l'empreinte au sol des soldats américains, et donc une

décroissance des pertes humaines, le système d'armement est loin de faire l'unanimité. On s'inquiète des performances de l'appareil, notamment parce que la glace qui se forme sur les appareils en haute altitude cause parfois des écrasements, ou encore parce que le vecteur ne serait pas adéquatement opérable sous la pluie ou encore la nuit (Dao 2001) (Miller et Schmitt 2001). On craint aussi que l'outil soit inefficace contre un avion de chasse ennemi :

« *The onboard logic of unmanned combat aerial vehicles will not begin to approach the computational capacity of human brains, making them highly vulnerable to attacks by manned aircraft.* » (Dao et Revkin 2002)

On note aussi le fait qu'ils s'écrasent beaucoup plus souvent au sol que les avions de chasse pilotés :

« *The performance of the drones has also been less than spectacular. A typical manned plane crashes just twice per 100,000 hours, while the Global Hawk drone has a track record of 167 crashes per 100,000 flying hours. That's one reason the Pentagon has fewer than a dozen of them. The Predator has fared slightly better, crashing 43 times per 100,000 hours.* » (Brzezinski 2003)

Malgré tout, il y a aussi une multitude d'indéfectibles supporteurs du drone armé. On avance que le drone est au cœur d'une révolution dans les affaires militaires, alors que la Deuxième Guerre mondiale pavait la voie à l'ère atomique et la Guerre du Golfe aux technologies de furtivité, la guerre en Afghanistan consacre l'utilisation des bombes intelligentes et des drones comme armes du futur (Schmitt et Dao 2001). Le Lieutenant-Colonel David Branham évoque le futur de la guerre où les États-Unis seront en mesure de conduire des opérations militaires sans jamais quitter le territoire américain (Brzezinski 2003). Certains sont plus enthousiastes que d'autres, c'est le cas de Gregg Easterbrooke (2003) qui fait l'apologie du nouveau vecteur de combat :

« *The American military is now the strongest the world has ever known, both in absolute terms and relative to other nations; stronger than the Wehrmacht in 1940, stronger than the legions at the height of Roman power. So sophisticated are the sensors and data links that make Global Hawk work that it might take a decade for another nation to field a similar drone -- and by then, the United States is likely to have leapfrogged ahead to something better. No other nation is even close to the electronics and data-management technology of these prospective weapons. The Pentagon will have a monopoly on advanced combat drones for years.* »

Si l'on vante l'appareil, plusieurs s'entendent pour dire que le drone armé est aussi efficace que les troupes au sol qui sont présentes pour s'assurer de son utilisation optimale :

« *But there's a danger in thinking that it's all hammer and no anvil, that air power alone with maybe only a few Special Forces, is the key. You need the ground element.* » (Schmitt et Dao 2001)

Selon Donald Rumsfeld:

« *The more people we get on the ground, the better the targeting information is.* » (Schmitt et Dao 2001)

Se Richard A. Clark, conseiller en chef des opérations de contre-terrorisme au sein du Conseil de Sécurité Nationale :

« *We would need to have special teams ready for covert entry into destroyed camps to acquire intelligence for locating terrorist cells outside Afghanistan.* (Shane 2005) »

Il sera important de faire un suivi sur ces déclarations, car ce n'est pas de cette manière que se feront les futures utilisations du drone armé.

On retrouve aussi une intéressante mise en garde à savoir qu'il faut se méfier d'une possible obsession qui deviendrait institutionnalisée quant à l'utilisation des drones armés. Dans un éditorial de Bill Keller (2002):

« *The Pentagon, however, is a monoculture world. The brass picks a weapon, buys in bulk and builds fighting doctrine and careers around it.* »

Maintenant, qu'en est-il de la dimension humaine et identitaire de l'utilisation des drones armés? Dans ce cas, le traitement de l'actualité par le *New York Times* est plutôt froid sans vraiment entrer dans le caractère humain des attaques. Le langage médical est utilisé dès les premiers mois de la guerre alors que l'on parle d'une frappe chirurgicale pour assassiner Muhammad Atef, un Lieutenant de Ben Laden (Miller et Schmitt 2001). Selon un officier des forces aériennes non-identifié, le nombre relativement bas de « dommages collatéraux » chez les populations civiles rend l'outil utile pour conserver le soutien des « nations islamiques » (Schmitt et Dao 2001). Aucune quantification à savoir ce que cela implique en termes de destruction sur le plan humain. En fait, selon Richard P. Hallion, historien de la U.S. Air Force, le drone est parfait pour frapper des cibles précisément, ce qui est un avantage alors que le vecteur évite de causer de trop larges dommages qui donnent mauvaise presse aux forces armées américaines (Schmitt et Dao 2001). Au sujet d'une frappe en date du 3 novembre, on parle de l'assassinat au Yémen de « *two Qaeda man* » et de quatre passagers (Tyler 2002). Comme nous l'avons vu dans nos analyses précédentes, un de ces hommes possédait la citoyenneté américaine. Au sujet de la même frappe, Schmitt (2003) parle d'un agent d'Al-Qaeda et de cinq occupants, le drone étant un outil efficace pour réduire le temps d'exécution de la « *kill chain* » (chaîne d'assassinat) selon le Colonel Mace Carpenter cité dans l'article. Brzezinski (2003) rapporte une frappe ratée qui visait un « *tall man* » (grand homme)

que l'on croyait être Oussama Ben Laden. Or, il s'agissait d'un civil récupérant de la ferraille, qui trouve la mort, ainsi que deux de ces compagnons qui étaient sur place. Aucun jugement n'est porté à savoir que la frappe a coûté la vie à trois innocents. En juin 2003, Jehl et Schmitt (2003) font le point sur la frappe d'un convoi qui aurait possiblement éliminé Saddam Hussein ou ses fils. Selon les experts, au moment de la frappe, aucune preuve n'existait qu'Hussein ou ses fils faisaient partie du convoi. La couverture de l'évènement par les auteurs est particulièrement graphique alors que l'on relate le fait que, pour cause de la destruction complète du convoi, les services de renseignement américain sont à la recherche d'ADN pour confirmer l'identité de ceux qui participaient au convoi, une éventualité pourtant traitée comme un fait divers. Finalement, en 2005, le discours religieux fait surface au sujet de l'utilisation des drones armés alors que l'on traite de leur utilité pour disposer de guerriers islamiques extrémistes (*Islamic extremist fighter*) (Shane 2005).

Avant de terminer notre analyse du *New York Times*, il est à noter que le discours sur les armes de destruction massive s'inscrit aussi dans le débat sur l'utilisation des drones armés. Selon le Général Richard B. Myers, la furtivité et le long temps de vol des drones *Predator* pourraient permettre de repérer les laboratoires mobiles utilisés par Saddam Hussein pour développer des armes biologiques (Schmitt 2002).

Le Washington Post et les drones armés

Le *Washington Post* fait bien sûr face au même défi que le *New York Times*, soit le peu d'information que les autorités responsables laissent transparaître au sujet de l'utilisation des drones armés. Les colonnes du quotidien contiennent leur lot de supporteurs et détracteurs des drones armés. Comme ce sont souvent les mêmes figures qui sont mobilisées que dans les articles du *New York Times*, nous ne ferons pas l'étalage complet de leurs arguments. En ce qui concerne le vecteur lui-même, on remarque principalement un doute à savoir qu'il n'est pas efficace dans toutes les conditions météo et n'est donc pas nécessairement la panacée. Sinon, dans l'ensemble, on observe quand même une propension à parler de la guerre par drones armés comme une entreprise militaire qui se fera éventuellement sans intervention humaine dans les théâtres d'opérations, sujet beaucoup plus nuancé dans le *New York Times* :

« *The armed drones also give the military enormous reach and flexibility, creating the real possibility that the United States could someday fly combat missions without having to put large numbers of military personnel on nearby land bases or aircraft carriers.* » (Ricks 2001)

« *Yet even as American spotters on the ground were proving their worth, the Afghan air war suggested a future when human beings on the battlefield would be largely unnecessary.* » (Loeb 2002)

Sinon, les drones sont décrits comme la plus grande évolution militaire depuis l'avion de combat pendant la Première Guerre mondiale, une révolution dans les affaires militaires (Schneider 2001). Dans l'ensemble, le *Washington Post* ne semble pas accorder autant d'importance aux drones armés que son compétiteur new-yorkais.

Comme il en fût le cas dans les colonnes du *New York Times*, le drone armé est présenté dès les premières semaines du conflit en Afghanistan comme un atout pour éviter les « dommages collatéraux » et rendre la guerre acceptable aux yeux de la communauté internationale. Selon une source non-identifiée à l'intérieur du département de la Défense :

« *Our mores in America are, we don't kill innocent people. We have extreme sensitivity to that.* » (Ricks 2001)

Une intéressante représentation identitaire de ce que seraient les États-Unis, soit une puissance bienveillante qui défend les innocents.

Sans qu'il n'y ait vraiment de processus de déshumanisation à l'œuvre, un peu comme dans les colonnes du *New York Times*, il n'y a certainement pas de tentative d'humaniser les cibles des frappes de drones armés. En août 2004, on parle de l'assassinat de 19 insurgés (*insurgents*) (The Washington Post 2004). En mai 2005, Dana Priest (2005) parle de l'assassinat d'une « figure » d'Al Qaeda. Dans le même article de Priest :

« *The Predator and other unmanned aerial vehicles have become some of the most successful new weapons for killing small groups of people or individuals in Afghanistan and Iraq.* » (Priest 2005)

Encore très vague : des individus ou des groupes de personnes. En novembre 2008, on parle de l'assassinat d'une vingtaine de militants en territoire pakistanais (The Washington Post 2008). Selon l'article :

« *U.S. drones are believed to have carried out more than a dozen such attacks on insurgents on the Pakistani side of the border with Afghanistan since the beginning of September, killing dozens of people.* » (The Washington Post 2008)

Rien de précis au sujet de l'identité des cibles.

Pour terminer, notons que le discours sur les armes de destruction massive est aussi repris pour parler des drones dans les colonnes du *Washington Post* alors que l'on propose que les vecteurs seront utiles pour surveiller des caches suspectes qui pourraient servir à abriter des armes chimiques ou biologiques en Irak (The Washington Post 2003).

Conclusion

Avant d'aller plus loin, prenons le temps de faire une synthèse de l'information présentée ci-dessus. Nous faisons appel au post-structuralisme et plus précisément aux abstractions logocentriques, soit une opposition entre deux concepts. Rappelons que, selon cette approche, le concept A est défini dans sa relation avec le concept B en fonction d'une séparation entre le positif et le négatif, donc où le premier concept est défini en fonction de son penchant négatif, de son antithèse, soit le concept B. À travers les discours de George W. Bush sur le terrorisme, on remarque les oppositions suivantes :

- Du point de vue idéologique, on retrouve d'un côté le libéralisme, avec une emphase sur la liberté individuelle et la démocratie, et de l'autre l'idéologie des terroristes qui serait fondée principalement sur la haine (*hateful*), le meurtre (*murder*), la colère (*anger*) et l'extrémisme (*extremist*). Ce faisant, l'ancien président signifie aussi que les États-Unis et leurs alliés représentent la paix et utilise à plusieurs reprises le mot « liberté » (*freedom*) pour parler à la fois des États-Unis et de l'Occident.
- Au niveau du caractère et de la morale, on observe une opposition entre le courage et la couardise. Cette dichotomie s'exprime de différentes manières, notamment par le traitement que réserveraient les terroristes aux femmes et aux enfants, parce qu'ils font le choix de se cacher parmi leurs victimes, parce qu'ils utilisent la violence de manière indiscriminée, possiblement par l'utilisation d'armes de destruction massive s'ils arrivaient à s'en procurer. Sans en faire la présentation explicite, le thème du courage, notamment au sujet des membres des différents corps de l'armée américaine, revient relativement fréquemment dans les discours de George W. Bush.
- Une division entre ami et ennemi, qui consiste principalement à désigner tout pays qui lutte pour la paix (ainsi que la population de ces pays), la démocratie et la liberté comme alliés et à mettre en garde les pays qui iraient dans le sens contraire.

Quelques points supplémentaires restent à souligner. Bien que ces éléments de discours ne transcendent pas la présidence de Bush fils, il reste plus qu'intéressant pour saisir la nature du monde que l'ancien président dépeint à sa population. D'abord, nous avons remarqué quelques références aux « ennemis » que les États-Unis ont affrontés par le passé :

« By sacrificing human life to serve their radical visions -- by abandoning every value except the will to power -- they follow in the path of fascism, Nazism, and totalitarianism » (Bush 2001).

« When the Cold War ended, some predicted that the era of direct threats to our nation was over » (Bush 2001).

« In World War II, free nations came together to fight the ideology of fascism, and freedom prevailed -- and today Germany and Japan are democracies and they are allies in securing the peace. In the Cold War, freedom defeated the ideology of communism and led to a democratic movement that freed the nations of Eastern and Central Europe from Soviet domination -- and today these nations are allies in the war on terror » (Bush 2005).

« Some thought our military would be used overseas -- not to win wars, but mainly to police and pacify, to control crowds and contain ethnic conflict. They were wrong. Our nation is being tested in a way that we have not been since the start of the Cold War » (Bush 2006).

« That morning, terrorists took nearly 3,000 lives in the worst attack on America since Pearl Harbor » (Bush 2009).

En mobilisant ces allégories, George W. Bush élève le terrorisme au même niveau que le nazisme ou le communisme, nous rappelle les dictateurs de ces époques tels les Hitler et Staline, et ressasse au passage les attaques de Pearl Harbor. Ce sont des éléments discursifs très fort pour convaincre le public de l'ampleur de la menace et du rôle providentiel des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme.

On peut aussi noter que George W. Bush met en garde certains pays à plusieurs reprises en ce qui a trait à leur impact supposé sur la prolifération du terrorisme :

« And Syria must choose the right side in the war on terror by closing terrorist camps and expelling terrorist organizations » (Bush 2002).

« Today, Iran remains the world's primary state sponsor of terror -- pursuing nuclear weapons while depriving its people of the freedom they seek and deserve. As the Iraq democracy succeeds, that success is sending a message from Beirut to Tehran that freedom can be the future of every nation » (Bush 2005).

« Syria still allows its territory and parts of Lebanon to be used by terrorists who seek to destroy every chance of peace in the region. You have passed, and we are applying, the Syrian

Accountability Act. And we expect the Syrian government to end all support for terror and open the door to freedom » (Bush 2005).

Ce faisant, l'ancien président dresse une liste de cibles potentielles dans sa guerre contre le terrorisme, discours qui s'insère dans sa rhétorique sur « l'axe du mal » (*axis of evil*), encore ici une référence aux puissances de l'Axe au courant de la Deuxième Guerre mondiale, élément discursif qui apparaît dès son premier discours sur l'État de l'Union en janvier 2002.

Soulignons un autre point qui n'est pas mis en évidence tout au long de la précédente analyse, mais qui reste essentiel à la compréhension du discours identitaire américain. Si George W. Bush reste prudent et cherche à faire une déconnexion entre la communauté musulmane et les terroristes responsables des attentats du 11 septembre, il va probablement malgré lui faire des musulmans américains des citoyens de seconde zone. En effet, si les terroristes ont perverti l'islam et la religion musulmane, George W. Bush va à nombreuses reprises appeler les Américains musulmans à être les yeux et les oreilles des États-Unis pour lutter contre le terrorisme au niveau national. Non seulement prend-il cette communauté à part, mais il laisse aussi entendre qu'elle serait plus à même de reconnaître les menaces terroristes et être en contact avec des individus qui pourraient commettre de futurs attentats. Par leur simple religion, il serait ainsi appelé à jouer un rôle spécial, créant une distance avec le reste de la société américaine. George W. Bush n'a fort probablement pas de mauvaise intention, mais il contribue à creuser un fossé entre une conception de ce qui est un américain disons « typique » et un américain de confession musulmane. De plus, il ne fait aucun doute que cela participe au développement d'une forme d'islamophobie fondé sur la nature suspecte de cette communauté qui serait plus prédisposée au terrorisme que le reste de la population.

Que retenir du traitement de l'actualité quant au terrorisme dans les colonnes du *New York Times* tout au long de la présidence Bush en quelques lignes? D'abord, on retrouve peu de critiques de l'administration Bush quant à la lutte au terrorisme au sens large, surtout dans les premières années du conflit en Afghanistan et en Irak. C'est par rapport à ce deuxième conflit que l'on va remarquer le plus de polarisation, mais règle générale, si l'on porte notre attention sur les articles éditoriaux, on remarque une balance approximative entre les auteurs qui critiquent le gouvernement et ceux qui se rangent derrière l'administration en place. On remarque aussi que le discours des membres de l'administration Bush constitue très souvent une matière première pour les articles des journalistes du quotidien. Ceux-ci sont largement cités, souvent sans analyse ou prise de position

au sujet de leurs déclarations. On observe très peu de tentatives de se distancier du vocabulaire employé par le président et son administration au sujet de la guerre au terrorisme alors que « *war on terror* » reste pratiquement toujours la norme. Même chose pour les intervenants de la classe politique qui sont cités dans le *New York Times*. Le vocabulaire est stable. Que l'on encense l'administration Bush ou qu'on la critique, il semble qu'il est plus payant politiquement de le faire en utilisant les mêmes formules et la même rhétorique. Il est aussi évident que les discours sur les armes de destruction massive sont en quelque sorte le ciment qui lie ensemble les témoignages d'une multitude d'intervenants amenés à commenter le terrorisme dans le *New York Times*.

Chose qui nous importe particulièrement ici bien sûr : comment est-ce que l'on parle des terroristes, de ceux qui sont les cibles des frappes de drones? Dans l'ensemble, pratiquement aucune tentative de reconnaître leur humanité et leurs droits. Ils sont représentés comme étant des meurtriers irrationnels prêts à tout pour causer le plus de morts possible. Ce message ressort le plus souvent des paroles de politiciens, d'analystes et d'experts qui sont cités par les journalistes du quotidien, mais reste qu'il n'y a pas de tentatives de se distancier ou de nuancer ce discours. Pour le lecteur du quotidien, il n'y a qu'une façon de voir celui qui est coupable d'acte de terrorisme. Même quand le gouvernement est coupable de torture, l'identité de la victime n'est pas discutée. Ce qui est important, c'est que les États-Unis agissent comme le rempart de la civilisation et le leader du monde libre. Il est aussi bon de noter que pendant toute la période à l'étude, très peu d'intervenants se montrent optimistes quant à la sécurité du peuple américain. Certains candidats aux élections présidentielles de 2008 vont même être rabroués par leurs propres collègues lorsqu'ils vont insinuer que les États-Unis sont moins à risque d'attaques terroristes qu'avant le 11 septembre 2001.

Si la guerre en Irak n'est pas populaire, et cela est apparent plus les années avancent, lorsque vient le temps de parler de terrorisme et surtout des terroristes mêmes, on reprend dans la grande majorité des cas les lignes principales des discours de George W. Bush et de son administration. Tout comme le fait le président, on va souffler le chaud et le froid en ce qui a trait à la sécurité des Américains quant à de futures attaques terroristes. C'est aussi dans les pages du *New York Times* que l'on observe les candidats à l'investiture Démocrate se critiquer s'ils n'insistent pas suffisamment sur l'insécurité des États-Unis.

L'identité que l'on colle aux terroristes, soit barbares, irrationnels, cruels, obsédés par le meurtre, etc. est bien présente tout au long de la période observée, et ce dans multiples interventions

au sein des colonnes du *New York Times*. Les références à la liaison entre armes de destruction massive et terrorisme sont présentes à maintes reprises, et ce tout au long d'une présidence qui sera incapable de démontrer l'existence de ces armes en Irak. C'est non seulement le ciment qui lie les discours de George W. Bush, de son administration, des membres de l'opposition au Congrès, d'experts extérieurs appelés à se prononcer sur le terrorisme ainsi que la majorité des éditorialistes du *New York Times*, mais aussi une composante même de l'identité que l'on appose aux terroristes. Il nous semble clair à ce stade que l'arme nucléaire et les armes de destruction massive permettent de représenter les terroristes comme des êtres irrationnels qui ne recherchent qu'une chose : tuer sur la plus grande échelle possible. Leur barbarisme et leur irrationalité se manifestent ainsi par la croyance qu'ils n'hésiteraient pas un instant à utiliser ces armes. Notre inférence semble aussi validée par l'omerta à savoir que les seuls à avoir un jour utilisé l'arme nucléaire sont bien sûr les États-Unis. Sans surprise, cet épisode historique n'est pas mentionné par le président et son administration, mais pas non plus dans aucun des articles que nous avons analysés dans cette recension.

Le *New York Times* est peu critique à l'endroit du vocabulaire utilisé par l'administration Bush pour parler de terrorisme. On va, règle générale, se coller aux étiquettes utilisées par l'ancien président, que ce soient les classiques « *war on terror* » pour ensuite suivre le président dans ses nombreuses tentatives de donner une couleur religieuse à la guerre au terrorisme. S'il y a une forme de discussion sur les terminologies utilisées par le président vers la fin de son deuxième mandat, somme toute, peu de contestation, certains appelant même à abandonner le mot *jihād* qui ne serait pas assez cru pour dénoncer le barbarisme des terroristes.

Comme il apparaît dans notre analyse, George W. Bush et les membres de son cabinet ont beaucoup de visibilité dans les colonnes du *New York Times*. Le collage de leurs très nombreux témoignages constitue un véritable « régime de vérité » tel que défini par Michel Foucault (1980) (voir page 86). Ils dominent nettement l'espace narratif et l'on retrouve très peu d'analyse critique au sujet de leur interprétation du terrorisme.

Qu'est-il maintenant du *Washington Post*? Dans ce cas, l'analyse se fait en deux temps. Alors que le premier mandat est caractérisé par une couverture principalement positive, le deuxième mandat laisse place à des critiques acerbes. Surprenamment, le discours retrouvé dans les colonnes éditoriales du *Washington Post* est particulièrement cru suite aux attentats du 11

septembre. En fait, il est encore plus déshumanisant que ce que l'on entend dans la bouche du président et des membres de son administration. De plus, on remarque une propension à parler de manière décomplexée de frapper peu importe s'il y a des dommages collatéraux ou encore de laisser l'Afghanistan pour morte si nécessaire. Malgré un discours qui reste va-t'en guerre pendant les premières années du mandat de George W. Bush, le ton devient graduellement moins violent lorsque l'on parle des terroristes.

Le deuxième mandat de l'ancien président sera le théâtre d'une lutte beaucoup plus serrée à savoir quelles sont les meilleures étiquettes pour parler de terrorisme. On observe ainsi une véritable remise en question d'expressions comme « *war on terror* », mais un questionnement de plus en plus poussé à savoir que l'utilisation d'étiquettes religieuses nuit à l'administration Bush dans la guerre qu'il a déclarée contre les terroristes de tout acabit. Il est cependant intéressant de constater que, même lorsque l'on conteste les étiquettes utilisées par l'administration Bush, on ne sait pas plus sur quel pied danser et que l'on finit par différentes formules à perpétuer l'idée d'une lutte à dimension religieuse. Facile de critiquer le président, mais plus difficile de se décoller d'un narratif qui rend le conflit intelligible pour l'auditoire américain.

Cette lutte mène à un abandon tacite de la présidence Bush de la part de plusieurs intervenants appelés à se prononcer dans les colonnes du *Washington Post*. Cela ne veut pas pour autant dire que le quotidien abandonne complètement le président. En effet, George W. Bush et d'autres membres de son cabinet se verront ouvrir les colonnes éditoriales du *Washington Post* pour quatre années consécutives. Bien que plus critique, le quotidien offre quand même une vitrine d'envergure à la Maison Blanche pour défendre sa vision de la guerre au terrorisme.

Tout comme dans les colonnes du *New York Times*, la question du terrorisme faisant appel aux armes de destruction massive traverse les pages du *Washington Post* tout au long de la présidence Bush. S'il y a quelques mentions d'une menace qui aurait été exagérée, la majorité du commentariat s'entend pour dire qu'il s'agit d'une menace pressante. C'est notamment ce qui ressort des discours de John Kerry ou encore de Barack Obama qui trouvent écho dans le quotidien. Même chose que pour le *New York Times*, omerta quasi absolue quant à l'utilisation de ces armes par les États-Unis. Dans la période à l'étude, nous avons recensé un seul article éditorial signé Michael Kinsley (2001) faisant mention d'Hiroshima. Toute comparaison est par la suite écartée.

Qu'en est-il maintenant des drones armés? Quoique George W. Bush s'adresse peu à la nation à ce sujet, nous pouvons quand même observer une différenciation claire entre les armes du passé et du futur ainsi que les guerres du passé et du futur :

« Our war on terror cannot be used to justify obsolete bases, obsolete programs, or obsolete weapon systems. Every dollar of defense spending must meet a single test: It must help us build the decisive power we will need to win the wars of the future » (Bush 2001).

« This revolution in our military is only beginning, and it promises to change the face of battle » (Bush 2001).

Il apparaît aussi que l'ancien président est impressionné par les drones armés dès leur première utilisation et est enthousiaste face à leur utilisation subséquente. Son engagement à investir dans ces systèmes est clair. Malgré tout, peu de chose à se mettre sous la dent pour l'instant. George Bush en parle rarement, mais fait principalement l'éloge des systèmes de combat et annonce sa volonté d'acquérir plus de drones pour en faire l'éventuel fer de lance de la machine militaire américaine.

Principale concordance discursive qui rejoint le président et les deux quotidiens à l'étude : l'idée que les drones armés permettent de réduire les dommages collatéraux et donnent ainsi un visage plus humain à la guerre. Cela correspond exactement à l'idée que la technologie permet de combattre le barbarisme articulée en introduction (page 5). Il sera intéressant de garder à l'œil ces déclarations, surtout si l'on considère que la question des dommages collatéraux devient centrale à la présidence Obama. Il est aussi à noter que l'on ne mobilise pas les déclarations de George W. Bush sur les drones armés dans les articles des deux journaux à l'étude. En ce qui a trait au côté humain et identitaire, rien ne ressort donc des colonnes des quotidiens à l'étude. C'est surtout la froideur et le détachement de l'acte de tuer qui est apparent. L'on n'observe pas un discours déshumanisant comme il en est le cas dans l'analyse du terrorisme, mais il est clair que le traitement de l'actualité est tout sauf humanisant. Bien sûr, l'analyse de l'actualité quant à l'utilisation des drones armés est fondée sur un corpus de seulement 42 articles journalistiques. Dans le cas de la présidence Obama, c'est plutôt 625 articles répartis entre les deux quotidiens à l'étude. Nous nous attendons à avoir une idée beaucoup plus claire du lien qui relie l'identité des terroristes et l'utilisation des drones armés.

Voyons maintenant comment se manifestent ces tendances pendant la présidence de Barack Obama.

Chapitre 5

La présidence de Barack Obama : 2009 à 2017

La présidence de Barack Obama représente une excellente occasion pour tester nos hypothèses pour plusieurs raisons. D'abord, on parle d'une nouvelle administration issue d'un parti d'opposition, donc une vision substantiellement différente de la conduite de la politique étrangère. Cela s'articule aussi à travers la formation d'un nouveau cabinet. Ensuite, Barack Obama s'est fait élire, entre autres, sur la promesse de sortir les États-Unis du borbier irakien. Notons aussi que, dans sa campagne électorale, Obama semblait vouloir s'éloigner du vocabulaire utilisé par George W. Bush pour définir le conflit entrepris par les États-Unis, notamment en s'éloignant des formules comme « *war on terror* », « *global war on terror* », mais aussi en prenant ses distances des différentes étiquettes religieuses employées par l'administration précédente. Dans ce cas précis, aucun doute que Barack Obama a réussi à changer le discours d'un point de vue purement sémantique. Le vocabulaire guerrier est presque complètement abandonné, le mot terroriste, dans la grande majorité des cas, est substitué par le mot extrémiste. De plus, Obama insiste à nombreuses reprises sur la déconnexion entre les extrémistes coupables d'actes de terrorismes et la religion musulmane. George W. Bush avait lui-même tenté de faire cette distinction en début de mandat, mais il s'est par la suite perdu dans le vocabulaire religieux lors de son deuxième mandat.

Or, cette transformation a lieu presque uniquement dans le discours de Barack Obama. S'il tient en quelque sorte ses promesses de changer d'approche d'un point de vue discursif en ce qui a trait à la lutte au terrorisme, il fait très souvent cavalier seul à ce sujet. Les membres de son administration préfèrent souvent s'en tenir à un discours plus près de ce qui avait été établi pendant la présidence Bush et Obama va être rappelé à l'ordre à plusieurs reprises, autant par la classe politique que par les médias, pour l'utilisation de termes parfois jugés ridicules face à la menace terroriste. Maintenant, est-ce à dire que la dimension identitaire des discours de Barack Obama au sujet du terrorisme change du tout au tout par la substitution de ces étiquettes? En fait, notre analyse démontre une similitude quasi parfaite avec les thèmes abordés ainsi que leurs significations. Si le vocabulaire n'est pas le même, le contenu des discours de Barack Obama s'inscrit dans la continuité.

Rappelons les axes principaux qui traversaient les discours de George W. Bush analysés au chapitre précédent :

- Une vision dichotomique de la réalité où les forces du bien affrontent celles du mal et où les valeurs, les institutions et le mode de vie américain sont centraux au succès des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme.
- La répétition de l'idée que les États-Unis sont une puissance providentielle qui a un rôle unique à jouer sur la scène internationale en ce qui a trait à la lutte au terrorisme.
- Une tendance constante à insister sur l'insécurité des États-Unis.
- Une association fréquente entre le terrorisme et les armes de destruction massive comme ultime danger auquel font face les États-Unis.

Nous retrouvons tous ces éléments dans les discours de Barack Obama, et ce à nombreuses reprises tout au long de sa présidence. Avant d'apprécier ces tendances, voyons d'abord comment l'ancien président parle des terroristes, comment il les décrit, l'identité qu'il leur prête, pour mieux illustrer cette continuité avec l'administration Bush.

Barack Obama et le terrorisme

Tout au long de la présidence Obama, l'identité qu'il impute aux terroristes est un calque de ce que nous avons analysé au courant du mandat de George W. Bush. Parmi les principales idées partagées, ce qui ressort le plus souvent sont les questions d'irrationalités accompagnées de nombreuses références au barbarisme à travers différents sous-entendus. Faisons un bref survol de ces qualificatifs sur la période à l'étude :

« Negotiations cannot convince al Qaeda's leaders to lay down their arms. To say that force may sometimes be necessary is not a call to cynicism. It is a recognition of history, the imperfections of man, and the limits of reason. » (Obama 2009)

« Al Qaeda and its affiliates are small men on the wrong side of history. » (Obama 2010)

Au sujet des attentats au Bataclan en France :

« This is an attack not just on Paris, it's an attack not just on the people of France, but this is an attack on all of humanity and the universal values that we share. » (Obama 2015)

L'usage du langage médical est aussi fréquent :

« I want to provide all of you a brief update on our progress against the ISIL core in Syria and Iraq, because as we squeeze its heart, we'll make it harder for ISIL to pump its terror and propaganda to the rest of the world. » (Obama 2015)

« (...) many Americans are asking whether we are confronted by a cancer that has no immediate cure. » (Obama 2015)

Les terroristes sont parfois relégués au rôle d'animaux chassés :

« *We will continue to hunt down terrorists and dismantle their networks.* » (Obama 2015)

Dans l'ensemble, la déshumanisation des terroristes est toujours aussi présente. Notons que Barack Obama parle moins d'une lutte civilisationnelle que George W. Bush. Ce discours est plus souvent articulé autour des valeurs et du système politique américain, mais qui de ce cas est considéré comme le modèle auquel tous devraient aspirer. Autre formulation, même message. Voyons justement comment ces messages s'articulent dans les discours de Barack Obama.

Le modèle américain

Si George W. Bush présentait la démocratie au sens large comme une arme permettant de vaincre le terrorisme, Barack Obama est plus spécifique alors que c'est le modèle américain qui devient l'incarnation même de cet idéal :

« *In dealing with terrorism, we can't lose sight of our values and who we are.* » (Obama 2009)

« *No acts of terror will ever shake the resolve of this great nation, alter that character, or eclipse the light of the values that we stand for.* » (Obama 2012)

Le rôle providentiel des États-Unis

Tout comme il le fait en utilisant le système politique américain pour créer une division entre progrès et régression, Barack Obama aborde souvent la question du rôle providentiel des États-Unis. Si le modèle américain est appelé à se répandre aux quatre coins du monde comme le veut le mythe de la Destinée manifeste, les États-Unis, nation unique en son genre, sont appelés à jouer un rôle providentiel dans cette entreprise, en particulier pour lutter contre le terrorisme :

« *In words and deeds, we are showing the world that a new era of engagement has begun. For we know that America cannot meet the threats of this century alone, but the world cannot meet them without America.* » (Obama 2009)

« *What makes the United States special, and what makes you special, is precisely the fact that we are willing to uphold our values and ideals even when it's hard -- not just when it's easy; even when we are afraid and under threat -- not just when it's expedient to do so. That's what makes us different.* » (Obama 2009)

« *As millions are still denied their basic human rights because of who they are, or what they believe, or the kind of government that they live under, we are the nations most willing to stand up for the values of tolerance and self-determination that lead to peace and dignity.* » (Obama 2011)

Terrorisme et armes de destruction massive

Comme nous l'avons proposé au chapitre précédent, nous considérons le discours sur les armes de destruction massive comme manière de donner une identité aux terroristes que les États-Unis sont appelés à combattre. La menace est souvent présentée comme le péril le plus grave auquel font face les États-Unis alors que les terroristes, dans leur barbarisme et leur soif de sang, n'hésiteraient pas à utiliser s'ils pouvaient obtenir de telles armes. Tout comme son prédécesseur, Barack Obama insiste largement sur cette menace :

« (...) *we must ensure that terrorists never acquire a nuclear weapon. This is the most immediate and extreme threat to global security. One terrorist with one nuclear weapon could unleash massive destruction. Al Qaeda has said it seeks a bomb and that it would have no problem with using it.* » (Obama 2009)

« (...) *our biggest concerns right now are actually the issues of nuclear terrorism and nuclear proliferation.* » (Obama 2010)

Sécurité et insécurité

Tout comme George W. Bush avant lui, Barack Obama adopte une position ambiguë à savoir si le peuple américain est en sécurité. Il insiste même davantage sur la menace interne, soit le fait que les États-Unis pourraient être infiltrés par des groupuscules terroristes prêts à frapper à tout moment. Voyons comme cela s'articule au long de sa présidence :

« *We know that al Qaeda is actively planning to attack us again. We know that this threat will be with us for a long time, and that we must use all elements of our power to defeat it.* » (Obama 2009)

« *You will raise your children at a time when threats like terrorism and climate change aren't confined within the borders of any one country.* » (Obama 2010)

Passons maintenant à l'analyse médiatique.

Présidence Obama : le terrorisme dans le Washington Post

Tout comme nous l'avons fait dans le chapitre précédent, l'analyse des deux quotidiens à l'étude se fera chronologiquement. En ce qui concerne le *Washington Post*, notons d'entrée de jeu qu'il y a beaucoup moins de matériel à analyser au sujet du terrorisme. Alors qu'une sélection préliminaire avait permis d'identifier 1715 articles pendant la présidence Bush, c'est un total de 733 en ce qui a trait à la présidence Obama. Maintenant que nous avons fait le point sur les discours de Barack Obama, voyons comment le *Washington Post* parle de terrorisme et des cibles américaines.

2009

L'année 2009 nous offre peu de matériel pour lancer notre analyse. Dans l'ensemble, on se montre plutôt tendre à l'endroit de l'administration Obama alors que nombreux intervenants semblent particulièrement heureux de tourner la page sur l'ère Bush. D'abord, quelques bribes de discours de Barack Obama ainsi que des conférences de presse sont citées dans les colonnes du *Washington Post*, ce qui nous permet d'affiner notre compréhension des discours de l'ancien président. Rien de majeur à signaler. On répète les mêmes formules à savoir que le terrorisme nucléaire reste une des plus grandes menaces à la sécurité des États-Unis (The Washington Post 2009). Fait intéressant, Barack Obama est de plus en plus inquiet de la menace d'un terrorisme faisant usage des technologies de l'information pour causer du dommage aux États-Unis, allant jusqu'à parler des cyberattaques comme des « *weapons of mass disruption* » (The Washington Post 2009). Le langage des armes de destruction massive est ainsi recyclé pour parler d'une nouvelle menace identifiée.

Le débat à savoir dans quel genre de conflit sont engagés les États-Unis continu de faire discuter alors que certains sont insatisfaits du flou à savoir quelle est la stratégie de Barack Obama. Si dans l'ensemble on applaudit l'abandon de l'étiquette « *war on terror* », on reste perplexe en ce qui a trait à ce que Barack Obama fera concrètement sur le terrain. Certains se questionnent tout simplement à savoir s'il y a un véritable changement de cap ou si c'est seulement du verbiage. Alors que Eugene Robinson (2009) parle de « *ongoing struggle against violence and terrorism* », Jim Hoagland (2009) propose que le changement ne se soit fait que sur papier :

« *Obama has abandoned a George W. Bush slogan -- the war on terror -- that even Don Rumsfeld and other aides thought was misleading. But the struggle to locate, disrupt and destroy international terrorist networks -- which target other Muslims even more often than they target foreign infidels, Jews and "crusaders" -- goes on. The Taliban's quest to return Afghanistan to its misogynistic savagery goes on.* »

Notons l'utilisation des mots « sauvagerie misogyne ». La référence au traitement des femmes par Al-Qaeda et les Taliban est un thème récurrent pour dépeindre les ennemis désignés comme des barbares.

Trois membres de l'administration Obama sont appelés à définir leur vision du conflit. Si Hillary Clinton balaie du revers de la main l'appellation « *global war on terror* » sans expliquer

pourquoi abandonner l'étiquette, le Général David Patreus commandant du CENTCOM, est plus volubile alors qui ne laisse pas nécessairement de côté l'aspect global du conflit :

« All of [the terrorist groups] together represent a threat . . . and, in certain cases, a truly global extremist threat. » (The Washington Post 2009)

Michelle Flournoy, sous-secrétaire à la politique au sein de la Défense Américaine, parle de son côté d'une menace aux intérêts vitaux des États-Unis d'un point de vue national comme international (The Washington Post 2009). Malgré le changement d'étiquette, la portée du conflit en soi resterait donc la même. Certains prétendent que le problème repose sur le fait que l'on ne peut combattre la terreur, qu'il s'agit d'une manière de faire la guerre et non d'un ennemi au sens propre, ce qui expliquerait l'effort de recadrage de l'administration Obama (Robinson 2009). D'autres sources à l'intérieur de l'administration prétendent plutôt que c'est le mot « guerre » qui est problématique alors qu'il a mené à plus de radicalisation chez les populations musulmanes pendant la présidence Bush. C'est aussi ce prisme qui aurait détourné l'attention de l'administration précédente des véritables ennemis :

« This is not a 'war on terror.' . . . We cannot let the terror prism guide how we're going to interact and be involved in different parts of the world. (...) It's important to maintain the offensive against what are clearly terrorist training facilities and camps, and we're working closely with the Afghanistan and Pakistan governments to root out these facilities. At the same time, the use of lethal force must be "very focused, and ensure that we are not incurring any type of collateral damage. » (Hsu et Warrick 2009)

Si la manière d'appréhender le conflit entrepris par George W. Bush en 2001 fait discuter, presque rien à signaler à savoir quelle est l'identité des ennemis que Washington continu à combattre, si ce n'est que la promesse de Barack Obama de continuer les opérations de combat en respectant les valeurs et idéaux américains (Robinson 2009).

2010

L'année 2010 est caractérisée par un retour en arrière quant à la définition du conflit. Dans les colonnes éditoriales, l'étiquette « *war on terrorism* » domine à nouveau et l'administration Obama semble aussi tentée, pour l'instant du moins, à revenir à un langage plus guerrier. C'est ainsi que Michael Gerson, Dana Milbank, Charles Krauthammer et Michael V. Hayden reviennent à un discours qui rappelle davantage le premier mandat de George W. Bush. Karen Hughes (2010) parle de son côté d'une lutte contre le terrorisme international et son idéologie totalitaire à visée

globale (*global totalitarian ideology*). Changement de ton plutôt frappant quand l'on considère que le quotidien semblait prêt à tourner la page sur le discours des dernières années de la présidence Bush. Probablement que la lune de miel avec Barack Obama est terminée, car on se montre plus critique à son endroit, certains le qualifiant de « *soft on terrorism* ». Selon Krauthammer (2010) :

« *Any government can through laxity let someone slip through the cracks. But a government that refuses to admit that we are at war, indeed, refuses even to name the enemy -- jihadist is a word banished from the Obama lexicon -- turns laxity into a governing philosophy.* »

Michael Gerson (2010):

« *The president has occasionally talked of a war on terrorism. But lip service is different from leadership. In the war on terrorism, 2009 was not a year of urgency and vigilance. It was a year of lullabies, hot toddies and Ambien -- though it nearly ended with a bang.* »

Toujours dans les colonnes éditoriales, Robert Kagan (2010) se porte à la défense d'Obama :

« *The irony is that Obama has been fighting the war on terror at least as vigorously as his predecessor. He escalated the war in Afghanistan and greatly increased drone attacks on suspected terrorists in Pakistan.* »

Pas assez pour certain, rhétorique pour d'autres ou simplement « *business as usual* », on ne s'entend clairement pas à savoir ce à quoi devrait ressembler la politique de lutte au terrorisme de Barack Obama.

Comme mentionné, le langage plus guerrier fait aussi son chemin au Congrès et dans le langage de l'administration Obama. La *US National security strategy* officialisée en mai 2010 revient sur le fait que l'on ne fait pas la guerre à la terreur, une tactique, mais à des réseaux de terroristes :

« *The United States is at war. We are at war with a specific network, al-Qaeda, and its terrorist affiliates.* » (Berger 2010)

Si le ton était plutôt bon enfant en ce qui a trait à la lutte au terrorisme pendant la première année du mandat de Barack Obama, on retourne à un message ambigu au sujet de la sécurité des Américains :

« *The reality is that the adversary that declared war on the United States in 1996 is still active - morphing and mobilizing even as it is hunted by America and its allies. It's a nasty fight, and it's far from over.* » (Ignatius 2010)

Même son de cloche à l'intérieur de l'administration Obama qui revient sur le danger du terrorisme domestique. Janet Napolitano, secrétaire du Département de la sécurité intérieure des États-Unis :

« *The old view that 'if we fight the terrorists abroad, we won't have to fight them here' is just that - the old view.* » (Priest et Arkin 2010).

Alors que Barack Obama courtise l'Iran dans le but d'arrêter son programme d'enrichissement d'uranium qui pourrait éventuellement permettre le développement de l'arme nucléaire, certains dénoncent la naïveté du président et stipulent que les efforts pourraient mener à l'acquisition d'armes de destruction massive par des groupes terroristes (Krauthammer 2010). Joe Cirincione, expert en terrorisme nucléaire à la *Ploughshares Foundation*, est plutôt d'avis que la menace n'est pas sérieuse :

« *These cells are capable of inflicting plenty of pain, as a suicide bomber's killing of seven Americans at a CIA base in Afghanistan last month reminded us. But they do not pose an existential threat to the United States. They can put a kid on a plane with plastic explosives in his pants, but they still can't destroy a U.S. city with loose nukes.* » (Milbank 2010)

Du point de vue identitaire, l'année 2010 nous permet plus adéquatement de discerner l'inclinaison des journalistes du *Washington Post*. Même trame narrative observée que pour les années Bush dans ce cas :

« *Osama bin Laden wants to portray our efforts against terrorism as the West vs. Islam; we must work hard to portray them as civilized people of many faiths vs. a death cult.* » (Hughes 2010)

L'idée que le système politique américain est une arme pour défaire les terroristes est aussi exploitée. Selon John Brennan, ancien directeur de la CIA :

« *Even as the United States strengthens internal and international defenses, American values and resilience remain the primary U.S. weapons.* » (Berger 2010).

Finalement, le langage médical fait à nouveau son apparition dans le discours officiel. Toujours selon l'ancien directeur de la CIA :

« *The administration will take the fight to the extremists wherever they plot and train in Afghanistan, Pakistan, Yemen, Somalia and beyond, but will exercise force prudently, recognizing that we often need to use a scalpel and not a hammer.* » (Berger 2010).

2011

L'année 2011 marque une étape charnière dans la guerre au terrorisme entamée par George W. Bush en 2001. D'abord, on y célèbre le dixième anniversaire des attentats du 11 septembre, mais encore plus important, parce que c'est à ce moment que les États-Unis mettent finalement la main sur Oussama Ben Laden qui sera abattu le 2 mai. Or, une continuité parfois étonnante quant

au discours sur le terrorisme ponctue l'actualité. En effet, si Barack Obama cherche depuis le début de son mandat à se distancier du vocabulaire thématique comme « *war on terror* », chose qu'il réussit bien sur le plan individuel, on remarque que l'étiquette reprend définitivement du service, comme semblait l'indiquer 2010. Alors que la mort d'Oussama Ben Laden va faire couler beaucoup d'encre, on a l'impression que le langage qui se prête le mieux au traitement de l'actualité à ce sujet reste celui établi par l'administration Bush. Même s'il est parfois utilisé avec des guillemets question de prendre une certaine distance, reste que c'est l'étiquette la plus populaire pour parler du terrorisme dans les colonnes du *Washington Post* :

« *Now, with bin Laden buried at sea, it is time to end the "global war on terror" we have lived with for a decade.* » (Heuvel 2011)

« *The bin Laden operation is the perfect vindication of the war on terror. It was made possible precisely by the vast, warlike infrastructure that the Bush administration created post-9/11, a fierce regime of capture and interrogation, of dropped bombs and commando strikes.* » (Krauthammer 2011)

Peut-être encore plus intéressante, l'utilisation de ce langage est souvent caractéristique d'une forme de réconciliation avec la présidence Bush, plusieurs soutenant que la capture de Ben Laden n'aurait pas été possible sans les politiques mises en place par l'ancien président. Le *Washington Post* ouvre même ses colonnes à Donald Rumsfeld qui en profite pour chanter les louanges de l'administration Bush.

Si certains continuent de rappeler que l'on ne fait pas la guerre à la terreur qui n'est en soi qu'une stratégie, le langage est de nouveau populaire au Congrès et ce dans les deux camps. Le leader de la minorité Républicaine au Sénat, Mitch McConnell :

« *This is a great victory in the War on Terror.* » (Sonmez et Kane 2011)

John A. Boehner (R- Utah):

« *This war on terrorism is critical to the safety and security of the American people. We still face a complex and dangerous terrorist threat.* » (Sonmez et Kane 2011)

John Larson (D- Conn) :

« *I want to commend President Obama. Over the last 18 months we've had some great successes in the war on terror - capped with the truly historic mission that succeeded in bringing Osama bin Laden to justice.* » (Sonmez 2011)

Barack Obama, vertement critiqué comme étant « *soft on terrorism* » depuis le début de son mandat, épithète d'ailleurs de plus en plus populaire, a enfin un moment de répit alors qu'il est

célébré de toute part. Fait intéressant, suite à l'attaque d'Abbottabad et l'assassinat d'Oussama Ben Laden, la classe politique au grand complet célèbre le fait que justice a été rendue. Alors que nombreux ont été critiques des politiques de détention des États-Unis ou encore du non-respect de l'*Habeas Corpus*, un assassinat passe pourtant pour un acte de justice salvateur. Selon Mitt Romney :

« *This is a great victory for lovers of freedom and justice everywhere.* » (Weiner 2011)

Peter T. King :

« *Today, the American people have seen justice.* » (Rucker, Wilson et Kornblut 2011)

John Kerry:

« *We are a nation of peace and laws, and people everywhere should understand that our 10-year manhunt was in search of justice not revenge.* » (Rucker, Wilson et Kornblut 2011)

Jon Huntsman:

« *Our success in bringing Osama bin Laden to justice is a tribute to our entire intelligence and military infrastructure.* » (Weiner 2011)

Buddy Roemer:

« *This is a great day for Americans who have longed for justice from the ruthless attacks of September 11, 2001.* » (Weiner 2011).

Pas qu'il soit étonnant d'observer de telles déclarations, après tout la mort de Ben Laden est un baume sur les plaies de milliers d'Américains frappés par la tragédie s'étant déroulé dix ans plus tôt, reste que certaines interventions frôlent l'obscénité. Mike Huckabee, l'ancien gouverneur de l'Arkansas, est particulièrement tranchant :

« *It is unusual to celebrate a death, but today Americans and decent people the world over cheer the news that madman, murderer and terrorist Osama Bin Laden is dead. Welcome to hell, bin Laden.* » (Weiner 2011).

L'ancien candidat aux élections présidentielles et sénateur de l'Arizona, John McCain :

« *I am overjoyed that we finally got the world's top terrorist. The world is a better and more just place now that Osama bin Laden is no longer in it.* » (Sonmez et Kane 2011)

Selon Jennifer Rubin (2011) dans deux éditoriaux sur le sujet:

« *(...) the assassination of one of the planet's most evil figures is something to celebrate.* »

« *But in the short run what can we learn from this joyous event? For starters, we need to rethink entirely our relationship with Pakistan.* »

Comme il fallait probablement s'y attendre, le langage déshumanisant est particulièrement présent. Toujours selon Mike Huckabee :

« (...) *this monster to be brought to justice.* » (Weiner 2011)

Mitch McConnell:

« (...) *the monstrous designs of this madman and his disciples.* » (Sonmez et Kane 2011)

John Brennan, ancien directeur de la CIA :

« *The death of bin Laden is a defining moment in the war against terrorism and represents decapitating the head of the snake that is al-Qaeda.* » (Wilson, Whitlock et Branigin 2011)

Bruce Hoffman de l'Université Georgetown, directeur du *Center for Peace and Security Studies* :

« *Confronted with the sudden death of a leader, terrorist groups become cornered animals.* » (The Washington Post 2011)

Le langage médical reste lui aussi populaire. :

« *In the decade since the start of this war, al Qaeda has metastasized.* » (Sonmez 2011)

« *Osama bin Laden, the long-hunted al-Qaeda leader and chief architect of the Sept. 11, 2001, terrorist attacks on the United States, was killed by U.S. forces Sunday in what officials described as a surgical raid on his luxury hideout in Pakistan.* » (Rucker, Wilson et Kornblut 2011)

Encore ici, les États-Unis sont le chirurgien qui opère une tumeur maligne. On remarque que le traitement des femmes est aussi instrumentalisé dans le but d'attaquer l'humanité d'Al-Qaeda et de Ben Laden :

« *Osama bin Laden was buried at sea Monday after U.S. forces raided his well-appointed hideout in Pakistan, shot him in a firefight in which at least one of his wives was used as a human shield.* » (Rucker, Wilson et Kornblut 2011)

Ce détail aurait pourtant facilement pu être laissé de côté.

Notons avant de terminer que, malgré l'effusion de joie quant à l'assassinat de Ben Laden, la presque totalité de la classe politique américaine, des spécialistes de la question aux intervenants dans colonnes du *Washington Post*, s'entendent pour dire que la mort du leader d'Al-Qaeda ne représente pas la fin de la menace. Si certains vont se saisir de l'occasion pour demander le retrait des troupes américaines d'Afghanistan, tous semblent d'accord pour dire que les États-Unis ne sont

pas, et ne seront probablement jamais, dans un état de parfaite sécurité, surtout alors que l'on s'attend à des représailles pour la mort de Ben Laden. De plus en plus, l'œil de l'administration Obama se tourne vers la Somalie et le Yémen pour la poursuite des opérations.

2012

L'année 2012 est marquée par deux événements importants : les élections présidentielles où Obama fait face à Mitt Romney et les attentats de Benghazi, le 11 septembre, au cours desquels quatre fonctionnaires américains perdent la vie. Dans l'ensemble, le terrorisme fait malgré tout peu discuter. Les débats en vue des élections présidentielles laissent entrevoir la volonté de Barack Obama de mettre l'accent sur Al-Qaeda, même après l'assassinat de Ben Laden. Il décoche d'ailleurs une flèche à son adversaire à ce sujet en octobre :

« Governor Romney, I'm glad that you recognize that Al Qaida is a threat, because a few months ago when you were asked what's the biggest geopolitical threat facing America, you said Russia, not Al Qaida. » (The Washington Post 2012).

Obama fait peut-être alors le calcul, comme son prédécesseur, que le sujet du terrorisme est un bon véhicule pour marquer des points en campagne électorale. Il utilisera d'ailleurs le premier anniversaire de la mort de Ben Laden pour mousser sa campagne électorale, ce qui lui vaudra les critiques du parti Républicain qui refusent la politisation de l'évènement. George W. Bush avait fait face au même tollé alors qu'il avait utilisé des images du 11 septembre dans ses publicités électorales en 2005. Mitt Romney de son côté marie exceptionnalisme américain et utilisation de la force :

« America must lead the free world, and the free world must lead the entire world. In our dealings with other nations, we must demonstrate confidence in our cause, clarity in our purpose and resolve in the application of our military might. » (Henderson 2012)

Le discours sur la grandeur des États-Unis reste omniprésent, que ce soit, par exemple, pour parler de la fermeture de Guantanamo :

« Close Guantanamo, and you close the box of sin that the war on terror unleashed, making us, rather than an exceptional nation, one like all the others. Close the box, bury the ills of the past decade, close the doors on a state of limbo and confusion, and America's true exceptionalism can once again thrive. » (Greenberg 2012)

On remarque encore l'utilisation de l'étiquette « *war on terror* » qui continue d'être favorisée par les éditorialistes du *Washington Post*. La question identitaire est saillante alors que Guantanamo

rabaisse les États-Unis au niveau des États ennemis qui utilisent ces pratiques. Sa position de leader du monde libre doit être restaurée. En réponse aux attaques de Benghazi, Obama rappelle à la population qu'aucun acte de violence ne peut éteindre la lumière que représentent les valeurs américaines (Wemple 2012).

Au sujet de la « *war on terror* », que l'on parle en bien ou en mal de l'administration Obama, c'est encore sous cet angle que l'on discute des opérations de lutte au terrorisme américaines :

« *Though George W. Bush's declaration of a "war on terror" has been justifiably derided as rhetorical melodrama, the fact remains that we most indisputably are at war: a war of aggression that has been declared on us specifically, the rest of the West more generally.* » (Yardley 2012)

Difficile d'entrevoir une analyse de l'identité des terroristes pourchassés par les États-Unis, ne serait-ce que pour dire qu'il est impossible de négocier avec ceux-ci :

« (...) *we cannot and should not expect al-Qaeda and its associated forces to all surrender, all lay down their weapons in an open field, or to sign a peace treaty with us. They are terrorist organizations.* » (Zakaria 2012)

En bref, peu de ressources à analyser pour 2012. Quelques éléments restent cependant dignes de mention avant de tourner la page. D'abord, la publication d'un rapport du *Department of Homeland Security* qui cherche à estimer les dégâts que causerait l'explosion d'une bombe nucléaire de 10 kilotonnes sur Washington D.C., exercice qui s'inscrit dans la continuité en ce qui a trait au discours sur le terrorisme nucléaire (DeBonis 2012). Un sondage est aussi publié le 11 septembre, donc effectué avant les attaques de Benghazi. Environ 40% des sondés affirment que le pays est plus sûr depuis l'élection de Barack Obama et 51% estiment qu'il est davantage apte à lutter contre le terrorisme, face à 40% pour Mitt Romney (Henderson 2012). Les événements de Benghazi ne couteront bien sûr pas la présidence à Obama qui sera réélu pour un deuxième mandat en novembre.

2013

L'année 2013 est marquée par un nouvel attentat, celui du marathon de Boston le 15 avril, mais aussi par l'intensification de la guerre civile en Syrie alors que les États-Unis sont sollicités à savoir quelle serait leur réponse à une possible utilisation d'armes chimiques par le régime de Bashar al-Assad. Dans l'ensemble, on se montre de plus en plus critique à l'endroit de Barack Obama dans les colonnes du *Washington Post* alors que l'on assiste à un certain retour vers une

posture va-t'en guerre, quoique nettement moins marquée qu'après les attaques du 11 septembre 2001. L'étiquette « *war on terror* » est maintenant bien implantée dans le discours de journalistes du quotidien et, tout comme les années précédentes, elle est souvent utilisée pour attaquer l'administration Obama que l'on considère trop attentiste. On attaque même le président à savoir qu'il n'utilise pas suffisamment le mot terrorisme pour décrire les actes de violence auxquels font face les Américains.

Alors qu'il avait été attaqué par Jennifer Rubin en 2012 pour avoir mis trop de temps à définir les attentats de Benghazi comme des actes de terrorisme, Glenn Kessler (2013) dédie un éditorial pour calculer le nombre de jours avant qu'Obama utilise finalement le mot en question dans le but de dénoncer son entêtement à éviter de décrire le conflit de la juste manière :

« He appears to have gone out of his way to avoid saying it was a terrorist attack, so he has little standing to make that claim now. (...) the president's claim that he said "act of terrorism" is taking revisionist history too far, given that he repeatedly refused to commit to that phrase when asked directly by reporters in the weeks after the attack. »

On lui réserve le même traitement au sujet des attentats de Boston :

« Why would the president wait until Tuesday morning to refer to the tragedy as an "act of terrorism"? (...) Undeniably, the attack in Boston was a terrorist act, which is why the president ultimately opted for a common-sense definition and called it what it was. » (Zarate 2013)

On remarque aussi que de plus en plus d'articles visent à démontrer qu'Obama poursuit la politique étrangère de George W. Bush, même s'il prétend le contraire :

« He would like people to remember that his presidency has been about ending wars, and he made the case that an endless war on terror is not in the best interests of a democracy. But wage war he has, and he will continue to do so. » (Balz 2013)

Si Barack Obama cherche depuis 2009 à se débarrasser des épithètes utilisées par George W. Bush, il semblerait que l'on soit bien enclin à ramener le président à l'ordre dans les colonnes du *Washington Post*. Peut-être qu'Obama cherche à se racheter auprès du public alors qu'il déclare en mai :

« Neither I, nor any President, can promise the total defeat of terror. » (The Washington Post 2013)

Celui qui a promis à plusieurs reprises d'éviter ce genre de rhétorique, que l'on ne pouvait de surcroît s'attaquer à une tactique, revient au discours qu'il tentait d'éviter. Bien sûr, il s'agit peut-

être d'un simple lapsus. Reste que le président est de plus en plus sous pression pour se conformer à un narratif spécifique, chose que l'on observe tout autant au Congrès.

D'autres figures politiques sont écorchées à savoir qu'elles ne sont pas assez agressives en matière de lutte au terrorisme. La promotion de Chuck Hagel au poste de secrétaire à Défense fait d'ailleurs discuter :

« And if Hagel is there just to slash the Pentagon budget, what is going to happen if we need him to do something, like combat the North Africa terror threat? » (Rubin 2013)

Même traitement pour le sénateur Rand Paul pressenti comme candidat à l'éventuelle course à l'investiture Républicaine. Alors qu'il déclare en 2013 que les attentats du 11 septembre ont été motivés par l'interventionnisme américain, Jennifer Rubin (2013), auteure de plusieurs éditoriaux fielleux en 2013, lance une droite au sénateur tout en donnant sa propre couleur identitaire aux terroristes :

« This is a monstrous lie. And all the conservatives and libertarians who voted for him for president should consider the true views of the man who was the object of their affections. His refusal to recognize the face of evil and the nature of our enemy, what former prosecutor Andy McCarthy calls "willful blindness," should, and I suspect will, render him a fringe figure, just as unacceptable to a broad part of the electorate as was his father. »

Michael Gerson (2013) en rajoute:

« Paul's "constitutional foreign policy" denies the legal basis for the war on terror, would place severe constraints on the executive in defending the nation and hints at the existence of an oppressive national security state. »

Faisons maintenant le point sur la question identitaire. Dans l'ensemble, 2013 s'inscrit dans la continuité. Les États-Unis sont encore l'idéal à atteindre :

« Americans should never allow fanatics to create a climate of mistrust in our country so deep that we forget who we are, what we value and how we should live. » (Dionne Jr. 2013)

Le sénateur Démocrate Robert Menendez au sujet d'une possible intervention en Syrie :

« (...) each of us will decide whether to send a message to the world that there are lines we cannot cross as civilized human beings. » (The Washington Post 2013)

Ailleurs dans les colonnes éditoriales :

« This new lexicon was meant to help focus our efforts on the most direct threat to the United States and to avoid a broad campaign against multiple actors or a global phenomenon. But it ignored the reality that the terrorist threat was already metastasizing. » (Zarate 2013)

« The terrorist threat of 2013 is not the same one we faced on Sept. 11, 2001. Al-Qaeda has morphed from a hierarchical organization into a terrorist hydra. » (Zarate 2013)

La question des armes de destruction massive refait surface dans le contexte de la guerre en Syrie alors que l'on craint que le conflit pourrait permettre à des groupes terroristes de mettre la main sur de telles armes. C'est le discours de John Kerry en septembre :

« But in the event Syria imploded, for instance, or in the event there was a threat of a chemical weapons cache falling into the hands of al-Nusra or someone else and it was clearly in the interest of our allies and all of us, the British, the French and others, to prevent those weapons of mass destruction falling into the hands of the worst elements. » (The Washington Post 2013)

Nathan Myhrvold (2013) publie au même moment un éditorial à saveur d'apocalypse :

« The most likely scenario is that the United States will continue to lumber along on its current path, addressing some issues and ignoring others. Then terrorists will launch their next attack. With luck, we will detect it in time to prevent a major disaster, but it's quite possible that a strategic terror attack in the next decade or so will kill 100,000 to 1 million Americans. »

Tout comme il a été le cas depuis les attentats du 11 septembre, on continue de souffler le chaud et le froid au sujet de la sécurité des Américains, que ce soit au sujet de possibles actes isolés commis par des « loups solitaires » ou par des attaques nucléaires cataclysmiques, et ce, peu importe les succès stratégiques sur le terrain.

2014

L'année 2014 est caractérisée par la montée en puissance fulgurante de l'État Islamique et une augmentation de la pression sur l'administration Obama pour répondre à la menace. Le 19 août, le journaliste américain James Foley est décapité par un membre de l'ÉI à Raqqa en Syrie. L'exécution qui est filmée sera ensuite téléversée sur YouTube. La réaction de dégoût du peuple américain mène à de plus en plus de demandes d'intervention en Syrie, autant en provenance de la classe politique que dans les colonnes du *Washington Post*. Le quotidien affiche une position relativement plus va-t'en guerre, mouvement déjà amorcé en 2013. On dénonce l'administration Obama pour son attentisme, voire son pacifisme, alors que l'on en vient pratiquement à louer l'administration de George W. Bush que le quotidien avait pourtant largué à la fin de son deuxième mandat :

« We are engaged whether we have troops on the ground in an ongoing war against jihadist terrorists, and he can't wish that away. He is a wartime president, whether he takes that role seriously or not. » (Rubin 2014)

Certaines politiques de l'ère Bush pourtant décriées, comme la torture et l'incarcération à Guantanamo, sont à nouveau considérées comme des solutions pour lutter contre le terrorisme :

« Its approach reflects the mind-set of an administration populated with officials who spent the Bush years decrying military methods then employed and are now trying to impose a weaker law-enforcement approach to combating terrorism. . . » (Rubin 2014)

L'auteure va même jusqu'à faire une différence entre la vraie torture et les méthodes américaines. La vraie torture, celle pratiquée par l'État Islamique, est caractérisée par le fait qu'elle résulte en des blessures permanentes (Rubin 2014). Sondé à ce sujet en juin, 52% de la population américaine estime d'ailleurs qu'il est préférable de continuer d'utiliser la prison de Guantanamo pour y envoyer des suspects accusés de terrorisme. Dans le même coup de sonde, 52% de la population affirme que George W. Bush était plus sérieux dans ses efforts pour lutter contre le terrorisme que Barack Obama (42%) (Rubin 2014).

On s'impatiente face à la politique étrangère d'Obama que l'on nomme « *leading from behind* », terme qui entre en circulation en 2011, mais dont on n'arrive pas à attribuer la formulation à l'administration Obama. Cette stratégie de partager le fardeau des opérations de lutte au terrorisme, datant de l'éclatement de la guerre civile en Lybie, serait maintenant intenable avec la montée en puissance de l'État Islamique :

« This has been a test of the doctrine of leading from behind. A U.S. leadership "vacuum" (Hillary Clinton's word) was not filled by the resolve of friends. It was filled by Iranian adventurism, by Russian meddling, by Bashar al-Assad's mass atrocities, by Gulf state money flowing to disturbing places and by expansionist, ruthless, messianic Islamist radicalism. Recent history yields one interpretation: If the United States does not lead the global war on terrorism, the war will not be led. » (Gerson 2014)

Encore ici prédomine le recours au vocabulaire de la « *global war on terror* » et de l'idée de l'exceptionnalisme américain, seul pays pouvant vraiment mener le monde civilisé à la victoire contre le terrorisme. Le gouverneur du Texas, Rick Perry, invoque le fantôme de Ronald Reagan pour critiquer l'actuel président :

« Reagan led proudly from the front, not from behind, and when he drew a "red line," the world knew exactly what that meant. » (Perry 2014)

Dans un éloge aux politiques agressives de Reagan face à l'Union Soviétique, Perry rappelle que le 40^e président des États-Unis avait compris que les océans n'étaient plus suffisants pour protéger

États-Unis, thème repris à la fois par George W. Bush et Barack Obama depuis le 11 septembre 2001.

Bon an mal an, le discours de Barack Obama se fait davantage acrimonieux, surtout à partir de l'assassinat de James Foley en août. Nous l'avons déjà souligné lors de ses discours à West Point en août et aux Nations Unies en septembre, le président change de ton. L'État Islamique est comparé à un cancer, à un groupe barbare ou encore à un réseau obsédé par la mort avec lequel il est impossible de négocier (The Washington Post 2014). Le discours au Congrès se fait aussi plus corser. Si les Républicain ont le haut du pavé depuis quelques années en ce qui a trait à un discours plus déshumanisant au sujet des terroristes, outre le président, des représentants Démocrate s'impatientent alors que l'on verse aussi dans des catégorisations où l'on oppose le bien et le mal. Amy Klobuchar décrit l'État Islamique comme « *pure evil* » en septembre alors que l'on démontre un appétit accru pour une intervention au sol limitée des forces spéciales américaines dans le but de lutter contre l'État Islamique en Syrie (Costa et O'Keefe 2014).

Le discours agressif de Barack Obama aux Nations Unies est accueilli en grande pompe par les éditorialistes du *Washington Post* :

« *The most compelling and encouraging parts of President Obama's Islamic State speech - his intention to "degrade and ultimately destroy" the enemy, his pledge to hunt down its fighters and deny them "safe haven," his moral clarity on their "acts of barbarism" - also sounded least like Obama.* » (Gerson 2014).

Gerson plaide d'ailleurs lui aussi en faveur d'une intervention au sol. Dana Milbank (2014) s'en réjouit tout autant :

« *Network of Death! A linguistic heir to George W. Bush's Axis of Evil, perchance? "Those who have joined ISIL should leave the battlefield while they can," the peacemaker threatens. (...) It was a powerful expression of American exceptionalism - rooted not in power but in justice - and an artful way for a man of peace to make the case for conflict.* »

On célèbre le retour à une posture plus guerrière digne de l'ère George W. Bush qui serait en fait le véritable visage de l'exceptionnalisme américain. On salue aussi le fait qu'Obama ait à nouveau reconnu que le terrorisme est le plus grand péril auquel font face les États-Unis (O'Hanlon 2014). Il est aussi à noter que l'on est bien plus pessimiste quant à la sécurité des États-Unis dans les colonnes du quotidien pour 2014. De retour à sa posture plus agressive post 11 septembre, le *Washington Post* se fait le chaperon d'un discours guerrier face au terrorisme alors que le quotidien

démontre sa volonté de talonner Obama lorsque l'on juge qu'il s'égare du narratif de George W. Bush à nouveau valorisé.

2015

Si l'année 2014 a été marquée par une méfiance croissante envers l'État Islamique, 2015 ne fait pas exception alors que l'organisation continue sa fulgurante conquête territoriale, notamment en Irak et en Syrie, mais aussi en causant des actes de terrorismes dévastateurs. Le 13 novembre 2015, plus de 130 Français trouvent la mort dans une série d'attentats suicides qui secouent Paris, attentats revendiqués ultérieurement par l'État Islamique. Si le président Obama garde le cap et hésite à utiliser les étiquettes guerrières et religieuses pour parler des actions de l'EI, bon nombre vont à nouveau verser dans cette interprétation du conflit qui avait marqué les dernières années de la présidence Bush fils. Les mêmes qualificatifs se répandent. La tendance est claire dans les colonnes du *Washington Post* et dans le commentariat de droite américain, le parti Républicain étant souvent au centre de ce discours. Véritable retour à l'ère Bush, toutes les étiquettes refont surface : menace djihadiste, terrorisme islamiste (Jeb Bush), terrorisme islamique radical (Kevin McCarthy), terrorisme djihadiste extrême (Hillary Clinton), terreur islamique, terrorisme totalitaire (John Kerry) etc. (Demirjian 2015) (The Washington Post 2015) (Morello 2015). De plus en plus, Barack Obama est critiqué sur le simple fait qu'il cherche à utiliser un vocabulaire « trop aseptisé » qui évacue les références à la religion musulmane.

S'il y a une évolution (ou peut-être plutôt un retour en arrière) au niveau sémantique à savoir comment parler de la menace, reste que l'aspect identitaire du discours, autant du côté américain que chez les cibles qu'ils ont désignées, reste le même. Civilisation contre barbarisme et autres formules, forces du bien et du mal, rôle providentiel des États-Unis :

« *We have to fight these enemies of our common western civilization.* » (Rubin 2015)

Peter Pham du *Atlantic Council*:

« *Islamist extremist ideology that rejects a modern world shaped by political, economic and social liberalism.* » (Matfess 2015)

Le candidat à l'investiture Républicaine Jeb Bush :

« *We should pursue the clear and unequivocal objective of throwing back the barbarians of ISIS.* » (Rubin 2015)

« *It is the war of our time, and a struggle that will determine the fate of the free world.* » (O’Keefe 2015)

Barack Obama au sujet des attentats de Paris :

« (...) *an attack on all of humanity and the universal values that we share.* » (Nakamura et DeYoung 2015)

Hillary Clinton:

« *The world's great democracies can't sacrifice our values or turn our backs on those in need. Therefore, we must choose resolve, and we must lead the world to meet this threat.* » (Gearan 2015)

À l’ouest, rien de nouveau. Si Barack Obama est vertement critiqué pour son manque de sérieux en ce qui a trait à la lutte contre l’État Islamique, le discours d’opposition ne fait que renforcer le narratif qui déshumanise les terroristes et rend leur annihilation d’autant plus souhaitée.

Alors que l’on se montre ambivalent au sein de l’administration Obama à savoir quelle menace représente l’État Islamique en ce qui concerne de possibles actions sur le territoire américain, plusieurs points de vue sont en compétition. Si Barack Obama et le Conseiller à la Sécurité Nationale du vice-président, Anthony Blinken, croient que la menace est régionale, Le Général Michael Nagata, commandant des Forces spéciales américaines au Moyen-Orient, parle d’une menace beaucoup plus grande qu’Al-Qaeda (Miller 2015) (Thiessen 2015). Michael Morell, anciennement assistant-directeur de la CIA :

« *My children's generation and my grandchildren's generation will still be fighting this fight.* » (Miller 2015)

L’ancien Gouverneur du New Jersey, Chris Christie :

« *I'm not the least bit shocked since the president has put us in a defensive crouch. His inaction and her [Hillary Clinton's] inaction led to ISIS becoming a major world power.* » (Rubin 2015)

Pas possible non plus de discuter avec l’adversaire. Selon Hillary Clinton :

« *I think that we have to look at ISIS as the leading threat of an international terror network. It cannot be contained, it must be defeated.* » (The Washington Post 2015)

Kevin McCarthy:

« *When it comes to tyrants, dictators and terrorists, strength and the threat of force is the only language they understand.* » (Demirjian 2015)

Dans l'ensemble, ces éléments discursifs restent particulièrement stables. Il n'a pas fallu longtemps pour que la question des armes de destruction massive soit adaptée à la nouvelle menace alors que cette fois c'est l'Iran qui pourrait devenir le pourvoyeur si Obama baisse sa garde (Rubin 2015).

En réaction à ces événements, la population américaine est plutôt encline à un accroissement des actions militaires et se montre elle aussi impatiente face à l'administration Obama. En février, 54% de la population souhaite que leurs représentants au Congrès autorisent des opérations militaires contre l'État Islamique (Rubin 2015). En novembre, c'est seulement 35% d'Américain qui sont satisfaits des politiques du gouvernement en ce qui a trait à la lutte contre l'État Islamique et 54% de la population affirme que les États-Unis ne devraient pas accueillir de réfugiés syriens (Clement et Eilperin 2015) (The Washington Post 2015).

Il est maintenant temps de boucler la boucle. Voyons comment le discours évolue, ou non, au courant de la dernière année complète du deuxième mandat de Barack Obama.

2016

La dernière année complète de la présidence de Barack Obama se déroule à l'ombre de la menace de l'État Islamique. Avec plusieurs nouveaux attentats à signaler en Europe, dont en Belgique, en France et en Allemagne, mais aussi aux États-Unis alors que l'auteur de la plus grande tuerie de masse de l'histoire du pays est perpétrée par un individu se réclamant de l'État Islamique, le groupe faisant un usage prédominant du terrorisme fait encore couler beaucoup d'encre. Barack Obama fait peu parler de lui au sujet du terrorisme alors que ce sont les deux adversaires à l'élection présidentielle de novembre, Hillary Clinton et Donald Trump, qui obtiennent une importante part de la couverture du *Washington Post*. Cela nous permet entre autres d'entrevoir ce que Donald Trump nous réserve en tant que successeur de Barack Obama, mais aussi d'apprécier les discours qui jalonnent les affrontements entre les candidats aux présidentielles. On fait face à deux rhétoriques : Hillary Clinton s'inscrit dans la continuité alors qu'elle essaie d'éviter les étiquettes religieuses alors que Donald Trump tient, à l'instar de nombreux Républicain, un discours beaucoup plus agressif. Donald Trump :

« *We are going to take a swift, strong action to protect the American people from radical Islamic terrorism.* » (Johnson et DelReal 2016)

Hillary Clinton:

« *We know that a lot of the rhetoric that we've heard from Donald Trump has been seized on by terrorists, including ISIS, because they are looking to make this a war against Islam.* » (Gearan 2016)

L'équipe Trump critique en fait à plusieurs reprises ses adversaires pour leur timidité à utiliser les étiquettes religieuses, notamment « *radical islamic terrorism* », qu'il ressasse à profusion (DeYoung 2016). Obama va même sortir de ses gonds pour répondre publiquement à Donald Trump :

« *What exactly would using this label accomplish? "What exactly would it change? . . . This is a political distraction.* » (Jaffe, Gearan et Nakamura 2016)

Si la tendance d'Obama et Clinton à se distancier du vocabulaire religieux reste constante, on remarque qu'ils subissent de la pression à savoir qu'ils devraient en quelque sorte se conformer à un discours spécifique. Dans les colonnes du *Washington Post*, les références à l'islam continuent de peupler les articles sur l'État Islamique et autres sujets reliés au terrorisme :

« *Defeating Islamist terrorists is an essential but difficult, long-term challenge.* » (The Washington Post 2016)

Tous ne sont pas au diapason quant à la sévérité de la menace que représente l'État Islamique et ses rejetons. Le ton alarmiste prévaut, même si certains au sein de l'administration Obama continuent d'opter pour une approche prudente à savoir si l'EI est une véritable menace nationale pour les États-Unis. Les attentats en Europe poussent cependant le commentariat vers un consensus :

« *As long as Raqqa remains in Islamic State control, it could be the launching pad for deadly terrorist attacks.* » (Ignatius 2016)

Selon Newt Gingrich, ancien membre de la Chambre des représentants sous la bannière Républicaine, la menace posée par l'État Islamique est encore plus grande que celle posée par Al-Qaeda en 2001 (Johnson 2016). Hillary Clinton abonde en utilisant le langage médical :

« *The threat is metastasizing. We saw this in Paris. And we saw it in Brussels. We face a twisted ideology and poisoned psychology that inspires the so-called lone wolves, radicalized individuals who may or may not have contact and direction from any formal organization.* » (Gearan et Sullivan 2016)

Selon Clinton, impossible de contenir la menace, la seule solution est une victoire totale. Donald Trump ne se fait pas plus rassurant :

« *The terrorist threat has never been greater. . . . We must take steps now to protect America from terrorists, and do everything in our power to improve our security to keep America safe.* » (Cunningham 2016)

Plusieurs thèmes récurrents sont toujours d'actualité en 2016. On retrouve l'inévitabilité de la puissance et des valeurs américaines dans la lutte au terrorisme :

« *The credibility of the United States as the leader and defender of the free world must be salvaged from the horrific devastation of Syria.* » (Allen et Lister 2016)

Hillary Clinton:

« *This threat is real, but so is our resolve. Americans will not cower. We will prevail. We will defend our country, and we will defeat the evil, twisted ideology of the terrorists.* » (Gearan, Sullivan et Wagner 2016)

Barack Obama:

« *We have to uphold our values not just when it is easy, but when it's hard.* » (Jaffe 2016)

Ailleurs dans les colonnes éditoriales :

« *Our determination to protect our freedom and ideals must be just as strong as the Islamic State's determination to impose its beliefs on us.* » (The Washington Post 2016)

Pour sa dernière année à la présidence, Barack Obama se voit offrir une tribune dans le *Washington Post* le 31 mars alors qu'il revient sur les dangers du terrorisme nucléaire :

« *Given the continued threat posed by organizations such as the terrorist group we call ISIL, or ISIS, we'll also join allies and partners in reviewing our counterterrorism efforts, to prevent the world's most dangerous networks from obtaining the world's most dangerous weapons.* » (Obama 2016)

C'est d'ailleurs un sujet abordé par Newt Gingrich qui entrevoit les risques d'une attaque nucléaire sur une grande ville américaine si l'on permet à l'État Islamique de continuer à fonctionner (Johnson 2016). Même chose dans les colonnes éditoriales :

« *Seven decades without a nuclear weapon being used in combat or terrorism is remarkable; it will take dedication to ensure this record continues.* » (The Washington Post 2016)

Les vieux ennemis des États-Unis reprennent du service :

« *Now we face another enemy whose ambitions are just as great (the restoration of the caliphate vs. worldwide domination), whose rhetoric is just as inflamed (Joseph Stalin called a million deaths a "statistic," and Nikita Khrushchev vowed to bury us).* » (The Washington Post 2016)

Autres les quelques référents identitaires qui ressortent des citations précédentes, le langage déshumanisant prend des formes familières. David Ignatius (2016) parle du terrorisme comme d'une plaie qui suppure jusqu'en Asie du Sud-est. Fareed Zakaria (2016) de son côté parle de la radicalisation et estime que l'un des principaux facteurs d'enrôlement est un acte de rébellion contre le monde moderne.

Deux points avant de terminer l'analyse de l'année 2016. D'abord, au sujet des attentats d'Orlando où 49 d'américains trouveront la mort sous les balles de Omar Mateen, Barack Obama va immédiatement parler de l'évènement comme une attaque terroriste. Il avait été beaucoup plus lent à le faire dans les cas des attaques de Benghazi et de Boston, ce qui lui avait valu maintes critiques. Ensuite, au sujet de Donald Trump, notons qu'il parle sans détour de l'option nucléaire pour éliminer l'État Islamique. Il est aussi particulièrement évident que les journalistes du *Washington Post* ne portent pas Donald Trump en haute estime et remettent fréquemment en question ses aptitudes pour occuper le poste de président.

L'année 2017 ne fera pas l'objet d'une analyse. Il n'y a pas de publications significatives pour étayer notre étude médiatique dans les quelques jours restants de la présidence Obama. Nous arrêtons donc notre analyse du *Washington Post* ici.

Présidence Obama : le terrorisme dans le New York Times

2009

Tout comme il fût le cas dans le cadre de l'analyse de l'actualité dans le *Washington Post* pour l'année 2009, le *New York Times* renferme peu d'éléments permettant de faire le point sur la vision du quotidien en ce qui a trait à l'identité américaine versus celle des terroristes qu'ils sont appelés à combattre. Cependant, il y a déjà un début de réflexion au sujet de la pertinence du changement lexical opéré par Obama dès son entrée en fonction. D'abord, on semble attendre en quelque sorte après le président pour qu'il précise sa vision du rôle des États-Unis dans les opérations de contre-terrorisme. Dans le doute, pendant les quelques semaines qui suivent son assermentation, on reste enclin à utiliser le langage de la « *war on terror* », parfois en utilisant les guillemets, pour prendre une distance par rapport au discours de l'administration Bush.

C'est à la fin février que se précise le langage du nouveau président et de son administration, qui est accompagné d'incrédulité et parfois même de moquerie. Le 25 février, lors de sa première

audience publique devant la Chambre des représentants, la nouvelle secrétaire du *Department of Homeland Security*, Janet Napolitano, substitue le terme terrorisme pour « *man-caused disasters* » (catastrophes causées par l'homme). Fin mars, le Directeur du Bureau de la gestion et du budget, Peter R. Orszag, utilise les mots « *oversea contingency operations* » (opérations de contingence outre-mer) pour parler des opérations de contre-terrorisme américaines. Les critiques fusent de toutes parts. Gordon Johndroe, porte-parole du Conseil de Sécurité Nationale sous George W. Bush :

« *A change in rhetoric is fine as long as they don't lead people to believe the threat from violent extremists is over.* » (Baker 2009)

Shannen W. Coffin, ancien conseiller de Dick Cheney:

« *They seem more interested in the war on the English language than in what might be thought of as more pressing national security matters.* » (Baker 2009)

Dick Cheney lui-même:

« *An Orwellian euphemism or two will not change the fact that bad people want to kill us and destroy us as a free people.* » (Baker 2009)

L'effort de transformation lexicale est tourné au ridicule par l'animateur John Stewart lors de son programme humoristique sur la politique américaine, « *The Daily Show* » :

« *Yeah, that'll catch on like Crystal Pepsi.* » (Baker 2009)

L'administration Obama va rapidement abandonner ce lexique qui ne sera jamais réutilisé. Au sujet de l'identité des États-Unis et de leurs cibles, très peu à analyser. Ce sont souvent à travers les commentaires des membres de l'administration Bush que l'on retrouve des référents clairs, comme le commentaire précédent de Dick Cheney « *bad people want to kill us and destroy us as a free people* ». L'ancien candidat à l'investiture Républicaine Rudy Giuliani :

« *I'm concerned that we no longer believe we're at war with Islamic terrorists when they're at war with us.* » (Berger 2009)

En bref, l'année 2009 nous en apprend peu, même si elle est le théâtre de l'échec criant d'une tentative de changement lexical.

2010

Définitivement, le *New York Times* est avare de commentaires en ce qui a trait aux opérations américaines de lutte au terrorisme. Tout comme il en avait été le cas pendant les premières années de l'administration Bush, le quotidien est la plupart du temps neutre et s'en tient à une analyse factuelle de l'actualité. On remarque aussi peu d'articles éditoriaux en comparaison avec le *Washington Post*. Pour l'instant, l'analyse du discours identitaire s'en trouve limitée. Attentiste devant une administration Obama qui se cherche encore d'un point de vue lexical, on se colle aux étiquettes classiques telles « *war on terror* » ou encore on parle de « l'âge du terrorisme » (Baker 2010) (Shane 2010). C'est principalement à travers un tissu de citations que l'on peut discerner les référents identitaires les plus fréquents. Barack Obama, bien qu'il réitère l'impossibilité de se battre contre la terreur, une stratégie, utilise malgré tout des images fortes pour parler de terrorisme :

« *Negotiations 'could not have halted Hitler's armies. Negotiations cannot convince Al Qaeda's leaders to lay down their arms.* » (Sanger 2010)

« *We renew our resolve against those who perpetrated this barbaric act of terror and who continue to plot against us - for we will never waver in defense of this nation.* » (Lorber 2010)

Dans les colonnes éditoriales:

« (...) *terrorism is barbaric, contravening international law's imperative to protect civilians and international norms that promote resolution of political disputes by negotiation, not assassination. Therefore, terrorist organizations must be treated as pariahs and suffocated, not cultivated.* » (The New York Times 2010)

« *Al-Qaeda isn't a racist organization - it's an organization that kills regardless of race anyone who stands in the way of its Islamo-fascist vision.* » (Harshaw 2010)

Fait intéressant, la guerre de mots, ou plutôt la guerre à savoir quels mots utiliser pour parler de terrorisme, se continue dans les colonnes du quotidien, à tel point que Barack Obama va répondre publiquement aux attaques persistantes de Dick Cheney à ce sujet au cours d'une conférence de presse pour souligner son utilisation fréquente du mot guerre pour parler de terrorisme (Baker 2010) (Shanker et Schmitt 2010). En éditorial, Peter Baker (2010) s'affaire d'ailleurs à montrer que, bien qu'Obama eût fait le vœu de se débarrasser du langage guerrier et manichéen de l'administration Bush, il appose l'étiquette « *evil* » aux terroristes lors de son discours d'acceptation du prix Nobel alors que son secrétaire de presse, Robert Gibbs, a parfois utilisé les mots « *war on terror* ». Il semble y avoir un véritable intérêt pour ce débat sémantique

dans les colonnes du *New York Times*. Au Congrès, on continue aussi de talonner le président à ce sujet pour tenter de le discréditer, c'est le cas de l'ancien sénateur de l'Arizona Jon Kyl :

« *Some in our government have even refused to speak the name of our adversary lest they somehow offend.* » (Lorber 2010)

Dans l'ensemble, le ton reste plutôt neutre et les articulations de l'identité américaine et de leurs cibles se font presque uniquement à travers les citations utilisées par les journalistes du quotidien. On remarque aussi qu'il y a absence de critique envers l'administration Obama au sujet de sa formulation de la politique étrangère.

2011

L'année 2011 est marquée, bien sûr, par la mort de Ben Laden. Nous ne ferons pas le point sur le concert d'éloges et de joie au Congrès qui a été largement traité lors de notre analyse du *Washington Post*. Ce sont les mêmes discours des mêmes intervenants qui sont distillés. Cependant, le *New York Times* accueille la nouvelle avec une sobriété incomparable à celle de son compétiteur. Bien que l'on ait droit aux mêmes mises en garde à savoir que la mort de Ben Laden ne veut pas dire la fin d'Al-Qaeda, le *New York Times*, à la lumière de ces événements, semble prêt à tourner la page sur les opérations de contre-terrorisme américaines en Afghanistan et au Pakistan :

« *Bin Laden's demise is a defining moment in the American-led war on terrorism, a symbolic stroke affirming the relentlessness of the pursuit of those who attacked New York and Washington on Sept. 11, 2001. What remains to be seen, however, is whether it galvanizes his followers by turning him into a martyr or serves as a turning of the page in the war in Afghanistan and gives further impetus to Mr. Obama to bring American troops home.* » (Baker, Cooper et Mazzetti 2011)

« *The peddlers of fear and the phony tough-on-terrorism crowd have dominated the national security debate for too long. The president must step in and stop this march toward endless war and the perpetual undermining of American constitutional values.* » (The New York Times 2011)

« *Considering the nihilistic goals of jihad, what can you threaten that will deter a suicide terrorist so obviously willing to give up his life in pursuit of holy war against the United States?* » (Schmitt et Shanker 2011)

Nicholas Kristof (2011) va même jusqu'à suggérer qu'il est temps de négocier un traité de paix entre le gouvernement Karzai et les Taliban pour mettre fin une fois pour toutes à la guerre en Afghanistan.

L'analyse de l'actualité nous permet d'apprécier un curieux mélange de déshumanisation, mais aussi d'humanisation inédit à ce point. La plupart du temps, on aborde le terrorisme et les terroristes de manière familière :

« *Democracy is bad news for terrorists. The more peaceful channels people have to express grievances and pursue their goals, the less likely they are to turn to violence.* » (Shane 2011)

« *It does bring a measure of comfort that the mastermind of the September 11th tragedy and the face of global terror can no longer spread his evil.* » (Shear 2011)

D'un autre côté, le *New York Times* publie une chronique nécrologique surprenante pour souligner la mort d'Oussama Ben Laden. Alors qu'elle commence par une référence plutôt classique au nazisme et au communisme, la chronique explore pourtant de manière neutre la vie du défunt leader d'Al-Qaeda, ses origines, son éducation, ses liens familiaux, etc. (Zernike et Kaufman 2011). Jamais Ben Laden n'avait été traité comme autre chose qu'un monstre. On se questionne aussi à savoir comment l'on peut célébrer la mort de Ben Laden comme un acte de justice alors qu'il n'a pas été amené devant les tribunaux, pratique si chère à l'administration Obama (Erlanger 2011).

Avant de tourner la page sur l'année 2011, deux autres sujets retiennent notre attention. D'abord, une fois que l'on a écarté Oussama Ben Laden du portrait, on se penche à nouveau sur les armes de destruction massive et comment elles pourraient être utilisées par les terroristes. Cette fois, selon Heidi Avery, c'est le terrorisme biologique qui est élevé au niveau de plus grande menace asymétrique à laquelle font face les États-Unis (Hylton 2011). Ensuite, un sondage montre que si 57% des Américains sont satisfaits du travail de Barack Obama, plus de 60% craignent que la mort d'Oussama Ben Laden amène plus d'actes de terrorisme aux États-Unis (The New York Times 2011). Seulement 16% de la population affirme se sentir plus en sécurité (The New York Times 2011).

2012

Les journalistes du *New York Times* continuent de garder la tête froide tout au long de l'année 2012, et ce, malgré les attentats de Benghazi. Il est intéressant de constater à quel point l'on garde un pas de recul sur les événements. Bien sûr, des épithètes classiques pour parler de terrorisme font leur apparition ici et là : extrémistes islamistes, fondamentalistes religieux, fanatiques, etc. (Baker et Parker 2012) (Chorin 2012) (Douthat 2012). Or, ces étiquettes ne sont généralement pas accompagnées de référents identitaires où les terroristes jouent le rôle des

barbares assoiffés de sang obsédés par la mort. En fait, le *New York Times* semble vouloir sortir la tête de la mêlée en proposant d'autres points de vue pour étudier la question du terrorisme. Les questions de lexique font toujours discuter, notamment au sujet du malaise causé par le laps de temps écoulé avant que Barack Obama dénonce les attaques de Benghazi comme un attentat terroriste, mais ces occasions sont justement utilisées pour aller plus loin que les simples étiquettes en vigueur depuis le 11 septembre 2001. Alors que Chorin (2012) parle de militants dans le cadre des attaques de Benghazi, Judah Grunstein (2012) dédit un éditorial à la distinction entre terroristes et militants. Selon lui, les attaques de Benghazi sont l'œuvre de militants avec des objectifs politiques limités et locaux. Ce ne sont pas des terroristes qui cherchent à effrayer Washington dans une lutte transfrontalière. En fonction de ce qu'il désigne comme une mutation génétique, le terrorisme international se serait métastaté pour donner naissance à des groupuscules isolés qui n'ont qu'à faire d'attaquer les États-Unis sur leur territoire (Grunstein 2012). Ce faisant, il salue la retenue de Barack Obama dans son allocution qui a suivi les attaques de Benghazi.

Selon Ross Douthat (2012), le fait que les attaques de Benghazi ont eu lieu le 11 septembre démontre qu'il y a une rationalité derrière les attaques, une compréhension de la *realpolitik* propre aux attaquants, chose que l'on refuse souvent à ceux qui commettent ces actions violentes. Selon Nicholas Kristof (2012), il y a une manière d'expliquer ces attaques et cela demande de regarder en face le véritable visage du malin : la pauvreté extrême. C'est en combattant la pauvreté que l'administration Obama pourrait vraiment se débarrasser du terrorisme.

Notons qu'une enquête de *Wired magazine*, relaté par Andrew Rosenthal (2012), nous permet de jeter un coup d'œil à l'intérieur des manuels d'entraînement des recrues du FBI appelées à se joindre aux opérations de lutte au terrorisme. Somme toute, on y retrouve un discours raciste et réducteur pour décrire les Arabes et la religion musulmane :

« Agents learned that "Islam is a highly violent radical religion," that "mainstream American Muslims are likely to be terrorist sympathizers," and that Arabs have "Jekyll and Hyde" personalities. » (Rosenthal 2012)

Cet amas de stéréotypes, issus de la réforme du FBI pendant les années Bush, fait la lumière sur le discours auxquels ont été exposées plusieurs cohortes d'agents. Il est plutôt simple d'envisager les ramifications d'une telle entreprise de désinformation alors que des centaines de recrues ont par la suite occupé diverses postes dans l'appareil gouvernemental et sécuritaire.

2013

L'année 2013, marquée par les attentats du marathon de Boston, amène un changement de discours du président à savoir que la menace terroriste n'émane plus tant d'Al-Qaeda, mais plutôt d'individus isolés. Règle générale, on adopte l'idée dans les colonnes du *New York Times*. Al-Qaeda ne pourrait être vaincue, mais est dans un tel état de décrépitude organisationnelle qu'elle ne représente plus de danger immédiat pour les États-Unis. Selon l'ancien président, Al-Qaeda se serait métastasée en petits groupes à visées régionales (Schmitt 2013). Or, pour les individus isolés, le langage du président est encore dur :

« (...) *the dangers that we now face are self-radicalized individuals who are already here in the United States, in some cases may not be part of any kind of network, but because of whatever warped, twisted ideas they may have, may decide to carry out an attack.* » (The New York Times 2013)

Les attentats de Boston montrent qu'Obama semble isolé dans sa réticence à utiliser le langage du terrorisme caractéristique à l'ère Bush. Nous avons déjà vu comment, dans le *Washington Post*, le président avait été critiqué pour ne pas avoir utilisé le mot « terrorisme » pour immédiatement décrire les événements de Boston. Dans les pages du *New York Times*, on peut déceler une certaine impatience à l'intérieur de l'administration Obama. Une source à l'intérieur de la Maison Blanche, qui demande l'anonymat, déclare au sujet des événements :

« *Any event with multiple explosive devices — as this appears to be — is clearly an act of terror, and will be approached as an act of terror.* » (Eligon et Cooper 2013)

Comme mentionné, dans les colonnes du *New York Times*, on épouse la plupart du temps le discours de Barack Obama au sujet de ceux que l'on appelle parfois les « *lone wolfs* » (loux solitaires) :

« (...) *with the collapse of grand ideological alternatives to liberal democracy one would expect terrorism to become mostly the province of madmen and nihilists and eccentric loners, rather than more purposeful movements and organizations.* » (Douthat 2013)

Or, la menace présentée par Al-Shabab en Somalie et l'État Islamique en Syrie fait de plus en plus discuter et certains doutent de la position plutôt isolationniste d'Obama. C'est le cas de Katherine Zimmerman, analyste senior de l'*American Enterprise Institute* :

« *One of the misconceptions is that we can let Al Qaeda or other terrorist groups stay abroad and not fight them there, and that we would be safe at home. That's really proven not to be the case.* » (Kulish et Gettleman 2013).

Il est à noter que l'attention portée à l'État Islamique ravive encore ici la crainte d'un terrorisme faisant usage d'armes de destruction massive. C'est l'avis de Andrew Tabler de la *Washington Institute* :

« *We have a Syria which is being transformed from a U.S.-listed state sponsor of terrorism -- which is bad enough -- into a Syria divided into three parts, with terrorist groups ascendant in each. And Syria is home to the largest stockpile of chemical weapons in the region.* » (Keller 2013)

2014

Tout comme il fût le cas dans le *Washington Post*, le *New York Times* fait plein feu sur l'État Islamique pour l'année 2014. Or, l'approche de l'actualité, à savoir la fulgurante montée en puissance de l'État Islamique, amène une analyse complètement différente, et pour le moins qu'on puisse en dire surprenante vu l'analyse des années précédentes. Les actions de l'État Islamique invitent des propos beaucoup plus durs de la part de membres de l'administration Obama et d'autres experts sur le sujet. Nous avons déjà souligné le fait qu'Obama parle alors d'un culte obsédé par la mort ou encore un cancer qui doit être éradiqué (The Washington Post 2014). Dans les hautes sphères du pouvoir à Washington, plusieurs abondent dans le même sens. John Kerry parle d'un groupe sauvage et sans valeurs qui ne peut être que détruit complètement, des mots qui seront repris verbatim par Hillary Clinton en campagne électorale pour la présidentielle de 2016 (Boyle 2014). John McCain et Lindsey Graham utilisent exactement les mêmes mots lorsque que les colonnes éditoriales du *New York Times* leurs sont ouvertes en août (McCain et Graham 2014) Le secrétaire à la Défense, Chuck Hagel, en parle comme la plus grande menace terroriste jamais rencontrée par les États-Unis (Mazzetti et Cooper 2014). Jen Jonhson, secrétait au Département de la Sécurité Intérieure, en parle comme une menace directe au territoire américain (McCain et Graham 2014). Le Général John R. Allen, désigné par Obama pour prendre en charge l'intervention contre l'État Islamique :

« (...) *the Islamic State is an entity beyond the pale of humanity and it must be eradicated.* » (Kapitan 2014)

Certains au *New York Times* adhèrent à la vision catastrophique que représente la montée en puissance de l'État Islamique :

« *Historians may look back at this period and wonder if people had lost their bearings. Few reporters have traveled to Iraq to bear witness to the Nazi-like wave of terror that is rolling across that country.* » (Lauder 2014)

Nombreux sont ceux qui contribuent à ce que nous avons désigné comme un régime de vérité, concept emprunté à Foucault. Alors que le rouleau compresseur de l'EI passe sur le Levant, les Américains sont à nouveau bombardés de discours attisant la crainte.

Or, si l'administration Obama se met au diapason, dans les colonnes éditoriales du *New York Times*, on élève l'intérêt pour les questions sémantiques et discursives à un tout autre niveau. En effet, plusieurs avertissent maintenant le lectorat des dangers d'utiliser un vocabulaire déshumanisant pour parler de terrorisme et plus spécifiquement de l'État Islamique :

« (...) *both political parties in the United States have sought to consolidate power by leaning not just on the danger of a terrorist attack, but on the fact that the possible perpetrators are frightening individuals who are not like us.* » (The New York Times 2014)

« *One might argue that the United States has become a government of fear, by fear, and ultimately, for fear.* » (The New York Times 2014)

Les témoignages d'experts sont mobilisés pour en quelque sorte calmer le jeu. Matthew G. Olsen, directeur du *National Counterterrorism Center*, assure que l'État Islamique peut être vaincu (Mazzetti, Schmitt et Landler 2014). On remet aussi en question ce qui a été dit maintes fois sur le danger représenté par Al Qaeda, notamment la possibilité d'un terrorisme faisant usage d'armes de destruction massive :

« *Forget a nuke a year or a 9/11 a year: Al Qaeda has not even managed a car bombing a year since its great success in 2001.* » (Douthat 2014)

L'approche de déconstruction du discours entamée par le *New York Times* s'inscrit en complète opposition à ce que nous avons observé dans les colonnes du *Washington Post* alors que les discours violents et déshumanisants sont souvent encensés. On remarque aussi que l'on utilise de plus en plus le terme « militants sunnites » pour parler de l'État Islamique, du jamais vu.

Si l'État Islamique retient l'attention de l'administration Obama, l'année 2014 est l'année de tous les dangers alors qu'Al Shabab en Somalie et Boko Haram au Nigéria sont intronisés au panthéon de la terreur. On insiste sur le fait qu'ils sont inspirés d'Al-Qaeda et de l'État Islamique et sur la violence qu'ils infligent aux jeunes femmes, trame narrative héritée de l'ère Bush (Gettleman et Cooper 2014) (The New York Times 2014). Cela semble porter ses fruits alors qu'en

septembre, 6 Américains sur 10 déclarent qu'ils envisagent l'État Islamique comme une menace majeure pour les États-Unis (Hirschfeld et Sussman 2014).

2015

L'année 2015 est ponctuée par de nombreux attentats terroristes, notamment ceux contre Charlie Hebdo en France en janvier ainsi qu'une série d'attentats suicides à Paris en novembre, mais aussi la tuerie de San Bernardino en Californie commise par un couple de ressortissants Pakistanais, attaques qui ne font qu'alimenter la peur de l'État Islamique. Il s'agit aussi d'un test pour Barack Obama. Alors que ce dernier tient mordicus à éviter les étiquettes religieuses lorsqu'il parle de terrorisme, il sera de plus en plus critiqué pour son refus de faire face à la réalité, notamment par le Parti Républicain. En pleine campagne à l'investiture Républicaine pour les élections présidentielles de 2016, le GOP revient à sa marque de commerce : la menace omniprésente que représentent les groupes terroristes de tout acabit. Le fait que la majorité des groupes terroristes coupables d'attentats se réclament d'une mouvance ou d'une autre de la religion musulmane reste une vérité inconfortable et autant Barack Obama que ceux qui cherchent à lui succéder doivent aborder la question, même du bout des lèvres, pour rester pertinents.

Peu après les attentats de Charlie Hebdo, Barack Obama déclarait que les États-Unis n'étaient pas en guerre contre l'islam, mais contre des groupes qui ont perverti le message du Coran (Davis 2015). Or, la position devient difficile à tenir alors qu'Obama est pressé de recourir aux étiquettes religieuses. Peter Wehner, analyste senior à la *Ethics and Public Policy Center* que ce déni devient dangereux pour les États-Unis (Shane 2015). Michael T. Flynn, directeur de la *Defence Intelligence Agency* de 2012 à 2014, affirme que les États-Unis ne peuvent battre un ennemi alors que le président refuse d'admettre son existence même (Shane 2015). Des voix issues de la communauté musulmane américaine abondent dans le même sens. C'est le cas de Akbar Ahmed de la chaire d'études islamique à l'*American University* :

« *Obama's reaching a point where he may have to ditch this almost scholastic position. He sounds like a distinguished professor in the ivory tower, and he may have to come down into the hurly-burly of politics.* » (Shane 2015)

D'autres spécialistes de la question suivent le mouvement. C'est le cas de Boaz Ganor, directeur de l'*International Institute for Counter-Terrorism* :

« The American and Western approach is not to relate to the religious element behind ISIS, to refer only to violent extremism. That's a grave mistake, in my view. One of the greatest enemies of the war on terror is political correctness. In this war, we need to agree on who is the enemy, on the instrumental causes, on what goals they are trying to achieve. » (The New York Times 2015)

Visiblement ennuyé par la pression à laquelle il est soumis, Barack Obama va à quelques reprises, lors de sorties médiatiques, défendre ses positions à savoir pourquoi il évite les étiquettes religieuses. La tuerie de San Bernardino, perpétrée par un couple de ressortissants pakistanais, mais sans lien avec des organisations terroristes connues, représente un nouveau défi pour l'ancien président. Comme il l'avait fait au moment des attentats du marathon de Boston, il refuse de parler des événements comme d'une forme de terrorisme. Alberto M. Fernandez, qui a quitté l'unité de lutte à la propagande militante du département d'État en mai, décoche une droite à l'endroit de son ex-employeur :

« The administration seems to be really flailing and tone deaf to this latest challenge. (...) it forces the administration to look at where it does not want to go and is weakest, at jihadist ideology and its dissemination. » (Baker et Schmitt 2015)

Après quelques jours, lors d'une sortie médiatique, Obama va enfin désigner les événements de San Bernardino comme des actes de terrorisme, en plus de faire le point sur la question des étiquettes religieuses :

« We cannot turn against one another by letting this fight be defined as a war between America and Islam. That does not mean denying the fact that an extremist ideology has spread within some Muslim communities. » (Harris et Shear 2015)

Même si le *New York Times* publie des opinions critiques quant à l'aversion de Barack à faire face à l'élément religieux derrière nombre d'attaques récentes, on se montre parfois sympathique aux efforts du président. En effet, on continue de vouloir calmer le jeu en ce qui a trait à l'utilisation des étiquettes religieuses :

« I know that many in the West look at the terrorist threat and say that the problem is Islam. But as a Muslim, I can tell you that the problem isn't Islam — it's hopelessness. » (Al-Thani 2015)

On soulève aussi le fait que les Américains ont été conditionnés à croire que, dès qu'un acte de violence est commis par des individus de confession musulmane, il s'agit automatiquement de terrorisme (Gladstone 2015). On salue ainsi le calme de l'administration Obama de ne pas sauter trop rapidement aux conclusions.

Comme mentionné, les courses à l'investiture Républicaine et Démocrate pour la présidentielle de 2016 donnent lieu à de nombreuses attaques contre le président qui se refuse à apprécier la véritable menace. Alors que Ted Cruz met au défi le président d'utiliser les mots « *radical islamic terrorism* », Donald Trump, fidèle à sa rhétorique nataliste à savoir que Barack Obama ne serait pas vraiment américain, affirme que son refus d'utiliser les étiquettes religieuses cache probablement un secret sur l'origine véritable de Barack Obama (Baker 2015) (Healy 2015).

Dans le camp Démocrate, Hillary Clinton est consciente de la pression populaire à ce sujet. Dans le but de tirer son épingle du jeu, elle va modifier l'appellation classique de Barack Obama, terrorisme extrémiste, pour faire un pas timide vers la dynamique religieuse qui motive le terrorisme. Elle parle ainsi de terrorisme djihadiste extrémiste. Plus souvent qu'autrement, les interventions médiatiques de Hillary Clinton sont des calques des élocutions de Barack Obama, ceux-ci étant particulièrement épris des références à une idéologie tordue ou à un empoisonnement idéologique.

Il est intéressant de noter que la campagne Républicaine mène à des appels à la violence sur fond de déshumanisation des terroristes. Alors que Jeb Bush parle de sauvagerie brutale, Chris Christie parle du risque de la destruction de la civilisation occidentale dans une nouvelle guerre mondiale, Ted Cruz de bombardements indiscriminés, peu importe le nombre de victimes innocentes et Donald Trump appelle à l'assassinat des familles des terroristes recherchés par les États-Unis (Krugman 2015) (Healy 2015) (Edsall 2015) (Barbaro et Gabriel 2015).

Malgré tout, on combat la rhétorique Républicaine dans les colonnes du *New York Times* :

« *You've heard it before, but it bears repeating: You are much more likely to be struck dead by lightning, choke on a chicken bone or drown in the bathtub than be killed by a terrorist.* » (Egan 2015)

La population américaine reste inquiète. Fin novembre, c'est 66% de la population qui affirme que Barack Obama n'a pas de plan clair pour affronter l'État Islamique (Baker 2015). Sa popularité, établie à 36%, est à son plus bas depuis son accession à la présidence en 2009.

2016 et 2017

La dernière année complète au pouvoir de Barack Obama est marquée par de nombreux attentats terroristes en Europe et aux États-Unis dont certains sont revendiqués par l'État Islamique. Cela complique le travail du président qui essaie depuis quelques années de rassurer les Américains à savoir que le terrorisme n'est pas une menace existentielle. C'est d'autant plus difficile pour Hillary Clinton qui cherche définitivement à marcher dans les traces d'Obama dans sa campagne à la présidence, alors que les candidats Républicain choisissent d'agiter le spectre d'une lutte civilisationnelle, trame narrative qui gagne en popularité au sein de l'électorat qui doit se prononcer en novembre. Or, l'analyse nous en apprend peu sur le discours identitaire qui dépeint Américains et terroristes de tout acabit. De part et d'autre, on reste campé sur des positions similaires. Les Républicain font dans la surenchère de la menace, ce qui se marie bien à l'actualité, mais qui est absolument redondant avec ce que nous avons déjà analysé pour l'année 2015, autant dans les pages du *New York Times* que dans le *Washington Post* : barbarisme, sauvagerie, rapprochement avec l'Allemagne Nazi et le Japon impérial, guerre froide, destruction du mode de vie américain voire des États-Unis, tout y est.

La joute sémantique à savoir si l'on doit utiliser le vocabulaire religieux lorsque l'on parle de terrorisme se poursuit. Mêmes attaques de la part de Donald Trump, Ted Cruz ou encore Jeb Bush : comment est-ce qu'Hillary Clinton ou Barack Obama peuvent faire une différence dans la lutte au terrorisme alors qu'ils refusent de nommer les « ennemis » de l'Amérique pour ce qu'ils sont vraiment ? (Peters 2016) (The New York Times 2016) (Fisher 2016) La prudence de Clinton et Obama n'est pas sans faire discuter des questions sémantiques, comme il est le cas dans les colonnes du *New York Times* depuis 2014. Encore ici, les commentaires sont partagés. Shadi

Hamid, chercheur à la *Brookings Institution*, affirme qu'il n'est pas possible de s'attaquer au terrorisme en refusant de parler du lien entre l'islamisme et la radicalisation (Fisher 2016).

Barack Obama et Hillary Clinton, bien qu'ils cherchent désespérément à s'éloigner de ce vocabulaire, sentent souvent la nécessité de s'expliquer. En juin, suite à des attaques fréquentes contre lui et Hillary Clinton, le président déclare que ce n'est qu'une distraction à des fins électoralistes (Fisher 2016). Malgré tout, Clinton semble comprendre la nécessité d'adopter le langage de ses adversaires. Timidement, alors qu'elle parlait d'extrémisme radical en 2015 dans la foulée des attentats d'Orlando, elle adopte aussi le terme islamisme radical, prenant le temps de mettre un bémol sur sa déclaration :

« Islam is a religion, whereas Islamism a political ideology calling for Islamic government. It matters what we do, not what we say. » (Fisher 2016)

Le *New York Times* est prêt à prendre part au débat en fonction d'une position moins alarmiste, souvent sympathique au parti Démocrate. Peter Neumann, directeur de l'*International Center for the Study of Radicalization* au King's College de Londres, affirme que ce n'est pas tant la religion qui mène à la radicalisation, mais plutôt l'isolation et un sentiment d'impuissance (Fisher 2016). Pour Nicholas Kristof (2016), l'utilisation des étiquettes religieuses donne des munitions aux groupes comme l'État Islamique qui utilise ces discours pour dépeindre un conflit où l'occident s'attaque au monde musulman. Selon Max Fisher (2016), la référence à la guerre et à l'islamisme radical permet de proposer des solutions plus simples, et surtout, de démontrer qu'il y aurait une finalité à la lutte au terrorisme. On écarte ainsi la vision du terrorisme comme la nouvelle normalité, approche difficile à accepter pour bon nombre d'Américains. Clinton semble d'ailleurs prête à aussi adopter le langage guerrier :

« (...) we are at war with these terrorist groups and what they represent. » (Fisher 2016)

En éditorial, Davis Rieff (2016) adopte le vocabulaire guerrier, tout en prévenant de la nécessité de ne pas sacrifier la dimension humaine des États-Unis dans la lutte au terrorisme :

« The war on terror is a strange, asymmetrical war, but it is a war just the same. In any war — including a just war — we lose a certain amount of our humanity. At a minimum, we have to control the worst excesses. »

Margot Sanger-Katz (2016) de son côté souligne qu'il y a en fait moins d'attentats qu'il y en avait dans les années 70 et 80 et invite les candidats à la prudence lorsqu'ils instrumentalisent la peur du terrorisme. Dans un dernier éditorial avant que Barack Obama ne quitte la présidence, Adam Shatz (2017) nous laisse sur une note amère, soit l'image d'une présidence anachronique enfermée dans un discours cosmopolite inadéquat pour réellement faire face à la menace terroriste.

Soulignons avant de terminer que, dans leurs ultimes affrontements avant les présidentielles, Clinton et Trump ravivent le spectre du terrorisme nucléaire pour une dernière fois (The New York Times 2016) (Shear et Glanz 2016).

Barack Obama et les drones armés

Tout au long de ses deux mandats, Barack Obama a eu l'occasion de se prononcer à maintes reprises sur l'utilisation des drones armés. Selon les données disponibles, il a commandé beaucoup plus de frappes que son prédécesseur. Qui dit plus de frappes dit un plus grand ratio de « dommages collatéraux », ce qui mettra l'administration Obama dans l'eau chaude à quelques reprises. L'ancien président devra se débattre devant les journalistes pour défendre sa politique étrangère en matière de lutte au terrorisme, mais qu'en est-il de ses allocutions strictement rhétoriques au sujet des drones armés? En analysant ses discours sur le sujet, il se dégage cinq tendances :

- D'abord, lorsque le président parle des drones armés, ses références sont souvent accompagnées de mentions aux souffrances que les terroristes infligent aux innocents à l'étranger ou pourraient infliger aux citoyens américains.
- Deuxièmement, le président a tendance à faire l'éloge de la technologie comme gage de la supériorité américaine. Le drone armé, qui représente le summum de ces avancées techniques, permettrait des frappes plus précises et donc la conduite d'opérations militaires respectant la vie humaine.
- Troisièmement, le recours aux drones armés est souvent intégré dans la rhétorique identitaire sur l'exceptionnalisme américain, et plus particulièrement sur les institutions démocratiques des États-Unis, modèle politique idéal.

- Quatrièmement, le recours aux drones armés s'inscrit aussi dans le discours sur l'inévitabilité de la puissance américaine qui serait dans certaines situations le seul pays à même de mener la lutte contre le terrorisme international.
- Finalement, le recours aux drones armés s'expliquerait aussi par la nécessité d'éviter des crises internationales, de préserver l'image des États-Unis tout en évitant d'étirer les effectifs humains de l'armée américaine à travers l'intervention dans de multiples pays.

Commençons d'abord par la convergence entre utilisation des drones armés et prévention de la souffrance. Barack Obama va souvent directement au point :

« (...) we still need to conduct precise, targeted strikes against terrorists before they kill our citizens. » (Obama 2013)

« America does not take strikes to punish individuals; we act against terrorists who pose a continuing and imminent threat to the American people. » (Obama 2013)

Cette dernière citation est particulièrement intéressante. Sous pression quant à sa politique d'utilisation des drones, Obama se défend en comparant le nombre de civils tués par des terroristes et ceux tués par des drones. Les actions américaines sont ainsi justifiées et l'on devrait accepter la mort d'innocents, parce que les terroristes sont une menace beaucoup plus grande pour la vie humaine, menace qui doit être contenue.

Voyons maintenant la conjoncture entre la technologie et la sauvegarde des vies humaines qui ne participent pas au conflit. Alors qu'il fait l'éloge des nouvelles technologies de combat américaines en 2009, il poursuit l'année suivante au sujet de la possibilité d'une guerre sans « dommages collatéraux » :

« (...) we have limited the use of drones so they target only those who pose a continuing, imminent threat to the United States where capture is not feasible, and there is a near certainty of no civilian casualties. » (Obama 2010)

Ces formules reviennent assez souvent. Alors qu'il parle de la nécessité de se débarrasser des technologies militaires issues de la guerre froide en 2012, il poursuit à nouveau en 2013 sur la nécessité d'une guerre zéro perte civile :

« And before any strike is taken, there must be near-certainty that no civilians will be killed or injured -- the highest standard we can set. » (Obama 2013)

Lors du même discours, il déclare que les drones armés sont beaucoup plus précis que les frappes conventionnelles effectuées par des chasseurs et que les risques de tuer des civils sont donc grandement réduits (Obama 2013). Comme nous l'avons déjà mentionné, selon Zenko (2016), les frappes de drones occasionnent pourtant environ 30 fois plus de « dommages collatéraux » que les frappes conventionnelles. En 2014, les mêmes idées sont ressassées alors que Barack Obama mentionne à nouveau qu'il autorise des frappes seulement lorsqu'il y a une quasi-certitude qu'il n'y aura pas de pertes civiles.

L'exceptionnalisme américain fait aussi partie du discours sur les drones armés. Le président n'hésite pas à faire des rapprochements entre l'utilisation de ces vecteurs, les valeurs américaines et le respect des institutions des États-Unis :

« (...) we reviewed how we deploy our extraordinary military capabilities in a way that lives up to our ideals. » (Obama 2010)

« (...) I have taken an oath to defend the Constitution of the United States. The very precision of drone strikes and the necessary secrecy often involved in such actions can end up shielding our government from the public scrutiny that a troop deployment invites. It can also lead a President and his team to view drone strikes as a cure-all for terrorism. And for this reason, I've insisted on strong oversight of all lethal action. » (Obama 2013)

Le message est clair. L'utilisation des drones se fait dans le respect des valeurs et des standards démocratiques des États-Unis. Cela doit ultimement rendre les frappes acceptables, parce qu'à travers le Congrès américain, c'est tout le pays qui a son mot à dire sur l'utilisation des drones armés. Or, le président a le pouvoir de commander une frappe sans l'autorisation du Congrès en évoquant l'*Authorization on the Use of Military Force* adoptée en 2001 dans la foulée de l'invasion de l'Afghanistan. De plus, si la CIA doit communiquer avec le Congrès¹³ pour faire le point sur les frappes, l'Armée américaine ne répond pas aux mêmes standards. Obama a transféré une partie des opérations de frappes de drones de la CIA vers le Pentagone en 2013, ce qui a mené à beaucoup moins de contrôle des opérations par le Congrès. Peu importe, on remarque qu'on s'est graduellement montré moins intéressé à faire un suivi sur chaque frappe à Washington.

¹³ House and Senate Intelligence Committees

Le président utilise aussi les arguments de l'inévitabilité de la puissance américaine, discours qui résonnent avec les opérations de lutte au terrorisme au sens large :

« Wherever possible, we will build the capacity of our partners, respect the sovereignty of nations, and work to address the root causes of terror. But when it's necessary to defend the United States against terrorist attack, we will take direct action. » (Obama 2010)

Finalement, l'utilisation des drones armés n'est pas tant justifiée par la nécessité de mener une guerre zéro perte pour les soldats américains, mais plutôt de permettre plus de flexibilité pour déployer l'Armée américaine tout en évitant les crises internationales :

« (...) we have to develop a strategy that matches this diffuse threat -- one that expands our reach without sending forces that stretch our military too thin, or stir up local resentments. » (Obama 2014)

Comme le président le mentionne à quelques reprises, les frappes de drones sont censées se faire en dernier recours lorsque la capture est impossible. Fait intéressant, lorsqu'il tente de faire le point sur les deux types d'interventions, il utilise l'exemple d'une opération s'étant déroulée au Kenya en 1998 pour appréhender l'un des responsables des attentats contre l'ambassade américaine à Nairobi ((2014). Le fait que le président s'en remette à la référence à une opération s'étant déroulée il y a plus de 15 ans porte à réflexion.

Dans l'ensemble, le discours sur les drones armés n'implique pas le même niveau de déshumanisation des cibles américaines. Bien sûr, lorsque nécessaire, le président va commencer par faire une énumération des actes de violence dont se rendent coupables les terroristes avant de poursuivre la discussion sur l'utilisation des drones. Cela est particulièrement vrai pendant la montée en puissance de l'État Islamique :

« This group has terrorized all who they come across in Iraq and Syria. Mothers, sisters, daughters have been subjected to rape as a weapon of war. Innocent children have been gunned down. Bodies have been dumped in mass graves. Religious minorities have been starved to death. In the most horrific crimes imaginable, innocent human beings have been beheaded, with videos of the atrocity distributed to shock the conscience of the world. » (Obama 2014)

Ceci étant dit, le discours reste fondé sur une multitude de références identitaires, mais cette fois qui sont plutôt concentrées sur celle des États-Unis. La technologie nous apparaît plus comme une opportunité de faire le bien avec le moins de « dommages collatéraux » possible tout en donnant

l'opportunité aux États-Unis d'étendre les opérations de lutte au terrorisme de manière beaucoup plus efficaces.

Passons maintenant à l'analyse du *New York Times* et du *Washington Post* qui nous en apprendra davantage sur les propos du président et son administration au sujet des drones armés, mais bien sûr aussi sur la manière dont les différents intervenants et journalistes traitent de l'utilisation de ces vecteurs dans les colonnes des deux quotidiens.

Présidence Obama : les drones armés dans le Washington Post

Le début de la présidence Obama est marqué par une augmentation considérable du programme de frappes par drones armés dans des opérations de lutte au terrorisme. Malgré le caractère secret des opérations, les frappes en dehors des zones de combat officielles étant la prérogative de la CIA, le programme fait quand même discuter, notamment de questions de légitimité et de droits humains. Notons que la plupart du temps, nous parlons de sources non identifiées ou sources anonymes. En effet, nombreux hésitent à parler du programme de drones armés alors que certains prétendent qu'il n'existe tout simplement pas. Un secret de polichinelle à Washington, plusieurs choisissent malgré tout l'anonymat pour éviter les contrecoups. Voyons, année par année, comment cela s'articule dans les pages du *Washington Post*.

2009

La première année du mandat de Barack Obama est caractérisée par une approche plutôt factuelle quant à l'utilisation des drones armés. S'accompagnent des nouvelles sur les drones des informations à savoir que les cibles représentaient des menaces imminentes pour les États-Unis (Jaffe et DeYoung 2009). Au sujet d'une frappe au Pakistan en août, on parle d'une frappe probablement fructueuse, mais qu'il faut attendre de récupérer les corps pour confirmer le succès de l'opération (Warrick 2009). Déjà à ce point, les frappes se font de manière approximative selon un modèle de signature (voir page 31 pour la définition de frappe signature). La cible abattue aurait organisé une demi-douzaine d'attentats suicides, certaines ayant coûté la vie à des citoyens américains. Une source anonyme à l'intérieur de la CIA affirme que les drones armés représentent le meilleur outil pour lutter contre le terrorisme à l'extérieur des pays avec lesquels les Américains sont en guerre, dans ce cas le Pakistan. La source ne voit pas pour l'instant ce qui pourrait remplacer les drones armés pour ce type de missions (DeYoung 2009). À deux reprises, on fait état de

manifestations au Pakistan alors que la population dénonce la mort de civils abattus par des drones américains (Nawaz et Constable 2009).

2010

Comme mentionné, la description des frappes de drones s'accompagne généralement d'informations sur la menace potentielle représentée par les cibles abattues. Selon Leon Panetta, directeur de la CIA :

« Any time you make decisions on life and death, I don't take that lightly. That's a serious decision. And yet, I also feel very comfortable with making those decisions because I know I'm dealing with people who threaten the safety of this country and are prepared to attack us at any moment. » (Finn et Warrick 2010)

Ailleurs dans les colonnes du *Washington Post* :

« The use of the drones is part of a campaign against an al-Qaeda branch that has claimed responsibility for near-miss attacks on U.S. targets that could have had catastrophic results, including the recent plot to place parcels packed with explosives on cargo planes. » (Jaffe et DeYoung 2010)

Pour certains, c'est une question de précision, pour d'autres, à la guerre comme à la guerre. Ce sont les terroristes qui ont déclaré les hostilités. Une fois les gants tombés, tous les coups sont permis (Ignatius 2010).

La question de la légalité des frappes est de plus en plus discutée en 2010, notamment parce que ce sont des agents de la CIA, des civils, qui commandent les drones. Cela ferait d'eux des combattants hors-la-loi. Si l'on traite de la question dans les colonnes du *Washington Post*, c'est souvent pour en quelque sorte prêter main-forte aux agents de la CIA. On veut éviter qu'ils soient éventuellement la cible de poursuites par les autorités américaines en fonction de leur statut, chose qui avait eu lieu lors de procès au sujet de la torture dans les prisons extra-territoriales (Thiessen 2010) (Ignatius 2010).

Critiqué par l'ONU au sujet de la légalité des frappes alors que l'on considère que c'est une violation de la Charte internationale des droits de l'homme, le gouvernement américain répond que les frappes sont orchestrées en fonction des plus hauts standards politiques. Selon Harold Koh, en charge des questions légales au Département d'État, les frappes sont légitimes parce qu'elles respectent l'*Authorization on the Use of Military Force* (Thiessen 2010). Même son de cloche de la part du porte-parole de la CIA, George Little :

« *Without discussing or confirming any specific action or program, this agency's operations unfold within a framework of law and close government oversight. The accountability's real, and it would be wrong for anyone to suggest otherwise.* » (Finn 2010)

Dans les colonnes éditoriales du *Washington Post*, on défend aussi la légalité du programme :

« *The president personally signs off on targets, and relevant lawmakers are periodically briefed on the program. That accountability is one more reason the drone strikes cannot be described as lawless.* » (The Washington Post 2010)

En bref, peu importe les lois internationales, tant que l'on respecte le cadre légal américain. Au Congrès, l'appui pour le programme est déjà manifeste. Le Sénateur Christopher S. Bond, qui siège au *Senate Select Committee on Intelligence*, affirme qu'entre une opération spéciale pour capturer un suspect ou l'assassinat par frappe de drones armés, la meilleure solution est probablement la frappe (DeYoung 2010).

Au sein de l'administration Obama, on se prononce publiquement sur la précision des drones armés :

« (...) *two counterterrorism officials said in interviews that evolving technology and tactics have kept the number of civilian deaths extremely low.* » (Warrick et Finn 2010)

« *We're talking about precision unsurpassed in the history of warfare.* » (Warrick et Finn 2010)

Maintenant, qu'en est-il des questions identitaires et de déshumanisation des cibles? L'année 2010 nous offre quelques éléments d'analyse intéressants. D'abord, notons qu'en aucun cas, on ne discute des valeurs américaines à savoir s'il est moral d'agir ainsi. De plus, on reste très vague au sujet des cibles, utilisant simplement les mots militants, ou encore « *people* », sans donner plus de détail. On parle de la nécessité d'utilisation des drones au Pakistan pour protéger les forces américaines des « *tribesmen* » (Ignatius 2010). Dans le cas des frappes signatures, on parle des cibles comme des « *armed military-aged man* » (homme armé en âge de combattre) (Bruillard 2010). Parmi les articles analysés, un retient notre attention en raison de son caractère choquant. On y raconte l'histoire d'une équipe d'opérateurs basés à la *Creech Air Force Base* dans le Nevada. L'énoncé de mission des opérateurs tient en trois mots : « *Kill fucking heads* » (Jaffe 2010). L'équipe d'opérateurs en a fait son mantra : il est peint sur leur quartier général et chacun porte avec lui un jeton avec dessus les lettres KFH (en référence à l'énoncé de mission), espèce de badge d'honneur.

Bien sûr, il y a déjà des critiques. On s'inquiète pour l'instant du caractère secret qui entoure les opérations. On se demande aussi si l'usage des drones armés n'est pas contreproductif alors que les opérations permettent d'éliminer des cibles, mais pas de les interroger (Ignatius 2010). Une frappe bâclée en mai est relatée dans les colonnes du *Washington Post*. Alors qu'elle cause la mort de 23 civils que l'on prenait pour des terroristes, un rapport de l'armée américaine balance les opérateurs du drone sous l'autobus, ceux-ci prendront le blâme pour l'opération ratée (Brulliard 2010). Le programme de drone ne sera pas discuté. On se questionne aussi sur les chiffres rapportés par les autorités américaines au sujet des cibles atteintes. Le décompte officiel en zone de guerre fait état de 70 frappes de drones armés ayant causé la mort de 400 individus soupçonnés de terrorisme, ainsi que 20 civils (Warrick et Finn 2010). Une enquête de la *New American Foundation* avance des chiffres plus élevés : 690 cibles tuées avec des pertes civiles s'élevant à 181 individus (Warrick et Finn 2010).

Avant de terminer l'analyse de l'année, un article insolite retient notre attention. Dans une chronique humoristique signée John Kelly (2010), l'auteur parle d'une situation où il était coincé dans un embouteillage. À la blague, il affirme qu'une frappe de drone aurait pu lui permettre de dégager la voie et d'arriver à l'heure. La légèreté avec laquelle on parle de ces outils servant à donner la mort normalise en quelque sorte l'utilisation de ceux-ci. En mai, lors du dîner des correspondants de la Maison Blanche, Barack Obama blaguait d'ailleurs qu'il utiliserait des drones pour frapper les Jonas Brothers (groupe de musique pop) si les membres s'approchaient de trop près de ses filles (Obama 2010).

2011

L'année 2011 apporte avec elle plus de questionnement sur les bons et mauvais côtés de l'utilisation des drones armés. Nombreux sont ceux qui font l'éloge de la précision de ces vecteurs de combat, trame narrative très stable jusqu'ici. On nous dit qu'ils sont plus précis que les avions de chasse et qu'ils permettent de limiter les « dommages collatéraux » (The Washington Post 2011) (Pincus 2011) (DeYoung 2011). Selon John Brennan, directeur de la CIA, il n'y aurait pratiquement aucun dommage collatéral à rapporter pour 2010 :

« (...) for nearly the past year, there hasn't been a single collateral death, because of the exceptional precision of such strikes. » (The Washington Post 2011)

Brennan parle d'ailleurs de frappes « chirurgicales » comme pour mettre l'accent sur la précision des drones armés. Même son de cloche pour une source anonyme responsable d'observer les opérations de la CIA :

« *That's a very small number — I'm struggling to come up with a single example.* » (Miller et Tate 2011)

Des spécialistes et éditorialistes du *Washington Post* sont aussi favorables à l'utilisation des drones armés. On en parle comme du meilleur outil pour les opérations de contre-terrorisme (Miller 2011) (Ignatius 2011) (Whitlock 2011).

Ceux qui critiquent l'usage des drones armés le font sous quatre axes principaux. D'abord, le manque de transparence de l'administration Obama, surtout lorsque vient le temps de s'attaquer à des cibles qui possèdent la citoyenneté américaine. Deuxièmement, il est question du fait que les drones pourraient mener à une guerre sans fin, une guerre où, en l'absence de pertes humaines du côté des États-Unis, il n'y aurait pas de nécessité de mettre fin aux opérations (Wan et Finn 2011). Troisièmement, on s'inquiète aussi de la dimension légale des opérations de contre-terrorisme faisant usage des drones, et plus précisément des violations des droits humains, position défendue par *Human Rights Watch* (DeYoung 2011). Finalement, on discute aussi des contrecoups de la stratégie, à savoir qu'elle pourrait créer plus de ressentiment contre les États-Unis, augmentant par le fait même le nombre de recrues rejoignant les rangs des groupes terroristes recherchés (Ignatius 2011).

Malgré tout, à l'intérieur de l'administration Obama, on reste sur les mêmes positions : le processus politique et démocratique se déroulant à l'intérieur des institutions américaines est suffisant pour assurer la légalité des frappes, et ce même d'un point de vue international. Face au développement de l'intelligence artificielle qui pourrait éventuellement être utilisée sur les drones armés, des spécialistes comme William Arkin avancent qu'en fait, cette technologie pourrait rendre le drone plus humain en fonction d'une programmation éthique respectueuse du droit international (Finn 2011).

La nécessité de recourir aux drones armés est aussi justifiée par le recours à d'autres trames narratives sur le terrorisme analysées dans les pages précédentes. En juin, on apprend qu'une frappe de drone conduite en 2009 aurait permis de tuer un militant loyal au chef d'Al-Qaeda au Pakistan, Baitullah Mehsud, qui aurait été en discussion au sujet de l'utilisation d'une arme nucléaire contre

les forces américaines (Ukman 2011). Alors que l'administration Obama capitalise sur l'assassinat de Ben Laden, il semblerait aussi que l'opération n'aurait jamais été possible sans le recours aux drones armés. Selon deux sources anonymes, le nombre croissant de frappes de drones au Pakistan aurait fait croître l'anxiété du défunt leader d'Al Qaeda qui n'aurait eu d'autres choix que de courir plus de risques en se déplaçant à la recherche de nouveaux endroits pour se cacher (Wilson et Whitlock 2011) (Miller 2011).

Maintenant, comment parle-t-on, par exemple, des cibles abattues par Washington? Quels sont les référents identitaires? Dans l'ensemble, le traitement de l'actualité reste plutôt froid et l'on ne retrouve pas le même niveau de déshumanisation que dans les articles portant sur le terrorisme au sens large. Au Pakistan, on parle de la mort de 581 militants (Miller 2011). On parle plus tard de 2000 militants, incluant des civils, dont le nombre n'est pas divulgué (Miller et Tate 2011). Leur identité est ainsi enterrée dans la fosse commune du terrorisme. Le mot militant est sans aucun doute le mot le plus souvent utilisé, notamment pour parler des frappes effectuées à l'extérieur de l'Afghanistan et l'Irak. D'autres termes plus réducteurs sont malgré tout utilisés : pion (*pawn*), « *military aged man* », terroriste suspecté, insurgé, djihadiste violent, etc. Rien d'aussi dramatique et que les représentations identitaires concernant les terroristes étudiées précédemment. On ne cherche pas à provoquer de haut le cœur ou la haine viscérale, mais l'identité des cibles semble le dernier des soucis du quotidien. Dans le langage des élites, les cibles sont ce qu'elles sont : des cibles. Ces individus qui ont tout simplement dans le viseur d'un drone ont été « *targeted for death* » (ciblés pour être tués), comme le mentionne Obama en octobre (Whitlock 2011). Lorsque l'on parle de leur assassinat, ils ont été « *wiped out* » (effacés) ou « *nailed* » (épinglés) dans le langage de Bruce Hoffman, expert à l'Université Georgetown (The Washington Post 2011) (Ukman et Finn 2011).

Quelques points à souligner avant de tourner la page sur 2011. D'abord, la discussion sur les « dommages collatéraux » est presque uniquement servie par les témoignages de citoyens ou politiciens pakistanais. En ce qui a trait aux autorités américaines, la question est la plupart du temps balayée sous le tapis. Alors qu'en septembre, un drone américain abat Anwar al-Awlaki, un haut placé d'Al-Qaeda dans la péninsule arabique, on apprend plus tard que son fils de 16 ans a aussi trouvé la mort dans l'attaque. Pressée de répondre, l'administration Obama se fait avare de commentaires. John Kirby, un porte-parole du Pentagone :

« *We do not discuss the specifics of our operations.* » (Whitlock 2011).

Le Major T.G. Taylor:

« *Anytime we conduct operations, it's of utmost importance to us to avoid civilian casualties or collateral damage.* » (Whitlock 2011)

Finalement, il est intéressant de noter que le *Washington Post* affirme en octobre avoir une entente avec l'administration Obama qui aurait communiqué au quotidien les projets de développements de bases aériennes permettant de déployer plus de drones au Moyen-Orient, entente qui vient bien sûr avec un accord de non-publication au sujet des emplacements spécifiques (Miller 2011).

2012

C'est en mai 2012 que l'administration Obama va officiellement déclarer utiliser des drones armés dans des opérations de contre-terrorisme à l'étranger (hors de zones de guerre). Le secret le moins bien gardé à Washington entre définitivement dans le débat public alors que l'administration est maintenant prête à discuter du sujet devant les médias. À l'occasion de ce retournement de situation, l'approche médiatique semble devenir plutôt naïve, comme si la simple confession du gouvernement réglait certaines questions légales et humaines. Dans le même élan, la CIA va plancher sur la mise en place d'un nouveau programme de frappes signature au Yémen, ce qui veut dire appuyer sur la gâchette pour assassiner des cibles dont l'identité n'est pas connue, mais dont les comportements sont suspects. Les États-Unis le font déjà au Pakistan, ils auront maintenant l'autorisation de le faire au Yémen. Tout comme il fût le cas pour les années précédentes, ce changement de paradigme est justifié par une soi-disant croissance de la menace que représentent différents groupes, dans ce cas Al-Qaeda dans la péninsule arabique (AQAP), qui serait devenu la plus grande menace pour les États-Unis. En conférence de presse, alors qu'il fait le lumière sur le programme d'assassinat par drones armés, Barack Obama assure que la politique est proportionnelle à la menace :

« *This is a targeted, focused effort at people who are on a list of active terrorists, who are trying to go in and harm Americans, hit American facilities, American bases and so on.* » (DeYoung 2012)

Il réitère par le fait même que les « dommages collatéraux » sont très rares. Le conseiller de la Maison Blanche en termes d'opérations de contre-terrorisme, John Brennan, affirme qu'AQAP est

maintenant la branche d'Al-Qaeda la plus dangereuse (Miller 2012). David Petraeus y va d'une déclaration similaire en avril (Miller 2012). Il assure d'ailleurs que les frappes sont chirurgicales, terme qui devient de plus en plus populaire au sein de l'administration.

Cette ouverture de l'administration Obama est accompagnée de soi-disant nouvelles avancées technologiques qui améliorent la précision des drones armés, mais aussi le développement d'une base de données qui devrait garantir la presque certitude sur le danger représenté par les cibles abattues et éviter les « dommages collatéraux ». En janvier, on apprend qu'une nouvelle technologie serait bientôt utilisée pour augmenter la précision des drones armés, la *Airborne Cueing and Exploitation System Hyperspectral* (Pincus 2012). Le nouveau système d'observation à la fine pointe de la technologie devrait permettre aux opérateurs de drones d'obtenir des images plus précises des cibles désignées pour une frappe.

Alors que l'on parlait depuis quelque temps des fameuses « *kill lists* » (liste d'assassinat) de l'administration Obama, Washington parle maintenant de « *disposition matrix* » (matrice de disposition) (Miller 2012). Le lexique qui entoure le programme de drones semble relever d'une tentative de détourner l'attention du véritable usage des vecteurs, soit donner la mort. Eric Holder, Procureur générale sous Obama, rejette en mars l'utilisation du mot assassinat :

« They are not, and the use of that loaded term is misplaced. Assassinations are unlawful killings. Here, for the reasons I have given, the U.S. government's use of lethal force in self-defense against a leader of al-Qaeda or an associated force who presents an imminent threat of violent attack would not be unlawful - and therefore would not violate the executive order banning assassination or criminal statutes. » (Finn et Horwitz 2012).

Les frappes de drones sont ainsi justifiées en fonction de deux motifs : les États-Unis les utilisent selon une logique d'auto-défense et en conformité avec les lois américaines. Les États-Unis sont en guerre, cela leur donne ainsi le droit de frapper des suspects à l'extérieur de l'Irak ou l'Afghanistan, et ce en tout respect du droit international.

Plusieurs se portent à la défense du programme américain, autant des spécialistes que des journalistes du *Washington Post*. Dans les colonnes éditoriales, on assure que les drones armés permettent de respecter la proportionnalité alors que l'on s'attaque à des cibles bien précises, une tactique incomparable aux bombardements indiscriminés caractéristiques de la Deuxième Guerre

mondiale (The Washington Post 2012). Par le fait même, le président sauve des vies américaines en tout respect des lois internationales. Même discours en novembre :

« (...) *they are really a more effective and - yes - humane way to conduct one of the age-old tactics for combating an irregular enemy: identifying and eliminating its leaders. That drones do not put the lives of U.S. soldiers at risk and cause fewer collateral deaths are virtues, not evils.* » (The Washington Post 2012).

Les drones seraient ainsi un gage d'efficacité, voire de vertu. Charles V. Mugno, directeur de l'*Army Institute of Heraldry*, propose d'ailleurs la création d'une décoration militaire qui serait attribuée aux opérateurs de drones pour souligner le caractère exceptionnel de leurs actions (Kamen 2012). De plus, l'utilisation des drones respecte les lois américaines, ce qui rend le programme légitime sur la scène internationale. Tom Malinowski (2012), directeur de *Human Rights Watch*, affirme dans les colonnes éditoriales que les drones ne sont pas différents d'autres percées technologiques passées, c'est la même logique depuis que les Hommes utilisent des arcs : tuer sans être tué. L'important serait que ce soit toujours un humain qui appuie sur la gâchette, et non une intelligence artificielle. Mitt Romney qui brigue la présidence assure qu'il reconduirait le programme de drones s'il était élu (Kliff 2012).

Tout n'est pas que flatterie. Ce sont souvent les mêmes appréhensions qui ressortent. La crainte d'une guerre aseptisée sans finalité est soulevée par Paul Pillar, ancien directeur-adjoint au programme de terrorisme de la CIA (Miller 2012). On se questionne aussi sur les dommages collatéraux et sur le fait que les drones ne feraient qu'aider les efforts de recrutement des groupes terroristes visés par Washington (The Washington Post 2012). Même si l'administration Obama se montre plus transparente sur les frappes de drones armés, la pomme de discorde reste le nombre de victimes civiles tuées. Le nombre reste inconnu, souvent agrégé à un nombre approximatif total compilé avec les attaques contre les militants. On parle de 2000 à 3000 cibles abattues, incluant des civils. Rien de bien précis à se mettre sous la dent et quelques organisations se relaient pour essayer d'arriver à un chiffre précis. Selon *la New American Foundation*, on parle d'un nombre se situant entre 11% et 17% du total des victimes (Miller 2012). Le *Long War Journal* fixe le compte à 48 civils en ce qui concerne le Yémen (Miller 2012). L'administration Obama reste vague à ce sujet, répétant que les armes sont extrêmement précises et que les dommages collatéraux sont très rares.

La guerre par drone est considérée par certains analystes comme un conflit aseptisé. Il apparaît de plus en plus que le vocabulaire utilisé pour parler des victimes des frappes de drones l'est tout autant. Si le langage n'est pas aussi acerbe que lorsqu'on parle de terrorisme au sens large, il n'y a pratiquement aucune tentative d'humaniser les cibles. Nous passons ainsi de la déshumanisation à travers un processus qui présente les cibles comme inférieures, à un processus où l'humanité est tout simplement omise. C'est ainsi que l'on parle de « *list people* » pour désigner ceux qui ont été désignés pour une frappe. Des « *bad guys* » selon Mitt Romney. Dans la foulée des attentats de Benghazi, on parle à nouveau d'extrémistes ou de djihadistes. Kurt Volker (2012) parle des cibles comme « *whoever they were* » (peu importe qui ils étaient). Dans une analogie plutôt farfelue, Bruce Riedel, ancien analyste en contre-terrorisme à la CIA et conseiller de Barack Obama, le programme de drone est comparable à une pelouse à tondre. Il faut tondre la pelouse souvent si l'on veut éviter que le gazon ne devienne trop long (Miller 2012). On ne parle pas non plus d'assassinat, mot banni du langage officiel. On « dispose » des suspects.

Que pense la population américaine de l'utilisation des drones armés? Pour l'instant, le taux d'approbation se situe à 83% selon un sondage de *The Post-ABC News* (Wilson et Cohen 2012). Seul bémol, les Américains sont moins friands des frappes contre des citoyens tels Anwar al-Awlaki abattus en 2011 au Yémen. Une frappe subséquente avait aussi coûté la vie à son fils de 16 ans. La différence n'est cependant que de quelques points.

2013

En ce début de deuxième mandat, la pression monte au sujet de l'utilisation des drones armés alors qu'on observe un ton beaucoup plus critique au sujet de la politique étrangère de l'administration Obama. Si l'on avait applaudi l'ouverture de Washington l'année précédente alors que l'on avait enfin levé le voile sur le programme, le geste apparaît de plus en plus cosmétique. Barack Obama insiste que les critères pour autoriser une frappe ont été resserrés pour respecter l'idée d'une guerre juste, notamment la nécessité de se défendre contre des menaces imminentes. Or, pas question de savoir où exactement les drones sont utilisés, le nombre de pertes civiles, qui sont sur les listes de cibles et s'il y a des citoyens américains visés, etc. L'optimisme se transforme en amertume et cela transparait dans les pages du *Washington Post*.

D'abord, dans l'ensemble, le débat reste le même : « dommages collatéraux », respect du droit international, considérations morales ou encore manque de transparence de la CIA. On ajoute

un nouveau point à l'ordre du jour à savoir si l'administration Obama pourrait utiliser des drones armés en sol américain. La question de l'utilisation des drones en sol américain est rapidement réglée alors que le président écarte cette possibilité début mars (Finn et Blake 2013). Le même mois, John Brennan est nommé à la tête de la CIA. Les audiences pour confirmer sa nomination engendrent des débats houleux ou ceux qui sont contre l'utilisation des drones auront le temps de s'exprimer en long et en large. Celui en qui l'on fondait nos espoirs l'année précédente alors qu'il était à la tête de l'initiative pour ouvrir le débat public sur l'utilisation des drones et la nécessité d'une plus grande transparence gouvernementale apparaît maintenant comme passif et prêt à reconduire le programme sans opposition. Cela mène à plusieurs critiques dans les pages du *Washington Post*. Avant de quitter ses fonctions de conseiller général du Département de la Défense, Jeh Johnson averti des dangers d'une guerre à distance qui deviendrait la norme sans questionnement sur une sortie de conflit (Miller, Nakashima et DeYoung 2013). L'ancien secrétaire à la Défense, Robert Gates, affirme que l'administration Obama en est venue à voir les opérations de contre-terrorisme comme une forme de guerre sans douleur, sans effusion de sang et sans odeur (Jaffe 2013). Anne-Marie Slaughter, directrice de la planification politique au département d'État sous Hillary Clinton, déplore que la guerre par drones sera le triste legs de Barack Obama en qui tant d'espoir avait été fondé au sujet d'une version plus humaine de la politique étrangère américaine (DeYoung 2013). On s'inquiète de plus en plus d'opérations militaires qui ressemblent à un jeu vidéo sans risque pour l'utilisateur, et donc sans stratégie alternative (Basulto 2013). Barack Obama est malgré tout conscient que les drones ne sont pas le remède miracle au terrorisme comme il le déclare en mai (Obama 2013)

Dans les colonnes éditoriales du *Washington Post*, on s'en permet davantage contre l'administration Obama. Au sujet de la guerre juste :

« *Drone strikes are also killing innocent civilians and thus killing the possibilities of just peace.* » (Brooks Thistlewaite 2013)

Eugene Robinson (2013) y va d'une rare tentative d'humanisation en référence aux victimes civiles :

« *Those numbers may seem small, but each victim was a human being who posed no threat to the United States or its interests — in some cases a child who was here one minute, full of laughter and life's promise, and gone the next.* »

Sans parler des cibles « légitimes », c'est la première fois que le côté humain du conflit ressort à ce point.

L'administration Obama garde le cap en ce qui a trait au discours sur les drones, notamment au sujet de leur précision. John Brennan parle d'une précision surprenante (DeYoung, Miller et Branigin 2013). Il assure que les pertes civiles sont « très rares », beaucoup plus rares que ce que les observateurs indépendants laissent entendre. Sans vergogne, Brennan affirme que le travail de l'administration est agonisant tellement les choix qu'ils prennent sont déchirants (Miller 2013). Sous le couvert de l'anonymat, on affirme que les frappes sont précises, autant au sujet des drones contrôlés par la CIA que par l'armée américaine (Ignatius 2013). Chez les spécialistes des vecteurs de combat comme dans les colonnes éditoriales du *Washington Post*, on soutient la politique en fonction de la précision des drones armés. Peter Bergen de la *New American Foundation* avance que depuis l'été 2012, le nombre de pertes civiles est « *at or close to 0* » (à 0 ou près de 0) (Jacobson 2013). Cela correspond avec l'ouverture de l'administration Obama au sujet du programme. Mark R. Jacobson (2013) abonde dans le même sens dans les colonnes éditoriales :

« Armed drones are some of the most precise weapons used in conflict; we hit what we aim for. »

Jennifer Rubin (2013) de son côté parle d'une précision quasi-chirurgicale. Les drones armés seraient aussi bien moins dangereux pour les civils que d'autres éléments traditionnels (The Washington Post 2013). Allié improbable de l'administration Obama, Mark Tooley (2013), président de la *Institute on Religion and Democracy* :

« Drones that kill terrorists are among the most precise weapons ever developed. »

Dylan Matthews (2013):

« There is, however, substantial evidence that the percentage of casualties borne by civilians is much lower with drone strikes than with just about any other kind of military intervention, even if one accepts high estimates of the percent of killed who are civilians. »

Ce qui est probablement le plus étonnant, c'est que même ceux et celles qui s'opposent au programme d'assassinat par drones armés renforcent le discours sur la précision des vecteurs de combat. Eugene Robinson (2013), qui a vertement critiqué l'administration Obama au sujet des dommages collatéraux :

« Even if the intelligence agents and military officers who operate the drones have perfect knowledge — meaning they are absolutely certain that the target is a dangerous enemy — and fire the drones' missiles with perfect accuracy, this amounts to summary execution. »

Robert Gates, qui met pourtant l'administration Obama en garde contre l'utilisation à outrance des drones armés, admet qu'il est normalement tentant de le faire en fonction de la précision des vecteurs de combat (Jaffe 2013).

Ce que l'on peut aussi remarquer par rapport à 2013, c'est que l'on parle de moins en moins d'autres moyens de lutter contre le terrorisme. Si l'outil n'est pas idéal pour tout type d'opérations et ne permet pas non plus de faire du « *nation building* » ou entraîner des troupes alliées, il est souvent considéré comme l'outil le plus adapté à la lutte au terrorisme. Il semble y avoir un consensus à savoir que les drones armés sont là pour rester. De plus, les opérations américaines ont attiré l'attention de ses plus proches compétiteurs stratégiques, dont l'Iran, la Chine et la Russie : on ne peut désinventer le drone armé. Avec de plus en plus de pays dans la course pour développer des technologies similaires, Washington peut difficilement faire marche arrière sur l'acquisition de drones armés. Toujours critique à propos des drones, c'est pourtant la thèse d'Eugene Robinson (2013).

On retrouve peu de matière à analyser au sujet des référents identitaires en 2013. Ceci étant dit, les rapports d'organismes indépendants comme *Human Rights Watch* se font davantage graphiques, soulignant la mort d'enfants et de femmes enceintes lors de frappes au Pakistan en 2012 (Whitlock 2013). Même chose du côté d'*Amnistie Internationale* qui insiste sur les victimes mineures. En fait, les terroristes font peu discuter en comparaison aux pertes civiles. Les valeurs américaines même si l'on parle parfois du déficit démocratique qui entoure le programme de drones armés.

2014

La montée en puissance de l'État Islamique n'affecte pas le discours sur les drones armés de manière substantielle. En fait, les événements qui se déroulent en Irak et en Syrie vont permettre une forme de revalorisation des vecteurs de combat. En début d'année, alors que l'on discute de plus en plus des « dommages collatéraux » et pertes civiles causées par les frappes de drones, Barack Obama propose de transférer la responsabilité pour les frappes de la CIA vers le Pentagone. Ce faisant, le public aurait un droit de regard accru sur les opérations de contre-terrorisme

américaines. Ce débat est entre autres propulsé par une frappe bâclée qui coûte la vie à une dizaine de civils prenant part à un mariage au Yémen en décembre 2013. D'un point de vue journalistique, peu d'émotion au sujet de la frappe ratée. Encore ici, l'évènement est traité avec froideur. On affirme que des terroristes affiliés à Al-Qaeda dans la Péninsule Arabique se cachaient fort probablement au sein des civils se rendant au mariage ou encore que la frappe ne respectait pas les standards précédemment établis par Barack Obama (Miller 2014). AQAP est encore présentée comme l'une des plus grandes menaces pour les États-Unis. Selon Greg Miller (2014), si les drones ont permis « d'éviscérer » la mouture afghane d'Al-Qaeda, les appareils seraient tout aussi adaptés au Yémen.

Pas non plus de sympathie pour les victimes qui trouvent la mort dans des circonstances horribles. Froidement, Caitlin Hayden, responsable des communications pour le Conseil de sécurité nationale, se refuse à discuter de l'augmentation des pertes civiles au Yémen. L'organisation ne peut parler des opérations spécifiques, secret d'État oblige, et les familles des victimes peuvent simplement faire une requête pour recevoir des compensations monétaires si elles se sentent lésées (Miller 2014). Selon Christine Fair (2014), la comptabilisation des victimes civiles est compromise par des organismes biaisés, subventionnés par des groupes anti-drones alors que leurs approches méthodologiques sont pour le moins douteuses. Il est donc impossible d'avoir un véritable portrait des « dommages collatéraux », mais il serait sans doute surreprésenté.

Ce qui surprend, c'est que malgré les inquiétudes de certains, le Congrès va éventuellement bloquer le projet de transférer les opérations de frappes de drones de la CIA vers le Pentagone. Même dans le camp Démocrate, le président fait face à de la résistance. Dianne Feinstein (D-Californie) qui préside le comité en charge d'observer, entre autres, les frappes de drones, stipule que la CIA est mieux placée pour conduire ce genre d'opération, l'organisation étant plus précise dans la sélection et l'assassinat des cibles (DeYoung 2014). Le transfert de responsabilité mettrait en fait plus d'Américains en danger alors qu'un excès de délibération ralentirait les opérations de contre-terrorisme et l'élimination de cibles posant un danger imminent (Rubin 2014).

Inquiet devant le déploiement des forces de l'État Islamique en Syrie et en Irak, on en vient à demander plus de frappes et la question de la précision des appareils revient à l'avant-plan. Somme toute, on reste majoritairement d'avis que les drones armés sont les outils les plus efficaces dans les opérations de contre-terrorisme. Un rapport du *Stimson Center*, un think tank américain qui se penche en 2014 sur l'utilisation des drones armés, rejette l'idée qui veut que les frappes de

drones causent des dommages disproportionnés aux populations civiles (Robinson 2014). Dans les colonnes éditoriales, les drones seraient les meilleurs éléments contre l'État Islamique, toujours en fonction de leur précision :

« Some generals are reluctant to expand drone fleets, citing worries that drones can be easily shot down by enemy forces, either through superior technology or more powerful fighter jets. But there are almost no better options; ground troops, for example, would only increase the casualties, and conventional airstrikes are far less precise. » (The Washington Post 2014)

Michael Gerson (2014) parle de son côté de l'élimination chirurgicale et antiseptique des terroristes.

Alors que Barack Obama tergiverse au sujet de frappes aériennes en Syrie, on perd patience. Selon le Major général James O. Poss, il est plus difficile de frapper en Syrie comme les États-Unis n'ont pas de bottes au sol et n'ont pas l'accord de Damas. Selon Poss, advenant que l'on satisfasse ces critères, on pourrait conduire des frappes aussi précises que celles en Irak et en Afghanistan (Whitclock 2014). En juillet, suite à une enquête publiée par *Bloomberg News*, on découvre que le gouvernement irakien a demandé à plusieurs reprises à Washington de conduire des frappes sur son territoire pour freiner l'État Islamique. En éditorial, on avance que si l'administration Obama avait agi plus rapidement, les terroristes de l'EI auraient pu être abattus rapidement en minimisant les « dommages collatéraux » (Thiessen 2014).

L'utilisation des drones armés continue de faire discuter plus largement. On craint que les frappes contribuent à générer plus de terroristes que ceux qui sont éliminés (Hauslohner 2014). On souligne encore que l'on doit se méfier de l'acquisition d'outils similaires par des compétiteurs stratégiques comme la Russie. Pour éviter une utilisation sous tous azimuts de ces vecteurs par d'autres pays, comme le font les États-Unis, il serait important de préciser le discours américain et d'éviter de tout ramener au terrorisme alors que la Russie ou la Chine pourrait utiliser une rhétorique similaire pour s'attaquer, par exemple, aux Ukrainiens ou encore aux Ouïghours (Robinson 2014). Certains se réjouissent des avancées technologiques comme le développement de l'intelligence artificielle qui rendrait les drones plus précis, ce qui réduirait les « dommages collatéraux » (Tharoor 2014). Le recours à d'autres formes d'interventions est discuté, notamment les opérations spéciales pour capturer des suspects. On s'inquiète à savoir que les promesses de fermeture de la prison de Guantanamo rendent éventuellement ces opérations caduques, laissant encore plus de place aux drones (Hauslohner 2014). Face à l'État Islamique, malgré l'utilité des technologies de

pointe, on parle même d'une utilisation massive de troupes américaines comme la solution qui pourrait mettre fin aux hostilités, prise de position plutôt insolite depuis 2009 (Rubin 2014).

Il semble que l'utilisation des drones armés n'occasionne plus vraiment de discussions au sujet de l'identité américaine, pas plus que celle des victimes. On perd peut-être l'appétit sur ce sujet face à une politique qui tient de plus en plus au « *business as usual* ». Voyons si cette tendance se poursuit pour 2015.

2015

La discussion sur l'utilisation des drones armés s'estompe graduellement alors que le deuxième mandat de Barack Obama tire à sa fin. Les journalistes du *Washington Post* ne semblent plus avoir le même appétit pour le sujet. En mars, le gouvernement yéménite est renversé par des rebelles, les frappes de drones au Yémen sont interrompues pendant quelques mois. Cela peut expliquer le manque d'intérêt pour le sujet. En fait, l'analyse des opérations de contre-terrorisme faisant usage de ces vecteurs devient davantage factuelle. Deux frappes au Yémen et au Pakistan retiennent l'attention, soit une en février qui coûte la vie à un adolescent n'ayant aucune affiliation à AQAP et une autre en avril où deux otages sont abattus par erreur, dont le citoyen américain Warren Weinstein. L'administration Obama semble de plus en plus sur le pilote automatique alors que l'on réutilise verbatim les mêmes arguments : le gouvernement américain ne discute pas des détails des opérations de contre-terrorisme, ne prend pas à la légère les pertes civiles et utilise les frappes de drones seulement lorsqu'il a la quasi-certitude qu'il n'y aura pas de « dommages collatéraux » (DeYoung 2015). Or, nous en sommes à l'avant-dernière année du mandat de Barack Obama, et après des centaines de frappes, voire peut-être des milliers selon certains observateurs, c'est la première fois que l'administration discute publiquement de l'identité d'un civil, Warren Weinstein, qui a péri dans une frappe de drone. Le fait que la cible en question soit un Américain en dit long sur l'attitude de Washington face aux « dommages collatéraux ». Il est en quelque sorte normal de faire le point sur l'évènement. Des Américains ont trouvé la mort dans des frappes de drones précédentes, mais ceux-ci avaient rejoint les rangs de diverses organisations terroristes. On considèrerait donc justifié de les abattre. Comme nous l'avons vu en novembre 2002, ce fut le cas de Kamal Derwish, abattu par une frappe de drone au Yémen. Sous le couvert de l'anonymat, une source à l'intérieur de la Maison Blanche avait simplement déclaré que sa citoyenneté n'importait

plus : un terroriste était un terroriste, point final (Priest et Powell 2002). Même traitement pour Anwar al-Awlaki abattu lui aussi au Yémen en 2011.

Suite à la mort de Warren Weinstein, la question des frappes signatures revient sur le parquet du Congrès alors que certains parlent à nouveau de transférer le programme de drones de la CIA vers le Pentagone. Même dénouement que pour l'année précédente alors que Dianne Feinstein déclare à nouveau que la CIA est la mieux équipée pour mener ces opérations et que leurs frappes sont garanties de causer moins de pertes civiles que si elles avaient été conduites par le Pentagone (DeYoung 2015). Fait intéressant, un sondage d'*Associated Press* publié peu de temps après la mort de Weinstein montre que 60% des Américains sondés sont en faveur de l'utilisation des drones armés pour frapper des cibles terroristes (Pincus 2015). Ce chiffre baisse à 47% si des citoyens américains innocents devaient périr dans les frappes. Or, aucune question dans le sondage pour mesurer l'appui de la population face à un scénario où les pertes civiles ne sont pas citoyens des États-Unis. Il y a définitivement deux classes de citoyens qui ne recueillent pas les mêmes sympathies quand vient le temps de parler de dommages collatéraux.

Lorsque l'on parle des frappes signatures, les cibles sont assimilées à un langage neutre qui semble s'enraciner dans le discours bureaucratique. On parle de « *high-value targets* » alors que les frappes deviennent des TADS pour « *Terrorist Attack Disruption Strikes* » ce qui laisse entendre que l'on vise seulement des individus qui conspirent contre les États-Unis dans le but de mener des actions terroristes imminentes (Miller 2015).

L'appétit des Américains pour ces vecteurs de combat opérés à distance ne semble cependant pas en voie de s'estomper. Au Congrès, John McCain sonne la charge alors qu'il demande à la marine américaine d'emboîter le pas. La guerre du futur se fera par drones, il est important que la U.S. Navy ait ses propres drones armés en mesure de décoller de porte-avions pour supporter les opérations navales (Davenport 2015). On fait aussi l'éloge du programme SWARM où l'on travaille sur des technologies émergentes comme les CICADAS et les LOCUST, des drones miniatures qui pourraient être armés et utilisés dans des opérations de combat rapproché au sol (Basulto 2015). Selon Walter Pincus (2015) qui écrit dans les colonnes éditoriales en février, il est temps pour le Pentagone de passer à la vitesse supérieure et préparer les Américains pour l'avenir de la guerre par l'utilisation de drones au sol et sous les mers.

Alors que les forces américaines sont graduellement retirées d'Afghanistan, Michael O'Hanlon (2015) propose que les drones armés deviennent les meilleurs outils pour défendre les intérêts des États-Unis dans la région. Une cessation des opérations pourrait encourager les terroristes à de nouveau proliférer dans les régions limitrophes avec le Pakistan. Après tout, les États-Unis sont probablement les seuls à pouvoir s'occuper des opérations de contre-terrorisme dans la région.

2016 et 2017

Peut-être est-ce une simple coïncidence, mais c'est lors de la dernière année de son mandat que Barack Obama va choisir de publier les chiffres officiels sur les attaques par drones armés, notamment le nombre de morts, combattants comme civils. L'administration met la table quelques semaines à l'avance. En mai, on reconnaît que l'on aurait pu être plus précis lors des frappes et que des civils ont perdu la vie dans des circonstances qui auraient pu être évitées. Or, ce ne sont pas les drones qui sont imprécis, mais le processus informationnel derrière leur utilisation (DeYoung 2016). À la mi-juin, les frappes de drones conduites par la CIA sont presque complètement arrêtées. C'est le *Joint Special Operations Command* (JSOC) qui prend le leadership (Miller 2016). Le JSOC avait déjà son propre programme de drones soumis au contrôle du Pentagone, mais leurs frappes étaient souvent considérées comme moins précises, du moins c'était l'un des arguments qui avait été soulevé plus d'une fois au Congrès lorsque l'administration Obama avait proposé, sans succès, de transférer la totalité des opérations de frappes de drones sous la gouverne du JSOC. Malgré tout, question de montrer patte blanche, les drones de la CIA restent silencieux pour un temps.

Maintenant, que nous apprend le fameux rapport publié le 1^{er} juillet qui promet de divulguer les chiffres sur les pertes humaines? D'abord, que les États-Unis auraient abattu entre 2372 et 2581 « combattants » (les guillemets proviennent de l'article) à l'extérieur des pays où ils sont officiellement en guerre (Afghanistan et Irak) et ce depuis leur mise en service pendant le présidence Bush fils (DeYoung et Miller 2016). De plus, on avance un décompte d'entre 64 et 116 civils tués (DeYoung et Miller 2016). Si l'on ne s'entend pas nécessairement sur les chiffres, la *New American Foundation* et le *Long War Journal* avancent plutôt un décompte d'environ 200 et le *Bureau of Investigative Journalism* d'environ 325, on salue malgré tout l'ouverture de l'administration (DeYoung et Miller 2016).

Le discours sur la précision des drones reste bien ancré dans le débat public et l'on s'entend règle générale sur la justesse des frappes de drones armés. L'évolution des appareils depuis le début de la présidence Obama les aurait rendus beaucoup plus précis (Jaffe 2016). En éditorial, Celeste Ward Gventer (2016) déclare qu'ils sont très précis et ne manque que très rarement leurs cibles. Même chose pour Kenneth Roth (2017) qui avance qu'ils sont plus précis que n'importe quels autres systèmes d'armement américain. David Petraeus (2016), à qui l'on ouvre les colonnes éditoriales du *Washington Post* en avril, souligne-lui aussi la précision des drones, quoique qu'il plaide en faveur de plus de troupes au sol pour lutter contre le terrorisme. Bernie Sanders, qui défie ouvertement la politique de Barack Obama en soutenant que les drones causent trop de pertes civiles, affirme malgré tout qu'il utiliserait lui aussi les drones s'il était président des États-Unis (Carpenter 2016). Les outils sont implantés dans la conscience collective comme le meilleur outil pour lutter contre le terrorisme, même si la question des « dommages collatéraux » reste problématique.

Alors que l'on s'inquiète du fait que les frappes de drones mènent à plus de radicalisation et donc à un plus grand bassin de recrues pour les terroristes que Washington a voué d'éliminer, on tente de rétablir les chiffres dans les colonnes éditoriales du *Washington Post*. Selon une enquête de Aqil Shah (2016), les sondages sur l'impopularité des frappes de drones au sein de la population pakistanaise sont erronés pour cause d'une méthodologie trompeuse. Selon le journaliste, cela s'explique par le fait que les sondages sont conduits dans les grandes zones urbaines. Si l'on pose les mêmes questions à ceux qui habitent les régions tribales du Pakistan où sont effectuées la majorité des frappes, 79% des sondés se prononcent en faveur de l'utilisation des drones armés et 56% croient que les « dommages collatéraux » sont très rares (Shah (2016). Pour une deuxième année, le *Washington Post* vient prêter main-forte à l'administration Obama en réduisant la portée des sondages considérés comme biaisés.

Alors que la présidence Obama tire à sa fin, on s'inquiète du legs de celui qui est de plus en plus désigné comme le « *drone president* » et de l'impact sur la présidence de son successeur Donald Trump. Les débats identitaires semblent cependant être chose du passé.

Présidence Obama : les drones armés dans le New York Times

Il est difficile de discerner une ligne directrice quant au traitement médiatique des opérations de lutte au terrorisme et l'utilisation des drones armés dans les colonnes du *New York*

Times. D'abord, le quotidien a publié significativement moins d'articles sur le sujet (271 comparé à 354 dans le *Washington Post*), mais le traitement de l'actualité est définitivement plus factuel alors que l'on retrouve moins d'articles d'opinion en éditorial au sujet des drones armés. Somme toute, on discerne une couverture plus neutre avec différents sujets qui ne s'imposent pas nécessairement, notamment les questions de transparence de l'administration Obama, l'enjeu de la précision et des dommages collatéraux en plus de considérations morales. Tout comme il fut le cas pour la couverture du terrorisme, l'approche du *New York Times* est plus posée que son compétiteur alors que l'on se prononce plus rarement en faveur ou en défaveur de la politique étrangère de Washington. Voyons comment cela s'articule tout au long des deux mandats de Barack Obama.

2009

Face au caractère relativement nouveau des campagnes de frappes de drones armés, ceux-ci ayant été que très rarement utilisés pendant la présidence Bush (il y a eu plus de frappes dans la première année de la présidence Obama que dans les deux mandats de George W. Bush), l'approche médiatique est plutôt prudente. Tout comme il fut le cas pour le *Washington Post*, l'administration Obama ne parle pas officiellement de l'utilisation des drones armés. Le *New York Times* doit donc s'en remettre à des sources anonymes et à des observatoires indépendants comme le *Bureau of Investigative Journalism* ou encore le *Long War Journal* pour couvrir l'actualité. Selon des sources non identifiées, on parle déjà des drones comme les meilleurs outils pour lutter contre Al-Qaeda tout en étant plus précis que d'autres vecteurs, ce qui permet de limiter les « dommages collatéraux » (Drew 2009) (Schmitt et Mazzetti 2009). Même *Human Rights Watch*, qui deviendra beaucoup plus critique dans les années à venir, se joint au concert de voix favorables pour saluer la précision des drones et leur utilité pour éviter les pertes civiles (Schmitt et Drew 2009). Leur utilisation est aussi la bienvenue pour réduire les pertes américaines (Mazzetti 2009).

Certains ont malgré tout des appréhensions quant à l'utilisation des vecteurs de combat. Si la plupart des critiques au sujet des « dommages collatéraux » reposent sur les épaules de citoyens pakistanais dont les témoignages sont recueillis par le *New York Times*, on se questionne quand même à savoir si l'utilisation des drones armés sera ultimement payante. Déjà, on remarque une appréhension à savoir que les drones pourraient créer autant de terroristes qu'ils en éliminent ou encore qu'ils ne puissent remplacer une présence au sol pour tisser des liens avec les populations en zones chaudes (Mazzetti 2009) (Kilcullen et McDonald 2009). On s'inquiète aussi de

l'avènement d'une possible guerre sans fin alors que, loin des affres des combats au sol, l'administration Obama pourrait reconduire cette politique étrangère sans grande réflexion sur son utilité (Shane 2009).

Somme toute, l'approche est prudente et plutôt réflexive.

2010

L'année 2010 nous en apprend peu sur la position du *New York Times* au sujet des drones armés. La question de la légalité des frappes hors des zones de combat fait discuter. L'argument de l'auto-défense dans une guerre qui a été déclarée par les terroristes contre les États-Unis, et non l'inverse, s'impose dans le langage de l'administration même si l'on refuse de parler du programme de drones (Shane et Schmitt 2010) (Savage 2010). La justesse de la campagne de lutte au terrorisme est aussi justifiée par la précision des appareils qui permettent des frappes sans danger pour les populations civiles. Selon une source anonyme, les drones permettent d'éviter la mort de femmes et d'enfants et les statistiques sur les « dommages collatéraux » seraient largement exagérées (Shane, Mazzetti et Worth 2010). Ils restent, pour l'instant, le meilleur outil dans les opérations de contre-terrorisme dans l'arsenal de Washington, même si certains sont d'avis que la présence de troupes au sol reste nécessaire pour réduire le plus possible les dommages collatéraux (Drew 2010).

De l'autre côté, les mêmes craintes persistent : et si les frappes de drones ne faisaient que créer plus de ressentiment envers les États-Unis et contribueraient à grossir les rangs d'Al-Qaeda (Mazzetti et Schmitt 2010)? Selon John Arquilla, spécialiste à la *Naval Postgraduate School* :

« *The more the drone campaign works, the more it fails -- as increased attacks only make the Pakistanis angrier at the collateral damage and sustained violation of their sovereignty.* » (Shane et Schmitt 2010)

On reste aussi incertain à savoir si la stratégie de « décapitation » permet vraiment des gains significatifs dans la lutte au terrorisme. Selon Audrey Kurth Cronin, professeure au *National War College* de Washington, la décapitation met rarement fin aux activités des groupes terroristes, du moins tant que le groupe visé reste populaire et attire la sympathie de la population (Lee Myers 2010).

2011

Comme mentionné précédemment, l'année 2011 est marquée par l'assassinat de Anwar al-Awlaki au Yémen, citoyen américain considéré comme le propagandiste en chef d'Al-Qaeda. À cette occasion, le *New York Times* accroît sa couverture médiatique au sujet des drones armés. On note que les États-Unis en sont rendus à un tournant dans la guerre au terrorisme. Selon Bruce Hoffman de l'Université Georgetown, le drone est un « *game changer* » (Landler et Schmitt 2011). Malgré une première tentative d'assassinat ratée sur al-Awlaki, des sources anonymes au sein de la Maison Blanche continuent de parler des drones armés comme des outils sécuritaires et précis pour éliminer des cibles terroristes à faible coût (Shane et Shanker 2011) (Perlez et Schmitt 2011). Ils semblent de plus en plus indispensables. Ils ont été utiles pour préparer le raid à Abbottabad qui a coûté la vie à Oussama Ben Laden et, dans les rangs de l'armée, on s'entend pour dire qu'ils sauvent des vies américaines (Bumiller et Shanker 2011). Au sein de l'administration, des sources toujours anonymes claironnent que les drones permettent grandement de réduire les pertes civiles. Dans les colonnes éditoriales, Ahmed Rashid (2011) souligne que, même si toute perte civile est en soi une perte de trop, les drones armés sonnent le glas pour le B-52 beaucoup moins précis et plus dangereux pour les populations locales.

Il semble y avoir peu d'intérêt à dénombrer les pertes civiles. On mentionne les rapports quant à certaines frappes alors que l'État pakistanais ou d'autres observatoires avancent des chiffres qui ne sont normalement pas discutés et remis en question. Pour l'instant, pas de position éditoriale à ce sujet, l'approche reste purement factuelle. Peu de voix discordantes s'élèvent au-dessus de la mêlée. On s'inquiète surtout de la négligence de Washington quant à l'utilisation des outils diplomatiques pour lutter contre le terrorisme, mais aussi du fait que les succès américains sont voués à attirer l'attention de compétiteurs stratégiques qui vont éventuellement développer leurs propres drones. Il faudrait ainsi être en mesure de se projeter dans le futur pour s'assurer que des pays tels la Chine ou encore la Russie n'utilisent pas leurs drones de manière aussi décomplexée que le fait Washington (Shane 2011).

2012

La discussion s'anime en 2012 alors que l'on parle davantage de la morale derrière les frappes de drones, de la précision et des « dommages collatéraux ». Le caractère secret des frappes de drones dérange. Dans une boutade identitaire au sujet des pères fondateurs, Peter Singer (2012)

de la *Brookings Institution* défend l'utilisation des drones, mais déplore que la décision quant aux frappes repose uniquement entre les mains de l'exécutif :

« America's founding fathers may not have been able to imagine robotic drones, but they did provide an answer. The Constitution did not leave war, no matter how it is waged, to the executive branch alone. »

La citoyenneté d'Anwar al-Awlaki reste un sujet médiatisé pour l'année 2012 alors que l'on s'inquiète à savoir qui protège vraiment la constitution des États-Unis. Comme l'administration Obama n'a jamais officiellement mentionné que al-Awlaki avait trouvé la mort suite à une frappe de drones, comment entretenir un discours avec les autorités responsables (Landler 2012)? Dans les colonnes éditoriales, Scott Shane (2012) s'inquiète du déficit démocratique encouru par l'utilisation des drones. Pour d'autres, si l'administration Obama décidait de révéler au grand jour les résultats des frappes de drones, cela permettrait de combattre la propagande des groupes terroristes qui cherchent à convaincre d'éventuelles recrues de la barbarie de Washington. Selon Shuja Nawaz du *Atlantic Council*, en donnant les nombres exacts des victimes, incluant les « dommages collatéraux », on pourrait ainsi rivaliser avec les chiffres gonflés par des organisations terroristes en quête de sympathie (Shane 2012).

Alors que le nombre de frappes se multiplie, la précision des drones continue d'être un enjeu de premier plan. Dans l'ensemble, l'on s'entend presque à l'unanimité à savoir que les drones sont les outils les plus précis dans l'arsenal de Washington, et ce même chez ceux qui sont opposés aux frappes pour diverses raisons. Rien de nouveau au sein de l'administration, John Brennan répète mot pour mot les paroles d'Obama :

« We only authorize a strike if we have a high degree of confidence that innocent civilians will not be injured or killed, except in the rarest of circumstances. » (Savage 2012)

Même son de cloche pour Bradley J. Strawser, ancien officier de la *US Air Force*, qui avance que les drones sont tellement précis qu'il est pratiquement impératif de les utiliser pour des raisons éthiques alors que les dommages collatéraux sont presque nuls :

« (...) all the evidence we have so far suggests that drones do better at both identifying the terrorist and avoiding collateral damage than anything else we have. » (Shane 2012).

Avery Plaw, analyste à l'Université du Massachusetts, estime les pertes civiles au Pakistan en fonction des rapports de différents observatoires. Au minimum, 4% des cibles abattues lors de frappes seraient des civils. Dans le pire des scénarios, on parle de 20%. Or, selon lui, lorsque c'est

l'armée pakistanaise qui est en charge d'opérations de lutte au terrorisme, ce chiffre monte à 46% (Shane 2012). L'avantage représenté par les drones est évident. Comme on l'avait fait l'année précédente alors que les drones étaient comparés au B-52, l'analogie de Dresde revient à quelques reprises comme pour souligner à quel point les États-Unis sont loin des tactiques meurtrières de la Deuxième Guerre mondiale.

Le *New York Times* nous a habitués à des articles où l'on s'adonne à déconstruire le discours stratégique américain, c'était le cas au sujet du terrorisme, et l'année 2012 nous donne le premier article éditorial de ce genre. Le discours sur l'utilisation des drones armés contribue à une ambiguïté croissante au sujet des cibles visées, ce que nous assimilons à un processus de déshumanisation, ou dans ce cas de négation même de l'existence des victimes. Kaag et Kreps (2012) mettent en garde contre deux tendances discursives. D'abord, l'utilisation de termes comme « *contingent threat* », « *high-value target* » ou encore « *military aged man* ». Non seulement, ce langage éloigne les questions de légitimité derrière les frappes alors que la dimension humaine est évacuée de l'équation. De plus, ces étiquettes peuvent être utilisées par les autorités pour manipuler les chiffres au sujet des pertes civiles. L'étiquette « *military aged man* » serait le meilleur exemple alors que tout homme en âge de combattre se trouvant à proximité des cibles abattues serait coupable par association et serait ainsi comptabilisée comme une cible légitime et non une perte civile (Kaag et Kreps 2012). Même chose pour l'utilisation de raccourcis discursifs comme « *dommages collatéraux* » qui contribuent à la négation de la réalité sur le terrain et représente une distraction quant aux véritables conséquences des frappes ratées.

On reste malgré tout peu critique de l'administration Obama. Règle générale, les pertes civiles sont mentionnées au passage sans grand jugement de valeur. On s'inquiète principalement de la transparence de l'administration Obama. Si l'on a observé le début d'une réflexion sur le caractère humain des cibles abattues, elle ne se compare en rien avec ce qui était monnaie courante lorsque l'on traitait du terrorisme au sens large. Contrairement à la couverture du terrorisme, les articles sur les drones armés sont plus souvent qu'autrement caractérisés par l'absence de référence à l'identité et à l'humain, autant américaine que celle des cibles abattues.

2013

L'année 2013 marque la première fois où l'administration Obama avoue publiquement avoir commandé un assassinat par une frappe de drones, frappe qui a coûté la vie à Anwar al-

Awlaki en 2011. Si sa mort n'était pas un secret, les circonstances de celle-ci n'avaient jamais été publiquement discutées. L'évènement ne chamboule pas l'analyse médiatique du *New York Times*, mais il apparaît que l'on réfléchit davantage au sujet des conséquences des frappes, notamment en ce qui a trait aux pertes civiles, la frappe contre al-Awlaki ayant aussi coûté la vie à son fils de 16 ans. À certaines occasions, on se montre plus critique de la politique étrangère américaine au sujet des drones et l'on porte une plus grande attention au côté humain des opérations de lutte au terrorisme. On couvre une manifestation anti-drones ou des manifestants à l'extérieur du Congrès dénoncent la mort d'enfants dans des frappes (Schmitt 2013). Les pratiques de frappes signatures attirent plus d'attention. Dans ce cas, on souligne que les États-Unis ne savent bien souvent pas qui ils abattent ce qui augmente le nombre de pertes civiles. En éditorial, on les compare aux horreurs de Guantanamo alors qu'elles seraient tout aussi néfastes pour l'image des États-Unis sur la scène internationale (The New York Times 2013). Toujours dans les colonnes éditoriales, on relate la mort d'innocents comme celle d'une femme de 68 ans abattue dans son jardin ou encore celle de 18 fermiers qui trouvent la mort dans le village de Zowi Sidgi au nord du Pakistan (The New York Times 2013). Pour une rare fois, on affiche au grand jour le visage humain de ceux qui sont simplement désignés comme « dommages collatéraux ». La sympathie est à géométrie variable cependant alors que la frappe qui cause la mort de dizaines d'innocents participant à un mariage en décembre n'est que mentionnée au passage comme un simple fait divers (Hauser 2013). Ce qui surprend cependant, ce que dans les mêmes articles, on reconnaît aussi l'importance des drones pour continuer la lutte contre les terroristes dans des endroits éloignés, tant que l'administration Obama se montre plus transparente au sujet des frappes.

Cela ne veut pas non plus dire que l'on cesse de faire l'éloge de la précision des drones. Pour certains comme Juan Carlos Zarate, ils représentent une opportunité de mettre fin à la guerre au terrorisme tout en marquant la poursuite d'opérations restreintes et proportionnelles (Baker 2013). Dianne Feinstein se porte à la défense de la CIA et avance que les pertes civiles par année se compteraient pratiquement sur les doigts d'une main (Mazzetti et Shane 2013). Angus King, sénateur indépendant du Maine, maintient que les drones représentent une manière humaine de faire la guerre, mais que l'administration doit être plus transparente quant à leur utilisation (Smith 2013). Selon Mazzetti et Smith (2013), les drones sont précis, mais la collecte de renseignement elle peut être déficiente ce qui explique certaines frappes bâclées. Selon Daniel Solon (2013), les

avions de chasse de l'*US Air Force* sont en train de devenir des vestiges de la guerre froide, mieux vaut se préparer à la guerre du futur.

Fait intéressant, on revient à la charge quant à l'utilisation d'étiquettes comme « *military aged man* » qui pourraient être utilisées pour truquer les statistiques au sujet des pertes civiles, une pratique à laquelle le *Washington Post* ne nous a pas habitués (Mazzetti 2013). Finalement, à travers cette année tumultueuse, qu'en pense la population américaine? Selon un sondage de Gallup publié en mai, 65% de la population américaine est en faveur des frappes (Shane 2013).

2014

Alors que l'administration Obama a levé le voile sur le programme de drones opérés par la CIA l'année précédente, les articles éditoriaux sur le sujet se multiplient alors que s'organise un véritable débat éthique et moral dans les pages du *New York Times*. On ouvre les colonnes éditoriales à Clive Stafford Smith, avocat spécialisé en droits humains à l'organisation *Reprieve*, qui s'inquiète de l'image de Washington et de la terreur que les drones causent chez les citoyens pakistanais (Stafford Smith 2014). L'obsession de Washington pour les drones armés pourrait aussi transformer les États-Unis en ce qu'ils ont juré de combattre depuis septembre 2011, selon Tomas Kapitan (2014). On continue aussi de s'inquiéter à savoir que les drones créent plus d'ennemis qu'ils en abattent. C'est l'opinion de Rosa Brooks de l'Université Georgetown :

« *You can have all these tactical successes, where you end up with a lot of dead bad guys, but then you just see the problem proliferating elsewhere because the roots are political.* » (The New York Times 2014)

Alors que le Congrès a bloqué la tentative de l'administration Obama de concentrer les opérations de frappes de drones entre les mains du Pentagone, on affirme que l'on manque de courage et que les représentants et sénateurs se cachent derrière la CIA pour éviter d'être reconnus politiquement responsables de la mort de civils (The New York Times 2014). Le représentant Démocrate Adam Schiff reconnaît l'avantage des drones pour combattre des ennemis qui prennent refuge dans des régions qui échappent au contrôle d'États faibles. Si les drones sont précis, il ne faut pas que les avantages qu'ils représentent fassent perdre de vue le côté humain de la guerre, notamment la mort de civils (Schiff 2014). Un rapport produit par une commission bipartisane sur les opérations militaires et de renseignement affirme entre autres que les drones causent moins de

pertes civiles que les frappes conventionnelles, mais l'on met en garde contre le risque d'une guerre perpétuelle si l'on ne fait pas preuve de plus de transparence (The New York Times 2014).

Cela ne veut pas dire que l'on est fondamentalement contre l'utilisation des drones armés. La majorité des critiques concernent le manque de transparence de Washington quant aux frappes et au nombre de civils qui périssent dans celles-ci. Dans un paysage stratégique en pleine évolution où des groupes terroristes continuent de proliférer dans le nord du Pakistan et où l'État Islamique se révèle être un ennemi redoutable déstabilisant l'Irak et la Syrie, on continue de promouvoir l'efficacité des drones. Fidèle au poste, Bruce Riedel de la *Brookings Institution* maintient que si l'on arrête les frappes, Al-Qaeda va se régénérer rapidement (Kirkpatrick et Schmitt 2014). On salue la décision de Barack Obama de frapper l'État Islamique, un ennemi grotesque et génocidaire, pour venir en aide aux yézidis coincés dans les montagnes de l'Irak (Lauder 2014). Alors que le nord du Pakistan serait ingouvernable depuis l'occupation britannique, seuls les drones permettraient de lutter contre le terrorisme (Khan et Walsh 2014).

Certains font l'éloge de la technologie, alors que l'intelligence artificielle promet de rendre les drones encore plus efficaces (Markoff 2014). D'autres déplorent que des projets comme le A-10, un avion de support de troupes, aient été abandonnés par un Pentagone obsédé par les drones :

« *Our most senior leaders in the Pentagon, civilian and military alike, increasingly understand warfare through the literal lens of a drone camera.* » (Wood et Harbaugh 2014)

S'il y a davantage de voix qui s'élèvent pour demander l'imputabilité de l'administration Obama quant aux « dommages collatéraux » et aux pertes civiles, ces innocents qui perdent la vie dans des frappes bâclées n'ont pas nécessairement de visage. Souvent, si l'on s'intéresse à eux, c'est parce que l'on veut sauvegarder l'image de Washington. Après tout, on ne cherche pas à arrêter les frappes de drones, seulement à obtenir des détails statistiques sur les pertes humaines, combattants comme civils. Bien sûr, ces statistiques pourraient servir différents débats au Congrès, mais cela ne veut pas dire pour autant que l'on s'intéresse au véritable drame humain des victimes civiles. C'est un sujet qui n'est que très rarement abordé. Adam Schiff (2014) le fait brièvement en éditorial. Sinon, on s'en tient bien souvent à relater la mort d'innocents sans s'étendre sur le sujet dans les colonnes du *New York Times*. On ne remarque pas tant une sensibilité face à ces individus qui sont traités comme des faits divers. Le quotidien ne peut pleurer chaque mort, mais l'on ne fait pas grand état de la réalité sur le terrain. On apprend d'ailleurs que le *New York Times* a une entente

secrète avec l'administration Obama qui a divulgué l'emplacement de certaines bases secrètes servant à lancer des drones au Moyen-Orient et en Afrique (Sanger et Schmitt 2014). Peut-être veulent-ils éviter de mordre la main qui les nourrit?

Pour d'autres, si les critères doivent être resserrés en ce qui a trait à la sélection des cibles, c'est pour éviter que les compétiteurs stratégiques des États-Unis utilisent les drones de manière indiscriminée comme le fait trop souvent Washington. Il en va de la place des États-Unis comme leader sur la scène internationale. Dans ce cas, les civils sont des instruments politiques utilisés pour répondre à des impératifs stratégiques globaux.

La population américaine est à nouveau sondée en septembre pour mesurer l'appui aux frappes de drones armés. Alors que l'on questionne la population au sujet de frappes contre l'État Islamique, c'est 70% des répondants, toutes allégeances politiques, qui se montrent favorables (Davis et Sussman 2014).

2015

L'intérêt pour les drones armés semble s'amenuiser alors que la présidence de Barack Obama tire à sa fin. On remarque aussi que d'anciens membres de l'administration Obama sont plus à l'aise de parler des drones, souvent négativement, alors qu'ils ne font plus face à la même pression politique pour discuter de la politique de lutte au terrorisme. Stanley McChrystal, anciennement à la tête du JSOC, parle de vecteurs détestés par les populations locales, même celles qui n'ont jamais fait l'expérience d'une frappe de près ou de loin (Shane 2015). Même chose pour le lieutenant Général Michael Flynn qui parle de la faillite d'une stratégie qui cause plus de mal que de bien (Shane 2015). Tous ne sont pas de cet avis. Une semaine après sa retraite, Michael G. Vickers, sous-secrétaire à la Défense et aux Renseignements vante les mérites des vecteurs de combat :

« The combination of 'armed,' 'precision,' 'reconnaissance' has been one of the most dramatic innovations. It has been a critical operational instrument in the successes we have had against core Al Qaeda, in particular. » (Shanker 2015).

Si la question des « dommages collatéraux » continue de faire discuter, reste que l'on semble toujours aussi convaincu de la précision des drones. Scott Shane (2015) parle de leur capacité à frapper avec grande précision, de « *pinpoint killing* ». Il met malgré tout en garde contre

le risque de se concentrer sur leur précision plutôt que sur le résultat des frappes. En éditorial, Martin Van Creveld (2015) en rajoute quant à la précision :

« To put it briefly, drones are unmanned aerial vehicles that carry sensors to identify targets, and are capable of striking those targets very, very precisely. »

À l'intérieur de la Maison Blanche, on continue de faire l'éloge des drones armés qui permettent de réduire au maximum les pertes civiles. Depuis maintenant quelques années, on ressort la même rengaine à savoir que l'on a recours aux drones seulement lorsqu'il y a quasi-certitude qu'il n'y aura pas de pertes civiles et que le processus de sélection des cibles est hautement rigoureux (Mazzetti et Schmitt 2015). Fait intéressant au sujet des frappes signatures, les États-Unis ont appris seulement quelques jours après une frappe qu'ils avaient abattues Muhsin al-Fadhli, une figure de proue d'Al-Qaeda (Schmitt 2015). Les succès des frappes américaines sont parfois purement fortuits alors que cette attaque démontre le côté arbitraire de certaines opérations.

Que l'on aime ou non les drones armés, le constat se dégage qu'ils sont là pour rester. Aussi bien que les États-Unis prennent au sérieux la dimension éthique de leur utilisation pour éviter que leurs compétiteurs stratégiques se livrent à des excès lorsqu'ils auront maîtrisé la technologie. Du côté humain, pour une rare fois, on utilise les témoignages de survivants anonymes :

« We live in constant fear. There is no assurance that we would not be the next targets. The U.S. government should come to the region to see what targets it has hit. » (Shane 2015).

Le même constat revient: les frappes bâclées servent d'outils de propagande pour des organisations terroristes à la recherche de nouvelles recrues (Shane 2015).

2016 – 2017

Pour cette dernière année complète du deuxième mandat de Barack Obama, l'heure est au bilan. Comme mentionné, l'administration Obama publie pour la première fois les chiffres concernant le nombre de morts, militants comme civils, à l'extérieur des zones de guerre. On se rappelle que les chiffres sur les pertes civiles sont considérablement inférieurs aux estimations d'observatoires indépendants comme le *Long War Journal*. Différents constats s'imposent. Pour Max Fisher (2016), le programme de frappes de drones de la CIA n'aura été qu'un moyen pour l'administration Obama de prétendre qu'elle s'occupait du terrorisme et ainsi éviter de se montrer dans une position de faiblesse. On s'inquiète aussi du legs de Barack Obama et du manque

d'information pour que la population américaine soit en mesure de prendre une position éclairée à savoir si l'on est pour ou contre les frappes de drones :

« *Without a clearer idea of what the government is doing, it will be impossible for ordinary Americans to judge whether drone strikes, now accepted as a normal tool of war, enhance security or undermine it.* » (Giacomo 2016)

Si Obama avait des allures humanistes au début de sa présidence, le constat est beaucoup plus sombre alors qu'il quitte la Maison Blanche :

« (...) *his determination to avoid American casualties, even as he expanded the battlefield, reinforced the impression that for all his talk of cooperation and partnership, he was a pitiless realist.* » (Shatz 2017)

Pour Scott Shane (2016), si d'une certaine façon Obama gagne le combat sur le terrain, il serait en voie de perdre la guerre idéologique. À travers ces constats, reste des supporteurs indéfectibles qui vantent toujours la précision des drones, une véritable révolution dans les affaires militaires. C'est le cas de l'ancien directeur de la CIA Michael V. Hayden :

« *I think it fair to say that the targeted killing program has been the most precise and effective application of firepower in the history of armed conflict.* » (Hayden 2016)

Conclusion

Rappelons les axes principaux qui traversaient les discours de George W. Bush analysés au chapitre précédent :

- Une vision dichotomique de la réalité où les forces du bien affrontent celles du mal et où les valeurs, les institutions et le mode de vie américain sont centraux au succès des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme.
- La répétition de l'idée que les États-Unis sont une puissance providentielle qui a un rôle unique à jouer sur la scène internationale en ce qui a trait à la lutte au terrorisme.
- Une tendance constante à insister sur l'insécurité des États-Unis.
- Une association fréquente entre le terrorisme et les armes de destruction massive comme ultime danger auquel font face les États-Unis.

Comme mentionné, nous retrouvons tous ces éléments dans les discours de Barack Obama, et ce à nombreuses reprises tout au long de sa présidence. Ces références semblent toujours aussi populaires pour donner un sens aux actions militaires américaines. La précédente analyse nous

permet ainsi de tracer de nombreux parallèles entre les discours de Barack Obama et George W. Bush.

Même si Obama cherche à s'élever au-dessus de la mêlée en utilisant des étiquettes différentes pour parler de terrorisme, reste que ce qu'il dit au sujet des cibles de Washington est tout aussi déshumanisant : irrationnalité, barbarisme, volonté de prendre la vie du plus grand nombre d'Américains possible, etc. On retrouve aussi le même discours identitaire qui fait l'éloge de la grandeur des États-Unis, du caractère bénéfique de ses institutions qui seraient un gage de paix à imiter universellement ou encore de l'inévitabilité de la puissance américaine, seul pays qui puisse vraiment débarrasser le monde des dangers du terrorisme. Même si certains éléments de vocabulaire sont différents, notamment la volonté d'Obama de ne pas utiliser les qualificatifs religieux, le message reste somme toute le même.

Notons aussi quelques passages dignes de mention qui sont aussi redondants dans les discours de George W. Bush. On retrouve les habituelles références aux attaques de Pearl Harbor :

« Nearly 10 years ago, America suffered the worst attack on our shores since Pearl Harbor. This mass murder was planned by Osama bin Laden and his al Qaeda network in Afghanistan, and signaled a new threat to our security. » (Obama 2011)

Les ennemis du passé sont aussi mobilisés pour souligner le rôle que doivent les États-Unis :

« All of these men and women in uniform, all of you represent the same spirit of service and sacrifice as those who've gone before -- who defeated fascism, defeated tyranny, prevailed in a long Cold War over communism. » (Obama 2010)

« We are the United States of America, and we have repaired our union, and faced down fascism, and outlasted communism. We've gone through turmoil, we've gone through Civil War, and we have come out stronger -- and we will do so once more. » (Obama 2010)

« We've prevailed over much greater threats than this. We will prevail again. » (Obama 2015)

Que retenir de l'analyse du *Washington Post* pour la présidence Obama quant au terrorisme? D'abord, nous avons pu observer un changement de ton assez rapide en ce qui a trait au traitement de l'actualité au sujet du terrorisme et de la performance de l'administration Obama dans ce dossier. Si l'année 2009 est en quelque sorte une lune de miel où l'on ne critique peu ou pas Obama, le vent tourne brusquement dès 2010 alors que l'on s'impatiente déjà de sa politique en termes de lutte au terrorisme. L'assassinat d'Oussama Ben Laden en 2011 donnera quelques mois au président pour reprendre son souffle, mais les attentats de Benghazi en 2012 et de Boston

en 2013 consacrent véritablement la fin de la relation cordiale entre le *Washington Post* et l'administration Obama.

À travers notre analyse, nous avons observé que l'on mettait souvent la pression sur le président justement pour se conformer à une trame narrative essentiellement héritée de la présidence Bush. Il n'est pas rare de voir les journalistes du quotidien critiquer le président pour son obstination à ne pas utiliser les étiquettes religieuses lorsqu'il parle de terrorisme, surtout lorsque des organisations comme l'État Islamique gagnent en puissance. Le langage se veut souvent plus déshumanisant et on note somme toute une position plutôt agressive face au terrorisme qui se traduit lentement en une quasi-nostalgie pour les années Bush face à un président que l'on considère trop attentiste. Si Barack Obama paraît parfois frileux alors qu'il évite certains mots pour parler des terroristes visés par Washington, le quotidien contribue à perpétuer une image plutôt déshumanisante des différents groupes terroristes qui font l'actualité. Il est intéressant de constater à quel point différents intervenants, que l'on parle de journalistes du *Washington Post*, de politiciens ou de spécialistes de la politique étrangère, sont critiques des mots que Barack Obama utilise pour parler de terrorisme.

Si Obama montre qu'il est possible de s'éloigner du vocabulaire de l'administration Bush, force est d'admettre que la pression est forte pour se conformer. À plus d'une reprise, c'est la crédibilité du président et la justesse de sa politique étrangère qui est remise en question pour le simple fait d'avoir boudé le vocabulaire de l'ère Bush, notamment dans le cas des attentats de Benghazi et Boston. Dès 2010, on critiquait ainsi Obama pour son abandon du vocabulaire religieux, principalement des références à l'islam, pour ensuite voir le *Washington Post* revenir au langage de la « *war on terror* » alors que le quotidien est plus en plus sceptique face à l'administration Obama. Par la suite, lorsque l'État Islamique devient le joueur de centre du terrorisme international, le vocabulaire religieux reprend du service alors que l'organisation terroriste tient un langage fortement ancré dans une lecture fondamentaliste du Coran. Bien sûr, il est assez évident que la tentative de Barack Obama de changer de langage pour parler de terrorisme ne se traduit pas en changements substantiels au niveau de la politique étrangère.

D'un point de vue identitaire, il n'y a pas de réelle évolution. L'image que l'on projette des États-Unis est la même qu'au cours de l'administration Bush. Comme il avait été souligné en ce qui concerne les similitudes qui ressortent des discours de Barack Obama et de George W. Bush,

le *Washington Post* souscrit à une vision identitaire qui s'inscrit dans la continuité. Même chose pour l'image projetée des terroristes : barbares, violents, dénués de rationalité, pratiquement toutes les étiquettes sont recyclées. Nous sommes maintenant devant seize ans de stabilité discursive au sujet identitaire. Que l'on soit en faveur ou non de l'administration Obama, que l'on approuve ou non sa politique étrangère, que l'on ne s'entende pas sur les stratégies de communication et les thèmes discursifs, fondamentalement, protagonistes et antagonistes conservent les mêmes qualités et défauts. Cela est d'autant plus vrai en période électorale où l'éventail complet des référents identitaires et des menaces et opportunités que ceux-ci renferment est remis au goût du jour. Donald Trump utilisera d'ailleurs ces critiques pour talonner Hillary Clinton dans la course à la présidence.

Le *New York Times* n'est pas nécessairement en reste, bien que l'approche soit plus posée. Il est fréquent de voir le quotidien lui aussi jouer la police du langage, surtout en début de mandat, alors que l'on s'affaire parfois à dénoncer le ridicule du verbiage utilisé par l'administration Obama. Or, on retrouve de véritables analyses de discours qui cherchent à mettre le public en garde contre les excès de langage qui seraient trop déshumanisants envers les groupes terroristes que les États-Unis combattent. Un discours qui nie l'humanité des terroristes est susceptible de mener à une mauvaise politique étrangère et la modération de Barack Obama est à certains moments saluée.

Tout au long de la présidence Obama, le quotidien s'intéresse largement aux questions sémantiques. À nombreuses reprises, l'on n'hésite pas à ramener le président à l'ordre alors qu'il semble déconnecté de la réalité. C'est le cas en début de mandat alors que le langage de l'administration Obama est parfois vertement critiqué, notamment avec le recours à des termes comme « *man-caused disaster* » pour parler de terrorisme. On fait la même chose à partir de 2014 alors que différents experts sont appelés à se prononcer sur les étiquettes religieuses. Certains sont d'accord pour dire que le président fait fausse route et que son entêtement à ne pas faire référence à la religion musulmane l'empêche de comprendre le phénomène qu'il est appelé à combattre. Or, comme mentionné, on vient parfois prêter main-forte au président alors que l'on met en garde contre les dangers du langage déshumanisant en vogue depuis le 11 septembre 2001 qui peut se traduire en une politique étrangère mésadaptée. Règle générale, il apparaît aussi que les journalistes du quotidien sont plus sympathiques au parti Démocrate que Républicain, même si les deux camps ont droit à une représentation égale dans les colonnes du *New York Times*.

Tout comme nous l'avons mentionné précédemment dans notre analyse du *Washington Post*, il est possible de changer de discours, ou du moins de tenter de le faire. L'administration Obama, mais plus souvent Barack Obama lui-même qui semble parfois faire cavalier seul, tient somme toute un discours stable tout au long de ses deux mandats. Or, la pression est souvent très forte pour tenter d'amener le président à adopter un langage qui serait plus adapté à la réalité. On observe la même chose pour Hillary Clinton qui tente sa chance à la présidence. Il en va souvent de la pertinence même de l'administration dans la lutte au terrorisme face à une menace qui se diversifie tout au long de la présidence Obama. Dans un climat de peur accru par les actions de l'État Islamique, climat souvent exploité et même nourri par le parti Républicain, cela peut en partie avoir joué sur l'élection de 2016 qui ouvre les portes de la Maison Blanche à Donald Trump.

On remarque aussi que certaines étiquettes datant de l'ère Bush ont la vie dure. « *War on terror* », utilisé avec ou sans guillemets, reste l'expression la plus répandue dans les pages du *New York Times* pour parler des opérations de lutte au terrorisme américaines. Malgré des tentatives de changer de discours, autant de la part du président Obama que dans les colonnes du quotidien pendant les dernières années de l'ère Bush, faute de consensus sur d'autres termes, l'appellation en vient à dominer l'imaginaire du conflit.

Du côté des drones armés, les discours de Barack Obama sur les drones armés étaient particulièrement important pour nous parce qu'ils représentaient un échantillon presque unique tellement le sujet avait fait peu discuter lors de la présidence de George W. Bush. Ce qui ressort de l'analyse est la composition d'un discours identitaire qui repose sur la précision des drones. Bien sûr, avant 2013, difficile d'avoir l'heure juste comme les frappes de drones sont principalement la chasse gardée de la CIA. Le président est avare de commentaires et son discours pour cette période concerne les frappes du JSOC en zones de combat. Ce qui se démarque le plus par la suite est son insistance sur la précision des drones et du fait qu'ils sont les meilleurs outils pour lutter contre le terrorisme, notamment parce qu'ils permettent d'éviter les « dommages collatéraux » et les pertes civiles. Le drone armé devient un outil qui permet de sauvegarder le côté humain des États-Unis. Cela est en opposition au caractère barbare du terroriste qui tue de manière indiscriminée, incluant femmes et enfants. Plus ils sont précis, plus ils sauvent des vies. On remarque aussi que leur utilisation est justifiée par que les États-Unis sont une démocratie qui répond à des standards de

transparence quant à leur utilisation. Ce serait ainsi un gage de légitimité. Même chose en ce qui a trait à l'auto-défense.

Notre analyse du *Washington Post* démontre une trame narrative similaire alors que c'est la précision des drones qui est très souvent à l'honneur. Il s'agit de l'un des sujets qui sont martelés tout au long de la présidence Obama, et il n'est pas rare de voir différents intervenants défendre l'administration au sujet des « dommages collatéraux » dans les colonnes éditoriales. On conteste les chiffres d'organismes indépendants, on attaque leur méthodologie ou on balaie sous la table les questions morales alors que les États-Unis sont dans une position d'auto-défense.

L'essentiel de la trame narrative au sujet des drones armés que l'on peut retrouver dans les pages du *Washington Post* se résume ainsi en trois mots : précision, précision et précision. C'est sans aucun doute l'élément qui revient le plus souvent. Que l'on en parle en mal ou en bien, l'écrasante majorité du commentariat et des politiciens qui prennent parole sur le sujet semble d'accord sur la précision des outils. Bien sûr, on s'inquiète réellement des « dommages collatéraux » et des pertes civiles, ce qui mène à des critiques légitimes envers l'administration Obama. Il est cependant rare que l'on remette la précision des drones armés en question, préférant plutôt parler des erreurs informationnelles qui causent ces catastrophes humaines. Si le ton est bon enfant en début de mandat, reste que l'on s'inquiète d'une surutilisation des drones armés, surtout en ce qui a trait à la création de plus de terroristes que l'on arrive à en éliminer. Il fait rarement de doute cependant qu'ils représentent le meilleur outil de Washington. On n'écarte pas le fait que d'autres solutions existent, mais dans l'ensemble, elles causeraient fort probablement plus de dommages collatéraux. Ceci étant dit, ces occasions de discuter d'autres solutions se font rares.

Qu'en est-il maintenant des questions identitaires? La question de la précision étant à l'honneur, on rencontre le même narratif que les méthodes de Washington seraient plus humaines. De l'autre côté du viseur, peu ou pas de tentatives d'humanisation des cibles américaines. Leur identité n'est pas vraiment discutée et l'on suit l'administration Obama dans l'utilisation d'un vocabulaire aseptisé où l'humain devient une cible, une « *high-value target* », un « *military aged male* », etc. Si le langage à propos des terroristes était souvent déshumanisant, le langage au sujet des drones armés reflète plutôt l'omission de l'humanité à travers le silence par rapport à la réalité sur le terrain. Peut-être l'utilisation des drones représente une vérité inconfortable quant à l'identité américaine que l'on cherche à nier, reste qu'il y a définitivement deux trames narratives : une où

l'identité est à l'avant-plan pour justifier la lutte au terrorisme et l'autre où elle est occultée. Le résultat reste le même. Ceux qui périssent dans les frappes de drones ne sont pas les égaux des Américains. D'ailleurs, on semble seulement s'intéresser à eux lorsqu'ils ont la citoyenneté, comme il fut le cas pour Anwar al-Awlaki. Ainsi, si les articles sur le terrorisme étaient souvent catégorisés par un processus de déshumanisation flagrant, le terroriste ou autre cible des États-Unis occupant un rôle inférieur, les articles sur les drones armés nous permettent d'observer un processus de déshumanisation différent. On s'obstine à ne pas parler des opérations à l'extérieur des zones de guerre et malgré la publication du rapport de juillet 2016 qui donne une approximation des victimes civiles, il semble que l'on sous-représente les statistiques recueillies par nombreux experts. Nous sommes devant un langage où l'humain est réduit à une cible. Le vocabulaire même est aseptisé. La plupart du temps, le quotidien est neutre, et à certains moments clés, il va prêter main-forte à l'administration Obama.

Encore une fois, l'approche du *New York Times* est plus posée, quoiqu'aussi plutôt distante. Nombreux intervenants se joignent aux membres de l'administration Obama pour vanter les mérites des drones et la question de la précision est souvent à l'honneur alors que les drones seraient les meilleurs outils pour lutter contre le terrorisme parce qu'ils permettraient de réduire au minimum les « dommages collatéraux ». On note une réelle volonté de diversifier les sujets, notamment en parlant des risques pour la politique étrangère d'adopter une politique de lutte au terrorisme déconnectée des réalités du terrain. Mais est-ce que le *New York Times* s'intéresse plus à ces réalités que son compétiteur? C'est le cas dans une certaine mesure alors que l'on prend parfois le temps de contester le discours officiel ou encore de relater la réalité de victimes sur le terrain. Mais l'attention est sélective et la référence aux pertes civiles tient souvent du fait divers. Tout comme il fut le cas dans les colonnes du *Washington Post*, plus souvent qu'autrement, il n'y a pas de réel processus pour faire la lumière sur l'identité des cibles de l'administration Obama. Angle d'attaque conscient ou non, l'humanité des terroristes et des innocents qui perdent la vie dans les frappes de drones est majoritairement passée sous silence.

La présidence de Barack Obama nous permet ainsi d'observer deux trames narratives. Une où les terroristes sont déshumanisés dans différentes mesures. Avec prudence chez Barack Obama, mais souvent par une simple substitution des étiquettes utilisées pour parler des cibles de Washington, d'une manière plus agressive dans les pages du *Washington Post* et finalement plus

ambivalente dans les colonnes du *New York Times* alors que l'on s'attarde plus fréquemment à déconstruire le discours sur le terrorisme pour mieux analyser la politique étrangère américaine. En ce qui a trait à l'utilisation des drones armés, c'est principalement l'absence d'une réflexion honnête sur l'identité des cibles qui est manifeste, et ce autant au niveau gouvernemental que médiatique.

Voyons finalement comment évoluent ces tendances au long de la présidence de Donald Trump.

Chapitre 6

La présidence de Donald Trump : 2017 à 2021

La présidence de Donald Trump est marquée par une multitude d'évènements, principalement au niveau national, qui font en sorte que le terrorisme n'occupe pas autant d'espace dans les discours de l'ancien président et dans les médias. Non seulement l'État Islamique périclité, mais le président fait face à d'autres dossiers pressants qui vont occuper une grande partie de son unique mandat : enquête sur l'ingérence russe dans les élections de 2016, deux procédures de destitution, les émeutes qui suivent l'assassinat de George Floyd et évidemment la pandémie de la COVID-19. Ce faisant, on parle peu de terrorisme vers la fin de sa présidence.

Avant de se lancer dans l'analyse des discours de Donald Trump, rappelons les principaux éléments narratifs qui ont traversé les administrations précédentes :

- Une vision dichotomique de la réalité où les forces du bien affrontent celles du mal et où les valeurs, les institutions et le mode de vie américain sont centraux au succès des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme.
- La répétition de l'idée que les États-Unis sont une puissance providentielle qui a un rôle unique à jouer sur la scène internationale en ce qui a trait à la lutte au terrorisme.
- Une tendance constante à insister sur l'insécurité des États-Unis et des Américains.
- Une association fréquente entre le terrorisme et les armes de destruction massive comme ultime danger auquel font face les États-Unis.

Il est aussi important de noter que pour, Donald Trump, le terrorisme est fortement associé à l'Iran. Téhéran et très souvent accusée d'être le plus grand bailleur de fonds du terrorisme à l'international. Quand l'ancien président parle de terrorisme, il est donc rare qu'il ne fasse pas une association avec l'Iran.

Bien que ce soit dans une moindre mesure, tous les éléments narratifs analysés dans les chapitres précédents se retrouvent dans les discours de Donald Trump.

Donald Trump et le terrorisme

Dans l'ensemble, on retrouve encore ici les mêmes références à une lutte entre le bien et le mal ou encore une confrontation civilisationnelle. Au sujet de l'Iran et de son appui présumé au

terrorisme, il offre deux choix aux Iraniens lors de son passage à l'ONU en 2017: continuer de marcher au pas du régime qui l'entraîne vers la pauvreté, la terreur et les bains de sang ou de renouer avec ses racines profondes, celles du berceau de la civilisation, un lieu d'art, de culture et de richesse (Trump 2017). De retour à l'ONU en 2019, Trump poursuit sa tirade contre l'Iran alors que la République islamique représenterait une menace aux nations éprises de la paix (*peace-loving nations*) (Trump 2019). Alors qu'il prend la parole suite à l'assassinat de Qassem Soleimani en janvier 2020, il demande au monde civilisé de s'unir pour envoyer un message à l'Iran : sa campagne de terreur et de meurtre doit cesser (Trump 2020). L'assassinat du chef des Gardiens de la Révolution est d'ailleurs justifié par le fait qu'il était supposément en train de planifier des attaques terroristes contre des cibles américaines. Les États-Unis ont d'ailleurs rendu un service à l'humanité en abattant Soleimani d'une frappe de drone, personnage maléfique qui aurait dû être éliminé plus tôt :

« Soleimani has been perpetrating acts of terror to destabilize the Middle East for the last 20 years. What the United States did yesterday should have been done long ago. A lot of lives would have been saved. » (Trump 2020)

Outre l'Iran, Donald Trump réserve un traitement similaire aux ennemis « usuels » des États-Unis, notamment les Talibans, Al-Qaeda et l'État Islamique. Dès son entrée en fonction, Trump fait déjà la promesse d'unir le monde civilisé contre le terrorisme islamique radical, menace qu'il promet de rayer de la face du monde (Trump 2017). Il promet aux Nations Unies de faire face au terrorisme du Hezbollah, d'Al-Qaeda et des Talibans, ces tueurs d'innocents motivés par une idéologie infâme (Trump 2017). Lors d'un passage en Arabie Saoudite en 2017, Donald Trump est appelé à se prononcer au sujet du terrorisme. Ce discours est le plus explicite quant à sa vision du terrorisme. La plupart des éléments discursifs que l'on retrouve dans les discours de George W. Bush et Barack Obama sont réitérés. Rappelant le 11 septembre, il insiste sur le côté barbare des terroristes. Les terroristes ne seraient pas non plus motivés par la religion, mais par la soif de sang :

« Every time a terrorist murders an innocent person and falsely invokes the name of God, it should be an insult to every person of faith. Terrorists do not worship God; they worship death. » (Trump 2017)

Dans un passage empreint de morale religieuse, les terroristes seraient pratiquement les troupes du malin:

« Muslim nations must be willing to take on the burden if we are going to defeat terrorism and send its wicked ideology into oblivion. The first task in this joint effort is for your nations to deny all territory to the foot soldiers of evil. » (Trump 2017)

« If we do not stand in uniform condemnation of this killing, then not only will we be judged by our people, not only will we be judged by history, but we will be judged by God. » (Trump 2017)

S'il insiste à plusieurs reprises sur le barbarisme des cibles terroristes, il est intéressant de constater que, pour la seule fois dans toutes les années analysées depuis le mandat de George W. Bush, un président met de côté l'idée d'une lutte civilisationnelle :

« This is not a battle between different faiths, different sects, or different civilizations. This is a battle between barbaric criminals who seek to obliterate human life and decent people, all in the name of religion. People that want to protect life and want to protect their religion. This is a battle between good and evil. » (Trump 2017)

Dans ce même discours, Donald Trump recycle les images maintes fois évoquées de la souffrance des femmes et des enfants, victimes de l'idéologie terroriste :

« Young Muslim boys and girls should be able to grow up free from fear, safe from violence, and innocent of hatred. When young Muslim men and women should have the chance to build a new era of prosperity for themselves, it has to be done and we have to let them do it. » (Trump 2017)

Une allocution devant la Convention nationale des Vétérans des guerres étrangères permet non seulement au président de rappeler qui sont les véritables ennemis de l'Amérique, dans ce cas les tueurs assoiffés de sang de l'État Islamique, mais aussi pour rappeler à l'auditoire qu'il n'a pas peur d'appeler la menace par son véritable nom (Trump 2018). Décochant une flèche à Barack Obama, il souligne que depuis trop longtemps, l'on a refusé de donner un nom à la menace qui plane sur les États-Unis. Son nom : le terrorisme islamique radical. Ce faisant, Donald Trump se trouve à lui-même jouer la police du langage. Abou Bakr al-Baghdadi, chef de l'État Islamique abattu par les forces spéciales américaines en octobre 2019, est de son côté un simple voyou (*thug*). Au sujet d'Al-Qaeda et des Talibans, on parle de la sauvagerie de leurs attaques (Trump 2019).

Le modèle américain et le rôle providentiel des États-Unis

Tout comme ses prédécesseurs, Donald Trump insiste sur le rôle providentiel des États-Unis sur la scène internationale. À l'ONU en 2017, il parle du rôle que les États-Unis doivent jouer pour éviter que le terrorisme islamique radical déchire le tissu social américain et par le fait même le monde entier :

« *We will stop radical Islamic terrorism because we cannot allow it to tear up our nation, and indeed to tear up the entire world.* » (Trump 2017).

En 2018, Donald Trump parle des investissements militaires américains qui rendent le monde plus sécuritaire et rappelle à ses alliés qu'ils doivent en faire autant. Comme mentionné précédemment, ce sont aussi les États-Unis qui ont rendu service au reste de l'humanité en débarrassant celle-ci de Qassem Soleimani. Alors qu'il présente sa *National Security Strategy* en début de mandat, Trump parle de la responsabilité historique des États-Unis, de la nécessité d'être du bon côté de l'histoire et de faire honneur aux pères fondateurs en confrontant ceux qui utilisent le chaos, la turbulence et la terreur aux quatre coins du monde (Trump 2017). Comme bien des présidents avant lui, alors qu'il fait ses adieux à la Maison Blanche en janvier 2021, Donald Trump rappelle que les États-Unis sont la nation la plus puissante sur la planète, ce qui fait en sorte que le pays doit faire face à de constantes menaces venant de l'extérieur (Trump 2021). Pour les affronter, les Américains ne doivent pas perdre foi en la grandeur de leur nation.

Donald Trump s'écarte parfois de ce discours :

« *America is prepared to stand with you in pursuit of shared interests and common security, but the nations of the Middle East cannot wait for American power to crush this enemy for them. The nations of the Middle East will have to decide what kind of future they want for themselves, for their country, and frankly for their families, for their children.* » (Trump 2017)

Un peu comme il est le cas dans son traitement des alliés de l'OTAN, Donald Trump insiste sur la nécessité de partager le fardeau de la lutte au terrorisme.

Terrorisme et armes de destruction massive

Au sujet des armes de destruction massive et du terrorisme, c'est l'Iran qui joue le plus souvent le rôle du déstabilisateur qui pourrait fournir de telles armes aux terroristes pourchassés par Washington. Ce discours s'aligne bien sûr avec la politique de Donald Trump qui avait fait la promesse de déchirer les Accords de Vienne sur le nucléaire iranien :

« *We cannot allow the world's leading sponsor of terrorism to possess the planet's most dangerous weapons.* » (Trump 2019).

« *Iran must abandon its nuclear ambitions and end its support for terrorism.* » (Trump 2020)

Si l'ancien président ne parle pas directement de terrorisme faisant usage d'armes de destruction massive, il ne faut pas beaucoup d'imagination pour faire le lien entre l'Iran nucléaire et le risque

que ces armes soient fournies à des groupes terroristes. Après tout, l'Iran est constamment dépeint comme le grand argentier du terrorisme international.

Sécurité et insécurité

Même si l'État Islamique en est à ses derniers balbutiements pendant le mandat de Donald Trump, et même si ce dernier va à quelques reprises rassurer la population que l'organisation terroriste est presque complètement décimée, cela ne veut pas dire que les Américains peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Devant le Congrès en 2017, Trump brandit le spectre du 11 septembre 2001, des attentats de Boston en 2013 et de la tuerie de San Bernardino en 2015 alors qu'il prévient les élus qu'il faut rester vigilant, que les terroristes et extrémistes de ce monde n'arrivent pas à établir une tête de pont aux États-Unis (Trump 2017). Lorsqu'il présente sa stratégie de défense en 2017, l'un des impératifs est de précipiter la défaite du terrorisme islamique radical pour éviter qu'il infiltre la société américaine (Trump 2017). Bien sûr, ces discours servent aussi à Donald Trump de plateforme pour réaliser certaines de ses promesses électorales, notamment un contrôle plus serré aux frontières.

Passons maintenant à l'analyse médiatique.

Présidence Trump : le terrorisme dans le New York Times

Tout comme ce fût le cas pour les discours de Donald Trump, les articles du *New York Times* sont aussi limités en fonction des événements qui jalonnent le seul mandat de l'ancien président. La grande majorité du matériel accessible est concentré sur les deux premières années de sa présidence. Malgré tout, les articles analysés nous permettent d'en apprendre un peu plus sur la position des membres de son administration, mais aussi sur une approche éditoriale qui est à la fois critique et prudente, Donald Trump étant un personnage polarisant qui ne cache pas son dédain pour les médias traditionnels.

2017

Dans les colonnes du *New York Times*, la couverture de l'actualité en ce qui a trait au terrorisme est beaucoup plus réflexive sur le rôle des États-Unis dans le conflit, donnant souvent l'impression que certains chroniqueurs se demandent comment les Américains en sont arrivés là. Dans un éditorial qui suit l'assermentation de Donald Trump et qui reprend un élément d'un discours du président datant de 2016, « *I think Islam Hates Us* » (je crois que l'islam nous déteste),

on réfléchit à 16 ans de lutte au terrorisme sans réels résultats à savoir qu'il y a en fait plus de terroristes qui en veulent aux Américains qu'avant le 11 septembre 2001 (The New York Times 2017). On se désolé que le discours de l'administration Trump est trop axé sur la peur, une recette pour une guerre sans fin. On souligne au passage que les membres de son administration ne semblent pas aider la cause alors que Michael Flynn est cité en exemple, lui qui a appelé l'islamisme un cancer vicieux (*vicious cancer*). Même son de cloche de la part de Nicholas Fando (2017) quelques jours plus tard qui s'inquiète qu'un nouvel ordre exécutif au sujet des réfugiés en provenance de pays à majorité musulmane, comme la Syrie, qui ne servirait qu'à grossir les rangs des organisations terroristes.

L'analyse nous permet de souligner la convergence narrative entre les membres de l'administration Trump au sujet de l'Iran alors que Michael Flynn et James Mattis en parlent comme la plus grande menace à la paix dans le Moyen-Orient (Erdbrink 2017). Finer et Maller (2017) reviennent sur l'inflation de la menace par les administrations Bush, Obama et Trump. S'ils s'entendent pour dire qu'il faut répondre à la menace, il s'inquiète aussi de la trop grande attention qui a été accordée à l'enjeu, surtout dans le discours de ces politiciens. Selon un sondage qu'ils citent, 80% des Américains identifient le terrorisme comme une menace critique alors que les chances de perdre la vie dans un incident relié à une arme à feu sont infiniment plus grandes. La politique étrangère américaine deviendrait ainsi un gage d'anxiété populaire. Les auteurs croient en la possibilité d'une attaque sur le territoire américain, mais s'inquiètent d'une réaction excessive.

En mai, des attaques terroristes secouent la ville de Manchester au Royaume-Uni. Appelé à se prononcer sur la tragédie, Donald Trump invite les pays arabes à balayer les terroristes de la surface de la Terre (*drive extremists out of this earth*) (Shear 2017). D'autres attentats secouent cette fois l'Iran en juin. Donald Trump est en quelque sorte pris entre l'arbre et l'écorce alors qu'il doit se montrer sensible à cette souffrance humaine pendant que l'attentat se déroule dans un pays qu'il a démonisé à maintes reprises. Quand il exprime ses condoléances, il en profite pour décocher une flèche à l'Iran alors que le pays succomberait au mal (*evil*) qu'il commande (Sanger, Landler et Schmitt 2017). La lutte civilisationnelle refait surface dans une déclaration de Heather Nauert, porte-parole du département d'État :

« *The depravity of terrorism has no place in a peaceful, civilized world.* » (Sanger, Landler et Schmitt 2017)

En éditorial, Stephen Wertheim (2017) déplore le fait que Donald Trump transforme la politique étrangère américaine pour faire des États-Unis « la police civilisationnelle » dans le Moyen-Orient. Donald Trump est d'ailleurs cité alors qu'il parle de l'État Islamique comme des sauvages sans lois (*lawless savages*). Cela ne veut pas dire que le discours civilisationnel ne résonne pas chez certains journalistes du *New York Times*. Alors qu'en août, c'est Barcelone qui subit les horreurs du terrorisme dans un attentat au camion bélier, Miguel-Anxo Murado (2017) argumente que les rues piétonnes des grandes villes européennes sont des symboles civilisationnels qui humanisent celles-ci. C'est pourquoi elles sont la cible des terroristes. Elles représentent la victoire du loisir et de la joie sur l'urbanisme, quelque chose que les terroristes détesteraient.

En août, le *New York Times* publie la transcription intégrale d'un discours de Donald Trump sur la guerre en Afghanistan. Trump y fait entre autres l'éloge des Forces armées américaines qui n'abandonneront jamais le combat jusqu'à l'oblitération des groupes terroristes, le tout en priant dieu de bénir les troupes américaines (New York Times 2017). La réplique ne se fait pas attendre. Sous la plume de Micah Zenko (2017), on déplore le manque d'investissement pour gagner la confiance des populations civiles des pays où interviennent les États-Unis. Il n'y aurait peu ou pas d'effort pour s'assurer du soutien de ces populations, notamment en ce qui a trait à leur fournir de meilleures conditions de vie pour freiner la radicalisation. Selon Michael Morell, ancien directeur adjoint à la CIA :

« *For every 100 hours I spent in the Situation Room talking about how to deal with terrorists that already exist, maybe we spent 10 minutes talking about winning hearts and minds and deradicalization.* »

Somme toute, on se montre déçu. Si Donald Trump pouvait offrir l'espoir d'une nouvelle politique étrangère, l'ancien président étant aux yeux de plusieurs un électron libre, il semble qu'il ne fasse finalement que marcher dans les traces de ses prédécesseurs.

Le reste de l'année 2017 est marqué par plus de critiques et de désenchantement. Ben Judah (2017) s'inquiète de l'inflation de la menace terroriste et des risques que ceux-ci présentent réellement alors que l'on compare trop souvent les attentats terroristes aux exactions de l'Allemagne Nazi. Scott Shane (2017) parle du fait que le mot « terroriste » est tellement lourd de sens qu'il en est pratiquement devenu une arme. Il déplore par le fait même que ce mot semble

réservé à la communauté musulmane alors qu'un Américain auteur d'une tuerie n'est jamais affublé de l'étiquette. Finalement, Mehdi Hasan (2017) s'inquiète d'une certaine obsession pour l'Iran qui serait contre-productive alors qu'il cite James Mattis qui prétend que les trois plus grandes menaces à la sécurité des États-Unis sont l'Iran, l'Iran et l'Iran.

Bien qu'elle contienne moins de matériel analysable, l'année 2017 renferme quand même des éléments narratifs qui s'insèrent confortablement dans le discours des administrations précédentes. Il semble cependant évident que le *New York Times* ne traverse qu'une courte lune de miel avec Donald Trump. Il est intéressant de souligner que l'on fait souvent référence aux différentes interventions américaines par l'étiquette mainte fois reprise de « *war on terror* ». Utilisée avec ou sans guillemets, il semble que l'on a abandonné l'idée de trouver un terme plus approprié depuis quelques années, et ce, malgré les critiques passées au sujet du vocabulaire utilisé autant par George W. Bush que Barack Obama.

2018

Si le discours sur le terrorisme s'introduit dans la continuité au sein de l'administration Trump, le fossé qui sépare Washington et les journalistes du *New York Times* continue de se creuser. Règle générale, il semble que l'on croit de moins en moins à la menace imminente du terrorisme dans les pages du quotidien. Alors qu'en avril, l'on discute à savoir s'il faut donner plus de pouvoir au président pour lutter contre le terrorisme, les sénateurs Bob Corker (R Tennessee) et Tim Kaine (D Virginie) s'entendent pour dire que la multiplication des groupes terroristes fait peser une grande menace sur les États-Unis (Healy et Glaser 2018). Gene Healy et John Glaser (2018) rejettent cette affirmation dans les colonnes éditoriales le 17 avril en soulignant qu'un Américain a 1 chance sur 40 millions de mourir dans un attentat.

D'un point de vue identitaire, Ibrahim Hooper, porte-parole pour le *Council on American-Islamic Relations*, est d'avis que l'on utilise presque uniquement le mot terroriste pour traiter de violence commise par des membres de la communauté musulmane (Gladstone 2018). La réflexion avait été amorcée l'année précédente et Rick Gladstone (2018) utilise la tuerie de Las Vegas (octobre 2017) pour revenir à la charge et contester le refus des autorités d'utiliser l'étiquette pour le coupable, Stephen Paddock. Selon Charles Kurzman, professeur de philosophie à l'*Université de Caroline du Nord* interrogé à l'occasion, l'étiquette serait payante politiquement alors que les Américains auraient été conditionnés à craindre le terrorisme de manière irrationnelle (Gladstone

2018). Sans s'inscrire directement dans le débat identitaire, et malgré qu'il soit plutôt sceptique quant au travail accompli par Washington depuis 2001, C.J. Chivers (2018) donne du souffle au discours médical alors que l'État Islamique est présenté comme un cancer qui se serait métastasé.

L'administration Trump ne change pas pour autant sa version de l'histoire. Christopher P. Costa, ancien directeur senior pour le terrorisme au sein du Conseil de Sécurité Nationale de Donald Trump, affirme en juillet que la menace terroriste se reprend et se complexifie et que de relâcher la pression serait une erreur (Schmitt 2018). En octobre, Washington présente sa nouvelle stratégie pour lutter contre le terrorisme. On parle entre autres de dangers complexes dans un environnement plus fluide que jamais. Mark Landler et Eric Schmitt (2018) font remarquer qu'une version précédente de la stratégie qui avait coulé dans les médias en 2017 ne faisait pas mention des mots « terrorisme islamique radical ». Elle figure dans la version finale, mais ce sont les mots « terrorisme islamiste radical », et non islamique, qui sont utilisés probablement pour éviter l'ire de la communauté musulmane. Appelé à commenter la stratégie devant le public, le Conseiller à la sécurité nationale John Bolton affirme qu'il serait irraisonnable de dire aux Américains que la menace terroriste n'est plus un enjeu de sécurité. Même si le rapport souligne que l'État Islamique ne possède plus que 1% du territoire qu'il contrôlait au sommet de sa puissance, le groupe terroriste aurait toujours les moyens d'infliger d'importants dégâts. Même son de cloche au sujet du groupe Al-Qaeda qui demeure résilient et qui représente une menace à long terme pouvant atteindre le territoire américain. Pour citer le document qui est à certains endroits un calque presque parfait des discours de George W. Bush:

« Unless we counter terrorist radicalization and recruitment, we will be fighting a never-ending battle against terrorism in the homeland, overseas and online. » (Mark Landler et Eric Schmitt 2018)

Si certains comme Jim Mattis continuent de regarder l'Iran comme une priorité, chose qui n'est pas désavouée par les membres de l'administration Trump, reste qu'il semble que l'on continue à tenter d'enfler la menace terroriste, pour ce que nous en savons bien sûr.

2019

Les membres de l'administration Trump sont exclus des colonnes du *New York Times* lorsque vient le temps de parler de terrorisme pour l'année 2019. Les critiques fusent au sujet de la futilité de la guerre au terrorisme. En éditorial en février :

« *We need to recognize that foreign war is not a vaccine against global terrorism. In fact, the number of Islamist-inspired terrorist groups has grown worldwide since 2001, often in response to American military intervention.* » (The New York Times 2019)

Même chose quelques jours plus tard sous la plume de Borhan Osman (2019) qui affirme que la menace terroriste en Afghanistan a été exagérée et qu'il serait même possible de s'entendre avec les Talibans pour qu'ils prennent le relais et combattent eux-mêmes Al-Qaeda et ses rejetons. Au sujet de l'Afghanistan, on semble être prêt à tourner la page chez d'influents membres du Congrès tels l'ancien vice-président Joe Biden et Elizabeth Warren (D Massachusetts) qui clament que l'heure a sonné pour un retrait des troupes (Sanger et Astor 2019). En décembre, c'est l'assistant au Secrétaire général responsable du dossier des droits humains aux Nations Unies qui va même jusqu'à dire que les États-Unis sont eux aussi allée jusqu'à poser des gestes barbares dans la mal nommée guerre au terrorisme (Gilmour 2019).

Le 11 septembre 2019, 18 ans après les attentats tristement célèbres, Omer Aziz (2019) n'y va pas de main morte dans les colonnes éditoriales alors qu'il dénonce la manipulation des politiciens et des médias qui auraient transformé les Américains, fiers et optimistes, en une masse cynique et polarisée qui ne serait plus que l'ombre d'elle-même. Définitivement, la commémoration du 11 septembre ne rime plus avec discours patriotique, du moins dans les colonnes du *New York Times*. Selon C. J. Chivers (2019), les Américains auraient créé leur propre pire ennemi avec la guerre en Irak, un reflet de leur peur et leur honte qui les auraient rendus insensible à la douleur des autres. En effet, la majorité des victimes du terrorisme se trouvent en Irak ou encore en Syrie sans que les États-Unis en fassent grand cas d'un point de vue moral. Seulement le décès d'un citoyen américain serait à même d'attirer les sympathies du public.

Le débat à savoir qui est un terroriste et que représente une attaque terroriste se poursuit. Max Fisher (2019) s'inquiète du fait que les groupes suprémacistes blancs connaissent une mutation qui les amène à ressembler à des groupes terroristes comme l'État Islamique. Appelant à une réflexion sur la rationalité des groupes suprémacistes, il se questionne à savoir si leur motivation n'est pas qu'une simple soif de sang sans qu'il n'y ait de véritables motivations politiques tel l'État Islamique d'Abu Musab al-Zarqawi. Même débat au sujet des cartels de la drogue au Mexique. On interroge d'ailleurs Donald Trump en novembre à savoir s'il va désigner certains groupes comme des organisations terroristes alors qu'ils sont coupables des mêmes barbaries que l'État Islamique, qu'ils utilisent des tactiques similaires, tuent et torturent, etc. (Grillo

2019). Non seulement l'État Islamique est devenu l'étalon or pour parler de terrorisme, mais on demande aussi au président s'il va utiliser des drones pour les frapper, signe que l'on pense souvent à ces vecteurs comme des outils clés en main pour affronter différentes menaces. Nous y reviendrons.

Une autre tuerie, cette fois à la base aéronavale de Pensacola en Floride, force un débat similaire à savoir ce qu'est un acte terroriste. L'homme coupable de la fusillade, Mohammed Saeed Alshamrani, est immédiatement désigné comme étant un terroriste par le Représentant Matt Gaetz (R Floride) et le Sénateur Rick Scott (R Floride) (Wolfe, Mazzei, Schmitt et Hauser 2019). Le tireur est Second lieutenant des Forces armées aériennes de l'Arabie Saoudite, ce qui pousse fort probablement plusieurs à rapidement lui apposer cette étiquette. En février 2020, Al-Qaeda dans la péninsule Arabique (AQAP) soutient avoir orchestré l'attaque, version qui sera corroborée par le FBI. Eric Schmitt (2019) affirme qu'Al-Qaeda a été patiente, qu'elle a profité du fait que l'État Islamique était sous les feux de la rampe pour reprendre des forces et représente ainsi une menace grandissante.

2020

L'année 2020 débute avec l'assassinat de Qassem Soleimani, commandant de la Force Al-Qods des Gardiens de la révolution islamique en Iran, par une frappe de drone alors que celui-ci se trouve en Irak le 3 janvier. Selon Donald Trump, l'homme représentait une menace imminente pour les États-Unis alors qu'il planifiait des attaques contre des citoyens américains :

« Suleimani was plotting imminent and sinister attacks on American diplomats and military personnel, but we caught him in the act and terminated him. » (The New York Times 2020)

Donald Trump fera les mêmes rapprochements entre l'Iran et le terrorisme, le pivot de la menace nucléaire et la menace pour le monde civilisé que représente l'Iran et l'idéologie tordue des terroristes. Ces discours ont déjà été analysés, mais soulignons qu'ils sont retranscrits au complet dans les pages du *New York Times*.

La pandémie de la COVID-19 prend rapidement la part du lion de l'actualité et la politique étrangère américaine en ce qui a trait à la lutte au terrorisme est reléguée à l'arrière-plan. Curieusement, dans un éditorial d'avril 2020, Steven Erlanger (2020) va comparer le coronavirus

au terrorisme pour la peur qu'il nourrit au sein de la population américaine. Il compare ainsi le nombre de morts emportés par le virus aux attentats du 11 septembre, comme quoi le narratif sur la lutte au terrorisme reste puissant dans l'imaginaire collectif à tel point qu'il sert de référence pour donner un sens à une réalité tout autre.

La dernière mention notoire du terrorisme dans les colonnes du *New York Times* pendant la présidence de Donald Trump concerne un rapport de l'ONU publié en octobre. Le rapport met en garde contre la résilience d'Al-Qaeda et de l'État Islamique qui contrôlerait encore des centaines de combattants disséminés au Moyen-Orient (Schmitt 2020).

Présidence Trump : le terrorisme dans le Washington Post

Si le *New York Times* se montre plutôt prudent dans ses critiques de l'administration Trump, le *Washington Post* ne perd pas de temps pour jeter les gants face à l'ancien président. *Unabashed opportunist* (opportuniste sans vergogne), *master manipulator* (maître manipulateur), *narcissist in chief* (narcissique en chef), le quotidien n'y va pas de main morte. La même question se pose ainsi : est-ce l'homme ou le message qui déplaît le plus au *Washington Post*?

2017

L'ordre exécutif qui bloque l'accès au territoire américain pour les réfugiés provenant d'une liste de pays à prédominance musulmane fait couler beaucoup d'encre dans les colonnes du *Washington Post*. La critique est pratiquement unanime : il s'agit d'une décision mal avisée qui risque de nourrir le ressentiment des communautés musulmanes aux États-Unis et à l'international, ce qui contribuera ainsi à grossir les rangs des groupes terroristes ciblés par Washington. Selon Somin (2017), les risques d'être frappé par la foudre sont beaucoup plus élevés que les risques de mourir dans une attaque terroriste. De plus, la majorité des individus accusés de terrorismes aux États-Unis sont des citoyens nés en sol américain (Pearlman 2017). Le président aurait diabolisé des milliers d'immigrants simplement pour donner l'apparence qu'il s'occupait du terrorisme (Tharoor 2017).

L'ordre exécutif divise non seulement la classe politique, mais aussi le parti Républicain et les critiques sont souvent truffés de références identitaires. Selon Steve Stivers (R Ohio), le président bafoue les valeurs américaines d'ouverture aux immigrants (Blake 2017). Même son de

cloche pour Lama Alexander (R Tennessee), Susan Brooks (R Indiana), Lindsey Graham (R Caroline du Sud), John McCain (R Arizona) et Carlos Curbelo (R Floride). Si Ben Sasse (R Nebraska) parle d'un combat générationnel contre le djihadisme, le président ne s'attaque pas au problème de manière réfléchie (Blake 2017). Nombreuses figures du parti Républicain ne se rangent ainsi pas derrière le président qui devra essentiellement défendre son projet entouré de sa garde rapprochée. Le porte-parole de la Maison Blanche, Sean Spicer, affirme que le président se montre réaliste, que la menace est réelle et qu'il ne peut se permettre de plaire à tous face au danger posé par l'immigration (Tumulty et Nakamura 2017). Kellyanne Conway, conseillère du président, ajoute que Donald Trump n'a pas peur de nommer la menace contrairement à ses prédécesseurs, que les Américains sont inquiets de leur sécurité et que le président agit en conséquence (Borchers 2017).

Alors que les fusillades et tueries de masse se font de plus en plus fréquentes aux États-Unis, le *Washington Post* emboîte le pas au *New York Times* pour critiquer l'entêtement à ne pas utiliser les mots terrorisme ou terrorisme domestique pour parler des auteurs de ces tragédies. Comme le sujet a déjà été largement traité dans notre analyse du *New York Times*, et que le *Washington Post* adopte une position similaire à son compétiteur, nous ne ferons pas une analyse exhaustive de ce contenu. Le débat s'inscrit dans une interprétation identitaire des événements alors que l'hypocrisie des autorités responsables de répondre à ces attaques est largement dénoncée. En pleine dérive islamophobe, il serait maintenant chose commune d'immédiatement déclarer qu'une fusillade est un acte terroriste dès que celui qui appuie sur la gâchette a un nom à consonance arabe, chose qui ne vient pas naturellement quand c'est un homme blanc qui répond au stéréotype d'un Américain « typique » (Blake 2017) (Beydoun 2017) (Arva et Idris 2017) (Wang 2017) (Borchers 2017).

Si l'on se tourne vers les opérations de lutte au terrorisme de Washington à l'étranger, on remarque cependant que le discours se rapproche davantage de celui auquel nous ont habitués les trois présidences à l'étude. Terence Szuplat (2017) assure que les États-Unis seront à nouveau victime d'attaques terroristes sur leur territoire, mais il se désole que ce soit possiblement Donald Trump en poste pour répondre aux événements, ce dernier étant voué à exploiter les attentats au grand dam de la démocratie américaine. Toujours dans les colonnes éditoriales, on déplore que le président ait reconduit les pires éléments de la politique de George W. Bush en matière de

terrorisme. Les tumeurs malignes que sont Al-Qaeda et l'État Islamique se répandent au sein d'États faillis incapables de prendre soin de leur population ce qui pousse certains à se radicaliser (The Washington Post 2017). Appelés à se prononcer sur la situation en Afghanistan, le Général John W. Nicholson Jr., au sommet de la hiérarchie de commandement dans ce pays, parle des mêmes groupes comme des barbares qui répugnent la communauté afghane (Constable 2017). Se désolant que Trump ait inscrit le Tchad sur la liste des interdictions de voyager aux États-Unis, Nasser Weddady (2017) affirme que le pays africain faisait partie d'une minorité courageuse prête à « tuer la bête » (*kill the beast*). Il y a ainsi deux manières d'aborder le terrorisme en fonction de son origine géographique.

L'année 2017 nous offre un sondage qui semble malgré tout confirmer que le discours alarmiste de Donald Trump fonctionne. Un sondage en juin de la *Unisys Security Index* avance que 68% des Américains sont sérieusement préoccupés par la sécurité nationale, dont les risques de guerre et d'attaques terroristes (Rubin 2017). Un sondage similaire effectué par la même firme en 2014 arrivait à un résultat de 47%.

Avant de clore l'année 2017, on peut constater que, tout comme dans les pages du *New York Times*, on semble avoir abandonné l'idée de définir les opérations de lutte au terrorisme au sens large par d'autres termes que « *war on terror* ». Si l'étiquette avait amplement été critiquée pendant la présidence Obama, elle est à nouveau le terme fourre-tout pour désigner la politique étrangère de Washington en cette matière. Avec guillemets ou non, c'est la *lingua franca* de la couverture médiatique des événements. Aussi, si les discours de Donald Trump son retranscrits dans leur intégralité comme ce fut le cas pour George W. Bush et Barack Obama, ceux de Donald Trump sont aussi publiés en ligne et sont annotés et commentés, une première.

2018

L'année 2018 nous offre peu de matière à analyser. En janvier, un éditorial nous permet de jeter un regard sur les publications de Donald Trump sur *Twitter*, une vitrine que le président utilise abondamment. On découvre par exemple certaines déclarations sur les attentats de Londres en 2016 :

« *Another attack in London by a loser terrorist. These are sick and demented people who were in the sights of Scotland Yard. Must be proactive!* » (The Washington Post 2018)

Au sujet de la nomination de Gina Haspel à la tête de la CIA en mai, candidate controversée quant à ses positions sur la torture :

« *My highly respected nominee for CIA Director, Gina Haspel, has come under fire because she was too tough on Terrorists. Think of that, in these very dangerous times, we have the most qualified person, a woman, who Democrats want OUT because she is too tough on terror. Win Gina!* » (Boot 2018)

La question de l'islamophobie refait aussi surface alors que Huma Yasin revient sur les déclarations d'autres figures politiques américaines qui seraient elles aussi tombées dans le piège d'un discours identitaire qui sert les intérêts des terroristes de tout acabit. On parle notamment de Bill Clinton :

« *If you're Muslim and you love America and freedom and you hate terror, stay here and help us win and make a future together.* » (Yasin 2018)

Déclaration similaire pour Hillary Clinton qui avait été critiquée en 2017:

« *We need American Muslims to be part of our eyes and ears on our front lines.* » (Salem 2017)

Ces discours résonnent avec ceux de George W. Bush déjà analysés dans le chapitre 4.

Deux éventuels changements dans la politique étrangère de Washington font discuter. D'abord, le retrait américain du conflit syrien est vertement critiqué par Max Boot (2018) qui y voit un cadeau fait à l'État Islamique qui a maintenant le champ libre pour refaire ses forces. Même chose pour un document publié par le Pentagone en janvier qui identifie la Chine et la Russie comme les principales menaces pour les États-Unis. Adam Taylor (2018) se questionne à savoir si la population américaine est véritablement prête à tourner la page sur le terrorisme. Un sondage du *Pew Research Center* de Février/Mars 2017 est utilisé comme preuve à l'appui : 74% de la population identifie l'État Islamique comme la principale menace pour les États-Unis (Taylor 2018). Un autre sondage du *Chicago Council for Global Affairs* avance que 75% de la population identifie le terrorisme comme une menace critique pour les États-Unis (Taylor 2018). Dans l'ensemble, si l'objectif est d'effrayer la population américaine à des fins politiques, le discours sur le terrorisme semble porter fruit.

Sinon, le débat sur le terrorisme domestique et l'étiquette qui devrait être attribuée aux coupables continue d'occuper une bonne partie de l'espace dans les colonnes du *Washington Post*. Alors que les tueries de masse deviennent malheureusement chose courante aux États-Unis, ce qui se passe à des milliers de kilomètres du territoire américain ne fait plus couler autant d'encre.

2019

Si l'année 2019 s'inscrit dans la continuité pour définir ce qu'est le terrorisme domestique et dénoncer l'ambivalence de l'administration Trump à ce sujet, on constate aussi que des figures de proue du parti Républicain se voient offrir une vitrine dans les colonnes du *Washington Post* pour faire le point sur la lutte au terrorisme (Kayyem 2019) (Rubin 2019) (Boot 2019) (Harwell et Timberg 2019). Alors que la critique se fait tout aussi acerbe en ce qui concerne Donald Trump, c'est Liz Cheney (R Wyoming) et nul autre que le leader de la majorité Républicaine à la Chambre des représentants, Mitch McConnell (R Kentucky), qui réitèrent l'importance de la lutte au terrorisme. Dans deux éditoriaux, ils vont reproduire un parfait pastiche du discours répété *ad nauseam* depuis les attentats du 11 septembre. La rationalisation du conflit reste la même, à savoir qui si les États-Unis ne combattent pas les terroristes à l'étranger, ils devront les combattre en sol américain :

« *Our brave men and women in uniform fight the Islamic State, al-Qaeda and other terror groups over there so that we are never again forced to confront them here at home.* » (Cheney 2019)

Mitch McConnell répète exactement le même message :

« *These fanatics threaten American interests and American lives. If permitted to regroup and establish havens, they will bring terror to our shores.* » (McConnell 2019)

On retourne aussi aux sources avec l'instrumentalisation des femmes et des enfants pour faire passer le message :

« *The group has conducted daily attacks resulting in the deaths of Afghan civilians, U.S. soldiers and our allies. It has dispatched suicide bombers throughout the country. Its men have terrorized the Afghan population, targeting women and girls.* » (Cheney 2019)

Si le *Washington Post* enrôle Cheney et McConnell pour l'occasion, c'est parce qu'ils se montrent critiques du travail de l'administration Trump en matière de lutte au terrorisme, notamment en ce qui concerne le retrait de Syrie. Même si le but du quotidien est probablement de faire de l'ombre à Donald Trump, reste qu'ils ouvrent grande la porte pour permettre aux ténors Républicain de marteler un discours vieux de 18 ans.

D'autres articles nous ramènent aux sources en ce qui a trait à la démonisation de l'adversaire :

« *The Islamic State is one of the most cruel and dangerous organizations to have roamed the planet in a long time, and its leader's death damages it badly.* » (Zakaria 2019)

Fareed Zakaria explique d'ailleurs la prévalence de groupes comme l'État Islamique au Moyen-Orient par le fait que les pays de la région n'ont fait pratiquement aucun progrès politique, économique et social depuis la fin de la guerre froide. Mettant tous les pays du Moyen-Orient dans le même panier, raccourci cognitif oblige, il prétend qu'au moment où le monde était en pleine effervescence et que la démocratie se répandait, la région était, semble-t-il, imperméable au changement.

C'est aussi en 2019 que Donald Trump inscrit les Gardiens de la révolution Islamique sur la liste des organisations terroristes reconnues par la Maison Blanche, mettant probablement la table pour l'assassinat de Qassem Soleimani l'année suivante. Appelé à se prononcer sur le sujet, Mark Dubowitz, directeur exécutif du think tank *Foundation for the Defense of Democracy*, applaudit la décision de l'administration Trump affirmant que le groupe serait la plus dangereuse organisation terroriste sur le globe et aurait causé la mort de dizaines de milliers d'individus (Tharoor 2019). La crainte s'accroît aussi au sujet de l'État Islamique au Yémen. Selon Gregory Johnsen, anciennement expert sur le Yémen au Conseil de sécurité de l'ONU, l'organisation est en voie de consolider ses effectifs au niveau domestique et pourrait bientôt représenter une menace internationale (Raghavan 2019). Somme toute, l'année 2019 apparaît comme étant particulièrement dangereuse dans les pages du *Washington Post*.

Qu'en est-il des candidats qui sont en lice pour l'investiture Démocrate lors des élections présidentielles à venir? Leur discours est beaucoup moins alarmiste. Alors qu'il analyse le premier débat en juin, Adam Taylor (2019) fait le décompte et souligne que le mot terrorisme n'a été mentionné qu'à trois reprises. En 2015, lors d'un des derniers débats de la course à l'investiture, le mot avait été mentionné 81 fois. De prime abord, le fossé semble énorme. Les débats subséquents permettent cependant de mieux saisir la position des candidats sur la lutte au terrorisme. D'abord, tous sont en faveur d'un retrait de l'Afghanistan. Pour l'instant, c'est Bernie Sanders qui se montre le plus alarmiste au sujet du terrorisme alors qu'il souligne que la politique de l'administration Trump, mais aussi celle des administrations précédentes, est un désastre :

« *Terrorism is a very real threat, which requires robust diplomatic efforts, intelligence cooperation with allies and partners, and yes, sometimes military action. But as an organizing framework, the global war on terror has been a disaster for our country.* » (Drezner 2019)

S'il envisage le retrait d'Afghanistan, il prône une stratégie multilatérale incluant diplomatie et coopération informationnelle pour assurer la transition.

2020

L'année 2020 commence bien sûr avec l'assassinat de Qassem Soleimani. Pour une deuxième fois, le discours prononcé par Donald Trump est non seulement retranscrit en ligne, mais aussi annoté par Aaron Blake (2020). Même chose pour son discours sur l'État de l'Union prononcé quelques semaines plus tard. De plus, le *Washington Post* ouvre encore ses colonnes éditoriales à un allié de longue date du parti Républicain, Marc A. Thiessen, directeur de la rédaction de discours de la Maison Blanche sous George W. Bush. Il est catégorique, il s'agit d'un des plus grands succès de l'administration Trump alors que le président a remis à sa place le plus grand bailleur de fonds du terrorisme international (Thiessen 2020). Toujours en éditorial, le geste est aussi salué par Danny Danon (2020), un homme politique israélien alors représentant d'Israël aux Nations Unies.

Avec la COVID-19 qui s'invite dans le débat politique américain, le terrorisme fait peu discuter par la suite. Les candidats à l'investiture Démocrate restent tout aussi prudents sur le sujet. Si le terrorisme reste une menace, la stratégie proposée tourne autour d'un multilatéralisme international pour régler le problème d'une guerre sans fin dans les mots de Joe Biden (Hohmann 2020). Plutôt rassurant, Christopher Miller (2020) affirme à l'occasion du 19^{ième} anniversaire des attentats du 11 septembre que les États-Unis peuvent enfin voir la lumière au bout du tunnel et la fin de la guerre au terrorisme.

Soulignons qu'aucun article pertinent n'a été retenu pour l'analyse de contenu en 2021.

Donald Trump et les drones armés

Si l'on se réfère aux approximations du *Bureau of Investigative Journalism* (voir page 20-21), Donald Trump aurait présidé plus de frappes de drones dans les deux premières années de son mandat comparativement à l'entièreté de la présidence Obama, soit plus de 2200 frappes. Si l'administration Obama s'est montrée avare de commentaires au sujet des frappes de drones armées, communiquant pratiquement avec les médias par l'entremise de sources anonymes au sein de la Maison Blanche, on assiste à une véritable omerta dans le cas de Donald Trump. Cela a de quoi surprendre si l'on considère simplement le nombre de frappes qui aurait été autorisé. En fait, tout au long de son mandat, Donald Trump ne va mentionner qu'une seule fois une frappe dans

l'un de ses discours, soit à la suite de l'assassinat de Qassem Soleimani en janvier 2020. L'allocution est on ne peut plus alignée avec ce qui a été dit depuis 2001 sur les frappes de drones en ce qui a trait à l'ultime précision de ces vecteurs de combat :

« *And that's why, last month, at my direction, the U.S. military executed a flawless precision strike that killed Soleimani and terminated his evil reign of terror forever.* » (Trump 2020)

Ajoutons à cela une référence au malin pour en faire un classique du discours sur les drones armés. Abu Mahdi al-Muhandis, le fondateur de milice chiite irakienne *Kataib Hezbollah*, va aussi trouver la mort dans la frappe (Ajil Contemporary Practice of the United States 2020). Sept autres personnes auraient aussi péri dans l'attaque. Leur identité ne sera jamais révélée. Évidemment, il s'agit du seul exemple qui s'offre à nous pour poursuivre cette analyse, il faudra donc s'en remettre aux commentaires du président et de son administration qui auront transpiré dans les médias.

Présidence Trump : les drones armés dans le New York Times

La présidence Trump marque en quelque sorte le début, ou du moins l'accélération, d'un phénomène qui s'apparente à une deuxième vague dans la guerre par drones armés. En effet, les Américains ne font plus partie d'un club sélect qui possède et utilise des drones armés. Non seulement des pays comme la Chine, Israël et la Turquie produisent leurs propres vecteurs de combat, mais contrairement à Washington, ils sont plus ouverts à vendre cette technologie à plusieurs États qui ont longtemps cogné à la porte de la Maison Blanche, sans succès. Or, ce qui inquiète particulièrement les États-Unis durant la période à l'étude, c'est l'utilisation de drones moins coûteux de style commercial ou encore même de copies rafistolées de drones abattus par des groupes armés non-étatiques, notamment par l'État Islamique et les rebelles Houthis au Yémen. La supériorité aérienne des États-Unis en termes de drones armés n'est plus assurée, et ce débat se transporte dans les pages du *New York Times*. Si Donald Trump s'est montré avare de commentaires au sujet des frappes de drones, le quotidien suit cependant la tendance. Les drones restent des sujets d'actualité, mais c'est la crainte de la prolifération qui donne de plus en plus le ton.

2017

L'année 2017 est intéressante, non seulement à cause de l'évolution dans la guerre par drones susmentionnée, mais aussi parce qu'au même moment, Donald Trump cherche à se débarrasser de la *Presidential Policy Guidance* (PPG), un ensemble de règles datant de

l'administration Obama qui veut que le recours à une frappe de drone soit uniquement autorisé s'il y a une quasi-certitude qu'il n'y aura pas de pertes civiles et que la ou les cibles représentent une menace directe aux intérêts américains. Il ne faut pas se leurrer, la PPG semblait plus une opération de relation publique qu'une réelle mise en place de garde-fou pour éviter les débordements. Si Donald Trump cherche à s'en débarrasser, c'est parce qu'il souhaite étendre le rayon d'opération des drones armés américains pour mener des frappes dans des pays qui ne sont pas désignés comme « zone de guerre », notamment à partir du Niger et aussi en Libye. De plus, Donald Trump ne semble pas particulièrement intéressé à éviter les pertes civiles. Rappelons qu'en 2015, en entrevue sur Fox News, il déplorait que Washington mène une guerre politiquement correcte :

« The other thing with the terrorists is you have to take out their families, when you get these terrorists, you have to take out their families. They care about their lives, don't kid yourself. When they say they don't care about their lives, you have to take out their families. » (LoBianco 2015)

Cette déclaration donne d'ailleurs le ton pour d'autres allocutions particulièrement choquantes dans les pages du *New York Times*. Nous y reviendrons au cours de l'analyse des années suivantes.

Des voix anonymes s'élèvent à l'intérieur du gouvernement et protestent à l'effet que l'augmentation des pertes civiles aide les groupes terroristes visés à recruter des effectifs (Savage et Schmitt 2017) (Cooper et Schmitt 2017). Le phénomène n'est pas nouveau, il est connu, mais on ne semble pas intéressé à faire face à cette éventualité. D'ailleurs, une frappe coûte la vie à Mullah Akhtar Muhammad Mansour, le chef des Taliban, en août 2017. Or, celui-ci se trouve à bord d'un taxi et le chauffeur, semble-t-il, n'a aucune affiliation avec le leader assassiné. Mauvaise place au mauvais moment, certains diront que l'homme est aussi tué dans la frappe (Gall 2017). Elle est rapportée par le *New York Times*, mais personne ne semble non plus s'insurger de la mort d'un innocent. En septembre, une série de « frappes de précision » en Libye (les guillemets sont utilisés par l'auteur) permettent d'abattre 17 militants de l'État Islamique. Selon les autorités qui ne donnent pas de détail sur l'identité des cibles, les PPG ont été respectés (Schmitt 2017).

Qu'en est-il maintenant de la prolifération des drones? Comme mentionné, la situation est loin de plaire à Washington. Si les États-Unis furent obsédés par le terrorisme nucléaire par les années passées, l'acquisition de drones armés bon marché par différents groupes

terroristes fait craindre le pire. À l'intérieur du gouvernement, on s'inquiète de l'utilisation de ces vecteurs pour mener des attaques contre des infrastructures critiques comme des centrales nucléaires ou encore des barrages (Schmitt 2017). Pour la première fois dans les opérations de lutte au terrorisme par l'utilisation de drones armés, les États-Unis pourraient goûter à leur propre médecine. Washington est davantage sur la défensive, parce qu'il n'y a pas vraiment de solution de rechange, mais pas non plus de solution pour se protéger face à cette éventualité. Le Pentagone va notamment organiser des formes de compétition et faire appel à des propositions de systèmes servant à intercepter ces plus petits drones volant à basse altitude (Schmitt 2017). Washington commence aussi à s'inquiéter de ce qui se passe à l'intérieur de ses frontières alors que l'on ne sait pas vraiment si un individu isolé serait en mesure d'utiliser un drone commercial pour s'attaquer à des figures politiques américaines. En 2015, un drone s'était écrasé sur la pelouse de la Maison Blanche ce qui avait d'ailleurs provoqué un vent de panique. L'opérateur, Shawn Usman, s'amusait avec un drone commercial Phantom FC40. En état d'ébriété, il avait perdu le contrôle de l'appareil (Greenwood 2015). L'évènement sans conséquences a pourtant forcé une prise de conscience au niveau législatif. Maintenant que des groupes terroristes ciblés par Washington opèrent leurs propres appareils, le débat revient à l'ordre du jour.

En janvier, des documents récupérés à Mosul après une bataille pour chasser l'État Islamique de la région montrent comment s'articule le programme de drone du groupe terroriste, notamment les plans pour utiliser des technologies bon marché pour créer des drones de toutes pièces à faible coût: caméras infrarouges, GPS, drones commerciaux récréatifs, etc. (Schmitt 2017). L'État Islamique semble aussi avoir un plan clair à savoir comment utiliser les appareils sur le champ de bataille et comment armer ceux-ci avec des charges explosives qui pourraient, par exemple, transformer ces appareils légers en kamikazes mortels. Pour certains, ils seront l'équivalent des IED (*Improvised Explosive Devices*), ces bombes artisanales qui ont coûté la vie à nombreux soldats américains en Afghanistan.

2018

L'année 2018 a peu à offrir en termes d'analyse de contenu. Il semble que Donald Trump ait officieusement apporté des modifications à la PPG, remplaçant les mots quasi-certitude par

certitude raisonnable (*reasonable certainty*) au sujet des pertes civiles (Schwartz 2018). Difficile à dire si le changement de vocabulaire est seulement cosmétique ou s'il représente une nouvelle approche en ce qui a trait à l'utilisation des drones armés. Cependant, une entrevue avec l'ancien directeur de la CIA sous Barack Obama, John O. Brennan, nous donne une idée de ce qui se passe dans les coulisses du pouvoir. D'abord, il est surprenant de constater qu'il semblait exister une omerta sur l'utilisation des drones à l'intérieur de la Maison Blanche. Si la présidence de Barack Obama a été jalonnée par des dizaines de discours et des centaines d'articles de journaux à ce sujet, il semble que le sujet était tabou derrière des portes closes. Selon Brennan :

« *The biggest conflict I had with my leadership was drone strikes. Official U.S. government policy is that you can't talk about them, because they don't exist.* » (Schwartz 2018)

Il n'est cependant pas clair si l'on parle de directives de ne pas en parler aux médias ou si l'on évite carrément le sujet au sein même du pouvoir exécutif américain.

L'ancien directeur de la CIA ventile ses opinions sur le programme de drone : sa crainte d'une guerre sans fin, une mise en garde à savoir que toute vie humaine est égale et qu'il faut questionner la fausse logique selon laquelle plus on tue de terroristes, plus on sauve de vies américaines. Il s'agit d'un rare regard humain sur la politique américaine de lutte au terrorisme qui jure davantage alors que l'on fait le récit d'une visite de Donald Trump au siège de la CIA pour prendre le pouls du programme de drones. À l'occasion, l'ancien président aurait critiqué le travail d'agents qui auraient attendu avant d'appuyer sur le gâchette pour que la cible s'éloigne de sa famille (Schwartz 2018).

2019

Il est maintenant officiel que la Maison Blanche a baissé la barre en ce qui a trait aux pertes civiles causées par les frappes de drones. En fait, il est établi que les pertes civiles causées par des frappes de drones à l'extérieur des zones de conflit ne seront plus comptabilisées (Savage 2019). Les réactions sont partagées. Si certains s'entendent pour dire que la transparence est importante pour conserver l'appui du public, d'autres tel Bill Roggio du *Long War Journal* s'interroge à savoir s'il est réaliste de compiler ses chiffres avec certitude :

« The reality is that these strikes take place where the government, news organizations and human rights groups have limited visibility, and the enemy has shown a propensity to attempt to manipulate the information. » (Savage 2019)

Sur le front de la lutte au terrorisme au sens propre, la menace de l'État Islamique est, semble-t-il, en voie de disparaître. Alors que Raqqa, la capitale auto-proclamée du califat de l'État Islamique est abandonnée par le groupe en mars, le Général Joseph L. Votel à la tête du CENTCOM¹⁴ américain est sceptique quant à leur retraite. Les membres du groupe terroriste, mais aussi leurs familles, seraient irrécupérables :

« What we are seeing now is not the surrender of ISIS as an organization — but in fact a calculated decision to preserve the safety of their families and preservation of their capabilities. The ISIS population being evacuated from the remaining vestiges of the caliphate largely remains unrepentant, unbroken and radicalized. » (Schmitt, Gibbons-Neff, Cooper et Rubin 2019).

Les drones armés seraient cependant suffisants pour s'assurer que le groupe terroriste reste hors d'état de nuire à long terme.

Le risque de voir davantage d'acteurs utiliser des drones armés contre des cibles américaines revient à l'ordre du jour alors qu'un juin, l'Iran affirme avoir abattu un drone de surveillance RQ-4A Global Hawk. Non seulement on s'inquiète que Téhéran utilise la carcasse de l'appareil pour copier la technologie américaine, mais aussi parce que des renseignements pourraient être partagés avec des groupes terroristes à la solde de l'Iran.

2020

L'année 2020 commence avec l'assassinat de Qassem Soleimani de passage en Irak. La couverture de l'actualité n'est pas accompagnée d'opinions journalistiques. L'analyse reste factuelle : on apprend que l'attaque laisse 10 corps calcinés, sans autre mention de l'identité de Soleimani (Baker, Bergman, Kirkpatrick, Barnes et Rubin 2020). L'histoire refera seulement surface en juillet alors qu'un comité des Nations Unies déclare que la frappe contrevenait aux lois internationales (Cumming-Bruce 2020). C'est aussi en 2020 que Donald Trump parle d'ouvrir la porte à la vente de drones à des pays alliés. Des déclarations à ce sujet permettent d'entrevoir

¹⁴ Central command

comment les Américains réfléchissent à leur propre identité lorsque vient le temps de discuter de ces vecteurs de combat. Opposé à ce projet, le Sénateur du New Jersey, Bob Menendez, déclare :

« *This reckless decision once again makes it more likely that we will export some of our most deadly weaponry to human rights abusers across the world.* » (Wong 2020)

Peut-être cela ne traverse pas l'esprit du politicien, mais côté abus des droits humains, les États-Unis sont loin de montrer patte blanche. Il suffit de penser à Guantanamo et autres *black sites* de la CIA où la torture fait partie des méthodes d'interrogation pour se faire une tête à ce sujet. Cela en dit long sur l'attitude des élites américaines. La déclaration peut sembler insignifiante, mais comme nous le verrons dans l'analyse du *Washington Post*, le discours sur les drones armés, qui tournait amplement autour de la question de la précision, prend une tout autre dimension identitaire face à la prolifération de ces vecteurs et leur acquisition par les compétiteurs stratégiques de Washington.

Présidence Trump : les drones armés dans le Washington Post

Le contenu journalistique analysé dans le *Washington Post* ressemble à ce que nous avons observé dans le *New York Times*, règle générale. On s'inquiète entre autres de la prolifération des drones armés, surtout chez les acteurs non-étatiques. Comme il fût le cas en ce qui a trait à la lutte au terrorisme, le quotidien est définitivement plus critique de l'administration en poste. Sans s'attaquer directement au président, on s'inquiète d'un politique contreproductive qui crée plus de terroristes qu'elle n'en élimine, de la question des droits humains ou encore d'une administration qui ne semble pas avoir de stratégie de sortie de ces conflits incessants. On aperçoit cependant que, si l'on discute de la violation des droits humains en ce qui a trait aux pertes civiles causées par les frappes américaines, on reste particulièrement froid dans le traitement de l'actualité à ce sujet. Or, lorsque l'on parle de l'utilisation des drones armées par d'autres protagonistes, principalement les compétiteurs stratégiques de Washington, c'est un véritable exercice de pornographie de la violence qui est présenté au public. C'est à ce moment que, selon notre lecture du matériel empirique, les drones armés deviennent plus que jamais des éléments à part entière de l'identité américaine.

2017

Tout comme dans le *New York Times*, le sujet qui retient l'attention en début d'année est la tentative de modifier la PPG de l'ère Obama par Donald Trump. Mêmes appréhensions, quoique le quotidien se fait plus insistant sur le lien entre frappes bâclées et meilleure possibilité de recrutement pour les groupes terroristes ciblés (Raghavan 2017). On spécule à savoir ce qui pourrait se retrouver dans la version Trump d'une nouvelle PPG, notamment le remplacement de la quasi-certitude par la certitude raisonnable qu'il n'y aura pas de pertes civiles. Certains croient que l'on pourrait possiblement ignorer les dommages collatéraux s'il s'agit d'hommes en âge de combattre, protégeant ainsi les femmes et les enfants (Jaffe et DeYoung 2017). On écarte du fait même l'idée que les femmes puissent elle aussi prendre les armes, ce qui en quelque sorte réconforte les États-Unis quant à leur puissance « bienveillante ». Il ne manque pas d'exemples de frappes bâclées depuis 2001. Ce type d'évènement ne se fait pas attendre longtemps alors qu'en mars, l'une des premières frappes de la présidence Trump détruit une mosquée en Syrie. Selon le Pentagone, plusieurs militants d'Al-Qaeda y trouvent la mort. Or, selon les Casques blancs, ce sont des dizaines de civils qui ont été abattus par la même frappe (Loveluck, Gibbons-Neff et Ryan 2017). Pour l'instant, personne ne s'insurge dans les colonnes éditoriales. Sarah Kreps et Miles McCain (2017) font aussi remarquer que le Congrès semble avoir abandonné son rôle de chien de garde quant à la conduite des frappes, questions que celles-ci respectent, par exemple, les lignes directrices de la PPG et autres considérations humanitaires reliées à la Déclaration des droits de l'homme.

Comme mentionné, la prolifération de la technologie fait craindre :

« The spread of drones cannot be stopped, but the U.S. can still influence how they are used in the global community— including, someday, seeking recourse should our enemies turn these powerful weapons 180 degrees to target our homeland. » (Adler 2017)

On revient à un narratif selon lequel les Américains ne seraient plus en sécurité, même à la maison :

« Islamist militants have long discussed the possibility of using drones as remote-controlled missiles that can deliver explosives or even unconventional weapons such as deadly nerve agents. In recent weeks, the notion of terrorist drones has moved a step closer to reality, terrorism experts say. » (Warrick 2017)

Heureusement, les États-Unis sont dans une ligue à part sur la question des drones :

« *To be sure, the lightweight, relatively inexpensive drones in the militants' fleet are nowhere close to matching the sophistication and lethal power of the Predators and Reapers used by the U.S. military.* » (Warrick 2017)

À nouveau, on reste ambivalent quand vient le temps de parler de la sécurité des Américains. La tendance devient plus importante dans les années à venir.

2018

La peur des drones continue d'être au cœur de l'actualité pour l'année 2018. Les Américains ne seraient pas préparés, les drones pourraient les frapper dans le confort de leur salon (Laris 2018). Tout à coup, ce sont les Américains qui font face aux fameuses frappes chirurgicales. Les terroristes, qui chercheraient à causer le plus de dégâts possible à la population américaine, à moindre coût, auraient une opportunité en or de le faire avec des drones armés (Laris 2018). Le terrorisme nucléaire s'efface, le drone armé devient l'ultime menace. Certains demandent un changement de position quant à la vente de drones armés à d'autres États. Le gouvernement américain aurait refusé de le faire pour éviter que cette technologie se retrouve entre les mains de pays qui abusent fréquemment des droits humains (Horowitz et Schwartz 2018). Encore ici, cette différenciation est plutôt frappante, les États-Unis pouvant difficilement faire la morale au sujet des droits humains en ce qui a trait à l'utilisation des drones. Le vent de panique souffle jusque dans les corridors du département de la Sécurité intérieure alors que la secrétaire Kirstjen M. Nielsen (2018) se voit offrir une tribune dans les colonnes du *Washington Post* :

« (...) *terrorist groups such as the Islamic State aspire to use armed drones against our homeland and U.S. interests overseas.* »

L'État islamique, qui était, semble-t-il, en déroute il y a à peine quelques mois, serait à nouveau une menace critique pour les États-Unis. Dans un effort de persuasion marquant, Bernard Hudson (2018) argumente que les attaques par drones ne sont nulle autre que du « *terrorism by joystick* » (terrorisme par télécommande). Ces attaques concernent uniquement celles perpétrées par des acteurs non-étatiques tels les différents groupes terroristes combattus par Washington. Dans cet exercice de gymnastique discursive, les drones américains seraient, il faut croire, dans une classe à part. Ou serait-ce celui qui est derrière les commandes qui est différent? Bref, si l'on se fie à la feuille de route des États-Unis, cela ferait d'eux l'une des plus grandes organisations terroristes sur la planète. Il y a clairement une déconnexion en ce qui a trait à l'utilisation de ces vecteurs à savoir qui les opère. L'auteur termine sur une image alarmante :

«Weaponized drones are firmly in the hands of non-state actors. No one is safe. Not heads of state. Not the flying public. We cannot afford delay in devising ways to combat this new peril. » (Hudson 2018)

Selon d'autres figures gouvernementales, telles l'ambassadeur des États-Unis en Arabie Saoudite, John Abizaid), les États-Unis doivent agir comme un leader en ce qui a trait à la réglementation de l'utilisation des drones dans les conflits armés. Leur utilisation passée aurait entaché la réputation de Washington, et il faudrait éviter que des régimes répressifs profitent du vide légal pour utiliser les drones à des fins sinistres (Gearan et Lamothe 2018). Même si l'on est conscient des torts des États-Unis, il y aurait de bons et de mauvais utilisateurs de drones, certains à qui l'on pourrait faire confiance et d'autres qui devraient être privés d'utiliser ces vecteurs. Bien sûr, il reviendrait aux États-Unis d'être le leader dans ce domaine.

2019

Le *Washington Post* ne relâche pas la pression sur l'administration Trump. La guerre par drone n'est pas toujours populaire et l'on n'hésite pas à critiquer la politique étrangère américaine :

« Trump may have pledged to end "endless wars," but he and other politicians have instead doubled down on armed actions and have repudiated diplomatic solutions. As a result, more civilians will die, and the instability and violence our government claims to abhor will continue. » (Shamsi 2019)

Malgré le fait que les drones font moins souvent l'actualité, tous n'ont pas perdu l'appétit pour étaler les tristes retombées de la politique de lutte au terrorisme des États-Unis. Or, on remarque encore ici un double standard quant à la couverture médiatique au sujet des drones utilisés par d'autres pays et surtout si ces drones sont produits par des compétiteurs stratégiques. Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, lorsque l'on évoque les frappes bâclées où des civils perdent la vie, on adopte presque toujours une position détachée sans insister sur les scènes horribles qui accompagnent de telles bavures. Cependant, tous n'ont pas le même privilège. On rapporte une frappe ratée en Libye en décembre. Les drones sont de plus en plus utilisés par les belligérants de cette guerre civile qui déchire le pays depuis plusieurs années. L'horreur est palpable :

« In the predawn darkness, the missile smashed through the cement wall. It shattered the leg of a mother, burned the feet of her 12-year-old daughter and forced the family from their home. (...) The weapon that tore their lives apart wasn't launched by a fighter jet, tank or mortar, once the main culprits in Libya's long history of conflicts. It was fired by a Chinese-made drone. » (Raghavan 2019).

La scène devient ainsi horrible en fonction de la facture de l'appareil. Si le conflit fait de plus en plus de morts chez les civils, la Chine aurait en fait du sang sur les mains. Encore ici, il y a de bons et de mauvais drones.

2020

Le *Washington Post* délaisse presque totalement la couverture de la guerre par drones en cette année tumultueuse. L'assassinat de Qassem Soleimani est bien évidemment soulevé, mais encore ici, on se cantonne à une approche factuelle et froide. Pour une dernière fois, on se scandalise à géométrie variable. Cette fois, c'est un drone turque qui plonge le lectorat dans un nouveau bain de sang, toujours en Libye. Une frappe semble-t-il destinée à abattre des troupes fidèles au feld-maréchal Khalifa Haftar cause la mort de 4 civils à Tarhuna. On rapporte le témoignage d'un survivant:

« I remember cars being set alight. A family burning and dying. Then I woke up in the hospital. » (Fahim 2020)

Face à cette situation, le secrétaire-adjoint à la Défense, Eric Edelman, entrevoit un monde où les Américains sont dépassés par la prolifération des drones. La solution : plus de drones et ce dans tous les théâtres d'opérations :

« We have an inertia towards manned platforms, whether at sea, land, air » (Boot 2020)

L'obsession ne semble pas en voie de disparaître, c'est plutôt le contraire que l'on observe.

Conclusion

Dans l'ensemble, le discours de Donald Trump sur le terrorisme est un pastiche du narratif des présidents qui l'ont précédé. Comme nous l'avons déjà souligné, son discours sur le terrorisme est parfois utilisé à des fins de politique intérieure. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il ne cadre pas dans un plus grand schéma qui traverse les administrations à l'étude. Peu importe les fins souhaitées, il réifie les idées reçues au sujet du terrorisme et des terroristes. Après tout, on peut en dire de même de George W. Bush au sujet de projets comme le *Patriot Act* qui sert à accroître le contrôle de la présidence sur la population américaine. En fin de compte, la population est exposée aux mêmes stéréotypes, le tout accompagné d'une bonne dose d'exceptionnalisme américain.

On remarque cependant qu'à deux occasions, Donald Trump s'écarte de certaines idées reçues quant à la lutte civilisationnelle et de l'inévitabilité de la puissance américaine. Rare occasion, mais reste qu'il se montre plus ambivalent que ces prédécesseurs sur certaines questions. L'échantillon de discours est nettement plus restreint pour Donald Trump que pour ces prédécesseurs, donc il est nécessaire de rester prudent avec ces résultats.

L'analyse du *New York Times* met en lumière des convergences et des divergences. Dans l'ensemble, les membres de l'administration Trump se serrent les coudes. Ils sont moins nombreux à être cités dans les pages du quotidien, mais somme toute, leur discours est cohérent et fait écho à celui du président. Il ne fait pas de doute qu'un fossé se creuse entre le discours du président et le contenu des colonnes du *New York Times*. L'approche des journalistes est davantage réflexive, à la fois sur la sévérité de la menace, le rôle des États-Unis dans la lutte au terrorisme au sens large et le double discours à savoir qui est et qui n'est pas un terroriste. Les attentats terroristes qui défraient les manchettes pendant la période à l'étude laissent parfois entrevoir que les journalistes du *New York Times* se rapprochent du narratif présidentiel, mais toujours avec prudence.

Outre l'analyse médiatique, il est à se demander ce qui a le plus d'influence pour expliquer cette divergence entre le discours des membres de l'administration Trump et celui des journalistes du *New York Times* : le discours même ou celui qui l'exprime? Comme mentionné, Donald Trump est une figure hautement polarisante qui ne cache pas son dédain pour les médias traditionnels. Est-ce que le *New York Times* se trouve davantage prédisposé à exprimer une position critique quant à la politique étrangère de l'ancien président? Aurait-on réservé le même traitement, par exemple, à Hillary Clinton si l'élection présidentielle de 2016 s'était déroulée autrement? Alors que la population américaine est de plus en plus divisée, est-ce que les médias cessent de s'adresser à l'ensemble de la population et cherchent plutôt à plaire à des groupes en particulier?

Nous faisons face à la même appréhension quant à l'intégrité du *Washington Post* dans sa couverture de l'actualité quand Donald Trump est directement impliqué. Comme mentionné, le *Washington Post* n'est pas tendre envers l'ancien président, et on peut parfois se demander si un traitement similaire aurait été accordé à un président ou une présidente membre de « l'establishment » politique américain. Le fossé entre les partis Démocrate et Républicain continue de se creuser, idem pour la polarisation médiatique et il est pertinent de se demander si les

quotidiens à l'étude ont choisi un camp. Si le phénomène n'est pas nécessairement nouveau, il est possible que la présidence de Donald Trump représente une forme d'anomalie.

L'analyse du *Washington Post* nous donne une vision d'ensemble du discours sur la lutte au terrorisme. En ce qui a trait aux deux quotidiens à l'étude, on remarque une différence significative quant au ton employé pour parler de Donald Trump. En effet, le *Washington Post* est nettement plus caustique au sujet du président. Si le discours de Donald Trump au sujet du terrorisme reste plutôt négatif et s'adresse aux peurs des Américains, les deux quotidiens à l'étude n'achètent pas vraiment sa version de la réalité. Il n'est pas rare que les quotidiens tentent de désamorcer la situation en minimisant les chances de perdre la vie dans un attentat terroriste.

Dans son effort de critiquer la présidence, le *Washington Post* fait appel à des figures politiques, notamment du parti Républicain, qui se voient offrir une opportunité de s'attaquer à la présidence dans les colonnes éditoriales. Or, on remarque parfois que des intervenants comme Liz Cheney et Mitch McConnell vont en fait tenter de ramener le discours sur le terrorisme aux trames narratives maintes fois exploitées par George W. Bush et Barack Obama. Donald Trump a un style politique plutôt erratique, changeant souvent d'idées sur certains enjeux ou conflits. Parfois, le terrorisme est une menace mortelle alors qu'à d'autres moments la victoire contre des groupes comme l'État Islamique est imminente et la menace doit être écartée. Pour critiquer le président, le bon vieux discours sur le terrorisme devient peut-être une valeur refuge.

Pendant la présidence de Donald Trump, on remarque aussi que le discours identitaire au sujet du terrorisme prend une tout autre tournure dans les pages du *New York Times* et du *Washington Post*. Les terroristes qui obsèdent une grande partie des Américains depuis le 11 septembre se voient relégués en acteur de soutien alors que c'est le débat sur le terrorisme domestique qui s'impose. En fait, on utilise parfois les terroristes « classiques » pour définir les individus coupables de tueries de masse aux États-Unis : leur modus operandi, leur barbarisme, leur absence d'humanité, etc. De cette manière, on réifie la construction identitaire des groupes que Washington combat à l'étranger. Or, ce débat provoque aussi un malaise identitaire aux États-Unis. La classe politique est particulièrement hésitante à utiliser les mots « terrorisme domestique ». Ils sont nettement plus enclins à la faire si l'auteur a un nom à consonances arabe, autrement, il semble difficile d'admettre qu'un homme blanc né aux États-Unis puisse être désigné comme étant terroriste. Le bras de fer entre les médias et la classe politique va durer toute la présidence de

Donald Trump. Malgré ce malaise identitaire, les mêmes tropes narratifs qui servent à décrire les terroristes sont recyclés pour servir d'autres propos. Si l'administration Trump et d'autres figures politiques se montrent réfractaires, car cela complique les différentes tentatives de contrôler le narratif sur le terrorisme, le discours déshumanisant se trouve à être renforcé même si l'espace médiatique accordé aux terroristes « classiques » se trouve grandement réduit.

En ce qui a trait à l'utilisation des drones, on se rappellera que Donald Trump ne mentionne les drones armés qu'une seule fois lors d'un discours en janvier 2020, discours qui fait suite à l'assassinat de Qassem Soleimani. L'analyse du *New York Times* et du *Washington Post* nous a quand même permis d'aller un peu plus loin pour apprécier l'attitude du président par rapport à ces vecteurs de combat. Le *New York Times* n'échappe pas aux nombreux événements et polémiques qui traversent la présidence de Donald Trump. La couverture de la lutte au terrorisme ne vendrait fort probablement pas autant d'exemplaires du quotidien que par le passé, donc l'alignement sur l'actualité prime naturellement. Malgré tout, on en apprend davantage sur la morale du président à savoir qu'il accorde vraisemblablement moins de valeur à la vie humaine de ceux qui gravitent autour des terroristes chassés par Washington, notamment, les membres de leur famille. La modification de la PPG est caractéristique de cette attitude. Ce que l'on remarque aussi dans l'ensemble, c'est que le *New York Times* ne couvre plus autant la guerre par drones, mais surtout que le sujet est absent des colonnes éditoriales. Si les journalistes du quotidien ont eu par le passé des opinions tranchées sur le sujet, la couverture est maintenant factuelle et froide. On rapporte les événements comme ils se présentent, la réflexion sur la valeur de cette politique, sur ses bons ou mauvais côtés et ses succès dans la lutte au terrorisme n'est plus aussi poussée.

On entrevoit aussi le processus de réflexion chez l'élite gouvernementale américaine qui fait face à un nouveau paysage stratégique caractérisé par l'acquisition de drones armés par les groupes terroristes qu'ils ont voués d'éliminer. Plusieurs questions sont soulevées : qui a le « droit » d'utiliser les drones, est-ce qu'il y a de bons ou de mauvais drones, à qui peut-on faire confiance lorsque vient le temps d'utiliser cette technologie, peut-on vendre des drones armés à d'autres pays, etc.? Cette évolution est particulièrement intéressante, parce qu'elle laisse entrevoir comment le débat identitaire s'insère dans une réflexion autour d'un objet inanimé. Ce genre de considération n'a probablement pas eu lieu depuis le début de la rivalité nucléaire entre les États-Unis et l'URSS. On en retrouve des relents en ce qui a trait à la question nucléaire iranienne, mais la nature même

de l'arme, son potentiel de destruction en apparence apocalyptique peut expliquer cette manière de penser. Ce débat n'est pas caractéristique à d'autres vecteurs de combat américains. Le tank M1-Abrams ou encore le chasseur F-35 ont certainement été envisagés comme étant à la fine pointe de la technologie, mais n'ont pas été drapés de considérations identitaires. Si la présente affirmation pouvait sembler prématurée et négligeable vu la quantité de matériel empirique analysé, l'étude du *Washington Post* est venue appuyer la tendance. En effet, le quotidien laisse aussi entrevoir qu'il y a de « bons » et de « mauvais » drones. Non seulement on opère une différenciation entre les drones américains, ceux opérés par des groupes armés non-étatiques et certains fabriqués par des compétiteurs stratégiques, on insiste sur les horreurs causées par les frappes sur des civils seulement lorsqu'il ne s'agit pas de frappes américaines. On revient aussi à une forme de paranoïa à savoir que les Américains pourraient être ciblés par des attaques de drones à tout moment, même dans le confort de leur salon. Encore plus stupéfiant, on en vient à dire que les frappes de drones qui ne sont pas l'œuvre des Américains s'apparentent à une forme de terrorisme. Sans vouloir faire dans les comparaisons boiteuses avec le discours de certains sur les armes à feu, la solution de l'establishment militaire semble plutôt simple : il faut faire l'acquisition de plus de drones et accélérer la conversion des vecteurs traditionnels vers des modèles sans pilote. Après autant d'années, peut-être n'a-t-on rien appris?

Conclusion

Que veut dire toute cette analyse de contenu à la lumière de nos hypothèses de départ?
Commençons par les rappeler :

- H1 : Le discours identitaire sur le terrorisme, autant dans le langage des élites que dans celui des médias, ne change peu ou pas dans la période à l'étude.
- H2 : La représentation publique que l'on se fait des drones armés, autant chez les élites que dans les médias, ne change peu ou pas pendant la période à l'étude.
- H3 : Parmi les solutions envisagées par les élites et les médias pour lutter contre le terrorisme, le recours aux drones armés domine l'espace narratif.

Au sujet de la première hypothèse, il ne semble pas faire de doute qu'elle soit validée par le contenu de notre analyse. Malgré 20 ans de discours présidentiels et des milliers d'articles sur le sujet, il n'y a pas eu de véritable changement ou remise en question identitaire autant au sujet des États-Unis que de leurs cibles. Quelques exemples au niveau présidentiel :

« The great threat to civilization is that a few evil men will multiply their murders, and gain the means to kill on a scale equal to their hatred. We know they have this mad intent, and we're determined to stop them » (Bush 2001).

« My hope is that all nations will heed our call, and eliminate the terrorist parasites who threaten their countries and our own » (Bush 2002).

« In the long term, the peace we seek will only be achieved by eliminating the conditions that feed radicalism and ideologies of murder » (Bush 2005).

« Negotiations cannot convince al Qaeda's leaders to lay down their arms. To say that force may sometimes be necessary is not a call to cynicism. It is a recognition of history, the imperfections of man, and the limits of reason. » (Obama 2009)

« Al Qaeda and its affiliates are small men on the wrong side of history. » (Obama 2010)

« This is an attack not just on Paris, it's an attack not just on the people of France, but this is an attack on all of humanity and the universal values that we share. » (Obama 2015)

« (...) many Americans are asking whether we are confronted by a cancer that has no immediate cure. » (Obama 2015)

« Every time a terrorist murders an innocent person and falsely invokes the name of God, it should be an insult to every person of faith. Terrorists do not worship God; they worship death. » (Trump 2017)

« This is not a battle between different faiths, different sects, or different civilizations. This is a battle between barbaric criminals who seek to obliterate human life and decent people, all in the name of religion. People that want to protect life and want to protect their religion. This is a battle between good and evil. » (Trump 2017)

Même chose en ce qui a trait au *New York Times* pour la période à l'étude :

« They're seeking chemical, biological and nuclear weapons. Given the means, our enemies would be a threat to every nation and, eventually, to civilization itself. » (New York Times 2001)

« Terror must be stopped. No nation can negotiate with terrorists, for there is no way to make peace with those whose only goal is death. » (The New York Times 2002)

« (...) what may be humanity's last great race, one between civilized governments and radical terrorists, with the prize being a mushroom cloud in an American city, or its merciful absence. » (Crowley 2008)

« An Orwellian euphemism or two will not change the fact that bad people want to kill us and destroy us as a free people. » (Baker 2009)

« We renew our resolve against those who perpetrated this barbaric act of terror and who continue to plot against us - for we will never waver in defense of this nation. » (Lorber 2010)

« (...) the Islamic State is an entity beyond the pale of humanity and it must be eradicated. » (Kapitan 2014)

« The depravity of terrorism has no place in a peaceful, civilized world. » (Sanger, Landler et Schmitt 2017)

Idem pour le *Washington Post* :

« (...) it is time to draw the line in the sand against the evil ones. » (Eggen et DeYoung 2001)

« The Islamic crazies are fond of using satanic imagery for the West. Look in the mirror, mastermind of this, and you will see the real Satan that walks among us. »

« Terrorism is like a chronic disease that can be controlled and suppressed, but not cured. »

« Civilization and terrorism cannot coexist. By defeating terror, we will defend the peace of the world. » (Allen et Chandler 2002)

« Today, again, our two countries are fighting together against the terrorist barbarity. » (Milbank 2002)

« These people are genuinely dangerous, and they must be captured or killed. But they do not pose an existential threat to America, much less a "clash of civilizations." » (Ignatius 2008)

« They aspire to dominate all countries. Their goal is a totalitarian, theocratic empire to be achieved by waging perpetual war on soldiers and civilians alike. That includes the use of weapons of mass destruction. » (Chertoff 2007)

« Obama has abandoned a George W. Bush slogan -- the war on terror -- that even Don Rumsfeld and other aides thought was misleading. But the struggle to locate, disrupt and destroy international terrorist networks -- which target other Muslims even more often than they target foreign infidels, Jews and "crusaders" -- goes on. The Taliban's quest to return Afghanistan to its misogynistic savagery goes on. »

« The threat is metastasizing. We saw this in Paris. And we saw it in Brussels. We face a twisted ideology and poisoned psychology that inspires the so-called lone wolves, radicalized individuals who may or may not have contact and direction from any formal organization. » (Gearan et Sullivan 2016)

« Now we face another enemy whose ambitions are just as great (the restoration of the caliphate vs. worldwide domination), whose rhetoric is just as inflamed (Joseph Stalin called a million deaths a "statistic," and Nikita Khrushchev vowed to bury us). » (The Washington Post 2016)

« Another attack in London by a loser terrorist. These are sick and demented people who were in the sights of Scotland Yard. Must be proactive! » (The Washington Post 2018)

« The Islamic State is one of the most cruel and dangerous organizations to have roamed the planet in a long time, and its leader's death damages it badly. » (Zakaria 2019)

Évidemment, nous avons observé des affrontements et réticences à utiliser certains qualificatifs, notamment les étiquettes religieuses, mais fondamentalement, nous avons toujours été devant un combat entre le bien et le mal où l'on a renié le caractère humain des terroristes ciblés par Washington. On remarque aussi une forte redondance entre les thèmes récurrents dans les discours présidentiels et le contenu médiatique. Une stabilité parfaite est bien sûr impossible, surtout sur une si longue période. Or, les rares tentatives de considérer la dimension humaine du terrorisme s'organisent autour d'une étude de la dimension sociale et économique qui pousse certains à se tourner vers ces organisations. Toute référence au caractère humain est pratiquement évacuée au moment où l'on rejoint leur rang. L'élimination devient ensuite souhaitée. Nous avons aussi observé que l'identité des terroristes n'est seulement discutée lorsque ceux-ci ont la citoyenneté américaine. Finalement, alors que l'opposition entre civilisation et barbarie est évidente, au profit d'une Amérique bienveillante, on remarque aussi que la référence au terrorisme est uniquement utilisée pour dépeindre les aspects les plus laids de la société américaine, soit par exemple les coupables de tueries de masse. La référence au terrorisme et plus particulièrement aux organisations que Washington combat à l'étranger sera ainsi utilisée pour donner un sens à ces évènements.

La deuxième hypothèse est partiellement validée. Certains éléments discursifs sont assurément hégémoniques, dans les discours présidentiels comme dans les médias. Nous avons maintes fois illustré cette tendance par le discours sur la précision. Rappelons quelques exemples dans les discours présidentiels :

« The Predator is a good example. This unmanned aerial vehicle is able to circle over enemy forces, gather intelligence, transmit information instantly back to commanders, then fire on targets with extreme accuracy » (Bush 2001).

« Before the war, the Predator had skeptics, because it did not fit the old ways. Now it is clear the military does not have enough unmanned vehicles. We're entering an era in which unmanned vehicles of all kinds will take on greater importance -- in space, on land, in the air, and at sea » (Bush 2001).

« Today, we have the greater power to free a nation by breaking a dangerous and aggressive regime. With new tactics and precision weapons, we can achieve military objectives without directing violence against civilians » (Bush 2003).

« And before any strike is taken, there must be near-certainty that no civilians will be killed or injured -- the highest standard we can set. » (Obama 2013)

« (...) I have taken an oath to defend the Constitution of the United States. The very precision of drone strikes and the necessary secrecy often involved in such actions can end up shielding our government from the public scrutiny that a troop deployment invites. It can also lead a President and his team to view drone strikes as a cure-all for terrorism. And for this reason, I've insisted on strong oversight of all lethal action. » (Obama 2013)

« (...) we reviewed how we deploy our extraordinary military capabilities in a way that lives up to our ideals. » (Obama 2010)

« And that's why, last month, at my direction, the U.S. military executed a flawless precision strike that killed Soleimani and terminated his evil reign of terror forever. » (Trump 2020)

Dans le *New York Times*:

« The American military is now the strongest the world has ever known, both in absolute terms and relative to other nations; stronger than the Wehrmacht in 1940, stronger than the legions at the height of Roman power. So sophisticated are the sensors and data links that make Global Hawk work that it might take a decade for another nation to field a similar drone -- and by then, the United States is likely to have leapfrogged ahead to something better. No other nation is even close to the electronics and data-management technology of these prospective weapons. The Pentagon will have a monopoly on advanced combat drones for years. »

« (...) all the evidence we have so far suggests that drones do better at both identifying the terrorist and avoiding collateral damage than anything else we have. » (Shane 2012).

« The combination of 'armed,' 'precision,' 'reconnaissance' has been one of the most dramatic innovations. It has been a critical operational instrument in the successes we have had against core Al Qaeda, in particular. » (Shanker 2015).

« To put it briefly, drones are unmanned aerial vehicles that carry sensors to identify targets, and are capable of striking those targets very, very precisely. »

« I think it fair to say that the targeted killing program has been the most precise and effective application of firepower in the history of armed conflict. » (Hayden 2016)

« This reckless decision once again makes it more likely that we will export some of our most deadly weaponry to human rights abusers across the world. » (Wong 2020)

« The reality is that these strikes take place where the government, news organizations and human rights groups have limited visibility, and the enemy has shown a propensity to attempt to manipulate the information. » (Savage 2019)

La convergence du narratif s'observe tout autant dans les colonnes du *Washington Post* :

« The armed drones also give the military enormous reach and flexibility, creating the real possibility that the United States could someday fly combat missions without having to put large numbers of military personnel on nearby land bases or aircraft carriers. » (Ricks 2001)

« Yet even as American spotters on the ground were proving their worth, the Afghan air war suggested a future when human beings on the battlefield would be largely unnecessary. » (Loeb 2002)

« The Predator and other unmanned aerial vehicles have become some of the most successful new weapons for killing small groups of people or individuals in Afghanistan and Iraq. » (Pries 2005)

« The president personally signs off on targets, and relevant lawmakers are periodically briefed on the program. That accountability is one more reason the drone strikes cannot be described as lawless. » (The Washington Post 2010)

« (...) two counterterrorism officials said in interviews that evolving technology and tactics have kept the number of civilian deaths extremely low. » (Warrick et Finn 2010)

« We're talking about precision unsurpassed in the history of warfare. » (Warrick et Finn 2010)

« (...) for nearly the past year, there hasn't been a single collateral death, because of the exceptional precision of such strikes. » (The Washington Post 2011)

« That's a very small number — I'm struggling to come up with a single example. » (Miller et Tate 2011)

« Armed drones are some of the most precise weapons used in conflict; we hit what we aim for. »

« Drones that kill terrorists are among the most precise weapons ever developed. »

Or, il y a une différence en ce qui concerne le bien-fondé de la stratégie américaine. D'abord, nous avons souligné un scepticisme par rapport aux drones armés dès leur première utilisation alors que l'on soulevait le doute qu'ils puissent vraiment changer le visage de la guerre et qu'ils n'étaient possiblement pas bien adaptés aux conflits du moment. Si l'exécutif semble épris de cette technologie, surtout pendant l'ère Obama, ceux qui écrivent dans les médias à l'étude ne sont pas toujours aussi friands des drones armés. Effectivement, on semble beaucoup plus critique quant à leur utilisation. Sans nier le fait qu'ils sont des outils indispensables dans la lutte au terrorisme, on s'inquiète souvent du fait qu'ils seraient gage d'une absence de stratégie finale pour mener la guerre au terrorisme, mais aussi qu'ils favoriseraient la radicalisation. Nous avons malgré tout démontré que Barack Obama était parfois lui-même porteur de ces appréhensions. Fait intéressant, nous observons aussi que le terme fourre-tout *airstrike* (frappe aérienne), au lieu de *dronestrike*, est souvent utilisé pour parler des frappes de drones américaines, laissant planer le doute à savoir s'il s'agit d'une frappe conventionnelle ou par drone armé. Peut-être s'agit-il d'une manière d'alléger la résistance populaire au sujet du programme? Cela pourrait constituer une piste pour de futures recherches. Malgré tout, il y a un véritable régime de vérité, comme l'entend Foucault, à savoir que les drones sont les outils les plus précis dans l'arsenal américain, régime soutenu à la fois par les présidents et les médias pendant toute la période à l'étude. S'il semble y avoir de la marge de manœuvre, personne ne s'en préoccupe au sujet de la précision.

La discussion au sujet du nombre d'innocents qui ont péri dans les frappes américaines sera bien sûr la pomme de discorde entre nombreux chroniqueurs et les administrations en place. Il y a donc quand même une marge de manœuvre lorsque vient le temps de critiquer la stratégie. Or, même ce genre de critique ne remet jamais en question la précision des drones. Encore une fois, c'est la présidence Obama qui sera à l'honneur, étant donnée l'ampleur des opérations et la couverture médiatique. Cela ne veut pas dire que l'opposition soit parfaite. Il n'a pas nécessairement été rare de voir des intervenants se porter au secours du président pour tenter de faire taire les critiques qui exagèreraient les statistiques sur les pertes civiles. La relation haine/amour entre Obama et les quotidiens à l'étude évolue souvent en fonction de la transparence de l'administration en place, chose souvent critiquée. Par la suite, nous avons aussi remarqué que certains commentateurs ont introduit les drones armés dans le discours sur l'identité américaine pendant le seul mandat de Donald Trump. Face à la prolifération de ces vecteurs dans le paysage

stratégique international, les drones américains sont devenus un symbole d'une supposée vertu et d'un humanisme cher aux États-Unis. :

« (...) *they are really a more effective and - yes - humane way to conduct one of the age-old tactics for combating an irregular enemy: identifying and eliminating its leaders. That drones do not put the lives of U.S. soldiers at risk and cause fewer collateral deaths are virtues, not evils.* » (The Washington Post 2012).

« *To be sure, the lightweight, relatively inexpensive drones in the militants' fleet are nowhere close to matching the sophistication and lethal power of the Predators and Reapers used by the U.S. military.* » (Warrick 2017)

Dans l'ensemble, le discours sur la précision est sans aucun doute l'aspect narratif qui reste pratiquement incontesté, mais on remarque un plus grand spectre d'opinions positives/négatives au sujet de l'utilisation des vecteurs dans les opérations de lutte au terrorisme.

Finalement, pour la troisième hypothèse, il ne fait pas non plus de doute qu'elle est validée. Encore ici, l'attention qu'on porte aux drones varie, la présidence de George W. Bush et celle de Donald Trump représentant un plus faible échantillon, mais la réflexion sur la lutte au terrorisme et l'utilisation des drones armés va devenir inséparable. Les opérations militaires en Irak et en Afghanistan ne vont pas toujours être perçues sous ce prisme alors que les cibles ne sont pas nécessairement les mêmes, mais la lutte au terrorisme va bientôt rimer avec les frappes de drones. Cela ne veut pas dire que d'autres solutions soient écartées comme les frappes conventionnelles et l'envoi de troupes au sol dans des opérations spéciales. Or, ce processus de réflexion s'entame presque toujours sur les bases d'une discussion sur l'utilisation des drones. Ces appareils prennent énormément de place dans l'espace médiatique et si d'autres méthodes de lutte au terrorisme sont abordées, c'est toujours par opposition au programme de drones. En fait, c'est souvent l'humain qui doit se mettre au service de la machine alors que des bottes au sol serviraient surtout à rendre les drones plus précis :

« *The more people we get on the ground, the better the targeting information is.* » (Schmitt et Dao 2001)

« *The armed drones also give the military enormous reach and flexibility, creating the real possibility that the United States could someday fly combat missions without having to put large numbers of military personnel on nearby land bases or aircraft carriers.* » (Ricks 2001)

« *Yet even as American spotters on the ground were proving their worth, the Afghan air war suggested a future when human beings on the battlefield would be largely unnecessary.* » (Loeb 2002)

Beaucoup d'articles publiés portent directement sur les drones : ils sont mentionnés dans le titre et font l'objet d'une analyse qui n'est pas toujours reliée à un événement spécifique. Ce n'est pas vraiment quelque chose qui est observable si l'on s'attarde à d'autres moyens pour lutter contre le terrorisme. Il n'y a ainsi pas vraiment d'articles qui traitent uniquement des potentiels mérites d'interventions au sol ou de frappes conventionnelles. Le discours sur les drones englobe la presque totalité du débat. On peut aussi remarquer que les sondages sur la lutte au terrorisme sont soit fondés sur une mise en opposition entre les drones et d'autres méthodes d'interventions, ou sur le simple taux d'approbation quant à leur utilisation. Même si la majorité de la population était contre la stratégie, ce qui ne sera jamais le cas pendant la période à l'étude, reste que le drone s'impose dans l'imaginaire collectif de la société américaine. Lutte au terrorisme et drones armés vont ainsi main dans la main.

Maintenant, est-ce à dire que cela prouve la justesse de notre réflexion? Le test d'hypothèse est en fait un guide pour orienter celle-ci. La validation ou l'invalidation n'est pas le but ultime. Or, si l'on s'en remet à notre cadre théorique, reste que l'analyse propose des résultats intéressants en ce qui a trait à une interprétation alternative pour répondre à la question de recherche, soit pourquoi les États-Unis en sont venus à prioriser l'utilisation des drones armés dans leur stratégie de lutte au terrorisme?

Entrons davantage dans les détails pour mieux répondre à cette question. Divisons comme à l'habitude le sujet en deux parties : le terrorisme et les drones. En ce qui a trait au discours sur le terrorisme de la part des présidents et des administrations à l'étude, la trame narrative est on ne peut plus stable. Véritable hégémonie discursive, peu importe l'allégeance partisane des présidents et leur vision de la politique étrangère, les terroristes n'auront jamais été autre chose que des barbares sanguinaires obsédés par le meurtre. Le langage médical foisonne aussi : cancer, tumeurs, parasites, virus, etc. Nous avons bien sûr observé que Barack Obama est celui qui a le plus souvent rejeté les étiquettes religieuses ou d'autres formules popularisées par George W. Bush comme la fameuse « war on terror ». Comme démontré, si le président Obama y parvient la plupart du temps, il fait souvent cavalier seul. De plus, cela ne change en rien le narratif identitaire profond qu'il soutient par rapport aux terroristes. Même si la dimension religieuse est écartée, les cibles désignées par Washington restent tout autant immondes et barbares.

Les États-Unis, de leur côté, sont les forces du bien et de la civilisation. Leurs multiples interventions se font pour le plus grand bien du monde civilisé alors qu'ils apportent espoir, protection des innocents, dont les femmes et les enfants, ainsi que stabilité dans des régions autrefois à la merci de tyrans. Leurs écarts de conduite vont souvent être excusés par différents motifs, notamment l'exceptionnalisme et l'inévitabilité de la puissance américaine, le recours à l'auto-défense ou par le processus démocratique qui motive chaque utilisation de la violence. Suivant Derrida (1977) (voir page 94), cette abstraction logocentrique transforme le discours de la différence en une vérité qui serait immuable, parce qu'inscrite dans l'histoire de manière apparemment objective. En accord avec Brint, Weaver et Garmon (1995) (voir page 69), nous partions de l'idée que ces références sont inévitables pour parler de la réalité. Le discours qui fait appel à une différenciation entre le bien et le mal, l'humain et l'inhumain, devient contraignant. Le vocabulaire en soi reproduit des relations de puissance, à savoir qui peut parler du terrorisme ou de l'utilisation des drones, et quelles sont les solutions possibles pour pallier ces problèmes. Dans notre cas, les présidents en place ainsi que les membres de leurs administrations ayant un intérêt particulier pour la formulation de la politique étrangère et stratégique des États-Unis ont été favorisés comme sources primaires citées par les journalistes, certains de ces membres ayant aussi directement écrit dans les colonnes éditoriales. En fonction de la thèse de Laclau et Mouffe (1985) (voir page 70), les mots utilisés pour décrire la réalité peuvent aussi réduire la marge de manœuvre de politiciens et politiciennes qui, de par la simple utilisation de ceux-ci, se trouvent à devoir écarter certaines politiques. Dans notre cas, le discours déshumanisant informe le public et les décideurs à savoir quelles sont les solutions qui peuvent être mises de l'avant pour combattre l'ennemi désigné, politiques qui peuvent devenir tout à fait naturelles et souhaitées. Le terrorisme crée l'insécurité dans l'ensemble de la population, élites incluses, et la réponse à cette anxiété se retrouve dans la création de routines discursives et opérationnelles qui vont assurer la pérennité de la trame narrative qui place le « nous » dans le camp du bien. L'effusion de joie qui suit l'assassinat d'Oussama Ben Laden témoigne en quelque sorte de cette victoire du bien contre le mal, mais aussi d'une forme « américaine » de justice qui aurait été rendue. Dans ce cas, l'assassinat est célébré en fonction de l'identité de la cible. Or, on s'est réjoui de la même manière que la mort d'hommes tels Abou Bakr al-Baghdadi, Qassem Soleimani ou même de simples inconnus parce qu'on leur avait apposé une identité qui devait faire de leur mort une forme de célébration.

Le discours sur les armes de destruction massive et le risque qu'elles tombent entre les mains de groupes terroristes est sans aucun doute l'élément le plus stable de toute cette analyse de contenu. Il représente en tout point une trame narrative sur l'irrationalité de ceux qui seraient prêts à tout pour tuer par millions s'ils en avaient seulement l'occasion. Impossible de les raisonner, l'élimination s'impose et les États-Unis sont les mieux placés pour le faire.

Rappelons quelques exemples qui traversent la période à l'étude :

« Al Qaeda has, over the years, had an appetite for acquiring weapons of mass destruction of various types, including nuclear materials ». (Sanger et Gordon 2001)

« They're seeking chemical, biological and nuclear weapons. Given the means, our enemies would be a threat to every nation and, eventually, to civilization itself. » (New York Times 2001)

« What worries me is their ability to get their hands on a weapon someone else has put together. » (Chivers et Rohde 2002)

« (...) the United States' next goal after Afghanistan is to stop terrorists and rogue states from developing weapons of mass destruction. » (Gordon 2002)

« And as they gain access to weapons of increasing power -- and let there be no doubt but that they are -- these attacks will grow vastly more deadly than those we suffered several months ago. » (Johnston et Risen 2002)

« The Cold War may be over, the nuclear arms race between the Soviet Union and the United States may have ended, but the possibility of terrorists using nuclear weapons is very real indeed. » (Wilgoren 2004)

« The most dangerous gap is the possibility of a terrorist with a nuclear weapon. » (Gay Stolberg 2006)

« The possibility of a terrorist group obtaining a nuclear weapon was 'the No. 1 threat' facing America. » (Goldberg 2008)

« (...) our biggest concerns right now are actually the issues of nuclear terrorism and nuclear proliferation. » (Obama 2010)

« Seven decades without a nuclear weapon being used in combat or terrorism is remarkable; it will take dedication to ensure this record continues. » (The Washington Post 2016)

« Iran must abandon its nuclear ambitions and end its support for terrorism. » (Trump 2020)

Ce sera d'ailleurs l'un des thèmes les plus utilisés par Barack Obama pendant ses deux campagnes électorales ainsi que tout au long de sa présidence. La référence au terrorisme nucléaire, par exemple, agit de deux manières. Elle pousse la population à demander plus d'État, donc plus de moyens de surveillance pour assurer la sécurité face à un ennemi invisible. Elle implique aussi une demande de justice et d'utilisation de la violence de manière concrète, contre des cibles humaines et matérielles, mission que l'État est le mieux équipé pour accomplir. La menace nucléaire représentant le danger ultime, le narratif est d'autant plus puissant pour laisser une marque indélébile sur la société américaine.

Dans une perspective post-structuraliste, Campbell (1998) (voir page 78) explique que l'insécurité de la population est la source même de l'existence de l'État (Campbell 1998). La classe politique détiendrait la clé pour assurer la sécurité sociétale, mais la population doit adopter des comportements pour participer à cette entreprise. Ce sentiment de peur doit aussi s'articuler dans la fibre même de la société, soit une crainte qu'elle puisse être infiltrée par les éléments subversifs que le pays s'efforce à combattre sur la scène internationale. Dans notre cas, nous avons observé que l'un des tropes narratifs qui traversent les trois présidences à l'étude repose sur un double discours sur la sécurité et l'insécurité du peuple américain :

« Time and distance from the events of September the 11th will not make us safer unless we act on its lessons. America is no longer protected by vast oceans » (Bush 2002).

« We know that al Qaeda is actively planning to attack us again. We know that this threat will be with us for a long time, and that we must use all elements of our power to defeat it. » (Obama 2009)

« Mr. Bush has failed to do enough to prevent another fatal attack on American soil and that the nation is barely safer than it was before Sept. 11, 2001. It's time for us, without regard to party, to say what every American knows: Washington is not doing enough to make America safe. » (Nagourney 2002)

« Whether or not we can be ever fully safe is up -- you know, is up in the air. » (Halbfinger et Sanger 2004)

« The war has not made the world, or this nation, safer from terrorism. » (The New York Times 2005)

« America is safer, but we are not yet safe. » (Gay Stolberg 2006)

« This war on terrorism is critical to the safety and security of the American people. We still face a complex and dangerous terrorist threat. » (Sonmez et Kane 2011)

« The terrorist threat has never been greater. . . We must take steps now to protect America from terrorists, and do everything in our power to improve our security to keep America safe. » (Cunningham 2016)

« One of the misconceptions is that we can let Al Qaeda or other terrorist groups stay abroad and not fight them there, and that we would be safe at home. That's really proven not to be the case. » (Kulish et Gettleman 2013).

Les Américains ne sont jamais parfaitement en sécurité. Or, cet édifice discursif n'est pas seulement fondé sur les locutions des présidents à l'étude. D'abord, on remarque que la formule qui veut que les États-Unis doivent combattre le terrorisme à l'étranger pour ne pas avoir à le combattre en sol américain persiste dans le temps (New York Times 2003) (Gay Stolberg 2003) (Gay Stolberg 2006) (Priest et Arkin 2010) (Obama 2011) (Obama 2013) (Kulish et Gettleman 2013) (Adler 2017) (Nielsen 2018) (Landler et Schmitt 2018). De plus, alors qu'à certains moments on tente d'atténuer la menace terroriste qui aurait été exagérée, notamment pendant les campagnes présidentielles ou quand, par exemple, le Pentagone identifie la Russie et la Chine comme première menace pour les États-Unis sous Donald Trump, des figures politiques de l'opposition, des firmes de sondage qui s'adressent à la population ainsi que les médias vont critiquer ces tentatives. La « promotion » de l'insécurité n'est ainsi pas strictement un processus stato-centrique unidirectionnel, mais qui englobe d'autres acteurs de la société civile qui vont parfois reproduire ce sentiment d'insécurité. Cette peur est presque toujours la trame de fond sur laquelle se déroule la lutte au terrorisme. Le phénomène n'est bien sûr pas nouveau, pensons seulement à des décennies de guerre froide. Nous avons quand même pu remarquer que les deux quotidiens à l'étude avaient tendance à critiquer davantage les discours présidentiels mettant l'accent sur l'insécurité en fin de mandat pour ensuite revenir à une position plus ambivalente alors qu'un nouveau cycle présidentiel s'amorce.

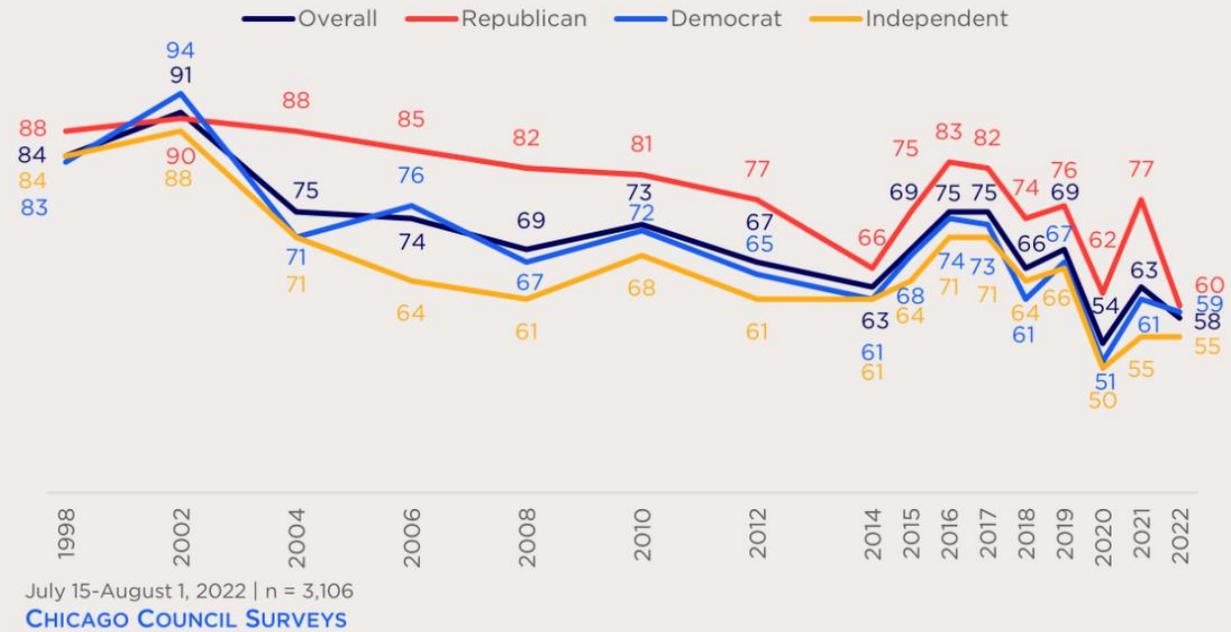
À part certains moments de résistance, notamment pendant le mandat de Donald Trump, il semble que la peur est dans l'ADN d'une portion significative de la population américaine. Il a été intéressant de constater qu'au sujet de l'ambivalence entre la sécurité et l'insécurité, c'est finalement pendant la présidence de Donald Trump que les quotidiens à l'étude vont s'attaquer davantage au discours alarmiste de manière condescendante. Ils auront mis du temps, mais on ne semble plus acheter l'idée que le terrorisme est une menace existentielle. Or, comme mentionné, lorsque le Pentagone désigne la Russie et la Chine comme les principales menaces à la sécurité des

Américains en 2018, on peut observer une certaine résistance dans les quotidiens à l'étude. Même lorsqu'ils invitent des figures politiques d'envergure à s'exprimer dans leurs colonnes pour critiquer Donald Trump à ce sujet, nous avons entre autres vu Liz Cheney et Mitch McConnell, ces intervenants vont simplement ressasser le discours sur le terrorisme maintes fois répété par Obama et Bush accompagné de son lot d'insécurité et remettant à l'ordre du jour toutes les menaces terroristes qui devraient empêcher les Américains de dormir sur leurs deux oreilles. Nous avons aussi soulevé la question à savoir si les médias ne seraient pas simplement « allergiques » à Donald Trump ce qui les prédisposerait à rejeter ses prises de position sur la politique étrangère. D'autres sujets pourraient être analysés pour comparer cette tendance. Dans l'ensemble, cela nous indique qu'il faut probablement accepter les conclusions quant à l'analyse de cette présidence avec prudence.

Malgré tout, pendant 20 ans, les États-Unis évolueront presque toujours dans un contexte où l'insécurité est palpable et où le terrorisme est une menace existentielle. Comme mentionné, Barack Obama va parfois tenter de prendre ses distances d'un tel discours. Souvent rabroué par la classe politique ou encore par les médias, il a fait volte-face plus d'une fois et dans certains moments clés de sa présidence, notamment en périodes électorales, se fera nettement plus pessimiste quant à la sécurité des Américains. Opportunisme ou non, reste que c'est une dimension importante de la trame narrative qui va traverser toute la période à l'étude. Ce qui est important, c'est le fait qu'une fois le discours prononcé, il entre dans l'espace public et constitue la base sur laquelle sera discutée et négociée l'identité de l'État ainsi que la politique étrangère à adopter (Snyder, Bruck et Sapin 2002). Bon an mal an, comme le démontre les sondages publiés dans les quotidiens à l'étude, les Américains n'ont jamais cessé de mettre le terrorisme en tête de liste lorsque questionnés à savoir quelle était la plus grande menace pour les États-Unis. À titre indicatif, des sondages de 2022 montrent que 58% de la population américaine considère encore le terrorisme comme une menace existentielle (Smeltz et Sullivan 2022) :

International Terrorism as a Critical Threat

Below is a list of possible threats to the vital interest of the United States in the next 10 years. For each one, please select whether you see this as a critical threat, an important but not critical threat, or not an important threat at all: International terrorism (% critical threat)



Si l'on porte notre attention sur les membres des cabinets et de la garde rapprochée des présidents à l'étude, la fidélité prime. Sans que cela ne soit une grande surprise, on se serre les coudes la majorité du temps et on adopte règle générale les trames narratives du chef de l'exécutif. Dans le cas de l'administration Obama, toutes et tous ne semblent pas aussi enclins à adopter le discours du président qui détonne nettement si l'on fait une comparaison avec son prédécesseur. Rappelons quelques exemples. Gordon Johndroe, porte-parole du Conseil de Sécurité Nationale sous George W. Bush :

« A change in rhetoric is fine as long as they don't lead people to believe the threat from violent extremists is over. » (Baker 2009)

Shannen W. Coffin, ancien conseiller de Dick Cheney:

« They seem more interested in the war on the English language than in what might be thought of as more pressing national security matters. » (Baker 2009)

Dick Cheney:

« An Orwellian euphemism or two will not change the fact that bad people want to kill us and destroy us as a free people. » (Baker 2009)

Le narratif établi par George W. Bush reste plutôt populaire pour discuter de terrorisme alors qu'il apporte une certaine cohérence à la discussion. Les mêmes thèmes seront graduellement remis au goût du jour, même si Obama va continuer d'y résister. Somme toute, les langues vont aussi avoir tendance à se délier une fois les mandats terminés. Comme on a pu le remarquer, une figure de proue comme Hillary Clinton, souvent réfractaire à utiliser le vocabulaire de l'ère Bush, va finir par y avoir recours lorsqu'elle va briguer la présidence en 2016. Même chose pour plusieurs politiciens cherchant à se démarquer dans les courses aux investitures et élections. Encore une fois, opportunisme ou non, reste que l'impact sur l'univers social habité par les Américains est considérable.

Au sujet de l'analyse de contenu médiatique au sens large, les quotidiens à l'étude ont parfois été les alliés ou les opposants aux administrations en place. La plupart du temps, on reproduit les discours présidentiels à l'étude. Comme mentionné plus haut, nous observons une véritable chaîne d'authentification intertextuelle (Hodges 2011) (voir page 89). Non seulement les présidents et les membres de leurs administrations sont largement cités, il n'est pas non plus rare qu'on leur ouvre les colonnes éditoriales, les quotidiens devenant ainsi les porte-voix de l'exécutif américain. Nous avons notamment analysé les éditoriaux de George W. Bush, Barack Obama, David Petraeus, Donald Rumsfeld et une brochette de figures influentes en politique américaine telles Liz Cheney, Mitch McConnell, John McCain, Lindsey Graham, Adam Schiff, George Schultz et Zbigniew Brzezinski. Cette chaîne renforce ainsi la supposée véracité des propos. Tout comme dans les discours présidentiels, la menace d'un terrorisme faisant l'utilisation d'armes de destruction massive est particulièrement présente dans les pages des quotidiens à l'étude, avec toute la charge identitaire que cette comparaison sous-entend. Les tropes narratifs sur le barbarisme, l'irrationalité et la sauvagerie sont réutilisés pendant les trois présidences à l'étude. On a quand même pu remarquer que le *New York Times* avait une propension à déconstruire les discours en vogue souvent au sujet des étiquettes apposées aux terroristes ciblés par Washington. Parfois, l'exercice se fait dans l'espoir de calmer le jeu, mais à bien des reprises, on met aussi la pression sur la classe politique pour adopter un ton plus dur et cohérent. Il n'est pas rare de voir des intervenants dans les colonnes du *New York Times* rabrouer Barack Obama pour son abandon du vocabulaire guerrier ou religieux, surtout au début de son premier mandat. C'est souvent la question religieuse qui se trouve au cœur de ces exercices de déconstruction. On a aussi critiqué l'hésitation de la classe politique à utiliser l'étiquette terroriste pour parler d'incidents au niveau domestique

comme certaines fusillades. Alors que l'on critique le fait que l'homme blanc se voit rarement désigné comme terroriste, on va recycler toutes les formules narratives utilisées pour décrire les membres d'Al-Qaeda ou encore de l'État Islamique pour marquer des points. Barbarisme, soif de sang, tels seraient les similarités entre les meurtriers de masse américains et les groupes terroristes ciblés par Washington à l'étranger. Même s'ils ne sont pas au cœur de ce débat spécifique, les terroristes restent des images fortes pour appuyer les arguments des journalistes qui se lancent dans l'arène. Leur inhumanité s'en trouve d'autant plus renforcée.

Règle générale, les médias ont fortement contribué à perpétuer bon nombre d'éléments clés des discours présidentiels sur le terrorisme. Parmi les principales sources de critiques dirigés vers la classe politique, on retrouve la guerre en Irak ou encore la question de la torture. Au sujet de l'Irak, on ne fait que confirmer le véritable rôle des États-Unis dans le monde pour combattre le terrorisme et non un conflit malavisé en Irak. Du côté de la torture, le rejet de ces méthodes se trouve en fait à renforcer le discours identitaire qui fait des États-Unis les champions de la défense des droits humains. Le rejet de ses pratiques ne s'articule pas autour du caractère humain de ceux qui subissent ces différents sévices, mais plutôt à la nécessité de ne pas s'abaisser au niveau des adversaires de Washington. En tant que grande démocratie et leader du monde libre, les Américains sont tenus de respecter certains standards pour montrer l'exemple au reste de la planète. Ce ne sont pas des humains qui sont blessés et mutilés, mais potentiellement l'image des États-Unis. Ce faisant, les conclusions de la thèse s'inscrivent dans le courant critique des études de sécurité, notamment en ce que les drones permettent de prétendre à une certaine normativité dans la conduite des affaires militaires (Sauer et Schörnig 2012) (Schwarz E. 2016). S'observe d'ailleurs un véritable fétichisme du drone armé, au sens où l'entend Karl Marx, qui semble n'avoir d'égal que la relation qu'on eue les Américains avec l'arme nucléaire pendant la guerre froide (Kampmark 2015)

Finalement, on observe que le terme fourre-tout « *war on terror* » va survivre à toutes les présidences à l'étude, même si l'on a tenté à plus d'une reprise de s'en défaire. Toutes ces tentatives seront éventuellement abandonnées face à un terme qui semble plus approprié pour décrire cette lutte sans fin. Ce détail n'est pas anodin, parce que c'est l'étiquette qui a servi de justificatif pour donner un sens à la mission à portée internationale des États-Unis. Il vient normaliser le rôle des États-Unis comme celui d'un rempart contre le terrorisme mondial, et ce même dans plusieurs pays

qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration de guerre en bonne et due forme. Pour toute une génération d'Américains et d'Américaines qui n'ont connu que cette trame narrative, l'appellation est non seulement une composante à part entière de leur univers social alors qu'ils n'ont pas fait pour la plupart l'expérience d'autres réalités, mais aussi de l'identité des États-Unis et de son rôle dans le monde.

Du côté des drones armés maintenant, la trame identitaire est particulièrement intéressante, parce qu'elle passe autant par une glorification de la technologie américaine que par une occultation généralisée du caractère humain de ceux qui périssent dans les frappes. Dans ce cas, c'est définitivement le discours sur la précision qui prend un caractère hégémonique. Contre vents et marées, on peut pratiquement compter sur les doigts d'une main les fois où la précision de ces vecteurs de combat est remise en question, et lorsque c'est le cas, ce sont les services de renseignement qui sont blâmés, pas les appareils ou la stratégie au sens large (voir Brulliard 2010, page 274).

Le discours sur la précision deviendra une composante majeure de l'identité américaine en ce qui a trait à l'utilisation des drones armés. Tous les présidents vont insister sur cette caractéristique des vecteurs de combat. La précision est gage des considérations humanistes des États-Unis : ils causent moins de « dommages collatéraux » alors qu'ils permettent d'éliminer uniquement les cibles terroristes et ainsi sauvegarder la vie des innocents. On oppose souvent l'utilisation des outils aux tactiques de bombardements indiscriminés de la Deuxième Guerre mondiale ou encore à la violence aveugle perpétrée par les terroristes. Cette trame narrative s'insère aussi bien dans le discours sur le terrorisme nucléaire. Les Américains font une guerre propre où les « dommages collatéraux » sont pratiquement inexistantes. Même son de cloche en ce qui a trait de la supériorité des institutions démocratiques américaines. L'utilisation de ces vecteurs est encadrée par tout un système légal et politique, ce qui rend leur utilisation conforme à l'éthique et au droit international, toujours dans une situation d'auto-défense. Comme l'explique Foucault (1980) (voir page 76), la « vérité » qui est produite à travers le discours politique se traduit en institutions, des institutions qui organisent entre autres la production et le contrôle des capacités matérielles, dans notre cas les drones armés. On a d'ailleurs remarqué que le Congrès américain était réfractaire au transfert du programme de drones de la CIA vers le Pentagone. Selon ce discours, la CIA était beaucoup plus précise dans ses frappes et devait donc être à la tête du

programme (voir pages 287 et 288). Le discours a ainsi un impact direct sur les prérogatives institutionnelles en ce qui a trait à l'encadrement de la lutte au terrorisme. Suivant Wilhelmsen (2017) (voir page 84), lorsque les externalités négatives des frappes de drones font les manchettes, ces « vérités » vont être utilisées pour épouser les contours de la menace que les décideurs veulent sécuritiser et ainsi convaincre de la légitimité de leurs actions et de l'adéquation des moyens matériels à mobiliser pour y faire face. Or, comme nous le montrons plus loin, le caractère hégémonique du discours sur la précision est aussi partagé par les médias à l'étude. Comme le mentionne Plett (1999) (voir page 89), ce régime de vérité prend un caractère autoritaire alors que le locuteur et le récepteur, qui sont en situation d'intersubjectivité, perdent leur distance critique par rapport à un sujet donné ce qui mène à la stagnation intellectuelle et ultimement politique.

Dans le cadre analytique (chapitre 3), nous avons abordé d'importants éléments en ce qui a trait aux méthodes d'analyse de contenu. Comme l'explique Neumann (2012) (voir page 113), la création de textes et discours a deux effets : d'abord la production d'une identité qui motive, par exemple, un ministère ou l'État au sens large, et ensuite, la reproduction de ces structures discursives à travers l'obtention d'un consensus où de multiples voix s'unissent pour favoriser la stabilité plutôt que le changement. Ces structures créent une forme de culture organisationnelle. Selon Swindler (1986) (voir page 113), cette culture agit comme un coffre à outils constitué de symboles, d'histoires, de rituels et de visions du monde qui entrent en jeu dans la résolution de problèmes. L'analyse de contenu permet de comprendre comment locuteurs et récepteurs sont impliqués dans la construction d'un univers social possible qui va agir comme des balises pour de futures réflexions (Simpson 1993) (voir page 114). Cette approche de l'analyse de contenu qualitative suppose quatre effets :

- La fréquence selon laquelle est évoqué un symbole, une idée ou une référence indique l'importance de ces symboles et idées pour le locuteur.
- Les caractéristiques, favorables ou défavorables, qui sont attribuées à un symbole, une idée ou une référence supposent l'attitude du locuteur, du récepteur et de leur culture commune face à l'objet nommé.
- La nature des qualifications adjectives utilisées pour parler d'un symbole, d'une idée ou d'une référence indique différents rapports avec ces objets, qu'ils soient par exemple forts ou incertains, mais aussi les croyances et convictions qui sont véhiculées au sujet de l'objet.

- La fréquence des co-occurrences qui lient deux concepts suppose la force de cette association dans l’imaginaire d’une collectivité d’auteurs et de lecteurs.

En ce qui a trait à l’utilisation des drones armés, le ciment qui consacre la perpétuation de cette stratégie de lutte au terrorisme est le discours identitaire. Alors que les cibles et les outils utilisés pour leur donner la mort sont inséparables, nous avons observé comment les drones armés étaient présentés comme des moyens extrêmement précis, encadrés par un processus démocratique légitime tout en représentant une manière « humaine » de s’attaquer aux ennemis des États-Unis. La dimension humaine est expliquée par le fait qu’ils ne feraient peu ou pas de dommages collatéraux, permettant de sauver la vie des civils, les femmes et les enfants étant souvent à l’honneur. Ainsi, l’utilisation des drones cadre dans le discours identitaire américain. Les terroristes étant des barbares prêts à tout pour causer le plus de morts possible, ils deviennent les outils par excellence pour les mettre en échec.

Évidemment, tout n’est pas rose au pays des drones, surtout dans le contenu du *New York Times* et du *Washington Post*. Si l’écrasante majorité des articles analysés reproduisent fidèlement le discours sur la précision des drones armés, on soulève quand même des doutes sur les risques d’une surutilisation qui mènerait à une guerre sans fin. On discute aussi plus souvent des conséquences pour les innocents qui pourraient vraisemblablement perdre la vie dans des frappes. Or, il y a double discours. D’abord, si l’on s’inquiète de ceux qui pourraient probablement perdre la vie dans des frappes bâclées, quand ces événements se produisent réellement, on devient soudainement silencieux quant au caractère humain des victimes. L’analyse est froide et factuelle, l’identité des victimes n’est pas discutée et le drame humain est évacué. En fait, comme mentionné, on semble uniquement s’intéresser aux victimes lorsqu’ils ont la citoyenneté américaine, comme quoi il y a deux standards du point de vue humain. Si le discours sur le terrorisme était caractérisé par la déshumanisation, c’est aussi l’effacement du caractère humain qui est caractéristique à la couverture de l’actualité. On s’en remet au vocabulaire de la cible dans ses nombreuses déclinaisons (*high value target, targeted killing, etc.*)

Comme nous l’avons aussi montré, la sympathie pour les cibles de frappes de drones est aussi à géométrie variable. Les frappes prennent un caractère violent et horrible uniquement lorsqu’elles sont orchestrées par des groupes non-étatiques faisant l’usage de drones bon marché

ou encore par des acteurs utilisant des drones, par exemple, de fabrication turque ou chinoise. De ce fait, on opère une différenciation entre les bons et les mauvais drones, ceux qui sont utilisés pour commettre des actes barbares et ceux qui servent à mener des frappes chirurgicales en respect de la dignité humaine. Le drone américain, le bon drone, sauvegarde les valeurs chères aux États-Unis alors que le mauvais drone est l'apanage des terroristes et tyrans de ce monde.

D'un point de vue théorique, il est difficile de faire entrer le rôle des médias dans un cadre rigide à proprement parler. Au sujet de l'approche pluraliste, les médias ont à la fois fourni leurs propres cadres d'analyse sur certains sujets, nous avons entre autres parlé de la torture et de la guerre en Irak, mais ont aussi été presque entièrement subordonnées aux élites lorsque le temps était venu de discuter, ou d'occulter, le caractère humain des terroristes. Même chose pour la menace d'un terrorisme nucléaire. Si les médias sont souvent très critiques au sujet de l'utilisation des drones armés, leur précision ne sera jamais remise en question. Ils vont aussi en quelque sorte participer à la création d'un cadre d'analyse identitaire lorsque les compétiteurs stratégiques de Washington ont développé leurs propres technologies. Ils ont aussi à la fois poussé les élites à cesser de faire peur à la population quant au terrorisme pour ensuite tenter d'inciter la classe politique à prendre plus au sérieux la peur sociale du terrorisme quand les élites ont voulu abandonner ce discours. Leurs comportements sont trop erratiques pour dire qu'ils suivent une logique ou que les médias sont dans une sphère indépendante des élites et de la population. Ils font partie d'un tout et parfois savent ce qu'ils veulent alors que d'autres fois ils cherchent leurs repères tout comme l'ensemble de la société. Dans le même élan, on ne peut non plus dire que les élites au pouvoir ont réussi un cadrage temporellement stable et unidirectionnel.

Il est en fait particulièrement difficile de faire le point sur le rôle plus spécifique des médias d'un point de vue théorique. En effet, avec une analyse qui s'échelonne sur 20 ans, les relations entre les médias et les présidents au pouvoir ont tellement été changeantes que l'analyse échappe à un cadre rigide. Les approches classiques telles la théorie pluraliste, élitiste, de la médiatisation, de l'indexation ou encore plus floue comme l'effet CNN semble par moment avoir été à la fois infirmées et confirmées. Plutôt qu'une faiblesse, il s'agit d'une force de la thèse. En effet, l'insaisissable validation théorique s'accompagne d'une forte stabilité discursive à propos de quelques sujets ou tropes narratifs restreints, mais qui a eu une importance indéniable pour renforcer le discours hégémonique, notamment l'approche manichéenne au sujet du terrorisme et

l'appui indéfectible au sujet de la précision des drones. Ultimement, il apparaît que ce sont ici des mécanismes sociaux qui régulent ce chaos ordonné alors que seuls quelques éléments discursifs ont fait l'unanimité pendant 20 ans et ont été perpétués.

Nous avons fait un tour d'horizon à savoir dans quel contexte sociopolitique se manifeste la co-constitution du discours sous-jacent à la formulation de la politique étrangère américaine. Qu'en est-il de la formulation de la politique étrangère au sens propre? À propos de l'approche rationnelle (voir page 56), nous l'avons rapidement écartée à savoir que les dirigeants américains ne vivent pas dans une tour d'ivoire et que la prise de décision ne se fait pas dans un vacuum. Bien évidemment, cela ne veut pas dire que les décideurs ne sont pas rationnels. Or, comme ils sont eux aussi dépendants des structures discursives identitaires au sujet de la lutte au terrorisme, le fait qu'ils se conforment à certaines pratiques et politiques étrangères est rationnel d'un point de vue social plutôt que purement décisionnel. La prise de décision se fait à l'intérieur d'une structure qui contraint leur réflexion. De plus, ils ne sont pas à l'origine de la définition, par exemple, de la menace à laquelle ils doivent faire face. Elle est socialement amenée dans un processus qui balise cette réflexion. Répéter certaines routines autant discursives que décisionnelles devient jusqu'à un certain point une manière de répondre à l'anxiété causée par le terrorisme. Comme nous avons pu le remarquer à nombreuses reprises, la menace terroriste a souvent été comparée aux attaques de Pearl Harbor et les ennemis des États-Unis, Ben Laden en tête d'affiche, Hitler ou encore Staline. Ces prismes s'imposent aux décideurs et à la société, parce qu'ils font partie du catéchisme de l'insécurité américaine. Ils donnent aussi un sens à l'action et informent des moyens à prendre.

L'approche bureaucratique ne semble pas non plus suffisante pour expliquer la persistance de la stratégie américaine de lutte au terrorisme. Selon Gieryn (1995) (voir page 99), la prise de décision et la formulation de la politique étrangère est écrite et ré-écrite en puisant dans un nombre limité de narratifs qui proposent des conceptions de la « réalité », narratifs qui sont encadrés, et donc restreints, par des processus d'interactions sociales. Ce ne sont pas les institutions elles-mêmes qui contrôlent la déviance, elles n'ont pas d'agentivité, ce sont les individus, à travers un processus discursif qui consacre ce phénomène (Berger et Luckmann 1966) (voir page 99). La communication assure ni plus ni moins qu'un rôle d'uniformisation de l'environnement institutionnel. Nous avons parfois vu la reproduction de ce discours dans les couloirs du FBI en fonction d'une étude de Rosenthal (2012):

« Agents learned that "Islam is a highly violent radical religion," that "mainstream American Muslims are likely to be terrorist sympathizers," and that Arabs have "Jekyll and Hyde" personalities. »

À l'intérieur des institutions américaines, la réflexion est balisée par un discours identitaire très stable, soit encore une fois la croyance en la bienveillance des États-Unis qui débarrasse le monde d'un ennemi barbare, souvent inhumain, qui ferait tout pour tuer le plus d'habitants de cette sphère bien définie qu'est le « monde civilisé ». Leur élimination est souhaitée, et les vecteurs pour accomplir la besogne répondent aussi à des impératifs identitaires déjà identifiés, telle la précision qui est garante de l'humanisme américain lorsque vient le temps de donner la mort.

Suivant la logique d'Adorno (1960) (voir page 98), ces institutions sont engagées dans un processus de production et de reproduction de messages qui englobent leurs activités et que ceux-ci préservent en renforçant les stéréotypes, les préjugés et les idéologies qui guident leurs actions. Au sujet des drones armés, c'est plutôt l'absence de discours qui prime. Comme le mentionnait l'ancien directeur de la CIA John O. Brennan en 2018, dans les couloirs de la Maison Blanche, les drones n'existent pas (Schwartz 2018) (voir page 343). À la source d'inconforts d'un point de vue politique, l'absence de discours officiel à l'interne devient elle-même une forme de discours. Éventuellement, l'on doit s'en remettre aux mêmes tropes narratifs pour évoluer dans ce milieu : précision, quasi-inexistence des dommages collatéraux, meilleure solution pour lutter contre le terrorisme et caractère humain et raisonnable du recours aux vecteurs, etc. Si les réalistes néo-classiques (Sterling-Folker 1997) parlent d'un faible pouvoir d'extraction pour expliquer la stagnation (voir page 98), ce ne sont pas des contraintes matérielles et politiques qui sont à l'origine de la stagnation, mais bien la rigidité du discours qui traverse ces institutions.

L'approche organisationnelle (voir page 44) qui sert à expliquer la formulation de la politique étrangère n'est pas non plus suffisante pour répondre à notre question de recherche. Selon cette approche, le remplacement ou l'entrée de nouveaux décideurs dans ces structures ouvriraient ainsi la porte à des modifications de la politique étrangère. Ainsi, les possibilités d'évolution de la politique étrangère à partir de ces changements de personnel seraient particulièrement limitées par la présence de « stabilisateurs », des agents qui s'assurent que la politique étrangère ne déroge de la trajectoire institutionnelle établie avant l'arrivée de nouveaux joueurs (Etheredge 1985). Or, ce n'est pas l'agent, mais le discours qui assure la stabilité. Ensuite, en 20 ans de politique, les occasions ont été multiples pour changer la stratégie américaine de lutte au terrorisme, les

changements de personnel ayant été nombreux. La logique est restée la même : plus de frappes et plus de drones. Il serait d'ailleurs intéressant de porter un regard similaire sur le fonctionnement des médias alors qu'une poignée de journalistes ont publié pendant la presque totalité des années étudiées.

Pouvons-nous attribuer la persistance de la stratégie américaine par l'exploration d'une démarche alternative comme la simple référence au complexe militaro-industriel comme le voudrait en quelque sorte l'approche domestique (voir page 41)? Est-ce que l'utilisation croissante des drones s'explique par une pression induite par l'industrie de l'armement? Difficile d'accepter cette simplification. D'abord, les États-Unis auraient eu intérêt à autoriser la vente de drones armés à d'autres pays pour permettre à ces entreprises de prospérer. Or, la vente a seulement été autorisée à partir de 2015. D'un départ très lent où seulement la Grande-Bretagne faisait partie de la liste des clients, quelques membres de l'OTAN se sont ajoutés à la liste par la suite. Comme mentionné, les États-Unis vont faire le choix de partager ces technologies en fonction d'une logique identitaire et civilisationnelle. Il peut sembler tout à fait normal que seuls les membres de l'OTAN soient sélectionnés pour la vente, proximité stratégique oblige. Or, nous avons souligné que les Américains vont justifier leur refus de vendre ces technologies pour ne pas qu'ils se retrouvent entre les mains de pays qui sont reconnus pour violer les droits humains. Sur le parquet du Congrès en 2020, on s'assure que l'Arabie Saoudite ne soit pas incluse sur la liste des pays pouvant faire l'acquisition de drones américains, vu sa feuille de route sur l'enjeu des droits humains (Wong 2020). Or, les États-Unis n'ont aucun problème à approuver la vente de milliards de dollars d'armements à l'Arabie Saoudite. La logique dépasse ainsi la simple question pécuniaire.

En conclusion, est-ce que la précédente analyse veut dire que notre approche poststructuraliste est plus à même d'expliquer la stagnation de la politique américaine de lutte au terrorisme? Une seule approche théorique ne sera jamais suffisante pour le faire. Ceci étant dit, elle vient combler des zones d'ombres qui n'ont pas fait l'objet d'une analyse suffisante. Certaines approches nous apparaissent telles des raccourcis cognitifs qui traitent la formulation de la politique étrangère d'une manière trop mécanique ou encore exclusive. L'objectif était de montrer comment le discours peut jouer un rôle considérable dans la formulation de la politique étrangère, comment il agit telle une contrainte à la prise de décision, contrainte qui échappe aux décideurs. Dans notre cas, l'identité américaine donne un sens à la relation avec l'ennemi désigné, mais aussi aux vecteurs

de combats qui seront utilisés pour en disposer. Devant l'ampleur de la démonstration empirique, ce constat nous apparaît indéniable. Cela ne veut pas dire que notre approche explique à elle seule la formulation de la politique étrangère américaine en ce qui a trait à la lutte au terrorisme, mais qu'elle doit absolument être prise en considération pour mieux étudier le phénomène.

Notre analyse a bien sûr des limites. Nous ne pouvons pas lire dans la tête des élites ou encore des journalistes qui produisent le contenu analysé. Leurs discours restent malgré tout pertinents vu leur impact social. Nous n'avons pas eu non plus accès aux antichambres du pouvoir face à une politique drapée dans le plus grand secret en ce qui concerne l'utilisation des drones armés. Le temps nous permettra éventuellement d'en savoir plus pour raffiner le travail accompli. Des entrevues pourraient aussi être menées pour tenter de confirmer ou d'infirmer certaines dimensions de notre analyse. Finalement, l'une des grandes difficultés de l'entreprise est bien certainement celle de pouvoir analyser la réception et la résonance de ce discours au sein même de la population. Certaines méthodes auraient pu être exploitées comme l'analyse des colonnes d'opinions réservées au lectorat. Or, les opinions sont restreintes et reflètent souvent la pensée d'un minuscule groupe d'individus avec des intérêts bien particuliers. L'analyse des médias sociaux serait aussi possible, mais cela demanderait un travail de nettoyage des données plutôt complexe et l'accès aux données n'est pas toujours autorisé par les plateformes. Ce problème pourrait possiblement être comblé par le recours à des entrevues en sol américain. En bref, ce sont des avenues intéressantes qui ne manqueraient pas de produire des résultats cruciaux pour poursuivre la réflexion sur le sujet. Espérons qu'elles serviront d'inspiration à d'autres pour affronter ces présentes limites.

Bibliographie

Adorno, Theodor W. 1960. « Television and the Patterns of Mass Culture ». dans Rosenberg, Bernard et David M. White. *Mass Culture*. New-York: Free Press, 474-488.

Al-Thani, Tamim Ben Hamad. 2015. « Qatar's message to Obama ». *The New York Times* (24 février).

Allen, John et Charles L. Lister. 2016. « Time for U.S. action in Syria ». *The Washington Post* (23 octobre).

Allen, Mike. 2001. « Bush Says Terrorists Sought Markets' Ruin; At Economic Summit, Attacks Called Effort to Destroy Global Financial System ». *The Washington Post* (21 octobre).

Allen, Mike. 2002. « 'Inaction Is Not an Option'; Bush Offers Military Aid In Continuing Terror War ». *The Washington Post* (12 mars).

Allen, Mike. 2003. « Cheney Says Failing to Attack Iraq Would Have Been 'Irresponsible' ». *The Washington Post* (25 juillet).

Allen, Mike. 2004. « Bush Seeks to Stem Damage From Spain; President Aims to Reinforce War on Terror ». *The Washington Post* (16 mars).

Allen, Mike. 2004. « Iran 'Will Be Dealt With,' Bush Says; Bid to Start at U.N., President Says ». *The Washington Post* (22 avril).

Allen, Mike et Clay Chandler. 2002. « Bush Says U.S. Will Pursue Campaign; Japan's Help Urged in Defusing Threats ». *The Washington Post* (19 février).

Allen, Mike et Karen DeYoung. 2002. « Bush: U.S. Will Strike First at Enemies; In West Point Speech, President Lays Out Broader U.S. Policy ». *The Washington Post* (2 juin).

Allen, Mike et Susan B. Glasser. 2003. « Bush Urges an Alliance Against Terror; President Asks Europeans to Move Beyond Bitterness Over Iraq War ». *The Washington Post* (1er juin).

Allison, Graham et Philip Zelikow. 1999. *Essence of Decision : Explaining the Cuban Missile Crisis*, 2e édition, New York : Addison Wesley Longman, 416 pages.

Ajil Contemporary Practice of the United States. 2020. « U.S. Drone Strike in Iraq Kills Iranian Military Leader Qasem Soleimani. » *American Journal of International Law* 114 (2): 313–23.

Apple Jr, R.W. 2001. « No Middle Ground ». *The New York Times* (14 septembre).

Applebaum, Anne. 2011. « The price we paid for the war on terror ». *The Washington Post* (3 septembre).

Aristegui, Gustavo de. 2004. « EuroWorried; It's Folly to Think They Struck Us Simply for Iraq ». *The Washington Post* (21 mars).

Aron, Raymond. 1984. *Paix et guerre entre les nations*. 8e édition, Paris : Calman-Lévy, 166 pages.

Arva, Bryan, Muhammed Idris et Fouad Pervez. 2017. « Almost all news coverage of the Barcelona attack mentioned terrorism. Very little coverage of Charlottesville did » *The Washington Post* (31 août).

Ashley, Richard K. 1987. « The Geopolitics of Geopolitical Space: Toward a Critical Social Theory of International Politics ». *Alternatives* 12 (4): 403–34.

Ashley, Richard K. 1998. « Living on Border Lines: Man, Poststructuralism and War » dans Der Derian, James et Michael Shapiro (dir.). 1998. *International/Intertextual Relations*, Lexington, Mass.: Lexington Books, 350 pages.

Atkinson, Rick. 2002. « The Lessons of Global War ». *The Washington Post* (6 octobre).

Atran, Scott. 2003. « Who Wants to be a Martyr? ». *The New York Times* (5 mai).

Atran, Scott. 2004. « A Leaner, Meaner Jihad ». *The New York Times* (16 mars).

Aueswald, David P. 2004. « Explaining Wars of Choice: An Integrated Decision Model of NATO Policy in Kosovo ». *International Studies Quarterly* 48: 631-662.

Averill, James R. 1985. « The Social Construction of Emotions with Special Reference to Love ». dans Gergen, Kenneth J. et Keith E. Davis. *The Social Construction of the Person*. New-York: Springer-Verlag, 89-107.

Aziz, Omer. 2019. « The World 9/11 Took From Us ». *The New York Times* (11 septembre).

Bachman, Jeffrey. 2017. « The New-York Times and Washington Post: Misleading the Public About Drone Strikes ». *Journalism Studies* 18 (4): 470-494.

Backer, Berenice. 2014. « Small bombs, big effects: arming small UAVs with guided weapons ». *Airforce technology*. Disponible en ligne: <https://www.airforce-technology.com/analysis/features-small-bombs-big-effect-arming-small-uavs-with-guided-weapons-4467893/> (page consultée le 2022/06/21).

Baker, Peter. 2006. « Bush to Restate Terror Strategy; 2002 Doctrine of Preemptive War to Be Reaffirmed ». *The Washington Post* (16 mars).

Baker, Peter. 2009. « The Words Have Changed, but Have the Policies? ». *The New York Times* (3 avril).

Baker, Peter. 2010. « Inside Obama's War on Terrorism ». *The New York Times* (5 janvier).

Baker, Peter. 2013. « Reviving Debate On Nation's Security, Obama Seeks To Narrow Terror Fight ». *The New York Times* (24 mai).

Baker, Peter. 2015. « No Known Terror Threat to U.S. Before Thanksgiving, Obama Says ». *The New York Times* (26 novembre).

Baker, Peter. 2015. « Terror? Murder? As the Dead Mount, a Debate Persists ». *The New York Times* (4 décembre).

Baker, Peter et Eric Schmitt. 2015. « California Attack Has U.S. Rethinking Strategy on Homegrown Terror ». *The New York Times* (6 décembre).

Baker, Peter, Helene Cooper et Mark Mazzetti. 2011. « Bin Laden Is Dead, Obama Says ». *The New York Times* (2 mai).

Baker, Peter, Ronen Bergman, David D. Kirkpatrick, Julian E. Barnes et Alissa J. Rubin. 2020. « Seven Days in January: How Trump Pushed U.S. and Iran to the Brink of War ». *The New York Times* (11 janvier).

Baker, Peter et Shley Parker. 2012. « A Challenger's Criticism Is Furiously Returned ». *The New York Times* (13 septembre).

Baker, Peter et Susan B. Glasser. 2005. « Bush Says 10 Plots by Al Qaeda Were Foiled; Speech Aims to Rally U.S. Support for War ». *The Washington Post* (7 octobre).

Bakhtin, Mikhail. 1986. *Speech Genres and Other Late Essays*. Austin: University of Austin Press, 208 pages.

Balz, Dan. 2002. « GOP Governors Are Told of 'Substantial Progress' in Terror War ». *The Washington Post* (23 novembre).

Balz, Dan. 2004. « Kerry Calls Bush's Iraq Policy 'Ineffective' ». *The Washington Post* (19 avril).

Balz, Dan. 2013. « Obama tries to rebalance his course on war ». *The Washington Post* (26 mai).

Balz, Dan et Mark Leibovich. 2004. « Kerry Calls Bush's Iraq Policy 'Ineffective' ». *The Washington Post* (13 août).

Balzacq, Thierry. 2005. « The three faces of securitization: Political agency, audience, and context ». *European Journal of International Relations* 11(2): 171–201.

Bamford, James. 2006. « Looking Beneath the Surface of a Terrorism Case ». *The New York Times* (10 octobre).

Barbaro, Michael et Trip Gabriel. 2015. « Shootings in California Reshape the Campaigns ». *The New York Times* (5 décembre).

Barcott, Bruce. 2002. « From Tree-Hugger to Terrorist ». *The New York Times* (7 avril).

Barthes, Roland. 1988. *Image, music, text*. New York: The Noonday Press, 240 pages.

Basulto, Dominic. 2013. « The X-47B: Score one for the away team ». *The Washington Post* (12 juillet).

Basulto, Dominic. 2015. « CICADAs, LOCUSTs and the new innovation of military infestations ». *The Washington Post* (20 mai).

Baum, Matthew A. et Philip B.K. Potter. 2008. « The Relationship Between Mass Media, Public Opinion, and Foreign Policy: Toward a Theoretical Synthesis ». *Annual Review of Political Science* 11 (1): 39-65.

Baum, Matthew A. et Philip B. K. Potter. 2015. *War and Democratic Constraint: How the Public Influences Foreign Policy*. Princeton, NJ: Princeton University Press, 280 pages.

Baum, Matthew A. et Philip B.K. Potter. 2019. « Media, Public Opinion, and Foreign Policy in the Age of Social Media ». *The Journal of Politics* 81 (2): 747-756.

Baum, Matthew A. et Tim Groeling. 2010. *War Stories: The Causes and Consequences of Public Views of War*. Princeton, NJ: Princeton University Press, 368 pages.

Bauman, Richard et C. L. Briggs. 1990. « Poetics and performance as critical perspectives on language and social life ». *Annual Review of Anthropology* 19: 59–88.

BBC. 2019. « Trump Revoke Obama Rule on Reporting Drone Strike Deaths ». Disponible en ligne: <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-47480207> (page consultée le 2021/08/05).

Beasley, Ryan. 1998. « Collective Interpretations: How Problem Representation Aggregate in Foreign Policy Groups ». dans Sylvan, Donald A. et James F. Voss. 1998. *Problem Representation in Foreign Policy Decision Making*. Cambridge : Cambridge University Press: 80-115.

Beinart, Peter. 2007. « The War of the Words ». *The Washington Post* (1er avril).

Belasco, Amy. 2014. « The Cost of Iraq, Afghanistan, and other Global War on Terror Operations Since 9/11 ». Congressional Research Service. Disponible en ligne: <https://fas.org/sgp/crs/natsec/RL33110.pdf> (page consultée le 2021/08/18).

Belvedere, M. 2015. « Donald Trump: We Should Attack Terrorist Oil, Bank Resources ». *CNBC*. Disponible en ligne : <http://www.cnbc.com/2015/11/16/donald-trump-we-should-attack-terrorist-oil-bank-resources.html> (page consultée le 2021/08/18).

Benjamin, Daniel et Steven Simon. 2003. « The Next Debate: A Qaeda Link ». *The New York Times* (27 octobre).

Benjamin, Daniel et Gabriel Weimann. 2004. « What the Terrorists Have in Mind ». *The New York Times* (20 juillet).

Bennett, Andrew et Jeffrey T. Checkel. 2014. *Process Tracing: From Metaphor to Analytical Tool*. Cambridge: Cambridge University Press, 342 pages.

Bennett, Lance W. 1990. « Toward a Theory of Press-State Relations in the United States ». *Journal of Communication* 40 (2): 103-127.

Bennhold, Katrin. 2004. « U.S. Issues Terror Warning in Baltic and Nordic Aeras ». *The New York Times* (2 novembre)

Bentley, Allan B. et Srdjan Vucetic et Ted Hopf. 2018. « The Distribution of Identity and the Future of International Order: China's Hegemonic Preospects ». *International Organization* 72 (4): 839-869.

Berelson, Bernard. 1952. *Content Analysis in Communications Research*. New-York: Free Press, 220 pages.

Berenson, T. 2016 « Donald Trump Defends Torture at Republican Debate » *Time magazine*. Disponible en ligne: <http://time.com/4247397/donald-trump-waterboarding-torture/> (page consultée le 2021/08/18).

Bergen, Peter. 2006. « Al-Qaeda, Still in Business ». *The Washington Post* (2 juillet).

Berger, Joseph. 2009. « Giuliani Criticizes Terror Trials in New York ». *The New York Times* (16 novembre)

Berger, Samuel R. 2010. « Obama Doctrine Vol.1 » *The Washington Post* (30 mai).

Berger, Peter L. et Thomas Luckmann. 1966. *The Social Conception of Reality: A Treatise in the Sociology of Knowledge*. Hammondsworth: Penguin, 240 pages.

Bergner, Daniel. 2003. « Where the Ennemy is Everywhere and Nowhere ». *The New York Times* (20 juillet).

Beydoun, Khaled. 2017. « 'Lone wolf': Our stunning double standard when it comes to race and religion ; Why is one person "homegrown" while someone else is a "lone" or "local wolf"? » *The Washington Post* (3 octobre).

Björnehed, Emma. 2012. *Ideas in Conflict: The Effect of Frames in the Nepal Conflict and Peace Process*. Uppsala: Acta, 257 pages

Blake, Aaron. 2017. « Whip Count: Here's where Republicans stand on Trump's controversial travel ». *The Washington Post* (31 janvier).

Blake, Aaron. 2017. « Terrorism or not? Las Vegas reignites a real and really important debate ». *The Washington Post* (2 octobre).

Bloch, Yaeli et Sam Lehman-Wilzig. 2002. *An Exploratory Model of Media-Government Relations dans Media and Conflit: Framing Issues, Making Policy, Shaping Opinions* éditeur Eytan Gilboa. New-York: Transnational Publishers, 362 pages.

Blommaert, Jan. 2005. *Discourse: A Critical Introduction*. Cambridge: Cambridge University Press, 314 pages.

Bodderly, Scott S. et Graig R. Klein. 2021. « Presidential Use of Diversionary Drone Force and Public Support ». *Research and Politics* (avril-juin): 1-7.

Bonner, Ray. 2009. « The Search for Al-Qaeda: Its Leadership, Ideology, and Future ». *The New York Times* (18 janvier).

Bonner, Raymond et Jane Perlez. 2002. « Finding a Tepid Ally in the War on Terror, U.S. Presses Indonesia to Arrest 2 Clerics ». *The New York Times* (18 février).

Boot, Max. 2018. « Dear President Trump: You can be tough on terrorism without using torture ». *The Washington Post* (7 mai).

Boot, Max. 2018. « Trump's surprise Syria pullout is a giant Christmas gift to our enemies ». *The Washington Post* (7 mai).

Boot, Max. 2019. « After another synagogue shooting, we need better laws to fight domestic terrorists ». *The Washington Post* (29 avril).

Borchers, Callum. 2017. « Kellyanne Conway vs. Jake Tapper, annotated ». *The Washington Post* (13 octobre).

Bottici, Chiara et Benoît. Challand. 2006. « Rethinking Political Myth: The Clash of Civilizations as a Self-Fulfilling Prophecy ». *European Journal of Social Theory* 9 (3): 315-336.

Bourdieu, Pierre. 1996. *Sur la télévision : Emprise du Journalisme*. Paris: Liber – Raisons d'Agir. 96 pages.

Boyle, Michael J. 2014. « The Problem With 'Evil' ». *The New York Times* (23 août).

Brannen, Samuel. 2014. « Sustaining the US Lead in Unmanned Systems: Military and Homeland Considerations through 2025 ». *Center for Strategic and International Studies* (février). Disponible en ligne: https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/publication/140227_Brannen_UnmannedSystems_Web.pdf (page consultée le 2022/06/21).

Broadway, Bill. 2001. « Challenges of Waging A 'Just War'; Ethicists, Theologians Warn Against the Temptation to Fight Terror With Terror and Indiscriminately Destroy Human Life ». *The Washington Post* (13 octobre).

Broder, David P. 1940. « The Adjective-Verb Quotient: A Contribution to the Psychology of Language ». *Psychological Record* (3): 310-343.

Brodsky, Anne E. 2001. « The Taliban's Victims ». *The Washington Post* (24 septembre).

Brody, Richard A. 1991. *Assessing the President: the Media, Elite Opinion, and Public Support*. Stanford: Stanford University Press, 220 pages.

Brint, Michael, William G. Weaver et Meredith Garmon. 1995. « What Difference Does Anti-Fundamentalism Make to Political Theory ? ». *New Literary History* 26 (2): 225-237.

Brody, David S. 2002. « Wobbly Words ». *The Washington Post* (14 juillet).

Brooks Thistlewaithe, Susan. 2013. « U.S. drone strike policy: Just War or just targeted killing?; Could this be the same President Obama who inspired the world in his Nobel Peace Prize address? ». *The Washington Post* (7 février).

Brooks Thistlewaithe, Susan. 2013. « Drones in Yemen: Fear as foreign policy ». *The Washington Post* (12 août).

Brown, David. 2001. « Section Biological, Chemical Threat Is Termed Tricky, Complex; Smallpox Virus Is Most Feared in Array of Deadly Weapons ». *The Washington Post* (30 septembre).

Brown, Alyssa et Frank Newport. 2013. « In U.S. 65% Support Drone Attacks on Terrorists Abroad ». *Gallup* Disponible en ligne : <http://www.gallup.com/poll/161474/support-drone-attacks-terrorists-abroad.aspx> (page consultée le 2021/08/18).

Brulliard, Karin. 2010. « Drone operators blamed in U.S. airstrike that killed civilians ». *The Washington Post* (30 mai).

Brzezinski, Matthew. 2003. « The Unmanned Army ». *The New York Times* (20 avril).

Brzezinski, Zbigniew. 2002. « Moral Duty, National Interest ». *The New York Times* (7 avril).

Brzezinski, Zbigniew. 2005. « Do These Two Have Anything in Common?; President Bush has equated Islamic radicalism with communism. Is the comparison sound? Is it wise? ». *The Washington Post* (4 décembre).

Brzezinski, Zbigniew. 2007. « Terrorized by 'War on Terror'; How a Three-Word Mantra Has Undermined America ». *The Washington Post* (25 mars).

Bumiller, Elisabeth. 2001. « Bush Pledges Attack on Afghanistan Unless it Surrenders Bin Laden ». *The New York Times* (21 septembre).

Bumiller, Elisabeth. 2002. « Bush Vows to Aid Other Countries in War on Terror ». *The New York Times* (12 mars).

Bumiller, Elisabeth. 2003. « Bush Affirms U.S. Is Ready to Send Troops to the Philippines ». *The New York Times* (20 mai).

Bumiller, Elisabeth et Thom Shanker 2011. « War Evolves With Drones, Some Tiny as Bugs ». *The New York Times* (20 juin).

Bureau of Investigative Journalism. 2014. « Get the Data: Drone wars ». Disponible en ligne à travers le portail d'archive *Wayback Machine*: <https://web.archive.org/web/20150608135616/https://www.thebureauinvestigates.com/category/projects/drones/drones-graphs/> (page consultée le 2021/08/06).

Bush, George W. 2001. « The Global War on Terrorism: the First 100 days ». *U.S. Department of State Archives*. Disponible en ligne: <https://2001-2009.state.gov/s/ct/rls/wh/6947.htm> (page consultée le 2022/06/03).

Bush, George W. 2001. « President Bush on Pearl Harbor ». des archives du *Washington Post*, 7 décembre 2001. Disponible en ligne : https://www.washingtonpost.com/wp-srv/nation/specials/attacked/transcripts/bushtext_120701.html (page consultée le 2022/07/04).

Bush, George W. 2001. « Address to Citadel Cadets ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2001. « First Radio Address following 9/11 ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2001. « Address to Joint Session of Congress Following 9/11 Attacks ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2002. « A Securing Freedom's Triumph ». *The New York Times* (11 septembre).

Bush, George W. 2002. « 2002 State of the Union Address ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2002. « Rose Garden Speech in Israel-Palestine Two-State Solution ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2002. « U.S. Military Academy Commencement Address ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2003. « Announces End of Major Combat Operations in Iraq ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2004. « Fourth Presidential State of the Union Speech ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2005. « On U.S. and Canada Relations and the War on Terror ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2005. « Address at Fort Hood ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2005. « Iraq Strategy Address at the U.S. Naval Academy ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2006. « Address to the Nation on the Five-Year Anniversary of 9/11 ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2006. « Address to the Nation on the Five-Year Anniversary of 9/11 ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2006. « Speech on Military Commissions to Try Suspected Terrorists ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2008. « Address in Abu Dhabi on Freedom and Extremism in the Middle East ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2008. « On the War in Iraq After 5 Years ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2009. « Farewell Address to the Nation ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Bush, George W. 2009. « Final Presidential Press Conference ». Disponible en ligne <https://www.americanrhetoric.com/gwbushspeeches.htm>

Butler, Judith. 1990. *Gender Trouble: Feminism and the Subversion of Identity*. London: Routledge, 272 pages.

Buzan, Barry. 1997. « Rethinking security after the Cold War ». *Cooperation and Conflict* 32 (1): 5–28.

Buzan, Barry et Lene Hansen. 2009. *The Evolution of International Security Studies*. Cambridge : Cambridge University Press, 384 pages.

Buzan, Barry, Ole Wæver et Jaap de Wilde. 1998. *Security : A New Framework for Analysis*, Boulder : Lynne Rienner Publishers, 214p.

Caldwell, Dan. 1977. « Bureaucratic Foreign Policy Making ». *American Behavioral Scientist* 21 (1): 87-100.

Callon, Michel. and John. Law 1995. « Agency and Hybrid Collective ». *The South Atlantic Quarterly* 94: 481–507

Cameron, Deborah. 2001. *Working with Spoken Discourse*. Londres: SAGE, 216 pages.

Campbell, David. 1998. *Writing Security : United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, revised edition. Minneapolis : University of Minnesota Press, 228 pages

Campbell, David. 2003. « Representing Contemporary War ». *Ethics and International Affairs* 17 (2): 99-108

Campbell, David. 2004. « Horrific Blindness: Images of Death in Contemporary Media ». *Journal for Cultural Research* 8 (1): 55-74

Campbell, Steven. 2021. « Advisory Systems, Contexts, and the Management of U.S. Foreign Policy-Making Processes ». *Journal of Business and Social Science Review* 2 (10):1-21.

Cannistraro, Vincent. 2001. « Undetected at Home ». *The Washington Post* (13 septembre).

Carle, Glenn L. 2008. « Overstating Our fears ». *The Washington Post* (13 juillet)

Carley, Kathleen M. 1997. « Network Text Analysis: The Network Positions of Concepts ». dans Roberts, Carl W. *Text Analysis for the Social Sciences: Methods for Drawing Statistical Inferences from Texts and Transcripts*. Mahwah, NJ: Lawrence Erlbaum: 79-100.

Carlsnaes, Walter. 2002. « Foreign Policy » dans Carlsnaes W, Thomas Risse et B.A. Simmons ed. *Handbook of International Relations*. Londres: Sage: 331-349.

Carlsnaes, Walter. 2012. « Actors, Structures, and Foreign Policy Analysis ». dans Smith, Steve, Amelia Hadfield et Tim Dunne 2012. *Foreign Policy: Theories, Actors, Cases*. Oxford: Oxford University Press, 543 pages.

Carpenter, Charlie. 2016. « Yes, Bernie Sanders has a foreign policy vision. Here are its three central ideas ». *The Washington Post* (28 avril).

Carr, Caleb. 2004. « Wrong Definition for a War ». *The Washington Post* (28 juillet).

Carvin, Stephanie et Michael John Williams. 2014. *Law, Science, Liberalism and the American Way of Warfare: the Quest for Humanity in Conflict*. Cambridge: Cambridge University Press, 231 pages.

CBC 2018. « Why do Canadians do – and don't – wear the red poppy ». Disponible en ligne: <https://www.cbc.ca/radio/checkup/what-does-the-remembrance-poppy-mean-to-you-1.4899119/why-some-canadians-do-and-don-t-wear-the-red-poppy-1.4901571> (page consultée le 2022/06/14).

Cheney, Liz. 2019. « Mr. President, you're not about to end a war. You're about to lose it. » *The Washington Post* (22 août).

Chertoff, Michael. 2007. « Make No Mistake: This Is War ». *The Washington Post* (22 avril).

Chilton, Paul et Christina Schaffner. 2002. *Politics as Text and Talk: Analytic Approaches to Political Discourse*. Amsterdam: John Benjamins, 246 pages.

Chivers, C.J. 2018. « War Without End ». *The New York Times* (8 août).

Chivers, C.J. 2019. « The Violence That Followed Iraq's Post-Invasion Spiral ». *The New York Times* (8 août).

Chivers, C.J. et David Rohde. 2002. « Turning Out Guerrillas and Terrorists to Wage a Holy War ». *The New York Times* (18 mars).

Chong, Dennis et James N. Druckman. 2007. « Framing Theory ». *Annual Review of Political Science: Northwestern University* 10: 103-126.

Chorin, Ethan. 2012. « What Libya Lost ». *The New York Times* (14 septembre).

Clarke, Richard A. 2004. « The Wrong Debate on Terrorism ». *The New York Times* (25 avril).

Clarke, Richard A. 2006. « Blinded by Hindsight ». *The New York Times* (1 octobre).

Clement, Scott et Juliet Eilperin. 2015. « Americans more fearful of a major terror attack in the U.S., poll finds ». *The Washington Post* (21 novembre).

Cloud, David S. 2006. « Rumsfeld Says War Critics Haven't Learned Lessons of History » *The New York Times* (30 août).

Clymer, Adam et Janet Elder. 2002. « Poll Finds Unease on Terror Fight and Concerns About War on Iraq » *The New York Times* (8 septembre).

CNN. 2013. « Transcripts: Interview with Robert Gates ». Disponible en ligne à travers les archives de CNN : <https://transcripts.cnn.com/show/sotu/date/2013-02-10/segment/01> (page consultée le 2022/07/05).

Cohen, Bernard. 1963. *The Press and Foreign Policy*. Princeton: Princeton University Press, 298 pages.

Cohen, Bernard. 1973. *The Public's Impact on Foreign Policy*. Boston: Little, Brown, 222 pages.

Cohen, Grant. 2018. « Origins of U.S. public support for drone strikes: the intersection of elite rhetoric, media coverage, and american public opinion 2000-2015 ». Thèse de doctorat disponible en ligne: <https://scholarship.miami.edu/esploro/outputs/doctoral/Origins-of-US-Public-Opinion-for/991031447353802976> (page consultée le 2021/09/29).

Cohen, Richard. 2001. « We Can't Fight Terror Everywhere ». *The Washington Post* (13 novembre).

Cohen, Richard. 2002. « The Dangers of an Unexplained War ». *The Washington Post* (25 juillet).

Cohen, Richard. 2003. « Two Brands of Terror ». *The Washington Post* (21 août).

Cohen, Richard. 2003. « Not Getting the Truth ». *The Washington Post* (16 octobre).

Cohen, Richard. 2004. « Consistently Disconnected ». *The Washington Post* (27 mai).

Cohen, Roger. 2005. « What in it For America ». *The New York Times* (6 mars).

Cohen, William S. 2001. « American Holy War ». *The Washington Post* (12 septembre).

Cole, David. 2006. « How Not to Fight Terrorism ». *The Washington Post* (5 mai).

Constable, Pamela. 2005. « Torture's Echoes; What Chile Can Teach Us About Ourselves ». *The Washington Post* (17 juillet).

Constable, Pamela. 2017. « Pamela Constable, The Washington Post's Kabul bureau chief, sat down this week with the top U.S. military commander in Afghanistan, Gen. John W. Nicholson, Jr. ». *The Washington Post* (26 août).

Constable, Pamela et Khalid Saffar. 2004. « Blasts at Iraqi Police Facilities Kill 68; Suicide Attacks in Basra Claim Many Children; Fallujah Erupts Again ». *The Washington Post* (22 avril).

Converse, Philip. 1964. « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », dans David E. Apter (dir.), *Ideology and Discontent*. New-York: Free Press, 206-258.

Cooper, Helene et Eric Schmitt. 2017. « Niger to Let U.S. Fly Armed Drones ». *The New York Times* (1er décembre).

Cooper, Michael. 2007. « To Democrats, Report Proves War in Iraq Is Misguided ». *The New York Times* (19 juillet).

Cooper, Michael et Marc Santora. 2007. « Mideast Hawks Help to Develop Giuliani Policy ». *The New York Times* (25 octobre).

Cooper, Michael et Patrick Healy. 2007. « Is U.S. Safer Since 9/11? Clinton and Rivals Spar ». *The New York Times* (6 juin).

Cottle, Simon. 2006. *Mediatized Conflict: Developments in Media and Conflict Studies*. New-York: Open University Press, 217 pages.

Costa, Robert et Ed O’Keefe. 2014. « GOP senators call for Special Forces in Iraq and Syria, as Obama officials plan Hill briefings ». *The Washington Post* (29 août)

Cowell, Alan. 2005. « Subway and Bus Blasts in London Kill at Least 37 ». *The New York Times* (8 juillet).

Cox, Robert W. 1981. « Social Forces, States and World Order: Beyond International Relations Theory ». *Millennium* 10 (2) : 126-155.

Critchley, S. (2006). « Derrida: The reader. » *Cardozo Law Review* 27(2): 253-265.

Cronin, Audrey Kurth. 2013. « Why Drones Fail: When Tactics Drive Strategy ». *Foreign Affairs*. Disponible en ligne : <https://www.foreignaffairs.com/articles/somalia/2013-06-11/why-drones-fail> (page consultée le 2021/08/18).

Crowley, Michael. 2008. « Reign of Counterterror ». *The New York Times* (14 septembre).

Cumming-Bruce, Nick. 2020. « Middle East The Killing of Qassim Suleimani Was Unlawful, Says U.N. Expert ». *The New York Times* (9 juillet).

Cunningham, Erin. 2016. « Bombers hit Istanbul airport ». *The Washington Post* (29 juin)

Dall’Acqua, Luisa et Irene M. Gironacci. 2020. *Political Decision-Making and Security Intelligence: Recent Techniques and Technological Developments*. Hershey (PA): Information Science Reference, 170 pages.

Daly, Glyn. 1994. « Post-metaphysical Culture and Politics: Richard Rorty and Laclau and Mouffe ». *Economy and Society* 23 (2): 173–200.

Danner, Mark. 2005. « Taking Stock on the Forever War ». *The New York Times* (11 septembre).

Danon, Danny. 2020. « Trump's Mideast peace plan takes a fresh approach. That's what makes it good ». *The Washington Post* (1er février).

Dao, James. 2001. « U.S. Is Using More Drones, Despite Concern Over Flaws ». *The New York Times* (3 novembre).

Dao, James. 2002. « Bush Sets Role for U.S. in Afghan Rebuilding ». *The New York Times* (18 avril).

Dao, James. 2002. « Internal Security is Attracting a Crowd of Arms Contractor ». *The New York Times* (20 mars).

Dao, James et Andrew C. Revkin. 2002. « A Revolution in Warfare ». *The New York Times* (16 avril).

Daskal, Jennifer et Stephen I. Vladeck. 2013. « Don't Expand the War on Terror ». *The New York Times* (16 mai).

Davendport, Christian. 2015. « Some in Congress urge development of deadly long-range superdrones ». *The Washington Post* (13 avril).

Da Vinha, Luis. 2019. « Competition, Conflict, and Conformity: Foreign Policy Making in the First Year of the Trump Presidency ». *Presidential Studies Quarterly* 49 (2): 280-309.

David, Charles-Phillipe. 2015. *Au sein de la Maison-Blanche : de Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*. Québec : les Presses de l'Université Laval, 1182 pages.

David, Charles-Philippe. 2020. *L'effet Trump : Quel impact sur la politique étrangère des États-Unis*. Montréal : les Presses de l'Université de Montréal, 198 pages.

Davis, Howard. 1972. *How the Bureaucracy Makes Foreign Policy*. Boston: Lexington, 164 pages.

Deacon, David et al. 1999. *Researching Communications: A practical Guide to Methods in Media and Cultural Analysis*. Londres: Arnold, 440 pages.

DeBonis, Mike. 2012. « A nuclear blast of any size would end D.C. as we know it ». *The Washington Post* (27 mars).

Debord, Guy. 1983. *The Society of the Spectacle*. Detroit : Black and Red, 154 pages.

Demirjian, Karoun. 2015. « Kevin McCarthy, speaker-in-waiting, lays out foreign policy vision ». *The Washington Post* (29 septembre).

Department of Defense: United States of America. 2021. « National Defense Budget Estimates for FY 2022 ». Disponible en ligne: https://comptroller.defense.gov/Portals/45/Documents/defbudget/FY2022/FY22_Green_Book.pdf (page consultée le 2023/02/23).

Der Derian, James et Michael Shapiro (dir.). 1998. *International/Intertextual Relations*, Lexington, Mass.: Lexington Books, 350 pages.

Dergham, Raghida. 2001. « You Won't Win With Words Alone ». *The Washington Post* (14 octobre).

Derrida, Jacques. 1977. *Limited Inc*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 66 pages.

- Derrida, Jacques. 1981. *Positions*. Chicago: University of Chicago Press, 136 pages.
- Destler, I. M. 1972. *Presidents, Bureaucrats and Foreign Policy: the Politics of Organizational Reform*. Princeton: Princeton University Press, 367 pages.
- DeYoung, Karen. 2001. « Bush Seeks European Support; President Compares Terrorism, Cold War Totalitarian Regimes ». *The Washington Post* (7 novembre).
- DeYoung, Karen. 2001. « 'Sleeper Cells' Of Al Qaeda Are Next Target; U.S. to Focus on Terror Threat As Afghan Effort Winds Down ». *The Washington Post* (3 décembre).
- DeYoung, Karen. 2002. « Powell Says U.S. Can Balance Human Rights, War on Terror ». *The Washington Post* (2 août).
- DeYoung, Karen. 2009. « Al-Qaeda Seen as Shaken in Pakistan; U.S. Officials Cite Drones, Offensive ». *The Washington Post* (1er juin).
- DeYoung, Karen. 2010. « National security strategy looks beyond military might ». *The Washington Post* (27 mai).
- DeYoung, Karen. 2011. « U.S. sticks to secrecy as drone strikes surge ». *The Washington Post* (20 décembre).
- DeYoung, Karen. 2012. « Questions on Obama's 'drone' remarks rejected ». *The Washington Post* (1er février).
- DeYoung, Karen. 2013. « Drone use remains cloaked despite Obama's pledge for more transparency; Obama administration is struggling ». *The Washington Post* (7 avril).
- DeYoung, Karen. 2015. « CIA-Pentagon drone dispute revived by deaths of hostages ». *The Washington Post* (8 mai).
- DeYoung, Karen. 2014. « Obama's revamp of anti-terror policies stalls; A year after he pledged to pivot the U.S. from a "perpetual wartime footing," he has gained little ground ». *The Washington Post* (22 mai).
- DeYoung, Karen. 2015. « U.S. Embassy in Yemen halts all but emergency services amid unrest; New security measures come as the CIA carries out a drone strike against al-Qaeda's affiliate in the country ». *The Washington Post* (11 février).
- DeYoung, Karen. 2016 « Trump calls for 'extreme vetting' ». *The Washington Post* (16 août).
- DeYoung, Karen. 2016 « The foggy numbers of Obama's wars and non-wars ». *The Washington Post* (23 mai).
- DeYoung, Karen, Greg Miller et William Branigin. 2013. « Brennan defends drone strike policies; President Obama's nominee to head the CIA faces tough questions at his Senate confirmation hearing ». *The Washington Post* (7 février).

DeYoung, Karen et Greg Miller. 2016. « U.S. offers estimate on deaths in drone strikes ». *The Washington Post* (3 juillet).

DeYoung, Karen et Dana Milbank. 2002. « U.S. Repeats Warnings on Terrorism; Bush Urges Other Nations To 'Get Their House in Order' ». *The Washington Post* (1 février).

DeYoung, Karen et Joby Warrick. 2010. « As U.S. pursues al-Qaeda, more kills and fewer captures; Critics say intelligence opportunities are being lost without terrorist detentions ». *The Washington Post* (14 février).

Diamond, Jared. 2002. « Why We Must Feed the Hands That Could Bite Us ». *The Washington Post* (13 janvier).

Dionne, E.J. Jr. 2013. « To go on being Americans ». *The Washington Post* (14 juin).

Doty, Roxanne L. 1996. *Imperial Encounters: The Politics of Representation in North-South Relations*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 232 pages.

Douthat, Ross. 2012. « It's Not About the Video ». *The New York Times* (16 septembre).

Douthat, Ross. 2013. « Why So Little Terrorism? ». *The New York Times* (17 avril).

Douthat, Ross. 2014. « Why We Tortured, Why We Shouldn't ». *The New York Times* (10 décembre).

Drew, Christopher. 2009. « U.S., Drones Are Weapons Of Choice in Fighting Qaeda ». *The New York Times* (17 mars).

Drew, Christopher. 2010. « Drone Flights Leave Military Awash in Data ». *The New York Times* (11 janvier).

Drezner, Daniel W. 2019. « Progressives have a few good ideas for foreign policy. » *The Washington Post* (21 mars).

Drozdiak, William. 2004. « EuroWorried; A Union Unsure About How To Respond ». *The Washington Post* (21 mars).

Dunmire, Patricia L. 2009. « 9/11 Changed Everything: an Intertextual Analysis of the Bush Doctrine ». *Discourse and Society* 20 (2): 195-222.

Easterbrook, Gregg. 2003. « American Power Moves Beyond the Mere Super ». *The New York Times* (27 avril).

Eco, Umberto. 1994. *The Limits of Interpretation*. Bloomington: Indiana University Press, 304 pages.

Edsall, Thomas B. 2015. « Hillary Clinton's Toughness ». *The New York Times* (9 décembre).

Edwards III, George C. et Dan B. Wood. 1999. « Who Influences Whom ? The President, Congress and the media ». *The American Political Science Review* 93 (2) :327-344.

- Egan, Timothy. 2015. « What to Be Afraid Of ». *The New York Times* (5 juin)
- Eggen, Dan. 2001. « Ashcroft Undaunted As Criticism Grows; Higher Profile Brings Controversy ». *The Washington Post* (29 novembre).
- Eggen, Dan et Karen DeYoung. 2001. « Section FBI Draws 'the Line' With Names and Faces; New List Supplements The '10 Most Wanted' ». *The Washington Post* (11 octobre).
- Eggen, Dan et Michael Dobbs. 2002. « Danger Persists After Hobbling Of Al Qaeda; U.S. Officials Fear Attacks Bin Laden Supporters ». *The Washington Post* (14 janvier).
- Eilperin, Juliet. 2003. « Kucinich Challenged on Terror ». *The Washington Post* (13 septembre).
- Ekeus, Rolf. 2003. « Iraq's Real Weapons Threat ». *The Washington Post* (29 juin).
- Eligon, John et Michael Cooper. 2014. « U.S. Bombs at Boston Marathon Kill 3 and Injure 100 ». *The New York Times* (16 avril).
- Elliot, Andrea. 2007. « Where Boys Grow Up to Be Jihadis ». *The New York Times* (25 novembre).
- Enloe, Cynthia. 2014. *Bananas, Bases, and Beaches : Making Feminist Sense of International Relations* 2e edition. Londres : Pandora, 430 pages.
- Entman, Robert M. 2004. *Projects of Power: Framing News, Public Opinion, and U.S. Foreign Policy*. Chicago: Univ. Chicago Press, 240 pages.
- Entman, Robert M. 2012. *Scandal and Silence: Media Responses to Presidential Misconduct*. Cambridge: Polity Press, 280 pages.
- Epstein, Charlotte 2013. « Constructivism or the Eternal Return of Universals in International Relations. Why Returning to Language is Vital to Prolonging the Owl's Flight », *European Journal of International Relations* 19 (3): 499-519.
- Erdbrink, Thomas. 2017. « Ayatollah Calls Trump 'True Face' of the U.S. ». *The New York Times* (8 février).
- Erlanger, Steven. 2001. « European Nations Stands with U.S., Ready to Respond ». *The New York Times* (12 septembre).
- Erlanger, Steven. 2020. « The Coronavirus Inflicts Its Own Kind of Terror ». *The New York Times* (6 avril).
- Esposito, John L. 2007. « Want to Understand Islam? Start Here. ». *The Washington Post* (22 juillet).
- Etheredge, Lloyd. S. 1985. *Can Governments Learn?: American Foreign Policy and Central American Revolutions*. London: Pergamon, 240 pages.

Fair, C. Christine. 2014. « Ethical and methodological issues in assessing drones' civilian impacts in Pakistan ». *The Washington Post* (6 octobre).

Fairclough, Norman et Ruth Wodak. 1997. « Critical discourse analysis ». dans Teun A. van Dijk, éd., *Discourse as Social Interaction: Discourse Studies: A Multidisciplinary Introduction*, (2). Thousand Oaks, CA: 258-284.

Fandos, Nicholas. 2017. « More G.O.P. Lawmakers Fault Order on Refugees ». *The New York Times* (30 janvier).

Farah, Douglas et Peter Finn. 2003. « Terrorism Inc.; Al Qaeda Franchises Brand of Violence to Groups Across World ». *The Washington Post* (21 novembre).

Feldman, Noah. 2007. « The Undeparted ». *The New York Times* (8 avril).

Fialka, John. J. 1992. *Hotel Warriors: Covering the Gulf War*. Woodrow Wilson Center Press: Washington, 80 pages

Fierke, Karin M. et Knud Erik Jørgensen (dir.). 2001. *Constructing International Relations: the Next Generation*, Armonk, New-York : M. E. Sharpe, 254 pages.

Finer, Jon et Robert Malley. 2017. « Our Terror Strategy Gave Us This President ». *The New York Times* (5 mars).

Fink, Katherine. 2019. « Boots Off the Ground: the Impact of Individual-Level Factors on American Public Approval of Lethal Drone Strikes ». *Curej: College Undergraduate Research Electronic Journal*, University of Pennsylvania. Disponible en ligne: <https://repository.upenn.edu/curej/223/> (page consultée 2021/08/18).

Finn, Peter. 2010. « U.S. urged to stop CIA drone hits in Pakistan; Secrecy raises questions about legality of killing, U.N. official says ». *The Washington Post* (21 mars).

Finn, Peter. 2011. « A possible future for drones: Automated killings ». *The Washington Post* (20 septembre).

Finn, Peter et Joby Warrick. 2010. « Under Panetta, a more aggressive CIA; Increased drone strikes earn agency director praise but also criticism ». *The Washington Post* (21 mars).

Finn, Peter et Sari Horwitz. 2012. « Holder says U.S. has right to kill terrorist citizens abroad ». *The Washington Post* (6 mars).

Finn, Peter et Aaron Blake. 2013. « John Brennan confirmed as CIA director, but filibuster brings scrutiny of drone program; The senator said he will no longer hold up John Brennan's nomination as CIA director ». *The Washington Post* (8 mars).

Finnemore, Martha. 1996. *National Interests in International Society*. Ithaca et Londres : Cornell University Press, 176 pages.

Fisher, Max. 2016. « Trying to Know the Unknowable: Why Terrorists Attack ». *The New York Times* (14 juin).

Fisher, Max. 2016. « When a Phrase Takes On New Meaning: 'Radical Islam,' Explained ». *The New York Times* (16 juin).

Fisher, Max. 2016. « Attack in Nice, France, Represents Terrorism's New Reality ». *The New York Times* (15 juillet).

Fisher, Max. 2016. « If a terror chief dies, group tends to live on ». *The New York Times* (1er septembre).

Fisher, Max. 2019. « White Terrorism Shows 'Stunning' Parallels to Rise of Islamic State ». *The New York Times* (6 août).

Fletcher, Michael A. 2005. « Bush Hails Iraq as Ally Against Terror; War Linked to Change Elsewhere ». *The Washington Post* (20 mars).

Fletcher, Michael A. 2005. « Military Must Adapt, Bush Tells Graduates; Base Closings Are Cited as Boost to Efficiency ». *The Washington Post* (28 mai).

Fletcher, Michael A. 2006. « Hezbollah the Loser In Battle, Bush Says; President Cites Plans for Lebanese Control ». *The Washington Post* (15 août).

Fletcher, Michael A. 2006. « Bush Warns Of Enduring Terror Threat; Words of Bin Laden, Allies Show Their Goals, He Says ». *The Washington Post* (6 septembre).

Fletcher, Michael A. 2006. « Cheney Vows 'Full Speed Ahead' on Iraq War ». *The Washington Post* (4 novembre).

Foote, Caleb et Robert D. Atkinson. 2019. « Federal Support for R&D Continues Its Ignominious Slide ». *Information Technology and Innovation Foundation*. Disponible en ligne: <https://itif.org/publications/2019/08/12/federal-support-rd-continues-its-ignominious-slide/> (page consultée le 2023/02/23).

Foucault, Michel. 1966. *The Order of Things: An Archeology of Human Sciences*. Paris: Gallimard, 405 pages.

Foucault, Michel. 1972. *The Archaeology of Knowledge: And the Discourse on Language*. London: Tavistock, 296 pages.

Foucault Michel. 1980. *Power/Knowledge: Selected Interviews and Other Writings 1972-1977*. New-York: Pantheon Books, 282 pages.

Foyle, Douglas. 1999. *Counting the Public In: Presidents, Public Opinion and Foreign Policy*. New-York: Columbia University Press, 368 pages.

French, Sally. 2020. « Drones Would be Able to Deliver Weapons to Military, NATO Test Shows ». *The Drone Girl*. Disponible en ligne : <https://www.thedronegirl.com/2020/10/05/deliver-weapons-nato/> (page consultée le 2022/08/15).

Froomkin, Dan. 2007. « Bush: It's Mukasey or Nothing ». *The Washington Post* (2 novembre).

- Froomkin, Dan. 2008. « A Question of Human Dignity ». *The Washington Post* (14 février).
- Frum, David et Richard Perle. 2004. « The Big Test for the Contenders ». *The New York Times* (21 janvier).
- Fuerth, Leon. 2001. « Digging Out ». *The Washington Post* (16 septembre).
- Fuerth, Leon. 2001. « Why We Fight ». *The Washington Post* (4 novembre).
- Fuerth, Leon. 2002. « One Terrorist at a Time ». *The New York Times* (4 janvier).
- Fukuyama, Francis. 2005. « L'exceptionnalisme Américain et la Politique Étrangère des États-Unis ». *Politique Américaine* 1 (1) : 37-42.
- Gall, Carlotta. 2017. « U.S. Exits, and Iran Comes In; Tehran's Turn ». *The New York Times* (5 août).
- Gall, Carlotta et Ismail Khan. 2006. « Taliban and Allies Tighten Grip in Northern Pakistan ». *The New York Times* (11 décembre).
- Galston, William A. 2002. « Why a First Strike Will Surely Backfire ». *The Washington Post* (16 juin).
- Gamson, William A. 1992. *Talking Politics*. New York: Cambridge Univ. Press, 292 pages.
- Gay Stolberg, Sheryl. 2005. « No Surprise, New Terror Attack Quickly Is Grist of Politics ». *The New York Times* (10 juillet).
- Gay Stolberg, Sheryl. 2006. « Bush Assures That the Nation Is Safer as Memories Turn to a Day of Destruction ». *The New York Times* (8 septembre).
- Gay Stolberg, Sheryl. 2006. « President Moves 14 Held in Secret to Guantanamo ». *The New York Times* (7 septembre).
- Gay Stolberg, Sheryl. 2006. « Looking to Elections, Bush and Democrats Spar on National Security ». *The New York Times* (6 septembre).
- Gay Stolberg, Sheryl. 2007. « Bush Says Iraq Pullout Would Leave U.S. at Risk ». *The New York Times* (24 mai).
- Gearan, Anne. 2015. « Clinton: U.S. must lead the global fight to exterminate Islamic State ». *The Washington Post* (19 novembre).
- Gearan, Anne. 2016. « Trump, Clinton offer dueling strategies for terror threat ». *The Washington Post* (14 juin).
- Gearan, Anne, Sean Sullivan et John Wagner. 2016. « As Trump plays up profiling, Clinton says rhetoric aids ISIS ». *The Washington Post* (20 septembre).
- Gellman, Barton et Thomas E. Ricks. 2001. « Images of Past Wars May Not Fit Present

Foe; Bush Meets With Security Team To Map Options ». *The Washington Post* (16 septembre).

Gelpi, Christopher, Peter D. Feaver et Jason Reifler. « Succes Matters: Casualty Sensitivity and the War in Iraq ». *International Security* 30 (3): 7-46.

George, Alexander L. et Juliette L. George. 1998. *Presidential Personality and Performance*. Boulder, CO: Westview Press, 304 pages.

Gerbner, George. 1985. « Mass media discourse: Message system analysis as a component of cultural indicators ». dans van Dijk, Teun. *Discourse and Communications: New Approaches to Analysis of Mass Media Discourse and Communication*. Berlin: Walter de Gruyter: 13-25.

Gerson, Michael. 2010. « Lullabies for Terrorism ». *The Washington Post* (7 janvier).

Gerson, Michael. 2012. « Obama's ambiguity ». *The Washington Post* (18 septembre).

Gerson, Michael. 2013. « Rand Paul's real war ». *The Washington Post* (12 mars).

Gerson, Michael. 2014. « No time to lead from behind; If the goal is the destruction of the Islamic State, a few things must happen. ». *The Washington Post* (22 août).

Gerson, Michael. 2014. « Obama's careful war on terror ». *The Washington Post* (12 septembre).

Gerstlé, Jacques. 2020. Médias: sociologie des médias. Disponible en ligne : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/medias-sociologie-des-medias/#:~:text=Selon%20le%20Petit%20Larousse%2C%20ils,intention%20d'un%20groupe%20%C2%BB>. (page consultée le 2022/06/27).

Getler, Michael. 2003. « The Language of Terrorism ». *The Washington Post* (21 septembre).

Gettleman, Jeffrey et Helene Cooper. 2014. « U.S. Airstrike in Somalia Targets Shabab Leader ». *The New York Times* (3 septembre).

Giacomo, Carol. 2016. « U.S. Reveals Death Toll From Airstrikes Outside of War Zones ». *The New York Times* (25 février).

Giddens, Anthony. 1991. *Modernity and Self-Identity*. Cambridge: Polity Press, 268 pages.

Gieryn, T. F. 1995. « Boundaries of Science ». dans Jasanoff, S. et al. *Handbook on Science, Technology and Society*. Newbury Park, CA: SAGE, 393–443.

Gilmour, Andrew. 2019. « Children of ISIS Don't Belong in Cages ». *The New York Times* (19 juin).

Gladstone, Rick. 2015. « Many Ask Why Charleston Church Shooting Isn't Terrorism ». *The New York Times* (19 juin).

Gladstone, Rick. 2018. « Attacks in Canada and Belgium Reflect Fuzzy Definition of Terrorism ». *The New York Times* (1er juin).

Glasser, Susan B. 2005. « May Shift Terror Policies; U.S. Is Expected to Look Beyond Al Qaeda ». *The Washington Post* (29 mai).

Glynn, C. J., Susan Herbst, Garrett J. O’Keefe, et Robert Y. Shapiro. 1999. *Public Opinion*. Boulder, CO: Westview, 512 pages.

Goldberg, Jeffrey. 2008. « On Nov. 4, Remember 9/11 ». *The New York Times* (9 septembre).

Golden, Tim. 2006. « Detainee Memo Created Divide in White House ». *The New York Times* (1 octobre).

Golden, Tim et Don Van Natta Jr. 2004. « U.S. Said to Overstate Value of Guantanamo Detainees ». *The New York Times* (21 juin).

Goldmann, Kjell. 1988. *Change and Stability in Foreign Policy: The Problems and Possibilities of Detente*. Princeton, NJ: Princeton University Press, 270 pages.

Goldstein, Amy et Mike Allen. 2002. « Bush Vows to Defeat Terror ». *The Washington Post* (30 janvier).

Goode, Erica. 2001. « Rational and Irrational Fears Combine in Terrorism’s Wake ». *The New York Times* 2 octobre.

Gordon, Michael R. 2002. « Cheney Rejects Criticism by Allies Over Stand on Iraq ». *The New York Times* (16 février).

Gordon, Michael R. 2002. « Cheney Says Next Goal in U.S. War on Terror is to Block Access to Arms ». *The New York Times* (16 mars).

Gordon, Michael R. et Eric Schmitt. 2001. « A War on a Small Scale, Possibly Long and Risky ». *The New York Times* 29 septembre.

Gottweis, Herbert. 2009. « Theoretical Strategies of Poststructuralist Policy Analysis: Towards an Analytics of Government ». dans Hajer, Maarten A. et Hendrik Wagenaar. 2009. *Deliberative Policy Analysis: Understanding Governance in the Network Society*. Cambridge: Cambridge University Press : 247-265.

Graber, Doris. 2003. « Styles of image management during crises: justifying press censorship ». *Discourse and Society* 14 (5): 539–57.

Greenberg, Karen J. 2012. « A World Without Gitmo ». *The Washington Post* (15 janvier).

Greenberg, KJ et Dratel JL. 2005. *The Torture Papers: The Road to Abu Ghraib*. New York: Cambridge University Press, 236 pages.

Greenwood, Faine. 2015. « Man Who Crashed Drone on White House Lawn Won't Be Charged ». *Slate*. Disponible en ligne: <https://slate.com/technology/2015/03/white-house-lawn-drone-the-man-who-crashed-it-there-won-t-be-charged.html> (page consultée le 2023/11/01).

Grillo, Ioan. 2019. « Trump's 'Narco-Terrorism' Label Could Backfire ». *The New York Times* (5 décembre).

Gruffydd Jones, Branwen. 2013 « Good Governance and State Failure: Genealogies of Imperial Discourses ». *Cambridge Review of International Affairs* 26 (1): 49-70.

Grunstein, Judah. 2012. « Militant or Terrorist ? ». *The New York Times* (2 novembre).

Grunwald, Michael. 2003. « Running Scared; Bob Graham's message to the voters is simple: However frightened we are, it isn't nearly frightened enough ». *The Washington Post* (4 mai).

Guoira, A. N. 2013. *Legitimate Target: A Criteria-Based Approach to Targeted Killing*. Oxford: Oxford University Press, 107 pages.

Gventer, Celeste Ward. 2016. « The dangerous blurring of war and peace ». *The Washington Post* (14 août).

Haberman, Maggie et Glenn Thrush et Peter Baker. 2017. « Inside Trump's Hour-By-Hour Battle for Self-Preservation » *New York Times*, disponible en ligne: <https://www.nytimes.com/2017/12/09/us/politics/donald-trump-president.html> (page consultée le 2021/08/13).

Habermas, Jürgen. 1996. *Between Facts and Norms: Contributions to a Discourse Theory of Law and Democracy*, Cambridge, MA: MIT Press, 676 pages.

Halbfinger, David M. et Diane Cardwell. 2004. « Dean Lats Out a Domestic Plan to Wake up His Party ». *The New York Times* (19 décembre).

Halbfinger, David M. et David E. Sanger. « Kerry's Latest Attacks on Bush Borrow a Page from Scripture ». *The New York Times* (25 octobre).

Hall, Abigail and Christopher Coyne. 2013. « The political economy of drones ». *Defense and Peace Economics*. 25 (5): 445-460.

Hallin, Daniel. 1986. *The Uncensored War*. Berkeley: University of California Press, 304 pages.

Halperin, Morton. 1972. « The President and the Military ». *Foreign Affairs* 50 (Janvier): 310-314.

Hammack, Philip L. et Andrew Pilecki A. 2012. « Narrative as a root metaphor for political psychology ». *Political Psychology* 33 (1): 75–103.

Hansen, Lene. 2006. *Security as Practice : Discourse Analysis and the Bosnian War*. Londres : Routledge, 207 pages.

Hansen, Lene. 2012. « Reconstructing desecuritisation: the normative-political in the Copenhagen School and directions for how to apply it ». *Review of International Studies* 38 (3): 525-546.

Hansen, Lene. 2012. « Discourse Analysis, Post-structuralism, and Foreign Policy ». dans Smith, Steve, Amelia Hadfield et Tim Dunne 2012. *Foreign Policy: Theories, Actors, Cases*. Oxford: Oxford University Press, 543 pages.

Harper, Jon. 2020. « More Drones Needed to Fight Two-Front War ». *National Defense*. Disponible en ligne: <https://www.nationaldefensemagazine.org/articles/2020/3/10/more-drones-needed-to-fight-two-front-war> (page consultée le 2021/08/06).

Harris, Gardiner et Michael D. Shear. 2015. « Obama Says of Terrorist Threat: 'We Will Overcome It' ». *The New York Times* (7 décembre).

Harris, John F. 2001. « Bush Gets More International Support For U.S. 'Crusade' Against Terrorism; Officials Warn New Attacks Are Possible ». *The Washington Post* (17 septembre).

Harris, John F. 2001. « President Details Global War On Terrorists and Supporters; Bush Tells Nations to Take Sides As N.Y. Toll Climbs Past 6,000 ». *The Washington Post* (20 septembre).

Harris, John F. 2004. « For Openers, Recalling the Past to Win the Present ». *The Washington Post* (31 août).

Harris, Robert. 2006. « Pirates of the Mediterranean ». *The New York Times* (30 septembre).

Harrison, Todd. 2013. « Chaos and Uncertainty: The FY Defense Budget and Beyond ». Center for Strategic Budgetary Assessments. Disponible en ligne: <https://csbaonline.org/research/publications/chaos-and-uncertainty-the-fy-14-defense-budget-and-beyond> (page consultée le 2021/08/18).

Harshaw, Tobin. 2010. « Are Tea Parties Racist? Is Al Qaeda? ». *The New York Times* (16 juillet).

Hart, Rodrigue P. 1985. « Systematic Analysis of Political Discourse: The Developments of Diction ». dans Sanders, Keith R., Lynda Lee Kaid et Dan Nimmo. *Political Communication Yearbook*. Carbondale: Southern Illinois University Press: 97-134.

Harwell, Drew et Craig Timberg. 2019. « Where the Christchurch attack sparked 'ecstasy' » *The Washington Post* (24 mars).

Hasan, Mehdi. 2017. « Will lying lead to war with Iran? ». *The New York Times* (30 novembre).

Hauser, Christine. 2013. « The Aftermath of Drone Strikes on a Wedding Convoy in Yemen » *The New York Times* (19 décembre)

Hauslohner, Abigail. 2014. « Yemenis question U.S. drone strategy » *The Washington Post* (9 février).

Healy, Patrick. 2015. « New Outbreak of Violence Alters Political Discourse ». *The New York Times* (15 novembre).

Healy, Patrick. 2015. « Republicans Attack Obama's Address ». *The New York Times* (6 décembre).

Healy, Patrick et John Glaser. 2018. « Repeal, Don't Replace, Trump's War Powers ». *The New York Times* (17 avril).

Henderson, Nia-Malika. 2012. « Eleven years on, a somber remembrance ». *The Washington Post* (12 septembre).

Herbert, Bob. 2005. « It Just Gets Worse ». *The New York Times* (11 juillet).

Herbert, Bob. 2005. « Torture, American Style ». *The New York Times* (11 février).

Herbert, Bob. 2005. « Oil and Blood ». *The New York Times* (28 juillet).

Herbert, Bob. 2006. « The Torture of Liberty ». *The New York Times* (21 septembre).

Herbert, Bob. 2006. « Aiding our Enemies ». *The New York Times* (14 août).

Herman, Edward et Noam Chomsky. 1988. *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media*. New-York: Pantheon, 480 pages.

Hermann, Charles F. 1990. « When Governments Choose to Redirect Foreign Policy ». *International Studies Quarterly* 34 (1): 3-21.

Hernandez, Nelson. 2003. « Farewell to College Joys; Rumsfeld Urges Academy Graduates to 'Shape the Chaos' ». *The Washington Post* (24 mai).

Hernandez, Raymond. 2003. « Bush Says Much Depends on Troops Success ». *The New York Times* (5 juillet).

Hiatt, Fred. 2002. « Staying on Offense; Bush's focus must remain terrorism ». *The Washington Post* (14 janvier).

Hiatt, Fred. 2006. « Democrats' Narrow Vision ». *The Washington Post* (3 avril).

Hill, Christopher. 2003. *The Changing Politics of Foreign Policy*. Basingstoke: Palgrave Macmillan, 398 pages.

Hirschfeld Davis, Julie. 2014. « Obama Urges Global United Front Against Extremist Groups Like ISIS ». *The New York Times* (19 février).

Hirschfeld Davis, Julie et Dalia Sussman 2014. « Terror threat hits Obama's standing, poll shows ». *The New York Times* (18 septembre).

Hirschfeld Davis, Julie et Dalia Sussman. 2014. « Obama Faulted in Terror Fight, New Poll Finds ». *The New York Times* (18 septembre).

Hoagland, Jim. 2001. « An Ally's Terrorism ». *The Washington Post* (3 octobre).

Hoagland, Jim. 2001. « Eye on the Goal ». *The Washington Post* (31 octobre).

Hoagland, Jim. 2001. « We're Still Chasing a Criminal ». *The Washington Post* (2 novembre).

Hoagland, Jim. 2002. « Wanted: An Argument Worth Having ». *The Washington Post* (29 septembre).

Hoagland, Jim. 2002. « War's Global Casualties ». *The Washington Post* (17 octobre).

Hoagland, Jim. 2003. « Bush's Clock ». *The Washington Post* (14 février).

Hoagland, Jim. 2005. « The True War: Within, and for, Islam ». *The Washington Post* (14 juillet).

Hoagland, Jim. 2006. « Diminishing the U.S. Footprint ». *The Washington Post* (19 mars).

Hoagland, Jim. 2006. « Terror Turf Wars; Bush's Secret Blueprint, Stalled Infighting ». *The Washington Post* (16 avril).

Hoagland, Jim. 2009. « Good Word for a War that Goes On ». *The Washington Post* (1er février).

Hodges, Adam. 2011. *The "War on Terror" Narrative: Discourse and Intertextuality in the Construction and Contestation of Sociopolitical Reality*. New York: Oxford University Press, 208 pages.

Hodges, Adam. 2015. « Intertextuality in Discourse ». dans *The Handbook of Discourse Analysis* 1, éd. Tannen, Deborah, Heidi E. Hamilton et Deborah Schiffrin. West Sussex : John Wiley and Sons, 872 pages.

Hodgson, Godfrey. 1973. « The establishment ». *Foreign Policy* 10 (printemps): 3–40.

Hohmann, James. 2020. « Taliban prisoners linked to killing U.S. troops are released ahead of 9/11 anniversary ». *The Washington Post* (11 septembre).

Hollis, Martin et Steve Smith. 1991. *Explaining and Understanding International Relations*. Oxford: Clarendon Press, 234 pages.

Holsti, Kal J. 1982. *Why Nations Realign: Foreign Policy Restructuring in the Postwar Period*. London: Allen and Unwin: 238 pages.

Holsti, Ole R. 1969. *Content Analysis for the Social Sciences and Humanities*. Reading, MA: Addison-Wesley, 236 pages.

Holsti, Ole R. Richard Brody et Robert C. North. 1965. « Measuring Affect and Action in International Reaction Models: Empirical Materials from the 1962 Cuban Missile Crisis ». *Peace Research Society Papers* (2): 170-190.

Holsti, Ole R. 1992. « Public Opinion and Foreign Policy: Challenges to the Almond-Lippmann Consensus ». *International Studies Quarterly* 36 (4): 439-466.

Horowitz, Michael C., Sarah E. Kreps et Matthew Fuhrmann. 2016. « Separating Fact from Fiction in the Debate over Drone Proliferation ». *International Security* 41 (2): 7-42.

Hsu, Spencer S. 2006. « U.S. Weighs How Best to Defend Against Nuclear Threats; Proven Technology Vs. New Advances ». *The Washington Post* (15 avril).

Hsu, Spencer S. et Joby Warrick. 2009. « Obama's Battle Against Terrorism To Go Beyond Bombs and Bullets ». *The Washington Post* (6 août).

Hudson, Valerie M. 2007. *Foreign Policy Analysis: Classic and Contemporary Theory*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield, 223 pages.

Hughes, Karen. 2010. « I hope they choose to move the mosque ». *The Washington Post* (22 août).

Hulse, Carl. 2006. « Democrats Asserting Bush Has Diminished U.S. Safety ». *The New York Times* (15 août).

Hulse, Carl et Kate Zernike. 2006. « House Passes Detainee Bill as It Clears Senate Hurdle ». *The New York Times* (28 septembre).

Hunt, Alan. 1992. « Foucault's Expulsion of Law: Toward a Retrieval ». *Law and Social Inquiry* 17 (1): 1-38

Hylton, Wil S. 2011. « Warning: There's Not Nearly Enough Of This Vaccine To Go Around ». *The New York Times* (30 octobre)

Hymes, Dell. 1974. *Foundations in Sociolinguistics: An Ethnographic Approach*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 260 pages.

Ignatieff, Michael. 2002. « The Lessons of Terror ». *The New York Times* (17 avril).

Ignatieff, Michael. 2003. « Why are We in Iraq? ». *The New York Times* (7 septembre).

Ignatieff, Michael. 2004. « Lesser Evil ». *The New York Times* (2 mai).

Ignatiatus, David. 2002. « War and Ben Laden's Kidneys ». *The Washington Post* (3 février).

Ignatiatus, David. 2006. « Fight Terror -- With Law ». *The Washington Post* (30 juin).

Ignatiatus, David. 2008. « The Fading Jihadists ». *The Washington Post* (28 février).

Ignatiatus, David. 2008. « Thinking Through Doomsday ». *The Washington Post* (23 mai).

Ignatiatus, David. 2010. « A foe learns and adapts ». *The Washington Post* (2 novembre).

Igniatus, David. 2010. « Is killing our only option for terrorists? ». *The Washington Post* (2 décembre).

Igniatus, David. 2011. « Obama's misstep on drones in Libya ». *The Washington Post* (22 avril).

Igniatus, David. 2016. « Obama's remaining agenda ». *The Washington Post* (9 novembre).

Igniatus, David. 2016. « Is Southeast Asia the next jihadist haven? ». *The Washington Post* (19 août).

Impelli, Matthew. 2020. « Colorado Representative Says SolarWinds Hack Could be Cyber Equivalent of Pearl Harbor ». *Newsweek* (18 décembre). Disponible en ligne : <https://www.newsweek.com/colorado-representative-says-solarwinds-hack-could-cyber-equivalent-pearl-harbor-1555994> (page consultée le 2022/07/04).

Innis, Harold A. 1951. *The Bias of Communication*. Toronto: University of Toronto Press, 304 pages.

Jacobs, Lawrence R. et Benjamin I. Page. 2005. « Who Influences U.S. Foreign Policy? » *American Political Science Review*, 99 (1): 107–123.

Jacobson, Mark R. 2013. « 5 Myths about Obama's drone war ». *The Washington Post* (10 février)

Jacoby, William G. 2000. « Issue framing and public opinion on government spending ». *American Journal of Political Science* 44 (4):750–767.

Jaffar, Jameel. 2016. *The Drone Memos*. New York: New Press, 352 pages.

Jaffe, Greg et Karen DeYoung. 2009. « Obama Team Mulls Aims Of Somali Extremists; Seeing Potential Terror Threat, Officials Debate Their Options ». *The Washington Post* (26 avril)

Jaffe, Greg et Karen DeYoung. 2010. « U.S. Drones on Hunt in Yemen ». *The Washington Post* (26 avril)

Jaffe, Greg. 2010. « Drone pilots rise on winds of change in Air Force; The venerable aviator may take a back seat to invulnerable technicians working on the ground ». *The Washington Post* (7 novembre)

Jaffe, Greg. 2013. « Former defense secretary Gates warns against lure of drone warfare; In speech, former defense secretary says some experts have come to view war as a 'video game.' ». *The Washington Post* (24 novembre)

Jaffe, Greg. 2016. « Obama tells Europe to stick together, reject fear ». *The Washington Post* (26 avril)

Jaffe, Greg. 2016. « How Obama went from reluctant warrior to drone champion ». *The Washington Post* (4 juillet)

Jaffe, Greg, Anne Gearan et David Nakamura. 2016. « A fight over nation's values ». *The*

Washington Post (15 juin)

Jäger, Siegfried. 2001. « Discourse and Knowledge: Theoretical and Methodological Aspects of a Critical Discourse and Dispositive Analysis ». dans Wodak, Ruth et Michael Meyer. 2001. *Methods of Critical Discourse Analysis*. Londres: SAGE publications: 32-62.

Janis, Irving L. 1943. « The Problem of Validating Content Analysis ». dans Lasswell, Harold D. et Nathan Leites. *Language of Politics: Studies in Quantitative Semantics*. Cambridge: MIT Press, 406 pages.

Janis, Irving L. 1982. *Groupthink*. Boston: Houghton Mifflin, 349 pages.

Jehl, Douglas. 2004. « C.I.A. Says Berg's Killer was Very Probably Zarqawi ». *The New York Times* (14 mai).

Jehl, Douglas. 2004. « Intelligence Report to Assess Threat Posed by Terrorists ». *The New York Times* (28 octobre).

Jehl, Douglas. 2005. « Many Bombs but Links Are Unclear ». *The New York Times* (24 juillet).

Jehl, Douglas. 2005. « Questions Left by C.I.A. Chief on Torture Use ». *The New York Times* (18 mars).

Jehl, Douglas. 2005. « U.S. Panel Sees Iraq as Terror Training Area ». *The New York Times* (14 janvier).

Jehl, Douglas et Eric Schmitt. 2003. « U.S. Bombs Convoy of Fleeing Iraqis ». *The New York Times* (23 juin).

Jentleson, Bruce W. 1992. « The Pretty Prudent Public: Post Post-Vietnam American Public Opinion on the Use of Military Force ». *International Studies Quarterly* 36 (1): 49-74.

Johnson, Jenna. 2016. « Trump's gloomy vision is far from 'Morning in America' ». *The Washington Post* (22 juillet).

Johnson, Jenna et Jose A. DelReal. 2016. « Trump vows to 'destroy ISIS' - but refuses to say how ». *The Washington Post* (25 septembre).

Johnson, Richard. 1974. *Managing the White House: An Intimate Study of the Presidency*. New York: Harper & Row, 270 pages.

Johnston, David. 2004. « What is (Un)Known About Al Qaeda in America ». *The New York Times* (30 mai).

Johnston, David. 2004. « F.B.I. Chief Sees NATO-like Antiterror Alliance ». *The New York Times* (23 juin).

Johnston, David et David E. Sanger. 2002. « Threats and Responses: Hunt for Suspects; Fatal Strike in Yemen Was Based on Rules Set Out by Bush ». *The New York Times*. Disponible en ligne :

<https://web.archive.org/web/20170602032652/http://www.nytimes.com/2002/11/06/world/threats-responses-hunt-for-suspects-fatal-strike-yemen-was-based-rules-set-bush.html?pagewanted=all&src=pm> (page consultée le 2023/02/16).

Johnstone, Barbara. 2008. *Discourse Analysis*. Malden, MA: Wiley-Blackwell, 304 pages.

Johnston, David et James Risen. 2002. « Seized Afghan Files Show Intent, Not Plans ». *The New York Times* (1 février).

Josephson, John R. et Josephson Susan G. 1994. *Abductive Inference: Computation, Philosophy, Technology*. New-York: Cambridge University Press, 320 pages.

Judah, Ben. 2017. « The Terrorist Attack That Failed to Terrify ». *The New York Times* (15 septembre).

Kaag, John et Sarah Kreps. 2012. « The Moral Hazard of Drones ». *The New York Times* (22 février).

Kagan, Robert. 2003. « No George McGovern ». *The Washington Post* (17 novembre).

Kagan, Robert. 2005. « A Higher Realism ». *The Washington Post* (23 janvier).

Kagan, Robert. 2010. « Foreign policy, common ground; One area where bipartisanship still stands a chance ». *The Washington Post* (5 mars).

Kahn, Joseph. 2001. « A Trend Toward Attacks the Emphasize Deaths ». *The New York Times* 12 septembre.

Kakutani, Michiko. 2006. « Constitution Bending: A Jurist's Argument ». *The New York Times* (19 septembre).

Kamen, Ali. 2012. « The X-ray files ». *The Washington Post* (10 juillet).

Kampmark, Binoy. 2015. « Patriotism, Weapons Fetishism and Accountability: An Examination of the U.S. UAV Program ». *Fast Capitalism* 12 (1): 11-22.

Kapitan, Tomis. 2014. « The Reign of 'Terror' ». *The New York Times* (19 octobre).

Kayyem, Juliette. 2019. « There are no lone wolves ». *The Washington Post* (5 août).

Keller, Bill. 2002. « The Fighting Next Time ». *The New York Times* (10 mars).

Keller, Bill. 2013. « Inching Into Syria ». *The New York Times* (24 juin).

Kelly, John. 2010. « Columnist John Kelly chats about the people and stories ». *The Washington Post* (19 mars).

Kelly, Michael. 2001. « When Innocents are the Enemy ». *The Washington Post* (12 septembre).

Kelly, Michael. 2003. « Immorality on the March ». *The Washington Post* (19 février).

Kessler, Glenn. 2013. « Obama's claim he called Benghazi an 'act of terrorism'; President Obama asserts he called the Benghazi attack an "act of terrorism" within a day. But that's not correct. » *The Washington Post* (14 mai).

Khan, Ismail et Declan Walsh. 2014. « Military Wages Assault Against Militants ». *The New York Time* (16 juin).

Killcullen, David et Andrew McDonald. 2009. « Death From Above, Outrage Down Below ». *The New York Time* (17 mai).

Kinnvall, Catarina et Jennifer Mitzen. 2020. « Anxiety, Fear, and Ontological Security in World Politics: Thinking with and Beyond Giddens ». *International Theory* 12 (2): 240-256.

Kinsley, Michael. 2001. « Defining Terrorism; It's essential. It's also impossible ». *The Washington Post* (5 octobre).

Kirkpatrick, David D. et Eric Schmitt. 2014. « Terror's Front: Local Groups, Eyes on West ». *The New York Time* (29 mai).

Klein, Bradley S. 1994. *Strategic Studies and World Order: The Global Politics of Deterrence*. Cambridge: Cambridge University Press, 210 pages.

Kliff, Sarah. 2012. « Footnoting the (final) debate! ». *The Washington Post* (23 octobre).

Kliff, Sarah. 2012. « The full transcript of the third presidential debate ». *The Washington Post* (23 octobre).

Knowlton, Brian. 2001. « Terror in America / We're going to Smoke Them Out: President Ains his Anger ». *The New York Times* (19 Septembre). Disponible en ligne : <https://www.nytimes.com/2001/09/19/news/terror-in-america-were-going-to-smoke-them-out-president-airs-his-anger.html> (page consultée le 2022/06/03).

Krauthammer, Charles. 2001. « To War, Not to Court ». *The Washington Post* (12 septembre).

Krauthammer, Charles. 2001. « Victory Changes Everything ». *The Washington Post* (30 novembre).

Krauthammer, Charles. 2004. « Israel's Intifada Victory ». *The Washington Post* (18 juin).

Krauthammer, Charles. 2005. « Europe's Native-Born Enemy ». *The Washington Post* (15 juillet).

Krauthammer, Charles. 2010. « War? What war? ». *The Washington Post* (1er janvier).

Krauthammer, Charles. 2010. « Miranda rights for terrorists? ». *The Washington Post* (29 janvier).

Krauthammer, Charles. 2010. « Obama's nuclear posturing, Part Deux ». *The Washington Post* (16 avril).

Krauthammer, Charles. 2011. « Evil does not die of natural causes; Without the war on terror, the bin Laden operation could never have happened ». *The Washington Post* (6 mai).

Krippendorff, Klaus. 1980. *Content Analysis: An Introduction to its Methodology*. Beverly Hills, CA: SAGE Publications, 472 pages.

Krippendorff, Klaus. 2004. *Content Analysis: An Introduction to its Methodology*. 2e édition. Londres: SAGE Publications, 413 pages.

Kristeva, Julia. 1980. « Desire in Language: A Semiotic Approach to Literature and Art », éd. Leon S. Roudiez, T. Gora, Alice Jardine et Leon S. Roudiez. New York: Columbia University Press, 320 pages

Kristof, Nicholas. 2011. « After Osama Bin Laden... ». *The New York Time* (2 mai).

Kristof, Nicholas. 2011. « Confronting Our Own Extremist ». *The New York Time* (16 juin).

Kristof, Nicholas D. 2002. « The Wrong War ». *The New York Time* (19 février).

Kristof, Nicholas D. 2011. « Linking Extreme Poverty and Global Terrorism ». *The New York Time* (13 mars).

Kristol, William. 2002. « Taking the War Beyond Terrorism » *The Washington Post* (31 janvier).

Krugman, Paul. 2005. « America Held Hostage ». *The New York Times* (1 juillet).

Krugman, Paul. 2015. « Fearing Fear Itself ». *The New York Times* (16 novembre).

Kruse, Michael. 2016. « The Executive Mr. Trump ». *Politico Magazine*, disponible en ligne : <https://www.politico.com/magazine/story/2016/07/2016-donald-trump-boss-employer-company-hired-fired-employees-workers-management-business-214020> (page consultée le 2021/08/13).

Kulish, Nicholas et Jeffrey Gettleman. 2013. « U.S. Sees Direct Threat in Attack at Kenya Mall ». *The New York Times* (26 septembre).

Kull, Steven, Clay Ramsay et Evan Lewis. 2004. « Misperceptions, the media and the Iraq war ». *Political Science Quarterly* 118 (4): 569–98.

Labov, William. 1972. *Sociolinguistic Patterns*. Philadelphie: University of Pennsylvania Press, 362 pages.

Laclau, Ernesto et Chantale Mouffe. 1985. *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics*. London: Verso, 337 pages.

Laclau, Ernesto. 1990. *New Reflections on the Revolution of our Time*. Londres: Verso, 280 pages.

Lakoff, George. 2004. *Don't Think of an Elephant!* Vermont: Chelsea Green, 144 pages.

Lancaster, John. 2004. « High-Profile Attacks Force Pakistan to Confront Extremists; Groups Were Once Considered Allies ». *The Washington Post* (19 juin).

Lancaster, John et Helen Dewar. 2001. « Congress Clears Use of Force, Aid Package; \$40 Billion -- Double Bush's Request -- Earmarked for Rebuilding, Terror Response ». *The Washington Post* (16 septembre).

Lancaster, John et Greg Schneider. 2001. « Foreign Policy Consequences Huge; Missile Shield, Mideast, Security Likely to Be Influenced ». *The Washington Post* (13 septembre).

Landler, Mark. 2012. « Civilian Deaths Due to Drones Are Not Many, Obama Says ». *The New York Times* (31 janvier).

Landler, Mark et Eric Schmitt. 2011. « Bush and Obama, Shoulder to Shoulder ». *The New York Times* (12 septembre).

Landler, Mark et Eric Schmitt. 2018. « Administration Reveals Its Strategy to Combat 'More Fluid' Terrorism ». *The New York Times* (5 octobre).

Lasswell, Harold D. 1960. « The Structure and Function of Communication in Society ». dans Schramm, Wilbur. *Mass Communications*. Urbana: University of Illinois Press, 117-130.

Lauder, Ronald S. 2014. « Who Will Stand Up for the Christians? ». *The New York Times* (20 août).

Layne, Christopher. 2017. « The US Foreign Policy Establishment and Grand Strategy: How American Elites Obstruct Strategic Adjustment ». *International Politics* 54 (1): 260-275.

Leibovich, Mark. 2003. « Fear Factoring; Nervous About the Terrorist Threat, People Imagine the Worst ». *The Washington Post* (1er mai).

Lelyveld, Joseph. 2005. « Interrogating Ourselves ». *The New York Times* (12 juin).

Lichtblau, Eric. 2003. « Ashcroft Seeks More Power to Pursue Terror Suspects ». *The New York Times* (6 juin)

Lichtblau, Eric. 2003. « U.S. Cites Al Qaeda in a Plot to Destroy Brooklyn Bridge ». *The New York Times* (20 juin)

Lichtblau, Eric et Scott Shane. 2005. « House to Take Up Patriot Act Extension ». *The New York Times* (21 juillet)

Lindblom, Charles. 1959. « The Science of Muddling Through ». *Public Administration Review* 19 (2): 79-88.

Lithwick, Dahlia. 2006. « Stop Me Before I Think Again ». *The Washington Post* (16 juillet).

Livingston, Steven. 1997. « Clarifying the CNN Effect: An Examination of Media Effects According to Type of Military Intervention ». *Research Paper R-18*. Disponible en ligne: https://shorensteincenter.org/wp-content/uploads/2012/03/r18_livingston.pdf (page consultée le

2021/08/11).

Livingston, Steven et J. Riley. 1999. « Television Pictures in Multilateral Policy Decision Making: An Examination of the Decision to Intervene in Eastern-Zaire in 1996 ». Presented at the British International Studies Annual Conference, University of Manchester: 21-23.

Lobell, Steven E., Norrin Ripsman, et Jeffrey W. Taliaferro (dir.). 2009. *Neoclassical Realism, the State, and Foreign Policy*. Cambridge : Cambridge University Press, 324 pages.

LoBianco, Tom. 2015. « Donald Trump on terrorists: Take out their families ». *CNN*. Disponible en ligne: <https://www.cnn.com/2015/12/02/politics/donald-trump-terrorists-families/index.html> (page consultée 2023/11/01).

Loeb, Vernon. 2002. « Bursts of Brilliance ». *The Washington Post*. Disponible en ligne : <https://web.archive.org/web/20200116005323/https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/magazine/2002/12/15/bursts-of-brilliance/0c06b132-2d70-41e6-882e-5c4ece8f5fcf/> (page consultée le 2023/02/16).

Loeb, Vernon. 2002. « Bursts of Brilliance; How a string of discoveries by unheralded engineers and airmen helped bring America to the pinnacle of modern military power ». *The Washington Post* (15 décembre).

Lorber, Janie. 2010. « The Caucus Saturday Word: Nine Years Later ». *The New York Times* (11 septembre).

Luke, Timothy W. 1998. « What's Wrong with Deterrence ? A Semiotic Interpretation of National Security Policy ». dans Der Derian, James et Michael Shapiro (dir.). 1998. *International/Intertextual Relations*, Lexington, Mass.: Lexington Books, 350 pages.

Luo, Michael et Marc Santora. 2007. « For G.O.P. Candidates, a Common Talking Point on the War ». *The New York Times* (14 septembre).

Lynch, Colum. 2004. « U.N. Dissolves Panel Monitoring Al Qaeda; Group Had Criticized Security Council ». *The Washington Post* (2 février).

Madrick, Jeff. 2002. « Effective Victory in the War Against Terrorism Hinges on Cutting Off Resources ». *The New York Times* (21 mars)

Malinowski, Tom. 2004. « Absent Moral Authority ». *The Washington Post* (2 février).

Malinowski, Tom. 2012. « A dangerous future of killer robots ». *The Washington Post* (23 novembre).

Mallaby, Sebastian. 2002. « Triage for Terrorism ». *The Washington Post* (22 juillet).

Mallaby, Sebastian. 2004. « For a 'New Imperialism' ». *The Washington Post* (10 mai).

Mann, Judy. 2001. « Style Our Vengeance Must Be Patient, Wise ». *The Washington Post* (14 septembre).

Manoff, Robert. 1988. Some Notes on the News: John McWhethy Reports on SDI. Unpublished paper delivered at the Second IGCC Conference on Discourse, Peace, Security and International Society, Ballyvaughan, Ireland.

Margolis, Michael. et Gary.A. Mauser. 1989. *Manipulating Public Opinion: Essays on Public Opinion*. Pacific Grove (CA) : Brooks Cole, 423 pages.

Marquis, Christopher. 2002. « I Do Becomes Hey Want to Dance? » *The New York Times* (14 avril)

Markoff, John. 2014. « Fearing Bombs That Can Pick Whom to Kill » *The New York Times* (12 novembre).

Martin, James. 2012. « Post-structuralism, Civil Society and Radical Democracy ». dans Little, Adrian et Moya Lloyd. 2012. *The Politics of Radical Democracy*. Edinburgh : Edinburgh University Press, 240 pages.

Marshall, Alex. 2016. « From Civil War to Proxy War: Past History and Current Dilemmas ». *Small Wars & Insurgencies*, 27 (2): 183-95.

Matfess, Hilary. 2015. « Boko Haram is not al-Qaeda ». *The Washington Post* (13 janvier).

Matthews, Dylan. 2013. « Everything you need to know about the drone debate, in one FAQ ». *The Washington Post* (8 mars).

Mayring, Philipp. 2000. « Qualitative Content Analysis ». *Forum Qualitative Sozialforschung* 1(2) : 1-20.

Mazzetti, Mark. 2006. « Backing Policy, President Issues Terror Estimate ». *The New York Times* (27 septembre).

Mazzetti, Mark. 2006. « Intelligence Chief Says Al Qaeda Improves Ability to Strike in U.S. ». *The New York Times* (6 février).

Mazzetti, Mark. 2008. « Spy Agencies Say Iraq War Worsens Terrorism Threat ». *The New York Times* (24 septembre).

Mazzetti, Mark. 2009. « The Downside of Letting Robots Do the Bombing ». *The New York Times* (22 mars).

Mazzetti, Mark. 2013. « How a Single Spy Helped Turn Pakistan Against the United States ». *The New York Times* (14 avril).

Mazzetti, Mark et David Rohde. 2008. « Amid U.S. Policy Disputes, Qaeda Grows in Pakistan ». *The New York Times* (30 juin).

Mazzetti, Mark et Eric Schmitt. 2010. « C.I.A. Intensifies Drone Campaign Within Pakistan ». *The New York Times* (28 septembre).

Mazzetti, Mark et Eric Schmitt. 2013. « Politics Q & A: Answering Readers' Queries on Drones ». *The New York Times* (23 mai).

Mazzetti, Mark et Eric Schmitt. 2015. « Fatal Blunder Was Apparent in Aftermath of Drone Strike in Pakistan ». *The New York Times* (24 avril).

Mazzetti, Mark, Eric Schmitt et Mark Landler. 2014. « Struggling to Gauge Threat, Even as U.S. Prepares to Act ». *The New York Times* (11 septembre).

Mazzetti, Mark et Helen Cooper. 2014. « U.S. Isn't Sure Just How Much to Fear ISIS ». *The New York Times* (23 août).

McCain, John et Lindsey Graham. 2014. « Stop Dithering, Confront ISIS ». *The New York Times* (30 août).

McConnell, Mitch. 2019. « Withdrawing from Syria is a grave mistake ». *The Washington Post* (22 octobre).

McKinley Jr. James C. 2003. « Despite Polls, Pataki Backs Bush on Iraq All the Way ». *The New York Times* (3 octobre).

McKinley Jr. James C. 2004. « Back from Iraq, Pataki Says Trip Confirmed View of War ». *The New York Times* (14 février).

McMahon, Robert J. 1999. « Rationalizing Defeat: The Vietnam War in American Presidential Discourse, 1975-1995 ». *Rhetoric and Public Affairs* 2 (4): 529-549.

McTavish, Donald et Elle B. Pirro. 1990. « Contextual Content Analysis ». *Quality and Quantity* 24 : 245-265.

McTavish, Donald. Kenneth Litkowski et Susan Schrader. 1997. « A Computer Content Analysis Approach to Measuring Social Distance in Residential Organizations for Older People ». *Social Science Computer Review* 15: 170-180.

Mekhennet, Souad et Rachel Weiner. 2020. « As Trump vows crackdown on 'antifa,' growth of right-wing extremism frustrates Europeans ». *The Washington Post* (7 juin).

Merk, Frederick. 1963. *Manifest Destiny and Mission in American History*. Cambridge: Harvard University Press, 278 pages.

Merten, Klaus. 1991. *Inhaltsanalyse: Einführung in Theorie, Methode und Praxis* (Dans Krippendorff 2004). Opladen: Westdeutscher Verlag, 408 pages.

Milbank, Dana. 2002. « Bush Honors Dead At D-Day Cemetery; President Links WWII to Fight on Terror ». *The Washington Post* (28 mai).

Milbank, Dana. 2003. « Bush: U.S. Faces 'Hard' Task in Iraq; Result Will Be More Secure World, President Says ». *The Washington Post* (27 août).

Milbank, Dana. 2003. « Bush Disavows Hussein-Sept. 11 Link; Administration Has Been Vague on Issue, but President Says No Evidence Found ». *The Washington Post* (18 septembre).

Milbank, Dana. 2004. « Bush Asks Allies for Unity on Iraq; No Nation Exempt From Terrorism, President Says on War Anniversary ». *The Washington Post* (20 mars).

Milbank, Dana. 2010. « Was that al-Qaeda's best shot? ». *The Washington Post* (10 janvier).

Milbank, Dana. 2014. « The peace president's call to arms ». *The Washington Post* (25 septembre).

Milbank, Dana et Mike Allen. 2003. « President Tells Hussein to Leave Iraq Within 48 Hours or Face Invasion; Ultimatum Is Delivered After U.N. Effort Fails ». *The Washington Post* (18 mars).

Milbank, Dana et Peter Slevin. 2003. « President Details Vision for Iraq; Post-Hussein Nation Could Be Catalyst For Peace, Bush Says in Defending Aims ». *The Washington Post* (27 février).

Miller, Bill. 2002. « Study Urges Focus on Terrorism With High Fatalities, Cost ». *The Washington Post* (29 avril).

Miller, Christopher. 2020. « This 9/11 anniversary arrives with the end of the war on al-Qaeda well in sight ». *The Washington Post* (10 septembre).

Miller, Greg. 2010. « CIA acts on fear of al-Qaeda plot to hit in Europe ». *The Washington Post* (29 septembre).

Miller, Greg. 2011. « Safe house was key to bringing bin Laden down ». *The Washington Post* (6 mai).

Miller, Greg. 2011. « Joint strike is latest example of CIA-military convergence ». *The Washington Post* (1er octobre).

Miller, Greg. 2011. « Under Obama, a drone network ». *The Washington Post* (28 décembre).

Miller, Greg. 2012. « CIA seeks new authority to expand Yemen drone campaign; "Signature strikes" would allow the agency to hit targets based solely on intelligence indicating suspicious behavior; it would not have to know the identities of those who would be killed. ». *The Washington Post* (19 avril).

Miller, Greg. 2012. « White House approves broader Yemen drone campaign; Policy shift marks a significant expansion of clandestine drone war against the al-Qaeda affiliate in Yemen. ». *The Washington Post* (26 avril).

Miller, Greg. 2012. « Brennan speech is first Obama acknowledgment of use of armed drones; White House counter-terrorism adviser John Brennan formally acknowledged for the first time its use of "remotely piloted aircraft" against terrorism suspects. ». *The Washington Post* (1er mai).

- Miller, Greg. 2013. « Brennan defends drone policies ». *The Washington Post* (8 mars).
- Miller, Greg. 2014. « Deadly drone strike in Yemen failed to comply with Obama's rules to protect civilians ». *The Washington Post* (20 février).
- Miller, Greg. 2014. « Yemeni victims of U.S. military drone strike get more than \$1 million in compensation ». *The Washington Post* (19 août).
- Miller, Greg. 2014. « For U.S., obstacles to action in Syria ». *The Washington Post* (24 août).
- Miller, Greg. 2016. « CIA drone strikes plummet in shift to Pentagon ». *The Washington Post* (17 juin).
- Miller, Greg, Ellen Nakashima et Karen DeYoung. 2013. « CIA drone strikes in Pakistan to get pass in 'playbook' ». *The Washington Post* (20 janvier).
- Miller, Greg. 2015. « Al-Qaeda leader not targeted by CIA drone ». *The Washington Post* (18 juin).
- Miller, Greg. 2015. « In terror war, optimistic surge gives way to gloom ». *The Washington Post* (8 mars).
- Miller, Greg et Julie Tate. 2011. « Since Sept. 11, CIA's focus has taken lethal turn ». *The Washington Post* (2 septembre).
- Miller, Greg et Missy Ryan. 2017. « National-Security Officials worry that U.S. counterterrorism defenses will be weakened by Trump actions ». *The Washington Post* (30 janvier).
- Miller, Judith, Benjamin weiser et Ralph Blumenthal. 2001. « Old War Escalates on a New Front : The Trail of Relentless Martyrs ». *The New York Times* 16 septembre.
- Miller, Judith et Eric Schmitt. 2001. « Ugly Duckling Out to be Formidable in the Air ». *The New York Times* (23 novembre).
- Miller, Judith, Jeff Gerth et Don Van Natta Jr. 2001. « Planning for Terror but Failing to Act ». *The New York Times* 30 décembre 2001.
- Mills, C.W. 2000. *The power elite*. New York: Oxford University Press, 448 pages.
- Mintz, Alex, Nehemia Geva, and Karl DeRouen. 1994. « Mathematical models of foreign policy decision making: Compensatory vs. noncompensatory ». *Synthese* 100:441-60.
- Mintz, Alex. 1997. « The poliheuristic theory of decision ». Dans *Decision making on war and peace: The cognitive-rational debate*, édité par N. Geva et A. Mintz. Boulder, Colorado: Lynne Rienner. 81-101.
- Mintz, Alex. 2004. « How Do Leaders Make Decisions ?: a Poliheuristic Perspective ». *Journal of Conflict Resolution* 48 (1): 3-13.
- Mintz, Alex et Karl DeRouen Jr. 2009. *Understanding Foreign Policy Decision Making*.

Cambridge: Cambridge University Press, 208 pages.

Mintz, John. 2003. « FBI Focus Increases on Hamas, Hezbollah; Ruling Enables Intensified Probes ». *The Washington Post* (8 mai).

Mintz, John. 2003. « Ridge Seeking Fewer Changes In Terror Alerts ». *The Washington Post* (6 juin).

Mir, Asfandyar. 2018. « What Explains Counterterrorism Effectiveness? ». *International Security* 43 (2): 45-83.

Mitchell, David. 2005. *Making Foreign Policy : Presidential Management of the Decision-Making Process*. Londres : Routledge, 282 pages.

Moeller, Susan. D. 1999. *Compassion Fatigue: How the Media Sell Disease, Famine, War and Death*. Routledge: New York & London, 400 pages.

Moravcsik, Andrew. 1997. « Taking Preference Seriously: A Liberal Theory of International Politics ». *International Organization* 51 (4): 513-553.

Morello, Carol. « In delayed State Department report, Iran criticized for human rights abuses ». *The Washington Post* (26 juin).

Morgenthau, Hans J. 1985. *Politics among Nations : The Struggle for Power and Peace*. brief edition, revue par Kenneth Thomson, New York : Alfred A. Knopf Publisher, 615 pages.

Morin, Jean-Frédéric. 2013. *Politique étrangère : Théories, méthodes et références*. Paris : Armand Colin, 320 pages.

Morin, Richard et Claudia Dean. 2004. « Bush Better Suited to Deal With Terror Threat, Poll Finds ». *The Washington Post* (14 juillet).

Mouffe, Chantal. 1999. « Deliberative democracy or agonistic pluralism? ». *Social Research* 66 (3):745–758

Mueller, John. 1973. *War, Presidents, and Public Opinion*. New-York: John Wiley, 300 pages.

Mueller, John. 2005. « The Iraq Syndrome ». *Foreign Affairs* 84 (6): 44-54.

Murado, Miguel-Anxo. 2017. « When Terror Visited Barcelona ». *The New York Times* (19 août).

Murphy, Caryle. 2005. « A Scholarly Look at Terror Sees Bootprints In the Sand ». *The Washington Post* (10 juillet).

Murray, Craig. 2006. « Her Majesty's Man in Tashkent ». *The Washington Post* (3 septembre).

Murtha, John P. 2006. « Confessions of a 'Defeatocrat' ». *The Washington Post* (15 octobre).

- Myers, Steven Lee. 2010. « The 'Wanted Dead' Option ». *The New York Times* (2 mai).
- Myers, Steven Lee et Thom Shanker. 2001. « U.S. Force is Assembling as Bush Decides How to Strike ». *The New York Times* (30 septembre).
- Myhrvold, Nathan. 2013. « The terrorism threat we refuse to see ». *The Washington Post* (22 septembre).
- Nacos, Brigitte L. et Yaeli Bloch-Elkon. 2018. « US Media and Post 9/11 Human Rights Violation in the Name of Counterterrorism ». *The Journal of Legal Studies* 41 (1): 193-210.
- Nafisi, Azar. 2021. « 9/11: 20 Years Later – Global Islam ». *The Washington Post*. Disponible en ligne : <https://www.washingtonpost.com/magazine/interactive/2021/how-911-changed-tv-art-sports-education-more/#global-islam> (page consultée le 2023/06/20).
- Nagourney, Adam. 2002. « Democrats Fault U.S. Terror Defense ». *The New York Times* (26 décembre).
- Nagourney, Adam. 2003. « Democrats say Bush is Weak on Terrorism ». *The New York Times* (18 mai).
- Nagourney, Adam. 2006. « Arrests Bolster G.O.P. Bid To Claim Security as Issue ». *The New York Times* (11 août).
- Nagourney, Adam et Marc Santora. 2007. « Terror Attack Scenario Exposes Deep Differences Among G.O.P. Hopefuls ». *The New York Times* (16 mai).
- Nakamura, David et Karen DeYoung. 2015. « Paris terror attacks add urgency to Obama's G20 mission in Turkey ». *The Washington Post* (14 novembre).
- Namenwirth, Zvi et Robert P. Weber. 1987. *Dynamics of culture*. Boston: Allen and Unwin, 294 pages.
- Nawaz, Haq et Pamela Constable. 2009. « Crowded Mosque Bombed in Pakistan; Suicide Attack Near Afghan Border Leaves at Least 50 People Dead ». *The Washington Post* (28 mars).
- Neack, Laura. 2003. *The New Foreign Policy: U.S. and Comparative Foreign Policy in the 21st Century*. Lanham (MD): Rowman and Littlefield, 243 pages.
- Neumann, Iver B. 2012. *At Home with the Diplomats: Inside a European Foreign Ministry*. Ithaca, NY: Cornell University Press.
- Newsom, David D. 1996. *The Public Dimension of Foreign Policy*. Bloomington: Indian University Press, 231 pages.
- New York Times. 2022. « New York Times Reaches 9.1 Million Subscribers ». *New York Times*. Disponible en ligne: <https://www.nytimes.com/2022/05/04/business/media/new-york-times-q1-earnings.html#:~:text=At%20the%20end%20of%202021,it%20about%201.1%20million%20subscribers> (page consultée le 2022/08/18).

Nunn, Sam. 2001. « Our New Security Framework ». *The Washington Post* (8 octobre).

Obama, Barack. 2009. « Address in Strasbourg Town Hall ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2009. « State of the Nation Address to a Joint Session of Congress ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2009. « Nobel Lecture ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2009. « Speech on American Values and National Security ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2009. « Speech at Hradcany Square Prague ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2010. « START Treaty Signing Joint Presser with President Medvedev ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2010. « Address to Military Personnel in Pensacola ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2010. « Commencement Address at the University of Michigan ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2010. « Commencement Address at West Point Military Academy ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2011. « Address to the Australian Parliament ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2011. « Address to the British Parliament ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2011. « On the Death of Osama Bin Laden ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2011. « Afghanistan Troop Reduction Address to the Nation ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2012. « Rose Garden Address on Benghazi Attacks ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2013. « Naval Academy Commencement Address ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2013. « Address to the Nation on U.S. Military Action in Syria ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2013. « Address on Drones and Terrorism at the National Defense University ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2013. « Final Press Conference ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2014. « Address to the United Nations General Assembly ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2014. « Fifth Presidential State of the Union ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2014. « Update on Military Campaign Against ISIL ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2015. « Pentagon Address on the Progress Toward Defeating ISIL ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2015. « Post Briefing Address at the National Counterterrorism Center ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2015. « Address to the Nation on Foreign and Domestic Counter-Terrorism Strategies ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2015. « Address on the Terrorist Attacks in Paris ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2015. « Speech Worldwide Troop Talk ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2016. « Final Presidential State of the Union Address ». Disponible en ligne: <https://www.americanrhetoric.com/barackobamaspeeches.htm>

Obama, Barack. 2013. « Remarks by the President at the National Defense University ». *The White House: Office of the Press Secretary*. Disponible en ligne: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/05/23/remarks-president-national-defense-university> (page consultée 2022/07/05).

Obama, Barack. 2016. « The next steps in nuclear security ». *The Washington Post* (31 mars).

Obama, Barack. 2020. *A promised land*. New-York: Crown publishing group, 768 pages.

Oddo, John. 2013. « Precontextualization and the rhetoric of futurity: foretelling Colin Powell's UN address on NBC News ». *Discourse & Communication*, 7(1): 25–53.

Oddo, John. 2014. *Intertextuality and the 24-Hour News Cycle: A Day in the Rhetorical Life of Colin Powell's UN Address*. East Lansing: Michigan State University Press, 350 pages.

Odgaard, Liselotte. 2022 « Home versus abroad: China's differing sovereignty concepts in the South China Sea and the Arctic ». *Cambridge Review of International Affairs*: 1-20.

O'Hanlon, Michael. 2014. « U.S. should preserve its partnership with Afghanistan; Continuing the U.S.-Afghan relationship is militarily beneficial ». *The Washington Post* (7 juin).

O'Hanlon, Michael. 2015. « Don't go to zero in Afghanistan ». *The Washington Post* (20 février).

O'Keefe, Ed. 2015. « Jeb Bush calls for use of 'overwhelming force,' including ground troops, against ISIS ; He details national security plan during speech at The Citadel in South Carolina ». *The Washington Post* (19 novembre).

Okrent, Daniel. 2005. « The War of the Words: A Dispatch from the Front Lines ». *The New York Times* (6 mars).

Osman, Borhan. 2019. « Why a Deal With the Taliban Will Prevent Attacks on America ». *The New York Times* (7 février).

Ott, Brian et Cameron Walter. 2000. « Intertextuality: Interpretive Practice and Textual Strategy ». *Critical Studies in Media Communication* 17 (4): 429-446.

Page, Seraine. 2020. « 5 U.S. Military Drones Uses that May Surprise You ». *Sandboxx*. Disponible en ligne: <https://www.sandboxx.us/blog/5-u-s-military-drone-uses-that-may-surprise-you/> (page consultée le 2022/08/15).

Panizza, Francisco et Romina Miorelli. 2012 « Taking Discourse Seriously: Discursive Institutionalism and Post-Structuralist Discourse Theory ». *Political Studies* 61 (2): 301-318.

Parker, Kathleen. 2013. « Words Can't End a War ». *The Washington Post* (29 mai).

Parmar, Inderjeet. 2012. *Foundations of the twentieth century: The Ford, carnegie, and rockefeller foundations and the rise of American power*. New York: Columbia University Press, 368 pages.

Pearlman, Wendy. 2017. « I interviewed 300 Syrian refugees. They are far from a security threat. » *The Washington Post* (30 janvier).

Perlez, Jane. 2001. « U.S. Demands Arab Countries Choose Sides ». *The New York Times* (15 septembre).

Perlez, Jane et Eric Schmitt. 2011. « Move to C.I.A. Puts Petraeus In Conflict With Pakistan ». *The New York Times* (29 avril).

Perry, Rick. 2014. « Why Rand Paul is wrong about Iraq ». *The Washington Post* (12 juillet).

Perumal, C.A. et V.K. Padmanabhan. 1988. « Post-Empiricist Methodology ». *The Indian Journal of Political Science* 49 (2): 285-296

Peters, Jeremy W. 2016. « Republicans turn up the volume on terror ». *The New York Times* (6 janvier).

Peters, Ralph. 2001. « This Time, Strike Without Flinching ». *The Washington Post* (21 septembre).

Petraeus, David. 2016. « 5 'big ideas' to guide us in the Long War ». *The Washington Post*

(17 avril).

Phinney, Todd R. 2007. « Air Power Versus Terrorism: Three Case Studies ». *Homeland Security Digital Library*. Disponible en ligne: <https://www.hsdl.org/?abstract&did=479404> (page consultée le 2022/07/04).

Pincus, Walter. 2001. « Al Qaeda to Survive Ben Laden ». *The Washington Post* (19 décembre).

Pincus, Walter. 2006. « Negroponte Orders an Update on Terrorism's Influence in Iraq ». *The Washington Post* (5 août).

Pincus, Walter. 2011. « Debates underway on combat drones ». *The Washington Post* (25 avril).

Pincus, Walter. 2012. « Technological advances promise a brave new world in weaponry ». *The Washington Post* (5 janvier).

Pincus, Walter. 2015. « Drones face concerns, but more are on the way ». *The Washington Post* (5 mai).

Pincus, Walter et Dana Milbank. 2004. « Framework of Clarke's Book Is Bolstered ». *The Washington Post* (4 avril).

Plett, Heinrich F. 1999. « Rhetoric and Intertextuality ». *A Journal of the History of Rhetoric* 17 (3): 313-329.

Porter, Patrick. 2018. « Why Has America's Grand Strategy Has Not Changed: Power, Habit, and the U.S. Foreign Policy Establishment ». *International Security* 42 (4): 9-46.

Powell, Michael et Dana Priest. 2002. « U.S. Citizen Killed by CIA Linked to N.Y. Terror Case ». *The Washington Post* (9 novembre).

Powlick, Philip J. et Andrew Z. Katz. 1998. « Defining the American Public Opinion/Foreign Policy Nexus ». *Mershon International Studies Review* 42 (1): 29-61.

Pramuk, Jacob. 2016. « Trump: President Barack Obama was born in the United States. Preiod ». *CNBC*. Disponible en ligne: <https://www.cNBC.com/2016/09/16/trump-president-obama-was-born-in-the-united-states-period.html> (page consultée le 2022/06/27).

Prémont, Karine. 2018. « L'influence de l'opinion publique et des médias ». dans *Théorie de la politique étrangère américaine : auteurs, concepts et approches*. Montréal : les Presses de l'Université de Montréal, 575 pages.

PressGazette. 2022. « 100k Club : Digital News Subscription Top 30m Across Largest Publishers ». *PressGazette*. Disponible en ligne: <https://pressgazette.co.uk/digital-news-subscriptions-ranking/> (page consultée le 2022/08/18)

Priest, Dana. 2002. « CIA Killed U.S. Citizen In Yemen Missile Strike; Action's Legality, Effectiveness Questioned ». *The Washington Post* (8 novembre).

Priest, Dana. 2005. « Iraq New Terror Breeding Ground; War Created Haven, CIA Advisers Report ». *The Washington Post* (14 janvier).

Priest, Dana. 2005. « Surveillance Operation in Pakistan Located and Killed Al Qaeda Official ». *The Washington Post* (15 mai).

Priest, Dana et Dan Eggen. 2003. « U.S. Expects More Strikes Al Qaeda ». *The Washington Post* (16 mai).

Priest, Dana et Walter Pincus. 2004. « Bin Laden Warns U.S. Voters; 'Your Security Is in Your Own Hands,' he Says on Videotape ». *The Washington Post* (30 octobre).

Priest, Dana et William M. Arkin. 2010. « Monitoring America ». *The Washington Post* (20 décembre).

Pugliese, J. 2008. « Biotypologies of Terrorism ». *Cultural Studies Review* 14 (2): 49–66.

Purdum, Todd S. 2001. « Bush Warns of a Wrathful, Shadowy and Inventive War ». *The New York Times* (17 septembre).

Purdum, Todd. 2002. « Bush Officials Say the Time Has Come for Action on Iraq ». *The New York Times* (9 septembre).

Purdum, Todd. 2002. « Democrats Starting to Fault President in the War's Future ». *The New York Times* (1 mars).

Purdum, Todd. 2002. « What do you Mean, Terrorist? ». *The New York Times* (7 avril).

Putnam, Robert D. 1988. « Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games ». *International Organization* 42 (3): 427-60.

Raban, Jonathan. 2007. « The Nuclear Threat: Book Review ». *The New York Times* (20 mai).

Rabinovitch, Eyal. 2001. « Gender and the public sphere: Alternative forms of integration in nineteenth-century America ». *Sociological Theory* 19 (3): 344–369.

Raghavan, Sudarsan. 2019. « Rivalry of Islamist militants takes root in Yemen ». *The Washington Post* (15 avril).

Rajaei, Bahram M. et Mark Miller. 2012. *National Security Under the Obama Administration*. New-York: Palgrave Macmillan, 247 pages.

Rashbaum, William K. 2003. « New York's Air Ducts for Signs of Terror ». *The New York Times* (22 avril).

Rashid, Ahmed. 2011. « And Hate Begat Hate ». *The New York Times* (11 septembre).

Rasmussen, Randy L. 2002. « Arriving at Judgments in Selecting Photos ». *Nieman Reports* 56 (3): 67–70

Reese, Stephen D. 2004. *Framing Dissent in the Persian Gulf Wars* dans Allan, Stuart et Bernie Zelizer (éditeurs) 2004. *Reporting War: Journalism in Wartime*. Londres/New-York :

Routledge, 384 pages.

Reis Perron, Alcides Eduardo et Rafael de Brito Dias. 2018. « No Boots on the Ground: Relections on the US Drone Campaign Through Virtuous War and STS Theories ». *Contexto Internacional*. 40 (1): 53-71.

Reisigl, Martin. et Ruth. Wodak. 2001. *Discourse and Discriminations : Rhetorics of Racism and Anti-Semitism*. Londres: Routledge, 312 pages.

Richardson, John E. 2007. *Analysing newspapers: An approach from critical discourse analysis*. Houndmills: Palgrave, 280 pages.

Ricks, Thomas E. 2001. « U.S. Arms Unmanned Aircraft; 'Revolution' in Sky Above Afghanistan ». *The Washington Post* (18 octobre).

Ricks, Thomas E. 2001. « Target Approval Delays Cost Air Force Key Hits ». *The Washington Post* (18 novembre).

Ricks, Thomas E. et Dana Milbank. 2003. « Survey Shows Skepticism About Iraq; Most Americans Polled Don't Believe Conflict Is Key Fight in War on Terrorism ». *The Washington Post* (5 novembre).

Rieff, David. 2016. « The Long War on Terror ». *The New York Times* (23 juillet).

Rieffel, Rémy. 2005. *Que sont les médias?* Paris : Gallimard, 534 pages.

Risen, James et David Johnston. 2003. « Split at C.I.A. and F.B.I. On Iraqi Ties to Al Qaeda ». *The New York Times* (2 février).

Risse-Kappen, Thomas. 1991. « Public Opinion, Domestic Structure and Foreign Policy in Liberal Democracies ». *World Politics* 43 (4): 479-512.

Robinson, Eugene. 2005. « A Terror Suspect With Connections ». *The Washington Post* (15 avril).

Robinson, Eugene. 2006. « Midnight Train to a Debacle ». *The Washington Post* (10 mars).

Robinson, Eugene. 2007. « Orwell at Guantanamo ». *The Washington Post* (3 avril).

Robinson, Eugene. 2007. « Fleeting Glory in Albania ». *The Washington Post* (12 juin).

Robinson, Eugene. 2008. « A Team in Need of a Plan ». *The Washington Post* (2 décembre).

Robinson, Eugene. 2009. « So Much to Be Undone ». *The Washington Post* (23 janvier).

Robinson, Eugene. 2009. « Dick Cheney's loose lips ». *The Washington Post* (31 décembre).

Robinson, Eugene. 2013. « Assassinations by remote control; The U.S. government has a high bar to meet in justifying attacks by robot ». *The Washington Post* (8 février).

Robinson, Eugene. 2013. « President Obama's immoral drone war; The use of drones is morally questionable at best ». *The Washington Post* (3 décembre).

Robinson, Eugene. 2014. « How the use of drones may haunt the U.S. ». *The Washington Post* (30 juin).

Robinson, Piers. 2012. « The Role of Media and Public Opinion ». dans Smith, Steve, Amelia Hadfield et Tim Dunne 2012. *Foreign Policy: Theories, Actors, Cases*. Oxford: Oxford University Press, 543 pages.

Rorty, Richard. 1989. *Contingency, Irony, and Solidarity*. Cambridge: Cambridge University Press, 220 pages.

Rosati, Jerel. 1981. « Developing a Systemic Decision-Making Framework: Bureaucratic Politics in Perspective ». *World Politics* 33 (2): 234-52.

Rose, Nikolas. 1999. *Powers of Freedom: Reframing Political Thought*. Cambridge: Cambridge University Press, 334 pages.

Rosenau, James N. 1961. *Public Opinion and Foreign Policy*. New York: Random House, 118 pages.

Rosenberg, M. et M. Haberman 2016. « Michael Flynn, Anti-Islamist Ex-General Offered Security Post, Trump Aide Says ». *The New York Times*, Disponible en ligne <https://www.nytimes.com/2016/11/18/us/politics/michael-flynn-national-security-adviser-donald-trump.html> (page consultée le 2021/08/18).

Rosenthal, Andrew. 2012. « The Loyal Opposition Opinion Liberty and Justice for Non-Muslims ». *The New York Times* (30 mars).

Roth, Kenneth. 2017. « Obama's human rights failures could pave the way for Trump's excesses ». *The Washington Post* (9 janvier).

Rubin, Jennifer. 2011. « It's not an arrest, it's a military operation; A lesson in the limits of the criminal justice system ». *The Washington Post* (29 mars).

Rubin, Jennifer. 2011. « Reaction to Osama bin Laden's death; George W. Bush must feel relief ». *The Washington Post* (29 mars).

Rubin, Jennifer. 2011. « The world rejoices: Bin Laden is dead; The 9/11 mastermind is dead ». *The Washington Post* (2 mai).

Rubin, Jennifer. 2013. « As the right gets its act together on Hagel, the White House scrambles ». *The Washington Post* (18 janvier).

Rubin, Jennifer. 2013. « Confusion about war ». *The Washington Post* (10 février).

Rubin, Jennifer. 2013. « And what about North Africa? ». *The Washington Post* (24 janvier).

Rubin, Jennifer. 2013. « Rand Paul clueless about the 9/11 attackers' motives ; Rand Paul doesn't understand 9/11. ». *The Washington Post* (13 septembre).

Rubin, Jennifer. 2014. « NSA speech: Less than meets the eye ». *The Washington Post* (17 janvier).

Rubin, Jennifer. 2014. « Do we let American jihadists kill, or do we drone them? ». *The Washington Post* (29 mai).

Rubin, Jennifer. 2014. « Rand Paul links arms with ACLU vs. drone use ». *The Washington Post* (16 mai).

Rubin, Jennifer. 2014. « Obama's dithering has put U.S. security at risk, and the public knows it ». *The Washington Post* (27 juin).

Rubin, Jennifer. 2014. « The consequences of a radical mindset on jihadist terror ». *The Washington Post* (28 août).

Rubin, Jennifer. 2014. « No defense on the cheap ». *The Washington Post* (29 octobre).

Rubin, Jennifer. 2015. « Jews, Europe and Western civilization ». *The Washington Post* (12 janvier).

Rubin, Jennifer. 2015. « Will we fight to win? ». *The Washington Post* (16 février).

Rubin, Jennifer. 2015. « Are we serious about fighting Islamic fundamentalists or not? ». *The Washington Post* (26 mars).

Rubin, Jennifer. 2015. « Jeb is sounding like a commander in chief ». *The Washington Post* (12 août).

Rubin, Jennifer. 2015. « Chris Christie takes center stage ». *The Washington Post* (16 novembre).

Rubin, Jennifer. 2017. « The erratic Trump is spreading national insecurity ». *The Washington Post* (21 juin).

Rubin, Jennifer. 2019. « Pro-defense Republicans should support a primary challenge to Trump ». *The Washington Post* (18 mars).

Rubin, Jennifer. 2019. « Coddling white nationalists has deadly consequences ». *The Washington Post* (29 avril).

Rucker, Philip, Scott Wilson et Anne E. Kornblut. 2011. « Osama bin Laden buried at sea after being killed by U.S. forces in Pakistan ». *The Washington Post* (2 mai).

Rumsfeld, Donald H. 2003. « Take the Fight to the Terrorists ». *The Washington Post* (26 octobre).

Rutenberg, Jim et Sheryl Gay Stolberg. 2006. « In Prime-Time Address, Bush Says Safety of U.S. Hinges on Iraq ». *The New York Times* (12 septembre).

Safire, William. 2007. « Existential ». *The New York Times* (8 avril).

Sageman, Marc. 2008. « The Homegrown Young Radicals of Next-Gen Jihad ». *The Washington Post* (8 juin).

Salem, Alia. 2017. « It's time for Muslim Americans to do politics like other minorities ; Let's get behind candidates and issues the way we approach building mosques ». *The Washington Post* (1er mai).

Sanchez, Rene et Glenn Kessler. 2004. « Kerry Hits Foreign Policy; Bush Alienates Allies, Senator Says ». *The Washington Post* (28 février).

Sanders, Irene T. 2002. « To Fight Terror, We Can't Think Straight ». *The Washington Post* (5 mai).

Sanger, David. 2001. « Bin Laden is Wanted in Attacks, “Dead or Alive”, President Says ». *The New York Times* 18 septembre.

Sanger, David. 2004. « Grim News About Iraq ». *The New York Times* (8 septembre).

Sanger, David. 2009. *The Inheritance*. New-York : Harmony books, 528 pages.

Sanger, David E. 2005. « 10 Plots Foiled Since Sept. 11, Bush Declares ». *The New York Times* (7 octobre).

Sanger, David E. 2006. « Cheney Returns to a 9/11 Forum for Latest Iraq Defense ». *The New York Times* (11 septembre).

Sanger, David E. 2006. « Does Calling It Jihad Make It So? ». *The New York Times* (13 août).

Sanger, David E. 2009. « Obama's Worst Pakistan Nightmare ». *The New York Times* (11 janvier).

Sanger, David E. 2010. « Where To From Here? ». *The New York Times* (9 mai).

Sanger, David E. 2019. « Some Democrats Join Trump in Seeking Quick Exit ». *The New York Times* (17 septembre).

Sanger, David E et Eric Schmitt. 2014. « Afghanistan Exit Is Seen as Peril to Drone Mission ». *The New York Times* (27 janvier).

Sanger, David E, Mark Landler et Eric Schmitt. 2017. « Trump Has Busy Day in Vortex of Middle East Relations ». *The New York Times* (7 juin).

Sanger, David E, Mark Landler et Eric Schmitt. 2017. « A Balancing Act In the Mideast ». *The New York Times* (8 juin).

Sanger-Katz, Margot. 2016. « Is Terrorism Getting Worse? In West, Yes. In World, No. ». *The New York Times* (16 août).

Sanger, David et Michael R. Gordon. 2001 « U.S. Takes Steps to Bolster Bloc Fighting Terror ». *The New York Times* (7 novembre).

Sauer, F. et Schörnig, N. 2012. « Killer drones: The 'silver bullet' of democratic warfare? » *Security Dialogue* 43(4): 363-380.

Savage, Charlie. 2010. « U.N. Official Wants American Drone Strikes in Hands of Military, Not C.I.A. ». *The New York Times* (28 mai).

Savage, Charlie. 2012. « Top U.S. Security Official Says 'Rigorous Standards' Used for Drone Strikes ». *The New York Times* (1er mai).

Savage, Charlie. 2019. « Order Limits Report of Deaths From U.S. Airstrikes ». *The New York Times* (7 mars).

Savage, Charlie et Eric Schmitt. 2017. « Trump Administration Is Said to Be Working to Loosen Counterterrorism Rules ». *The New York Times* (13 mars).

Scahill, Jeremy. 2015. « The Drone Papers ». *The Intercept*. Disponible en ligne : <https://theintercept.com/drone-papers/the-assassination-complex/> (page consultée le 2022/05/26).

Schiff, Adam B. 2014. « Let the Military Run Drone Warfare » *The New York Times* (13 mars).

Schmidt, Susan. 2002. « U.S. Fears Low-Level Al Qaeda Attacks; Scattered Followers Pose New Threat ». *The Washington Post* (9 septembre).

Schmitt, Eric. 2002. « U.S. Would Use Drones to Attack Iraqi Targets ». *The New York Times* (6 novembre).

Schmitt, Eric. 2003. « In the Skies Over Iraq, Silent Observers Become Futuristic Weapons ». *The New York Times* (18 avril).

Schmitt, Eric. 2003. « Cheney Theme of Qaeda Ties to Bombings in Iraq Is Questioned by Some in Administration ». *The New York Times* (11 novembre).

Schmitt, Eric. 2004. « Cheney Lashes Out at Critics of US Policy on Iraq ». *The New York Times* (11 octobre).

Schmitt, Eric. 2009. « F.B.I. Agents' Role Is Transformed By Terror Fight ». *The New York Times* (19 août).

Schmitt, Eric. 2013. « Embassies Open, but Yemen Stays on Terror Watch ». *The New York Times* (12 août).

Schmitt, Eric. 2015. « Leader of Qaeda Cell in Syria, Muhsin al-Fadhli, Is Killed in Airstrike, U.S. Says ». *The New York Times* (22 juillet).

Schmitt, Eric. 2017. « Found Forms Give Peek at Lethal ISIS Drones ». *The New York Times* (1er février).

Schmitt, Eric. 2017. « Pentagon Tests Tech to Combat Drones of ISIS ». *The New York Times* (24 septembre).

Schmitt, Eric. 2017. « U.S. Airstrikes in Libya Hit ISIS Training Camp ». *The New York Times* (25 septembre).

Schmitt, Eric. 2018. « As ISIS Wanes, Threat of Terror Rises and Shifts ». *The New York Times* (18 juillet).

Schmitt, Eric. 2019. « U.S. Sees Rising Threat in the West From Qaeda Branch in Syria ». *The New York Times* (18 juillet).

Schmitt, Eric. 2020. « Al Qaeda Feels Losses in Syria and Afghanistan but Stays Resilient ». *The New York Times* (27 octobre).

Schmitt, Eric et James Dao. 2001. « Use of Pinpoint Air Power Comes of Age in New War ». *The New York Times* (24 décembre).

Schmitt, Eric et Christopher Drew. 2009. « More Drone Attacks in Pakistan Planned ». *The New York Times* (7 avril).

Schmitt, Eric et Mark Landler. 2004. « Cheney Calls for More Unity in Fight Against Terrorism ». *The New York Times* (25 janvier).

Schmitt, Eric et Mark Mazzetti. 2009. « U.S. Provides Pakistan With Drone Data ». *The New York Times* (14 mai).

Schmitt, Eric et Thom Shanker. 2010. « New Name for 'War on Terror' Reflects Wider U.S. Campaign ». *The New York Times* (26 juillet).

Schmitt, Eric, Thomas Gibbons-Neff, Helene Cooper et Alissa J. Rubin. 2019. « Its Territory May Be Gone, but the U.S. Fight Against ISIS Is Far From Over ». *The New York Times* (24 mars).

Schmitt, Eric et Thom Shanker. 2011. « After 9/11, an Era of Tinker, Tailor, Jihadist, Spy ». *The New York Times* (26 juillet).

Schneider, Greg. 2001. « No Top Guns Need Apply; Air Force Readies Tests For Futuristic Drone Jets ». *The Washington Post* (15 avril).

Schultz, Kenneth A. 2018. « Perils of Polarization for US Foreign Policy ». *Washington Quarterly* 40 (4): 7–28.

Schwarz, E. 2016. « Prescription drones: On the techno-biopolitical regimes of contemporary 'ethical killing' ». *Security Dialogue* 47(1): 59-75.

Schwartz, Mattathias. 2018. « A Spymaster Steps Out of the Shadows ». *The New York Times* (27 juin).

Schwarz, Elke. 2018. « Flesh and Steel: Antithetical Figures in the War on Terrorism ». *Critical Studies on Terrorism* 11 (2): 394-413.

Searle, John. 1969. *Speech acts: An essay in the philosophy of language*. Cambridge:

Cambridge University Press, 214 pages.

Sedelow, Sally Y. 1967. *Stylistic Analysis*. Santa Monica, CA: SDC.

Shachtman, Noah. 2009. « CIA Chief: Drones Only Game in Town for Stopping al Qaeda ». *Wired* Disponible en ligne: <https://www.wired.com/2009/05/cia-chief-drones-only-game-in-town-for-stopping-al-qaeda/> (page consultée le 2022/06/21).

Shah, Aqil. 2016. « Drone blowback in Pakistan is a myth. Here's why ; What do the people who actually live in targeted areas think about drone strikes? You might be surprised ». *The Washington Post* (17 mai).

Shalom, Silvan. 2003. « Inciting Hearts and Minds to Peace ». *The Washington Post* (14 juillet).

Shane, Scott. 2005. « '01 Memo to Rice Warned of Qaeda and Offered Plan ». *The New York Times* (12 février).

Shane, Scott. 2005. « Poker-Faced Diplomat, Negroponte Is Poised For Role as Spy Chief ». *The New York Times* (29 mars).

Shane, Scott. 2007. « Same People, Same Threat ». *The New York Times* (18 juillet).

Shane, Scott. 2009. « Government Hit Squads, Minus the Hits ». *The New York Times* (19 juillet).

Shane, Scott et Eric Schmitt. 2010. « Deaths Prompt Surge In Drone War ». *The New York Times* (23 janvier).

Shane, Scott et Mark Mazzetti. 2010. « Secret Assault on Terror Widens on Two Continents ». *The New York Times* (15 août).

Shane, Scott. 2010. « Wars Fought and Wars Googled ». *The New York Times* (27 juin).

Shane, Scott. 2011. « Al Qaeda Sees History Fly By ». *The New York Times* (28 février).

Shane, Scott. 2012. « U.S. Attacks, Online and From the Air, Fuel Secrecy Debate ». *The New York Times* (7 juin).

Shane, Scott. 2012. « The Moral Case For Drones ». *The New York Times* (15 juillet).

Shane, Scott. 2012. « Election Spurred A Move to Codify U.S. Drone Policy ». *The New York Times* (25 novembre).

Shane, Scott. 2013. « Targeted Killing Comes to Define War on Terror ». *The New York Times* (8 avril).

Shane, Scott. 2015. « Obama Faulted for Avoiding 'Islamic' Labels ». *The New York Times* (19 février).

Shane, Scott. 2015. « Drone Strikes Reveal Uncomfortable Truth: U.S. Is Often Unsure About Who Will Die ». *The New York Times* (24 avril).

Shane, Scott. 2015. « Drone Strikes Said to Set a Dangerous Precedent ». *The New York Times* (14 avril).

Shane, Scott. 2015. « The Lessons of Anwar al-Awlaki ». *The New York Times* (30 août).

Shane, Scott. 2016. « Middle East Drone Strike Statistics Answer Few Questions, and Raise Many ». *The New York Times* (3 juillet).

Shane, Scott. 2017. « Shocking Tragedy That Terrorizes, but Without an Obvious Terrorist Motive ». *The New York Times* (3 octobre).

Shane, Scott et Lowell Bergman. 2006. « Adding Up the Ounces of Prevention ». *The New York Times* (10 septembre).

Shane, Scott et Tom Shanker. 2011. « Yemen Strike Reflects U.S. Shift To Drones as Cheaper War Tool ». *The New York Times* (2 octobre).

Shanker, Thom. 2001. « New Blueprint for Military Shifts Priority to U.S. Soil ». *The New York Times* (2 octobre).

Shanker, Thom. 2015. « A Secret Warrior Leaves the Pentagon as Quietly as He Entered ». *The New York Times* (2 mai).

Shanker, Thom et Eric Schmitt. 2010. « Obama Orders Steps to Stem Terror Threat ». *The New York Times* (8 janvier).

Shanker, Thom et Katharine Q. Seelye. 2002. « Behind-The-Scenes Clash Led Bush to Reverse Himself on Applying Geneva Conventions ». *The New York Times* (22 février).

Shapiro, Michael J. 1990. « Strategic Discourse/Discursive Strategy: The Representation of "Security Policy" in the Video Age ». *International Studies Quarterly* 34 (3) : 327-340.

Shapiro, Robert Y. et Benjamin I. Page. 1988. « Foreign Policy and the Rational Public ». *The Journal of Conflict Resolution* 32 (2): 211-247.

Shatz, Adam. 2017. « Obama Hoped to Transform the World. It Transformed Him ». *The New York Times* (12 janvier).

Shear, Michael D. 2011. « The Caucus After Killing of Bin Laden, Official Reaction Pours In ». *The New York Times* (2 mai).

Shear, Michael D. 2017. « An Attack Changes the Conversation as the President Travels On to Europe ». *The New York Times* (24 mai).

Sheets, Penelope, Charles M. Rowling, et Timothy M. Jones. 2015. « The View from Above (and below): A Comparison of American, British, and Arab News Coverage of US Drones ». *Media, War, and Conflict* 8 (3): 289-311.

Shenon, Philip. 2007. « Senate Committee Approves Mukasey Nomination ». *The New York Times* (7 novembre).

Shenon, Philip et Eric Schmitt. 2002. « Ay U.S. Nerve Center, Daily Talks on the Worst Fears ». *The New York Times* (27 décembre).

Shenon, Philip et Mark Mazzetti. 2006. « Study of Iraq War and Terror Stirs Strong Political Response ». *The New York Times* (25 septembre).

Shepherd, Laura J. (dir.), 2014. *Gender Matters in Global Politics: A Feminist Introduction to International Relations*. 2e édition, New York: Routledge: 346 pages.

Shultz, George P. 2002. « Terror and the States ». *The Washington Post* (26 janvier).

Simon, Steven et Jonathan Stevenson. 2010. « From Belfast to Baghdad to Broadway; The complexity of thwarting 'simpler' attacks ». *The Washington Post* (4 mai).

Simon, Steven et Jonathan Stevenson. 2010. « Al-Qaeda takes it to the streets ». *The Washington Post* (10 octobre).

Simpson, Paul. 1993. *Language, Ideology and Point of View*. Londres et New-York: Routledge, 216 pages.

Singer, Peter W. 2012. « Do Drones Undermine Democracy? ». *The New York Times* (22 janvier).

Slevin, Peter. 2003. « Rights Group Assails U.S. Anti-Terror Measures; Efforts Called Counterproductive; Avoidance of 'Victor's Justice' in Iraq Urged ». *The Washington Post* (15 janvier).

Slevin, Peter. 2004. « Rights Eroded in War on Terrorism, Amnesty Says ». *The Washington Post* (27 mai).

Slevin, Peter et Vernon Loeb. 2001. « Issues of Proof Emerge as U.S. Seeks Coalition Against Terror; Evidence Difficult to Find in Identifying State Sponsors ». *The Washington Post* (20 septembre).

Smeltz, Dina et Emily Sullivan. 2022. « 21 Years after 9/11, Americans Are Less Concerned about Terrorism ». *The Chicago Council on Global Affairs*. Disponible en ligne: <https://globalaffairs.org/research/public-opinion-survey/21-years-after-911-americans-are-less-concerned-about-terrorism> (page consultée le 2023/11/27).

Smith, Jada F. 2013. « The Caucus U.S.; Politics Sunday Breakfast Menu ». *The New York Times* (9 février).

Smith, Josh. 2016. « Afghan Drone War – Data Show Unmanned Flights Dominate Air Campaign ». *Reuters*. Disponible en ligne : <https://www.reuters.com/article/us-afghanistan-drones-exclusive-idUSKCN0XH2UZ> (page consultée le 2022/07/05).

Smith, M. et Walsh, J.I. (2013). « Do Drone Strikes Degrade Al Qaeda? Evidence from Propaganda Output ». *Terrorism and Political Violence* 25 (2): 311-327.

Sniderman Paul M. et Sean M. Theriault. 2004. « The structure of political argument and the logic of issue framing ». dans *Studies in Public Opinion*, éd. W.E. Saris et PM Sniderman, Princeton, NJ: Princeton University Press: 133–65

Snyder, Richard C., H.W. Bruck et Burton Sapin. 2002. *Foreign Policy Decision-Making* (Revised), New York: Palgrave, 240 pages.

Solon, Daniel. 2013. « Drone sales flourish in a time of austerity; Special Report: Aviation » *The New York Times* (17 juin).

Somin, Ilya, 2017. « Making America cruel again » *The Washington Post* (30 janvier).

Søndergaard, Marie Dorte. 2002. « Poststructuralist approaches to empirical analysis ». *International Journal of Qualitative Studies in Education* 15 (2): 187-204.

Song, Weiqing. 2015. « Securitization of the China Threat: A Post-structuralist Account ». *China Review* 15 (1): 145-169.

Somnez, Felicia et Paul Kane. 2011. « Osama bin Laden is killed: Reactions from Capitol Hill ». *The Washington Post* (2 mai).

Somnez, Felicia. 2011. « Capitol Hill reaction to Obama's Afghanistan address swift, varied ». *The Washington Post* (23 juin).

Sontag, Deborah. 2004. « Terror Suspect's Path from Street to Brig ». *The New York Times* (25 avril).

Sontag, Susan. 1990. *On Photography*. Anchor Books, New York, 208 pages.

Sontag, Susan. 2002. *Regarding the Pain of Others*. Farrar, Straus & Giroux: New York, 144 pages.

Sontag, Susan. 2004. « Regarding the Torture of Others ». *The New York Times* (23 mai).

Stafford Smith, Clive. 2014. « Two nations, related by fear ». *The New York Times* (23 mai).

Stares, Paul et Mona Yacoubian. 2005. « Terrorism as a Virus ». *The Washington Post* (14 avril).

Sterling-Folker, Jennifer. 1997. « Realist Environment, Liberal Process, and Domestic-Level Variables » *International Studies Quarterly* 41 (1) : 1–25.

Stevenson, Richard W. 2004. « Bush Attacks Kerry as Weak on Security ». *The New York Times* (23 octobre).

Stewart, Robert. 2001. « We Can't Win If We're Not Heard ». *The Washington Post* (14 octobre).

Stimson, James. A. 1999. *Public Opinion in America*. Boulder, CO: Westview, 195 pages.

Stolberg, Sheryl Gay. 2001. « Some Experts Say U.S. is Vulnerable to a Germ Attack ». *The New York Times* 30 septembre.

Stern, Jessica. 2003. How America Created a Terrorist Haven ». *The New York Times* (20 août).

Stevenson, Richard W. 2003. « Bush Condemns Iraq Bombing and Vows U.S. Will Persevere ». *The New York Times* (20 août).

Stevenson, Richard W. 2003. « War Budget Request More Realistic but Still Uncertain ». *The New York Times* (10 septembre).

Stevenson, Richard W. 2004. « President, Marking Anniversary of War, Urges World to Unite to Combat Terrorism ». *The New York Times* (20 mars).

Stevenson, Richard W. et Janet Elder. 2004. « Support for War is Down Sharply, Poll Concludes ». *The New York Times* (29 avril).

Stevenson, Richard W. et Jim Rutenberg. 2004. « Bush Campaigns Amid a Furor Over Ads ». *The New York Times* (5 mars).

Stevenson, Richard W. et Jodi Wilgoren. 2004. « Candidates Give Tough Response to a Qaeda Tape ». *The New York Times* (30 octobre).

Stork, Joe (1992) « New Enemies for a New World Order: From Arc of Crisis to Global Intifada », *Middle East Report* (mai/juin): 28–34.

Stroud, Natalie Jomini. 2011. *Niche News: The Politics of News Choice*. New York: Oxford University Press, 272 pages.

Sullivan, Sean et Robert Costa. 2016. « In Campaign Chaos, Donald Trump Shows his Management Style » *Washington Post*, disponible en ligne: https://www.washingtonpost.com/politics/in-campaign-chaos-donald-trump-shows-his-management-style/2016/05/28/f24bba14-241e-11e6-9e7f-57890b612299_story.html (page consultée le 2021/08/13).

Swain, Jon. 2003. « War Doesn't Belong to the Generals ». *British Journalism Review* 14 (1): 23-29.

Swindler, Ann. 1986. « Culture in Action: Symbols and Strategies ». *American Sociological Review* 51 (2): 273–286.

Szuplat, Terence. 2017. « We already know what President Trump will say if terrorists strike in the U.S. » *The Washington Post* (25 avril).

Tannen, Deborah. 2006. « Intertextuality in interaction: reframing family arguments in public and private ». *Text & Talk* 26 (4–5): 597–617.

Taylor, Adam. 2018. « The Pentagon says China and Russia are bigger problems for U.S. than terrorists. American voters may not agree. » *The Washington Post* (21 janvier).

Taylor, Adam. 2019. « China, not terrorism, dominates discussion of threats to America in first Democratic debate. » *The Washington Post* (21 janvier).

Taylor, John. 1998. *Body Horror: Photojournalism, Catastrophe and War*. Manchester University Press: Manchester, 216 pages.

Tharoor, Ishaan. 2014. « Should the world kill killer robots before it's too late? ». *The Washington Post* (13 mai).

Tharoor, Ishaan. 2017. « What a bombing in Pakistan says about the Trump administration ». *The Washington Post* (22 février).

Tharoor, Ishaan. 2019. « Trump raises the stakes against Iran, but why? ». *The Washington Post* (9 avril).

The Living Room Candidate. 2004. « 2004 Bush vs. Kerry ». Disponible en ligne: <http://www.livingroomcandidate.org/commercials/2004/whatever-it-takes> (page consultée le 2023/05/24).

The New York Times. 2001. « President Bush's Address on Terrorism Before a Joint Meeting of Congress ». *The New York Times* (21 septembre).

The New York Times. 2001. « In President's Words: "Lift This Dark Threat" » (7 novembre).

The New York Times. 2001. « A Nation Challenged ». (2 octobre).

The New York Times. 2001. « The War Against America » (12 septembre).

The New York Times. 2002. « Allies Discuss Terrorism and the Middle East: Bush and Blair on Policy » (7 avril).

The New York Times. 2002. « In Bush's Words: Break Free of Old Pattern ». (5 avril)

The New York Times. 2002. « Reflections on an America Transformed ». (8 septembre).

The New York Times. 2003. « News Summary ». (6 décembre).

The New York Times. 2003. « Facing 'Common Enemy,' Terrorism and Weapons of Mass Destruction » (1er février).

The New York Times. 2003. « Powell's Address, Presenting 'Deeply Troubling' Evidence on Iraq ». (6 février).

The New York Times. 2003. « The Terrorism Link that Wasn't ». (19 septembre).

The New York Times. 2003. « In Bush's Words: Advance of Democratic Institutions in Iraq is Setting an Example ». (24 septembre).

The New York Times. 2003. « Report Chides Governments on Stockpiles ». (19 novembre).

The New York Times. 2003. « Bush's Words to Britons: Both Our Nations Serve the Cause of Freedom ». (20 novembre).

The New York Times. 2003. « As Bush and Blair Speak, they Find Many Ways to Say, We must Fight Terror ». (21 novembre).

The New York Times. 2003. « In Bush's Words: We Will do Whatever's Necessary in the Fight Against Terror ». (8 septembre).

The New York Times. 2004. « Transcript of Debate Between Bush and Kerry, With Domestic Foreign Policy the Topic ». (14 octobre).

The New York Times. 2004. « Transcript of Bush's Remarks on Iraq: We Will Finish the Work of the Fallen ». (14 avril).

The New York Times. 2004. « Excerpts from Kerry Speech ». (28 mai).

The New York Times. 2005. « When Terrorism Strikes Jordan ». (12 novembre)

The New York Times. 2005. « Three Things About Iraq ». (25 juin)

The New York Times. 2005. « Self-Inflicted Wounds ». (15 février)

The New York Times. 2006. « Declassified Key Judgments of the National Intelligence Estimate on Global Terrorism ». (27 septembre)

The New York Times. 2007. « Republican Debate Transcript ». (12 décembre)

The New York Times. 2007. « Yes, We're Safer ». (22 juillet)

The New York Times. 2007. « The Must-Do List ». (4 mars)

The New York Times. 2010. « Room for Debate What Counts as Abetting Terrorists? ». (21 juin)

The New York Times. 2011. « New York Reacts to Bin Laden's Death ». (2 mai)

The New York Times. 2011. « Bin Laden's Killing Helps President's Poll Numbers ». (4 mai)

The New York Times. 2011. « The Phony Tough-on-Terror Crowd: The White House idles as Congress lurches toward another unneeded law on detainees ». (26 juin)

The New York Times. 2012. « Murder in Benghazi ». (13 septembre)

The New York Times. 2013. « Transcript of Obama's News Conference ». (1er mai)

The New York Times. 2013. « The End of the Perpetual War ». (24 mai)

The New York Times. 2013. « The Deaths of Innocents ». (24 octobre)

The New York Times. 2014. « Fifty States of Fear ». (19 janvier)

The New York Times. 2014. « Waging War in Nigeria, and Seeking New Battlegrounds ». (8 mai)

The New York Times. 2014. « On Drones, Keeping the Public in the Dark ». (22 janvier)

The New York Times. 2014. « Reining In the Drones ». (7 juillet)

The New York Times. 2015. « Middle East How to Beat ISIS: Destroy the Group's Economy ». (18 novembre)

The New York Times. 2015. « Transcript of Republican Presidential Debate ». (15 janvier)

The New York Times. 2017. « 'I Think Islam Hate's Us' ». (26 janvier)

The New York Times. 2019. « End the War in Afghanistan ». (3 février)

The New York Times. 2020. « The Killing of Gen. Qassim Suleimani: What We Know Since the U.S. Airstrike ». (3 janvier)

The Washington Post. 2001. « Steadfast ». (16 septembre).

The Washington Post. 2001. « Mr. Blair's Vision ». (8 octobre).

The Washington Post. 2002. « 'Saddam Hussein Is a Threat to Peace' ». (8 octobre).

The Washington Post. 2002. « Assault in Kenya ». (30 novembre).

The Washington Post. 2003. « A Policy of Evasion and Deception ». (6 février).

The Washington Post. 2003. « 'We're Calling for the Vote' at U.N., Bush Says ». (7 mars).

The Washington Post. 2003. « On U.S. Demands, Iraq and Sharon ». (11 mai).

The Washington Post. 2003. « 'We Have Not Come All This Way . . . to Falter' ». (21 janvier).

The Washington Post. 2003. « With the Dragon Eye, High-Tech Pilot Who Keeps His Feet on the Ground ». (7 mars).

The Washington Post. 2004. « Rumsfeld Shows Concern on Terror War ». (6 juin).

The Washington Post. 2004. « A Matter of Honor ». (28 septembre).

The Washington Post (Ian Fishback). 2005. « Rumsfeld Says Terror Outweighs Jail Abuse ». (11 septembre).

The Washington Post. 2006. « Excerpt from the National Intelligence Estimate ». (27 septembre).

The Washington Post. 2006. « A Good Estimate; President Bush's release of an intelligence assessment of global terrorism ought to enlighten the campaign debate. ». (28 septembre).

The Washington Post. 2008. « Bush Delivers Remarks at NATO Summit ». (2 avril).

The Washington Post. 2008. « Transcript: Hillary Clinton Speech ». (4 juin).

The Washington Post. 2008. « Transcript: Barack Obama Speech ». (16 juillet).

The Washington Post. 2008. « Around the World ». (27 octobre).

The Washington Post. 2009. « Transcript: President Obama speech ». (3 avril).

The Washington Post. 2009. « New Words for War; President Obama tries out his own description of the 'global war on terrorism.' ». (4 avril).

The Washington Post. 2009. « Transcript: President Obama press conference ». (29 mai).

The Washington Post. 2010. « In defense of drones; The laws of war and the right to self-defense ». (13 avril).

The Washington Post. 2011. « The world after bin Laden ». (7 mai).

The Washington Post. 2011. « Taliban commander killed in shooting Officer convicted of working for U.S. ». (28 juin).

The Washington Post. 2012. « America's remote-controlled war on terror; Is the president going to far in his use of drones? ». (4 mai).

The Washington Post. 2012. « Drone war ». (2 novembre).

The Washington Post. 2013. « President Obama's May 23 speech on national security ». (23 mai).

The Washington Post. 2013. « FULL TRANSCRIPT: Kerry, Hagel and Dempsey testify at Senate Foreign Relations Committee hearing on Syria ». (5 septembre).

The Washington Post. 2013. « Full text of President Obama's 2014 address to the United Nations General Assembly ». (5 septembre).

The Washington Post. 2013. « Obama renews his anti-terrorism strategy ». (29 mai).

The Washington Post. 2014. « The fight against the Islamic State ». (10 septembre).

The Washington Post. 2015. « Who said what and what it meant: The 4th GOP debate, annotated ». (11 novembre).

The Washington Post. 2015. « The CBS Democratic debate transcript, annotated ». (15 novembre).

The Washington Post. 2015. « The Fix's week in politics ». (23 novembre).

The Washington Post. 2016. « A familiar anti-terrorism plan ». (16 août).

The Washington Post. 2016. « The lessons and legacy of Hiroshima ». (16 avril).

The Washington Post. 2016. « We can protect ourselves from the Islamic State - if we are wise ». (16 avril).

The Washington Post. 2017. « What Mr. Trump said, and what was heard, in the Middle East ». (28 mai).

The Washington Post. 2018. « The Trump administration, in its own words ». (16 janvier).

The Washington Post. 2022. « More than 50 million Accessed Post Content on a Mobile Device ». *Washington Post PR Blog*. Disponible en ligne: <https://www.washingtonpost.com/pr/2022/05/24/more-than-61-million-people-visited-washington-post-site-april-2022/> (page consultée le 2022/08/18).

Thiessen, Marc A. 2010. « Who will protect the CIA? ». *The Washington Post* (8 juin).

Thiessen, Marc A. 2014. « Obama failed to stop the Islamic State when he had the chance ». *The Washington Post* (29 juillet).

Thiessen, Marc A. 2015. « Obama's stubborn, willful complacency on terror ». *The Washington Post* (16 novembre).

Thiessen, Marc A. 2020. « Trump wins his standoff with Iran ». *The Washington Post* (14 janvier).

Thomson, Anne. 1996. *Critical Reasoning: A Practical Introduction*. Londres: Routledge, 224 pages.

Tierney, John. 2006. « Osama's Spin Lessons ». *The New York Times* (12 septembre).

Tingley, Brett. 2022. « Army Buys Artificial Intelligence Infused Folding Quadcopters for Battlefield Use ». *The Drive*. Disponible en ligne: <https://www.thedrive.com/the-war-zone/44230/army-buys-artificial-intelligence-infused-folding-quadcopters-for-battlefield-use> (page consultée le 2022/08/15).

Toner, Robin et Marjorie Connelly. 2006. « Polls Find Lingering Fears in New York City ». *The New York Times* (7 septembre).

Tooley, Mark. 2013. « Drone policy can be moral policy ». *The Washington Post* (15 août).

Trump, Donald. 2017. « Donald Trump Inauguration Speech Transcript ». Disponible en ligne : <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches> (page consultée 2023/09/20)

Trump, Donald. 2017. « President Trump's Joint Address to Congress ». Disponible en ligne : <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches> (page consultée 2023/09/20)

Trump, Donald. 2017. « Trump's 2017 U.N. Speech Transcript ». Disponible en ligne : <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches> (page consultée 2023/09/20).

Trump, Donald. 2017. « Remarks on National Security Strategy ». Disponible en ligne : <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches> (page consultée 2023/09/20)

Trump, Donald. 2018. « Speech at the Veterans of Foreign Wars National Convention ». Disponible en ligne : <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches> (page consultée 2023/09/20)

Trump, Donald. 2019. « Remarks at the United Nations General Assembly ». Disponible en ligne : <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches> (page consultée 2023/09/20)

Trump, Donald. 2019. « Statement on Iran ». Disponible en ligne : <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches> (page consultée 2023/09/20)

Trump, Donald. 2021. « Farewell Address ». Disponible en ligne : <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches> (page consultée 2023/09/20)

Tufekci, Zeynep. 2018. « Facebook's Surveillance Machine ». *New York Times*, 19 mars. Disponible en ligne: <https://www.nytimes.com/2018/03/19/opinion/facebook-cambridge-analytica.html> (pages consultée le 2022/06/28).

Tumulty, Karen et David Nakamura. 2017. « Candidate's tendency to stoke fear continues in presidency » *The Washington Post* (23 avril).

Tyler, Patrick E. 2002. « Yemen, an Uneasy Ally, Proves Adept at Playing Off Old Rivals ». *The New York Times* (19 décembre).

Tyler, Patrick E. 2002. « A Familiar Call but a New Kind of Fight, Unclear and Unbounded ». *The New York Times* (11 septembre).

Tyson, Ann Scott. 2006. « New Plans Foresee Fighting Terrorism Beyond War Zones; Pentagon to Rely on Special Operations ». *The Washington Post* (23 avril).

Ukman, Jason. 2011. « How a suicide bomber infiltrated the CIA; 'The Triple Agent' documents missed warning signs before attack in Afghanistan ». *The Washington Post* (21 juin).

Ukman, Jason et Peter Finn. 2011. « Al-Qaeda operations chief in Pakistan killed; Abu Hafs al-Shahri was killed in Pakistan's tribal areas earlier this week, less than a month after the killing of al-Qaeda's no. 2 official ». *The Washington Post* (15 septembre).

Vaïsse, Justin. 2012. *Barack Obama et sa politique étrangère*. Paris : Odile Jacob, 288 pages.

Van Apeldoorn, Bastiaan et Nana De Graaf. 2014. « Corporate elite networks and US grand strategy from Clinton to Obama ». *European Journal of International Relations* 20 (1): 29–55.

Van Creveld, Martin. 2015. « Book Review 'A Theory of the Drone,' by Grégoire

Chamayou ». *The New York Times* (1er février).

van Dijk, Teun A. 1996. « Discourse, power and access ». dans Carmen R. Caldas-Coulthard et Malcolm Coulthard, éd., *Texts and Practices: Readings in Critical Discourse Analysis*. London: Routledge: 84-104.

van Dijk, Teun A. 2001. « Critical Discourse Analysis ». dans *The Handbook of Discourse Analysis*, éd. Tannen, Deborah, Heidi E. Hamilton et Deborah Schiffrin. Malden : Blackwell Publishers, 874 pages.

Van Natta, Don et Lizette Alvarez. « A Hijacked Boeing 757 Slams Into the Pentagon, Halting the Government ». *The New York Times* 12 septembre.

VandeHei, Jim. 2004. « Kerry Vows to Rebuild Alliances, Confront Terrorism ». *The Washington Post* (28 mai).

VandeHei, Jim. 2005. « Bush Calls Democracy Terror's Antidote ». *The Washington Post* (9 mars).

VandeHei, Jim. 2005. « Bush Defends Strategy Against Terrorist Attacks; London Bombs Meant to Scare U.S., President Says ». *The Washington Post* (12 juillet).

VandeHei, Jim. 2006. « Whose Issue is Terrorism?; The Parties Maneuver for Advantage on National Security ». *The Washington Post* (12 août).

VandeHei, Jim et John F. Harris. 2004. « Kerry: 'America Can Do Better'; Senator Accepts the Democratic Nomination ». *The Washington Post* (30 juillet).

vanden Heuvel, Katrina. 2011. « A chance to end the 'war'; With bin Laden gone, it's time to redefine the struggle against terrorism. ». *The Washington Post* (3 mai).

Vanna Natta, Don Jr.. 2005. « Britain Goes on High Alert, Spurred by Hint of Attack ». *The New York Times* (5 août).

Vedantam, Shankar. 2004. « The Psychology of Torture; Past Incidents Show Abusers Think Ends Justify the Means ». *The Washington Post* (11 mai).

Vick, Karl. 2006. « Reunified Islam: Unlikely but Not Entirely Radical; Restoration of Caliphate, Attacked by Bush, Resonates with Mainstream Muslims ». *The Washington Post* (14 janvier).

Vistica, Gregory L. 2004. « Military Split on How to Use Special Forces In Terror War ». *The Washington Post* (5 janvier).

Volker, Kurt. « What the U.S. risks by relying on drones ». *The Washington Post* (28 octobre).

Voloshinov, V. N. 1973. *Marxism and the Philosophy of Language*, New York: Seminar Press, 216 pages.

Von Drehle. 2001. « World War, Cold War Won. Now, the Gray War ». *The Washington Post* (12 septembre)

Wæver, Ole. 1995. « Identity, integration and security: Solving the sovereignty puzzle in E.U. studies ». *Journal of International Affairs* 48(2): 389–431.

Wæver, Ole. 1996. « European security identities ». *Journal of Common Market Studies* 34 (1): 103–132.

Walcott, Charles E. et Karen M. Hult. 1995. *Governing the White House: From Hoover through LBJ*. Lawrence: University Press of Kansas, 382 pages.

Waldman, Amy. 2002. « How in a Little English Town Jihad Found Young Converts ». *The New York Times* (24 avril)

Walker, R. J. B. 1993. *Inside/Outside : International Relations as Political Theory*. Cambridge : Cambridge University Press, 212 pages.

Waltz, Kenneth N. 1959. *Man, the State and War*. New-York: Columbia University Press, 282 pages.

Waltz, Kenneth N. 1979. *Theory of International Politics*. Reading (Mass.): Addison-Wesley, 210 pages.

Wan, William et Peter Finn. 2011. « Global rush is on to match U.S. drones ». *The Washington Post* (5 juillet).

Wang, Amy B. 2017. « Muslim nonprofit groups are rejecting federal funds because of Trump » *The Washington Post* (11 février).

Warrick, Joby, Joshua Partlow et Haq Nawaz Khan. 2009. « A Psychological Blow For Pakistani Taliban; Apparent Killing of Group's Leader Expected to Disrupt Terror Operations ». *The Washington Post* (8 août).

Warrick, Joby, et Peter Finn. 2010. « In Pakistan, CIA refines methods to reduce civilian deaths; Smaller missiles New precision appears to dampen outrage ». *The Washington Post* (26 avril).

Washington, Charles Lane. 2002. « Debate Crystallizes on War, Rights; Courts Struggle Over Fighting Terror vs. Defending Liberties ». *The Washington Post* (2 septembre).

Washington, Charles Lane. 2002. « In Terror War, 2nd Track for Suspects; Those Designated 'Combatants' Lose Legal Protections ». *The Washington Post* (1er décembre).

Wax, Emily et Karen DeYoung. 2006. « U.S. Secretly Backing Warlords in Somalia ». *The Washington Post* (17 mai).

Weddady, Nasser. 2017. « Why add a vital ally to the travel ban? » *The Washington Post* (29 septembre).

Weiner, Rachel. 2011. « Osama bin Laden's death: 2012 contenders' react ». *The Washington Post* (2 mai).

Weingarten, Gene. 2004. « Fear Itself; Learning to live in the age of terrorism ». *The Washington Post* (22 août).

Weisman, Jonathan. 2006. « GOP Measure Forces House Debate on War; Divisions Within Party Likely to Surface ». *The Washington Post* (15 juin).

Weisman, Jonathan et Charles Babington. 2006. « House Backs Bush's Policies in Iraq; 42 Democrats Join Republicans to Pass Resolution 256 to 153 ». *The Washington Post* (17 juin).

Weiss, Rick et Jo Becker. 2001. « Problems in Bioterror Response; First Cases Show Need to Inform Public and Guard Against Panic ». *The Washington Post* (14 octobre).

Weldes, Jutta. 1999. *Constructing National Interests: The United States and the Cuban Missile Crisis*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 328 pages

Wemple, Erik. 2012. « Did Crowley fairly fact-check Romney? A textual analysis ». *The Washington Post* (17 octobre).

Wendt, Alexander. 1999. *Social Theory of International Politics*. Cambridge : Cambridge University Press, 378 pages

Wertheim, Stephen. 2017. « A 'Trump Doctrine' Is Born ». *The New York Times* (23 juillet).

White, Josh. 2004. « In Iraq, Rumsfeld Urges Persistence; Surprise Trip Meant to Encourage Troops ». *The Washington Post* (25 décembre).

Whitlock, Craig. 2006. « Taking Terror Fight to N. Africa Leads U.S. to Unlikely Alliances ». *The Washington Post* (28 octobre).

Whittle, Richard. 2014. « How we Missed Mullah Omar: An Inside Account of America's Botched First Predator Mission ». *Politico Magazine*. Disponible en ligne: <https://www.politico.com/magazine/story/2014/09/how-we-missed-mullah-omar-111026/> (page consultée le 2023/02/16).

Whittle, Richard. 2018. « Predator Started Drone Revolution, and Made Military Innovation Cool ». *Breaking Defense*. Disponible en ligne: <https://breakingdefense.com/2018/03/predator-started-drone-revolution-and-made-military-innovation-cool/#:~:text=In%20a%20December%202001%20speech,not%20have%20enough%20unmanned%20vehicles.%E2%80%9D> (page consultée le 2022/06/21).

Wight, Colin. 2006. *Agents, Structures, and International Relations: Politics as Ontology*. Cambridge: Cambridge University Press, 360 pages.

Wilgoren, Jodi. 2004. « Kerry Promises Speedier Efforts to Secure Nuclear Arms ». *The New York Times* (2 juin).

Wilgoren, Jodi et Elisabeth Bumiller. 2004. « A Blistering Attack by Bush, A Long Indictment by Kerry ». *The New York Times* (21 octobre).

Wilhelmsen, Julie. 2014. *How War Becomes Acceptable: Russian Re-phrasing of Chechnya*. Oslo: Akademika, 389 pages.

Wilhelmsen, Julie. 2017. « How does war become a legitimate undertaking? Re-engaging the post-structuralist foundation of securitization theory ». *Cooperation and Conflict* 52 (2): 166-183.

Will, George F. 2006. « Iraq's Atomization ». *The Washington Post* (15 juin).

Wilner, Thomas. 2002. « A Year and Holding; The Longer We Wait, The Worse We Look ». *The Washington Post* (22 décembre).

Wilson, Scott et Craig Whitlock. 2011. « Team attacked compound in Pakistan where he was hiding ». *The Washington Post* (2 mai).

Wilson, Scott, Craig Whitlock et William Branigin. 2011. « Osama bin Laden killed in U.S. raid, buried at sea ». *The Washington Post* (3 mai).

Wilson, Scott et Jon Cohen. 2012. « Poll finds broad backing for Obama anti-terrorism policies ». *The Washington Post* (9 février).

Whitlock, Craig. 2005. « Odyssey of an Al Qaeda Operative; Moroccan's Trail of Terror Illustrates Ongoing Ability to Organize Attacks ». *The Washington Post* (2 mai).

Whitlock, Craig. 2011. « U.S. considering Ankara's request to base Predators in Turkey to fight a Kurdish group in northern Iraq; Diplomatic cables show Turkey has become highly dependent on U.S. surveillance aircraft and intelligence sources for counterterrorism operations in northern Iraq. ». *The Washington Post* (11 septembre).

Whitlock, Craig. 2011. « After Yemen attack, little comment ». *The Washington Post* (23 octobre).

Whitlock, Craig. 2013. « Drone strikes killing more civilians than U.S. admits, human rights groups say; Rights groups say their findings in Yemen and Pakistan contradict the Obama administration's assertions ». *The Washington Post* (23 octobre).

Whitlock, Craig. 2014. « U.S. authorized to target individual Islamic State leaders, officials say; Shift in rules of engagement is key component of President Obama's plan to go on "offense" in Iraq, Syria ». *The Washington Post* (12s septembre).

Wolfe, Kalyn, Patricia Mazzei, Eric Schmitt et Christine Hauser. 2019. *The New York Times* (7 décembre).

Wong, Edward. 2004. « Iraq is a Hub for Terrorism, However you Define it ». *The New York Times* (20 juin).

Wong, Edward. 2020. « Lawmakers Aim to Prevent Trump From Bypassing Ban on Armed Drone Sales ». *The New York Times* (2 septembre). Disponible en ligne:

<https://www.nytimes.com/2020/08/06/us/politics/lawmakers-trump-armed-drone-sales.html> (page consultée le 2023/11/27).

Woods, Chris. 2012. « Ok, Fine. Shoot Him. Four Words that Heralded a Decade of Secret Us Drone Killings ». *The Bureau of Investigative Journalism*. Disponible en ligne: <https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2012-11-03/ok-fine-shoot-him-four-words-that-heralded-a-decade-of-secret-us-drone-killings> (page consultée le 2023/02/16).

Woods, Chris. 2015. « The Story of America's Very First Drone Strike ». *The Atlantic* (mai 2015). Disponible en ligne: <https://www.theatlantic.com/international/archive/2015/05/america-first-drone-strike-afghanistan/394463/> (page consultée 2022/05/25).

Woodward, Bob. « CIA Told to Do 'Whatever Necessary' to Kill Bin Laden; Agency and Military Collaborating at 'Unprecedented' Level; Cheney Says War Against Terror 'May Never End' ». *The Washington Post* (21 octobre).

Wyatt, Edward. 2003. « Clark Attacks Bush Strategy on Terrorism as Mistaken ». *The New York Times* (23 décembre).

Wyn Jones, Richard. 1999. *Security, Strategy, and Critical Theory*. Boulder et Londres : Lynne Rienner Publishers, 168 pages.

Yardley, Jonathan. 2012. « Studying the Past for Justice Today ». *The Washington Post* (29 janvier).

Yasin, Huma. 2018. « The U.S. is still harsh to Muslims, no matter how the travel ban case goes ». *The Washington Post* (15 mai).

Zakaria, Fareed. 2004. « All That's Left Is Violence ». *The Washington Post* (14 mars).

Zakaria, Fareed. 2006. « An Insider's Account of the War on Terror ». *The New York Times* (17 décembre).

Zakaria, Fareed. 2007. « A Rhetoric of Danger ». *The Washington Post* (4 juin).

Zakaria, Fareed. 2008. « The Thing We Have to Fear ». *The Washington Post* (26 mai).

Zakaria, Fareed. 2009. « "He kept us safe." ». *The Washington Post* (18 janvier).

Zakaria, Fareed. 2012. « Time to terminate the war on terror ». *The Washington Post* (7 décembre).

Zakaria, Fareed. 2016. « Ready-made radicalism ». *The Washington Post* (1er avril).

Zakaria, Fareed. 2019. « Turmoil is looming in the Middle East ». *The Washington Post* (1er novembre).

Zarate, Juan C. 2013. « When do we call it 'terrorism'? ». *The Washington Post* (21 avril).

Zedong, Mao. 1946. « Talk with the American Correspondent Anna Louise Strong ». *Selected Works of Mao Tse-tung*. Disponible en ligne: https://www.marxists.org/reference/archive/mao/selected-works/volume-4/mswv4_13.htm (page consultée le 2022/07/08).

Zenko, Micah et Amelia Wolf. 2016. « Drones kill more civilians than pilots do ». *Foreign Policy* (25 avril). Disponible en ligne: <https://foreignpolicy.com/2016/04/25/drones-kill-more-civilians-than-pilots-do/> (page consultée 2022/07/05).

Zenko, Micah et Sarah Kreps. 2014. « Limiting Armed Drone Proliferation ». *Council on Foreign Relations* 69 (juin): 1-53.

Zenko, Micah. 2017. « A Familiar, Failed Afghanistan Strategy ». *The New York Times* (26 août).

Zernike, Kate et Carl Hulse. 2006. « Security and War Take Center Stage as Campaign Break Nears ». *The New York Times* (26 septembre).

Zernike, Kate et Michael T. Kaufman. 2011. « OBITUARY OSAMA BIN LADEN, 1957-2011 ». *The New York Times* (2 mai).

Annexe 1 : liste des discours présidentiels

George W. Bush

- 11 septembre 2001 – Adresse à la nation au sujet des attentats
- 22 septembre 2001 – Adresse à la nation au sujet de la réponse aux attentats
- 29 janvier 2002 – Discours sur l'état de l'union
- 1^{er} juin 2002 – Discours de graduation à l'académie militaire West Point
- 7 juin 2002 – Adresse à la nation au sujet du *Department of Homeland Security*
- 12 septembre 2002 – Adresse à l'Assemblée générale des Nations Unies
- 28 janvier 2003 – Discours sur l'état de l'Union
- 17 mars 2003 – Adresse à la nation au sujet de l'Irak
- 20 mars 2003 – Adresse à la nation sur le début de la guerre en Irak
- 6 novembre 2003 – Remarques sur la liberté en Irak et dans le Moyen-Orient (discours à la chambre de commerce des États-Unis à l'occasion du 20^e anniversaire de la création du *National Endowment for Democracy*)
- 20 janvier 2004 – Discours sur l'état de l'union
- 17 juillet 2004 – Remarques sur la sécurité nationale et l'effort de guerre (discours à l'occasion de la *George C. Marshall ROTC Award Ceremony* à l'Institut Militaire de Virginie)
- 2 février 2005 – Discours sur l'état de l'union
- 19 décembre 2005 – Adresse à la nation au sujet du « renouveau » en Irak
- 31 janvier 2006 – Discours sur l'état de l'union
- 11 janvier 2007 – Adresse au sujet des opérations militaires en Irak
- 23 janvier 2007 – Discours sur l'état de l'union
- 28 janvier 2008 – Discours sur l'état de l'union
- 19 mars 2008 – Remarques au sujet de la guerre au terrorisme
- 15 janvier 2009 – Discours d'adieu à la nation

Barack Obama

- 20 janvier 2009 – Discours inaugural
- 24 février 2009 – Adresse devant une session conjointe du Congrès des États-Unis
- 3 avril 2009 – Adresse au Strasbourg Townhall
- 5 avril 2009 – Discours au Hradcany Square de Prague
- 1^{er} décembre 2009 – Discours sur la stratégie en Afghanistan et au Pakistan
- 10 décembre 2009 – Discours d'acceptation du Prix Nobel
- 27 janvier 2010 – Discours sur l'état de l'union
- 8 avril 2010 – Conférence de presse traité START avec Dmitri Medvedev
- 1^{er} mai 2010 – Discours à l'Université du Michigan
- 22 mai 2010 – Adresse d'ouverture à la West Point Military Academy
- 15 juin 2010 – Discours au personnel militaire de Pensacola
- 31 août 2010 – Adresse à la nation au sujet de la fin des opérations de combat en Irak

- 23 septembre 2010 – Adresse aux Nations Unies
- 25 janvier 2011 – Discours sur l'état de l'union
- 1^{er} mai 2011 – Remarques au sujet de la mort de Oussama Ben Laden
- 19 mai 2011 – Discours au sujet de la diplomatie américaine au Moyen-Orient et en Afrique du Nord
- 25 mai 2011 – Discours au parlement britannique
- 22 juin 2011 – Remarques sur le retrait des troupes en Afghanistan
- 16 novembre 2011 – Discours devant le parlement australien
- 12 septembre 2012 – Discours sur les attaques de Benghazi
- 14 janvier 2013 – Conférence de presse fin de premier mandat
- 13 février 2013 – Discours sur l'état de l'union
- 23 mai 2013 – Discours sur les drones et le terrorisme à la National Defense University
- 24 mai 2013 – Discours d'ouverture à la U.S. Naval Academy
- 10 septembre 2013 – Adresse à la nation au sujet de la Syrie
- 28 janvier 2014 – Discours sur l'état de l'union
- 24 septembre 2014 – Discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies
- 20 janvier 2015 – Discours sur l'état de l'union
- 11 février 2015 – Sur la requête d'utiliser la force contre ISIL
- 11 septembre 2015 – Adresse aux troupes à Fort Meade
- 13 novembre 2015 – Adresse au sujet des attaques terroristes de Paris
- 6 décembre 2015 – Discours au sujet des stratégies de lutte au terrorisme international et domestique
- 14 décembre 2015 – Mise à jour sur la campagne contre ISIL
- 17 décembre 2015 – Remarque du président suite au discours au National Counterterrorism Center
- 12 janvier 2016 – Discours sur l'état de l'union

Donald Trump

- 20 janvier 2017 – Discours inaugural
- 28 février 2017 – Adresse devant une session conjointe du Congrès des États-Unis
- 19 septembre 2017 – Adresse devant l'Assemblée générale des Nations Unies
- 18 décembre 2017 – Remarques sur la stratégie nationale de sécurité
- 30 janvier 2018 – Discours sur l'état de l'union
- 24 juillet 2018 – Discours à la *Veterans of Foreign Wars National Convention*
- 25 septembre 2018 – Adresse à la 73^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- 5 février 2019 – Discours sur l'état de l'union
- 24 septembre 2019 – Remarques à l'Assemblée générale des Nations Unies
- 27 octobre 2019 – Déclaration au sujet de la mort de Abu Bakr al-Baghdadi
- 3 janvier 2020 – Remarques sur l'assassinat de Qassem Soleimani
- 8 janvier 2020 – Déclaration au sujet de l'Iran
- 4 février 2020 – Discours sur l'état de l'union

- 13 juin 2020 – Discours de graduation à l'académie militaire West Point

Annexe 2: citations additionnelles

George W. Bush - Terrorisme

« *We are planning a broad and sustained campaign to secure our country and eradicate the evil of terrorism* » (Bush 2001).

« *That terrible morning, 19 evil men -- the shock troops of a hateful ideology - - gave America and the civilized world a glimpse of their ambitions. They imagined, in the words of one terrorist, that September the 11th would be the "beginning of the end of America"* » (Bush 2003).

« *Thousands of dangerous killers¹⁵, schooled in the methods of murder, often supported by outlaw regimes, are now spread throughout the world like ticking time bombs, set to go off without warning* » (Bush 2002).

« *The victory of freedom in Iraq will strengthen a new ally in the war on terror, inspire democratic reformers from Damascus to Tehran, bring more hope and progress to a troubled region, and thereby lift a terrible threat from the lives of our children and grandchildren* » (Bush 2005).

« *They are tormented by the sight of an old man voting, or a young girl going to school* » (Bush 2008).

« *Afghanistan has gone from a nation where the Taliban harbored Al Qaeda and stoned women in the streets to a young democracy that is fighting terror and encouraging girls to go to school* » (Bush 2009).

« *They support them and harbor them, and they will find that their welcome guests are parasites that will weaken them, and eventually consume them* » (Bush 2002).

« *What is expected of us? I ask you to live your lives, and hug your children. I know many citizens have fears tonight, and I ask you to be calm and resolute, even in the face of a continuing threat. I ask you to uphold the values of America, and remember why so many have come here. We are in a fight for our principles, and our first responsibility is to live by them* » (Bush 2001).

« *Our commitment to liberty is America's tradition -- declared at our founding; affirmed in Franklin Roosevelt's Four Freedoms; asserted in the Truman Doctrine and in Ronald Reagan's challenge to an evil empire* » (Bush 2003).

« *The only force powerful enough to stop the rise of tyranny and terror and replace hatred with hope is the force of human freedom* » (Bush 2005).

¹⁵ Il est à noter que, dans cette dernière citation, George W. Bush utilise le mot meurtriers (*killers*) pour parler des terroristes. C'est le mot qui reviendra le plus souvent dans ses discours. Les exemples sont si nombreux qu'ils ne seront pas tous présentés ici.

« They know that given a choice, people will choose freedom over their extremist ideology. So their answer is to deny people this choice by raging against the forces of freedom and moderation » (Bush 2006).

« (...) our nations have a weapon more powerful than bombs or bullets. It is the desire for freedom and justice written into our hearts by Almighty God » (Bush 2008).

« We will show that men and women who love liberty can defeat the terrorists. And we will show that the future of the Middle East does not belong to terror -- the future of the Middle East belongs to freedom » (Bush 2008).

« Any outlaw regime that has ties to terrorist groups and seeks or possesses weapons of mass destruction is a grave danger to the civilized world -- and will be confronted » (Bush 2003).

« Their hope is to blackmail the United States into abandoning our war on terror, and forsaking our friends and allies and security commitments around the world. Our enemies are bound for disappointment. America will never be blackmailed, and we will never forsake our commitment to liberty » (Bush 2001).

« We will meet the challenge of our time. We will answer history's call with confidence -- because we know that freedom is the destiny of every man, woman and child on this earth » (Bush 2005).

« My Administration understood that America could not retreat in the face of terror. And we knew that if we did not act, the violence that had been consuming Iraq would worsen, and spread, and could eventually reach genocidal levels » (Bush 2008).

« America did nothing to seek or deserve this conflict, but we have been given solemn responsibilities, and we must meet them » (Bush 2009).

« If America does not lead the cause of freedom, that cause will not be led » (Bush 2009).

« We know there can be no security, no lasting peace in a world where proliferation and terrorism, and genocide, and extreme poverty go unopposed » (Bush 2004).

« If we were not fighting and destroying this enemy in Iraq, they would not be idle. They would be plotting and killing Americans across the world and within our own borders » (Bush 2005).

« We face an enemy determined to bring death and suffering into our homes. America did not ask for this war, and every American wishes it were over » (Bush 2006).

« They operate in the shadows of society; they send small teams of operatives to infiltrate free nations; they live quietly among their victims; they conspire in secret, and then they strike without warning » (Bush 2006).

« While our nation is safer than it was seven years ago, the gravest threat to our people remains another terrorist attack. Our enemies are patient and determined to strike again » (Bush 2009).

« To promote peace in the broader Middle East, we must confront regimes that continue to harbor terrorists and pursue weapons of mass murder » (Bush 2005).

« We saw what a handful of our enemies can do with box-cutters and plane tickets. We hear their threats to launch even more terrible attacks on our people. And we know that if they were able to get their hands on weapons of mass destruction, they would use them against us » (Bush 2006).

New York Times (présidence Bush)

« Like the fascists and totalitarians before them, these terrorists -- Al Qaeda, the Taliban regime that supports them, and other terror groups across our world -- try to impose their radical views through threat and violence. We see the same intolerance of dissent, the same mad global ambitions, the same brutal determination to control every life and all of life. » (New York Times 2001)

« In talking about the hijackers, however, Mr. Bush kept up his bellicose language. He once again called them "barbarians," and graphically described the terror they wrought on the airplane that ultimately crashed in Pennsylvania -- a plane administration officials say they believe was on a kamikaze mission toward the White House or capital. » (Sanger 2001)

« This is a new kind of evil, and we understand, and the American people are beginning to understand, this crusade, this war on terrorism, is going to take a while, and the American people must be patient. » (Purdum 2001).

« Americans, we passionately believe, are a humane people. We showed that in restoring wounded economies abroad after World War II, even those of our enemies, Germany and Japan. In due course I think we must make an effort of similar scale to relieve the poverty and misery that are seedbeds for terror in the Middle East. ». (Lewis 2001)

« He said that by the end of September 2003 the United States would have enough antibiotics to treat 20 million people for anthrax, the plague and other diseases that could be spread by acts of terrorism. "Oh, I know the news media likes to say, 'Where's Osama bin Laden,' " Mr. Bush said. "He's not the issue. The issue is international terror." (Sanger 2002)

« "But can't they see linkage between somebody who's willing to murder his own people and the danger of him possessing weapons of mass destruction, which he said he would not

develop? I see the linkage between somebody who is willing to go into his own neighborhood and use chemical weapons in order to keep himself in power and at the same time develop a weapon that could be aimed at Europe, aimed at Israel, aimed in the -- aimed anywhere in order to affect foreign policy through his, you know, I can't imagine people not seeing the threat and not holding Saddam Hussein accountable for what he said he would do. And we're going to do that. History has called us into action. " » (The New York Times 2002)

« Every nation now faces a choice between lawful change and chaotic violence; between joyless conformity and an open, creative society; and between the celebration of death in suicide and murder and the defense of life and its dignity. And we refuse to ignore or appease the aggression and brutality of evil men. » (Bush 2002)

« I have set a clear policy in the second stage of the war on terror: America encourages and expects governments everywhere to help remove the terrorist parasites that threaten their own countries and peace of the world. » (Bumiller 2002)

« All parties have a responsibility to stop funding or inciting terror, and all parties must say clearly that a murderer is not a martyr. » (Dao 2002)

« American officials said they had tried to impress on Indonesia's president, Megawati Sukarnoputri, that the potential for a terrorism is a "cancer in her country." » (The New York Times 2002)

« Afghanistan, was the swamp these mosquitoes kept coming out of. » (Chivers et Rohde 2002)

« I think there is expansion without at least a clear direction. Clearly, we've got to find Muhammad Omar, we've got to find Osama bin Laden, and we've got to find other key leaders of the Al Qaeda network, or we will have failed. Before we make commitments in resources, I think we need to have a clearer understanding of what the direction will be. » (Purdum 2002)

« Taking down the state that sheltered Osama bin Laden was easy; shutting down Al Qaeda has proved frustratingly difficult. Interventions don't end when the last big battle is won. In a war on terror, containing rather than defeating the enemy is the most you can hope for. » (Ignatieff 2003)

« "Two years ago, I told the Congress and the country that the war on terror would be a lengthy war, a different kind of war, fought on many fronts in many places. Iraq is now the central front. Enemies of freedom are making a desperate stand there and there they must be defeated. » (The New York Times 2003)

« We have exposed terrorist front groups, seized terrorist accounts, taken new measures to protect our homeland, and uncovered sleeper cells inside the United States. (...) we acted in Iraq, where the former regime sponsored terror, possessed and used weapons of mass destruction, and for 12 years defied the clear demands of the United Nations Security Council. Our coalition enforced these international demands in one of the swiftest and most humane military campaigns in history. " » (The New York Times 2003)

« We are conducting precision raids against terrorists and holdouts of the former regime. These killers are at war with the Iraqi people. They have made Iraq the central front in the war on terror. And they will be defeated. » (The New York Times 2003)

« In a news conference here today, Attorney General John Ashcroft said that the authorities took Mr. Faris's plot very seriously and that the case "highlights the very real threats that still exist here at home in the United States of America in the war against terrorism." » (Marquis 2003)

« We have carried the fight to the enemy. We are rolling back the terrorist threat to civilization, not on the fringes of its influence, but at the heart of its power. » (The New York Times 2003)

« Some of the immediate consequences of the Iraq intervention have been good indeed: a totalitarian regime is no longer terrorizing Iraqis. » (Ignatieff 2003)

« President Bush denounced the bombing in Baghdad today as the work of enemies of the civilized world, and vowed that the United States would not be deterred from confronting terrorism and bringing stability to Iraq. » (Stevenson 2003)

« Once again we're reminded of the evil these terrorists pose to innocent people everywhere and to our way of life. Once again we must affirm that in the face of this terrorism, there must be no holding back, no compromise, no hesitation in confronting this menace, in attacking it, wherever and whenever we can, and in defeating it utterly. » (The New York Times 2003)

« The terrorists have a purpose, a strategy to their cruelty. They view the rise of democracy in Iraq as a powerful threat to their ambitions. » (The New York Times 2003)

« The truth is, we knew for decades that Iraq had nuclear, chemical and biological weapons programs -- yet it was only after 9/11 that these programs were viewed as an intolerable threat that necessitated a regime change. » (Benjamin et Simon 2003)

« The global community remains alarmingly vulnerable to catastrophic terrorism. Around the world, and particularly in the former Soviet Union, materials and weapons of mass destruction are insecure, often protected only by a padlock or an unpaid guard." » (Van Natta Jr 2003)

« The United States will not stand by and wait for another attack or trust in the restraint and good intentions of evil men. We are on the offensive against terrorists and all who support them. We will not permit any terrorist group or outlaw regime to threaten us with weapons of mass murder. » (Hernandez 2003)

« Rogue regimes are bad for the world and worse for the people forced to live under them. Over time, we can use diplomacy -- including coercion -- and deterrence to bring about change. For now, however, the direst threat to Americans comes not from the mullahs of Tehran, but from the mass-murderers of Al Qaeda. » (Benjamin et Simon 2003)

« Yesterday's bombing of the United Nations headquarters in Baghdad was the latest

evidence that America has taken a country that was not a terrorist threat and turned it into one. » (Stern 2003)

« Analysts at the Central Intelligence Agency have complained that senior administration officials have exaggerated the significance of some intelligence reports about Iraq, particularly about its possible links to terrorism, in order to strengthen their political argument for war, government officials said. » (Risen et Johnston 2003)

« Before the war began, Mr. Bush switched the justification for the invasion repeatedly. The argument that was most persuasive, the danger of weapons of mass destruction in the hands of Mr. Hussein, has fallen flat since the weapons have failed to turn up. » (The New York Times 2003)

« The administration, purposefully or not, routinely conflates terrorism and the nuclear threat from rogue nations. These are threats of a profoundly different order and magnitude. » (Ignatieff 2003)

« Senators John Kerry and John Edwards, the top two finishers, may have shunned the wild rhetoric of Howard Dean. But they share their party's general unwillingness to think hard or realistically about the war on terrorism. » (Frum et Perle 2004)

« Key elements of the Patriot Act are set to expire next year. Some politicians in Washington act as if the threat to America will also expire on that schedule." » (Sontag 2004)

« Above all, the defeat of violence and terror in Iraq is vital to the defeat of violence and terror elsewhere, and vital, therefore, to the safety of the American people » (Stevenson et Jehl 2004)

« America's commitment to freedom in Iraq is consistent with our ideals and required by our interests. Iraq will either be a peaceful democratic country or it will again be a source of violence, a haven for terror and a threat to America and to the world. » (The New York Times 2004)

« In order to secure the country, we must do everything in our power to find these killers and bring them to justice before they hurt us again. » (The New York Times 2004)

« There is no neutral ground -- no neutral ground -- in the fight between civilization and terror, because there is no neutral ground between good and evil, freedom and slavery and life and death. (...) No concession will appease their hatred. No accommodation will satisfy their endless demands. » (Stevenson 2004)

« The F.B.I. director, has said he believes that Al Qaeda has a presence on American soil, but he has also cautioned that the extent of the terror network's membership and its plans are unclear. » (Johnston 2004)

« Vice President Dick Cheney called Saturday for greater global unity to fight terrorism, halt the spread of illicit weapons and promote democratic trends in the Middle East ». (Schmitt et Landler 2004)

« We can do a better job of homeland security. I can do a better job of waging a smarter, more effective war on terror and guarantee that we go after the terrorists. I will hunt them down and will kill them, will capture them, will do whatever's necessary to be safe. » (The New York Times 2004)

« (...) diverted our focus from Osama bin Laden and the real war on terror » (Bennhold 2004)

« On the other hand, we have to be strong. We have to be smart if we're going to win the war on terror." Consider the consequences of a second major attack on the mainland United States -- the detonation of a radiological or dirty bomb, perhaps, or a low-yield nuclear device or a chemical strike in a subway. » (Jehl 2004)

« (...) the civilized world must hold those regimes to account. » (Sanger 2005)

« (...) make it clear that Iraq is a part of this war on terror, and we're at war. » (Van Natta Jr. 2005)

« The contrast couldn't be clearer between the intentions and the hearts of those who care deeply about human rights and human liberty, and those who kill, those who've got such evil in their hearts that they will take the lives of innocent folks. » (Cowell 2005)

« Mr. Goss and other officials continue to describe Al Qaeda as the principal threat to American security, saying that it remains intent on inflicting another major attack on the United States itself, possibly with a chemical or biological weapon or a so-called dirty bomb. » (Jehl 2005)

« During the four years since the attacks of 9/11, while terrorism worldwide has flourished, we have seen no second attack on the United States. This may be owed to the damage done Al Qaeda. Or perhaps planning and preparation for such an attack is going on now. More likely, though, the next attack, when it comes, will originate not in the minds of veteran Qaeda planners but from this new wave of amateurs: viral Al Qaeda, political sympathizers who nourish themselves on Salafi rhetoric and bin Laden speeches and draw what » (Danner 2005)

« Many Americans look at these events, and ask the same question: Five years after 9/11, are we safer? The answer is, yes, America is safer. We are safer because we've taken action to protect the homeland. » (Gay Stolberg 2006).

« You'll see case after case of terrorists hitting America or American targets -- and America failing to hit back hard enough. » (Sanger 2006)

« The whole aim of practical politics, is to keep the populace alarmed -- and hence clamorous to be led to safety -- by menacing it with an endless series of hobgoblins, all of them

imaginary. » (Bamford 2006)

« (...) it is time to close the Guantanamo camp. It is a despicable symbol of the abuses committed by this administration (with Congress's complicity) in the name of fighting terrorism. » (The New York Times 2007)

« The testimony, in an annual assessment of the threats facing the United States, was the latest indication that Al Qaeda appears to have significantly rebuilt a network battered by the American invasion of Afghanistan after the Sept. 11 attacks. In recent weeks, fresh concerns about the threat posed by Al Qaeda have prompted senior Bush administration officials to travel to Pakistan to seek approval for more aggressive American military action against militants based in the tribal areas near the border with Afghanistan. » (Mazzetti 2008)

Washington Post (présidence Bush)

« Bush described the terrorist network as the heirs of all the murderous ideologies of the 20th century," saying they "follow in the path of fascism, and Nazism, and totalitarianism." » (Harris et Allen 2001)

« By their cruelty, the terrorists have chosen to live on the hunted margin of mankind. By their hatred, they have divorced themselves from the values that define civilization itself. » (Allen 2001)

« We will not wait for the authors of mass murder to gain the weapons of mass destruction. » (DeYoung 2001)

« This is going to be the kind of work that will probably take years, because the focus has to be not just on any one individual. » (Harris 2001)

« It is different than the Gulf War was, in the sense that it may never end. At least, not in our lifetime. » (Woodward 2001)

«The chance of a large [bioweapons] attack that affects tens of thousands or hundreds of thousands is very small. But is that what the terrorist cares about? Inducing enough disease to produce panic or disrupt life is probably enough. »

« War was long ago declared on us. Until we declare war in return, we will have thousands of more innocent victims. »

« Unlike the maniac fundamentalists, we don't have the vocabulary of hate that does this crime justice. »

« The message has to be delivered to the savages by all of us in one voice: You can kill Americans, but you can't kill America.

« Our enemies will rue the dreadful day they aroused the fury of a peaceful people. Just as the Japanese empire sealed its fate when it attacked Pearl Harbor, the wicked world of terrorism has ensured its doom by the wanton butchery of so many of those we love. »

« The surest way to make an effective martyr of a terrorist is to put him in prison, inspiring his followers to commit hijackings, kidnappings and other acts of terror in an attempt to set him free. (...) They are our enemies, in a war. And they are fanatical in the extreme sense of the word. Only by killing them and striking the governments that succor them may we deter their weaker supporters and deny them a place of refuge. »

« Now is the time to use it to deter, defeat or destroy the other regimes in the area that are host to radical Islamic terrorism. » (Krauthammer 2001)

« You must conduct that campaign so that you can pivot quickly from it to end the threat Saddam Hussein's regime poses. Dare to see the connections, dare to pursue them, dare to win, Mr. President. » (Hoagland 2001)

« The result is a severely hobbled organization that no longer has the capability to plan or launch a new operation on the scale of the Sept. 11 attacks in New York and Washington. Yet authorities in the United States and Europe remain deeply worried about the possibility of more terrorist attacks of smaller scope, either by al Qaeda itself or by sympathizers to bin Laden's cause. » (Eggen et Dobbs 2002)

« Al Qaeda does not rely on immediate direction from a central authority yet still maintains effective coordination - a model similar to the one used by organized crime syndicates -- and hence has been far less susceptible to intrusion or destruction. It adapts its methods to accomplish its goals. » (Sanders 2002)

« Some states that sponsor terror are seeking or already possess weapons of mass destruction; terrorist groups are hungry for these weapons, and would use them without a hint of conscience » (Allen 2002)

« The struggle against this international cancer will be long and difficult. And we have just been reminded again that it is not America's war alone to wage. »

« This war is chemotherapy for weak governments such as those of Indonesia and Yemen. »

« US officials assert that the men were enemy "combatants" in the U.S.-led global war on terrorism, which unlike any other conflict cannot be defined by national boundaries. » (Powell et Priest 2002)

« The elements of this new system are already familiar from President Bush's orders and his aides' policy statements and legal briefs: indefinite military detention for those designated "enemy combatants," » (Lane 2002)

« Terrorism is the enemy of the state, out to destroy the state or to commandeer it for evil purposes. »

« I raise these doubts with the greatest reluctance, as a Democrat who believes that the global projection of American power has been, in the main, an enormous force for good. » (Galston 2002)

« From the distance of 60 years, we can see that the first year after Pearl Harbor was a pivotal point in the nation's history, a time when the United States began to act like a great power -- militarily, diplomatically, strategically, tactically. (...) Different as this conflict seems from that one, we can be sure that, however long it takes for the war to play out, the consequences will be

profound and that wisdom and will may again be our greatest weapons. Global wars are like that.
» (Atkinson 2002)

« We can do everything we need to do to protect our national security without abandoning the rule of law. But if we fail to abide by it, we undermine our stature in the world community. We endanger our citizens and our troops abroad. And we compromise the very principles we are fighting so hard to defend. » (Wilner 2002)

« The problem is deeper. It involves policy reversals as well as personal contradictions. Nine months ago, Bush said he wanted Osama bin Laden "dead or alive." When asked about the elusive terrorist last week, Bush pretended he hardly matters, answering a question on bin Laden with the remark that "the war on terrorism is a lot bigger than one person." » (Broder 2002)

« The United States can take casualties, but only if it understands why. War plans are being drawn up in the Pentagon. But explanations are lacking at the White House. » (Cohen 2002).

« The threat to peace does not come from those who seek to enforce the just demands of the civilized world; the threat to peace comes from those who flout those demands. » (Milbank et Slevin 2003)

« This is a time for all of us to unite in the defense of liberty and to step up to the shared duties of free nations. » (Allen et Glaser 2003)

« (...) terrorists are gathering in Iraq to undermine the advance of freedom. » (Milbank 2003)

« In a free Iraq, there will be no more wars of aggression against your neighbors, no more poison factories, no more executions of dissidents, no more torture chambers and rape rooms. » (Milbank et Allen 2003)

« One day the war on terror will end -- not soon, but it will end. And you will face still more challenging tasks, possibly a world with double the number of nuclear nations, and many of those new nuclear states will be terrorist nations. » (Nelson Hernandez 2003)

« (...) we should not resolve the argument over whether Hamas is a terrorist organization, or a political organization that condones violence, or something else, by slapping a label on Hamas. Instead, we should give readers facts and perhaps quotes from disputing parties about how best to characterize the organization. The terrorist label is very powerful and the paper takes care in avoiding language that is preferred by one side or another in the Middle East. News organizations should not back away from the word terrorism when it is the proper term. But as a rule, strong, descriptive, factual reporting is better than labels. »

« I'm convinced that these weapons were there and that they could have found their way into the hands of terrorists and found their way to the United States, and that's what we had to stop. »

« We have a chance to show the world that we were in fact in Iraq for the right reasons, that we were there for the purpose of liberating the Iraqi people, that this was not about the expansion of American power, that this was not about oil. I think the commander in chief has to be tough. »

« I think the world has proven, and we have proven, that there is a rationale for our containing the most powerful military on the face of the planet. To win the war on terror, we must be prepared to use the iron fist of our superb military. »

« Kerry dedicated only a few minutes specifically to Iraq, where he said the United States "is in deep trouble." He said the gravest threat to U.S. security comes from "lawless states and terrorists" armed with weapons of mass destruction. » (VandeHei 2004)

« As Americans, we are absolutely united in our determination to hunt down and destroy Osama bin Laden and the terrorists. They are barbarians. And I will stop at absolutely nothing to hunt down, capture or kill the terrorists wherever they are, whatever it takes. Period. » (Priest et Pincus 2004)

« There is no neutral ground -- no neutral ground -- in the fight between civilization and terror, because there is no neutral ground between good and evil, freedom and slavery, and life and death. » (Milbank 2004)

« (...) you don't sign a treaty with people who are -who don't believe in rules, people who don't have a conscience. » (Allen 2004)

« The only way to effectively fight this plague is by continuing to build a solid coalition of democratic countries around the world that will fight terrorism while respecting human rights under the rule of law. » (Gustavo de Aristegui (2004)

« British Islamists had spoken of a "covenant of security" under which Britain would be spared Islamic terrorism so long as it allowed radical clerics free rein. »

« One promising new approach builds on the parallels often drawn between terrorism and a mutating virus or metastasizing cancer. Although Islamist militancy is clearly not a disease in the clinical sense, it does exhibit qualities of a social contagion; there is something undeniably appealing or "infectious" to many about the ideas and beliefs that motivate terrorists and their many supporters. »

« Such phraseology can have unintended consequences. Instead of mobilizing moderate Muslims to stand by our side, the repetitive refrain about Islamic terrorism may not only offend moderate Muslims but could eventually contribute to a perception that the campaign against terrorism is also a campaign against Islam as a whole. »

« We face brutal and determined enemies -- men who celebrate murder, incite suicide and thirst for absolute power. These enemies will not be stopped by negotiations, or concessions or appeals to reason. In this war, there is only one option -- and that is victory. » (Fletcher 2005)

« We face brutal and determined enemies -- men who celebrate murder, incite suicide and thirst for absolute power. These enemies will not be stopped by negotiations, or concessions or appeals to reason. In this war, there is only one option -- and that is victory. » (Fletcher 2005)

« Forces of terror see the changes that are taking place in their midst. They understand that the advance of liberty, the freedom to worship, the freedom to dissent, and the protection of human rights would be a defeat for their hateful ideology. » (Fletcher 2006)

« But without relentless vigilance and effort from the civilized world, Islamist extremists could gain control of a state or establish a network of radical "statelets" in the Middle East, Africa and Asia. » (Chertoff 2007)

« Al-Qaeda and its ilk have a world vision that is comparable to that of historical totalitarian ideologues but adapted to the 21st-century global network. » (Chertoff 2007)

« They are disaffected, homicidal kids -- closer to urban gang members than to motivated Muslim fanatics. » (Ignatius 2008)

« (...) we are not facing what President Bush called "the decisive ideological struggle of the 21st century and the calling of our generation," but something that is more limited and manageable -- if we make good decisions. »

« For most of our history, the most significant danger to our security came from states. The physical safety of our people was protected by oceans. Today, the dangers extend beyond states alone to transnational security threats that respect no borders. » (The Washington Post 2008)

Barack Obama – terrorisme

« This mass murder was planned by Osama bin Laden and his al Qaeda network in Afghanistan, and signaled a new threat to our security -- one in which the targets were no longer soldiers on a battlefield, but innocent men, women and children going about their daily lives. » (Obama 2011)

« No grievance justifies these actions. There can be no reasoning -- no negotiation -- with this brand of evil. The only language understood by killers like this is the language of force. » (Obama 2014)

« Deranged or alienated individuals -- often U.S. citizens or legal residents -- can do enormous damage, particularly when inspired by larger notions of violent jihad. » (Obama 2013)

« Both Al Qaida and now ISIL pose a direct threat to our people, because in today's world even a handful of terrorists who place no value on human life, including their own, can do a lot of damage. » (Obama 2016)

« But what's happened with this radical, violent extremism is that it's metastasized and it's spread to other areas. » (Obama 2015)

« So part of our job, together, is to work to reject such extremism that infects too many of our young people. » (Obama 2015)

« For our idealism is rooted in the realities of history -- that repression offers only the false promise of stability, that societies are more successful when their citizens are free, and that democracies are the closest allies we have. » (Obama 2011)

« That's my judgment as Commander-in-Chief. But I'm also the President of the world's oldest constitutional democracy. So even though I possess the authority to order military strikes, I believed it was right, in the absence of a direct or imminent threat to our security, to take this debate to Congress. I believe our democracy is stronger when the President acts with the support

of Congress. And I believe that America acts more effectively abroad when we stand together. » (Obama 2013).

« The United States will never shy away from defending our interests, but we will also not shy away from the promise of this institution and its Universal Declaration of Human Rights -- the notion that peace is not merely the absence of war, but the presence of a better life. » (Obama 2014)

« We are reminded in this time of tragedy that the bonds of liberté and égalité and fraternité are not only values that the French people care so deeply about, but they are values that we share. And those values are going to endure far beyond any act of terrorism or the hateful vision of those who perpetrated the crimes this evening. » (Obama 2015)

« America remains the one indispensable nation, and the world needs a strong America, and it is stronger now than when I came into office. » (Obama 2013)

« Finally, let's remember that our leadership is defined not just by our defense against threats, but by the enormous opportunities to do good and promote understanding around the globe -to forge greater cooperation, to expand new markets, to free people from fear and want. And no one is better positioned to take advantage of those opportunities than America. » (Obama 2014)

« It's up to us, the United States of America, to help remake that system. » (Obama 2016)

« The transfer of nuclear materials or material by North Korea to states or non-state entities would be considered a grave threat to the United States and our allies. » (Obama 2011)

« Iran is a state sponsor of terrorism, and for them to be able to provide nuclear technology to non-state actors, that's unacceptable. » (Obama 2013)

« (...) we make sure that these terrorists are not gaining the kinds of weaponry that would make it easier for them to cause mass attacks. » (Obama 2015)

« There's no doubt that al Qaeda will continue to pursue attacks against us. We must -- and we will -- remain vigilant at home and abroad. » (Obama 2011)

« Now, make no mistake, our nation is still threatened by terrorists. » (Obama 2013)

« But as we guard against dangers from abroad, we cannot neglect the daunting challenge of terrorism from within our borders. » (Obama 2013)

« The fact is, that danger remains. While we have put al Qaeda's core leadership on a path to defeat, the threat has evolved, as al Qaeda affiliates and other extremists take root in different parts of the world. » (Obama 2014)

« But the threat of lone wolves or small cells of terrorists is complex -- it's harder to detect and harder to prevent. It's one of the most difficult challenges that we face. And preventing these kinds of attacks on American soil is going to require sustained effort. » (Obama 2015)

Washington Post (présidence Obama)

« While it is not yet certain who organized the attempted car-bombing in Times Square this weekend, the incident marks the domestic introduction of familiar terrorist techniques that may be

harder to thwart than those to which the U.S. homeland security apparatus became attuned after Sept. 11. » (Simon et Stevenson 2010)

« Recent plots, including the Mumbai raid in November 2008, the Times Square car bomb attempt in May of this year and now the plot in Europe, show that al-Qaeda is not only operationally alive and well, but has transformed its post-Afghanistan tactical retreat into a formidable new strategy. » (Simon et Stevenson 2010)

« The aggressor understands only one language: that of force and determination. » (Hughes 2010)

« It turns out that search warrants, Miranda warnings, civilian trials and the rest work wonderfully when operating a criminal justice system in which Americans enjoy every constitutional protection needed to curb the totalitarian impulse of all governments. But as a methodology for fighting the war on terrorism? It's a disaster. » (Rubin 2011)

« And we were, in the terms defined by the war on terror, successful: Ten years after 9/11, al-Qaeda is in profound disarray. Osama bin Laden is dead. Fanatical Islam is on the decline. Our military remains the most sophisticated in the world. » (Applebaum 2011)

« For the most part, Obama has continued to treat the global war on terror as an actual war, not primarily a law enforcement operation. » (Gerson 2012)

« As we debate whether the two parties can ever come together and get things done, here's something President Obama could probably do by himself that would be a signal accomplishment of his presidency: End the war on terror. » (Zakaria 2012)

« Plainly, the war against Islamic terrorism is far from over and in fact is spreading through Africa. This calls into question Hagel's enthusiasm for slashing our defense capabilities and his bizarrely indifferent stance toward terrorist groups. » (Rubin 2013)

« We may change our strategies, but we should not convince ourselves that our enemies are contained. Rather, they are like cicadas, rising from their subterranean berths to wreak havoc when the time is ripe. » (Parker 2013)

« President Obama sought Tuesday to turn a bitter election-season fight over the threat posed by violent Islamic extremists into a rejection of Donald Trump's vision of what it means to be an American. » (Jaffe, Gearan et Nakamura 2016)

« Radical Islam provides that off-the-shelf ideology, easily available through the Internet and social media. » (Zakaria 2016)

« Donald Trump called Monday for a Cold War-style mobilization against radical Islamic terror. » (DeYoung 2016)

New York Times (présidence Obama)

« (...) the forces of freedom and justice have once again prevailed over those who use terror to pursue tyranny. » (The New York Times 2011)

« *We agree; the threat from terrorism remains, but today it stems largely from self-radicalized individuals and groups that have nothing to do with the Sept. 11 attacks.* » (Daskal et Vladek 2013)

« *The language of good and evil may provide a comforting sense of moral clarity, but it rarely, if ever, produces good policy.* » (Boyle 2014)

« *It paves the way for the use of force by making it easier for a government to exploit the fears of its citizens and ignore objections to the manner in which it responds to terrorist violence.* » (Kapitan 2014)

« *(...) when President Obama describes climate change as the greatest threat we face, he's exactly right. Terrorism can't and won't destroy our civilization, but global warming could and might.* » (Krugman 2015)

Barack Obama – Drones

« *I ordered our military to take targeted action against ISIL to stop its advances. Since then, we've conducted more than 150 successful airstrikes in Iraq. These strikes have protected American personnel and facilities, killed ISIL fighters, destroyed weapons, and given space for Iraqi and Kurdish forces to reclaim key territory. These strikes have also helped save the lives of thousands of innocent men, women and children.* » (Obama 2014)

« *Remember that the terrorists we are after target civilians, and the death toll from their acts of terrorism against Muslims dwarfs any estimate of civilian casualties from drone strikes.* » (Obama 2013)

« *Taking action against immediate threats, while pursuing a world in which the need for such action is diminished. The United States will never shy away from defending our interests, but we will also not shy away from the promise of this institution and its Universal Declaration of Human Rights.* » (Obama 2014)

« *But as I said last year, in taking direct action we must uphold standards that reflect our values. That means taking strikes only when we face a continuing, imminent threat.* » (Obama 2014)

« *(...) I've imposed prudent limits on the use of drones -- for we will not be safer if people abroad believe we strike within their countries without regard for the consequence. That's why, working with this Congress, I will reform our surveillance programs -- because the vital work of our intelligence community depends on public confidence, here and abroad.* » (Obama 2014)

« *(...) we act against terrorists who pose a continuing and imminent threat to the American people, and when there are no other governments capable of effectively addressing the threat.* » (Obama 2013)

« *(...) it's also not possible for America to simply deploy a team of Special Forces to capture every terrorist. Even when such an approach may be possible, there are places where it would pose*

profound risks to our troops and local civilians -- where a terrorist compound cannot be breached without triggering a firefight with surrounding tribal communities, for example, that pose no threat to us; times when putting U.S. boots on the ground may trigger a major international crisis. » (Obama 2013)

Washington Post – Drones (présidence Obama)

« It's like having Google Earth in one area, and you're looking at it constantly, day in, day out, 24-7. » (Jaffe et DeYoung 2010)

« That's why we have been striking - with precision - people and facilities that are part of these conspiracies. » (Miller 2010)

« Americans have an exaggerated, politicized fear of terrorism and it has resulted in their supporting a drone policy that is based in weakness not strength. (...) Peace and real security will never be achieved by drones. » (Brooks Thistlewaite 2013)

« U.S. drone attacks in Afghanistan, Pakistan and other countries may be militarily effective, but they are killing innocent civilians in a way that is obscene and immoral. I'm afraid that ignoring this ugly fact makes Americans complicit in murder. »

Donald Trump – terrorisme

« The Iranian regime must abandon its pursuit of nuclear weapons; stop spreading terror, death, and destruction; and start working for the good of its own people. » (Trump 2020)